

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Débat: futur développement du pays	p. 116	Sommaire des séances publiques n°8, 9 et 10	p. 158	8 <sup>e</sup> séance	Jeudi 3 décembre 2015
Évaluation: soins palliatifs et euthanasie	p. 148	Sommaire des questions parlementaires	p. Q43	9 <sup>e</sup> séance	Mercredi 9 décembre 2015
Restructuration: fermeture de bureaux de poste	p. 134			10 <sup>e</sup> séance	Jeudi 10 décembre 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



## Un moment important pour la visite officielle en Iran

Au moment historique de l'annonce de la levée de l'embargo international, une délégation de la Chambre des Députés était en visite officielle en Iran.

### Entrevue avec le Président iranien Hassan Rohani

Le 17 janvier 2016, la délégation luxembourgeoise conduite par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, fut reçue par le Président de la République Islamique d'Iran, M. Hassan Rohani, à Téhéran. Le Président iranien a exprimé sa satisfaction quant à la levée de l'embargo; il s'agirait maintenant d'établir de nouvelles relations à la fois politiques et économiques et le Luxembourg, avec sa place financière, pourrait être un partenaire intéressant. De son côté, le Président de la Chambre des Députés a exprimé l'espoir que les relations ne se limiteront pas aux seules considérations économiques, mais se construiront sur des valeurs humanitaires universelles.

### Rencontre avec le Ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif

M. Mars Di Bartolomeo a également rencontré le Ministre iranien des Affaires étrangères, M. Mohammad Javad Zarif. Les interlocuteurs étaient d'accord pour dire qu'un nouveau chapitre allait s'ouvrir dans les relations économiques entre l'Iran et l'Union européenne (UE) respectivement l'Iran et le Luxembourg. «Nous devons veiller à ce que ces nouveaux liens soient établis dans une perspective de long terme et de manière durable», ajouta le Président de la Chambre.

Après l'agenda nucléaire, l'enjeu prioritaire serait la stabilité dans la région. Face aux extrémistes de tous les bords, il importerait que les courants responsables soient encouragés. Au cours de l'entretien, M. Mohammad Javad Zarif a exprimé le souhait de son pays de voir

l'Union européenne s'impliquer davantage dans la région.

### Entretiens avec M. Ali Akbar Velayati et avec l'Ayatollah Akbar Hachemi Rafсандjani

L'engagement commun en matière de terrorisme ainsi que les réponses à la crise des réfugiés étaient les sujets principaux lors de la rencontre avec M. Ali Akbar Velayati, Conseiller du Guide suprême Ayatollah Khamenei. Les deux parties ont insisté sur la nécessité d'un cessez-le-feu dans la région.

L'Ayatollah Rafсандjani, Président du Conseil de discernement de l'Intérêt supérieur du Régime, a exposé les opportunités qui s'ouvrent après la résolution de la question nucléaire entre l'Iran et la communauté internationale, tandis que le Président de la Chambre des Députés a salué les progrès qui ont pu être réalisés grâce à la diplomatie, tout en insistant sur l'importance des valeurs fondamentales.

### Entrevue avec le Président de l'Assemblée consultative islamique Ali Larijani

L'engagement de l'UE dans la région fut également un sujet important lors d'un entretien, le 16 janvier 2016, avec le Président de l'Assemblée consultative islamique - le Parlement iranien -, M. Ali Larijani. «L'Europe n'étant pas seulement spectateur des conflits de la région, mais concernée par les réfugiés et le terrorisme, l'intérêt commun de nos deux pays est de rétablir une situation stable», a expliqué M. Mars Di Bartolomeo.

La diplomatie parlementaire aurait toute son importance et les développements récents devraient aider à agir dans un esprit de confiance, tout en respectant les valeurs universelles, les libertés fondamentales, l'égalité entre hommes et femmes et les droits des minorités. Le Président Larijani a souligné que son pays était ou-



Accueil du Président de la Chambre et de la délégation luxembourgeoise par le Président de la République Islamique d'Iran, M. Hassan Rohani

vert à des relations plus étroites avec le Luxembourg, notamment dans le domaine bancaire.

Finalement, un échange avec le Gouverneur de la Banque centrale d'Iran, M. Valiollah Seif, a porté sur la question d'une réintégration du système bancaire iranien dans le système financier international.

La délégation luxembourgeoise se composait du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que des députés M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, Mme Viviane Loschetter et M. Henri Kox.



Le Président de la Chambre et la délégation luxembourgeoise furent reçus par le Président de l'Assemblée consultative islamique, M. Ali Larijani (1<sup>er</sup> rangée, 3<sup>e</sup> de droite).



## Un nouveau député dans les rangs du DP

Le 19 janvier 2016, M. Claude Lamberty est venu compléter les rangs du DP à la Chambre des Députés où il remplace M. Guy Arendt nommé Secrétaire d'État à la Culture.

S'occuper de 16.000 sportifs ou représenter les électeurs de sa circonscription du centre, ce sont deux tâches comparables selon lui: «Si le premier s'investit pour faire avancer un jeune talent, l'autre s'investit pour faire avancer des projets qui rapportent à la société.»

À 39 ans, Claude Lamberty n'est toutefois pas novice en politique. Incité par M. Xavier Bettel à rejoindre les rangs de la Jeunesse démocrate et libérale du Luxembourg (JDL), il en

prend la tête en 2006. Parallèlement, il développe son ancrage local en devenant conseiller communal à Hespérange en 2008 avant d'occuper un poste d'échevin en 2009. Suite aux élections communales de 2011, il redevient conseiller.

Instituteur de formation, M. Lamberty a enseigné pendant douze ans dans le régime préparatoire au Lycée technique de Bonnevoie, une expérience professionnelle qui orientera le choix de ses dossiers en tant que député: «L'éducation de nos enfants est primordiale pour l'avenir de notre société. Dans ce domaine des réformes importantes sont à venir, et je voudrais m'impliquer pour les faire avancer.»



M. Claude Lamberty lors de la prestation de serment

## Audience de Nouvel An au Palais grand-ducal



LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que LL.AA.RR. le Grand-Duc héritier et la Grande-Duchesse héritière accueillent le Président du Parlement, M. Mars Di Bartolomeo.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et les membres du Bureau ont été reçus, le 12 janvier 2016, pour la traditionnelle audience de Nouvel An au Palais grand-ducal.

Le **Bureau** représente la Chambre des Députés sur le plan national et international. Il est composé d'un président, de trois vice-présidents et de sept membres au plus:

**Président:** Mars Di Bartolomeo (LSAP)

**Vice-Présidents:** Simone Beissel (DP), Laurent Mosar (CSV), Henri Kox (déi gréng)

**Membres:** Marc Angel (LSAP), Eugène Berger (DP), Alex Bodry (LSAP), Lydie Polfer (DP), Gilles Roth (CSV), Claude Wiseler (CSV), Michel Wolter (CSV).

Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes.

## Réception de Nouvel An à la Chambre des Députés

Le référendum et la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: ce sont les deux points forts de l'année 2015 passée en revue lors de la réception de Nouvel An à la Chambre des Députés. «Le résultat du référendum a été clair et net, mais les défis restent», c'est ainsi que s'est exprimé le Président du Parlement, M. Mars Di Bartolomeo. La politique devrait faire face aux clivages de la société, par exemple par le dialogue constructif autour de la loi sur la nationalité.

Par ailleurs, le Président s'est félicité des contacts entre l'école et le monde politique et est revenu sur les réformes à venir concernant par exemple le congé parental, l'assurance dépendance, la fiscalité ou encore le secteur hospitalier.

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, a réitéré son appel à l'élaboration d'un concept d'évaluation des politiques publiques. Il a encore souligné que le travail parlementaire devrait respecter les différentes étapes de la procédure législative sans précipitation en disant que «trop d'accélération tue la démocratie».

La réception s'est terminée par les vœux de Nouvel An à l'administration parlementaire, aux collaborateurs des groupes politiques et à la presse.



Allocation du Président de la Chambre entouré de membres du Bureau et de la Conférence des Présidents.



## Visite officielle du Comité des Présidents de l'APCE à la Chambre

Le Comité des Présidents de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réuni une avant-dernière fois sous la présidence de Mme Anne Brasseur le 14 janvier 2016 à Luxembourg.

La mission essentielle de cet organe qui se compose du Président de l'Assemblée, des présidents des groupes politiques et du Secrétaire général de l'Assemblée consiste à préparer les réunions du Bureau de l'Assemblée qui lui prépare les parties de session. Le Comité peut également être chargé de missions de liaison.

À l'occasion de leur visite à Luxembourg, les membres du Comité ont été reçus en audience par S.A.R. le Grand-Duc au Palais. Finalement ils se sont échangés avec la délégation luxembourgeoise à l'APCE au cours d'un déjeuner de travail.



La Présidente et les membres du Comité des Présidents ont rencontré la délégation luxembourgeoise à l'APCE.

## Le quotidien des enfants du «SOS Kannerduerf» à Mersch



© Paul Provost

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rendu visite au village d'enfants «SOS Kannerduerf» à Mersch. La directrice générale, Mme Marianne Brosius-Kolber, a présenté le fonctionnement de ce village hors du commun où une centaine d'enfants qui ne peuvent plus vivre auprès de leurs parents biologiques sont accueillis dans un cadre familial.

M. Di Bartolomeo a félicité les responsables pour «leur travail remarquable dans l'intérêt des enfants». «Grâce à cet engagement les enfants et adoles-

cents ont une vraie chance de réussir», a-t-il souligné.

Après un échange de vues avec les membres de la direction et une délégation du conseil d'administration, le Président de la Chambre a été accueilli par une des familles du «Kannerduerf» et a pu s'échanger avec une «mère» et ses cinq enfants pour mieux connaître leur quotidien.

Lors de la visite il a également découvert un projet pédagogique qui se base sur les relations que les enfants entretiennent avec des animaux.

(de gauche à droite) Mme Cynthia Conzemius, directrice administrative, Mme Karin Kiesendahl, directrice pédagogique, M. Marcel Jaminet, membre du conseil d'administration, Mme Marianne Brosius-Kolber, directrice générale «SOS Kannerduerf», M. Guillaume Laugs, membre du conseil d'administration, M. le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo, Mme Lucy Dupong, présidente du conseil d'administration de la fondation «Lëtzebuurger Kannerduerf», M. Alphonse Hoffmann, membre du conseil d'administration

55<sup>e</sup> Séance plénière du CPI

## Coopération au développement, dumping social, travail de mémoire et mobilité

Le Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est réuni pour la 55<sup>e</sup> fois en séance plénière le 4 décembre 2015. Le Parlement de Wallonie a accueilli cette séance qui s'est tenue sous la présidence de M. André Antoine.

Dans son intervention d'accueil, le Président a notamment souligné l'importance pour la Grande Région de renforcer son caractère précurseur du projet européen. Le Conseil a adopté cinq recommandations à l'unanimité. Elles concernent le dumping social dans la Grande Région, la circulation transfrontalière des taxis entre l'Allemagne et la Belgique, les lignes ferroviaires transfrontalières à grande vitesse, le travail de mémoire dans le cadre de la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale et la coopération au développement. Cette dernière recommandation avait été présentée par M. Roger Negri en sa qualité de président de la Commission «Environnement et agriculture» du CPI.

Considérant l'Année européenne pour le développement 2015 et les multiples actions européennes et onusiennes qui ont eu lieu au cours de l'année autour de l'enjeu de la coopération, la recommandation met l'accent sur l'approfondissement des structures, initiatives et activités existantes au sein de la Grande Région dans le domaine des partenariats et de la sensibilisation au développement, entre autres au moyen de rencontres et d'échanges plus intenses grand-régionaux entre acteurs du dé-

veloppement. Il recommande aussi de veiller à davantage de concertation et de coordination à tous les niveaux dans le domaine de la politique de développement, tant en ce qui concerne la coopération entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, que la coordination en matière de planification ainsi que sur le terrain entre les acteurs internatio-

naux, européens, nationaux, régionaux et subrégionaux.

Au cours de la séance plénière, le Ministre wallon René Collin qui assume la Présidence du Sommet de la Grande Région a dressé un état des lieux des activités du Sommet qui vient de fêter ses 20 années d'existence. Pour sa part, M. Philippe Ledent, Président du Comité écono-

mique et social de la Grande Région, a présenté les activités du Comité ainsi que l'accord-cadre relatif à la formation professionnelle transfrontalière dans la Grande Région.

Enfin, sur proposition de M. André Antoine, le Conseil a décidé d'organiser, le vendredi 15 avril 2016 au Parlement de Wallonie, un forum consacré à la situation migratoire. Des experts

internationaux viendront alimenter la réflexion des membres du CPI qui auront également l'occasion d'échanger sur les situations prévalant en Allemagne, au Grand-Duché de Luxembourg, en France et en Belgique.

Outre M. Roger Negri, les députés M. Alex Bodry, M. Emile Eicher et M. Marco Schank ont également participé à cette séance plénière du CPI.



Les représentants de la Chambre des Députés (à droite) et les autres participants à la 55<sup>e</sup> séance plénière du CPI.





### Sondages d'opinion politique

#### 6407 - Proposition de loi relative aux sondages d'opinion politique et portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;

3. de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

La proposition de loi du député Alex Bodry a pour objet de doter le Luxembourg d'un cadre légal approprié en matière de publication et de diffusion de sondages d'opinion politique ayant un rapport direct ou indirect avec des consultations politiques (élections ou référenda). Il y a lieu de veiller à ce que les sondages s'effectuent dans des conditions techniques correctes et que leur régime soit conforme à la Convention européenne des droits de l'Homme.

En l'état actuel de notre droit positif, les sondages d'opinion politique sont peu réglementés, la loi se bornant à interdire leur publication, diffusion ou commentaire pendant le

mois qui précède le jour de l'élection ou du référendum.

La proposition de loi initiale s'est inspirée en large partie de la législation française qui a connu une refonte suite à un arrêt de la Cour de cassation (Chambre criminelle) du 4 septembre 2001 dans lequel les juges ont retenu que l'interdiction de la publication des sondages dans la semaine qui précède une élection instaure une restriction à la liberté de recevoir et de communiquer des informations qui n'est pas nécessaire à la protection d'intérêts légitimes énumérés par l'article 10.2 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

La proposition de loi vise avant tout à établir une plus grande transparence et un contrôle plus efficace au niveau de l'élaboration des sondages et de leur diffusion. Le niveau d'information du public se trouve ainsi accru et la possibilité d'éventuels abus fortement restreinte. Le texte prescrit la publication d'un certain nombre d'informations techniques destinées au public qui permettent d'apprécier le degré de fiabilité et l'interprétation donnée aux résultats du sondage. Il prévoit, en outre, un mécanisme de contrôle par une instance indépendante. Le non-respect des dispositions légales est sanctionné.

y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (dénommée ci-après la directive 2013/34/UE).

L'objectif de cette directive est principalement de simplifier les règles pour les entreprises de petite taille, et d'assurer plus de transparence dans les notes aux comptes. À travers le projet de loi 6718, le Luxembourg mettra en œuvre de nombreuses dispositions qui apporteront des changements sensibles à la loi comptable du 19 décembre 2002.

Cette directive devait être transposée dans notre législation au plus tard le 20 juillet 2015, les nouvelles dispositions devront entrer en vigueur à partir des exercices comptables commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En outre, un projet de règlement grand-ducal a été déposé dans le but de mettre la forme du bilan et du compte de pertes et profits en conformité avec la directive 2013/34/UE. Alors que le bilan a fait l'objet de quelques modifications le compte de pertes et profits a été entièrement repensé et sera dorénavant présenté sous forme d'une liste<sup>1</sup>.

Le projet de loi comporte deux volets, à savoir:

1. la transposition à minima des dispositions obligatoires de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 réformant le droit comptable européen, abrogeant la directive 78/660/CEE (4<sup>e</sup> directive de 1978) et la directive 83/349/CEE (7<sup>e</sup> directive de 1983) qui constituent la base du droit comptable luxembourgeois.

Le projet de loi apporte des changements majoritairement issus de l'initiative de soutien à l'entrepreneuriat, particulièrement aux PME, déjà largement introduits en droit interne grâce à des options permises par les anciennes directives comptables, afin de leur éviter des charges administratives disproportionnées. Les PME constituent une large part du tissu économique luxembourgeois et il est vital de les encourager, notamment par des mesures de simplification.

2. la transposition des dispositions du chapitre 10 de ladite directive 2013/34/UE en ce qu'il introduit une obligation, la déclaration pays

par pays, ou «country by country reporting (CBCR)» dans le chef des entreprises dépassant des critères de taille et ayant une activité dans l'industrie extractive (pétrolières, gazières et minières) ou dans l'exploitation de forêts primaires, de rapporter, sur une base annuelle, les paiements d'un montant supérieur à 100.000 euros effectués au profit de gouvernements des pays riches en matières premières.

La finalité de cette nouvelle obligation vise à conforter la transparence dans le cadre de la lutte contre la corruption dans les pays tiers riches en ressources naturelles et notamment en minerais, en pétrole, en gaz naturel ou en forêts primaires.

Il convient de noter que la législation européenne est en avance par rapport à la législation américaine, le «Dodd-Frank Act» qui n'impose pas encore la publication du rapport annuel faisant état des déclarations pays par pays.

Pour le détail, il y a lieu de se référer à l'exposé des motifs (cf. document parlementaire 6718) et au projet de règlement grand-ducal a été soumis à l'avis du Conseil d'État (no. 50.937 du rôle du Conseil d'État) le 31 décembre 2014

Pour être complet, il y a lieu d'ajouter qu'il y a encore la Directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes.

Cette directive constitue un tournant majeur en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Les entreprises cotées, les banques et les sociétés d'assurance de plus de 500 salariés seront désormais tenues de faire figurer dans leurs états financiers les informations pertinentes relatives à leur politique RSE et aux enjeux environnementaux, sociaux, de respect des droits de l'Homme et de lutte contre la corruption liés à leur activité.

Cette directive qui est entrée en vigueur le 6 décembre 2014, à laquelle il y a lieu de se conformer au plus tard le 6 décembre 2016 pour s'appliquer à toutes les entreprises relevant du champ d'application de l'article 1<sup>er</sup> à compter de l'exercice débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 ou dans le courant de l'année 2017, sera transposée par une loi dont le projet a été déposé le 8 septembre 2015<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Projet de règlement grand-ducal déterminant la forme et le contenu des schémas de présentation du bilan et du compte de profits et pertes et portant exécution des articles 34, 35, 46 et 47 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

<sup>2</sup> Projet de loi 6868 concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 06.03.2012

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

- 25.04.2012 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen de la proposition de loi
- 12.09.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 24.04.2013 Décision à prendre quant à l'envoi d'un rappel de demande d'une prise de position du Gouvernement
- 02.04.2014 Présentation et examen de la proposition de loi, de l'avis du Conseil d'État et de la prise de position du Gouvernement  
Décision à prendre quant à la suite à réserver à la proposition de loi
- 17.09.2014 Présentation et examen d'une série d'amendements proposés par l'auteur de la proposition de loi, M. Alex Bodry
- 23.09.2014 Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 18.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 15.07.2015 Présentation et examen d'une deuxième série d'amendements parlementaires proposés par l'auteur de la proposition de loi, M. Alex Bodry
- 28.10.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 18.11.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2015

Loi du 14 décembre 2015

Mémorial A: 2015, n°236, page 5186

### Comptabilité des entreprises

#### 6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

3) le titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce

Remarques introductives

À la suite de la crise financière de 2008 le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen ont eu une importante activité législative qui s'est traduite par de substantielles obligations pour les États membres en termes d'adaptation de leur droit économique et financier à l'horizon des années 2015 et 2016. L'importance des réformes dont il s'agit, essentiellement pour consolider le marché intérieur

et le système financier européen, commande une certaine diligence dans leur application à l'échelle de toute l'Union européenne.

L'objectif principal de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 est d'alléger la charge réglementaire en matière comptable pesant sur les entreprises et en particulier les plus petites.

La directive définit ainsi trois tailles d'entreprises (petites, moyennes et grandes), l'appartenance à l'une des catégories se définissant en fonction de critères de taille assis sur le chiffre d'affaires, le total de bilan et le nombre de salariés.

Des obligations minimales sont définies pour les petites entreprises. Les États membres peuvent également créer une catégorie optionnelle de micro-entreprises dont les obligations comptables sont allégées par rapport aux petites entreprises. Cette approche est également retenue au niveau des comptes consolidés avec trois catégories de groupes: petits, moyens et grands.

La directive 2013/34/UE vise ainsi à harmoniser les législations nationales dans la présentation des états financiers afin d'améliorer leur comparabilité au sein de l'Union européenne.

Objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit interne la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 15.09.2014

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

- 23.09.2015 Désignation d'un rapporteur  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 07.10.2015 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 25.11.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 02.12.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2015

Loi du 18 décembre 2015

Mémorial A: 2015, n°258, page 6228

### Centre national d'incendie et de secours

#### 6778 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre national d'incendie et de secours et autorisant l'État à participer au financement des travaux y relatifs

Le projet de loi a pour objet la construction d'un nouveau bâtiment pour les besoins des services de secours, dénommé „Centre national d'incendie et de secours” (CNIS), dans le quartier du Ban de Gasperich sur le futur boulevard Kockelscheuer à proximité du carrefour Gluck. Ce nouveau bâtiment regroupera sur un site unique la caserne des pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg (actuellement

située route d'Arlon), la direction de l'Administration des Services de Secours (actuellement située rue Robert Stümper) avec le central des secours d'urgence (CSU 112), l'École Nationale de la Protection civile (actuellement située à Schimpach), ainsi que l'École Nationale des Services d'Incendie et de Sauvetage (actuellement située à Niederfeulen). Ainsi, le projet est un élément central de la réforme des services de secours qui prévoit de regrouper l'ensemble des services de secours publics du Grand-Duché dans une nouvelle structure unique sous forme d'un établissement public géré conjointement par l'État et les communes.

Le CNIS abritera la future direction de l'établissement public, l'Institut national de formation des services de secours, ainsi que le Centre d'incendie et de secours territorialement com-



pétent notamment pour la Ville de Luxembourg.

Le projet est divisé en deux zones. La zone 1 regroupe la caserne des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, la direction, la nouvelle CSU 112 ainsi que l'Institut national de formation des services de secours. La Ville de Luxembourg sera le maître d'ouvrage pour cette partie et préfinancera les travaux en question. L'État remboursera sa partie suivant les modalités fixées dans une convention signée entre l'État et la Ville de Luxembourg.

Cette convention stipule que la répartition du coût de construction du bâtiment principal et de ses alentours est opérée en fonction du coût

des surfaces propres affectées à l'Administration des Services de Secours, y compris l'Institut national de formation des services de secours, et au Service d'Incendie et d'Ambulances de la Ville de Luxembourg, à savoir 44,84% pour l'État et 55,16% pour la Ville de Luxembourg. Les frais de construction des surfaces communes („Synergetische Bereiche“) de ce bâtiment sont répartis selon la même clé. La zone 2 comporte le plateau technique avec toutes les installations techniques nécessaires à l'entraînement et à la formation pratique des agents professionnels et volontaires des services de secours. Les coûts de construction pour la zone 2 sont pris intégralement en charge par l'État qui en est le maître d'ouvrage.

- 23.10.2015 Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données
- 02.12.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 07.12.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

- 20.03.2015 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 07.12.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.12.2015

Loi du 18 décembre 2015

Mémorial A: 2015, n°255, page 6178

## Échange automatique de renseignements

**6858 - Projet de loi concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant**

**1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;**

**2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal**

Le présent projet de loi a pour objet la mise en œuvre de la norme mondiale d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale. Il introduit par la suite en droit interne luxembourgeois la nouvelle norme mondiale d'échange automatique de renseignements élaborée par l'OCDE et approuvée par le G20, dénommée «Norme commune de déclaration (NCD)» (en anglais CRS: «Common Reporting Standard»). Le projet de loi vise plus précisément à établir un échange automatique d'informations fiscales élargi en termes de contenu et de destinataires par rapport à l'échange actuel, étant donné qu'il porte sur des informations financières détaillées et ne se limite plus à un échange entre pays de l'Union européenne.

L'idée primordiale de la NCD est de disposer d'un système d'échange d'informations similaire à celui de l'accord FATCA («Foreign Account Tax Compliance Act»), signé récemment avec les États-Unis d'Amérique. Le projet de loi constitue une étape de plus dans l'évolution des systèmes fiscaux vers plus de transparence puisqu'il élargit considérablement le contenu de l'échange automatique d'informations et le champ des destinataires de ces informations au-delà de l'Union européenne.

À cette fin, le projet de loi prévoit la transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le

domaine fiscal. Il s'agit par là également de donner force de loi à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014. De plus, le projet de loi prévoit des modifications de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

Les dispositions du présent projet de loi reprennent dans la mesure du possible celles de la loi relative à FATCA («Foreign Account Tax Compliance Act») (cf. document parlementaire n°6798). En effet, la NCD, qui vise à optimiser l'efficacité et à réduire les coûts pour les institutions financières, est largement inspirée de l'approche intergouvernementale suivie pour la mise en œuvre de la législation FATCA. Même si cette approche diffère de la NCD sur certains aspects, les différences tiennent à la nature multilatérale du système de la NCD et à d'autres facteurs spécifiques aux États-Unis, en particulier le concept d'imposition fondé sur la citoyenneté et l'existence d'une retenue d'impôt à la source significative et libératoire au titre de la législation FATCA.

En termes pratiques, les comptes à déclarer dans le cadre de la procédure NCD comprennent ceux détenus par les personnes physiques et morales. Seront ainsi échangées automatiquement notamment des informations telles que les intérêts, dividendes et autres revenus générés par un actif déposé sur un compte de dépôt. Ces informations respectives sont à fournir, annuellement, dans la forme prescrite jusqu'au 30 juin suivant la fin de l'année civile à laquelle les informations se rapportent.

Une fois la loi étant entrée en vigueur, les autorités luxembourgeoises et les institutions financières luxembourgeoises devront faire usage des commentaires sur le modèle d'accord entre autorités compétentes et la NCD mis au point par l'OCDE aux fins d'illustration ou d'interprétation et pour garantir une application cohérente de la nouvelle norme mondiale dans toutes les juridictions partenaires.

Les auteurs du projet de loi estiment que sa mise en œuvre va engendrer des coûts informatiques initiaux de l'ordre de 700.000 euros et des coûts en personnel de l'ordre de 590.000 euros par an.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.08.2015

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 22.09.2015 Désignation d'un rapporteur
- 01.12.2015 Présentation du projet de loi
- 04.12.2015 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2015

Loi du 18 décembre 2015

Mémorial A: 2015, n°244, page 5968

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 12.02.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

- 07.10.2015 Désignation d'un rapporteur
- Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 19.11.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.12.2015

Loi du 18 décembre 2015

Mémorial A: 2015, n°253, page 6172

## Protection internationale

**6779 - Projet de loi**

**1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire;**

**2. modifiant**

- la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration,

- la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

**3. abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection**

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de transposer en droit national la directive 2013/32/UE relative aux procédures d'asile. Ce texte fixe les règles relatives aux procédures d'examen des demandes de protection internationale en première instance et en appel au sein des États membres. Le régime d'asile européen commun comprend d'autres instruments, à savoir les deux directives 2011/51/UE et 2011/95/UE transposées en droit national en juin 2013, le règlement (UE) n°604/2013 («Dublin III»), le règlement (UE) n°603/2013 relatif à la création d'Eurodac pour la comparaison des empreintes digitales ainsi que la directive 2013/33/UE relative aux conditions d'accueil.

Afin de ne pas entraver la lisibilité du texte et par souci d'homogénéité juridique, les auteurs du projet de loi ont opté pour une abrogation de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, tout en maintenant dans la seconde partie du projet les dispositions relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, ainsi que le contenu de la protection internationale, qui sont le fruit de la transposition de la directive 2011/95/UE dite «qualification». De plus, afin d'assurer une cohérence par rap-

port à la pratique nationale, certains articles relatifs à la rétention ou au document remis au demandeur pendant la durée de sa procédure, figurant dans la directive «accueil», ont été transposés dans le cadre du présent texte.

Ce texte couvre non seulement les conditions d'accès à la procédure, les garanties procédurales, les règles relatives aux entretiens, les conditions d'accès à l'aide juridique et à la représentation, mais aussi les conditions de recevabilité et d'accélération des demandes, les concepts de pays considérés comme «sûrs», les réexamens ou encore les règles relatives au droit à un recours effectif.

La directive 2013/32/UE relative aux procédures d'asile introduit notamment une disposition sur la durée de la procédure. La première phase administrative (examen de la demande) devra être achevée en principe endéans six mois et pourra être étendue sous certaines conditions jusqu'à un maximum de 21 mois. Le Gouvernement luxembourgeois a pris la décision de ne pas opter pour un report de cette disposition, option rendue possible dans la directive.

De plus, l'accent est mis sur une formation adéquate du personnel des autorités responsables de l'examen de la demande de protection internationale et en particulier des agents en contact avec les demandeurs de protection internationale.

La directive prévoit également que les États membres prennent les mesures nécessaires pour soumettre le demandeur à un examen médical portant sur des signes de persécution ou d'atteintes graves qu'il aurait subies dans le passé. Les États membres devraient s'efforcer d'identifier les demandeurs nécessitant des garanties procédurales spéciales avant qu'une décision ne soit prise en première instance. Ainsi, toute personne ayant besoin d'une aide particulière bénéficiera d'un soutien approprié, notamment en bénéficiant d'un délai suffisant, pour étayer sa demande. Des garanties procédurales sont également accordées aux mineurs non accompagnés.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 19.02.2015

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

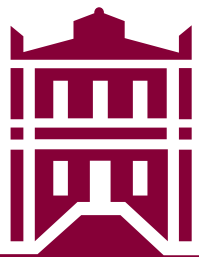
- 20.03.2015 Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- 21.09.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État, ainsi que des avis de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg et du Collectif Réfugiés Luxembourg
- 05.10.2015 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État, ainsi que des autres avis disponibles (continuation)
- 20.10.2015 Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des autres avis disponibles (continuation)



Suivez la Chambre des Députés  
sur Facebook et Twitter







Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Interpellation de M. Gast Gibéryen sur le futur développement du pays
  - Exposé: M. Gast Gibéryen
  - Débat: M. Félix Eischen, M. Franz Fayot (M. Gast Gibéryen intervient), M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Serge Urbany, M. Marc Spautz (interventions de M. Eugène Berger et de M. Mars Di Bartolomeo, Président)
  - Prises de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
  - M. Gast Gibéryen (parole après ministre)
- 6778 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre national d'incendie et de secours et autorisant l'État à participer au financement des travaux y relatifs
  - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Frank Arndt
  - Discussion générale: M. Marc Lies, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen
  - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (interventions de M. Marc Lies, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Claude Wiseler)
  - Mme Lydie Polfer (parole après ministre), M. Jean-Marie Halsdorf (parole après ministre)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Pierre Gramegna et Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen heimat d'Sézung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Här Finanzminister. Dann ass dat esou notéiert.

Mir géifen dann direkt zum éischte Punkt vun eiselem Ordre du jour kommen, der Interpellatioun vum Här Gast Gibéryen iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eiselem Land. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Wann Der lech nach net sollt ageschriwwen hunn, dann ass et Zäit, fir dat elo ze maachen. An d'Wuert huet direkt den Interpellateur, den honorablen Här Gast Gibéryen.

### 2. Interpellation de M. Gast Gibéryen sur le futur développement du pays

#### Exposé

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen: d'„Zukunft vu Lëtzebuerg“, firwat des Interpellatioun? No jorzéngtelaangem staarke Wirtschaftswuesstum si mir als ADR der Meinung, datt den Zäitpunkt scho längst iwwerfällig ass, fir emol eng Keier de Bilan ze maachen, wat de Rekordwuesstum eiselem Land, dem Stat, der Gesellschaft an dem eenzelne Bierger u Positivem wéi Negativem bruecht huet, fir eng Diskussioun ze féieren, e Bilan ze zéien an e Bléck an d'Zukunft ze werfen, wat d'Konsequenze sinn, wa mir esou virufueren, a vläicht dann och Konklusiounen ze zéien.

Kënne mer esou virufueren oder mussen mer Korrektur maachen? A wa jo, wat fir eng? Mir mussen eis d'Fro stellen: Ass de staarke Wuesstum d'Léisung vum Problem oder ass en de Problem?

Eis gréng Kollegen hunn, wéi se an der Opposition waren, ëmmer en Zukunftsdësch gefrot, fir des Problematik ze diskutéieren, eng Iddi, déi mir als ADR ëmmer ënnerstëtzt hunn. Elo an der Regierung ukomm, gëtt leider net méi vum Zukunftsdësch geschwat.

Dës Interpellatioun riicht sech awer géint keen, weder d'Regierung nach eng Partei oder d'Politiker, nach soss een. Deen eenzege But ass, d'Diskussioun ze relancéieren op politeschem Plang, awer och an eiser Gesellschaft.

Lëtzebuerg hat an deene leschte Joren e staarke Wuesstum. Tëschtent 1960 an 2010 huet Lëtzebuerg am Schnëtt 3,8% Wuesstum gehat. D'europäesch Moyenne war 2,7%. Tëscht 1980 an 2007 hat Lëtzebuerg am Schnëtt e Wuesstum vun 5,3%. D'Moyenne an der EU war 2,3%. An no der Kris si mer haut erëm iwwer 3% ukomm.

Dee Wuesstum hat villes u Positivem, awer och un Negativem.

Positives: De Stat huet kuerzfristeg iwwer Jore vill Geld a seng Keese kritt. Als Lëtzebuerg konnte mer ons ee vun deene beschte Sozialsystemer weltwäit opbauen. Dem Duerchschnëttslëtzebuerg geet et gutt. Vill Leit hu mat där Wuesstumspolitik och Geld verdéngt, Verschiddener souguer ganz vill Geld verdéngt.

Mä et hat och Negatives. Mir hate Rekordwuesstum iwwer Jorzéngten, an trotzdem datt mir 10.000 Aarbechtsplaze pro Joer geschaaft hunn, ass de Chômage haut op iwwer 23.000 Persoune geklommen. Trotzdem datt mer iwwer Jorzéngte Rekordwuesstum haten an eent vun deene räichste Länner vun der Welt sinn, ass d'Zuel vun deene Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen, hei zu Lëtzebuerg op bal 20% vun der Bevëlkerung geklommen, wat beweist, datt wirtschaftleche Wuesstum a priori keng Garantie ass fir sozial Gerechtegkeet; a wa mer da kucken, datt bei elengerzéende Mamme praktesch 50% vun hinnen ënnert des Aarmutsgrenz falen!

Trotzdem datt mer iwwer Joren am Statsbudget Milliarde Frang Iwwerschëss haten, ass de Statsbudget haut defizitär. An trotzdem datt mer Milliarden u Reserven haten, ass haut keen Euro u Reserv méi do, mä am Géigendeel klëmmt haut d'Statsschuld vu Joer zu Joer. Trotzdem datt mer e Rekord un Investitiounen an d'Stroossen an den ëffentlechen Transport gemaach hunn an nach maachen, ginn d'Staue vun Dag zu Dag méi grouss.

An trotzdem datt mer vill am Secteur vum Logement gebaut hunn, vill Landverbrauch geschitt ass, schloen d'Präisser vun Haiser an Appartementer all Joer nei Rekorder no uewen.

Wéi et eiselem Land anscheinend net esou gutt gaangen ass, war et eng Normalitéit, datt praktesch all Mënsch, vum Bankdirekter bis bei den einfachen Aarbechter, sech konnt heiheim zu Lëtzebuerg en Haus bauen. An haut, wou et eis anscheinend esou gutt soll goen, mussen vill vun eise Bierger, eiser Jugend an d'Grenzregioun wunne goen, well se sech heiheim keng eege Wunneng méi kënne leeschten. Si ginn zu Grenzgänger an hirem eegene Land.

Trotzdem datt mer e Rekord u Recetten haten, komme mer net méi no, fir déi néideg Infrastrukturen ze finanzéieren.

Mä och aner Konsequenzen huet de staarke Wuesstum mat sech bruecht.

D'Entwécklung vun der Populatioun: 1960 hate mer knapps 300.000 Awunner, wouvunner ongeféier 10% eng aner Nationalitéit haten. 2000 hate mer 430.000 Awunner an ongeféier een Drëttel hat eng aner Nationalitéit. Haut hu mer iwwer 560.000 Awunner a bal d'Halschent huet eng aner Nationalitéit. 2020 dierfte mer iwwer 600.000 Awunner sinn. A laut dem Conseil national des finances publiques géife mer, wa mer esou weiderfueren, am Joer 2045 d'Grenz vun enger Millioun Awunner iwwerschneiden.

Mä och d'Entwécklung um Aarbechtsmaart: Mir hunn an deene leschte Jore praktesch 10.000 zousätzlech Aarbechtsplaze pro Joer geschaaft. Souguer an der Kris hu mer nach iwwer 5.000 zousätzlech Aarbechtsplazen d'Joer geschaaft. 2005 hate mer 287.000 Aarbechtsplazen, dovunner 100.000 Frontalieren. 2009 hate mer 330.000 Aarbechtsplazen an dovunner 148.000 Frontalieren. An 2015 hu mer iwwer 380.000 Aarbechtsplazen, an dovunner 170.000 Frontalieren. Trotzdem datt den Aarbechtsmaart explodéiert ass, ass de Chômage awer permanent geklommen; op haut iwwer 23.000 Leit.

Musse mer net ons Betriber méi an d'Responsabilitéit huelen, datt se a priori Leit astellen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, ier mer op d'Grenzgänger zrëckgräifen? De Käschtepunkt vum Chômage, a mat allem, wat drunhänkt, belaascht de Statsbudget vu Joer zu Joer méi.

D'Schoulpolitik: Lëtzebuerg huet eent vun deenen deierste Schoulssystemer vun der Welt. Wat d'Resultater awer ubelaangt, si mer wäit vum Spëtzepeloton ewech. Ech wëll haut hei net d'Schoulpolitik diskutéieren, just awer festhalen, datt Lëtzebuerg eng Situatioun huet, déi ee praktesch soss néierens fënnt, nämlech déi staark Präsenz vun Immigrationskanner. Haut sinn an eiselem Schoulssystem praktesch d'Halschent vun de Schüler a Studenten der, déi eng aner Nationalitéit hunn, a vill vun hinne schwätzen och eng aner Sprooch wéi mir.

D'Integratiounspolitik: Dat staarkt Uwuesse vun Netlëtzebuerg an der Bevëlkerung an um Aarbechtsmaart an an de Schoule verlaangt och eng deementspriedend Integratiounspolitik, fir datt mer net eng Parallellgesellschaft schafen. Mir dierfen net ausgrenzen. Eist Zil mussen gemeinsam Wäerter a sozial Kohäsioun an eiser Gesellschaft a gläich Chancë fir jiddweree sinn, an dat besonnesch an der Bildung.

Lëtzebuerg huet d'auslännesch Matbierger gebraucht, fir datt eis Wirtschaft fonctionnéiert, a si hunn ons gebraucht, fir eng Aarbechtsplaz an eng Zukunft fir hir Familljen ze kréien. Mä losse mer éierlech sinn: Mir hunn zesumme vill Geld verdéngt, awer nëmmen en absolute Minimum an d'Integratiounspolitik reinvestéiert; weder u Finanzen, Strukturen, Material oder Personal. An ech schwätzen elo emol net vun där neier Immigrationswell am Zesammenhang mat de Flüchtlingen.

E Land wéi Lëtzebuerg misst awer wéi keen anert Land op der Welt der Integratiounspolitik eng absolut Prioritéit mat klorem Konzept ginn. Duerfir bräicht Lëtzebuerg en eegene Ministère oder Minister fir Integratioun.

Här President, wéi ech bei eis intern an der Partei e Minister fir Integratioun proposéiert hunn, huet ee vun eise Mataarbechter mech drop opmierksam gemaach, datt mir schonns esou e Ministère a Minister hätten. Et ass sécherlech keng Referenz fir en Deputéierten, wann en dat net weess,...

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.**- ...mä et ass awer och sécherlech keng Referenz fir den zoustännege Minister, oder d'Ministesch an deem Fall, wann en Deputéierten no zwee an engem hallwe Joer nach net gemierkt huet, datt mer esou e Ministère hunn.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.**- Duerfir verlaangen ech, datt mer endlech en aktiven Integratiounsministère kréien, deen och dat Wuert verdéngt!

Landesplanung: Dat Wuert héiert ee praktesch net méi. Vun de sektorielle Pläng schwätzt kee méi. Et geet keng Ried méi dervun, u contraire, mir bauen am Abléck wéi verréckt drop lass. E puer Beispiller: Ban de Gasperich, Kierchbierg, Belval, Diddeleng-Beetebuerg. Mir setzen heibannen alleguer op e maximale Wuesstum a mengen, dat wier d'Léisung vum Problem. Wou bleift den Nohaltegkeetsprinzip?

Ech hat mer wierklech erwaart, an enger Regierung, wou eis gréng Kollege mat dra sinn, hätt dat Wuert Nohaltegkeet een novollzëbare Wäert kritt, mat engem gréngen Nohaltegkeetsminister. Mä Rekordwuesstum schéngt och bei dëser Regierung d'Léisung vun alle Problemer ze sinn.

Landverbrauch: D'Bild vun eiselem Land huet sech an de vergangene Jore staark verännert, haaptsächlech duerch de Bau vu Wunnengen, Aktivitéitszonen a Stroossen. Am Schnëtt gëtt 1,5 Hektar pro Dag verbaut. Tëschtent 1970 an 1990 huet d'bebaute Fläch ëm 40 km<sup>2</sup> zougeholl, tëschtent 1990 an 2010 ëm iwwer 150 km<sup>2</sup>, also bal véiermol esou vill wéi an deemselwechten Zäitraum virdrun. Bei enger Gesamtfläch vun 2.586 km<sup>2</sup>, déi eist Land huet, waren 1970 6,4% bebaut. Haut sinn et der schonns 13,5%.

Bei enger Wuesstumspolitik vu 4% géif de Verbrauch vu Land drastesch zouhuelen. Dat konnt een am Mouvement écologique senger Etüd noliesen. 2030 wiere mer da bei 678 km<sup>2</sup> ukomm oder 26,2% vun der Landesfläch; 2050 bei ronn 50% vun der bebauter Fläch. A souguer wa mer nëmme vun 1,5 Hektar Landverbrauch pro Dag op 1 Hektar Landverbrauch géifen zrëckgoen, wéi dat am Nohaltegkeetsplang ugestriift ginn ass, wieren am Joer 2050 awer 20% vun der Landesfläch verbaut. Aktuell gëtt awer, wéi gesot, op Rekordwuesstum gesat.

D'Verkéierspolitik: D'Staue gi permanent an onendlech. Et gesäit ee se vun Dag zu Dag wuessen. E Problem net nëmme méi mueres an owes, fir op d'Aarbecht an erëm heem ze fueren, mä lues awer sécher schonn elo de ganzen Dag iwwer. Mir schafen ëmmer méi Aarbechtsplazen, déi mer konzentréiert implantéieren an zu engem gudden Deel mat Frontaliere besetzen. Duerfir wäerten an Zukunft d'Stauen doudsécher nach ëmmer méi grouss ginn, egal wat mer maachen.

Heirunner ännert och den Tram näischt. Am Géigendeel, mir sinn dervun iwwerzeegt, datt den Tram duerch d'Stauen éischer nach méi grouss gëtt (veuillez lire: datt duerch den Tram d'Stauen éischer nach méi grouss ginn). D'Staue sinn net an der Stad, mä am Rescht vum Land, a fir bei den Tram ze kommen, mussen d'Leit fir d'Éischt am Stau stoen, an an Zukunft nach méi laang wéi scho virdrun.

Mä d'Haaptsaach ass, mir kënnen awer soen, datt mir Lëtzebuerg eis et kënne leeschten, mat deenen dëcksten Autoen am Stau ze stoen, muer vläicht generell mat Sëtzer, déi eis am Stau och nach de Réck masséieren, mat agebauten Tabletten, wou mer eis Aarbecht kënnen zu engem gudden Deel schonn am Stau maachen! Wien op der Welt ka sech schonn esou eng Liewensqualität erluben?

A wa mer iwwert d'Verkéierspolitik schwätzen, mussen mer och wëssen, wa mer staatlech Verwaltungen zoumaachen, wéi elo zum Beispill bei der Post, wou regional Postbüroen zoumaachen, oder wou regional Kadasterbüroen zoumaachen beim Enregistrement, datt mer dann och d'Leit aus de ländleche Géigenden forcéieren, erëm méi op den Auto ze klammen, an de Stau ze fueren, fir dat ze errechen, wat se virdrun an hirem Duerf oder an hirem Géigend konnte realiséieren. Dat ass d'Realitéit, wou mer haut sinn.

Ech wëll e puer Zitater hei huelen, eent vun eiselem fréiere Staatsminister Jean-Claude Juncker, deen den 10. Mee 2000 hei bei senger Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun sot: „De stramme Wuesstum, deen alles dat zur Konsequenz huet, generéiert esou just Steiergelder genuch, fir seng eege Konsequenze finanzéieren ze kënnen.“

Dat, wat de Jean-Claude Juncker 2000 hei gesot huet, ass an der Zwëschenzäit agegrat a bewisen. Ech géif haut souguer soen, wa mer d'Finanzsituatioun vum Stat kucken, datt de stramme Wuesstum net méi genuch Steiergelder géif generéieren, fir seng eege Konsequenze finanzéieren ze kënnen. D'Fro, déi mer eis awer mussen stellen, ass: Wa mer dat schonn 2000 woussten, firwat hu mer bis haut net reagiert?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.**- Den Nohaltegkeetsrot, de Conseil supérieur pour le développement durable, huet a sengem Rapport vum 29. Dezember 2008 geschriwwen: „In mehreren Sitzungen hat sich der CSDD mit zwei fundamentalen Fragen be-





schäftigt: Zum einen handelt es sich um die Notwendigkeit des quantitativen Wirtschaftswachstums. Müssen wir auf ein hohes Wachstum des PIB setzen, um mit Hilfe der daraus entstehenden wachsenden Steuereinnahmen das Modell Luxemburg weiter finanzieren zu können? Oder drückt ein solches Wachstum durch den dafür erforderlichen permanenten Strom von Einwanderern oder Berufspendlern, durch den Flächen- und sonstigen Ressourcenverbrauch und die zunehmende Risikoanfälligkeit des Systems dem Land nicht Folgekosten auf, die künftige Generationen bezahlen müssen? Der Rat sieht eine große Gefahr darin, dass die Gewöhnung an hohe PIB-Wachstumsraten den politisch-sozialen Druck erhöht, zur Finanzierung der Ansprüche konsequent auf weiteres BIP- und Steuerwachstum zu setzen, ohne die Grenzen der Umwelt-, Natur- und Ressourcenbasis noch zu berücksichtigen.“

An de Conseil national des finances publiques huet a sengem Rapport vum Juni 2015 iwwert d'Entwécklung vun de Statsfinanze geschriwwen, datt mat engem duerchschnëttleche Wuesstum vun 3% bis d'Joer 2040 an dann engem méi réckleefeg Wuesstum vun 1,9% bis d'Joer 2060 am Joer 2060 dann hei zu Lëtzebuerg iwwer 1,1 Milliounen Leit géife wunnen. 2046, wéi scho gesot, géif d'Grenz vun enger Millioun Awunner iwwerschritt ginn; also absolut dat Duebelt vun haut am Joer 2060.

Gläichzäiteg géifen d'Aarbechtsplazen am Schnëtt bis 2060 ëm 1,4% wuessen, an an de Joren 2020 bis 2040 réckleefeg vun 0,2 bis 0,3%. An am Joer (veuillez lire: 2060) géif dann d'Zuel vun den Arbechtsplazen bei 700.000 leien, wou mer haut knapps bei 380.000 leien.

D'Fro, déi mer eis mussen stellen: Wëlle mir déi Entwécklung? Ass esou eng Entwécklung iwwerhaupt realisierbar, souguer wa mir et wëllen? Ech mengen, do gleefst och keen drun! Iwwert de Wuesstum décidéiere mir nëmme minimal. An do dernieft gétt et och natierlech Grenzen u Mënsch an u Land. Oder wat maache mir, wann de Modell Lëtzebuerg exklusiv, wéi dat elo de Fall ass, op e staarke Wuesstum opgebaut ass, an dee Wuesstum bleift eng Kéier aus?

Gëschter hate mer hei eng Diskussioun vum Kolleg Mosar iwwert de Finanzsektor, wou mer alleguer wëssen, datt dee staarke Wuesstum a priori op de Finanzsektor opgebaut ass, a wou mer gëschter Mëtten, mengen ech, och hei mat grousser Majoritéit d'Wichtigkeet vun deem Sektore ervirgstrach hunn. Mä jiddweree vun eis weess awer och, wéi fragil och eise Lëtzebuerg Finanzsektor am internationalen Ëmfeld ass, quitte datt mer alles maachen, fir en op zolitt Been ze bauen.

Nieft deenen negative Konsequenzen, déi ech virduen opgezielt hunn, wëll ech awer op zwee Domänen agoen, wou mir eleng décidéieren an déi nieft all deenen aneren negative Punkten och déi zukünftige Generatione belaauchten. Mir hunn zwo Wuesstum hausgemaache Geforen: éischtens, d'Scholden, déi mir haut maachen, an zweetens, eise Pensiounssystem.

Zu de Scholden: Mir maache Scholden als Stat, mä mir bezuele se awer net zréck - just d'Zinsen, awer kee Kapital. Am Prinzip hunn dës Emprunten eng Lafdauer vun zéng Joer, da misst d'Kapital an enger Kéier integral zréckbezuelen. Et ass dann awer an der Regel kee Geld do, keng Reserv do. Da refinanzéiere mer de Prêt duerch en neie Prêt, en plus huelle mer an der Regel en neie Prêt op, fir déi lafend Defiziter vun deem Budgetexercice ze decken. Mir wëssen haut schonns, wat mer mussen an deenen nächsten zéng Joer rembourséieren.

Wa mir 2016 en Emprunt vun 1,5 Milliarden ophuelen, wéi dat am Statsbudget virgesinn ass, wësse mer, datt déi, déi am Joer 2026 do sinn, mussen an enger Kéier 1,5 Milliarden zréckbezuelen. Mir wëssen awer haut schonns, datt och sécherlech an zéng Joer dat Geld net wäert do sinn. Onverständlech ass déi Politik, déi mer maachen, vis-à-vis vun deene kommende Generationen!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), *interpellateur*. - D'Politik misst also bestrieff sinn, ouni nei Scholden auszekommen, a wa mer Scholde maachen, misste mer direkt ufänken, Kapital zréckbezuelen, wéi all Mënsch dat mécht, all Betrib dat mécht an och all Gemeng dat mécht. Wa mer eis Scholden net kënnen zréckbezuelen, wéi all Mënsch, all Betrib, all Gemeng dat mécht, dierft mer dann och, wéi all déi aner am Prinzip, keng Schold maachen.

Mat der aktueller Politik begi mer eis awer an eng Spiral, déi vu Joer zu Joer méi grouss gétt. An zéng Joer mussen mer een Emprunt refinanzéieren, an 20 Joer mussen mer zwee Emprunte refinanzéiere plus eng nei Schold derbäi maachen, fir déi lafend Dépensen ze finanzéieren. A mir mussen wëssen, datt domadder och d'Zin-

selaascht vu Joer zu Joer op de Statsbudget an deenen Zäitramm ëmmer méi grouss gétt. Et ass onverantwortlech, esou eng Politik ze maache vis-à-vis vun deene kommende Generationen!

Eise Rentesystem: De Lëtzebuerg Rentesystem berout um Émlageverfahren. Deelweis si mer awer och am Kapitaldeckungsverfahren, well mer och Reserven hunn. Am Prinzip brauche mer zwee Aktiver op ee Pensionär. 2011 hate mer 350.000 Aktiver an 140.000 Pensionären. Mir hunn also méi Aktiver, méi Cotisations, well mer pro Joer u Pensionen ausbezuelen. Duerfir konnte mer Reserven uleeën an hunn haut praktesch 15 Milliarde Reserven, wat véier- bis fënnemfmal d'Duerchschnëttspensé vu Pensionen ausmécht.

Mir brauchen déi Reserven awer, well mer wëssen duerch déi staark Augmentatioun vu bal 10.000 Arbechtsplazen pro Joer, datt och an deene kommende Joren ëmmer méi Leit wäerten an d'Pensioun goen, an da kënn iergendwann eng Kéier deen Zäitpunkt, wou mer net méi am Joer genuch Suen erakréien, fir déi järelech Dépensen ze decken, a wou mer da mussen un d'Reserve goen, déi dann och séier wäerten erfroen.

Wat mer haut och schonns wëssen: wivill Leit an d'Pensioun ginn, an datt mer zwee Aktiver pro Pensionär brauchen. 2030 hu mer 260.000 Pensionären hei am Land, da wësse mer haut schonns. Also brauche mer da 520.000 Aktiver, fir déi Pensiounen ze bezuelen. 2040 hu mer 350.000 Pensionären, da brauche mer also 700.000 Aktiver. An 2050 hu mer 380.000 Pensionären a brauchen da 760.000 Aktiver. Mä dann ass de Problem jo awer net geléist, mä e gétt vu Joer zu Joer méi grouss, eng Spiral, déi dann net méi ze bremsen ass.

Ech mengen, et ass jiddwerengem kloer heibannen, datt dee System net kann opgoen an eng Katastroph fir déi kommande Generationen ass. Et ass also komplett falsch, fir ze soen: Mir brauchen e Wuesstum vu 4%, fir eis Renten ofzesécheren. Dat ass eng kuerzfristeg Politik, et ass ganz kuerzfristeg gekuckt, et ass en Argument vun enger egoistescher Generation, déi just no sech kuckt an op d'Käschte vun de kommende Generatione lieft.

Mir mussen e Rentesystem entwéckelen, deen net derzou condamnéiert ass, de Wee an déi Ofhängegkeet mussen ze goen. D'Rentereform, déi mer virun dräi Joer hei gestëmmt hunn, huet eng Rei vu Pisten a Bremsen opgezielt an agebaut. Mir hunn als ADR och deemools proposéiert, datt ee sollt de Courage hunn, fir och en degressive Rentenajustement ze maachen, wou déi ganz déck Pensiounen den Antrëtsajustement net méi missten integral kréien.

Nei Betriber am Land. An de leschte Joren hu mer am Schnëtt pro Joer 3.000 nei Betriber an d'Land krit. Dat geet vun de gréisste Betriber, déi sech an Industrie- an Aktivitéitszonen niddergelooss hunn, bis zu de Brëifkëschtfirmen. Iwwer 33.000 Betriber hu mer an der Zwëschenzäit am Land. An obwuel mer, wéi gesot, 3.000 nei Betriber an d'Land kruten, ass d'Kierperschaftssteier, déi d'Betriber bezuelen, an deene leschte fënnf Joer net geklommen, mä si ass konstant bei 1,5 Milliarde stoe bliwwen.

Musse mer duerfir net eng Analys maachen, wat nei Betriber eis bréngen, amplaz blann weiderzefueren? Mir kënnen iwwert de Wee vun der Steierpolitik an der Zurverfügungstellung vum Raum zumindest deelweis e gewëssenen Afloss huelen.

Misste mer net prinzipiell, ier mer nei Betriber hei am Land usidelen, kucken, wat déi nei Betriber u Konsequenze souwuel um Positive wéi um Negative op d'Statsfinanzen, d'Investitiounen fir d'Allgemengheet, den Arbechtsmaart, de Landverbrauch, den Transport, de Logement, d'Formatioun, d'Infrastrukturen an esou weider mat sech bréngen? An anere Wieder: den Nohaltegkeetsprinzip analyséieren?

E Beispill: Ech stelle mer d'Fro zum Terminal Beetebuerg-Diddeleng. Firwat dese Projet? Ma well mer dese Projet eestëmmege heibannen an der Chamber ugeholl hunn. Dat ass also kee Virwurf géint een; wann, dann un ons all. Mir hunn zwee Gesetzer hei gestëmmt, fir dese Projet ze realiséieren. Mir mussen wëssen, datt mer mat deem Projet 32 Hektar zoubetonéieren. Mir investéieren als Stat iwwer 150 Milliounen an Infrastrukturen. Esou vill Hektar ginn zoubetonéiert, dat mécht awer op där enger Säit eng Logik, wa mer soen, datt mer och de Logistikzenter an dem Raum Diddeleng-Beetebuerg hunn.

Och mécht et eng Logik, wa mer d'Ëmstrukturéierung an d'Zesummesetzung vun den Zich aus verschiddene Richtungen do kënnen restrukturéieren, anescht opbauen. Mä mir wëssen awer och, datt mer 3.000 Camionne kënnen an der Spëtz an alle Richtungen - an zwo Richtungen, dohinner an erëm zréck - weider op eis Autobunne kréien. Mat enger grousser Tank-

stell, wat eis CO<sub>2</sub>-Bilanz alt sécherlech net wäert verbesseren!

Ech hu gesot, ech hunn dat als Beispill geholl, well ech kengem wëll e Virwurf maachen, well mer dat heibannen eestëmmege gestëmmt hunn. Mä ech stelle mer awer d'Fro, wa mer do eng Nohaltegkeetsëtid gemaach hätten, ob déi positiv ausgefall wier.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), *interpellateur*. - Här President, wa mer also haut eng Analys maachen, wat de stramme Wuesstum u Positivem an Negativem eis als Land a Gesellschaft bruecht huet a wat esou e weidere staarke Wuesstum fir d'Zukunft, also fir zukünftige Generatione bedeit, muss jiddweree sech eng Fro stellen: Wëll ech dat? Wëlle mir dat?

Fir d'ADR ass d'Äntwert kloer: Neen!

Mä net nëmme muss d'Politik sech déi Fro stellen, mä jiddweree muss sech déi Fro stellen. Well wa mer zur Konklusioun kommen, datt mer mussen ëmdenken, da muss och en Ëmdenken am Kapp vu jiddwerengem Einzelnen, net nëmme heibannen, mä och an eiser Gesellschaft, stattfannen.

Ech hu mer och d'Fro gestallt, ob déi Wieder Nohaltegkeet a Politik, ob besser gesot Politiker, iwwerhaupt zsummepassen. Ech mengen neen. Nohaltegkeet huet keng kuerz-, mä eng laangfristeg Wierkung. Politiker ticken awer net laangfristeg, mä kuerzfristeg, schwätz: deen nächste Wahltermin.

Dat gesi mer un der aktueller Steierreform: Hei si mer schonns erëm amgaangen, een deen anere wëllen ze iwwertrompen. Mir verdeele schonn erëm Gelder, ouni ons d'Fro ze stellen: Wat ass finanziell iwwerhaupt méiglech, ouni datt d'Statsfinanzen erëm méi defizitär ginn? Well mir sinn nach ëmmer defizitär, an ouni datt mer engersäits Steierreduktiounen maachen an anersäits Scholde maachen, fir haut Steierkaddoen ze finanzéieren, déi eis Kanner muer iwwert de Wee vun Emprunte mussen zréckbezuelen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), *interpellateur*. - Och hei mussen mer de Courage hunn, fir fir d'Éischt, ier mer verdeelen, ze kucken als Politik: Wat ass iwwerhaupt finanziell dran? A wa mer dee Chiffer festgeluecht hunn, wat finanziell machbar ass, da mussen mer absolut no Prioritéite fueren - well et gi Leit, déi e Besoin hunn -, da mussen mer no Prioritéite fueren an dat Geld dohinner fléisse loosson, wou et batter néideg gebraucht gétt.

D'Konsequenze vun de Konklusiounen: Musse mer net de Modell Lëtzebuerg kritesch hannerfroen a grondsätzlech driwwer diskutéieren, wéi mer aus där Ofhängegkeet vun enger Wuesstumsfal erauskommen? Musse mer net an Zukunft amplaz vun engem blanne Rekordwuesstum zu engem qualitative Wuesstum kommen, wou de wirtschaftleche Wuesstum, d'Statsfinanzen, d'sozial Stabilitéit an d'ökologesche Grenzen oppe mussen diskutéiert ginn?

Musse mer net awer:

- en Zukunftsdesch maachen, fir iwwer all dës Froen ze diskutéieren, wou d'Politik an d'Zivilgesellschaft mat dra vertruete sinn?

- keng Scholde méi maachen, déi mer net selwer zréckbezuelen?

- e Rentesystem entwéckelen, deen déi kommande Generationen net derzou condamnéiert, onendlech wuessen ze mussen, mat all senge Konsequenzen?

- ier mer nei Betriber an d'Land huelen, genau no dem Nohaltegkeetsprinzip analyséieren, wat de Betrib als Konsequenz op Landverbrauch, Transport, Arbechtsplazen, staatlech Participatiounen, Steierreduktiounen, Logement an Infrastrukturen huet?

- eng Steierpolitik maachen, déi eis et erlaabt, geziilt Betriber unzezéie respektiv ofzeleeën? Wéi eis d'äitsch Nopere géife soen: wirtschaftslenkend; ob et richtig ass, e Betrib hei zu Lëtzebuerg ze implantéieren, oder ob et net besser wier, de Betrib do ze bauen, wou d'Aarbechtskräfte wieren a wou den Transport méi einfach wier an d'Stauen net méi grouss ginn?

Misste mer also net eng Instanz hunn, déi bei gréisseren Implantatiounen vu Betriber den Nohaltegkeetsfaktor géif analyséieren?

Eng wierklech Integratiounspolitik mat engem Ministère, dee sech net nëmme kuerzfristeg elo op d'Integratioun vu Flüchtlinge limitéiert, mä deen déi generell Problematik, déi mer am Land hunn, géif analyséieren, fir wierklech eng Integratiounspolitik vun alle Leit hei am Land ze maachen?

Misste mer net d'Liewensqualität definéieren? Si mer eng Gesellschaft oder gi mer eng Gesellschaft, déi nach just no den ekonomeschen Iwwerleeunge funktionéiert a wou d'Famill-

am Déngscht vun der Economie muss stoen? Oder wëlle mer eng Gesellschaft, wou d'Economie am Déngscht vum Mënsch steet?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), *interpellateur*. - Här President, meng Absicht mat deser Interpellatioun war et, kengem ze no ze trieden, mä éischer eng Diskussioun iwwert dat a mengen Ae wichtegst politescht Thema, näamlech d'Zukunft vu Lëtzebuerg, erëm frësch unzekuerbelen. Et gétt ouni Zweifel keng einfach Léisung, awer fir duerfir d'Thema Wuesstumsfal ze tabuiséieren, wier e fatale Feeler an et wier kengem gedéngt a schonns guer net de kommende Generationen.

Ech hunn och duerfir keng Motiounen depouéiert, mä wichteg wier et, wa mer all zesammen ons seriö mat dem Problem géifen ausensetzen an de Courage géifen opbréngen, déi Décisiounen ze huelen, déi misste geholl ginn. Dat si mer eiser Ëmwelt, eise Kanner an de kommende Generatione schëlleg. Wa mir als Politik dee Courage net opbréngen, fir hei Kloertext ze schwätzen an de Courage ze hunn, ze soen, wat d'Konsequenze vun esou enger Politik sinn, da bréngen mer och keen Ëmdenken an de Käpp an eiser Gesellschaft a bei eise Bierger ervir!

An ech sinn iwwerzeegt, datt all d'Leit hei am Land och bereet sinn, en anere Wee matzegoen, wa mir als Politiker de Courage hunn, dat och offen an éierlech unzedenken. Dozou si mir, dozou ass d'Gesellschaft vun haut eiser Ëmwelt an eise kommende Generatione verflucht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet direkt den éischen ageschriwwene Riedner, den Här Félix Eischen.

**Débat**

► **M. Félix Eischen** (CSV). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo ëmmer gutt, wann ee weess, vu wou dass ee kënn a wouhinneer dass ee geet. Et mécht ee sech Iwwerleeungen iwwert déi Gesellschaft, an där ee lieft, wou dass se histéiert, an et probéiert een, e weineg selwer mat ze steieren, wann een dann engagéiert ass. An dat si mer jo alleguer méi oder manner heibannen. An dofir ass deen Discours vun haut dann och absolutt ze begrëissen.

Wat heescht dat da genee: Wuesstum? Op den Aussegrenze vun eisem Land wäerte mer sécher net méi wuessen. Dat ass och okay. Also geet et drëms, wéi mir eis bannendran, op deenen 82 km Längt a 56 km Breet, entwéckelen, d'est natierlech am Idealfall zum Wuel vun den Awunner. Wuesstum zu Lëtzebuerg heescht, sech Gedanke maachen iwwer ganz viles. An do kënn een da fir unzefänken och net laanscht d'Iwwerleeunge vun der Landesplanung, ee Sujet, dee schonn dacks an de leschte Joren hei an deemem Haus um Ordre du jour stoung.

Dir erënnert lech vläicht, 2002/2003 koum den IVL als Ënnerstützung vun de Prinzipie vun der Landesplanung. An aus den Iwwerleeungen deemools, fir Wunnen, Schaffen a Bewegung méi no beieneen ze kréien - essenziell fir e gescheite Wuesstum -, ass déi 700.000-Awunner-Stat-Debat lassgetréppelt ginn, an du war op eemol d'Land ze kleng!

D'Commentairen op alle méiglechen Niveaue waren esou därmoossen, dass een d'Impressioun hat, et wier definitiv onméiglech, eng sachlech Diskussioun ronderëm de Wuesstum am Grand-Duché a seng Auswierkungen ze féieren. Et brauch een allerdéngs keng Glaskugel ze hunn, fir sech auszemolen, dass, wa Lëtzebuerg an den nächste Jore sech weider esou entwéckelt mat deenen 3%, 4% Steigerung am Bruttoinlandsprodukt, déi jo d'Guideline sinn, déi 700.000 Leit net nëmme wäerten erreechbar sinn oder net nëmme wäerten erreecht ginn, mä labber iwwerschritt ginn. Mä Virriedner ass dorobber gaangen.

Wuesstum war an de leschte Joren a Jorzéngten ëmmer Maxim. Mat Wuesstum schafft een Arbechtsplazen. De Wuesstum ass d'Viraussetzung fir de Wuelstand vun Land. Sou wäit, sou gutt, bis elo. D'Fro, déi sech stellt, ass: Wéi vill Wuesstum wëlle mer, brauche mer, verdroe mer? Oder anescht geschwat: Kann de Wuesstum, esou wéi en an de leschte Joren a Jorzéngten eist Land sécher no vir bruecht huet, esou an deem Mooss an ënnert deser Form weidergoen? Misst en net drainéiert ginn an eng aner Richtung? Misst en net méi Qualitéit





kréie wéi Quantitéit? Missten net an eisen Iwwerleeungen méi nohalteg Wuesstumsiwweerleueunge Plaz fannen?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Wat sinn d'Auswierkunge vun engem gescheite Wuesstum? A ginn dës Konsequenze vun eis all a vun dem Bierger dobauss gedeelt, akzeptéiert? A kréie mir eng aner Entwécklung, wëllt soen e gréissere Changement fir déi nächst Joren, an eis Käpp eran?

An de leschte Jore konnte mer eis wierklech glécklech fillen, esou eng Evolutioun kënnen ze hunn. Mir haten Erfolleg, hunn Erfolleg a ginn awer och lues a lues ëmmer méi Affen vun eise Erfolleg. Mir kréiere weider Aarbechtsplazen, mä mir mussen weiderhi massiv op Leit aus dem Ausland zréckgräifen, well mir déi Ressourcen hei am Land einfach net hunn. Da mussen der 2030, 2035 net 190.000 kommen, mä vläicht 350.000 oder méi.

Eisen héije Standard huet e Präis, dee mir op villen Niveaue bezuelen. Dat geschitt mat 3,4% oder 3% bis 4% Wuesstum, a mir wëlle jo net driwwer diskutéieren, wat da lass wier, wa mer nëmmen 0,5% oder 1% Wuesstum hätten, well da schwätze mer richteg iwwer Aarbechtslosigkeit, stramm sozial Selektivitéit a Paireduktiounen!

Fir awer nach ganz kuerz, wann Der erlaabt, bei der aktueller Frontalierdiskussioun ze bleiwen: Elo scho mécht deeselwechte Frontalier sech Gedanken, wéi laang dass en déi Stonnen, déi hien all Dag brauch fir hin an zréck, nach a Kaf wëllt huelen, wëssend, dass et net besser gëtt. Elo scho ginn der vill hin a soe sech: Ech vergläiche meng Lëtzebuurger Pai mat enger franséischer - à voir, dass ech eng a Frankräich dann och hunn, dat ass an der Rei - an deele se duerch Stonnenopwand. Déi vun Diddenuewen deele se sech duerch zéng, dee vu Metz deelt déi Pai mat zwielf, an dann ass den Ënnerschied vum Stonneloun scho guer net méi esou grouss.

An da mécht de Frontalier och de Choix mat Momenter, ob en net vläicht awer méi Liewensqualität wëllt a sech eng Aarbechtsplaz a senger Géigend sicht, mat der Konsequenz, dass en etlech Betriber hei am Land kloen, si géifen net méi genuch Leit fannen. A ganz dacks sinn déi, déi vun do kommen, och ganz vill, a ganz ville Beräicher spezialiséiert Aarbechtskräften. Dat heescht, et wäert och an Zukunft an absebarer Zäit dem Lëtzebuurger Aarbechtsmaart méi u Kompetenz feelen.

Mir wuessen net nëmmen an der Awunnerzuel an an den absoluten Zuelen, wat d'Aarbechtsplazen ugeet, mä och an der Liewenserwaardung. Dir wësst, mir gi méi al, dat ass och flott esou. Mä mir wëssen awer och, dass mer eis et am Prinzip kënnen ofschwinken, mat 59 an d'Pensioun ze goen - dat ass nach ëmmer d'Moyenne hei zu Lëtzebuerg - an dann 30 Jore vun där Pensioun gutt ze liewen. Op jidde Fall, wann déi Nettozäit, wou mer cotiséieren, méi kuerz ass wéi déi Zäit, wou mer dovun profitéieren, da brauch een dann och alt erëm kee Mathematiker ze sinn, fir ze wëssen, dass dat net kann opgoen.

Wat heescht dat? Cotisatioun erop? Leeschtung erop? Privatofsécherung erop? Ech stelle just Froen! Mir dierfe just net vergiessen, eis och iergendwann Äntwerten dorop ze ginn!

Wéi wunne mer dann an den nächste 15, 20 Jore? 69% vun den Awunner si Propriétaire hei zu Lëtzebuerg vun hirer Wunneng. De Lëtzebuurger selwer, zu 84% pro Kapp wunne mer op 55 m<sup>2</sup>. Bleift dat esou? Mir wunne sécher anescht. Mir mussen! Am léifsten awer nach ronderëm d'Stad, wou dann u sech den Ar wäert 190.000 Euro kaschten a méi, de Meter carré Wunnfläch vläicht 18.000 Euro oder nach méi. Wie ka sech dat dann nach leeschten?

Et wäerten der ëmmer ginn, déi et kënnen. Mä d'Schéier tëschen deenen, déi et kënnen, an deene villen, villen aneren, déi et net méi wäerte kënnen, déi gëtt ëmmer méi grouss. An anere Wieder: Mir mussen eist Bauen iwwerdenken. Anescht, méi no openeen. Et heescht ganz sécher uechtginn och op d'Versigelung vun eise Land, wëssend, dass mir all Joer 730 Hektar verbauen! Da muss d'Bauform eng aner ginn. Dat schéngt eis evident ze sinn.

Et muss een och wëssen, dass net all Terrain, dee verbaut gëtt, eent zu eent ka kompenséiert ginn. Et huet kee Wäert, fir fir een Hektar Land een neien Hektar Dännebesch unzesetzen. Dat ass Blödsinn. Och muss dergéint gewiert ginn, oder et muss sech dergéint gewiert gi géint déi Kompenséierungen, déi et de Moment ginn, a mir hunn all Ursach, eis drunzeginn, fir iwwer

ee méi gescheit Kompenséieren nozedenken. Och d'Landwirtschaft! Och hei denken ech, dass et wichteg ass, do ze reagieren, well d'Landwirtschaft jäizt duerno!

Op jidde Fall wäert d'Wunnen an de Präis dovun eng vun de gréissten Erausforderunge ginn. Wichteg ass et, dass och Terrainen op de Maart kommen. Do ginn et eng Rétsch Iddien, och wat de soziale Wunnengsbau ugeet. Ze bedauern ass awer ganz sécher, dass déi aktuell Regierung deene soss ugeduechene Projets de grande envergure keng Beuechtung méi wëllt schenken.

Bref, mir wäerten esou oder esou méi ëmweltfrëndlech wunnen an, wéi gesot, méi no openeen. Den Architekt mat vill Fantasie fir ekologesch Wunnqualität op klengem Raum, dat ass de gefroete Beruf an der Zukunft.

Wéi schaffe mer 2030, '35, '40? Wéi vill Awunner hu mer? De Virriedner ass dorop agaangen: 800.000, eng Millioun, mir wëssen et net. 650.000 Aarbechtsplazen, 350.000, 400.000 Frontalieren? Geet de Chômage zréck? Mir wëssen et net. Riskéiere mer net och eng Auslagerung vun anere Berufssparten a Bëlleglounlänner? Fir den Ament ass dat am industrielle Beräich jo de Fall. Massewuer gëtt jo net méi an eise Breedegrade gemaach. Geschitt dat och vläicht eng Kéier am Service-Secteur? Et gi Leit, déi dovur warnen. Mä a wat investéiere mir dann nach genuch?

D'Zukunftsfuerscher soen, dass d'Fuerschung Zukunft huet. Schécke mer eis Kanner da genuch op dee Wee? A wat maache mer mat deenen, déi mer net ënnerdaach kréien? An där wäerten et der ëmmer ginn. Dat ass net einfach!

Wat an de 50er a 60er Jore richteg war, dass d'Croissance nei Aarbechtsplaze séier geschafen huet, ass haut nach just bedéngt wouer. Ee Betrib, dee mat enger héijer Plus-value vill zum Wuesstum vun eise PIB bäidréit, brauch haut net méi esou vill Leit. Also, wouhinnet mat hinneen?

Et gëtt eng Etüd vun enger grousser däitscher Bank, déi schreift, dass mëttelfristeg d'Halbschent vun den 31 Milliounen sozialversécherter Plazen an Däitschland kéint ewechfalen a vu Maschinnen a Software kéint ersat ginn. Bëlleg Maschinnen ersetzen deier mënschlech Aarbecht. Dat ass de soziale Sprengstoff par excellence. Also, wouhinnet mat deene Leit?

Do gëtt den Ekonomiesminister net midd ze soen, dass mer déi Demandeurs d'emploi zu engem groussen Deel am Logistikberäich ënnerdaach kréichen. Okay, dat ka sinn. Mä och déi Logistikbranche wäert sech an Zukunft änneren. Och déi stéisst un hir Grenzen. Déi sellegen Transporter fir Stockage an Entrestockage tëschen Produktiouns- a Vente-Sitte wäerte vläicht eng Kéier méi ewechfalen.

Ech hunn et hei schonn eng Kéier gesot: D'Zukunft läit ënner anerem am 3D-Drock. Grouss Betriber wäerten hir Produktiouns- an Ersatzdeeler ëmmer méi einfach kënnen op der Plaz produzéieren, spréich do erausdrécken, wou se se brauchen. Dat kléngt alles nach e weineg einfach, utopesch. Et wäert awer geschéien.

An der Autosindustrie zum Beispill gëtt a Saache Fuerschung scho ganz vill mam 3D-Drock geschafft, elo nach éischer an enger Wuer, déi net direkt anzesetzen ass, wa se dann aus dem Drock erauskënn. Mä d'Gedriff kënn eng Kéier aus dem Drock an net méi vun der Wierkbänk aus China zum Beispill. Mä vläicht ass dat souguer eng Chance fir eis Breedegraden.

Alles dat, wat kann entwéckelt ginn an Zukunft, dat gëtt gemaach. Alles dat, wat de Mënsch ka maachen, mécht en och. Op der Weltausstellung 1889 zu Paräis, mengen ech, war et, do sot e Mann: „Alles, wat ze erfannen ass, ass erfant.“ De Mann hat net recht. Wéi den James Watt d'Dampmaschinn gebaut huet, sinn d'Leit op d'Strooss gaangen, well se ëm hir Aarbecht gefaart hann. Dat ass alles net nei. Mä mir, d'Gesellschaft, d'Schoul, mir mussen wëssen, dass mer ëmmer déi Leit mussen ausbilden, fir dat ze produzéieren, wat gebraucht gëtt a wat an Zukunft gebraucht gëtt. Entweder mir maachen et mat oder mir verléieren Huesen a Schlappen.

Bei allem Respekt fir all Studiegang, et sinn e puer Honnert Lëtzebuurger ënnerwee, déi Psychologie maachen. Mir bräichten och e puer Honnert, déi den Ingenieur géife maachen. Et heescht ze kucken, fréi genuch genuch Leit op de richtege Wee ze drainéieren, wou se herno och gebraucht ginn. Et wësse vill ze vill Kanner mat 16, 17 Jore nach net, wat se solle maachen. An dat ass net gutt!

Zu Lëtzebuerg ginn den Ament 90.000 Kanner an d'Schoul. A 15 Jore sinn et der 150.000. Richteg war et schonn, wéi viru Joren ugefaange ginn ass, d'Sekundären iwwer Land ze verdeelen. Mir mussen nach vill nei Schoule bauen a kucken, dass d'Kanner dohinnerkom-

men, a kucken, dass mer och Léierpersonal fannen, fir deene Kanner eppes bäizebréngen. Heiansdo kann ee sech froen: Wou gi mir dann a 15, 20 Jore dat Personal all sichen?

Wann Der erlaabt, ech kommen nach eng Kéier kuerz zréck op d'Mobilitéit. Déi 350.000 oder 400.000 Frontalieren, déi mer viru schonn ugeschwat hunn, déi kommen dann a 15, 20 Jore all moies mam Auto, mam Zuch, mam Bus, mir wëssen et net. Mir kommen awer schwéier den Ament nach fort vun deem zentralisteschen Denken, och am Verkéier.

D'Gare Lëtzebuerg zum Beispill, fir déi ze nennen, stéisst ganz einfach un hir Grenzen. Do war ugeduecht viru e puer Jore, och nach aner Garen am Ëmkrees vun der Stad ze bauen. Ass fale gelooss ginn, ass net gutt! War net emol eng Kéier gesot gi viru Joren, d'Autobunne missten dans l'immédiat op dräi Spuren ausgebaut ginn? D'Collectrice misst adaptéiert ginn? D'Contournementen, jo, d'Contournementen, déi misste kommen? Den Ament hu mer all Dag Milliounen Autosbewegungen op eise Stroossen. A 15 Jore sinn et der duebel esou vill, och wa mer den „modal split“ géifen hirkéieren.

Mä d'Fro stellt sech: Muss dann alles an d'Stad rennen? Dezentraliséierung ass ganz sécher d'Stéchwuert. Belval ass e Beispill par excellence. Et gi méi Frichen, déi prett sinn, mä wou et den Ament awer nach ganz schwierig ass. Zu Péiteng zum Beispill, do doktere se schonn 20 Jore um „Grand-Bis“. Och wann et elo ausgesäit, wéi wann awer do sech eng Ouverture géif doen. Op jidde Fall mécht d'Gemeng do alles, dass et virugeet. De Crassier vun Éilereng oder och d'Frichen tëschen Déifferdeng a Suessem sinn aner Beispiller. Um PED ass een Terrain, e groussen Terrain prett. Dräi Betriber sinn en attente. Den Dossier läit och beim Ministère. Et wier gutt, wann dat géif viruoen!

Wann et dach, Dir Dammen an Dir Hären, an ech mengen, do si mer eis och eens, wann et dach Initiative gi vu Gemengen oder vun e puer Gemengen zesammen, déi wëllen hunn, eng Zone d'activité ze maachen, ma da loosst se dach maachen! Wann s de esou an denger Gemeng eng Aarbecht fénns, da fiers de vläicht mam Vélo. Mä dat geet awer och nëmmen, wann d'Gemenge méi enk zesummeschaffen.

Ass - dat ass eng wichteg Fro, mengen ech - e gescheit Wuesstum, wat och ganz vill vun der administrativer Vereinfachung ofhänkt, méiglech, wa mer hei zu Lëtzebuerg weiderhin iwwer honnert Gemengen hunn? Et wier sécher méi einfach, mir wieren zu manner. Den Ament héiert ee leider vu méigleche Fusiounen net ganz vill, op jidde Fall net genuch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bleift Lëtzebuerg weiderhin déi sougenannten „eierlegende Wollmilchsau“? Schéi wier et, mä et ass awer ze fäerten, dass et net de Fall ass. Mir spieren eis zwar heiansdo wéi op enger, mir sinn awer op kenger Insel. Mir loosse eis gare blenden, andeems mer soen, mir géifen eis nach ëmmer gutt stoen, et géif eis gutt goen, nach ëmmer vill besser wéi deenen aneren, mä de Prozess vun Wandel ass zanter Jore schonn amgaangen. Ouni Gnod gëtt en ugedriwwe vum weltwäite Maart.

Déi Lëtzebuurger Economie steet viru immensen Erausforderungen. Mir hunn et gëschter héieren, mir hunn iwwert de Finanzsecteur geschwat, wou definitiv d'Beem net méi esou an den Himmel wuesse wéi an der Vergaangenheet.

Och d'Industrie ass an engem Diversifizierungsprozess, well d'Dominanz vun Eisen a Stol vläicht eng Kéier eriwuer ass. Quo vadis Stolindustrie? Hu mer 2030 nach eng Schmelz hei am Land?

Mir erliewen dës Jore en Dräifachschock, deem seng Auswierkunge mëttel- a laangfristeg Konsequenze wäerten hunn: d'Erhéijung vun der TVA, d'Ewechbrieche vun de Recetten aus dem Commerce électronique an den automatechten Informatiounsaustausch op den Zënse bannent der EU.

Dem Stat feelen haut schonn d'Recetten, fir de confortabele Wuelfahrtsstat ze finanzéieren. Komme mir wierklech op mëttel a laang Siicht laanscht d'Reduktiounen a Sozialsystem, Lounindexéierung, Renten, Gesondheet? Geet d'Kompetitivitéit net awer duerch d'Augmentatioun vun de Lounkäschten an duerch d'Indexéierung erof? Geet d'Schéier um Immobilie maart, ech hat et viru schonn ugeschwat, tëschen Aarm a Räich nach ëmmer méi a vill ze vill séier ausernee? Sinn d'Pensiounen awer net eng Zäitbomm, déi tickt?

Vill Froen haut, wou et schwéier ass, verbindlech Äntwerten drop ze ginn. Mir mussen sécher ëmdenken, an dofir geet et an Zukunft viru allem éischer drëm, eng effizient Liewensart a -weis ze hunn, wéi eng effikass. Mir solle mat manner Opwand méi erausschloen.

Et soll ee bedenken, dass, wann eis Economie an den nächste Jore 3% weider soll wuessen, da mussen d'Entreprises an den nächsten 20 Jore duebel esou vill ëmsetze wéi bis elo. Da mussen d'Aarbechter dat och maachen. Déi mussen och do sinn. Da mussen d'Awunner aus dem Grand-Duebel duebel esou vill akafe wéi bis elo. E Jugendlechen huet an der Moyenne haut 500 Objeten a sengem Besëtz, 2030 mussen et der dann 1.000 sinn. Mir hunn duebel esou vill Leit, duebel esou vill Autoen, duebel esou vill Wunnengen. Dat heescht, ëmmer erëm drun denken, wat fir e Land mir wëllen hannerloossen.

Dir Dammen an Dir Hären, et wäert ganz vill anescht ginn: Mobilitéit, Schaffen, Wunnen. Hoffentlech bleiwe mer intelligent genuch, eis dësem Drock ze stellen a weider hei am Land op den typesche lëtzebuergesche Charakterzuch vun sozialen Zesammenhalt an enger multikultureller Gesellschaft ze zielen, ouni blannemännerches op den Urinstinkt vum Stärkeren zréckzufalen!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Eischen. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, onse Kolleeg, den Här Gibéryen, interpelléiert d'Regierung iwwert d'zukünfteg Entwécklung vum Land. D'Regierung huet déi Interpellatioun ugeholl a si gëtt dann elo kuerz viru de Budgetsdebatten hei vidéiert. Et ass sécher dat gutt Recht vun all Deputéierten, sech zu all Zäitpunkt Gedanken iwwert d'Zukunft vum Land ze maachen an déi öffentlech virzedroen. Ech stelle mer awer d'Fro, wéi zwéngend a kohärent dat fir onst Parlament an och fir d'Regierung vum Land haut ass.

Ech explizéiere mech. Mir sinn de ganzen Dezember domat beschäftigt, an de Kommissiounen wéi och am Plenum iwwert de Statsbudget, iwwert d'Perspektive vun den öffentleche Finanzen an allgemeng iwwert d'Politik vun der Regierung ze diskutéieren. Gëschter hu mer iwwert d'Finanzplaz geschwat, och an enger Optik vun zukünfteger Entwécklung.

Mir hunn eng Partie Analyse virleien, déi an ons politesch Aktioun afléisse mussen. Ech denken do notament un d'Evaluatioun vun den öffentleche Finanzen duerch de Conseil national des finances publiques, un d'Actualisatioun vum Programme de stabilité et de croissance 2015 bis 2019, un d'Evaluatioun vun deem Programme de stabilité duerch d'europäesch Instanzen, déi sech och am Bilan de la compétitivité vum Observatoire de la compétitivité 2015 erëmfënnt, deen elo am Oktober viru Kuerzem publizéiert gouf. Ech denken och un d'Audite vun der OCDE, zum Beispill iwwert d'Recherche oder d'Economie, an un de rezente Rapport vun der Fondation Bruegel iwwert d'Union monétaire européenne an och de Rapport vun de fënneg Presidenten dozou iwwer eng Verdéiwung vun der UEM.

An deenen Texter ass ganz viles enthalen, wat d'Zukunft vum Land betrëfft. Si fannen hiren Nidderschlag an der Budgetpolitik an an der Diskussioun dozou. Do ginn dann d'Weihe gestallt fir dat nächst Joer an doriwwer eraus an der Diskussioun och iwwert de Pluriannuel fir d'Zukunft, also d'Zukunft vum Land.

Et kann een déi Fro op zwee Niveaue gesinn. Een Niveau ass dee vun der laanger Siicht, soe mer emol bis zum Joer 2100. Dann hunn déi an dësem Jorhonnert Gebueren hiert Liewensenn oder de Pensiounsalter erreicht. Fir déi laang Siicht kann ee gescheit Prospektiven opstellen. Meeschtens sinn déi Prospektive pessimistesche a mole Katastrophzenarien. Si molen iwwerfëllt Stied an Dierfer, eng futtis Natur, verstoppt Stroossen, d'Verschwanne vun der Lëtzebuurger Sprooch an onser Identitéit. Mä déi meescht Prospektiven, déi an der Vergaangenheet fir eng laangfristeg Zukunft opgestallt goufen, ware falsch. Ech wëll mech also net op deen Terrain beginn.

Deen aneren Niveau ass dee vun der kuerz- a mëttelfristeger Siicht. D'Politik vun haut ka fir déi Zäitspan Iddien entwéckelen an eppes fir muer bewierken, dat heescht, fir déi lafend Legislatuur bis 2018 an och nach fir zwou weider Legislaturen, loosse mer emol soe bis 2030. Do kann d'Politik ons Zukunft gestalten. Dat, wat onst Land am Joer 2030 ass, wéi et ausgesäit, wéi d'Leit hei schaffen, sech bewegen, gëtt elo preparéiert.

Investissementer a Gesetzer vun haut entfalten hir Wierkung an de kommende Jore an gestalten onst Land. All Décisiounen, déi vun der Politik geholl ginn, souguer déi fir Froe vun haut ze léisen, hunn och eng mëttelfristeg Auswierkung op ons Zukunft. Et kann een also dovun ausgoen, dass souguer bei engem Regierungswechsel 2018 eng nei Regierung, egal vu wat fir





enger Faarf, positiv Entwécklung vum dëser Legislatur wéi och vum deene vu virdu weiderféiere wäert. Dat ass a war eng Konstant an der Lëtzebuurger Politik.

Mä och bei mëttelfristege Prospektive stellt sech natierlech d'Fro, wéi wäit d'Lëtzebuurger Politik an der heiteger Welt capabel ass, ons Zukunft iwwerhaapt ze gestalten. Mir liewen an enger Zäit, wou sech drastesch weist, wéi fragill d'Situatioun vum engem Nationalstat ka sinn. Mir hu massiv politesch Instabilitéit um internationale Plang. Bluddeg Biergerkriecher an der direkter Noperschaft vum Europa dreiwelen d'Leit an d'Flucht, dohinner, wou et roueg ass. De geopolitische Status quo, deen Europa 70 Joer Fridde bruecht huet, gëtt net méi respektéiert.

Vill méi nach bestëmmen global Entwécklungen ons Politik: Klimapolitik - mir kucke fir de Moment allegueren op Paräis an op dat, wat do an der COP21 geschitt -, rasant Entwécklungen an der Wëssenschaft an an der Technik. Et gëtt vill geschwat vum deenen Disruptiounen, déi mat der Technik kommen. Den Här Rifkin huet en neit Buch geschriwwen iwwert „The Zero Marginal Cost Society“, wou en och Mutatiounen am Kapitalismus virusset duerch déi nei Produktiounsmodellen. Et gëtt och an de Rapporte vum der Aarbecht vill geännert, och duerch eng Robotiséierung, duerch eng Automatisatioun, duerch nei Technologien.

Och global Entwécklungsobjektiver bis 2030 hunn eng extrem grouss Wichtigkeet an dëser Perspektiv. Als Deel vum der EU si mer en Deel vum engem globale Riederwierk. E gudden Deel vum der Lëtzebuurger Politik gëtt iwwert de Wee vum der Zesummenaarbecht an internationale Strukturen wéi d'EU an d'OCDE bestëmmt. D'Oppenheet vum Land ass ons gréisste Chance fir d'Zukunft. De fräie Persounen- an Arbeitnehmerverkéier ass fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft indispensable, gradesou wéi oppe Grenze fir Kapital- a Wuerverkéier.

Dofir sinn déi nationalistesche Tendenzen a verschiddenen EU-Länner Géit fir d'Weiderentwécklung an d'Zesummewuesse vum der Europäescher Unioun. Och ech wëll kengem ze no trieden, mä och ech observéieren awer trotzdem, dass et där Tendenzen och bei eis gëtt. Ech ka mech erënneren, virun net allze laanger Zäit, virun den Europawahlen, huet hei eng Partei an der Chamber, déi vum Interpellant, mam Slogan geworben „Méi Lëtzebuerg, manner Europa“, ganz kloer antieuropäesch Tendenz, an ech hätt och gären héiere vum Interpellant, wéi e sech dann d'Zukunft vum Land virstellt ausserhalb vum der Europäescher Unioun, wa Lëtzebuerg eleng muss eens ginn als eng kleng Insel mat enger schéiner klenger Sprooch, wou mer eis...

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.** - Dat huet nach ni ee vun eis behaapt!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ech ka mech erënneren un de Slogan „Méi Lëtzebuerg, manner Europa“, wat heescht dat? Da géif ech gär verstoen, wat dat heescht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.** - Dat hätt lech vläicht gefall, wa mer esou eppes gesot hätten.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Dir hutt dat gesot!

► **M. Gast Gibéryen (ADR), interpellateur.** - Dat hu mir net gesot!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - De Slogan ass richtig.

#### (Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou. Adresséiert lech un d'Chamber, Här Fayot! A just den Här Fayot huet d'Wuert!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Et gëtt och zu Lëtzebuerg, Här President, grondverschidden Astellungen zur Zukunft. Eng Astellung ass, op d'Innovatioun ze setzen an domat dat Aalt iwwer Bord ze werfen. Eng aner ass, un deem, wat een huet, festzehalen. Konservatioun oder Fortschritt, sou kann een dat resüméieren.

Meeschtens ass awer d'Zukunftspolitik e Mix vum deenen zwou Astellungen. Ee Beispill: Et gëllt oft als net modern, un eppes festzehalen, wat an der Vergaangenheet opgebaut gouf. Dozou gehéiert fir much Manager a Wirtschaftschefen dat soziaalt Netz, dat dat ganz 20. Jorhonnert laang erkämpft an ausgebaut gouf. Et ass dobäi drëm gaangen an et geet och haut nach ëmmer drëm, fir d'Mënschen ze schützen, déi nëmme hir Aarbechtskraaft hunn, fir ze liewen, an déi also extrem ofhängeg vu wirtschaftleche Schwankungen an Décisiounen sinn.

Haut ginn déi Regelen an dat Sozialnetz, déi d'Aarbechtswelt méi mënschlech gemaach hunn, nawell gär a Fro gestallt. D'Rationaliséierung an d'Sich no méi Flexibilitéit féiere gären zum Ofbau vun Aarbechtsplazen, zur Verbredung vum der Zäitaarbecht, zu méi Zäitaarbeitsverträge. Si féieren zum sozialen Dumping an zur Delokalisatioun.

D'Konsequenze sinn oft dramatesch fir Leit, déi schaffen. A wann onsen Aarbechtsmaart och vill qualifizéiert Leit brauch, bleiwe manner oder net qualifizéiert Leit op der Streck. Dofir ass d'Hëllef fir d'Upassung un déi nei Erausforderung vum der Aarbechtswelt eng wichteg Zukunftsaufgab.

Viru Kuerzem ass e Rapport vum der Fondation Bruegel iwwert d'Verdéiwung vum der UEM 2015 bis 2025 virgestallt ginn. Do ginn als ee vu véier Piliere fir déi Verdéiwung d'Performancen um soziale Plang wéi och um Plang vum der Beschäftigung bezechent. D'Politik muss also kloer Stellung fir onse soziale System huelen, well et ass deen, deen ons och an Zukunft Stabilitéit a soziale Fridde garantéiert, allen Émfroen zuzulaf ee vun de gréisste Virdeeler vu Lëtzebuerg an enger internationaler Kompetitioun.

Dofir gesi mir, d'Sozialisten, eng Moderniséierung fir d'Zukunft ni ouni de sozialen an aarbeitsrechtliche Volet an net ouni Fortschritt och op dësem Plang. Dofir ass d'Kapitel am Regierungsprogramm iwwer „Travail et Emploi“ besonnesch dorop ausgeriicht. Am Regierungsprogramm gëtt et eng ganz Partie konkret Virschléi, fir den Zougang zum Aarbechtsmaart ze verbesseren. Den Aarbechtsminister Nicolas Schmit ass aktiv beméit, déi Virschléi ëmzesetzen.

Èm déi Jonk bekëmmere sech d'Action Locale pour Jeunes, de Service National de la Jeunesse an natierlech d'ADEM. Fir dass déi Aktioun voll effikass ass, muss se esou gutt wéi méiglech koordinéiert ginn. Och d'Zesummenaarbecht zwëschen der ADEM an de Centres nationaux pour la formation professionnelle muss verbessert ginn. Da soll och den Emploi vum de Seniore verbessert ginn, deen haut bei 56% fir déi 55- bis 59-jäerig Leit läit a fir déi den Objektiv bis 2020 73% ass.

Eng wesentlech Roll spillt bei der Upassung un déi verännert Aarbechtsplazen de sougenannte „Lifelong Learning“. Onst Land huet sech dofir an de vergaangene Jore wichteg Instrumenter ginn. D'Betriber kréien dofir Subside grad ewéi eenzel Leit, déi sech weiderbilden wëllen. Et dierf dorop net gespuert ginn. Et gëtt e Livre blanc iwwert de Lifelong Learning aus der viregter Legislatur, deen zügeg ëmgesat soll ginn.

Déi eenzel Berufsorganisationen a Berufschamberen - d'Salariatskummer, d'Handwierkerkummer, d'Chambre de Commerce, d'Landwirtschaftskummer - leeschte säit Joren a Jorzéngten eng gutt Aarbecht, eng exzellent Aarbecht op deem Gebitt. Si bidde vill Méiglechkeete fir déi permanent Weiterbildung.

Déi ginn awer an der Haaptsaach benotzt vu Leit, déi schon eng Qualifikatioun hunn, während Onqualifizierter wéineg dovunner profitéieren. Dofir geet d'ADEM neierdénge op de Wee vum der individueller Förderung. Leit, déi ouni Qualifikatioun aus der Schoul entlooss goun, mussen fir d'Éischt emol elementar Kompetenzen, wéi liesen, schreiwen, rechnen, sech konzentréieren, opbauen, fir an e Betriber eranzekommen an do ze bestoen. Dofir ass deen Aspekt vum Lifelong Learning haut méi wéi jee wichteg.

Et bleift awer erstaunlech, dass trotz deene ville Strukturen vum der éffentlecher Hand elo d'Handwierk, mat der Hëllef vum Wirtschaftsministerium, higeet, fir säin eegene Centre de compétences opzebauen. Dat ass u sech eng gutt Saach. An um Krakelshaff soll en Zenter gebaut ginn, wou vum de Basiskompetenze bis zu héijer Spezialisatioun Personal fir d'Betriber forméiert soll ginn, dat d'Handwierk dréngend brauch. Dat weist awer, dass trotz enger grousser Offer eng Partie Instrumenter net esou gräifen, wéi se sollten. Et ass eng Zukunftsaufgab, dat op de Leescht ze huelen an aus der Lëtzebuurger Gesellschaft eng „learning society“ ze maachen, wou keng Matière grise dierf verluer goen.

Här President, fir d'Zukunft ze gestalten, hu mer e Programme national de réforme - PNR - mam Horizont 2020. Dora sinn all déi Entwécklung festgehalen, déi onst Land innovativ maache sollen. Dese PNR gëtt all Joers aktualiséiert.

Am PNR sinn d'Bildung an d'Fuerschung ënnert dëser Regierung gradesou prioritär wéi ënnert där viregter. Dës Regierung huet dofir e Superministère decidéiert mat engem Minister an engem Statssekretär. Education nationale an Enseignement supérieur a Recherche a Jugendpolitik sinn zesummegeluecht ginn, fir dass vum Précoce iwwert de Précolaire an d'Grondschoul bis zum Lycée all d'Riedercher gutt aneengräife sollen.

En europäescht Objektiv ass et, bis 2020 40% vum den Awunner vun 30 bis 34 Joer an der EU mat engem Héichschouldiplom ze hunn. D'Lëtzebuurger Objektiv ass, fir 2020 op 66% ze kommen, well elo schonns duerch déi héich

Zuel vum Netlëtzebuurger 60% vum den Awunner esou en Diplom hunn. 2013, zur Erënnung, waren et der nach 52,5%.

Mir wëllen och bei der Zuel vun den Décrocheuren, dat heescht deenen, déi keen Ofschlossdiplom hunn, ënner 10% bleiwen. Do leie mer elo bei 6,1%. D'Europäesch Kommissioun jugéiert, dass den Décrochage e Problem bleift, besonnesch well d'Populatioun mat Migrationshannergrond staark dovunner betraff ass.

Schoul, Fuerschung an Héichschoul sinn d'Zukunftsinstrumenter par excellence. Hei weist sech, wéi iwwer eng Partie Legislature vu verschiddene Regierungen d'Zukunft opgebaut gouf a gëtt. Besonnesch um Gebitt vum der Fuerschung an der Héichschoul sinn déi gesetzleche Instrumenter iwwert d'CRPen, den FNR, d'Uni ugepasst ginn. Infrastrukture si gebaut ginn. D'Uni ass zu Belval a ka sech do entfalten. Déi éffentlech Kreditter sinn an d'Luucht gaangen.

An der Fuerschung ass den Objectif national, fir 2,3% bis 2,6% vum PIB fir d'Fuerschung auszeginn. 2013 waren et der awer nëmme 1,3%. Dovunner sinn 0,7% vum éffentleche Secteur. Dee gréissten Deel soll eigentlech vum private Secteur kommen, well et jo d'Betriber sinn, déi sech iwwer technesch a wëssenschaftlech Innovatiounen weiderentwéckele sollen a kompetitiv solle sinn. Mä mir wëssen, dass d'Kris dat verhénnert huet.

An hirem Rapport vum Mäerz 2015 am Kader vum Semestre européen huet d'Europäesch Kommissioun gesot, dass Lëtzebuerg wéineg Chancen hätt, säin Objektiv 2020 ze errechen, obwohl d'effentlech Kreditter massiv an d'Luucht gaange sinn. Mä Gesetzer, Infrastrukturen a Sue ginn net duer, fir Innovatioun an der Gesellschaft an an de Betriber duerchzusetzen. Et brauch eng Risikobereitschaft vum de gesellschaftlechen a wirtschaftleche Kräften, fir weiderzecommen. Et brauch och eng kloer politesch Prioritéit.

Här President, an der Klimapolitik seet d'Europäesch Kommissioun, Lëtzebuerg géif säin Objektiv fir d'Beschränkung vum de Gaz à effet de serre net errechen. Datselwecht gëllt fir d'erneuerbar Energien, während bei der Efficacité énergétique déi Ziler kéinten errecht ginn.

D'Weltgemeinschaft gëtt sech mëttelfristeg Objektiv, deenen hir Realisatioun vill Sue kaschten an nei Contraintë mat sech bréngen. Fir eng materiell héich entwéckelt Gesellschaft wéi Lëtzebuerg dränge sech dofir Émschichtungen an nei Liewensgewunnechten op. Déi individuell Mobilitéit mam Privatauto stéisst un hir Grenzen. D'Stied kënnen net mat ëmmer méi risige Gelenkbussen zougetippt ginn. D'Pollutioun vum Verkéier mécht d'Stied futti.

Den Iwwergang vu fossilen Energiequellen op erneuerbar Energie ass eng schwieereg, mä noutwendeg Aufgab vum der Politik. Den europäeschen Objektiv ass, op 20% ze kommen. Lëtzebuerg wëllt 2020 11% errechen. Et ass evident, dass niewent der sozialer an der bildungspolitescher Erausforderung déi klimaaner energiepolitesch Erausforderung déi schwéierst fir d'Land wäert sinn.

An, Här President, ech mengen, dass dem Interpellant seng Interrogatioun iwwert d'Croissance, iwwert déi Croissance, déi mer wëllen, déi mer kënnen hunn an dësem Land, eng justifiéiert Fro ass.

Et gëtt vill interessant Reflexiounen iwwert d'Société post-croissance. Ech hu virun net allze laanger Zäit e flotte Film gesinn, deen „Sacree croissance“ heescht, wou vill flott Iddien dra si vu Leit, déi austrieden aus der Gesellschaft, déi vum engem Hedgefund-Manager op eemol zu engem „urban gardener“ ginn oder déi äänlech Saache maachen, Leit, déi décéleréieren, déi en anere Liewensmodell wëllen. Dat si sécher gutt Iddien.

Et gëtt och bei eis Mouvementer, déi an d'Richtung vum enger Transition ginn, mä ech mengen, dass mer als Politik, wa mer gär esou Saache maachen, d'Leit mussen mathuelen. Mir mussen eis Gesellschaften dorobber preparéieren. An dat bréinge mer net mat engem Coup fäerdeg. Dat bréinge mer fäerdeg iwwer eng laang Zäit. Dofir mussen mer eis Konsumgewunnechten änneren. Mir mussen eis Gewinnachten änneren, wéi mer eis bewegen, wéi mer eis par rapport zum Trafic behuelen. An dat sinn alles Saachen, déi eng gewëssen Zäit wäerte brauchen. Dat wëllt awer net heeschen, dass een déi Iddien net soll weiderféieren.

Ech géif awer och gären, an och erëm eng Kéier ouni engem wëllen ze no ze trieden, hei bemierken, dass den Interpellant haut zouginn huet, dass den Ursprung vu senger Partei, d'Fënnel-Sechstel-Rent fir jiddwereen, déi seng Partei d'ailleurs schonn, mengen ech, laang begriewen huet, och am Usaz total populistesch war an net realisierbar war. Dat huet en, mengen ech, haut selwer gesot, wéi en iwwert de Rentensystem geschwat huet.

Här President, ech wëll net ophalen, ouni drop hinzeweisen, dass eng global Steuerreform, wéi se annoncéiert gëtt, fir d'Zukunft vum Land eng grouss Roll spille wäert. Et geet drëm, eng méiglechst gerecht Verdeelung vum der Steuerlaascht ze errechen an d'Kompetitivitéit vum de Betriber am A ze behalen. Et geet ëm de soziale Fridden, et geet ëm Steiergerechtegkeet an et geet ëm d'Kompetitioun an der Wirtschaft.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollen haut d'Käpp zesummestrecken iwwert dat, wat an Zukunft soll kommen, wat eis erwaart oder erwaarde kéint. An deem Kontext erënneren ech mech un d'Aussoe vum engem Kolleeg vum 17. November, dee sech d'Fro heibanne gestallt hat, wat et eigentlech fir e Wäert hätt, 15 Joer am Virus ze denken, well ebe kee wéisst, wat da wäert sinn. Dës Bemierkung wor vum Kolleeg Fernand Kartheiser.

Ech wëll elo beileiwen hei net polemiséieren, mä säi Kolleeg Gaston Gibéryen...

#### (Interruptions)

...schéngt do méi virwëtzeg ze sinn, well soss hätt hien net am Numm vu senger Partei eng Debatt iwwert d'Zukunft vum Land ugefrot.

Ech denken och, dass et der Chamber gutt zu Gesiicht steet, a regelméissegen Ofstänn eng Diskussioun iwwert déi zukünfteg Entwécklung vum Land ze féieren. Dat geschitt beim État de la nation oder beim Budget oder beim Débat iwwert d'Kompetitivitéit. Eis Aarbecht als Deputéiert besteet näamlech net nëmme just doranner, fir aktuell Froen a Problemer ze diskutéieren, mir sollen eis doriwwer eraus och Gedanken iwwert dat maachen, wat mëttelfristeg an op méi laang Siicht ka sinn.

Vergiesse mer net, dass näischt méi bestänneg ass wéi d'Onbestännegkeet. Oder wéi eis Kolleegin Lydie Polfer géif soen: „D'Wourecht vum haut ass den Iertum vu muer.“

#### (Brouhaha)

Wien hätt effektiv virun engem Joer geduecht, dass mer mat massive Flüchtlingsstréim konfrontéiert géife ginn? Wien hätt dru geduecht, dass den Terror d'Häerz vum Europa op esou eng dramatesch Manéier géif geroden?

Ech wëll awer direkt kloerstellen, dass ech a menger Intervention mech allgemeng faasse wäert an och net op all Sujet kann agoen, éischtens, well meng Riedezäit begrenzt ass, an zweetens, well mer an den nächste Wochen a Méint nach eng Rei äänlech Debatte wäerten hunn, an deene méi konkret bestëmmte Sujeten, wéi zum Beispill de Chômage, d'Kompetitivitéit oder eisen zukünfteg Wirtschaftsmodele - Stéchwuert Jeremy Rifkin -, sollen diskutéiert ginn.

Här President, Politik maachen heescht d'Zukunft gestalten. Politik ass ebe grad d'Konscht, fir Problemer, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, unzepaken, an zwar esou, dass déi jénger respektiv zukünfteg Generatiounen net mat schwéieren lerschaften belascht ginn, déi hinnen hir Handlungsfreiheet zolidd aschränken.

Eng vun de prioritären Zukunftsfroen hei am Land ass sécherlech déi vum gesellschaftlechen Zesammenhalt. Mir sinn e Land mat ënnerschiddleche Kulturen. Dës Diversitéit fuerdert eis eraus, besonnesch op linguistesch, sozialem a schouleschem Plang. Dës Diversitéit, och wa se eis nei Horizonter opmécht, verlaangt grouss integrativ Ustrengungen. Mir wëlle jo net Gefor lafen, een nieft deem aneren ze liewen. Hei ass e risegen Effort néideg, deen eis ganz Leeschtungsfaegkeet erausfuert; besonnesch a grad déi vun eiser Schoul.

An e puer Deeg wäerte mer iwwert déi nei Europaschoul zu Déifferdeng diskutéieren. An dëser Schoul sollen nei sproochlech Filiären - Englesch a Franséisch - agefouert ginn. Parallell wäert d'Lëtzebuergesch awer d'Integratiounssprooch bleiwen. Richtig a wichteg sinn an deem Kontext och déi gratis Stonne Kannerbetreuung, wou soll Wäert op eng sproochlech Frëiförderung geluecht ginn. Mir mussen eise Schoulsystem sproochlech diversifizéieren, ouni awer säi multilinguale Charakter opzeginn. Doranner läit, a mengen Aen, déi gréisst Erausforderung vum eisem bildungspoliteschen System.

Wa mer net an Zukunft wëlle laanschteneeliewen, wa mer wëllen, dass mer hei zu Lëtze-





buerg kulturell Gemeinsamkeiten an Traditionen deelen, da geet viles iwwer eis Heemechtsprooch: d'Lëtzebuergesprooch. Si soll och an Zukunft de gemeinsamen Nenner sinn a bleiwen, deen d'Mënschen, déi heizuland wëlle wunnen, zesummenhält. Et dierf awer net heeschen, méi Lëtzebuergesch op d'Käschte vun anere wichtige Sproochen, mä d'Lëtzebuergesch a Friemsprooch mussen Hand an Hand geléiert ginn.

De sozialen Zesummenhalt gétt awer net nëmmen iwwer d'Sprooch gesécher. Déi sozial Kohäsion gétt och gestärkt, wann et der Politik geléngt, Aarmut ze bekämpfen, d'Aarbechtslosigkeit anzedämmen, d'Jugend ze forméieren an ze motivéieren an hinne deen néidege Fräiraum ze ginn - deene Jonken -, wou se sech selwer entwéckele kënnen. Weider mussen d'Immigranten integréiert, eeler Matmënsche gefleegt an de sozialen Zesummenhalt esou gestärkt ginn.

Et ass awer net eleng d'Aufgab vun der Politik. Dat verlaangt och den Engagement vun all eenzelnen Bierger, sief et an de Veräiner, an den Hëllefswierker an awer och an de Gemengen. De sozialen Zesummenhalt ass e Wäert, dee mer onbedéngt héichhale mussen. An Zäiten, an deenen Europa op där enger Säit mat engem barbareschen Terrorismus konfrontéiert gétt an op där anerer Säit déi enorm Erausforderung vun de Flüchtlingstréim bewältege muss, ass et méi wéi noutwendeg, eng konsequent Integrationspolitik ze maachen.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Efforten, déi d'Regierung bis elo an der Opnam vun de Refugié gemaach huet an dorwäert ous an hirer Integratioun nach wäert maachen, kann enger duerfir nëmme begréissen. Mir hunn elo an der Belsch an a Frankräich an eisen Nopeschlänner gesinn, wat eng verfeelt Integrationspolitik, virun allem bei der zweeter Generatioun, bewierke kann.

Madamm Presidentin, eng weider Erausforderung ass sécherlech den demografesche Wandel an eiser Gesellschaft. Eis Liewenserwaardung, et ass virdu scho gesot ginn, gétt ëmmer méi héich. An dëst fuerdert ganz besonnesch eis sozial System eraus. Och hei ass d'Politik gefuerdert, well et géllt, dës Entwécklung am A ze behalen, fir datt mer an Zukunft dat finanziell Gläichgewicht sécherstellen.

D'Regierung ass sech dëser Handlungsnoutwendegkeet bewosst. Duerfir ass jo enner anere eng strukturell Reform vun der Fleegeversécherung fir dat kommend Joer geplangt. Mat dëser soll de System méi effizient an transparent ginn, awer virun allem och méttelfristeg finanzierbar bleiwen.

Och wäert an der Halschent vun dëser Legislaturperiode e Bilan vun der Rentenreform vun 2012 gezu ginn. Hei heescht et ze präwien, ob d'Moosnamen, déi deemools geholl goufen, nach d'Strooss halen oder ob mer nach eng Rei Upassung mussen virhuelen.

Mir sollten eis heibannen net vu volle Rentekeese blende loossen, mä vill méi vum Gedanke féiere loossen, datt eise Rentensystem op engem Pakt tëschent de Generatiounen berout. Och déi zukünftige Generatiounen hunn e Recht op eng dezent an finanzierbar Altersversicherung. Däers muss sech d'Politik, mä och de Bierger bewosst sinn.

Madamm Presidentin, enk verbonne mat dem demografesche Wandel ass d'Fro vum Wuesstum vun eiser Bevëlkerung, virun allem opgrond vun der Tatsaach, datt mer an de leschte Joren e ganz staarken demografesche Wuesstum haten. Dëse spierbare Wuesstum huet zum Deel, et ass virdu vun de Kollege gesot ginn, enorm Konsequenze fir eng Rëtsch vu Beräicher, wéi d'Infrastrukturen, d'Mobilitéit, d'Wunnen, eise Schoulsystem an net zulescht och fir eis sozial Sécherheet.

Mir wuesse méi séier, wéi mer capabel sinn, op dëse Wuesstum ze reagieren. Déi zwee prägnanteste Beispiller liwweren eis d'Enkpass bei den Transportinfrastrukturen respektiv am Logement. A wien an esou Beräicher eemol d'Schlappe verléiert, brauch ganz laang, fir dëse Retard opzehuelen.

E Bléck an d'Zukunft ass evidentereis e Bléck an d'Kristallkugel. Net méi spéit wéi virun e puer Deeg huet de Stater seng Prognosen a puncto wirtschaftlech Croissance fir 2016 misse revidéieren: vun 3,7% op 3,2%. Hei handelt et sech, wéi gesot, just ëm Prognose fir dat kommend Joer an net ëm e Bléck wäit an d'Zukunft eran.

1978 hat eis de Rapport vum Gérard Calot iwwer déi demografesch Entwécklung vu Lët-

zebuerg e Réckgang vun der Bevëlkerung virausgesot. Jo, et gouf souguer vun engem „demografesche Suicide“ geschwat. Et ass awer alles anescht komm. D'Populatioun ass duerch de wirtschaftleche Wuesstum an déi domadder verbonnen Immigratioun schätzeg geklommen an huet sech bannent 50 Joer bal verdoubelt. Eischtens kënn et anescht an zweetens wéi een denkt!

De Kampf géint den Terror, eng eventuell weider Finanzkris, eng Rezessioun, déi haut nach kee komme gesäit, féieren derzou, datt all Prognosen hifälleg sinn. Sécher ass, datt een d'Zukunft weder an hirer technologescher, wëssenschaftlecher, ekologescher oder ekonomescher Entwécklung einfach op der Basis vum heiteger Wëssens- an Erfahrungsstand kann extrapoléieren.

Sécher ass awer och, datt mir vill Entwécklungen ëmmer méi séier an aktiv ze spiere kréien. Duerfir solle mir net d'Madame Soleil spillen an eis mat gewote Spekulationen ofginn. Villméi solle mer haut Moosnamen ergräifen, fir déi wirtschaftlech Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze erhalen an auszubauen.

Et ass eng Tatsaach, an d'Zuele vun Eurostat beleeden dat, datt eise Produktivitéitsvirsprung am Verglach zu eisen Noperen an zum Rescht vun der Eurozon an deene leschte Jore staark zrëckgegang ass. Et ass a mengen Aen duerfir richtig, datt mer am Kader vun der geplangter Steuerreform, nieft Entlastung vun de Stéit an domat de Privatpersounen och eppes um Niveau vun de Betriebssteiere mussen maachen, datt eppes do geschéie soll.

Mir brauchen e kompetitiiv steierlecht Ëmfeld, fir och an Zukunft nach kënnen Beriber op Lëtzebuerg ze kréien an esou nei Aarbechtsplazen ze schafen. Mä Steiere sollen an d'äerfen net dat eenzeg Element sinn, dat mer an d'Vitrinn stellen! Modern Infrastrukturen, en innovativ Bildungssystem, e politescht Ëmfeld, dat stabil ass, effizient Verwaltungen, en héich qualitative Spidolspaysage, eng ofwieslungsraich kulturell Offer, alles dëst si weider Elementer, déi zu der Attraktivitéit vun eise Standuert bäidroen.

Viru Jorzéngte ware mer och bekannt fir en onkomplizéierten a schnellen Entscheidungsprozess. D'Politik huet et an der Hand, fir um Gebitt vun der administrativer Vereinfachung erëm zu méi Exzellenz zrëckzekommen. An der Zukunft ass et net onbedéngt dee Gréissten a Stärksten, deen d'Nues muss vir hunn, ma villméi dee Séiersten an deen, dee sech permanent unzepasse weess.

Madamm Presidentin, d'Stéchwuert Steuerreform bréngt mech zum Thema vun de Statsfinanzen. Jiddweree weess, datt gesond Statsfinanzen déi onauswäichlech Viraussetzung sinn, fir handlungsfäeg ze bleiwen. No Joren, an deenen de Budgetsdefizit gewuess an d'Statsschuld weider geklommen ass, fir bal bei 25% vum PIB ze landen, ass d'Situatioun elo stabiliséiert. D'Recettë klammen nees méi séier wéi d'Dépenses an d'Statsschuld bleift quasi stabil bei ëm déi 23% vum PIB.

Zesumme mat enger wuessender Wirtschaft sinn dat keng schlecht Zukunftsperspektive fir eis öffentlech Finanzen. D'Europäesch Kommissioun huet eis viru Kuerzem net fir näischt an der Finanz- a Budgetpolitik gelueft. Nach si mer net iwwer de Bierg, ma ënnert dem Impuls vum Finanzminister goufen d'Weichen esou gestallt, datt mer nees a méi berouegt budgetär Gewässer kënnen erafueren. Mir mussen jo derfir suergen, datt deene jéngere Generatiounen hir Zukunft net duerch héich Statsscholden hypothekéiert gétt, datt also nach Geld do ass an Zukunft, fir iwwerhaupt politescht Akzenter setzen ze kënnen.

Opgrond vun dëser ëmsichtiger Budgetpolitik besteet e gewëssene Spillraum fir d'Steierreform, déi 2017 kënn. Eng Steuerreform, déi souwuel de Privatleit wéi och den Entrepreneppen soll bréngen, de Privatleit, well Aarbecht sech loune muss, de Beriber, well mer kompetitiv Betriebssteiere brauchen, fir och weiderhi kënnen Entrepreneppen op Lëtzebuerg ze kréien an déi besteënd heizehalen. Nach sinn net all Froe gekläert. Eng gerecht Steuerreform rëselt en net einfach esou aus dem Ärmel. Hei géllt et, vill Aspekter ze bedenken, fir datt um Ënn och dat gewünscht Resultat erreecht ka ginn.

Madamm Presidentin, bis viru Kuerzem, virun e puer Joer souguer, konnte mer eise wirtschaftleche Wuesstum zu engem gudden Deel op Souveränitéitsnischen opbauen. Dës Zäite sinn awer definitiv eriwuer. D'Fro vun der Wuesstumsstrategie stellt sech also méi wéi jee. Et ass evident, datt mer verstärkt op Kompetenznische mussen setzen. Am 21. Jorhonnert setze sech déi duerch, déi opgrond vu wëssenschaftlecher, digitaler, logistescher oder finanztechnescher Kompetenz e Virsprong op anerer hunn.

Wa mer iwwer Kompetenznischen nodenken, mussen mer eis awer och d'Fro stellen, op wéi

eng Kompetenz mer dann iwwerhaupt verstärkt wëlle setzen. Wat fir en Know-how kënnen a wëlle mer nach unzéien oder ausbauen? Hu mer als klengt Land wierklech de Choix? Ech denken net. Mir kënnen net onbegrenzt Beriber an d'Land huelen, déi vill Plaz, vill Raum fir hir Aktivitéite brauchen. Mir mussen eis éischer op Beräicher wéi zum Beispill den ICT-Secteur, d'Biotechnologien oder d'FinTech konzentrieren.

An dëse Beräicher hu mer haut schon e bestëmmte Savoir-faire an e grousst Wëssen. Konsequent op Zukunftsberäicher setzen, ass déi richtig Strategie. Et ass ewéi bei engem Zuch, wou een ëmmer fest d'Lokomotiv am A behale muss an net dee leschte Waggon.

An dësem Kontext fält der Uni Lëtzebuerg eng wesentlech Roll zou: Si kann de Motor fir esou eng Entwécklung sinn, andeems si mat hirer Fuerschung quasi den Takt virgëtt. Et ass duerfir richtig, datt déi öffentlech Investitiounen an d'Recherche op engem héijen Niveau solle gehale ginn. D'Uni an d'Fuerschungsinstituter sinn haut och e wichtige Kader, fir Zukunftsberiber iwwerhaupt kënnen unzéien. An Zukunft géllt duerfir méi wéi jee: keng Uni ouni Fuerschung an ouni Fuerschung keng Uni.

Madamm Presidentin, et gétt verschidde Projektiounen an ënnerschiddlech Zeenarien, wat déi zukünftige Entwécklung vun eise Land ueget. Viru Jore gouf de 700.000-Awunner-Stat als Schreckensszenario gesinn. An e puer Joer wäerte mer 600.000 Awunner hunn. An et ass d'Zuel vun enger Millioun Awunner, déi am Raum steet, wann ee verschiddene Projektiounen gleewe wëllt.

All Generatioun ass mat engem anere Problem befaasst. Duerfir ass et och gutt, e Bléck no hannen ze geheien, well wéi sot schon den André Malraux: „Wien an der Zukunft liese wëllt, muss an der Vergaangenheit bliedern.“

D'Generatioun vun eise Grousseltere war haaptsächlech domadder beschäftegt, fir nom Krich d'Ärmel eropzestéppen an eis Wirtschaft nees un d'Lafen ze kréien. Eis Eltere goufen mat der Ëmwandlung vum Industriestanduert Lëtzebuerg an eng Déngschtleeschungsgesellschaft konfrontéiert. Eis Generatioun muss sech haut mat de Grenze vun wirtschaftlechen an demografesche Wuesstum an engem klengen Land auserneeetzen.

Jo, et muss en och daitlech kënnen soen, datt eise materiellen a quantitative Wuesstum Grenzen huet, well e vill Land verbraucht an dacks och ganz negativ Niewewierkungen huet. Meng Kollegeen hunn et virdrun nach preziséiert. Denke mer nëmmen un eis verstoppten Autobunnen oder, wéi scho gesot, déi héich Wunnengspräisser!

Op dës Manéier kënnen mer hei am Lëtzebuerg Land net onendlech wuessen. Op dës Manéier net! Dat packe mer net, weder infrastrukturell nach demografesch, weder wat dat gesellschaftlech Zesummeliewen ueget, wat den Zesummenhalt ueget, nach wat de Land- a Ressourcéverbrauch betrëfft.

Et wier awer onverantwortlech, fir e Plädoyer géint d'Croissance économique ze féieren. Wéi géife mer soss eis sozial Errungenshafte weider kënnen finanzéieren? Schliisslech baut ee kee Sozialstat op e wirtschaftleche Kierfecht.

Mir brauchen also Wuesstum. Mä mir brauchen en aneren Typ vu Wuesstum. E Wuesstum mat méi Produktivitéitsgewinner. E Wuesstum mat neien Aktivitéiten. E Wuesstum mat engem méi héije Méiwäert. E Wuesstum mat manner Landverbrauch. E Wuesstum am Hightech-Beräich, mä och am Handwerk. Vergiesse mer d'Handwerk net! E Wuesstum, deen eise Produktionsapparat duerch eng besser Ausbildung vun eise humane Kapital verbessert. Et ass duerfir un der Zäit, datt mer ëmdecken, ewech vun de rengen Wuesstumszuelen hin zu méi engem qualitative Wuesstum. An anere Wieder: Méi PIB heescht net gläich méi Liewensqualität!

Madamm Presidentin, wéi kënnen also ekonomesch an Ëmweltziler sennvoll matenee verknäppert ginn? Wéi kann eisen exzellente Sozialsystem och weiderhi finanzierbar bleiwen? Wat muss eise Schoulsystem leeschten, fir all Kand gutt Startchancen an d'Liewe kënnen ze bidden? Wéi kënnen mer an Zukunft eis kulturell Eegenaart erhalen? Kuerz gesot: Wéi kënnen mer bleiwen, wat mer sinn, ouni stoen ze bleiwen an ouni an der Vergaangenheet hänken ze bleiwen?

Den 20. Joresdag vun eise Grand-Duché, deen dëse Summer gefeiert ginn ass, oder un deen zumindest geduecht ginn ass, ass eng gutt Geleeënheet gewiescht, an nach ëmmer, fir sech de Spigel virun d'Gesicht ze halen. A wa mir dat maachen, da stelle mer fest, datt eise Land ebe just net dat Schlaraffenland ass, wéi jalous Zongen eis an Europa an dorwäert eraus ëmmer wëllen duerstellen, mä dass mir eis...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - ...an enger globalisierter Welt quasi all Dag nees nei erfanne mussen. Et stellt een och fest, datt mer am Laf vun der Zäit Affer vun eise eigenen Erfolleg gi sinn. Déi rasant Entwécklung huet eis eng Rëtsch Rechnunge presentéiert, déi während Jore ignoréiert oder einfach nees mam Scheckheft beglach goufen. D'Problemer goufen dacks galant ënnert den Teppich gekiert. Mä iergendwa geheet dësen Teppich awer esou vill Falen, datt ee bal net méi driwwer ka goen. Da riskéiere mer, iwwer eng vun deene Falen ze trëllen.

Mir mussen dofir ausgetrëppelt Pied verlossen an zukunftsweisend Akzenter setzen. Dozou gehéiert zum Beispill eng gesond Entwécklung vum Statsbudget, en Ofbremse vum Wuesstum vun der Statsschuld, eng konsequent sozial Wunnengsbaupolitik, méi eng dezentral orientéiert Landesplanung, innovativ pädagogesch Konzepter, déi der Diversitéit vun eiser Schoulsystem gerecht ginn an esou weider.

Glécklecherweis hu mer eng Rei Trëmp an der Hand. Trëmp, déi mer awer net lichtfankeg solle verspillen: den Triple-A fir eis Statsfinanzen, modern Infrastrukturen, e beandrockende finanztechneschen Know-how, deen eis gehollef huet, d'Ofschafe vum Bankgeheimnis besser ze verquesse wéi mer jee geduecht haten, oder och nach eis Méisproochegheet.

Déi gréissten Tromp sinn awer all déi Leit, all déi Mënschen, déi hei bei eis liewen, wunnen, schaffen an Dag fir Dag eise Land no vir bréngen, fir datt mer eis all dat leeschte kënnen, wat eis an d'Häerz gewuess ass. Hiert Wëssen an hiert Kënn sinn eng Tromp!

Nëmme wa mer mat vill Know-how an Imagination virginn, da kënnen mer dës Zukunft meeschten. Net mat ale Rezepten, mä mat klarem Geescht, enger zolitter Portioun Kreativitéit an dem Courage, eis permanent unzepassen an a Fro ze stellen. Dann ass et mer net baang fir d'Zukunft.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Bauler. Als nächst ageschriwwen Riednerin hunn ech d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (d'gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, d'Iddi vun engem Zukunftsdesch oder Zukunftsvertrag ass alles anescht wéi nei. Et ass weder eng Erfindung vun der ADR nach vun deene Gréngen. D'Iddi geet zrëck op e Kongress vum OGB-L aus dem Joer 1994. D'Fuerderung vum Gewerkschaftsbond war deemools, e sougenannt „Weiserot“ anzusetzen, dee sech zesumme mat ganz villen anere Partner mat der Gestaltung vum Land sollt beschäftegen.

Et huet sechs Joer gedauert, bis d'Thema huet an der Chamber war. Am Dezember 2000 huet d'Chamber d'Iddi vun engem Zukunftsdesch an d'Liewe geruff, dëst an enger deemontspriechender Motioun, déi vun alle Parteien heibannen ënnerschriwwen ginn ass, mat Ausnam vun de Verrieder vum Aktionskomitee fir Demokratie a Rentegerechtegheet.

Alles an allem gongt et drëms, zesumme mat de Gewerkschaften, den ONGen, dem Patronat, der Zivilgesellschaft eng Strategie fir eng nohalteg Entwécklung vu Lëtzebuerg ze entwerfen. Et ass scho méi oft gesot ginn: eng Strategie, déi vum sozialen, mä och vum ekologeschen an ekonomeschen Standpunkt hier sennvoll a konsensfäeg wier.

Leider koum déi Strategie awer ni zustanen, well Oneengkeeten a parteipolitescht Geplänke, wéi den OGB-L et deemools ausgedréckt huet, d'Mise en place vum Zukunftsvertrag am Joer 2002 verhënnert hunn. Dat war innerhalb vun engem Vott hei an der Chamber.

Datt d'Aberuffung vun engem Expertegremium - wéi deem vum Wirtschafts- a Sozialrot - keng Alternativ zu enger breet gefächerter Debatt an der Gesellschaft kéint sinn, stoung fir déi gréng vun Ufank u fest. Aus deem Grund ware mir deemools och net frou, wéi souwuel d'CSV wéi och d'DP, d'LSAP an net zulescht och den ADR den Zukunftsvertrag den 13.11.2002 zu Graf gedroen hunn.

Madamm Presidentin, am Laf vun der Zäit sinn d'Schietsäite vum rasante Wirtschafts- a Bevëlkerungswuesstum natierlech net méi kleng ginn. Ganz am Contraire: stonnelaang Stauen op de Stroossen, öffentlech Transportmëttel, déi a Spëttestonnen aus allen Néit plätzen, e Mangel un erschwéngleche Wunnengen, e Mangel u Schoulen, e Mangel u Kläranlagen, eng schlecht Loftqualität an eng Zersiidelungsrat, déi esou grouss ass wéi a kengem anere Land an Europa. Alles dat sinn d'Konsequenze





vun enger Politik, déi sech vum Wuesstum iwwerrenne gelooss huet, amplaz Entschéedungen am Sënn vum Mënsch a vu senger Ëmwelt ze treffen. Kee Wonner also, datt dat schéint Wuert „Zukunft“ mëttlerweil éischter e Fluch-Wuert ass - an net méi e Frou-Wuert.

Definitiv féiert haut kee Wee laanscht d'Fro, wéi eng Secteure mir nach wëllen entwéckelen, oder d'Fro, wéi mir d'Entwécklung vum Land besser organiséieren. An natierlech och, wéi vill Wuesstum eist klengt Lëtzebuerg iwwerhaapt nach verkraaft. Do si mer eis all eens.

Verständlecherweis gëtt et ëmmer méi Leit, déi skeptesch ginn an am léifste mat zwee Féiss op d'Brems sprange géifen, wann et ëm d'Fro vum Wuesstum geet. Deem géintwärtig steet awer d'Tatsaach, datt de Wirtschaftswuesstum, an domat och d'Schafung vun Aarbechtsplazen, säit jeehier de Garant war fir gutt gefüllte Sozialkeesen, déi eist Land auszeechen.

Här President - oder Madamm Presidentin, Dir sidd nach do -, Dir wësst, wat ech wëll soen.

#### (Hilarité)

Wann et hei am Land drëms geet, iwwert d'Zukunft vum Land ze diskutéieren, da gëtt gemaach, wéi wa mer vun engem 700.000-Awunner-Stat kéinten ausgoen, natierlech och vu 700.000 Aarbechtsplazen. Wann et dann awer drëms geet, iwwert d'Wuelbefannen an iwwert d'Liewensqualität an eisem Land ze diskutéieren, da wënschen déiselwech sech nach just en 300.000-Awunner-Stat a wiedere géint d'Frontalieren oder streeë Friemefeindlechkeet!

Dat ass de grouse Widersproch, léif Kolléeginnen a Kolléegen, mat deem mir scho jorelaang konfrontéiert sinn. Mir wëllen dat eent an zugläich säi Géigendeel!

Fir eis ass eppes kloer: Éier eise Wirtschaftswuesstum pauschal a Fro gestallt däerf ginn, muss de Problem vun de schmëlzende Pensionsreserven emol geléist ginn. An do waarde mer wierklech op e Modell, dee konsensfäeg ass. Stéchwuert Rentemauer um Horizont 2030.

Et kann näamlech net sinn, datt e forcéierte Wuesstumsstopp de Pensionssystem an de ganze Sozialsystem op d'Käschte vun de Generatiounen, déi no eis kommen, ruiniéiert. Woubäi ee sech muss froen, wéi een dee Wuesstum an enger fräier Maartwirtschaft an an engem fräie Stat, an enger Demokratie iwwerhaapt ka stoppen.

Allerdéngs kann een d'Entwécklung - dat Wuert gefält mir näamlech vill besser -, kann een déi Entwécklung an nohalteg Bunne lenken. Fir eis gëtt et Méiglechkeeten. Et gëtt zwou grouss Pisten, déi aneneegraifen: Déi éischt besteet an der massiver Fërderung vun der sougenannter „green economy“, déi hiren Ursprung am angelsächsische Raum huet an amgaang ass, och aner Industrielänner ze erobieren.

Et ass dee Modell, deem d'Regierung virgesäit an ustrief, an deem och schonn a ville Betriber en place ass. Haaptsächlech sinn et Handwerksbetriber, déi do ënnerwee sinn. Kuerz gesot, orientéieren dës Betriber sech zu 100% un ekologeschen, mä och u sozialen, regionalen a gerechte Kritären, net nëmmen um Niveau vun den Aktivitéiten, déi se duerchféieren, mä och um Niveau vun de Ressources humaines, souzosen an der Responsabilité sociale.

Als Gréng si mir iwwerzeegt, datt dës Betriber, grad déi do - op der Oekofoire kënn Der se besichen -, eng nohalteg Zukunft hunn an datt déi Betriber och vun der Gesellschaft wäerten akzeptéiert ginn. Si schueden eisem Land net fir zwee Sou!

Déi zweet Pist ass natierlech d'Landesplanung, wou méi wéi jee geschitt. An do wëilt ech wierklech dem Här Gibéryen äntweren, datt en net recht huet, wann e seet, den Här Minister géif näischt ënnerhuelen. Mir si frou festzestellen, datt d'Regierung de Feelentwécklungen aus de leschte Jorzéngte konsequent a kategoresch entgéintsteiert a se och effentlech thematiséiert an diskutéiert - an net méi wéi fréier am MDDI, am „stillen Kämmerlein“!

Zanter dem Oktober 2013 beispillsweis hat den Nohaltegkeetsminister François Bausch, deem d'Landesplanung koordinéiert, ganzer 82 Reunione mat de Gemengen, 19 Reunione mat de Gewerkschaften, 72 Reunione mat Beruffsverbänn a Vertrieedungen a ganzer 38 Reunione mam grand Public. Dat waren am Ganzen 211 Concertatiounen mat de Leit!

Den Agenda vu senge Ministerkolléegen a -kolléeginne gesäit net anescht aus, soudatt een net ka behapten, d'Regierung géif an engem Glashauss setzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dëst zum gréissten Deel am Hibleck op eng besser Landesplanung, déi op villen Ebenen ugepaakt

gëtt: éischtens natierlech um Niveau vun der Mobilitéit, wou d'Regierung mat Siwemeile-stiwëwelen ënnerwee ass, fir de Retard vun der Vergaangenheet opzehuelen. Ech brauch net op d'Détailler anzegoen, well da schwätzen ech zwou Stonnen! Zweetens, um Niveau vum Logement, wou d'Problemer bekannt sinn a schleunegst ugepaakt ginn. Drëtens, um generellen Niveau vum Bauland, wat net an de Grénglandschaften, mä innerhalb vun de Bauperimeteer muss a soll mobiliséiert ginn. An dat gëtt och gemaach!

Donieft gëtt den Ëmgang mat Grond a Buedem un ekologesch Kritäre gebonnen, wat näischt anescht heescht, wéi datt den Natur- a Klimaschutz eescht geholl gëtt.

Léif Kolléeginnen a Kolléegen, grad an deem Beräich ass an der Lescht ganz vill geschitt: All rar Aarten an d'Biodiversitéit si gesetzlech geschützt, d'Biotope si bekannt a quasi alleguer kartéiert. Déi wäertvoll Zone sinn als Natura 2000-Gebidder ausgewisen a geschützt. D'Kompensatiounsmoosname sinn obligatoresch ginn a gi konsequent duerchgefouert!

All dës Punkten, léif Kolléegen a Kolléeginnen, stinn net just um Pabeier! Déi konkret Moosname ginn duerchgefouert a fänken un, hir Friichten ze droen.

Beim Schutz vun eise Gewässer ass et net anescht. Nieft deene fënneg schonn ausgewisene Schutzzonen si siwe weider Schutzzonen an der effentlecher Prozedur. Doriwier eraus preparéiert d'Waasserwirtschaftsamt 13 zousätzlech Projeten zugonschte vum Waasserschutz, nieft 76 Etüden, déi duerch de Waasserfong engagéiert sinn. Dës Projete ginn ergänzt duerch Renaturéierungsprogrammer, de Bau oder den Ausbau vu siwe Kläranlagen an d'Elaboratioun vun engem neie Waasserbewirtschaftungsplang.

Dobäi muss ee bedenken, an dat ass wichteg ze betounen, datt d'Geld, wat a konkreten Naturschutz investéiert gëtt, a kenger Relatioun steet mat der Plus-value, déi mir aus enger gesonder Natur erauszéien. Dës Plus-value heescht propert Waasser a propper Loft, CO<sub>2</sub>-Späicher, Erhuelung, Gesondheet a Wuelbefannen!

Dës positiv Entwécklung - et ass nach net vill Positives haut gesot ginn, virun allem net vum Här Gibéryen -, déi stëmmt optimistesesch a liwwert eis de beschte Beweis, datt d'Weiße kënnen ëmgestallt ginn, wann een dat wierklech wëllt an déi konkret Projeten och konsequent ëmsetzt.

Madamm Presidentin, e leschte Punkt, op deem ech an dës Debatt nach wëll agoen, et huet nach keen dovun geschwat, betrëfft d'Flüchtlingskris. Dës Kris ass näamlech net just e Problem vum Joer 2015.

#### (Interruptions diverses)

Net am Detail. De Flüchtlingsproblem ass e Problem vum 21. Jorhonnert an erfuerdert vill gréisser a virun allem vill méi mënschlech Efforte wéi de Bau vum Tram oder d'Stabiliséierung vum Euro. Beim Flüchtlingsproblem...

#### (Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Madamm Lorsché, loosst lech net oflenken.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass Rumoueren op der Säit. Beim Flüchtlingsproblem...

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Beim Flüchtlingsproblem, Här Gibéryen, geet et och net just ëm eng Fënneg-Sechstel-Rent fir Besserverdenger oder ëm d'Schicksal vu Banken oder ëm d'Iwwerliewe vun enger Wäring, et geet ëm d'Iwwerliewe vu Milliounen vu Mënschen!

Wat wëll ech domat soen? Ech wëll ganz einfach soen, datt dat 21. Jorhonnert an d'Leit, déi an deem Jorhonnert liewen, dat heescht mir alleguer, eemol wäerten dru gemooss ginn, wat mir gemaach hunn, fir entwuerzelte Mënschen eng nei Heemecht opzebauen.

Eisen eegene Wuelstand an d'Konsumgewonnechten hannerfroen, Solidaritéit weise mat vulnerabele Vëlker an deementspreechend handelen, dat ass eng zolidd Aufgab, där mir eis och an Zukunft musse stellen. Gemeeschtert gëtt dës Aufgab nëmmen am Konsens. Am Konsens mat der Zivilgesellschaft, mä och am Konsens mat där Partei, déi dës Interpellatioun ugefrot huet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Neie Projektionen no, déi

schon hei ugeschwat gi sinn, wäert sech d'Bevölkerung zu Lëtzebuerg an deenen nächsten 30 Joer verduebelen. Esou Projektionen sinn natierlech mat Virsicht ze genéissen, mä si weisen awer och ganz kloer eng Tendenz.

Et brauch een net onbedéngt Angscht ze hu virun esou enger Entwécklung. Et brauch een och net mat Iwwerfriemungsängschten ze operéieren. Ech mengen, dass Lëtzebuerg seng Fäegkeet bewisen huet, fir auslännesch Matbierger ze integréieren, scho säit 100 Joer, Här Gibéryen. Mir hunn dat ënner Beweis gestallt, och well all Mënsch hei am Land weess, dass de Räichtum geschafe gëtt duerch d'Aarbecht vun deene Mënschen, déi hei wunnen, onofhängeg vum Pass, dee se hunn.

An och d'Sécurité sociale, e weideren Thema, deen dacks hei a Rieden ugeschwat gëtt, baséiert op deem geschafene Räichtum. Wann d'Cotisationsen un dee Räichtum ugepasst ginn, da gëtt et u sech kee Besoin, fir neie Wuesstum ze schafen, fir déi Prestatiounen vun der Sécurité sociale ze bezuelen.

Dat Argument, dass méi Wuesstum néideg wier, fir d'Sozialversécherung an Zukunft ze bezuelen, baséiert am Fong geholl op engem politeschen Accord. An dat ass deem, dass de Präis vun der Aarbecht, d'Léin, d'Sozialbeitrag, d'Steieren net därefer par rapport zu de Profitter an d'Luucht goen. Dat ass eigentlech deem Accord, op deem dat berout.

An da geet een hin an et finanzéiert een d'Sécurité sociale duerch den Ennerscheid, deem ee schafft, doduerch dass ee jonk Salariéen hei astellt a grousser Zuel, déi am Ausland ausgebildet ginn, déi am Ausland wunnen, an op där anerer Säit huet ee méi eng kleng Zuel vu Rentner, deenen hir Renten domat kënnen bezuelt ginn.

Dat ass allerdéngs eng Rechnung, déi kann net éiweg opgoen! Et muss och iergendwann eng Kéier ëmverdeelt ginn. Et muss och iergendwann eng Kéier dee Räichtum, deem an der Gesellschaft geschafe gëtt, ofgeschöpft gi bei deenen, déi virun allem dorunner verdéngt hunn déi lescht Zäit. An dat geschitt net éiweg duerch en Ofzéie vun den Aarbechtskräften aus eisen Nopeschregiounen.

Wéi ass et méiglech, dass mir zu Lëtzebuerg ëmmer am PIB e puer Prozent iwwer anere Länner leien? Et kënn doduerch, dass mer eis an enger stänneger Kompetitioun befanne mat eisen Nopeschregiounen an alles wëlle besser maache wéi eis Noperen et maachen. Mir wëlle méi kompetitiv sinn, mir wëlle méi Wirtschaftswuesstum hunn, mir wëlle méi Entrepreneuren unzéien.

Eréischt gëschter huet den Här Finanzminister gesot, den Triple-A misst nëmmen doduerch gehale ginn, dass mer méi Entrepreneuren unzéien wéi aner Länner dat maachen. An ech mengen, mat där Logik do hale mer natierlech déi Entwécklung um Rullen.

Ech hu virdu gesot, virum Bevölkerungswuesstum misst een net onbedéngt Angscht hunn. Et misst een net Angscht do virun hunn zum Beispill, wann d'Politik capabel wier, déi Entwécklungen ze antizipéieren an ze plangen an och nohalteg a gerecht ze gestalten, fir dass och jiddweeren eppes dervun hätt, a sech déi néideg finanziell Mëttele géif ginn - och längerfristeg bei de Steieren, bei der Sécurité sociale -, fir dat fäerdegzebréngen.

Da kann een allerdéngs net, wéi d'Regierung dat mécht, an déi Regierung virun och, vu Spuerpläng schwätzen, mä da muss ee vun Investitiounspläng schwätzen an et muss ee vu Sozialpläng schwätzen.

An et kann een och net higoen, wéi den Här Gibéryen dat hei a senger Interpellatioun gemaach huet, andeem e gesot huet, mir missten net nëmmen d'Zënsen zrëckbezuelen vun de Prëten, mä mir missten och nach d'Kapital zrëckbezuelen vun de Prëten, wat natierlech, wann een net gläichzäiteg d'Steieren erhéicht, derzou féiert, dass an der Statskeess mander Sue sinn, fir eng Sozialpolitik ze maachen a fir eng Investitiounspolitik ze maachen an esou weider.

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Här Gibéryen, Dir kënn herno gären äntweren. Ech hunn éischtens kee Compteur hei, ech ka meng Zäit schlecht aschätzen, an ech hunn nëmmen zéng Minutten, fir heizou ze schwätzen.

Ech mengen, dass mer leider net genuch antizipéiert hunn, wat och geschitt. Mir hunn net antizipéiert am Wunnengsbau, mer hunn net antizipéiert am Verkéier, am Stroosseverkéier, wat awer alles déi ganz Entwécklung do implizéiert. Mir hu laang, vill ze laang gewaart.

Ech mengen, dass ee sech trotzdem muss Froen och stellen, wat d'natierlech Grenze vun der Entwécklung ugeet. Mir kënnen net éiweg wuessen, ganz einfach well eisen Territoire be-

grenzt ass. An et kënn een eemol op e Punkt, wou e weidert Wirtschaftswuesstum am direkte Widersproch zu eiser Liewensqualität steet. An ech hoffen, dass mer dat net eréischt erkennen, wann alles zoubetonéiert ass, ëmsou méi, well jo dee finanzgedriwwene Wuesstum och ganz séier an eng Kris ka féieren. Et kënnen Blose plazen, wéi zum Beispill a Spuenien, wou op eemol riseg Bauprojeten op Sand gebaut waren, wéi sech erweisen huet, an haut eidel stinn. An dat ass jo eng Situatioun, zu där mer jo awer net komme wëllen.

Ech mengen duerfir, dass dee wichtegsten Auswee, deem et aus dës Situation gëtt, déi als Wuesstumsproblematik normalerweis beschriwwen gëtt, deem ass, dass mer versichen, méi eng harmonesch Entwécklung mat eisen Nopeschregiounen ze erreechen. Eréischt wa mer déi Diskrepanzen an der Groussregioun méi schwaach gi loossen, wäerten och d'Be-laaschtungen op dem Lëtzebuurger Territoire sech stabiliséieren. Dat heescht, dass mer eis méi enk musse mat eisen Noperen koordinéieren, dass mer mussen ophalen, vun all Geleeënheet ze profitéieren, fir eis Virdeeler ze verschafen, ob legitim oder net, an dass mer eis vu verschiddenen iwwerdrivvenen Ziler vun der Wuesstumspolitik, déi domat zesummenhänken, wéi mer de Moment schaffen, musse verabschiden.

Déi aktuell Landesplanungsdiskussioun ass zum Beispill esou e Beispill vun Nabelschau, wou nëmmen de Standuert gekuckt gëtt an näischt ronderëm gesi gëtt. An der Landesplanungsdiskussioun, déi mer féieren, gëtt ni vum iwwerregionalen Aspekt geschwat, och an der Infrastrukturpolitik net.

A wéi kann ee Spideeler zum Beispill plangen, wann een net kuckt, wéi d'Besoinen sinn an iwwert d'Grenzen ewech, well déi Uertschafte leie ganz dacks ganz no beieneen iwwert d'Grenzen ewech?

Ech huelen ee Beispill am Dräilännereck am Südweste vum Land bei Péiteng, wou et e PED gëtt, e Pôle européen de développement, wat eigentlech sollt e Modell vun europäescher Zesummenaarbecht ginn a wou et haut awer esou schéngt, wéinstens hunn ech deem Androck dovunner, wéi wa jiddweere géif no sech selwer kucken.

Mir hunn e Logistikzenter op der belscher Säit. Ass do eng Kooperatioun zum Beispill mat Beetebuerg, déi geschitt, oder net?

#### (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wéi ass et mat der Fluchhafepolitik? Muss een do net ufänken, amplaz eng Standuertpolitik ze maachen, eng Politik vun der Groussregioun ze maachen? Well et ginn och Fluchhäfen an engem Ëmkrees vun 100 km, mat deenen ee kéint anescht zesummeschaffen - där Meinung sinn ech scho laang -, wéi dat de Moment de Fall ass, wou nëmme gekuckt gëtt, de Standuert Findel ze dévoppéieren, wat u sech eng ganz gutt Saach ass, mä ech mengen, dass méi Potenzial dra leien, dat ze koordinéieren an ze kooperéieren mat anere Regiounen, wéi Konkurrenz zu anere Regiounen ze maachen.

An ech mengen och, dass esou eng aner Politik net derzou féiert, dass de Liewensstandard muss erofgoen hei am Land, mä et muss am Fong geholl erreecht ginn, dass de Räichtum, dee geschafe gëtt, anescht verdeelt gëtt, och iwwert d'Grenzen eraus. Well mir mussen eis bewosst sinn, dass Steieren och bezuelt gi vun deene ville Grenzgänger, déi hei am Land schaffen, déi an hire Länner ausgebildet ginn an och an hire Länner wunnen an och do Käschte verursaachen.

Ech menge generell, dass mer musse brieche mat deem Neoliberalismus, mat deem, wat als Neoliberalismus bezeecht gëtt, mat der Orientéierung eleng op d'Fongindustrie, op déi Ultraräich, fir déi mer eng geziilt Politik maachen, fir déi d'DP heibanne besonnesch steet. Mir mussen also de Contraire maache vun deem, wat d'Regierung normalerweis mécht ënnert dem Stéchwuert Finanzpolitik a wou se komplett den Accord vun der CSV huet. Dat hu mer jo gëschter ganz kloer gesinn!

Ech mengen, hei am Land profitéiert einfach eng Minoritéit vu Leit iwwerdurchschnittlech vum Wuesstum, während d'Allgemengheet d'Käschte muss dovun droen, beispillsweis duerch d'Wunnengsnout, duerch de Verkéiersproblem oder duerch d'Emweltschmutzung.

Alles dat zesummen dréit derzou bäi, dass dat Gläichheitsgefäll, wat awer an eisem Land e wichtige Facteur an der Geschicht war, dass dat Gläichheitsgefäll zerstiéert gëtt, wat d'Basis





vum Zesummeliewe war, an dass dofir dacks gesicht gëtt no anere Weeër, no Weeër, déi dacks zesammenhänke mat der Sprooch, fir déi d'ADR esou vill sech asetzt,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...fir d'Ofleennung vum Friemen an esou weider. Ech menge ganz einfach, dass dat e Wee ass an eng falsch verstanen Identitéit an dass dat e Wee ass, deen an eng Zukunft féiert, déi keng gutt Zukunft ass.

An ech mengen - an do ginn ech deene recht, déi dat hei gesot hunn -, an engem Land zwëschen zwee grouse Kulturraim brauche mer eng offe multikulturell Gesellschaft. Dat ass eis wierklech Stärkt. A mir brauche kee Salto mortale no hannen, Här Gibéryen!

D'Diskussioun iwwert déi laangfristeg Entwécklung vum Land ass och vill ze vill eng komplex Fro, fir se engem Zukunftsdéisch ze iwwerloosen oder fir se dem Här Rifkin eleng am stillen Kämmerlein ze iwwerloosen. Dat ass eng Fro, déi mer mussen zesumme mat der Bevëlkerung, mengen ech, ganz seriö diskutéieren iwwert déi verschidde Weeër, déi et geet, an zwar, wann ech soen „Bevëlkerung“, net nëmme mat de Lëtzebuurger Wieler, mä och mat deenen anere Leit, déi hei am Land wunnen, an och mat de Leit, déi hei schaffen.

An am Mëttelpunkt, mengen ech, muss d'Fro stoen, an domat halen ech op: Wéi soll de Räichtum ëmverdeelt ginn? Wéi kann d'Liewensqualitéit hei am Land op eng aner, op eng méi nohaltig Aart a Weis verbessert ginn? A wat fir e Wuesstum brauche mer dofir?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ass nach eng Fro?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. Ech mengen, dee roude Balken...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech hunn et elo gemierkt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! An d'Wuert huet elo direkt de Marc Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et kéint een elo vill op déi eenzel Riedner vu virdrun agoen, mä ech mengen, dass dat net meng Aufgab hei ass, mä dat wäert, dovunner ginn ech emol aus, d'Regierung maachen, respektiv op verschidde Ausserungen, déi heibanne gemaach gi sinn, wäerte mer jo nach déi nächst Deeg a Wochen nach viru Joresen hei an der Chamber zrëckkommen. Wann ech Aussoen héieren iwwer Flüchtlingpolitik: Menges Wëssens kommen nach zwee Projeten, déi eppes mat de Flüchtlingen ze dinn hunn, bis Enn des Joers.

Wa mer vun aneren Aarbechtszäite schwätzen, kéint nach eng Debatt, well d'Gesetz verlängert muss ginn, och nach am Dezember heibannen. An ech mengen, och wier net gutt, Reditten ze maachen. Dofir géif ech dann elo net op déi eng oder aner Remarque vu verschidde Kollegen agoen. Ech wëll awer och der Madamm Lorsché Merci soen, dass mer schonn de Bericht vum MDDI vum Joer 2015 gemaach kritt hunn. Da brauche mer deen am Mee net ze liesen!

Den Här Gibéryen huet déi Debatt hei ugefrot gehat, fir ze soen, wéi et mat der zukünftiger Entwécklung vum Land ass. Ech mengen, dass et wichteg ass, wa mer wëlle vun der Zukunft schwätzen, da muss een och wëssen, wat vir-drü war, an et muss een och wëssen, wat elo ass. An do ass mer e Saz agefall: „Nur wer die Vergangenheit kennt, hat eine Zukunft.“ Dat huet de Wilhelm von Humboldt gesot. An ech mengen, dofir ass et och wichteg, dass mer zwar no vir kucken, awer och gläichzäitig ëmmer müssen am Kapp behalen, wat geschitt ass a wat gemaach ass. Well een, deen d'Vergangenheet net kennt, kann d'Géigewaart net verstoen. A wien de Présent net versteet, kann d'Zukunft net gestalten.

An ech mengen, eis Aufgab ass et als Politiker, d'Zukunft ze gestalten vun eisem Land, an et ass wichteg, souwuel d'Ekonomie esou opzestelle wéi awer och de Mënsch bei där Opstellung vun der wirtschaftlecher Entwécklung net aus den Aen ze verléieren, well et nach ëmmer de Mënsch muss sinn, deen am Mëttelpunkt steet.

An et ass och wichteg, dass mer als Lëtzebuurger Land oppe bleiven, oppe bleiwe fir alles, an och Diskussiounen féieren, wou mer eis vläicht net ëmmer alleguerten eens sinn, mä wou et wichteg ass, dass mer dat soen, wat mer spieren, an dat soen, wat mer fillen, an eis

net bei allen oder bei verschidde Dëcisionen, déi eis net esou gutt gefalen, dann hanner Bréssel, hannert der EU verstoppen, mä dass mer och heiansdo musse soen, dass mer national Weiche musse stellen, net nëmme, well Bréssel et seet, mä och well mir dovun iwwerzeegt sinn, dass verschidde Weiche musse ëmgestallt ginn. Et ass net gutt an der Politik, wa mer bei all Verfehlung, déi iergendwou geschitt, soen: „Dat hu mer misse maachen, well d'EU dat vun eis gefuerdert huet“, well et net gutt ass, wann ee sech all Kéiers aus der Responsabilitéit stiel an da mam Fanger op Bréssel weist.

Et muss ee wëssen - an do ginn ech jo emol dovun aus, dass mer eis alleguer heibannen och bei där Analys eens sinn: Mir si vun engem Agrarstat zu engem Industriestanduert ginn, fir elo an enger Dëngschtleeschtungsindustrie, wéi mer se haut sinn, dozestoen. An des Entwécklung vun eisem Land huet eis houfreg gemaach, an ech mengen, mir wëssen och, dass mer hei verhältnisméisseg gutt liewen.

An ech mengen, dass et dofir grad wichteg ass - an ech wëll elo net pathetesch gi wéi verschidde vum de Virriedner -, mä vill Leit op deser Welt setzen am Misär an déi haten net déi Chance, op eisem Territoire gebuer ze ginn an op eisem Territoire op d'Welt ze kommen.

An da muss een och verstoen, wann een dat kuckt, ech denken elo speziell un d'Situatioun vun de Flüchtlingen, do muss een och heiansdo verstoen, firwat déi Leit wëllen heihinnerkommen, firwat déi Leit wëlle fortlafen.

An trotzdem muss ee sech hei zu Lëtzebuerg awer och bewusst sinn, dass, wann et heiansdo net alles esou geet, wéi mer et gären hätten, dass mer awer verhältnisméisseg op héijem Niveau kloen.

A wann ech dat soen, dann awer wuel wëssend: d'Leit net alleguer! Och mir hunn hei zu Lëtzebuerg Leit, Mënschen, déi Problemer hunn; Mënschen, déi keng Aarbechtsplaz hunn; Mënschen, déi Schwierigkeiten hunn, en Daach iwwert dem Kapp ze fannen; Mënschen, déi Schwierigkeiten hunn, fir mat hirer Famill deen Ennerdaach ze fannen, dee se brauchen.

An ech mengen, dass et och wichteg ass, wa mer iwwert d'Zukunft vum Land schwätzen, dass mer dobäi den Aarbechtsmaart net dierfen aus den Ae verléieren an dass et do wichteg ass, dass mer eng vun de Problematiken, de Chômage, an Ugrëff huelen, wuel wëssend, wa mer ëmmer méi vun enger héijer technologescher Entwécklung schwätzen, dass et ëmmer méi schwierig gëtt, fir onqualifizéiert Leit eng Beschäftigung ze fannen, fir onqualifizéiert Leit eng Aarbecht ze ginn.

Mir haten emol an der Zäit e Betrib hei am Land, deen hat Plaz fir jiddwereen, vum Onqualifizéierte bis zum Héchstqualifizéierten. Do hu mer och vu Vollbeschäftigung geschwat. Dat ass net méi de Fall. An ech mengen och, ech géif mech iren, wann ech géif soen, dass mer nach eng Kéier esou eng Situatioun an esou e Betrib géife fannen, deen eis dat kéint maachen.

Mä dofir ass et och wichteg, dass mer op d'Weiderbildung setzen, dass mer deene Leit eng Formatioun ginn. An do wëll ech ganz besonnesch de Chambre-professionnelle félicitéieren, well si an där Entwécklung eppes gemaach hu mat hire Centres de formation. Si hunn a Weiderbildung investéiert, an do gesäit een, dass et heiansdo fir si méi einfach ass, dat ëmsetzen, wéi an enger politescher Diskussioun, fir do an der Politik déi Dëcisionen ze huelen, mä dass et méi einfach ass - oder net méi einfach, mä dass et vläicht méi séier geet, wann d'Berufschambere sech drëm bekëmmern, wéi wann d'Politik sech do wëllt amëschen, well mir heiansdo méi laang brauchen, fir Reformen an der Educatioun an och op anere Punkten ze maachen, wéi d'Berufschambere eis dat elo virgemaach hunn.

Et ass och wichteg, wa mer vu Chômage schwätzen, dass mer dann och vum Bien-être au travail musse schwätzen, dass mer musse schwätze vun der Produktivitéit, déi an de Betriber stattfënt, dass et wichteg ass, wéi och eis Ekonomie dréit, well eise Sozialstat, dee mer hunn - an et ass jo och vu verschidde Kollege gesot ginn -, ëmmer nëmme finanzierbar ass, soulaang d'Finanzen do sinn a soulaang mer och Leit hunn, Mënschen hunn, déi mat derzou bäidroen, fir dat ze erschaffen, wat mer hunn.

An et geet hei och drëm, an de Sozialversécherung mat hiren Dimensionen och ze kucken, wou mer dru sinn a wou mer histeieren.

Mir hunn eng Pensionsreform gemaach, Här President, wou déi eng Leit méi wäit wollte goe wéi anerer, mä wou et awer och wichteg ass, dass mer elo eng Kéier de Bilan zéien. Mir wëssen, wann d'Beschäftigung an d'Luucht geet, ginn och d'Reserve vun der Pensionskeess an

d'Luucht. Mä et muss een awer och ëmmer wëssen, dass och eng Kéier de Moment kennt, wou der e bësse méi, wou déi gebuertestaark Joergäng aus de 60er Joren an d'Pensioun ginn, an dat dierf een net aus den Ae verléieren.

Mir wësse bei der Assurance maladie, Assurance maternité, Assurance accident, wéi et do ass mat der finanzieller Situatioun. D'Krankekeese stinn de Moment am Boni do, wann een déi lescht Generalversammlung kuckt. Vill Leit heibanne kënnen sech awer och nach erënnere, wéi mer an der Krankekeess vun Defizit geschwat hunn, wéi et drëm gaangen ass, fir och an der Krankekeess ze soen: „Mir mussen d'Cotisationsen an d'Luucht setzen“, wat dann natierlech aner Problemer no sech zitt.

A mir schwätze vun enger Assurance dépendance, eng Assurance dépendance, déi de Moment um Ordre du jour ass, wou schonn Annetaire agefuer ginn ass, wat och scho sozial Problemer mat sech bruecht huet, sozial Problemer bei de Bedriewer, awer och sozial Problemer bei deene Leit, déi an der Dépendance sinn. An do wier et heiansdo vläicht besser, dass mer, ier mer u Schrauwen dréie ginn, mer e Bilan géife maachen a kucken, wou déi Annerung sinn, an net d'Kand souzesoe mat der Biitche ausschëdden.

A wann ech schwätze vun deene Punkten, kann een och nach schwätze vu Betribsgrënnungen, vu Grënnunge vu Betriber, déi an d'Land solle kommen, fir Aarbechtsplazen ze maachen, fir och derzou bäidroen, dass eis Ekonomie dréit.

Sou kann een och schwätze vu Familljegrënnungen. Dat klängt no Kannerkréien, äänlech wéi bei engem Betrib ass et eppes Neits. Et géllt och, wann een eng Famill grënt, e Businessplang opstellen, an et muss een och kucken, wou een hiwëllt. Wou wëll ech hin no menger Schoul, nodeem ech en Ennerdaach kritt hunn? Ab engem bestëmmten Alter, hunn ech d'Iddi, fir bestuet ze sinn, fir Kanner ze kréien?

A wa mer dann an der Moyenne kucken hei zu Lëtzebuerg, wéini d'Familljegrënnunge sinn, esou ass den Alter vun deene Leit, déi Famillje grënnen, méi héich an d'Luucht gaangen, wéi dat nach viru Jorzéngt war. Mä et ass awer och wichteg fir déi Leit, an et ass och verständlech, si wëllen eng Bauplaz kafen, da muss se déi bezuelen. Et ass heibannen iwwert déi Präisser geschwat ginn. Da muss d'Fundament gemaach ginn, en éischte Beton, de Réibau an duerno den Daach drop. Alles dat huet Käschten! An esou ass et och, wa se hir Famill méi grouss maachen, wa se Kanner kréien, wann et och dorëm geet, fir deene Kanner eng Zukunft ze ginn.

Et ass sécherlech net d'absolutt Prioritéit, fir ze soen: Bei allem, wat d'Kanner ubelaangt, muss de Stat agräifen. Mä et ass wichteg, dass de Stat hëllef. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass d'Elteren de Choix hunn, ob se wëlle schaffe goen oder ob se wëlle bei hirem Kand bleiven.

Ech mengen, dass et richteg ass, dass mer d'Aarbechtswelt an d'Familljewelt openeen ofstëmmen, dass et wichteg ass, dass d'Aarbechtszäite vläicht aneschters geregelt ginn an aneschters ugepasst ginn, soudass d'Familljen och d'Méiglechkeet hunn, sech selwer em hir Kanner ze bekëmmern an déi net müssen a Strukture ginn, mä dass déi och d'Méiglechkeet sollen hunn an dee Choix behalen, fir kënnen ze decidéieren, ob se hir Kanner selwer erzéien oder ob se déi Aufgab un héichqualifizéiert Leit ofginn.

Mä och dee beschten Éducateur kann ni eng Mamm oder e Papp ersetzen! Dofir ass et wichteg, dass mer de Familljen, den Eltere méi Zäit ginn, fir sech em hir Kanner kënnen ze bekëmmern. An dofir muss mer eng Diskussioun féieren iwwert d'Aarbechtszäit, eng Aarbechtszäitdiskussioun - an ech wëll menger Ried vun der nächster Woch net virgräifen.

Ech hunn heibanne während dem Débat sur l'état de la nation erkläert kritt, am Sozialdialog géif alles lafe wéi eng Eins, d'Accorde stéinge virun der Dier! An ech hunn dann och gutt nogelauschert gehat, wéi dat heibanne gesot ginn ass, an dofir war ech elo e bësse verwonnert, wéi net méi spéit wéi viru véierzéng Deeg e Projet de loi déposéiert ginn ass, fir d'Mesuren em d'Aarbechtszäitorganisatioun, de POT an de PAN, nach eng Kéier ze verlängeren! Well wa jo alles esou gutt gelaf ass a wann d'Accorde virun der Dier stinn, hätt ech mer erhofft, dass mer da fir den 1.1.2016 aner Aarbechtszäitorganisatiounen hätten an domadder d'Familljeliewen an d'Berufsliewe vill besser kéinten openeen ofstëmmen!

Mä op dat alles wäerte mer jo d'nächst Woch - neen, pardon, d'nächst Woch ass jo eng Chamberssitzung manner, et ass déi iwwernächst

Woch -, da wäerte mer jo dann nach eng Kéier drop zrëckkommen, wou ech awer elo scho wëll bedauern, dass mer deen Donneschdeg da vill Projete wäerten iwwert de Knéi brieche, well den Dënschdeg näischt ass. Ech hätt do léiwergéit gehat - do hätt ech eng Reklamatioun un d'Conférence des Présidents, Här President -, mir hätten déi Projete méi gestreckt, dann hätt een och méi laang kënnen iwwert déi Projete mat där Wichtigkeet schwätzen.

► **Une voix.** - D'CSV-Fraktioun war domadder d'accord.

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här Berger, hutt Der e Problem?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif mengen,...

(Brouhaha général et hilarité)

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...mat deem Ordre du jour d'accord war. Wéi Dir och selwer wësst, Här President, war den Här Wiseler domat d'accord.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif mengen, dass den Här Spautz sech och elo erëm un d'Chamber wenn an dass d'Conférence des Présidents dat gemaach huet, wat méiglech war, a sech no dem État d'avancement vun de Projete gerichtet huet.

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also géif ech am Numm vun der Conférence des Présidents esou Reprochen net unhuelen an dem Här Spautz direkt d'Wuert erëm zrëckginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Dann entschëllegt, wann ech engem ze no getrëppelt sinn, mä ech ka just soen, dass ech et schued fannen, dass mer dee leschte Chambersdag esou vill Projete wäerte kuerzfristeg duerchbaatschen, an ech fannen dat net gutt!

Da wollt ech awer...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wësst Der, Här Berger, pardon, wann ech dat elo esou soen, ech gesi Leit heibannen, déi virun zwee Joer schnëtteg Düsenjäger waren an der Regierung virgeworf hunn, si géif um Enn vum Joer alles iwwert d'Bee brieche an iwwert de Knéi brieche. An elo sëtzen déi Leit an der Regierung an an der Verantwortung. A wat maache se? Si maachen et net anescht, mä et ass nach schlimmer ginn!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Merci, Här Gibéryen.

(Brouhaha général)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass et wichteg ass,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, fir dass och jiddwereen erëm versteet, wat hei geschwat gëtt, schwätze mer een nom aneren, an, Här Spautz, ech wëll verhenneren, dass lech d'Zäit fortleeft.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, mä Dir hutt mer schonn eng Minutt geklaut, Här President.

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ooh!

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et ass awer elo wichteg, wa mer vun der Zukunft vum Land schwätzen, dass mer och musse schwätze vun der Zukunft vun eise Familljen, schwätze vun der Zukunft vun eisem Educatiounssystem, der Zukunft vun eisem Aarbechtsmaart, der Zukunft vum Logement, vun der Steierpolitik a vun der Erweltpolitik.

Ech mengen, dass de Budget déi ideal Plaz wäert sinn, wou mer verschidde vun deene Saache kënnen uschneiden, mä et wäert eis och net geléngen, bei deene Budgetsdebatten all Problemer, déi sech stellen, am Detail kënnen unzegräifen an am Detail ze diskutéieren. Dofir wier et vläicht net schlecht, wa mer an all Departement géifen eng Kéier eng Diskussioun féieren, wat mer eis heibanne virstellen, wat an deenen Departementer soll geschéien, a wéi mer eis virstellen heibannen, wéi an deenen eenzelnen Departementer vun der Regierung d'Entwécklung soll weidergoen.

Da muss een awer och oppassen, well déi eng Entwécklung gräift an déi aner eran. Wa mer eng Steierreform maachen, déi d'Regierung jo an Aussicht gestallt huet, zwar net fir den 1.1.2016, mä fir den 1.1.2017, muss een och wëssen, wat dat bedeit an der Familljepolitik, wat dat bedeit an der Logementspolitik. Well





wann een nëmmen un enger Schraub dréit, kann dat mat sech bréngen, dass och aner Schrauwe sech aner Parametere ginn. Dofir ass et wichteg, dass mer dat Ganzt als ee Punkt diskutieren an dass mer do vläicht och an deene jeeweilege Kommissionen eis am Detail mat deenen Iddien, déi d'Regierung da presentiere wäert, beschäftegen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass och wichteg, wa mer soen, mir géife gären d'Wirtschaft méi performant maachen, esou ass dat eppes, wat meng voll a ganz Ennerstüzung féint. Mä ech muss awer och soen, mir müssen awer bei allem, bei all Reform, déi mer maachen, a bei all deem, wat mer kucken, wéi et an Zukunft mam Land soll viruoen, gesinn, dass et och wichteg ass, dass mer dobäi de Mënsch net vergiessen an dass mer bei all deenen Décisiounen, déi mer huelen, de Mënsch an de Mëttelpunkt stellen. A wa mer schwätze vun der Kompetitivitéit, dann därefer mer och net déi Chômeuren, déi Leit vergiessen, déi a soziale Schwieeregkeete sinn, mä et ass wichteg, och deene Leit ze hëllefen. An et ass och wichteg bei all politescher Décisioun, déi mer huelen, dass mer de Leit de Choix net sollen huelen, wéi se wëlle liewen an op wat fir eng Aart a Weis se wëlle liewen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hat awer nach eng Minutt.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech halen déi fir...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wollt lech déi ermëginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, sot em dat elo net!

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech mengen, den État vum Land ass net esou schlecht, dass mer net méi kënnen laachen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet direkt den Här Finanzminister.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dir sidd dee beschte President, dat do war e richteg gutt Wuert!

**Prises de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, léif Regierungskollegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech huelen als Alleréischte zur Kenntnis, dass den Deputéierte Gibéryen wëlles hat, en Débat ze maachen, dee generell ass, dee géint kee geriicht ass, et ça vous honore.

Ech géif gäre festhale vun dësem Débat, dass ganz vill Froe gestallt gi sinn a mat ganz weinigen Äntwerten zu all deene Froen. D'Froe si jo och net einfach. Mä mat all deene Froe verléiert een e bëssen d'Zilrichtung.

Ech géif gären den Deputéierte Bauler, Fayot a Lorsché Merci soen, well si hunn an hiren Interventiounen garen kloeer gewisen, dass dës Regierung amgaangen ass ze handelen, fir eis Zukunft ze gestalten, an dass mer net op en Zukunftsdësch waarden, fir d'Zukunft ze gestalten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech maachen eng kleng Introduktioun mat just e puer Zifferen an dann en fait zwee Hauptpunkten.

Introduktioun: D'nächst Joer wäerte mer an dësem Land e Räichtum vun iwwer 50 Milliarden Euro errechen. Am Joer 2010 ware mer nëmme bei 40. Do gesitt Der, dass d'Croissance ganz séier viruheet. Zwëschen 1981 an 2014 huet sech de PIB an der Eurozon verduebelt, an zu Lëtzebuerg huet sech de PIB an d'ärselwechter Period verdreifacht. Wann een d'Zuel vun der Populatioun kuckt rezent zwëschen 2010 an 2015, ass eis Populatioun ëm 12% geklommen. A wann ee kuckt, wéi vill Ausländer mer 1981 haten, dann hate mer der 26%, an haut si mer op 46%. An d'ärselwechter Period 1981 hate mer ongeféier ronn 10.000 Frontalieren, haut si mer op 165.000.

Jo, mir hunn also e spektakuläre Wuesstum, mä déi Frontaliere sinn hei wëllkomm. Ouni déi géif eis Wirtschaft net dréien. Dat ass e Fait. Mir sinn eis awer och bewusst, dass mer en paralèle en héije Chômage hunn, an dofir hu mer am Accord bipartite mam Patronat ausgemach, Léisungen ze fannen, fir an deenen nächsten dräi Joer 5.000 Leit, déi bei eis am Chômage sinn, vum Chômage erofzekerien. Ech mengen, dat ass eng Aart a Weis, fir dee Paradox, dee mer zu Lëtzebuerg hunn - mir schafen ëmmer nei Aarbechtsplazen an eise Chômage geet ëmmer weider an d'Luucht -,

dat ass eng Manéier, fir dee Paradox do e bëssen an de Grëff ze kréien.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mir wahrscheinlech europawäit oder vläicht souguer weltwäit e Modell sinn, wat d'Integratioun vun Ausländer ubelaangt. Mir sollen doriwuer houfreg sinn. Dat wëllt net heeschen, dass een dat net nach ka verbessern. Mä fir dat an Aussiicht ze stellen, dass mer reng weinst den Zifferen eng Schwieeregkeet hätten, mengen ech, ass net richteg.

Wann ech kucken, wéi d'Recetten an d'Dépense beim Stat gewuess sinn an deene leschte 15 Joer: Zwëschen 2000 an 2007 sinn d'Dépense 7,2% geklommen, d'Recettë 6,4%. Dat heescht, mir hu méi ausginn, wéi mer erakritt hunn. Zwëschen 2007 an 2014 sinn d'Dépense ëm 6,3% geklommen an d'Recettë 5,3%, erëm eng Kéier méi. Just d'lescht Joer an dann an der Period 2015-2019 ass virgesinn, dass d'Recettë méi séier wuesse wéi d'Dépense. Dat ass eng strukturell Ännerung!

Wa mir an deenen nächste Jore Recetten hunn, déi méi séier wuesse wéi d'Dépense, majo da kréie mir eisen Defizit op null! Wann ech zwëschen 2008 an 2014 kucken, wat da geschitt ass an den dräi Nopeschlänner a mat Lëtzebuerg, gesi mer, dass mir dat Land sinn, wat am meeschten ausginn huet par rapport zu senger Recetten. Dat war natierlech net durabel an dofir huet dës Regierung jo Aktiounen do gesat. Dat war jo de ganze Kär vun eiser Aktioun vun Ufank un, fir eis Statsfinanzen ze sanéieren.

Ech wäert also am éischten Deel e bëssen iwwer Statsfinanze schwätzen an am zweeten Deel e bëssen iwwert d'Perspektiven.

D'Statsfinanzen, do hu mer fäerdegruecht, dass fir 2014, 2015 a fir d'nächst Joer 2016, wéi gesot, d'Recettë méi séier wuesse wéi d'Dépense. Mir halen de Solde structurel an. Mir halen d'Regele vu Bréissel all an a kréien natierlech dofir vu Bréissel gesot, dass mer gréng Luucht hunn an dofir eis Indépendance financière halen.

Eise Statsdefizit ass stabiliséiert ronderëm 23%. Ech ënnersträichen: Mir leien do am zweetbeschten a ganz Europa, just Estland ass besser!

Do soll ee mir soen, firwat dat net à terme drobar ass! Mir sinn um richtige Wee! Mir kéinten an deenen nächste Joren nach liicht erofgoen, mä ech mengen, mir hunn eis Hausaufgaben als Regierung do gemaach, andeem mer déi Stabilisatioun fäerdegruecht hunn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An ech wëll derbäisoen, wann een zréckkuckt, wéi vill Recettë mir an deene leschte Joren erakruten, vill méi wéi virgesinn, hätt ee sech nëmme kënnen wënschen, dass een e Fonds souverain virun 20 Joer gemaach hätt an net d'lescht Joer, wéi mer dat ugefaangen hunn.

Wann ech d'Struktur vum Budget kucken, gi mer ganz vill aus fir d'Protection sociale, bal d'Halschent. Dat soll och weider esou bleiwen. Mä mir ginn haaptsächlech immens vill fir Infrastrukturen aus, also immens vill fir Investissemter.

An Investissemter, Här Gibéryen, dat ass d'Aart a Weis, wéi een d'Zukunft virbereet! Dofir, wa mir 2,3 Milliarden Euro investieren d'nächst Joer - eng Rekordziffer, e Leader an Europa am Prozentsaz par rapport zum PIB -, da soen ech: Mir si voll amgaangen, d'Zukunft ze preparieren!

De Gros dovunner geet an d'Mobilitéit och, dat ass scho vill zitéiert ginn. An ech kann dat Argument vun „Büroen zoumaachen“ an egal wat fir engem Domän uechter d'Land net akzeptieren, an dat an de Kontext ze setze vun der Mobilitéit! Mir sinn an enger virtueller Gesellschaft. Mir hunn en Internet. Mir brauchen net e Büro an all Gemeng vum Land fir all Saach! Dat kascht vill ze vill Geld! An dat verbëtzt vill ze vill Bensin. Dat ass d'Léisung!

(Interruption)

D'sozial Kohäsioun solle mer weidermaachen, hunn ech gesot. An et gëtt keng aner Léisung de Moment, déi ech kennen, wéi eng héich Croissance zu Lëtzebuerg, fir héich Investitiounen an e sozialt Netz ze sécheren.

Wann ech eis Pensioune kucken, wëll ech soen, dass mir e Regimm hunn, deen ee vun deene generéisten op der Welt ass. Mir hunn an der Moyenne, dat ass an der OCDE ausgerechent ginn, eng Pensioune vu 77% par rapport zum leschte Gehalt. D'Moyenne vun der OCDE ass 53%. Mir ginn an der Moyenne mat 62 Joer an d'Pensioune als Männer, 60,8 als Fraen. Och do si mer wäit ënnert der Moyenne vun der OCDE.

Fir dee System kënnen ze ënnerhalen, brauche mer eng héich Croissance, a mir müssen all

Joer op d'mannst netto 1,5% nei Aarbechtsplaze schafen. Dat maache mir awer! Mir hunn der elo dëst Joer 2,5, d'nächst Joer och wahrscheinlech. Dat heescht, de Modell dréit sech de Moment. An doduerch ass och d'Rente-mauer op e puer Joer verréckelt ginn. An doriwuer kann ee sech nëmme freeën.

Dovunner ofgesinn ass et awer richteg, wéi de Conseil national des finances publiques an de Rapport vun der IGSS et soen: Den Deel vu Suen, dee mer fir d'Pensioune brauchen, wäert vun haut 9,4% vum PIB an Zukunft eropgoen, 2016 (veuillez lire: 2060) op 13,4%. Dat ass e richtige Défi. Dofir huet d'Regierung och décidéiert, schon d'nächst Joer en État des lieux vum Pensionsregimm ze maachen, esou wéi dat virgesi war, mä mir hunn déi Analys ëm ee Joer virgezunn.

Leschtens, wat d'Pensioune ubelaangt, wëllt d'Regierung am Kader vun der Steierreform doriwuer nodenken, wéi een och den zweeten an den drëtten Pilier stärken a fiskalesch ënnerstëtze kann.

Elo kommen ech zu mengem zweeten Punkt: déi Politik, fir déi mer rüchstinn an déi en fait eis Zukunft preparéiert.

Punkt 1: Eis Wirtschaft muss kompetitiv bleiwen. Den Deputéierten André Bauler huet dat ganz gutt beschriwwen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Brouhaha)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Mir brauchen eng héich Croissance. A mir brauchen haaptsächlech vill Valeur ajoutée. An dat huet hie ganz gutt ënnerstrach.

Zweetens: Mir brauchen eng steierlech Landschaft, déi attraktiv ass. Mir wäerten, wéi mer versprach hunn, fir d'Personnes physiques d'Steieren erofsetzen. Dat ass zwar zum engen eng Perte fiscale, en Déchet fiscal. Mä d'Leit hunn awer och méi Kafkraaft! Dat kuerbelt och d'Wirtschaft un.

Datselwecht gëtt bei den Entrepreneuren och gemaach. Do wäert d'Steierlaascht och erofgoen, well och d'Basis vun der Besteuerung an d'Luucht geet. Och dat wäert eis méi attraktiv maachen an d'Croissance stärken.

Drëttes: Mir müssen eis diversifizieren. De Wirtschaftsminister wäert dorobber méi am Detail agoen. Dat gëllt fir d'ganz Economie. Dat gëllt awer och fir d'Finanzplatz selwer.

A véierte Punkt, wat mer musse maachen: Mir müssen nach vill méi an d'Recherche an den Développement investieren, an eis Universitäten an eis Centres de recherche sinn esou staark wéi nach ni. An dat féllt mech mat Optimismus.

Wat elo eis Statsfinanzen ubelaangt, do hunn ech lech d'grouss Regel ginn: Eis Recettë musse méi wuesse wéi d'Dépense. Da kréie mir eisen Defizit stabiliséiert. An da brauche mer eis keng riseg Suerge fir d'Finanzierung vun eiser Economie a vun eise Sozialnetz ze maachen.

An der Konklusioun wëll ech soen, dass mer och natierlech déi ganz Saach nëmme kënnen an engem europäesche Kader kucken. Wann ech héieren, wéi vun deem engen oder deem anere gesot ginn ass, dass mer musse selektiv si mat de Betriber, déi mer hei zu Lëtzebuerg unzeien, ma da soen ech lech: Mir liewen an Europa mat de véier Fräizüggekeeten. An do hu mer eng Liberté de circulation vun de Gidder, vun de Servicier, vun de Capitaux a vun de Leit. A wa mer d'EU net hätten, géife mer d'Frontalieren net esou liicht erakréien. Mä mir kënnen awer och net eng Mauer ronderëm Lëtzebuerg maachen!

Also, ech mengen, mir musse bei där ganzer Thematik vun der Qualitéit, wou ganz berechtigt ass, dass mer eis déi Fro stellen, se ëmmer esou stellen, dass se kompatibel ass mat den Traitéeen, déi mer ënnerschriwwen hunn, Traitéeen, déi eis zeguttkomm sinn. Well wann et Lëtzebuerg esou gutt geet, dann ass dat, well dee gréisste Motor vun eiser Wirtschaft wat war? Eis Öppenheet no bausen! D'Investissemter, déi vu bausse kommen! D'Entrepreneuren, déi vu bausse kommen! D'Leit, déi all Dag iwwert d'Grenz kommen! D'Ausländer, déi zu 25% hei schaffen! Dat ass eise Wirtschaftsmodell.

A geschter hate mer eng kuerz Debatt iwwert den Approfondissement vun der Union économique et monétaire. Ech soen lech: Ech gesinn d'Zukunft vu Lëtzebuerg an Europa, mat oppene Grenzen, an net anesch!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister. An d'Wuert huet elo direkt den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

ech soen och dem Interpellant Merci fir déi héiten Interpellatioun. An ech stelle gradeso fest wéi mäi Virriedner, de Finanzminister, dass ganz vill Froen opgeworf si gi vun alle Säiten, dass mer op déi Froen nach net iwwerall eng lescht Äntwert hunn. Mä et ass awer och esou, dass mer eis alleguerten awer vill Gedanke maachen iwwer all déi dote Froen a virun allem sichen no Léisungen, fir eng kloer an eng befriddegend Äntwert dorop kënnen ze ginn.

ler ech awer an den Detail ginn, wollt ech just nach eng Kéier kuerz - an ech ginn net op vill Chifferen an - eis situieren, wou mer sti mat eiser Economie. De Finanzminister huet dat zum Deel gemaach. Ech wollt lech just e puer e bësse méi direkt wirtschaftspolitesch Informatiounen nach eng Kéier mat op de Wee ginn oder rappelieren.

Eise Wuesstum ass exzeptionell héich. En ass duebel esou héich wéi dee vun der Moyenne vun der Europäescher Unioun: 4,1% d'lescht Joer, 3,2% dëst Joer an 3,4% si fir d'nächst Joer virgesinn, wat e bësse méi souguer wéi dat Duebelt ass wéi de Rescht vun der Europäescher Unioun.

Eisen Emploi ass jo an deene leschte Jore perminent iwwer 2% gewuess. Och elo leie mer erëm bei engem Wuesstum vun 2,5%. Wa mer dat mat der Eurozon vergläichen, do läit de Wuesstum vum Emploi bei 0,8%, also hei hu mer souguer dat Dräifacht vum Wuesstum, dat mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

An déi Zuelen, Dir Dammen an Dir Hären, déi sinn net normal. Déi Zuelen, déi sinn extraordinär positiv, dat muss een elo emol allgemeng soen. An dass mer esou en héije Wuesstum hunn, huet och net domadder ze dinn, wéi ech heiansdo héieren, dass dat weinst de Pétrolspräisser wier, déi extrem niddreg sinn, oder weinst engem schwaachen Euro, deen d'Exportwirtschaft natierlech undreift. Déi Argumenter gëllen näamlech och fir all déi aner europäesch Länner. Folglech missten déi jo dann deeselwechten héije Wuesstum hunn.

Ech mengen awer kënnen ze behaupten, dass dee Wuesstum, dee mir hunn, e Wuesstum ass, dee baséiert op enger Wirtschaftspolitik, op enger genereller Politik vun dësem Land - Wirtschaftspolitik, Finanzpolitik, mä och all aner Politiken, wéi Aarbechtsmaartpolitik et cetera -, déi ëmmer ausgeluecht war op e weidere Wuesstum vu Lëtzebuerg.

An ech maachen och hei keng Differenz vun de Parteien, déi dee Moment an der Regierung waren, well ech mengen, dass mer eis an de Bestriewungen, fir Wuesstum ze garantieren, fir Wuesstum ze generieren, eigentlech ëmmer vum Prinzip hier eens waren, zumindest déi aktuell Regierungsparteien an déi gréisst Oppositionspartei vun elo.

Wann ech déi Chiffere kucken a wann ech déi Chiffere kucken, déi d'Europäesch Kommission virausgesäit laangfristeg, wat zu Lëtzebuerg soll geschéien, da seet d'Kommission eis, dass an der Zäitperiod 2013 bis 2016 an der Moyenne eise Wuesstum weider wäert ëm déi 2,5% am Joer leien, wat natierlech ëmmer nach en extrem héije Wuesstum wäert sinn.

D'Kommission mengt, dass mer am Joer 2060 eleng hei zu Lëtzebuerg 480.000 Salariés résidents hätten! Also ausgeklammert sinn do nach d'Frontalieren. Dat heescht, haut hu mer der 230.000. Et ass also méi wéi eng Verduebelung vun de Résidenten, déi hei enger Aarbecht no-ginn, bis d'Joer 2060.

D'Kommission geet dovunner aus, dass eis Populatioun am Joer 2060 1,1 Millioun Leit wäert betreffen. An d'Kommission geet och dovun aus, dass eis Espérance de vie zu Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech staark wäert an d'Luucht goe bis 2060. Hei gëtt vu plus sechs Joer an der Moyenne geschwat. Alles dat huet natierlech direkt Konsequenzen op eis Sozialsystemer, op eisen Aarbechtsmaartsystem, op all méiglech Systemer, sief et den Transport, sief et de Landverbrauch, etc.

Wann een déi Millioun, déi 1,1 Millioun Leit héiert, ass ee vläicht an engem éischte Moment erfériert, mä ech wëll awer ëmmer erëm an d'Feld féieren, dass et en Nopeschland gëtt, oder en Nopeschbundesland gëtt, dat Saarland heescht, dat esou grouss ass wéi mir an dat elo schonn déi dote Populatioun huet. An ech mengen net, dass d'Saarland bekannt ass derfir, dass se am Dreck, am Knascht ënnerginn, dass se keng Liewensqualitéit méi hunn an dass et kee Bam méi géif am Saarland ginn.

Mä dat, wat awer richteg ass, dat ass, dass mer wëssen, dass, wa mer dee Wuesstum hei wëlle géieren, da musse mir en an déi richteg Bunne bréngen. Da musse mir d'Weihe selwer





stellen, fir ze decidéieren, a wéi eng Richtung dee Wuesstum soll higoen.

Mir hunn déi doten Diskussioun scho gehat, oder villméi, mä Virgänger huet déi scho gehat virun engen aacht, zéng Joer, wéi et dréms gaangen ass, eis Wirtschaftspolitik ze diversifizéieren, fir e bësse manner dependent ze gi vum Finanzsecteur op där enger Plaz, mä awer och, fir op där anerer Plaz den industrielle Secteur, deen en déclin ass - an hei schwätzen ech haaptsächlech vun enger ArcelorMittal -, fir deen ze kompenséieren mat neien Aktivitéiten. An ech mengen, dass déi Politik, déi deemools decidéiert ginn ass, déi Diversifizierungspolitik, déi deemools decidéiert ginn ass, dass déi och hir Friichte gedroen huet!

Et si Secteuren, ech soen elo emol: decidéiert ginn ausbauen, wéi zum Beispill dee vun der Logistik, dee vum ICT, vun de Gesondheits-technologien, vun de Biotechnologien, vum Spatial respektiv vum Automobillsecteur. A wann ech dat haut kucken, dann ass d'Valeur ajoutée vun deenen neie Secteuren, déi mer do dévéléppéiert hunn, haut scho bei ronn 10% vun der Lëtzebuurger Valeur ajoutée, ronn 30.000 Leit, déi entre-temps an deene Secteuren schaffen, an 2.600 Entreprises, déi doranner aktiv sinn. Dat weist also ganz kloer, dass mer mat där Diversifizierungspolitik awer e seriöse Succès fäerdegbruecht hunn. Mä dat heescht awer net, dass et elo domadder gedoen ass. An ech kommen och nach dorobber zréck.

Mir hunn eis an darselwechter Zäit an deene leschte Joren eng ganz Rei Instrumenter ginn, fir ebe just eis Wirtschaftspolitik selwer kënnen ze guidéieren, fir selwer kënnen ze decidéieren, wou mer wëllen higoen. Mir hu Clusteren agefouert, wou mer déi Firmen, déi an deene selwechte Beräicher schaffen, zesummebréngen, wou mer deenen hëllef, dass se kënnen zesummeschaffen, fir hir Entwécklung ze plangen, fir hir Fuerschung zum Beispill zesummen ze maachen, fir also méi kompetitiv ze ginn. Mir hunn eis ganz Systemer, wat Recherche, Développement, Innovation ugeet, komplett restrukturéiert an emgebaut.

Mir hunn déi néideg Infrastrukture geschafen. An de Finanzminister ass virun den heijenen Taux d'investissement vun den Infrastrukturen agaangen, en Héchstwärt an der Europäescher Unioun! Dat hu mer gemaach, fir déi dote Secteuren ze ënnerstëtzen.

Mir hunn d'Formation an d'Weiterbildung pousséiert. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Uni, wou mer elo viru Kuerzem zéng Joer gefeiert hunn, agefouert, déi en enormen Elan och bruecht huet am Beräich vun der Diversifizierung och vun eiser Wirtschaft. Mir hunn d'Promotioun vum Standuert adaptéiert op déi doten nei Politicken.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, eent ass ganz kloer: dass Wuesstum zu Lëtzebuerg, wéi och op anere Plazen, kee Selbstzweck ass! Wuesstum ass do, fir am Dénagscht vum Bierger ze stoen. An dofir ass déi ganz Ekonomie do. Et ass gradesou kloer, dass de Wuesstum och oft negativ Auswierkungen huet. An et ass vum Interpellant wéi och vu villen anere Riedner hei gesot ginn: Natierlech huet Wuesstum, de Moment zumindest nach, Auswierkungen, negativ Auswierkungen op eis Umwelt, op eis Liewensqualität, op den Transport, op de Landverbrauch.

Mir mussen eis awer och d'Fro stellen: Wat ass dann d'Alternativ zum Wuesstum? Well Liewensqualität ass mat Sécherheet a Relatioun mam Environnement, ass mat Sécherheet a Relatioun mam Transport, mam Verkéier, mä ass awer och a Relatioun mat eng Aarbecht hunn, en Akommes hunn, sozial Systemer hunn, déi héichwärtig sinn an déi musse bezuelt ginn.

Et ass och kloer, dass déi eenzeg natierlech Ressourcen, déi mir hei am Land hunn, eis eege Käpp sinn. Eisenäerz, déi Zäite sinn eriwuer. Pour le reste si mer op dat ugewisen, wat mer selwer kënnen, wat mer eis selwer kënnen bäibréngen, op eisen Know-how an op eis Kompetenzen. Et ass awer och kloer - an ech mengen, dat ass esou kloer fir déi heite Regierung wéi och fir déi heiten Opposition -, dass mer Wuesstum net wëllen zu all Präis an dass mer en net wëlle well wuesse loossen an dass mer en och net wëllen onkontrolléiert hunn, mä dass mer e qualitative Wuesstum fir d'Land wëllen hunn.

An et war virun d'Stéchwuert gefall: Mir si schonn eleng nëmmen doduerch, dass mer limitéiert um Terrain sinn, drop ugewisen, dass mer e qualitative Wuesstum hunn. An dofir huet jo d'Regierung, déi heite grad ewéi déi virun, eng ganz Rei Jalone gesat, fir ebe just a Richtung qualitative Wuesstum ze goen!

Ech ginn lech e puer Stéchwierder.

**Économie solidaire:** Dat ass e Beräich, dee mer amgaange sinn opzebauen, deen haut scho ronn 2.200 Emploien huet, wat e Beräich ass, dee Wuesstum verbënnt mat Ökologie, mat Liewensqualität.

**Innovatioun an de Betriber:** Dat ass eppes, wat mer enorm pousséieren. Mir hunn allméiglech Programmer lancéiert, ebe just, fir dass d'Betriber méi ökologesch zum Beispill schaffen, méi effizient schaffen, dass se manner e Footprint op eis Liewensqualität hunn. Do hu mer eng ganz Rei Programmer - ech erspuren lech se, Dir kennt se all - lancéiert.

**Energieeffizienz:** Mir sinn dat éischt Land, dat wäert Nullenergiehaiser a ganz Europa zum Must maachen, dass een net méi do derlaanscht kennt. Mir hunn eng Energieeffizienzobligatioun fir d'Distributeur-d'énergie agefouert, wou all Distributeur d'énergie muss all Joers 1,5% vun der Energie aspuere bei senger Clienten, fir dass eise Konsum méi ökologesch gëtt.

Mir hunn en Accord volontaire rezent nach gemaach mat der Fédération des industriels, dass se eleng am Joer 2016 hir Energieeffizienz ëm 7% muss steigere. Dat heescht, d'industriell Produktioun muss mat manner Energie eens ginn. Mir hunn d'Smart Meteringen agefouert, fir eng ganz Rei Sujete géieren ze kënnen, wat d'Effizienz vun der Energie ugeet.

Mir hunn déi Diskussioun vum Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», déi och just drop erasleef, dass mer ophalen, an all Gemeng Zone-d'activités ze bauen, mä dass mer probéieren, dat regional ze regroupéieren. Firwat dann? Majo, de But ass jo ebe just, fir de Footprint op d'Natur ze limitéieren, fir déi negativ Dégäten, déi de Wuesstum kann hunn, a Grenzen ze hale respektiv se anstänneg kënnen ze géieren.

Mir hunn eng ganz Rei Saache gemaach, wat d'Ausbildung ugeet. Och dee Sujet ass e puer mol hei ugeschwat ginn, d'Orientierung vun deene jonke Leit an déi Secteuren, déi mer wierklech hei dévéléppéieren. An den Här Eischen huet et gesot: Et hëllef näischt, wann 800 Leit ënnerwee sinn, fir Psycholog oder Psychiater ze léieren, wann op där anerer Säit net genuch Leit do sinn, déi an deene Secteuren, déi mer wierklech hei dévéléppéieren, den ICT-Secteur, fir nëmmen een ze nennen, wa mer do net genuch Leit hunn, déi dat wëlle maachen. Och do ass d'Orientatioun extrem wichtig. Formation continue, etc.

Doriwwer eras, an ech mengen, dat ass awer och eng ganz gross Aktualitéit, huet déi heite Regierung decidéiert, ebe just op de Wee vun där sougenannter „drëtter industrieller Revolution“ ze goen an op de Wee ze goen, fir wierklech hir ganz Ekonomie nach eng Kéier a Fro ze stellen an ze kucken: Wéi kënnen mer dann all déi Atouten, déi mer elo en place gesat hunn - vum Beräich ICT, Energieeffizienz, renouvelabel Energien, Transport, E-Mobilitéit etc. -, wéi kënnen mer dat alles zesummebréngen zu engem neie Wirtschaftsmodell, deen eng vill manner gross negativ Empreinte huet op eis Liewensqualität, op eis Umwelt? Wéi kënnen mer esou e Modell ausbauen, mat deem mer an Zukunft kënnen punkten?

An ech mengen, dat do ass eng, déi Etüd, déi mer lancéiert hu mam Jeremy Rifkin a sengem Team, déi geet jo just an déi dote Richtung! An et ass och net esou, Här Urbany, dass dat am stillen Kämmerlein soll geschéien. Dat soll ebe just mat allen Akteure geschéien! Et muss awer iergendwou emol een ufänken, Iddien ze sammeln, Iddie virzereparéieren. An da gëtt et selbstverständlech Débatte iwwer alleguerten déi doten Ausrichtungen. An dofir, leet Are Kapp a Rou: Och d'Chamber gëtt selbstverständlech do matagebonnen, wéi all aner Akteuren och!

A mir sinn dat éischt Land - an ech mengen, dorop solle mer och awer emol e bëssen houfreg sinn! -, mir sinn dat éischt Land, dat sech déi dote Gedanke mécht an dat an esou eng Richtung wëllt goen.

Mä ech wëll awer och nach eng Kéier op eppes zréckkommen, wat speziell den Här Gibéryen ugeschwat huet a wou ech em och recht ginn: Mir mussen och eng Etüd maachen, iwwert dat eras, wat mer mam Jeremy Rifkin maachen, an ech wëll déi och elo deemnächst an Opdrag ginn, wann Der domadder d'accord sidd, fir emol eng Kéier ze berechnen an all eisen eenzelne Secteuren, all eisen eenzelne Beräicher, wou mir Promotioun och maachen, fir Entreprene heihinnerzékriegen, fir dass mer emol eng Kéier eng laangfristeg Berechnung hunn: Wat sinn d'Bien-faiten, wa mer déi Entreprene, déi Secteuren hei unzéien, a wat si laangfristeg d'Käschten?

Dass een emol eng Kéier eng Käschten-Notzen-Analys kritt op laang Zäit, well dat musse mer jo awer eng Kéier gesinn: Wat bréngt et eis als Gesellschaft ënner dem Stréch, d'Entreprene

xy op Lëtzebuerg ze kréien? An ech schwätzen elo net vun där enger oder anerer Entreprise, mä méi vu Secteuren. Wat bréngt se u Steieren? Wat bréngt se un Emploi? Wat bréngt se u Cotisatioun fir d'Sécurité sociale, wa se hei aktiv sinn?

Mä virun allem awer och da kucken: Mä wat kascht et eis? Wat kascht et eis un Infrastrukturen, fir dass se kënnen hei hirer Aktivitéit no-goen? Wat kascht et eis herno u Pensiounen, déi eventuell exportéiert ginn? Wat kascht et eis, wivill Léin ginn exportéiert - wann ech dann d'Beispill vun de Frontalieren huelen? Wéi kënnen mer eventuell derfir suergen d'ailleurs, dass d'Frontaliere méi Suen hei zu Lëtzebuerg ausginn, anstatt dass se d'Suen exportéieren? Wéi eng Auswierkungen huet et a wat kaschten déi Auswierkungen, déi et huet, zum Beispill op d'Stauen? Op eisen Trafic? Op eis Umwelt? Op de Landverbrauch? All déi dote Sujeten, mengen ech, muss een awer eng Kéier klären, Secteur fir Secteur: Wat kascht et laangfristeg? Wat bréngt et laangfristeg? A fir doropshin ze wëssen: Wëlle mer weider an déi dote Richtung aktiv Entreprisé siche goen oder net?

Den Här Finanzminister huet selbstverständlech recht, dass mer an engem oppenen Europa sinn an dass mer net kënnen engem Betrib soen: Mir wëllen dech net! Mä wat mer kënnen maachen, dat ass awer, dass mer se zumindest net och nach siche ginn, wa mer bis wëssen, dass se eis laangfristeg vläicht méi schuede wéi bréngen.

Also dat wär eng Etüd, déi ech wëllt elo lancéieren. An do brauche mer allerdéngs och extern Hëllef, fir dat doten hinzékriegen. Mä ech mengen awer, dass et wichtig wär, dass een dat eng Kéier mécht an dann doropshin, Här Gibéryen, vläicht erëm eng Kéier hei an der Chamber en Débat spezifesch iwwert deen dote Sujet féiert. Ech mengen, dass dat eis wierklech géif virubringen am Gesamtkonzept vun eiser Ekonomie. An och dat do wär en Aspekt, deen ze berücksichtegen wär an där Strategie, déi mer eis wëlle ginn zesumme mat deem Aarbechtsgrupp ëm de Jeremy Rifkin.

Voilà, dat gesot, mengen ech awer, dass mer eng Ekonomie hunn, oder dass mer frou solle sinn, dass mer eng Ekonomie hunn, déi nach Wuesstum huet, dass mir an enger Situatioun sinn, dass mer iwwerhaupt hei debattéieren, ob dee Wuesstum, dee mer hunn, dee richtegen ass. Anerer wär frou, wa se es iwwerhaupt hätten, an et wär hinnen zimlech egal, vu wou e géif kommen!

Dat gesot, soen ech lech awer Merci fir dee ganz flotten Austausch. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An ech gesinn d'Hand vum Här Gibéryen an d'Luucht goen, dee wahrscheinlech nach eppes wëllt dozou soen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR) interpellateur.** - Merci, Här President. Ech wëll de Kolleeginnen a Kolleeg Merci soe fir déi Diskussioun, déi mer haten. Ech wëll virun allem awer och den zwee Regierungsmembere Merci soe fir eng ganz Rei vun Iwwerleeungen, déi se mat hei an d'Diskussioun erabruecht hunn.

Dee finanzpolitesche Volet, deen den Här Gramagna ugeschwat huet, Här President, dee wäerte mer a 14 Deeg am Kader vun dem Budget méi am Detail diskutéieren. An den Här Gramagna huet och, wat d'Pensiounen ugeet, gesot, de Modell, deen dréit sech am Moment. An et ass dat och, wat ech de Mëtten hei zum Ausdrock bruecht hunn, dat ech gesot hunn, et dréit sech am Moment gutt, mä et ass déi laangfristeg Perspektiv, déi ee muss hannerfroen, a wou mer dann och eis musse Gedanke maachen, wéi mer och laangfristeg esou e Modell kënnen ofsetzen.

Virun allem frou sinn ech iwwert d'Aussoe vum Här Wirtschaftsminister elo zum Schluss. Dat war jo eent vun den Haaptuleessen. Ech wëll elo net soen, dat dat opgrond vun der Interpellatioun ass, mä ech si frou, wann d'Regierung op dee Wee geet, fir dat mer eis wierklech Gedanke maachen, fir eben, wa mer vun engem qualitative Wuesstum schwätzen, dann awer och ze kucken: Wat fir eng Secteuren hei am Land hu mer en Intérêt, fir se an d'Land ze zéien? Wat ass positiv? Wat ass negativ? Dat ass am Fong de But vun deem, wat ech och de Mëtten hei wollt zum Ausdrock bréngen.

Ech wëllt just nach kuerz op eng Interventioun zréckkomme vun der Madamm Lorsché, wou ech mengen,...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Aah!

► **M. Gast Gibéryen (ADR) interpellateur.** - ...wou ech mengen, Här President, dat do éischer d'schlecht Gewësse vun deene Gréngen haut de Mëtten hei geschwat huet.

(**Interruptions diverses**)

Ech wollt jo keng Parteipolitik de Mëtte maachen,...

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Wéi ëmmer!

► **M. Gast Gibéryen (ADR) interpellateur.** - ...mä wann awer d'Kolleegin Lorsché gemengt huet, der missten ze maachen, da muss ech awer Verschiedenes do riichtstellen.

Et ass hei geschwat gi vun enger Motioun, déi déi gréng erabruecht hunn iwwert de Konvent,...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Neen, net déi gréng,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR) interpellateur.** - ...wou mir ënner anerem mat dergéint gestëmmt hunn. Ech ka mech nach genau drun erënneren, dat deemools dee Konvent en ausserparlamentaresche war! Mir hunn ons deemools staarkgemaach, datt een net...

► **Plusieurs voix.** - Dat ass eng aner Motioun!

► **M. Gast Gibéryen (ADR) interpellateur.** - Jo, ma ech schwätze jo vun där!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Neen!

► **Plusieurs voix.** - Neen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR) interpellateur.** - Mä ech schwätzen awer vun där heiten!

(**Interruptions diverses et hilarité**)

Dir mengt... Dir kennt dach net meng Gedanke liesen! Also ech schwätze vun der...

(**Brouhaha général**)

Well esou gutt sidd Der nun awer net! Ech schwätze vun der Motioun vum Konvent.

(**Brouhaha général**)

Vum Konvent,...

(**Interruption**)

...wou mir deemools dergéint waren, well dat reng ausserparlamentaresch war, a wou mir soen, genau wéi ech dat de Mëtte gesot hunn: Et muss eng Diskussioun gi mam Parlament a mat der Zivilgesellschaft zesummen!

A wann dat lech deemools esou eescht gemengt gewiescht wier, da sidd Der elo an der Regierung op der gudder Plaz gewiescht, wou Der dat hätt elo awer kënnen réaliséieren.

Dann hutt Der de Mëtten den Nohaltegkeitsminister hei relativ wëlle verteidegen. Dir hutt opgezielt, wou en iwwerall war, op 200 Plazen. Do ass en Aktivismus hei virdemonstréiert ginn, deen awer als Resultat näischt opzeweisen huet! Well wa mer kucken, wat d'Resultat ass, dann ass kee Resultat do! Haut maachen déi gréng, de Minister zum Beispill, Pressekonferenzen, wa se Beem ewechrappen!

(**Hilarité**)

Wéi se an der Opposition waren, si se an d'gréng Wiss Pressekonferenze maache gaangen, fir géint alles ze manifestéieren an ze protestéieren, wat doruechter geschitt ass.

Ech ka mech erënneren, Här President, wéi mer heibannen d'Debatt haten...

(**Interruption**)

...iwwert den Terminal zu Beetebuerg/Diddele, wou am Fong d'Deputéiert aus deem Raum do alleguer gesot hunn, datt dat eng relativ problematesch Situatioun am Verkéier géif ginn an datt do da misst d'Autobunnsnetz ausgebaut ginn, datt dunn de gréngen Nohaltegkeitsminister heihinnerkomm ass a gesot huet: „Ech bauen d'Autobunn op dräi Spuren aus!“

► **Une voix.** - Vu wou bis wou?

(**Interruption**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR) interpellateur.** - Ma Dir hutt an Arer Vergaangenheet net een eenzege Projet vun Autobunn, emol net am wäiteste Sënn, matgestëmmt! Elo schwätzt Der: „Vu wou bis wou?“ Mä elo baut Der Autobunnen!

(**Hilarité**)

An dat Schéinst, dat war, wéi den Här Bausch hei op d'Plaz an där Debatt gesot huet: „Ech bauen d'Autobunn op dräi Spuren aus!“ Du kout dee Saz, deen ech mer onwahrscheinlech gutt verhalen hunn.

(**Interruption par Mme Josée Lorsché**)

E sot: „An ech kennen emol keen am Land, deen do nach dergéint ass!“

(**Hilarité générale**)

Dat heescht, et ass net nëmmen, datt déi gréng elo Autobunne bauen, mä si kennen emol kee méi, deen dergéint ass, fir Autobunnen ze bauen! Do gesäit ee jo, wat fir eng Evolutioun déi gréng do matgemaach hunn.

Dem Här Fayot wëll ech just zum Ofschloss soen, wat d'Renten ubelaangt: Här Fayot, wann Är Partei an Arer vergaangener Geschicht de Renteproblem geléist hätt a si hätt Rentegerechtigkeit geschaft a si hätt gekuckt, datt





d'Hongerrenten am Privatsektor ofgeschaft gi wieren - do huet den Här Haagen recht -, da wiere mir iwwerhaapt ni entstanen!

**(Interruption par M. Claude Haagen)**

Also et ass Äre Mérite, datt mir haut do sinn, well Der an der Vergaangenheet de Renteproblem...

Mir hunn e geléist, mir hunn en eenheetleche Rentensystem hei zu Lëtzebuerg duerchgesat a mir hunn duerchgesat, datt d'Hongerrenten am Privatsektor der Vergaangenheet ugehéieren. An dorobber si mir houfreg!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

**(Interruptions diverses)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech gesinn, et freet kee Parole après...

**(Hilarité)**

Domat wäre mer da virleefeg um Enn vun eiser Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Land ukomm. Se geet jo selbstverständlech a villen Etappe weider. A mir géifen zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet 6778 iwwert de Bau vum Centre national d'incendie et de secours. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Frank Arndt.

**3. 6778 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre national d'incendie et de secours et autorisant l'État à participer au financement des travaux y relatifs**

**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou! An ech wär elo frou, wann erëm...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...d'Serenitéit géif akéieren.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - D'Seriositéit.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Serenitéit.

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Ech sinn dann och net heihinnerkomm, fir eng Autobunn ze bauen, mä fir de Centre national d'incendie et de secours ze bauen, also de CNIS ze bauen, wou den Dépôt den 12. Februar 2015 gemaach ginn ass. An d'Presentatioun vum Projet de loi huet de Minister ufanks Mee bei eis an der Kommissioun gemaach.

Et sinn och verschidden Avisen erakomm: vun der Chambre de Commerce, der Chambre de l'Agriculture an der Chambre des Salariés. An de Conseil d'Etat huet säin Avis - deen éischten - den 3. Abrëll 2015 ofginn, an een Avis complémentaireaire den 10. November 2015.

De 7.10., am Oktober also, sinn ech als Rapporteur genannt ginn. Mir hunn zwee Amendementer missen adoptéieren. An de Statsrot huet deenen Annerungen och do zougestëmmt.

Den 19. November ass de Projet de Rapport och an der Kommissioun ugeholl ginn, esou wéi en dann och haut hei virläit.

Dir Dammen an Dir Hären, am schrëftleche Rapport fënnt een all Detailler a si kënnen do nogelies ginn. A mengem weidere Rapport wäert ech elo och net all Meter carré, Meter cube an Hektar opzielen, déi elo verschafft ginn an deenen nächste Joren.

Erlaabt mer am Ufank, e puer Mercien ze formuléieren, da vergiessen ech se herno net: Merci un d'Kollegen an d'Kolleginnen aus der Kommissioun fir dat gutt Zesummeschaffen. Merci un d'Leit aus dem Ministère souwéi un d'Leit aus der Chambersadministratioun. Merci awer och un d'Stad Lëtzebuerg, fir op dee gemeinsame Wee ze goen, well een do awer Aspuepotenzial gesinn huet.

Här President, „zesumme mat lech ass et mer eng ganz besonnesch Freed, haut dee fonkelenie regionale Rettungszentrum anzeweien; eng immens wichteg Infrastruktur fir Wolz an déi ganz Regioun. D'Aarbechten un deemem Projet, déi schon eng ganz Rei Joren op der Lescht stoungen, fir gemaach ze ginn, hunn Ufank 2011 ugefaangen a sinn elo, knapps 30 Méint méi spéit, op en Enn gaangen. An haut sinn ech ganz besonnesch houfreg, de fräiwëllege Pompjeeën a Secouristé vum eiser Regioun des nei a modern Infrastruktur kënnen ze iwwerrechen.“

Neen, Dir sidd net am falsche Film hei, mä dat si meng Wieder, déi ech gebraucht hunn am

Oktober 2013 zu Wolz, fir deen neie Rettungszentrum anzeweien.

An haut sinn ech frou kënnen derbäi ze sinn op deem Wee, deen elo virun eis läit, fir den neie CNIS an d'Liewen ze ruffen, an deen als Zil huet, bis 2021 fäerdeg ze sinn. Här President, e Wee an en Zil, wéi et am Wolzer Rettungszentrum zënter Jorzéngte scho fonctionnéiert: zesummeschaffen, un engem Strang zéien; a si heeschen net méi Pompjeeën oder Protex, mä Kollegen aus dem Rettungszentrum.

Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut wäerten ofstëmme, betrëfft net nëmme d'Finanzéierung vun engem Bauprojet, et geet hei em eng grous Reform am Rettungs- a Pompjesswesen. Dofir erlaabt mer, kuerz op den Historique vun deemem Projet an op de Kontext, an deen hie sech aschreift, anzegoen.

Schonn 1999, no de Wahlen, krut den Innenminister den Optrag, en Aarbechtsgrupp ze grënnen, fir ze kucken, ob net eng ganz Rei Servicer am Kader vun der Rettung an der Brandbekämpfung méi enk zesummeschaffe kéinten, a fir se op engem eenzege Site zesummenzeféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, vun Ufank un huet och d'Stad Lëtzebuerg hiren Intérêt manifestéiert, fir op deemselwechte Site kënnen Raimlechkeete fir déi Stater Beruffspompjeeën ze kréien, well déi Kasären op der Areler Strooss ze kleng sinn an en neie Site gebraucht gouf.

Am Ufank war och doru geduecht ginn, d'Police an de Projet matanzebannen, mä et huet sech am Laf vun der Etüd gewisen, datt dat fir d'Police net déi bescht Léisung wier. Am Mee 2003 huet den Innenminister der Regierung eng Machbarkeetsstudie virgeluecht, fir e Gebai ze bauen, an deem d'Administration des Services de Secours an de Service d'incendie et d'amublances vun der Stad Lëtzebuerg sollten ënnerbruecht ginn.

Här President, ee Joer méi spéit gouf e Concours entre architectes lancéiert. An Enn 2004 huet de Jury den éischte Präis un den Architektbüro Böge Lindner vun Hamburg verginn. Et goung awer vun Ufank un net nëmme drëm, e modernt Gebai fir verschidde Servicer opzeiichten, mä parallel dozou gouf eng Reform vun de Rettungs- a Pompjesservicer virbereet.

Här President, et muss ee wëssen, datt et an der aktueller Situatioun näamlech net ëmmer méiglech ass, e flächendeckende performante Service unzebidden. 2004 gouf déi nei Administration des Services de Secours gegrennt. Si huet awer net wierklech d'Méiglechkeeten, fir Koordinatiounsaarbechten optimal kënnen ze maachen.

De Regierungsprogramm vun 2009 gesäit eng Reform vun de Rettungsdéngschter vir an et gëtt ëmgesat duerch e Projet de loi mat der Nummer 6861 iwwert d'Organisation de la sécurité civile. An ouni den Diskussiounen zu dem Projet de loi iwwert d'Reform vun de Rettungsdéngschter virzegräifen, sief gesot, datt déi jo virgesäit, datt d'Protection civile a lokal Pompjesscorpse an engem Établissement public zesummegefouert ginn.

Dës Reform verännert jo sou, datt et iwwerall am Land muss méiglech sinn, datt schnell a kompetent Hëllef op der Plaz ass. Et soll eng eenheetlech Kommandostruktur ginn, déi 24 op 24 Stonnen disponibel ass. Eng ganz grous Roll wäerten och d'Formatioun an d>Weiderbildung spillen. Grad hei wäert dat neit Gebai daitlech verbessert Méiglechkeete bidden. Dat neit Gebai wäert deemno eng ganz Rei vu Fonctiounen op engem Site vereenegen, op déi ech elo kuerz well agoen.

Zum Beispill d'Kasär vun de Pompjeeën: komplett équipéiert fir d'Bedürfnisser vun engem professionelle Pompjesscorpse vun enger Haaptstad. Engersäits mat der Fonctioun vun engem primäre Rettungsdéngschter a Brandschutz, dee fir den Territoire vun der Stad Lëtzebuerg zustänneg ass, huet deesen Zenter anerersäits d'Moyenen, fir méi kleng Zentren an den ëmleieende Gemenge bei Bedarf ze verstärken.

D'Direktioun vun deem neien Établissement public, déi ass do fir d'Koordinatiounsaufgaben, mécht de Lien tëschent de Pompjesscorpse un Gemengenniveau, der Protection civile an de Spezialunitéiten. D'Kompetenze vun der Administration des Services de Secours ginn am Kader vun der Reform vun de Rettungsdéngschter an deenen neien Établissement public mat erageholl. Si iwwerhëlt och d'Aufgaben am Beräich vun den internationale Relatiounen, administrativ Aufgaben, den zentralen Akaf vu Material an ass och als Materiallager virgesinn.

Den neie Central 112: De Central 112 gëtt verstärkt duerch e Centre de gestion des opérations.

Den nationale Formatiounszenter fir d'Rettungsdéngschter: Formatioun fir déi Professionell a fir d'Bénévollen, also Bildung a Weiderbildung.

Dir Dammen an Dir Hären, am Bauprojet fanne sech déi véier Fonctiounen an engem Deel vum Gebai erëm, deen zum Deel vum Stat a vun der Stad Lëtzebuerg finanzéiert gëtt. Et ass gekuckt ginn, wéi vill vun de Surfacen d'Rettungsdéngschter vun der Stad Lëtzebuerg nutzen a wéi vill de Stat der brauch. An doropshin ass eng Opdeelung vun de Käschte gemaach ginn.

Den Engagement an deemem Projet de loi, fir de CNIS ze bauen, ass 74 Milliounen, a fir d'Stad Lëtzebuerg 67 Milliounen. Iwwert des Ventilatioun gouf deemno eng Konventioun tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg ofgeschloss, déi festhält, datt d'Stad Lëtzebuerg de Maître d'ouvrage fir deen éischten Deel vum Gebai ass an d'Gesamtkäschte virstreckt. De Stat rembourséiert da säin Deel, wat 44,84% ausmécht. Dat si ronn 46,6 Milliounen, déi un d'Stad Lëtzebuerg zrëckginn.

Deen zweeten Deel vum Gebai iwwerhëlt de Stat eleng. Dat wäert nach eemol 16,6 Milliounen kaschten. Dësen zweeten Deel beinhalt all technesch Installatiounen, déi an der Ausbildung a Weiderbildung gebraucht ginn. D'Bevëlkerung wissst: méi Interventiounen, méi komplex Situatiounen. Dofir ginn och besser Ausbildungs- an Trainingsméiglechkeete gebraucht.

An, Dir Dammen an Dir Hären, Virdeel ass, datt d'Pompjeeën an d'Protection civile zesummen op enger Plaz trainéieren. Esou wuessen déi Servicer vun Ufank un zesummen. E Virdeel ass och, datt d'spezialiséiert Ausbildung net méi esou oft am Ausland muss gemaach ginn. Dat spuert besonnesch de Bénévollen Zäit, déi jo schon oft genuch musse Congé huelen, fir kënnen hire Rettungsdéngschter zur Verfügung ze stoen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik huet och d'Flicht - domat mengen ech d'Landes- an d'Kommunalpolitik -, alle Bierger, egal wou si wunnen, déi gläich an effizient Hëllefstellung am Noutfall ze garantéieren. An deem muss Rechnung gedroe ginn. A mir wëssen och all, datt am Rettungswiesen den A an den O eng perfekt Ausbildung an eng eenheetlech strukturéiert Ausrüstung an alle Regiounen am Land muss sinn.

Här President, matmaachen als Bénévole am Rettungswiesen ass eng grous Erausforderung. Wie matmécht, vun deem gëtt Zouverlässigkeet an Disziplin erwaart. Eng Portioun Mutt muss ee matbréngen, mä och Fräizäit, näamlech déi, déi soss der Famill zegutt géif kommen. Am Mëttelpunkt vun engem leeschtungsfaege Rettungswiese stinn d'Bénévollen aus den Zentren am Land, déi dat bis elo nach ëmmer a gutt gemaach hunn. An dofir ee grouse Merci u si all!

Här President, am Asaz funktionéiert déi Zesummenaarbecht, déi an der Reform uviséiert ass, schonns iwwer Jore perfekt. Behäerzt an ouni ze zécke gouf déi lescht Joren dat gemaach, wat d'Situatioun erfuerdert huet. D'ganz Suerg huet deene gegollt, déi an Nout gerode waren, dat rascht Agräifen huet d'Matbierger oft viru gréisser Schied bewoort, déi grous Existenzproblemer ausgeléist hätten oder hinnen eventuell d'Liewe kascht hätten.

Dir Dammen an Dir Hären, Mutt, Kënnen an hir Selbstverständlechkeet, fir ze hëllefen, si bei de Fräiwëllegen aus den Zentren Eegeschaften, déi si hunn a wou et entscheidend drop ukënn. Den Erfolleg garantéiere se awer net. Dobäi muss vill méi eng weider Virussetzung kommen: eng méiglech optimal Ausrüstung, déi et erlaabt, mat allen Erausforderungen eens ze ginn. Ëmmer méi modern Geräter an Infrastrukture kommen op de Maart; esou wéi am private Beräich beim Auto oder bei Haiser zum Beispill. An och bei den neie Gebaier, déi elo entsti fir de CNIS, verhält et sech net anescht.

Eng Neiegkeet no där anerer, déi d'Schaffen erlichtert, vereinfacht a verbessert, kënn op de Maart. Et ass een erstaunt, datt et iwwerhaapt nach eppes gëtt, wat den Hiersteller sech nach net afale gelooss huet. Mä vun dese Fortschreiter profitéiert och deen neie CNIS. Mir si mat dese Gebaier oder Infrastrukture besser ausgerüst an an der Lag, méi effektiv ze hëllefen an d'Schied an d'Verloschter méiglechst geréng ze halen.

Här President, jo, dat huet säi Präis, mä dat d'äer net ausschlaggebend sinn, net fir d'Gemengen an och net fir de Stat. Der Sécherheet huet ee géint allen aneren Iwwerleunge Virrang ze ginn. Mat deenen neien Infrastrukturen hunn d'Gemeng an de Stat am Interessi vun deem neien Zenter no deser Iddi gehandelt. D'Uschafungskäschte sinn zwar héich, mä des Infrastrukture garantéieren eng optimal Virussetzung, datt de Standard vun deemem Centre de secours deenen héchsten Ufuerderunge Genugtuung bréngt.

Här President, d'Baue vun deser neier Infrastruktur ass eng Gemeinschaftsleeschtung vun

e puer Partner gewiescht: eng Kéier dem Stat an der Stad Lëtzebuerg. An, léif Kolleginnen a Kollegen, dat si mir all, aus der Gemeng Lëtzebuerg an aus dem ganze Land.

Resuméiert: Den neie Centre national d'incendie et de secours, de CNIS, ass d'Häerzstück vun der Reform. Hien ass herno den Dréi- an den Aangelpunkt vum CGDIS. Hei wäert herno zesummegeleecht ginn, wat zesummegehéiert. Villes vun deem, wat 2021 am CNIS funktionéiert, gëtt elo scho virbereet oder kuerzfristeg ëmgesat; zum Beispill den neien ELS, Einsatzleitsystem, déi nei 112-Noutruffzentral, ab Februar 2016 a Betrib.

Den INFS, den Institut national de formation des secours, also déi nei Schoul, eng vun deene modernste Schoulen an Europa, entsteeft mat ville praktesche Simulatiounsméiglechkeeten, esou realitéitsno wéi méiglech.

An ech denken, domadder wier ech um Enn vu mengem Rapport an den Iwwerleunge vun der sozialistescher Fraktioun an ech ginn heimadder och eis Zoustëmmung zu deemem Projet de loi. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet dann direkt den Här Marc Lies, dee schonn hei ass.

**Discussion générale**

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Urbaniséierung vum Ban de Gasperich geet och ee laange Wunsch no neie Raimlechkeete vun de Stater Beruffspompjeeën an Erfüllung. D'Kasär op der Areler Strooss gouf scho viru knapp 47 Jore a Betrib geholl. Ausgebaut gouf des Kasär och nach eng Kéier an den 80er Joren. De Ruff no neie Raimlechkeete geet souguer nach op de viregte Kommandant, den Här Valentin Dahm zrëck, deen elo schonn zanter bal 25 Jore an der Pensioun ass. Säi Successeur, den Erny Kirsch, hat e laangen Otem an och vill Gedold, fir un d'Zil vun engem neien Asazentrum ze kommen. Souguer den heitege Generalsekretär vun der Chamber, de Claude Frieseisen, huet virum Joer 2000...

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Marc Lies (CSV).** - ...als deemolege Beamten aus dem Ministère de l'Intérieur nach un den éischte Studie vun engem nationale Rettungszentrum matgewierkt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Lies (CSV).** - De Concours gouf den 30. Juni 2004 lancéiert. Gewënner vum Concours war de Büro BLK2 Böge Lindner K2 Architekten. Den Avant-projet sommaire gouf tëschent 2008 an 2012 ausgeschafft, den Avant-projet détaillé an de Joren 2013 an 2014. Den definitive Projet läit elo um Dësch.

Dese Projet ass eng Joint Venture tëschent dem Lëtzebuergescher Stat an der Stad Lëtzebuerg. Ee grouse Mérite bei der Planifikatioun vum Projet geet un de Schiltze Jang, zwëschenzäitlech a Pensioun, vun der Ville de Luxembourg, d'Madamm Vermast an och d'Madamm Lang vun der Ville de Luxembourg,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Lies (CSV).** - ...vun de Beruffspompjeeën den Erny Kirsch an de Serge Heiles, vun der Administration des Services de Secours den Alain Di Genova an den Här Gilbert Schleich. De Paul Schroeder aus dem Ministère de l'Intérieur a jëtzegen Direkter vun der Administration des Services de Secours ass sécherlech ee vun deene gréisste Gebuertshelfer vun deemem Projet.

Et ass elo endlech esou wäit an de Projet de loi N°6778, wou et em de Bau vun engem neie Centre national d'intervention et de secours, kuerz CNIS genannt, geet, kann elo endlech an Ugrëff geholl ginn. Dësen neien impressiounante Projet gëtt an direkter Noperschaft zu der A3 aus dem aktuelle Rond-point Glück kommend gebaut a kritt säi Siege op Nummer 3 vum Boulevard Kockelscheuer. Zurzäit sinn d'Stroossebauaarbechte vun deem neie Boulevard Kockelscheuer voll amgaangen. D'Parzell, déi bebaut gëtt, huet eng Fläch vu ronn 5,2 Hektar.

Net nëmme dese Projet ass impressiounant, dat ganz Entwécklungsgebitt vum Ban de Gasperich an awer och d'Restrukturatioun vun der ZAC Howald si Megaprojeten, déi an deenen nächste Jore wäerten ëmgesat ginn.

De Ban de Gasperich gëtt iwwert déi nächst Joren dee gréisste Chantier am Land. Mat dem Bau vum CNIS, dem Lycée Vauban, dem neien





Akafszenter Auchan, vun Zegdausende Wunnengen opsaite vun der Stad Lëtzebuerg, dem Bau vum Boulevard Kockelscheuer an dem Boulevard Raiffeisen, dem Ëm- an Ausbau vum Rond-point Gluck, dem Ëm- an Ausbau vum Rue des Scillas opsaite vun der Gemeng Hesper, dem Contournement Hesper, mat dem Bau vum neie Fussballstadion op der Cloche d'Or an der Inbetriebnam vum Tram gëtt et eisen Handwierksbetreiber an deenen nächste Jore sécherlech net langweilig.

Well et esou e grouss Entwécklungsgebitt ass, mat dem CNIS, ville Geschäfte, Büroen, Wunnengen, engem Lycée, huet och e Gesamtkonzept, wat den Transport ugeet, mussen entwéckelt ginn. Opgrond vum Bau vun deenen neie Boulevarden an der Gare périphérique um Houwald soll een „modal split“ vu 40/60 erreecht ginn. Datt d'Mobilité douce an awer och den öffentlichen Transport absolut Prioritéit an deem Raum solle kréien, steet heimat ausser Fro.

Well diesen Zoning esou riseg ass a well esou vill Leit heihinner wäerte schaffen kommen a wunne kommen, geet et natierlech och net ouni Auto, Camionnette a Camion. Aus deem Grond muss onbedéngt déi nei N3, déi vum Pont Buchler fortgeet a bis an d'Rue des Scillas um Houwald viruféiert - de Module nord an de Module central -, duerch dat südlecht Stéck, de Contournement Hesper, ergänzt ginn. Ouni des Ëmgeegungsstrooss géif d'Gemeng Hesper soss am Verkéier erstécken. Et ass haut schon dramatesch, ouni nei Strooss kënn et mëttelfristeg awer zu engem Verkéierskollaps.

Komme mer awer zrëck op de Projet vum CNIS. Nieft der Schalt- oder Kommandozone vum deem neien Etablissement public vum de Services de secours wäert dese Site nach folgend Akteuren ophuelen:

Als Alleréisch sinn dat, wéi ech uganks scho gesot hunn, d'Stater Beruffspompjeeën, déi fräiwëlleg Pompjeeën aus der Stad, d'Noutruffzentral vum 112, den nationale Fortbildungszentrum vum der Protex, deen zurzäit zu Schëmpech ass, an dee vun de Pompjeeën, deen zurzäit zu Nidderfeelen ass, an nach ee separate Site fir praktesch Trainingsméiglechkeeten.

Wéi mir feststelle kënnen, ass dese Projet d'Haaptelement vun der Reform vun de Rettungsdéngschter. Well den Neibau awer sécherlech net virun 2020/2021 wäert fäerdeggestallt sinn a well d'Stad Lëtzebuerg och net virun 2021 deem neien Etablissement public wäert bäitrieden, muss ee sech d'Fro stellen, ob des Reform ouni d'Stad Lëtzebuerg iwwerhaapt Sënn mécht.

Als Buergermeeschter vun der Nopeschgemeng Hesper wësend, datt de Pompjeeschcorps vun der Gemeng Hesper regelméisseg op Asätz, als Renfort, vun de Beruffspompjeeën geruff gëtt, a well eng intensiv a professionell Kollaboratioun tëschen deenen zwee Corps besteet, stellen ech mer d'Fro, ob de Corps vun Hesper net och eréisch mat deene Stater déser neier Struktur soll bäitrieden.

Datt eng Reform vun Rettungswiese muss kommen, steet sécherlech ausser Fro. D'Réforme territoriale an d'Reform vun de Rettungsdéngschter mussen Hand an Hand goen. D'Parameteren vun der Ëmsetzung mussen jiddweneen déiselwech sinn. Datt d'Gemenge beispillsweis schon zanter dem Budgetjoer 2015 2% manner op de Recettë bei der TVA kréien, Recetten, déi de Gemengen eigentlech zeguttstinn, ass net ganz nozevollzéien, ëmsou méi well d'Reform vun de Rettungsdéngschter nach guer net ofgeschloss ass.

D'Mesure 115 aus dem Zukunftspak, wou et ëm eng speziell Autosteier geet, déi vum Assureur soll iwwerholl ginn, stéisst vun alle Säiten och op vill Kritik. Wann de Stat déi ganz Responsabilitéit an och d'Verwaltung vun den nationale Rettungsdéngschter iwwer en neien Etablissement public wëllt regelen, da misst de Stat sech och ëm de Finanzement heivu këmmen.

Datt et des Reform net zum Nulltarif wäert ginn, ass jiddwengem bewusst. Et zirkuléieren awer Chifferen, wou engem d'Dronkenellen ausginn! Mat engem Modell vu 50% Stat a 50% Gemengen dierfte verschidde Gemengen no deser Reform awer nobäi un hir finanziell Belaaschtungsfäegkeet kommen. Wéi virdu schon ugedeit, muss och des Reform hiren Nidderschlag an der Gemengefinanzreform fannen, sollt de Schlüssel vu 50% bäibehale bliwen.

De CNIS gëtt an zwou verschidden Zonen agedeelt:

An d'Zon 1, d'Häerzstéck, kommen éischters d'Verwaltung vun de Rettungsdéngschter,

zweetens déi nei Kasär vun de Beruffspompjeeën a vun de fräiwëllege Pompjeeën aus der Stad Lëtzebuerg, drëtens d'Noutruffzentral 112, véiertens den Institut national de formation des services de secours. Fir d'Verwaltung vun de Rettungsdéngschter sinn am Ganzen 2.600 m<sup>2</sup> ageplangt. Heivu sinn 1.000 m<sup>2</sup> Bürofläch, déi reschtlech 1.600 m<sup>2</sup> si fir de medezinnesche Service an de Stockage vu Material virgesinn.

Déi 166 Mataarbechter vun de Beruffspompjeeën kréien am Ganzen 11.340 m<sup>2</sup> Fläch zur Verfügung gestallt. Dës Fläch verdeelt sech op véier verschidden Etagen. D'Verwaltung kritt 900 m<sup>2</sup>. Fir optimal geschoult op d'Asätz kënnen ze fueren, si Raimlechkeete vun 1.260 m<sup>2</sup> virgesinn. Ee Beruffspompjee muss physesch op der Héicht sinn. Eng Sportshal vu 15 op 27 m mat Fitnessraum ass duerfir am Projet och mat virgesinn.

E Service d'incendie muss 24 op 24 Stonne prett si fir op den Asaz. Aus deem Grond sinn och Openthalts- a Schlofräim mat ageplangt. D'Garagë fir d'Gefierer hunn eng Fläch vun 2.900 m<sup>2</sup>. Bei der Planifikatioun vum Projet gouf dorop opgepasst, datt d'Équippen esou schnell wéi nëmme méiglech an um direkte Wee bei hir Gefierer kommen, fir ongehénnert iwwert de Boulevard Kockelscheuer op hiren Asaz kënnen ze fueren.

No all Asaz muss d'Material nees komplett gebotzt an eventuell och ersat ginn. D'Atelieren an de Magasin ginn op enger Fläch vun 1.470 m<sup>2</sup> ënnerbruecht. An engem zousätzleche Lagerraum vun 900 m<sup>2</sup> gëtt Ersatz- a Spezialmaterial stockéiert. Den neie Schlauch- an Übungsturm vun enger Héicht vu ronn 40 m déngt duerfir, d'Schläich ze wäuschen an duerno opzehänken. Opgrond vu senger Héicht kënnen awer speziell Übungen an der Höhenrettung hei astudéiert ginn.

D'Rettungswuecht gëtt um Rez-de-chaussée an um éischte Stack ënnerbruecht mat am Ganzen 1.370 m<sup>2</sup>. Well de CNIS en nationale Charakter huet, wäerten an Zukunft och héich infektiéis Transporter an Ambulanz vum hei aus gestéiert ginn. Desinfektiouns- an Dekontaminatiounsméiglechkeete mussen natierlech och matagebaut ginn. Iwwer eng Schleis kann d'Personal dann dese Beräich och nees verlossen.

Déi ronn 80 fräiwëlleg Pompjeeën an d'Jugendpompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg kréien hiren eegene Beräich mat Raimlechkeete vun am Ganze 760 m<sup>2</sup>.

Den nationalen Aus- a Fortbildungszentrum kënn op den zweeten an drëtten Stack a soll iwwer eng Fläch vun 3.800 m<sup>2</sup> verfügen. D'Formation ass am Rettungswiesen onerlässlech, ginn d'Asätz dach ëmmer méi komplex an deelweis och méi geféierlech. Et ass extrem wichteg, datt all Persoun, déi am Rettungswiesen aktiv ass, gutt ausgebilt an och trainéiert ass, géllt et dach, der Persoun an Nout déi beschtméiglech Hëllef entgéintzebréngen, ouni awer säin eegent Liewen op d'Spill ze setzen.

D'Stad Lëtzebuerg ass de Maître d'ouvrage heivu a mécht och de Virfinanzement vun desen Aarbechten. Laut enger Konventioun, déi tëschen dem Stat an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn ass, rembourséiert de Stat 44,84% vun de Gesamtkäschten. De Montant heivu, dee gouf virdu och scho gesot, an ech wäert elo net méi dorop agoen.

An d'Zon 2 kënn den techneschen Deal vum Site an all Installatioun, déi mat der praktescher Formatioun vun de professionellen a fräiwëllege Pompjeeën ze dinn huet. Op deem Site gouf e komplett Trainingskonzept mat deene jeeweiligen Infrastrukturen ausgeschafft. An enger grousser Übungshal beispillsweis sinn Nobaute vu fir Lëtzebuerg typesche Gebaier ënnerbruecht, wou verschidden Asazeeaneren astudéiert kënnen ginn. Ee Flashover-Trainingscontainer, e Silo, eng Tankübungsanlag, eng Gleisübungsanlag, Tunnelsimulatioun an en Übungsbecke sinn nach aner Méiglechkeeten, wou praxisorientéiert trainéiert ka ginn. Dat ganz Areal huet eng Nettfläch vun 9.638 m<sup>2</sup>. De Stat ass heivu Maître d'ouvrage a finanziéiert desen Zoning och zu 100%, mat engem Montant vu 16,6 Milliounen hors TVA.

Wat d'Nohaltegkeet ugeet, ënnerleien d'Zon 1 wéi och d'Zon 2 engem strengen Energiekonzept.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des nei Infrastruktur ass onerlässlech fir e professionell an zukunftsorientéiert Rettungswiesen. Et dierf am Kader vun der Reform awer net vergiess ginn, datt aner Zentren och professionell mussen équipéiert ginn an datt op dese Plazen, wat d'Infrastruktur an d'Material ugeet, och déiselwech Dispositiounen mussen geholl ginn.

Ech wéilt op deser Plaz awer nach eng Lanz fir déi vill Bénévollen a Volontairen, déi am Rettungswiesen tätég sinn, briechen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Och wann et op Plazen u Bénévole feelt, esou ginn et awer nach eng sëlliche Plazen uechtert d'Land, wou de Service gutt a professionell fonctionnéiert. Ech maachen een Appell un d'Regierung: Loosst des Leit am Kader vun der Reform net am Ree stoen!

Zum Schluss wéilt ech gär all deene Leit soen, déi am Déngscht vun der allgemenger Sécherheet stinn, ob dat e fräiwëllegen oder e Beruffspompjee ass, ob dat eng Persoun vun der Protection civile ass, Dokter, Ambulancier oder aus dem administrative Beräich: All eenzelen Akteur, deen am Rettungswiesen aktiv ass, huet meng allergréissten Unerkennung a main allergréisste Respekt fir déi Aarbecht, déi hien am Interessé an zum Wuel vun deene Leit hei aus dem Land verriicht.

Mir müssen eis alleguer bewusst sinn, datt all Eenzelne vun eis och emol eng Kéier stënterlech Hëllef kéint gebrauchen. D'Rettungswiese fonctionnéiert 7 op 7 Deeg a 24 op 24 Stonnen, ass also am permanenten Asaz. Dës huet och eng Répercussiou op d'Privatliewe vun deene Leit, déi op der Permanence sinn. Hei sollte mir och un de jeeweilige Partner denken, dee vill Gedold a Versteesdemech muss opbréngen, wann et spéit owes oder an der Nuecht heescht: Mir müssen op den Asaz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Dem Rapporteur, dem Frank Arndt, wéilt ech heimat ausdrécklech Merci soe fir säin detailléierte Rapport.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Lies. An nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, et ass utstreichend a geféierlech, et gëtt ee knaschteg, keen Dag ass wéi deen aneren an et gesäit ee vill mënschlecht Leed. Si ginn all Dag eraus, fir Leit ze hëlfechen, Leit, déi si an hirem Liewe virdu nach ni begéint hunn. Si ginn a Situatiounen eran, aus deenen anerer fortlafen. Si denken net u sech, mä un déi Leit, deenen hiert Liewe si wëlle retten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Fir dat ze maachen, do muss een aus engem ganz exceptionellen Holz geschnitzt sinn! D'Pompjeeën, d'Ambulancier an d'Sauveteuren, déi kréien net all Dag Merci gesot an et gëtt hinnen net all Dag op d'Schëller geklappt. An nawell leeschten des Fraen a Männer esou vill fir eis Gesellschaft, 24 Stonnen op 24, Dag fir Dag! An ech maachen hei keng Differenz tëschen d'Haaptberufflechen a fräiwëllegen. Am Asaz steet do keen deem aneren no.

Dës ass eng Ried, op déi ech mech ganz besonnesch gefreet hunn, net nëmme, well de Projet vum nationalen Asazcenter gestëmmt gëtt, mä well et mir och erlaabt, deene sëlliche fräiwëllegen e grouse Merci ze soe fir hiren Engagement, fir hiren Asaz a fir hir Leidenschaft.

Här President, haut ass et esou wäit! An als fréieren Offizéier vun de Beruffspompjeeën dierf et soen: Mir hu laang op dese Moment gewaart! All Joers ass erëm op de Kongresser annoncéiert ginn, dass net méi spéit wéi gëschter décidéiert gi wier an dass gläich de Bagger géif rullen. De Bagger ass vläicht gerullt, mä op anere Chantieren! Jo, et huet scho kee méi esou richtig heirunner gegléift. An haut sti mir hei! Nom Vott vum Stater Gemengerot an dem heitege Vott ass et endlech esou wäit: Den nationalen Asazcenter um Rond-point Gluck, ofgekierzt de CNIS, gëtt Wierkechkeet! Et „knistert“ also.

► **Plusieurs voix.** - Ooh! Aah!

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).** - An dass et knistert, ass sécherlech der zoustänneger Schäffin Simone Beissel an der Buergermeeschtesch Lydie Polfer ze verdanken, awer selbstverständlech och deem gesamte Schäfferot an deem gesamte Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg.

► **Plusieurs voix.** - Aah! Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Ech wëll op deser Plaz betounen, dass mer ganz houfreg kënnen sinn, dass de ganze Stater Gemengerot eestëmmege fir deen heite Projet gestëmmt huet!

(Brouhaha)

D'nächst Joer geet et lass a bis 2020 soll deen neien Asazcenter endlech fäerdeg sinn.

Firwat ass de CNIS eigentlech esou wichteg? Firwat gëtt permanent behaupt, dass de CNIS d'Häerzstéck vun der Reform vum Rettungswiese wier?

Et kann een et vläicht esou vergläichen: Wann déi zwee Partner an enger Koppel hir jeeweileg Wunnengen opginn a sech e gemeinsamen Daach iwwert dem Kapp leeschten an och deelen, dann ass dat e wichtige Schratt an enger Beziéung, e Schratt, dee gutt iwwerleucht sollt sinn.

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Max Hahn (DP).** - Äänlech ass et beim Zesummeleee vun der Protex an de Pompjeeën.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - De CNIS ass näamlech net nëmme dat neit Doheem vun de Stater fräiwëllegen a Beruffspompjeeën, der Zentral vum 112, der Verwaltung an dem Centre de formation. De CNIS ass virun allem d'Zesummeleee vu Protex a Pompjeeën. A genau dat ass d'Haaptiddi vun der Reform vum Rettungswiesen!

Et ass och kee Geheimnis: Virun enger Zäitche wier et guer net denkbar gewiescht, dass et ee gemeinsamen Asazcenter géif gi fir d'Pompjeeën a fir d'Protex.

► **Une voix.** - Richteg.

► **M. Max Hahn (DP).** - De Gruef tëschen deenen zwou Parteie war einfach ze grouss an d'Vertrauen ee vis-à-vis vun deem aneren ze kleng. Haut ass dat zum Gléck anescht!

Eppes, wat d'Protex an d'Pompjeeën gemeinsam hunn, ass de Wëllen! De Wëllen, fir Leit an Nout ze hëlfechen. An dat Zil erreeche se och just zesummen. Ob Protex oder Pompjee, ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, d'Leit um Terrain wëssen dat scho laang.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Max Hahn (DP).** - D'Reform vum Rettungswiesen ass néideg. Dat huet zum engen domat ze dinn, dass eis Bevëlkerung enorm gewuess ass. Sou hate mir a mengem Gebuertsjoer 1981 200.000 Awunner an 145.000 Frontaliere manner wéi mer dat haut hunn! Déi rezentsten Asazuele weisen, dass d'Unzuel vun den Asätz zënter 2001 ëm 30% zougeholl huet.

Parallell dozou geet d'Disponibilitéit vun de fräiwëllege Pompjeeën, Sauveteuren an Ambulancier kontinuéierlech erof: zënter 2001 bei de fräiwëllege Pompjeeën ëm 22%, bei der Protection civile ëm 18% a bei de Jugendpompjeeën esouguer ëm 30%. Méi Asätz mat manner Leit ass op laang Dauer keng gesond Mëschung. D'Politik ass also gefuerdert, fir éischters d'Rettungswiesen ze professionaliséieren an zweetens d'Aarbecht vun de fräiwëllegen uerdentlech ze rémunéréieren.

Et geet awer haut net ëm déi batter néideg Reform vum Rettungswiesen, dofir zrëck bei de Bau vum CNIS. Jo, d'Rettungswiesen ass a kengem gudden Zoustand. Déi aktuell Raimlechkeete vu Protex a Pompjeeën sinn et awer nach manner, ugefaange mat de Stater Beruffspompjeeën. Viru 94 Joer, bal op den Dag genau, ass an enger Stater Gemengerotssitzung d'Schafe vun de Beruffspompjeeën gestëmmt ginn. Deen éischte professionelle Corps am Lëtzebuerg Land, deemools eelef Mann staark. A si kruten och relativ séier hiren éischte motoriséierte Läschwon, deemools eng Okkasioun vun de Pompjeeën vu Paräis. Dat war fir déi Zäit scho guer net esou schlecht.

Schonn deemools hunn d'Beruffspompjeeën sech awer net nëmme ëm d'Brandwiesen, mä och ëm d'Ambulanzwiese bekëmmert, ugangs ze Fouss oder mat Päerdskutschen an ab 1928 mat enger motoriséierter Ambulanz.

Säit 1968 ass de Stater Beruffspompjeeën hiert Doheem op der Areler Strooss. Deemools war de Corps 50 Mann staark. Haut zielt de Corps bal 180 Leit, an nach ëmmer déiselwech Lokalitéiten! Dertëscht ass de Bau wuel vergréssert ginn, mä ech mengen, eleng dat weist, wéi néideg et ass, dass geplënnert gëtt, an dass et aktuell relativ enk an der Kasär op der Areler Strooss ass.

D'selwech ass et awer och mat de Raimlechkeete vun der Protex a vun de Pompjeeschfederatioun. 1962 ass d'Schluss zu Schëmpech kaaft ginn, fir do d'Ausbildung vu Protex a Pompjeeën ze garantéieren. Deemno war och deemools schon eng gemeinsam Schoul fir Protex a Pompjeeën do. Bravo! Awer net fir ganz laang. Et sollt nëmme fënnf Joer daueren.

Wann haut d'Protection civile nach ëmmer hir Schoul zu Schëmpech huet, hat awer schon no fënnf Joer d'Pompjeeschfederatioun d'Chance, dass ee vun hire gréisste Wënsch erfüllt ginn ass, näamlech hiert eegent Doheem ze hunn. Sou krute si zu Nidderfeelen eng nationale Schoul fir d'Pompjeeschfederatioun zur Verfügung gestallt. Dës Schoul ass esouguer kierzlech vergréssert ginn a soll och nach zukünftig fir d'Ausbildung vun de Jugendpompjeeën déngen.





Net ze vergiesse sinn awer och d'Zentral vum 112, d'Verwaltung, déi hire Sätz am Moment op der Cloche d'Or hunn. An ech mengen, och si kloen net zu Onrecht iwver Plazmangel a freeë sech op d'Joer 2020, wann de CNIS fäerdeg soll sinn.

Här President, fir all dës Unitéiten zesammenzeleëen, brauch ee Plaz an et brauch een eng geografesch interessant Plaz, fir d'Asazäiten um Stater Gebitt esou kleng wéi méiglech ze halen. Dat ass liewenswichtig! Mam 5,2 ha grouse Site am Staddeel Gaasperech beim Rond-point Gluck ginn déi zwou Konditiounen erfüllt. De Site ass iwwert d'Gaasperecher Autobunnskräiz ganz gutt un den Autobunnsréseau uegbonnen. A fir keng Zäit ze verléieren, gëtt am Asazfall esouguer de Verkéier gestoppt am Rond-point an op der Kräizung beim Lycée français.

Awer och den Équipement vun esou engem Asazenter ass wichtig. Wéi mir de Projet vum CNIS an der zoustänneger Chamberskommis-sion presentéiert kruten, war en Deputéierte-kolleeg ganz iwwerrascht, dass eng Sportshal, e Fitnessraum an esouguer eng Sauna am Gebai wieren. Ech war frou, fir kënne ze erklären, dass dat keng Sauna wier, mä eng Wärmegewöhnungsanlag, an dass sech fit ze halen e wichtige Bestanddeel vun der Aarbecht vun de Pompjeeën ass.

Dat, wat den éischte Moment no Luxus ausgeseit, ass also a Wierklechkeet en immens wichtegt Instrument, fir optimal preparéiert Leit an den Asaz kënne ze schécken. Et gëtt gären ënnerschat, mä während den Asätz sinn dacks enorm kierperlech Efforten ze maachen, an dat net am Jogging, mä mat enger perséinlecher Schutzausrüstung an oft mat Ötenschutzgerät, eleng dës weien 20 kg! Den Alter an d'Geslecht sinn hei och ganz egal, d'Gewicht ass ëmmer datselwecht.

Och am Ambulanzweise gëllt et, sech fit ze halen. Et ass zum Beispill net einfach, Blesséierter oder Kranker vum fënneste Stack aus Gebai ouni Lifter méiglechst ganz séier erauszekréien. De Schlauchtuerm, deen am Asazenter virgesinn ass, déngt zwar primär, wéi den Numm et seet, fir d'Schläich op eng energetesch sännvoll Aart a Weis an eng spuersam Aart a Weis ze dréchnen, mä kann och fir Trainingszwecker genotzt ginn. A gleef mir et, dat wäert en och, sief et fir d'Grimpe, also d'Höhenrettung, oder fir Übunge mat Leederen ënner realistesche Konditiounen ze simuléieren. Dat erkläert och, firwat Balconen um Schlauchtuerm installéiert wäerte ginn.

Op véier Équippe verdeelt an an Zwielfstonneschichten ass den Asazenter 24 Stonnen op 24 an Alarmbereitschaft. Dat erkläert och d'Schlofméiglechkeeten. Da freet deen een oder deen anere sech: Ginn déi Leit wierklech bezuelt, fir ze schlofen? Keng Angscht, et brauch wierklech kee jalous ze ginn! Duerchschlofen ass nämlech net um Programm. Kaum eng Nuecht, wou de Gong een net aus deene schéinsten Dreem rappt, fir Leit an Nout aus hiren Albdreem erauszehuelen. An dat ouni Zäit ze verléieren! Well de gréisste Feind vum Rettungswiesen ass d'Zäit. Dofir gëtt am Alarmfall souguer d'Trapenhaus net benotzt, mä d'Staang erofgerutscht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, am CNIS wäerten awer och Weidbildungscoursen offréiert ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Éischt-Hëllef-Coursé fir Erwuessener. Ech sinn der Meinung, dass jiddwereen, deen am öffentliche Déngscht schafft, awer och bei Privatpatronen, soll vun enger Formation continue an deem heite Sënn kënne profitéieren.

Ech denken awer och un d'Branderziung vun de Schoulkanner. Do sollte si gewise kréien, wéi si sech an engem Brandfall ze verhalten hunn. Hei kréie si zum Beispill gewisen, dass e Pompjee a voller Montur a mat Ötenschutz näischt ass, wat si fäerte mussen. Si kréie gewisen, wéi sou si sech am Brandfall um Buedem beweuge sollen a wéi sou een e Fettbrand net mat Waasser ze läschen huet.

► **Une voix.** - Richtig!

► **M. Max Hahn (DP).** - Et ass awer natierlech d'Formation vun de Pompjeeën, Sauveteuren an den Ambulancier, déi am neien Asazenter am Vierdergrond steet. Glécklecherweis brauch een haut de Leit net méi ze erklären, dass d'Formation den A an O vun engem performante Rettungswiesen ass. Déi Leit, déi haut nach mengen, dass et géif duergoen, wann ee sech de Baart naass mécht, ier een an e Feier erageet, déi beandrocke mat esou Aussoen haut zum Gléck kee méi, ganz am Géigendeel. D'Formation ass net nëmme wichtig, fir duerno am Asaz effektiv ze schaffen, mä och fir nom Asaz erëm gesond heemzekommen.

Ech sot et schonn an ech bleiwen dobäi, no der Reform vum Rettungswiese soll de Formationsniveau vun de Stater Beruffspompjeeë

landeswäit ugestriift ginn. An der Stad kréie mir säit 1921 androcksvoll bewisen, wéi e performant Rettungswiese funktionéiert, e Rettungswiesen, dat sämtlech Domäner ofdeckt vun der Preventioun iwwert d'Ambulanzwiesen, de Brandschutz an d'technesch Hëllef-leeschtung.

Dass d'Formation net nëmme theoretisch, mä och praktesch ass, weist d'Tatsaach, dass net nëmme Instruktiounsäll, mä och eng Trainingsanlag virgesi sinn, déi am Ausland awer wierklech och wäerte fir e bëssen Näid suergen. Der Fantasie vun den Ausbilder si mat der Trainingsanlag keng Grenze méi gesat.

Et ass awer weder en Adventure Park nach e Walt Disney fir Pompjeeën. Et ass vill méi d'Méiglechkeet, e grouse Spektrum vu méigleche reellen Asätz ofzedecken. Et ass beispillsweis eng riseg Übungshal virgesinn, wou ee mat enger Dréileeder d'Evakuatioun aus engem fënnestäckege Gebai simuléiere kann. Et ass e sougenannt Brandhaus virgesinn, also en Haus, an deem déi verschidde Brandzeenarie kënne simuléiert ginn, sief et e Kellerbrand, e Kichebrand oder en Zëmmerbrand.

Et ass och en Tunnel fir Accidenter oder Feier do, fir esou Accidenter ze simuléieren, eng Gleisanlag, fir d'Zuchaccidenter ze simuléieren, eng Tankstell, e Silo, en Übungsweier, e Flashover-Container an en iwwerdaachte Bereich, fir Übungen zur technesch Hëllef-leeschtung kënne duerchgeföhren.

Esou wéi eis Pompjeeën an der Vergaangeneheet an d'Ausland gaange sinn, sief et op Essen, op Münster, op Dortmund oder op Rotterdam, wäerte menger Meinung no d'Pompjeeë vun auslännesche Corpse bei eis wëlle kommen, fir vun dese qualitativ héichwäertegen Infrastrukture kënne ze profitéieren.

Här President, zum Schluss vu menger Ried wëll ech awer nach eng Kéier de Verantwortleche vun der Stad Lëtzebuerg, awer och der Regierung félicitéieren, fir a) en Accord fonnt ze hunn an domat de Grondstee fir en nationalen Asazenter geluecht ze hunn, a b), fir elo schonn deelweis d'Formation vun den haaptberufflechen Ambulancier zesumme mat de Stagiairé vun de Stater Beruffspompjeeën ze maachen. Besonnesch déi gemeinsam Formation ass e Meilsteer fir d'Lëtzebuergere Rettungswiesen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech gi mat ganz vill Freed den Accord vun der Demokratescher Partei. Ech wëll awer zum Schluss och nach dem Rapporteur Merci soen, dem Frank Arndt, fir säi gudd schréfftlechen a mëndleche Rapport, an dem Kolleg Raymond Brausch, dee mer hëllefträich war, fir verschidde Datumer nozekucken.

An deem Sënn, villmools Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Hahn. An nächste Riedner ass den Här Traversini.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen, léif Kollegen, et geet haut drëms, e Gesetzesprojet ze stëmmen, deen e wichtegt Puzzlestéck an der Reform vun eise Rettungsdéngschter duerstellt, nämlech de Projet de loi fir de Bau vun neie Centre d'intervention et de secours (veuillez lire: d'incendie et de secours).

De CNIS wäert ganz signifikativ dozou bäidroen, dass eis Rettungsdéngschter méi effizient forméiert kënne ginn an herno och méi effizient schaffe kënne a Liewe retten.

Wéi mer an deenen ausféierlechen Erklärungen schonn héieren hunn, dem Rapport an och vu mengem Kolleg Max Hahn, wou ech geduecht hätt, hie géif haut mat senger Galauniform heihinnerkommen,...

(**Exclamations**)

...wäert de CNIS d'grouss Fonctiounen vun dem Rettungswiesen iwwerhuelen:

Éischtes, eng Pompjeeskassär mat sämtlechen Infrastrukturen, déi néideg sinn. Dat heescht: Büroen, Dortoiren - ech mengen, et ass schonn alles hei opgezielt ginn, wat alles dohinnerkënn.

Zweetens, d'Direktioun, déi wäert de Lien maachen zwëschen de Rettungsdéngschter, de Gemengen, der Protex an dem Ministère de l'Intérieur, wou ech och wëll hei Merci soen, dass dat wierklech elo schnell iwwert d'Bün gaangen ass. Wierklech, d'Leit um Terrain waarde scho Joren op déi Décisioun, déi mer haut hei huelen. D'Direktioun wäert dann och d'international humanitär Hëllef koordinéieren, d'Gestioun natierlech dovunnen maachen a sech natierlech och ëm d'Finanze këmmern.

Drëttes, den 112, deen aus dem Central de secours d'urgence an dem neie Centre de gestion des opérations besteet. Den CSU géiert d'Interventiounen, soulaang d'Rettungsdéngschter net op der Plaz sinn, a steet dann de Rettungsdéngschter zur Säit während den Interventiounen selwer, soudatt d'Rettungsdéngschter sech op dat konzentréiere kënne, wat wichteg ass, nämlech Liewe retten. A soubal d'Intervention méi komplex ass, gëtt d'Aktioun da vum CGO koordinéiert. De CGO äntwert dann op keng Appelle méi a mécht keng Routinearbecht, mä si maachen am Fong geholl just déi komplex Operatiounen, wou se sech am Fong geholl drop focaliséieren, fir dann dem Kommandant, dee wierklech op der Plaz ass, kënne ze sengen Décisiounen ze hëllef.

A véiertens, den INFSS, a mengen Aen ass dat e ganz wichtegt Element vum neie Centre d'intervention. Well wat hëllef et eis, topp Infrastrukturen ze hunn, wat hëllef et eis, Leit ze hunn, professioneller a bénévoler - op de Bénévole wäert ech dann och nach zum Schluss ze schwätze kommen -, déi bereet sinn, hiert Liewen op d'Spill ze setzen, fir aner Leit ze retten, wa mer hinnen net eng Formation ubidde kënne dans les règles de l'art?

Fakt ass awer, dass déi zwou Schoulen, déi mer haut fir d'Protex a fir d'Pompjeeën hunn, zu Schëmpech an zu Feelen, net méi eise Besoinen entsprechen. D'Zuel vun eisen Awunner geet an d'Luucht, d'Natur vun den Interventiounen gëtt ëmmer méi villfältig a komplex. An dofir mussen d'Formatiounen eis Leit op all méiglech Situatiounen virbereeden.

Ech denken, dass den INFSS e wichtige Schrott an déi richteg Richtung ass. E wäert sech natierlech net mat Theorie begnügen. Do ass nämlech och e Plateau technique virgesi mat sämtlechen Infrastrukturen, déi néideg sinn, fir eis Rettungsdéngschter effizient ze forméieren. Si sinn all scho bal opgezielt ginn. Ech widderhuelen dat nach eng Kéier, da verhaalt Der et och ganz gutt: e Brandhaus, e Flashover-Container, de Silo, eng Tankstell, Gleiser - d'Tankstell war nach vergiess ginn, mengen ech -, en Tunnel, e Weier, wou ee kann am Waasser Übunge maachen, an d'Méiglechkeet, op schifem Buedem ze üben, am Fall vun Interventiounen an Häng oder op Diech.

De Centre d'incendie et de secours kascht natierlech vill Suen, iwwer 120 Milliounen Euro. Et muss een awer och soen, dass do wierklech d'Stater Gemeng e groussen Effort gemaach huet. Domadder wëll ech deenen och heimadder Merci soen, dem ganze Gemengerot mam Schäfferot. Mä et ass awer och en zukunftsorientéierte Projet, deen eise Rettungsdéngschter ideal Konditiounen fir déi nächst Jorzéngten ubidde wäert. An deem Sënn ënnerstëtze mir natierlech vun deene Gréngen aus dee ganze Projet.

Zum Schluss nach e puer Wieder zu de Fräiwëllegen a Bénévollen, déi all Dag wierklech Stonnen a Stonne fir näischt sech engagéieren.

Mir mussen et fäerdegbréngen, dass mat deem heite Gebai och eis Bénévole zum Zuch kommen. Mir mussen et fäerdegbréngen, och wa vill Saache professionaliséiert ginn, déi Bénévole mat an d'Boot ze kréien. Eis Rettungsdéngschter kënne net iwwerliewen, wa mer déi Bénévole net hunn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Mir mussen alles versichen, d'Méiglechkeet ze ginn, dass si Formatiounen kënne maachen. Ech weiss op alle Fall vun eise Zenterchef, dee mer dat de Moien nach gesot huet, dass d'ës Joer keng Formation continue fir si gemaach ginn ass.

Ech weiss och, dass d'Pompjeeë Formation continue uegebuede kréien, déi dann awer kuerzfristeg muss ofgesot ginn. Et gi bestëmmt ëmmer Grénn, firwat dat esou ass. Dat ass net esou gutt.

An ech mengen, mat deem heiten Asazenter wäerte mer et fäerdegbréngen, dass och déi Bénévole, déi wierklech ganz vill fir eis schaffen, och dann déi néideg Konditiounen wäerten da gemaach kréien. An hoffentlech wäerte si dann och bei der Staang bleiwen, well mir brauche si all.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Traversini. An elo huet d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, et geet näischt iwwer e gudd Pompjee, fir esou ee Projet am Detail ze erklären.

(**Hilarité**)

Eise Frënd Max Hahn, als fréiere professionelle Pompjee, huet et verstanen, eis dese Projet an

all senge Facettë bis an dee klengsten Detail ze erklären. Ech mengen, mir sinn alleguer frou, dass alles hei esou am Detail erkläert ginn ass, soudatt kee méi, oder ech op jidde Fall elo net méi als leschte Riedner muss nach eng Kéier op all Detail vun deem Projet agoen.

Dofir bleift mir, vun eiser Säit aus awer dem Rapporteur, dem Frank Arndt, Merci ze soe fir säi schréfftlechen a mëndlechen...

(**Hilarité générale**)

...Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Gibéryen, Dir hutt iergendeppes gesot, ech weiss awer elo net wat,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech weiss och net, u wat et läit.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...wat hei fir allgemeng Heiterkeit gesuergt huet.

(**Brouhaha et hilarité**)

Sou! Jo, ech mengen, elo geet et besser.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Elo geet et scho besser, jo. Ech mengen, mir gesinn dese Projet an Zesummenhang...

(**Hilarité**)

Här President, et deet mer leed...

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Här Gibéryen, dës Kéier sidd Der awer selwer schold!

(**Hilarité**)

► **Une voix.** - Den Här Gibéryen ass op eemol...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech kommen zum Schluss vu menger Ried...

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, Är Riedezäit ass eriwwer.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...a bréngen d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

(**Hilarité**)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Ech mengen...

(**Hilarité**)

Ech mengen, domat wär d'Riednerléscht ofgeschloss. An ech wënschen elo dem zoustänneg Minister bonne Chance!

(**Brouhaha et hilarité**)

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, et geet näischt driwwer eraus, wéi wann ee bei engem seriöse Projet, op dee laang gewaart gouf, dann och an enger seriöser Debatte eng Kéier gutt ka laachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci dem Här Rapporteur fir en exzellente Bericht. Merci och allen anere Riedner. Ech hu sielen en Oppositionspolitiker hei an deem Raum héieren e Regierungsprojet esou magistral virstelle bis an den Detail, wéi dat dem Här Lies gelongen ass. Merci och dem Här Hahn, deem seng Léift fir d'Etat Lëtzebuerg bekannt war, mä deen awer zumindest um Enn vu sengem Bäitrag och déi gewësse Roll, déi och d'Regierung bei deem Projet gespilt huet, belobigend ervirgestrach huet.

Et gesäit een also eng grouss Eneegkeet an deem Sall, fir dese Projet hei kënne ze realiséieren. An dofir soen ech Iech elo schonn am Numm vun der Regierung a virun allem am Numm vun deene Leit, déi an de Rettungsdéngschter aktiv sinn, e ganz, ganz grouse Merci!

De CNIS ass effektiv e Symbol vu wichtige Synergien, déi mer an nächster Zukunft wëllen hunn, am Lëtzebuergere Rettungswiesen ze realiséieren: engersäits am Bereich vun der Planifikatioun, och am Bereich vun der Preventioun an och, géif ech soen, an engem vun deene ganz entscheidende Beräicher vun esou enger Reform, nämlech dem Bereich vun der Formation.

Deen neien Institut national de formation, dee mer wäerte schafen, wäert en immense Plateau technique bidden, eng vun deene modernste Schoulen an Europa duerstelt fir d'Formatioun vun deene Leit, déi spéider am Rettungswiese sollen aktiv ginn. Et ass virdu schonns hei gesot ginn.

Ech probéieren dann och esou wäit wéi méiglech d'Detailer op der Säit ze loosser a men-





gem Bättrag, well se scho vun deenen eenzelne Riedner hei ugeschwat gi sinn.

Dee ganze Projet, dee mer haut hei diskutéieren, ass niewent dem Projet de loi, deen ech am August deponéiert hunn iwwert d'Schaffung vun engem eenheetleche Corps vum Rettungswiesen, dee symboleschen Akt, deen de Secteur vun eis erwaart huet. A mir weisen domadder, dass et eis esocht ass, fir déi Reform, déi esou laang versprach ginn ass, och konkret ëmzesetzen.

Ech wëll hei ganz besonnesch allen Akteure Merci soen, déi dozou bäigedroen hunn, dass dëse Projet endlech, esou wéi et virduen och schonn e puermol ugeklongen ass, konnt ëmgesat ginn. Et ass virduen gesot ginn: Schonns 2003 waren déi éischt Diskussiounen. 2004 war den Architektoconcours, fir dëse Projet phare vun Lëtzebuurger Rettungswiesen ze realiséieren. Geplangt a fäerdeggestallt war da scho bal alles 2011. A mir denken, dass mer elo, wat d'Realisatiounspphas ugeet, Métt 2020 wäerte fäerdeg sinn.

Mir mussen eis awer selbstkritesch froen, ob 17 Joer fir esou e Projet net awer e bësse laang ass. An ech mengen, eleng déi Zäitspann weist, dass awer e gewësse Laxismus do war, wéi mer an deene vergaangene Jore mam Lëtzebuurger Rettungswiesen ëmgaange sinn. An et erkläert och e gewëssene Motivatiounsverloscht, deen ech zumindest begéint hunn, wéi ech ugefaangen hunn, mech méi konkret ëm dee Secteur ze këmmen. Haut hu mer d'Chance, deem Motivatiounsverloscht, dee mer op där enger oder anerer Plaz begéint hunn, e wichtegt Zeechen entgéintzesetzen.

Ech wëll trotzdem eng Kéier op déi Schlüsseldaten zréckgoe vun dësem Projet. Et war scho gesot ginn, de Lancement vum Concours war 2004 am Juni, den Avant-projet sommaire ass fäerdeg gemaach ginn tëschent 2008 an 2012. De Projet de loi ass dunn den 12. Februar 2015 hei hannerluecht ginn. A mir hunn dann elo haut dee groussen Dag, wou mer dann hoffentlech och den Accord vun der Chamber ginn, fir dëse Projet ze realiséieren.

Et ass geplangt, fir mat den Aarbechten unzefänken den 1. September 2016. Och dat ass nach net muer. Et dauert also nach ronn en Dräiwiereljoer, bis mer richtig ukommen. Dir kennt allegueren déi Prozeduren, déi elo nach do virduen sinn. A mir hoffen, mat den Aarbechten da fäerdeg ze ginn, esou wéi ech et virduen scho gesot hunn, am Juni 2020.

Déi technesch Opdeelung vum Projet, ech mengen, dat erspieren ech lech nach eng Kéier. Ech probéieren dofir vläicht, méi konkret awer nach eng nei Noriicht och hei an dësem Sall lasszeginn, déi deen een oder anereren dierft interesséieren: Well mer amgaange sinn, déi Verwaltung vun der ASS op nei Féiss ze stellen, well mer amgaange sinn, eis ze preparéieren op déi nei Erausforderungen, déi do kommen, hu mer selbstverständlech eng Rei vu Mesuren an der heiteger ASS missen huelen, wat och dozou féiert, dass mer wäerten zum Deel och plënnere aus deene Gebaier, déi eis haut schonn zur Verfügung stinn.

Et ass ugeduecht, fir an dat fréiert Elco-Gebai niewent dem „Lëtzebuurger Wort“ ze goen. Dat ass e Gebai, wat dem Stat haut schonn zur Verfügung steet, wou nach zwee Stäck fräi sinn. D'Zentral vum 112, den ICT an de Materialstock bleiwen awer dann am Gebai vun der Cloche d'Or. Haaptsächlech wäerten déi administrativ Servicer an dat fréiert Elco-Gebai plënnere. De Médico-sapeur kéint eventuell och nach dann dohinnegeen. Wéi gesot, dat alles an enger Iwwergangszäit, bis dann de CNIS wäert fäerdeg sinn.

Och dat weist, dass mer also amgaange sinn, dat Rettungswiesen nei opstellen an dat Versprieche, wat d'Regierung ginn huet, fir am Beräich vun der Sécherheet net ze spueren, dass mer dat Versprieche och amgaange sinn anzéleisen.

Dat si mer eise Biergerinnen a Bierger schëlleg, mä mir sinn et awer och deene sëlliche Fräiwëllegen, an et ass virduen schonn hei ugeklongen, déi dagan an dagauss, 24 Stonnen op 24 am Dénagscht vun der Gesellschaft aktiv sinn, och deene si mer dat schëlleg. An dofir maache mer dat och!

Ech wëll vläicht kuerz drop agoen; den Här Lies huet vun der Geleeënheet e bëssen abuséiert an e bësse scho virausgesinn, en huet den neie Projet ugeschwat, dee jo nach net haut zur Diskussioun steet, mä ech hoffen awer an nächster Zukunft, iwwert d'Fusioun vu Pompjeeën a Protection civile an engem gemeinsamen Etablissement public tëschent Stat a Gemengen,

an en huet gemengt, dann och haut schonn eng Rei vu Kriticke lasszeginn.

Ech war e bëssen iwwerrascht, wéi ech dat elo héieren hunn. Den Här Lies huet ee Moment geschwat vun: D'Dronkenelle géifen him ausgoen, well mer net wéissten, wat dat alles géif kaschten. Et wäeren do astronomesch Zifferen genannt ginn. Bon, ech nennen d'Chifferen dat investéiert ginn an d'Sécherheet vum Land. An et si Suen, déi investéiert ginn, fir Leit zunutzen ze kommen, déi an Nout sinn. A se gi virun allem och investéiert, fir deene Leit, déi am Fräiwëllegendéngscht grouss Dénagschter am Land leeschten, dat och an iergendenger Aart unzëerkennen.

Ech froen lech dann, Här Lies: Firwat ginn lech do d'Dronkenellen aus? Mir gi se net aus, well ech der Meenung sinn, dass dat ganz gutt investéiert Sue sinn! Et sinn engersäits Suen, déi investéiert ginn an d'Sécherheet vum Land. An et si Suen, déi investéiert ginn, fir Leit zunutzen ze kommen, déi an Nout sinn. A se gi virun allem och investéiert, fir deene Leit, déi am Fräiwëllegendéngscht grouss Dénagschter am Land leeschten, dat och an iergendenger Aart unzëerkennen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech froen lech dann, Här Lies: Wat ass lech d'Sécherheet vum Land da wäert, wann lech bei deem dote Chiffer d'Dronkenellen ausginn? Da sot mer dann emol konkret, wat Dir da bereet sidd auszeginn, fir d'Rettungsdéngschter op méi konkret a méi professionell Schinnen ze setzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Minister, vu dass Der den Här Lies direkt uschwätzt, géif ech him dann och d'Wuert ginn.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech maachen et ni méi, Här President!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Den Här Minister huet dann dee Moment mech dorop ugeschwat. Bon, ech kann elo ganz kloer dorop reagéieren: Ech hunn net gesot, dass déi Suen net gutt investéiert wäeren! Ech mengen, dann hutt Der mech effektiv falsch verstane respektiv dann dee Moment falsch erëmginn.

Ech hu gesot, dass mir d'Dronkenellen ausginn, wann ech dat héichrechnen op d'Budgete vun de Gemengen! An ech mengen, wann een dat eng Kéier héichrechent an et kuckt een, wéi d'Gemengen haut deelweis dee Moment schonn dostinn, wou effektiv där enger oder anerer Gemeng wierklech d'Waasser elo scho bis hei uewen hi steet, a wann dat dote bäikënn a mir rechne vu 50 respektiv doriwwer eraus par tête d'habitant, da brauch ech net ze soen, wat dat heescht fir e Gemengebudget.

An dat war meng Ausso dozou. An et huet näischt domat ze dinn, wat effektiv déi Suen ugeet.

Ech hunn och gesot, déi Sue wäere gutt investéiert - honnertprozenteg! -, och wat dann dee Moment d'Reform vun de Service-de-secoursen ugeet. Mä et ass just de Financement. An dat, mengen ech, hunn ech schonn e puermol ugeschwat gehat, och an Ärer Präsenz. Do sollt ee wierklech ganz gutt oppasse respektiv och iwwerleeën, wéi dat an Zukunft soll ginn. Hei geet et ëm d'Gemeng an ëm soss guer näischt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech stellen also fest, Här Lies, dass Der dermat avestane sidd, dass mer an Zukunft méi an d'Rettungsdéngschter sollen a mussen investéieren, an dass och bei deem Chiffer vu 85 bis 90 Milliounen, dee mer fairerweis zu dësem Zeitpunkt scho genannt hunn, och wa mer ganz genau wëssen, dass dat net eppes ass, wat an den nächsten zwee, dräi Joer wäert geschéien, mä dass eis bei deem Chiffer do d'Dronkenellen net ausginn. Dat berouegt mech. An dat weist dann och drop hin, dass mer, wa mer dann iwwert de Projet vun dem Rettungswiese wäerte schwätzen, och do mat Ärem Accord kënnen rechnen.

Da wollt ech lech awer nach froen, well Der dat awer och dann ugeschwat hutt...

Här President, wann Der erlaabt,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ...da froen ech dann och nach eng Kéier, wéi dat da gemengt war vun der Sait vum Riedner vun der CSV. Dir hutt kritiséiert, dass mer am Fong elo scho Suen op d'Sait leeën, fir zukünftig Ausgabe vun deem Etablissement public kënnen ze maachen.

Ech stellen d'Géigefro: Wat géif geschéien, wa mer dat net géife maachen?

Dir wësst, dass mer oudenken, an nächster Zukunft bis zu 14 Zentren, wann net souguer méi, déi elo schonn am Land dostinn, fir déi an d'pleine propriété vun deem Etablissement pu-

bliz ze iwwerhuelen. Wa mer also net haut scho géife Reserven uleeën, fir genau dat kënnen ze maachen, da géife mer en Etablissement public kreéieren, deen direkt géif ufänke mat engem risegen Defizit. A well mer dat net wëllen, dofir hu mer déi Mesuren do geholl.

An, Här Lies, ech ka mech erënneren, dass hei emol eng Kéier Vertrieeder vun lech hei gesot hunn: «Gouverner, c'est prévenir.» Dat ass genau dat, wat mer hei maachen. An ech kann lech nëmmen opfuerderen...

(**Interruptions**)

Ech kann lech nëmmen opfuerderen, eng Kéier genau ze liesen, wat am Projet de loi steet. An da wäert Der..., oder kann ech domat rechnen, dass Der vläicht Är Aussoen hei géift relativéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, ech wëll lech nach eng Kéier drun erënneren, dass Der lech wann ech gelift sollt un d'Chamber adresséieren.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech probéiere mä Besch, Här President!

Ech ginn dann och dervun aus, léif Kollege vun der Chamber,...

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ...dass den CSV-Riedner, wéi e sech un d'Chamber gewannt huet, net am Besetz vun allen Informatiounen war, déi am Projet de loi, deen e ugeschwat huet, géifen drastoen. Soss hätt den Här Lies net gesot...

(**Hilarité**)

Ech muss jo awer kënnen zu deem schwätzen, wat virduen hei gesot ginn ass.

(**Brouhaha**)

Ech ginn also dervun aus, dass, wann dat - wat virduen hei gesot gi war - richtig verstane gi wär, wat do drasteet, dass dann net hei behaupt gi wär, d'Stad Lëtzebuerg géif 2021 eréischt an deen neien Etablissement public eragoen.

Dat steet näamlech net an deem Projet de loi! An deem Projet de loi steet just dran, dass d'Stad Lëtzebuerg selwer decidéiert, zu wéi engem Moment dass se deem Etablissement public bäitritt, am Géigendeel zu allen anere Gemengen, well d'Stad Lëtzebuerg, wéi mer virduen och schonn hei héieren hunn, déi eenzeg Gemeng ass, déi Berufspompjeeën huet. Mä dass d'Stad Lëtzebuerg selwer decidéiert, zu wéi engem Zeitpunkt dass se erageet, mä dass et „spéitstens“ 2021 ass! Dat ass also eppes ganz anescht wéi dat, wat virduen hei op dëser Tribün behaupt ginn ass.

An d'Stad Lëtzebuerg hat och e gudder Grond, fir sech déi Sécherheet an dat Gesetz - mir hunn näamlech mat hinne verhandelt - do dranzeschreien, näamlech, dass se wollt bis dohinner kucken, ob déi Versprieche vu Qualitätssteigerung, déi mer gemaach hunn, géifen agehale ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - An ech kann lech soen, Här Lies... Pardon! Ech wëll der Chamber soen, dass si dem Här Lies soll soen,...

(**Hilarité**)

...dass mer amgaange sinn, genau déi Qualitätssteigerung haut schonn ëmzesetzen! Mir hunn an der Tëschenzäit een Dokter, zwee Infirmieren, een Ingenieur ICT fir den 112, een Instructeur Incendie-sauvetage - fir op dat anzegoen, wat den Här Traversini hei gesot huet - elo schonn agestellt, fir genau déi dote Qualitätssteigerung elo schonn esou séier wéi méiglech ëmzesetzen an domadder d'Stad Lëtzebuerg ze motivéieren, esou séier wéi méiglech kënnen hei an dësen Etablissement public anzetrieden.

Nach méi erstaunlech war awer d'Ausso, dass d'Berufspompjeeën, den Antritt vun de Berufspompjeeën, dass dat misst eng Bedéngung sinn, fir iwwerhaupt kënnen e fusionéierte Corps vu Pompjeeën a Protection civile ze maachen.

Wann dat esou ass, an ech wollt hei op dëser Tribün net dovu schwätzen, mä ech kommen elo ganz schwéier dolaanscht, wann dat esou ass, da froen ech mech, firwat dass bis virun zwee Joer, an ech ginn elo net méi däitlech, keen, keen, awer wierklech keen och nëmmen dat klangste Wuert mat der Stad Lëtzebuerg geschwat huet, fir dee Bättrag an deen Etablissement public virzebereeden, geschweig da vu Verhandlungen!

Mat där doter Ausso ënnersträicht Der am Fong, dass déi Leit, déi virduen, an der viregter Regierung d'Veantwortung gedroen hunn, dee Projet vun Ufank un net seriö ugaange sinn. Ech wollt dat just eng Kéier hei soen. An ech hoffen, dass mer an aller Serenitéit a mat

manner parteipoliteschem Geplänkels, déi Diskussiounen, déi Diskussiounen, déi ustinn... Net iwwert dëse Projet, vun deem ech mengen, dass mer eis allegueren eens sinn, dass e muss kommen, dass et e gudder Projet ass an dass vill Leit do sinn, déi grouss Verdéngschter ëm dee Projet hunn, inklusiv mäi Virgänger. Ech wëll dat hei soen, zu deem Projet hei!

Mä ech wëll awer...

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - De Paul Schroeder huet virduen mat der Stad Lëtzebuerg geschwat.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Jo.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Dat muss ee ganz kloer soen!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Jo, jo! Dir bestätegt also, dass Dir als Minister ni selwer Kontakt mat der Stad Lëtzebuerg hat, fir dat heiten ze diskutéieren!

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Dach, natierlech hat ech...

(**Exclamations**)

Natierlech hat ech Kontakt!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Très bien!

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Mir hate regelméisseg Reunione mat der Stad Lëtzebuerg.

(**Brouhaha**)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Gutt! Mir sinn nach net bei der Diskussioun iwwert dee Projet de loi.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir kommen awer nach eng Kéier dozou, Här Kersch!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Genau! Ech wëllt just vun dëser Plaz aus elo schonns bieden, dass wa mer dee Projet de loi diskutéieren, mer e manner mat deem parteipolitesche Brëll sollte kucken a vill méi kucken,...

(**Protestations**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir sidd awer dee Richtegen, fir dat do ze soen!

► **Une voix.** - Wien huet dann ugefaange mat der Parteipolitik?

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ...vill méi kucken, wat mer hei kënnen zesummen am Dénagscht vum Land fir déi national Rettungsdéngschter maachen. Dat géif eis allegueren gutt zu Gesiicht stoen!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, d'Madamm Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, léif Kollegen, ech si frou ze héieren, dass jiddweree weess, dass dat hei - dee Projet, dee mer haut hei stëmmen - e wichtige Projet ass, un deem laang geschafft ginn ass, vu villen an zënter Laangem.

Ech wëll just hei témoignéieren, dass dat, wat de Minister elo just gesot huet, dass dat genau déi Manéier ass - an ech kann nun eemol nëmmen iwwert déi lescht zwee Joer als Buergermeeschter elo schwätzen -, wéi mer verfuere sinn. An ech si frou, wéi déi meescht heibanen - ech géif hoffen, souguer vläicht alleguer -, dass mer haut deen do Projet kënnen zesumme stëmmen!

Der Stad Lëtzebuerg hir Positioun wäerte mer beschwätzen an hu mer schonn a ville Gremie beschwat - ech kucken den Här Eicher, am Syvicol - a jiddweree kennt ons Positioun. Jo, mir hunn nun eemol dee Corps, deen den Här Hahn ganz gutt beschriwwen huet, deen eenzege professionelle Corps vu Pompjeeën. A mir wëllen a mir verstéi ganz gutt - a wa mir an där Plaz wieren, géife mer d'nämlecht reagéieren, sou wéi elo de Minister, sou wéi de Minister virduen -, dass een och op Landesplang wëllt eben déi Qualitéit hunn. An ech ënnersträichen „Qualitéit“!

Mir wëllen, an dat ass eis Positioun, mir wëllen eben duerch dat, wat mer an deene ville Joren opgebaut hunn, dass mer déi Qualitéit och kënnen um Landesplang hunn. A mir wäerten alles maachen, fir dozou bäizedroen.

An dem Minister Kersch seng Interpretatioun, dass spéitstens bis 2021 mer och derbäi sinn, dat ass déi richteg! A bis dohinner ass Zäit a mir wäerten och an dësem Haus nach Geleeënheet kréien, doriwwer ze schwätzen. Onst eenzege Zil ass, dass mer national - a mir wäerten dobäi hëllefen - déi nämlecht gutt Qualitéit kréien; wéi all déi, déi virun eis waren, an och déi, déi elo do sinn, sech vill Méi ginn hunn, fir dat opzebauen.

A wa mer dofir hei kënnen an dësem Haus op eng grouss Ënnerstützung zielen an och op e Verständnis fir eis Positioun - dat ass keng negativ, ganz au contraire, et ass eng extrem po-





sitiv -, da wier ech ganz frou. Dofir wollt ech awer dat hei och nach soen, fir eis Position an där do Saach ze klären: Déi also nëmmen eng ganz positiv ass, war, ass an och wäert sinn!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. De Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert gefrot. Ech ginn dervun aus, dass et Parole après ministre ass.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Voilà. Ech wollt just e puer Prezisioune ginn. Ech wollt soen, an der Period virdrun, dass do regelméisseg Reunionne ware mat der Stad Lëtzebuerg, mam Här Helminger, an dass och regelméisseg Kontakter waren iwwert dee Finanzmodell, dee mer hei ausgeschafft hunn, fir dat Ganzt hei ze finanzieren.

Dass natierlech do aner Diskussiounen vläicht stattfont hu wéi haut, dat ass normal, well den Dossier sou au fur et à mesure weidergaangen ass. Mir haten eng global Iddi, an dat ass dat, wat d'Madamm Polfer elo gesot huet, fir en héichwäertegt Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Dat gëtt jo och heimat realiséiert. Mä et soll een ophalen, hei Polemik ze maachen. Et soll ee kucken, hei geet et em d'Saach. An, ech fanne, mir hunn alleguer wärend méi wéi zéng, 15 Joer un deemselwechte Projet geschafft a mir solle frou sinn, dass mer en haut an d'Chamber erakriegen. Dat ass dat, wat wichteg ass, an dat ass dat, wat d'Leit jo gären hätten.

De Leit ass et egal, wa se blesséiert sinn, wie se siche kënnen, ob dat ee vun der Protection civile ass oder vun de Pompjeeën. Si hätte gären Hëllef. An et ass dat, wat d'Politik hei soll maachen. An dat, mengen ech, maache mer mat deemem Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dervun aus, dass d'Diskussioun domat ofgeschloss ass a mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6778 kënnen iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6778 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass mat 60 Jo-Stëmmen, also eestëmmeg...

**(Applaudissements)**

...eestëmmeg verofschit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas,

Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech froen dann nach d'Chamber, ob se d'accord ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

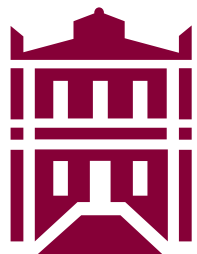
**(Assentiment)**

Dat ass esou décidéiert.

Mir ginn eis da Rendez-vous d'nächst Woch e Mëttwoch fir déi nächst Sëtzung. Villmools Merci. Kommt gutt heem!

An d'Sëtzung ass eriwwer.

**(Fin de la séance publique à 18.05 heures)**



## SÉANCE 9

MERCREDI,  
9 DÉCEMBRE 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

## 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

## 2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

## 3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

## 4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°145 du 9 décembre 2015 de M. Claude Wiseler relative à la proposition de constituer un groupe des petits pays européens dont la population est inférieure à un million d'habitants dit le «G9», adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Claude Wiseler intervient)

Question n°146 du 8 décembre 2015 de M. André Bauler relative à l'engagement d'art-thérapeutes au sein de l'Éducation nationale, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. André Bauler - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°147 du 8 décembre 2015 de Mme Cécile Hemmen relative au manque présumé de titulaires assurant les cours sportifs de la LASEP, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Cécile Hemmen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°148 du 9 décembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative au service oncologie du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé

et

Question n°149 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Mergen relative à la confusion d'échantillons de biopsies mammaires au sein du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- M. Gast Gibéryen, Mme Martine Mergen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°150 du 9 décembre 2015 de Mme Josée Lorsché relative à la directive ayant pour but de porter à 40% la part du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances

- Mme Josée Lorsché - Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances

Question n°151 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au service d'intervention d'urgence par voie d'hélicoptère, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- Mme Martine Hansen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°152 du 9 décembre 2015 de M. Max Hahn relative à l'accord avec l'ACEL sur les modifications des bourses étatiques pour études universitaires, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- M. Max Hahn - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

## 5. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

## 6. 6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels,

aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

3) le titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce

- Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot

- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, M. Guy Arendt, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la restructuration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et notamment de la présence des bureaux de poste

- Exposé: M. Félix Eischen

- Débat: M. Claude Haagen, Mme Joëlle Elvinger, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (M. Gast Gibéryen intervient, M. Félix Eischen pose une question)

## 8. 6858 - Projet de loi concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant

1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;

2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot (M. Gilles Roth pose une question), M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (M. Laurent Mosar pose une question)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 9. 6911 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014

- Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)

- Vote sur la résolution (adoptée)

## 10. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 de la Cour des Comptes

- Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)

- Vote sur la résolution (adoptée)

## 11. 6911 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014 (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Claude Meisch et Mme Lydia Mutsch, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 14.01 heures)**



## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Setzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Premierminister?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, Här President, dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass dat esou akteiert.

## 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Setzung abruucht gi sinn, ass un d'Sensibilitäten an un d'Fraktiounen verdeelt ginn.

### Communications du Président - séance publique du 9 décembre 2015

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'administration parlementaire:

**6920** - *Projet de loi portant approbation de la Décision du Conseil de l'Union européenne du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne (2014/335/UE, Euratom)*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 01.12.2015

**6921** - *Projet de loi portant:*

1) *modification du Code d'instruction criminelle;*

2) *modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;*

3) *adaptation de la procédure pénale face aux besoins liés à la menace terroriste*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 02.12.2015

**6922** - *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 03.12.2015

**6923** - *Projet de loi portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle et des chargés d'enseignement à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle, 2. fixation des modalités et du déroulement du cycle de formation des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle à l'Institut de formation de l'éducation nationale, 3. création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.12.2015

**6924** - *Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.12.2015

**6925** - *Projet de loi modifiant la loi du 13 septembre 2012 portant 1. création d'un pacte climat avec les communes 2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.12.2015

3) *Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:*

*Demande de pétition publique n°587 - Réintroduction de l'étiquetage L pour les conducteurs débutants en véhicules classe B/BE en période de stage*

Dépôt: M. Laurent Hurt, le 02.12.2015

*Demande de pétition publique n°588 - Pour une surveillance accrue des modes d'abattage*

Dépôt: Mme Judicaële Bodet, le 06.12.2015

*(Tous les documents peuvent être consultés à l'administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

D'Présidentekonferenz huet deen Ordre du jour virgeschloen, deen Der zougestallt krut, mat där klenger Annerung, déi zënter dem Donneschdeg proposéiert ginn ass.

Ass d'Chamber mat där doter Version un dem Ordre du jour, wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, d'accord?

### (Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Mir fänken dann och direkt mat deem éischte Punkt vun der Dagesuednung un, enger Froestonn un d'Regierung. Dir wësst, dass ofwiesend Majoritéit/Opposition oder emgedréit déi Fro stellen, dass de Froesteller zwou Minutten huet an dass d'Regierung véier Minutten huet.

Wa Froe quasi deeselwechte Wuertlaut hunn, da gi se als eng betruucht. Wann awer Nuancen dra sinn, géif ech lech bieden, dass mer dat e bësse méi flexibel handhaben, wann zwou Froen zu engem äänleche Sujet, awer net genee d'selwecht sinn.

An d'Wuert huet elo direkt mat där éischter Fro den Här Claude Wiseler. Déi Fro riicht sech un de Premierminister an handelt sech em de sougenannten „G9“. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

## 4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°145 du 9 décembre 2015 de M. Claude Wiseler relative à la proposition de constituer un groupe des petits pays européens dont la population est inférieure à un million d'habitants dit le «G9», adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Während enger Pressekonferenz mam japanesche Premier huet de Lëtzeburger Premier deklaréiert, hie wëilt en „G9“ vun de klenge Länner organiséieren, dat heescht Länner mat manner wéi enger Millioun Awunner, also zum Beispill Monaco, Andorra, Liechtenstein, San Marino, Island an esou weider.

Dës Initiativ huet munchereen erstaunt, vun Ben Fayot ugefaangen, dee kloer vun enger Bourde, engem grouse Feeler, schwätzt, bis zum Jean Asselborn, dee weder informéiert nach averstane war mat dëser Initiativ an dat och ëffentlech dobaussen zum Ausrock bruecht huet.

Dës Initiativ ass erstaunlech, nodeem datt während Jorzéngte Premierministere wéi de Pierre Werner, de Gaston Thorn, de Jacques Santer, de Jean-Claude Juncker alles gemaach hunn, fir datt Lëtzebuerg op Aenhéicht mat gréissere Länner kéint schwätzen. Si waren all der Meinung, datt, ze suggeréieren, datt d'Zuel vun den Awunner e Kritär fir international Relatiounen kéint sinn, riskéiere géif, eis an d'veiert diplomatesch Divisioun zréckzeschécken!

Ech hunn dofir acht Froen ze stellen un de Premierminister:

1) Éischt Fro: ob niewent engem vage Solidaritéitsbekenntnis mat klengere Länner et nach iergendeng aner diplomatesch Zilsetzung fir esou en Treffé gëtt,

2) ob et en iergendwellechen diplomateschen zwéngende Grond gëtt, esou eng Initiativ unzékënnen op engem Treffen tëschent dem japanesche Premier an dem Premier vun Land, wat d'EU-Présidentschaft huet,

3) ob dëst eng Initiativ vun Premier eleng war oder ob se au préalable mat der Regierung ofgeschwat war,

4) wéi d'Regierung funktionnéiert, wann an aussepolitische Froen den Ausseminister eegenen Aussoen no net informéiert war vun esou enger Initiativ,

5) ob de Premierminister dem Ausseminister seng Meinung deelt, datt dës Initiativ kéint falsch interpretéiert ginn a Lëtzebuerg an e Club vu Klengen zréckféiere kéint,

6) ob dës Initiativ schonns laang virbereet war oder spontan esou agefall ass, an am Fall wou se laang virbereet ass, firwat se net mam Ausseminister ofgeschwat war,

7) ob d'Invitatiounen schonn erausgeschéckt sinn an ob de Premier gedenkt, se bäizebehalen, a schlussendlech 8) ob de Premier net mengt, et wär méi sennvoll, e G7 vun de Finanzplazen, e G5 vun den Entwécklungshëllefslänner, e G10 vun de Satellitensektorslänner oder e G8 vun de Logistikplazen zesummenzeruffen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. An den Här Statsminister huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig, dass ech am Kader vun enger Pressekonferenz mam Shinzo Abe gesot hunn, dass ech envisagéieren, eng Reunion vun deene méi klenge Länner an Europa ze organiséieren. Dass mir méi en enke Kontakt mat Länner wéi Zypern, Malta, Island fleegen, ass net aussergewéinlech an och absolutt an onsem Intérêt.

Mir hunn och punktuell gemeinsam Intérète mat anere manner grouse Länner, déi den Här Wiseler hei spezifesch zitéiert, an Europa, an deen Échange ass och wichteg! Eis enorm Verdéngschter op europäeschem an internationalem Niveau sinn doduerch net a Fro gestallt!

Lëtzebuerg huet den Ament d'Présidence vun Conseil vun der Europäescher Unioun a mir investéieren immens vill Méi, Energie a Ressourcen an déi Présidence, déi mer als Land och geleescht hunn. Ech muss soen, dass ech nach geschlechter zu Bréissel ganz vill Luef kritt hunn, och vis-à-vis vun der Lëtzeburger Présidence, an erlaabt mer och dofir, de Beamten e ganz, ganz grouse Merci dofir ze soen!

D'selwecht hu mer och, Här President, d'lescht Joer mat enormer Energie an eis Präsenz am UN-Sécherheitsrot investéiert, an d'Resultatass, dass och eis Ambassadrice zu New York eng nei Tache uvertraut kritt huet vum Generalsekretär och vun der UN.

Mir sinn en unerkannten internationale Partner, an dat steet net zur Diskussioun! Gläichzäitig brauche mir bilateral Bezéiungen, déi iwwer konventionell Strukturen erausginn. An dat ass och net nei, Här President!

Ech gesinn an engem Mount de Regierungschef vu Liechtenstein an ech wäert mat him zum Beispill iwwert den „level playing field“ a Steierfroen diskutéieren, wat aus Lëtzeburger Siicht an europäescher Siicht net vu Muttwëll ass.

D'Expressioun vun „G9“ war natierlech e Clin d'œil am Kontext, wat och d'Press jo och zitéiert huet, wou ech dat gesot hunn. Eng nei Struktur oder eng nei Institutioun wäert net geréint ginn!

En Échange mat anere Stats- a Regierungschefen, Här President, gehéiert zu mengen Aufgaben als Premier. An ech wäert däers och nach weider organiséieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech stellen awer just fest, datt déi meescht Froen net beantwort sinn!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Notamment déi vun de Relatiounen mat der Regierung an dem Ausseminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn an der Froestonn a mir sinn net bei der Question élargie.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mä wann ee Fro stellt, hätt ee gär Äntwerten, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir kennt d'Reglement gradesou gutt wéi ech, Här Wiseler, an Dir wësst,...

### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

...wat Der deementspriechend kéint ennerhuelen. Merci.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Keng Äntwert ass och eng Äntwert, dat ass richtig!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools. An d'Wuert huet elo direkt den Här André Bauler mat enger Fro un den Erziehungsminister iwwert d'Konschttherapeuten.

- **Question n°146 du 8 décembre 2015 de M. André Bauler relative à l'engagement d'art-thérapeutes au sein de l'Éducation nationale, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un de Schoul- an Héichschoulminister stellen. Hei am Land sinn eng Rei Leit als Konschttherapeut tätég. Si kënnen souwuel am sozialen, schoulesche wéi och am klinesche Beräich tätég sinn. D'Uni stellt en DESS aus, also en Diplôme d'études supérieures spécialisées en art-thérapie. Och gëtt et hei zu Lëtzebuerg an dësem Beräich

Fuerschung, an zwar an Zesummenaarbecht oder mat der Ennerstëtzung vum Fonds national de la recherche.

Ma de Stat géif den Diplom awer nach net unerkennen, weder de MENJE nach d'Santé géife Leit mat dësem Diplom an hire verschiddenen Institutiounen astellen, krut ech gesot.

Dofir meng Froen un den Här Schoul- an Héichschoulminister:

Stëmmt et, datt den Diplom vum Konschttherapeut hei am Land net staatlech unerkannt ass?

Enner wat fir enge Bedéngunge kënnen Konschttherapeuten am Beräich vun der Éducation nationale schaffen? Sinn dat fest Kontrakter oder gi si als Experte bezuelt?

Kënnen Konschttherapeuten och am Kader vun de sougenannten „équipes pluridisciplinaires“ agestallt ginn?

Schaffe Konschttherapeuten och fir den Office national de l'enfance?

An zu gudder Lescht wollt ech nach froen: Gëtt dru geduecht, fir fest Posten am Beräich Konschttherapie ze schafen, virum allem, well déi schoulesch Bevëlkerung ëmmer méi hétéroclite, ëmmer méi ënnerschiddlech gëtt?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den Här Erziehungsminister huet direkt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Deputéierten André Bauler stellt eng ganz Rei vun interessante Froen ronderëm d'Konschttherapeuten, ronderëm Musetherapeuten. An effektiv wësse mer, datt dat eng Approche ka sinn, fir datt virum allem mat Kanner, mat Jugendlechen, déi ganz oft e ganz villfälteg problematescht Bild opweisen, ka sennvoll geschafft ginn, therapeutesch ka geschafft ginn, mä och a Schoule respektiv a Betreungsstrukture ka geschafft ginn.

An dofir ass dat och ee vun de Weeër, déi gaange ginn, sief et an de Schoulen, sief et a spezialiséierten Instituter, sief et awer och iwwert den Dispositif vum Office national de l'enfance.

An enner anerem, an déi Fro stellt Der jo, iwwerhëlt den ONE och Therapien am Beräich vun der Konschttherapie, am Beräich vun der Musetherapie. Wann den Therapeut en deementspriecheden Agrément och huet a wann deen Zousaz, wann déi Therapie dann awer och passend ass an der Problematik eben och entsprécht, da kann den ONE dat matfinanzéieren.

Haut ass et an der Regel esou, datt de Konschttherapeut, de Musetherapeut e Basisdiplom als Psycholog huet, plus awer nach eng Zousazausbildung an deem dote Beräich.

Dee ganzen Domän, dorop wëll ech hiweisen, an dat géif awer elo hei an der Äntwert ze wäit féieren, mä dat kéint Der nokucken, gëtt nei geregelt an dem Gesetz vum 14. Juli 2015 iwwert d'Profession de psychothérapeute, wou och déi dote Beruffer nei matgeregelt wäerte ginn.

An der Éducation nationale hu mer och Leit, déi eng Ausbildung hunn, dann allerdéngs och erëm eng Zousazausbildung als Konschttherapeut. Do ass et oft esou, datt d'Grondausbildung déi ass vum Educateur respektiv vum Psycholog an dann eben eng Zousazausbildung nach derbäikom ass.

Mir hunn zwee Musetherapeuten an der Éducation différenciée schaffen. Mir hunn ee Musetherapeut och an der Logopädie schaffen. Mir hunn och zwee Konschttherapeuten an den Équipes multiprofessionnelles schaffen a mir hunn och nach e Konschttherapeut, besser gesot eng Konschttherapeutin iwwer e Contrat d'expert, also en externe Kontrakt, dee momentan esou gestréckt ass, hu mer an eise Schoulen intervenéieren.

Also, de Gros dovunner, dat si fest Poste beim Stat. Allerdéngs kéint een net direkt mat engem Diplom als Konschttherapeut dohinner, mä et muss een eben en aneren Diplom virweisen.

Do wëll ech awer och verweisen op d'Reform an der Fonctioun publique, well do jo duerno de Rekrutementsprozess hermo e ganz aneren ass. Do rekrutéieren mer entweder op Basis vun engem Bachelor oder vun engem Master. An do gëtt manner prezisiéiert, wat een dann als Spezialiséierung brauch, bei der Ausschreibung, soudatt do vill méi breet kann ausgeschriwwen ginn. Also, och Leit, déi eng spezifesch konschttherapeutesch Ausbildung hunn an e Bachelor respektiv e Master doranner hunn, kënnen postuléieren fir déi dote Posten, soudatt also och an Zukunft et nach méi ein-





fach wäert sinn, fest Posten an der Éducation nationale an deem dote Sënn ze besetzen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Erziigungsminister. Mir kommen zu där nächster Fro, déi vun der Madame Cécile Hemmen kënnt a sech un deeselwechten Erziigungsminister riicht, dee vläicht net brauch zréckzegoen,...

**(Interruption et hilarité)**

...iwwert de Manktum un Titulairé fir d'LASEP-Sportscoursen. An d'Madamm Hemmen huet d'Wuert.

- **Question n°147 du 8 décembre 2015 de Mme Cécile Hemmen relative au manque présumé de titulaires assurant les cours sportifs de la LASEP, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci villmools, Här President. Här Minister, ech mengen, et ass lech net onbekannt, dass niift dem Sportsunterricht an der Schoul de Sport ausserhalb vun der Schoul och eng ganz wichteg an eng ganz grouss Roll soll spille bei eise Kanner an dass besonnesch d'LASEP-Coursen, d'Course vun der Ligue des Associations Sportives de l'Enseignement Primaire, déi Coursen, déi do organiséiert sinn, dass déi och extrem beléift sinn an och eng ganz wichteg Roll an der Bewegungs- an och an der Sporterziigung vun eise Kanner spillen.

Doriwwer eraus kann een d'LASEP-Coursen och gesinn als eng Bréck tëschent dem Sport an der Schoul an awer och dem Sport an de Veräiner. A ganz dacks ass dat awer och d'Sprangbriet, fir verschiddene Kanner emol de Goût ze ginn, fir an d'Sportsklubb eranzegoen, well se eben an deene LASEP-Coursen ganz vill verschidde sportlech Aktivitéite kennelieren.

De Lien vum Sport zu der Gesondheet respektiv der Liewenshygiène en tant que tel maachen och op dëser Plaz net - ech mengen, dat ass allgemeng bekannt.

Elo ass et awer esou, dass et vu Joer zu Joer méi schwéier gëtt, fir Titularen ze fannen, fir dës LASEP-Sportscoursen ze halen. Dës Stonne sinn awer, wann et der da gëtt, ganz gefrot, gutt besicht an och ganz beléift bei de Kanner. 60 Gemenge bidden aktuell LASEP-Sportscoursen un, fir méi wéi 6.000 Kanner. Aner Gemenge géifen dat och ganz gäre maachen, mä et feelt awer, wéi gesot, un Titularen.

Fréier hu vill Schoulmeeschteren dës Stonnen, déi jo ausserhalb vun de Schoulstonne sinn, selwer gehalen. Si goufen och dofir entschiedegt. A mam Schoulgesetz vun 2009 gouf den Enseignanten dann och nach d'Méiglechkeet gebueden, LASEP-Coursen an hir Tachen opzuehuele respektiv och als Iwwerstonnen ze verrechnen.

Den Interessi beim Léierpersonal hält sech awer leider staark a Grenzen a géifen et keng Externen ginn, déi op déi LASEP géifen zréckgräifen, kéint ee wuel iwwerhaupt guer keng där Sportscoursen méi organisieren.

Ech weess als Buergermeeschtesch vun der Weiler Gemeng vu wat ech schwätzen, well déi Coursen, déi mer bei eis an der Gemeng säit dräi Joer erëm kënnen ubidden, sinn näamlech nëmmen duerch den Asaz vun esou externen a gutt motivéierten Titulairé méiglech, déi a ville Fall eng Formulatioun vun der nationaler Sportschoul hunn a vun der LASEP an eegene Crash-Coursen virbereet goufen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Hemmen, Dir misst zur Konkusioun kommen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Ech komme bei meng zwou Froen.

Här Minister, wat gedenkt Der ze ennerhuelen, fir déi beschriwwen Situatioun ze verbessern? An denkt Der, wann ech gelift, driwwer no, fir d'Attraktivitéit eventuell vun de LASEP-Coursen bei de Schoulmeeschteren a bei de Léierinnen ze verbessern? A wa jo, wéi géift Der dat eventuell maachen?

Merci. Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hemmen. An d'nächste Kéier oppassen, fir d'Zäit anzehalen, fir d'Froen ze stellen, well et ass eng Froestonn!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech vu kengem ugezweifelt, dass d'LASEP eng wonnerbar Aarbecht mécht queesch uechtert d'Land, dass mer eigentlech net genuch Initiativen hunn, wou Kanner sech bewegen, sech sportlech kënnen betäegen, wou se kënnen an d'Sportswelt schnuppere goen, déi eng oder déi aner Sportsaart emol eng Kéier teste goen, ier se sech vläicht fest en-

gagéieren, eng ganz Ausrüstung kafen an eng Memberskaart an eng Lizenz an iergendengem Sportsveräin maachen.

Hei ass dat e ganz flotte Wee, well et och an de Schoulen ass, well d'Kanner souwisou all Dag doeran- an erausginn. Well se zum Deel och dat Personal kennen, sief et dat vun de Schoulen oder vun de Maison-relais oder aner Intervenanten, denken ech, ass de Lien do oder de Sprong do, fir sech iwwerhaupt emol sportlech ze betäegen, sécherlech méi no, wéi direkt an e Veräin ze goen. An do sinn ech ganz no bei all deem, wat d'Madamm Hemmen hei dévellopiert huet.

Mir hu momentan 6.084 Kanner, déi an de Sportstonne vun der LASEP queesch uechtert d'Land matmaachen. Dat geet awer nëmmen Dank engem groussen Asaz vu 500 verschiddenen Dirigenten, dat iwwert déi 60 Gemengen, wéi Der och gesot hutt. Ingesamt maachen dat 577 Leçons hebdomadaires aus, déi do gebuede ginn. Dat, denken ech, ass awer eppes, wat considérable ass, wou wierklech och do d'Schoule respektiv mat deenen aneren Akteuren, déi mëttlerweil eng Hand matupaken, de Kanner ausserschoulesch Aktivitéite bidde vu ganz héijem Niveau an also ganz wäertvoll Aktivitéiten.

Haut ass et esou, dass déi 577 Wochestonne vun 300 Enseignanté matgeleescht ginn. Mä Dir hutt et richtig gesot: "Éleng d'Enseignanten, déi dat dote maachen, déi ginn net duer, fir dee ganze Kader do mat ofzedecken. An duerfir ass et esou, dass déi 577 Wochestonne vun 300 Enseignanté mat erakommen, virun allem d'Éducatrices an d'Éducateurs vun de Maison-relais.

Dat fannen ech awer och, muss ech soen, ganz sénnvoll a begréissenswäert. Et ass jo och do ee vun den Uknäppungspunkten tëschent der formaler an der nonformaler Bildung, wann ee sech selwer d'Wuert gëtt, deen ee kënnt aus deem enge Secteur deen anere kënnt aus deem anere Secteur: „Kommt mir maachen eppes wéi d'LASEP zesammen.“ Dat fannen ech éischer ze begréissen, wéi dass dat mer géif leeddinn.

Mir hunn och, an Dir hutt et richtig gesot, d'Méiglechkeet, dass och d'Enseignanten déi zousätzlech Aktivitéiten, déi se do leeschten, iwwer eng Iwwerstonn bezuelt kréien, wéi mer et am Schoulmeeschtesch-Fachjargon nennen, oder dass se et an hir Tache agebaut kréien. Do läit et dann un den Enseignanten, fir dat ze decidieren.

Ech denken, dass mer do den Enseignanten de maximale Choix loossen, fir se méi ze encouragéieren, dat nach ze maachen. Dat heescht, wa se d'Stonn agebaut kréien an hir normal Tache, dann ass et eng normal Unterrechtsstonn, déi jo awer net schlecht bezuelt ass.

Ech wëll do nach awer eng Kéier drop hiweisen: Mir si ganz frou, wann d'Enseignanten dat dote maachen. Mir mussen awer och wëssen, dass all Stonn, déi se ausserhalb vun hirer normaler Tache als Enseignant dann halen, hale se jo och manner an der Schoul. An dat vergréisert awer nach eng Kéier en Défi, deen mer an der Schoul hunn, fir esou mann wéi méiglech verschidden Intervenante während der Schoulzäit bei de Kanner ze hunn, well doduerjer de Risque méi grouss ass, dass déi eng oder déi aner Schoulstonn nach eng Kéier vun engem aneren zousätzlechen Intervenat geleescht gëtt. Soe mer, am Cycle 4 ass dat vläicht net esou grav! Mä am Cycle 1 am Cycle 2 wëlle mer jo awer probéieren, dass net ze vill verschidden Intervenanten iwwert den Dag do dorannerkommen. An deem Sënn begréissen ech et eigentlech och, dass déi extern Hëllef do kënnt, virun allem vun den Éducatrices an d'Éducateurs vun der Maison relais.

Mir ennerstëtzen op vill Aart a Weisen, iwwert déi doten Aart a Weis, wéi déi Stonne kënnen bezuelt ginn, d'Aktivitéite vun der LASEP, awer och soss, do, wou mer kënnen, fir Promotioun ze maachen, fir Aktivitéiten och logistesche kënnen ze ennerstëtzen.

Ech weess, dass ganz vill Gemengen do grouss Efforte wierklech maachen an ëmmer nees probéieren, d'Aktivitéite vun der LASEP, déi regel-méisseg, déi a Wochestonnen am Wochekader agebaut sinn, mä awer och emol déi extraordinär Evenementer, déi och ëmmer ganz flott sinn, fir d'Kanner zum Sport hin ze bewegen, dass déi groussaarteg do ennerstëtzt ginn. An ech denken, dass dat och onbedéngt muss weidergoen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Minister. Domat wär och d'Fro iwwert d'LASEP beäntwert.

Mir kommen zu där nächster Fro, wat eigentlech zwou Froen sinn zu - viraussiichtlech - deemselwechten Thema, well dat net méi preziséiert ass. Déi éischt Fro kënnt vum Här Gast

Gibéryen an dréit sech em d'Problemer vum Service, deen zoustänneg ass fir d'Kriibsdgnos am nationale Gesondheetslabo. An déi nächst Fro zum selwechte Sujet kënnt vun der Madamm Martine Mergen an dréit em eng angeblech Verwiesslung vun engem Échantillon am Rumm vun enger Kriibsdgnos.

Ech géif da chronologesch virgoen an den Här Gast Gibéryen huet d'Wuert fir d'Éischt an dann direkt duerno d'Madamm Martine Mergen. An d'Gesondheetsministesch, un déi sech d'Fro riicht, kritt Sputt jee nodeem, wéi no oder wéi wäit déi Froen auseenaner sinn.

- **Question n°148 du 9 décembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative au service oncologie du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et**

- **Question n°149 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Mergen relative à la confusion d'échantillons de biopsies mammaires au sein du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Déi Fro leie ganz no beieenen, well et sinn zweemol déiselwecht Froen, déi ech wollt stellen. Ech mengen, mir sinn aus der Press haut gewuer ginn, dass opgrond vun Analysen, déi am Labo vertosch gi waren, eng Fra eng falsch Kriibsdgnos kritt huet.

Déi Fra huet elo praktesch siwe Woche missen an Angscht liewen, si hätt Broschkriibs, a si war entscheet schon, fir an der Belsch operéiert ze ginn. An do sollt am Fong dann eng radikal Operatioun stattfannen, wou awer dunn decidéiert ginn ass, fir eng minimal Operatioun ze maachen. An deen Tumor, deen do erausgeholl ginn ass, ass dunn an de Labo geschéckt ginn, wou festgestallt ginn ass, dass et kee Kriibs wier.

Et ass dunn erausfonnt ginn, dass et zu enger Vertoschung komm ass hei am Lëtzebuerger Statslaboratoire vun den Donnéeën vun zwee Patienten. An duerfir muss een awer och soen, dass déi Persoun, wéi se gäre wollt en DNA-Test maachen, ob esou eng Verwiesslung stattfont hätt, relativ vill Problemer, laut hiren Aussoen, hat, fir iwwerhaupt hei vum Lëtzebuerger Labo déi Informatiounen, dat Analysmaterial ze kréien, fir kënnen deen Test ze maachen.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Ministesch: Ob d'Madamm Ministesch vun deem Virfall do Bescheed weess, ob eng Enquête intern an d'Haus geluecht ginn ass, wéi et iwwerhaupt méiglech ass, dass esou eng Verwiesslung konnt virkommen an ob dorauer dann déi Konkusioune gezu ginn, an deem Mooss dann ergraff ginn, fir dass an Zukunft esou eppes net méi däärf virkommen, wat am Fong all Mënsch sech haut erwaart, dass an engem moderne Laboratoire, mat moderne Méiglechkeeten, esou eppes iwwerhaupt net däärf virkommen, wéi iwwerhaupt esou eppes kéint virkommen.

An ofschréissend dann awer och nach, wat d'Regierung gedenkt ze maachen, fir dass dat net méi soll virkommen.

A wat sinn d'Rechter iwwerhaupt vun engem Patient, wann dee gären d'Donnéeën vum Statslaboratoire hätt, déi hie betreffen, wéi an deem Fall, wat net esou einfach war, fir dass déi Persoun drükent?

Eiser Meenung no misst dat awer eng Normalitéit sinn, dass jiddwereen e Recht hätt op seng Donnéeën, a fir dat och an engem vernünftegen Zäitraum ze kréien.

Ech soe Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Mergen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro ass äänlech, awer net gradesou. Ech hu mech gutt renseignéiert. Menger Meenung no läit de Fall net gradesou, wéi den Här Gibéryen elo gesot huet, awer äänlech.

Haut de Muere war an engem Interview op RTL eng Fra, déi opgrond vun enger falscher Diagnos vum Statslabo mat enger gesonder Broscht operéiert gouf. Menge Renseignementer no huet et sech do em e Problème d'étiologie gehandelt. Dat heescht, d'Prouwe goufe verwiesselt. Op där Biopsie, déi am Spidol am Ausland gemaach gouf - dat war dat nämlecht Spidol, wou d'Fra finalement déi minimal-invasiv Chirurgie krut -, huet sech erausgestallt, dass et eng guttaarteg Tumeur war.

D'Fra huet doropshi probéiert, mat de Responsable vum Statslabo ze schwätzen, mä, hiren Aussoen a menge Renseignementer no, gouf et op deem Plang beträchtlech Kommunikatiounsproblemer! Et huet zwou Woche gedauert, ier reagiert gouf, de Feeler entdeckt

an zougig gouf a schlussendlech Gespréicher mat der Fra stattfont hunn. Et gouf och eng Lettre d'excuses gemaach.

Déi gutt Nouvelle ass déi - déi Fro hat ech mer direkt gestallt -, dass déi Fra, där hire Broschkriibs et eigentlech war, dorobberhin och identifizéiert konnt ginn a behandelt, well et war jo eng Prouf mat Kriibs an eng oui.

No deem neie Gebai, deem neie Gesetz an där neier hochkaräterer Equipe am Statslabo wier ze hoffen, oder war ze hoffen, dass et géif endlech zu enger Verbesserung vun de Services vun dëser Administratioun kommen. Ech verweisen hei op meng an anere Kolleegen hir multipel parlamentaresch Froen an der Vergaangenheet. D'Madamm Minister huet op verschiddene Plazen e puermol deklaréiert, dass d'Qualitéit eng steigend an d'Délaien eng fallend Tendenz géifen opweisen.

Meng Froe sinn deemno haut déi folgend: Handelt et sech hei em en Eenzelfall oder sinn aner äänlech gelagert Fäll bekannt? Ass et an der Suite vun dësem Zwéschefall zu enger Revisioun vun der Procédure d'étiologie tagéiert? Kann d'Madamm Minister an Zukunft esou Verwiesslungen ausschléissen? An drëttes: Huet de Statslabo sech suite zu dësem graven Evenement eng aner Aart a Weis ginn, fir mat besuergte Patienten ze communicéieren?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Mergen. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Gesondheetsministesch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Ech wollt fir d'Éischt deenen zwee honorabelen Deputéierte Merci soen, dass se mer Geleeënheet ginn, fir op dese bedauerleche Virfall hei anzegoen.

Effektiv goufen am Abrëll dës Joer am Laboratoire National de Santé zwee Biopsie-Échantillone vun zwee Tumeur-Patienten duerch e falschen Étiquetage verwiesselt. Ech bestätegen also dese Virfall, deen hei vun deenen zwee Deputéierten duergeluecht ginn ass.

Deen een Échantillon war guttaarteg an deen aneren Échantillon war béisaarteg. D'Patientin, vun där mir hei haut schwätzen, huet sech, nodeems si gesot krut, hir Tumeur wier béisaarteg, zu Louvain operéiert gelooss. Dobäi krut si eng minimal-invasiv Operatioun un der Broscht gemaach an och e Lymphknuet ënnert dem Arm ewechoperéiert. No enger Analys heivun an der Belsch gouf festgestallt, dass d'Tumeur guttaarteg war. De Professor an der Belsch huet der Patientin proposéiert, en DNA-Test ze maachen. An dofir gouf d'Material vun der Biopsie aus dem LNS ugefrot an domadder de Constat vun de Faite gemaach.

Bon, et sinn hei eng ganz Rei vu Froen gestallt ginn am Zesammenhang mat der Operatioun: Ass d'Patientin duerch de Feeler vum LNS operéiert ginn? Wéi eng Traitementer krut se gemaach?

Bon, wat ech wëll ervirsträchen, ass, dass d'Tumeur och am Fall, wou se net béisaarteg gewiescht wier, hätt missen erausoperéiert ginn. Wat awer richtig ass, dat ass, dass dee Lymphknuet, deen erausoperéiert ginn ass, net hätt missen operéiert ginn, wann déi Verwiesslung do net stattfont hätt. D'Patientin krut, an dat ass och hei scho gesot ginn, net d'Broscht erofgeholl an et gouf och keng chemesch Behandlung gemaach, woubäi ech awer op alle Fall net wëll domadder dat minimiséieren, wat geschitt ass, scho guer net ze schwätze vum psychologesche Schued, deen déi betraffe Persoun erlidden huet.

Et sinn hei och eng ganz Retsch vu Froen gestallt ginn am Zesammenhang mat den interne Prozeduren, wéi d'Personal involvéiert war, wéi dat konnt geschéien a wéi iwwerhaupt d'Traçabilitéit ass.

Ech wëll dofir direkt soen, dass d'Reaktioun vum LNS immédiate war. Dat heescht, d'Analys vun der Situatioun ass direkt geschitt. Nodeems de Feeler, d'Verwiesslung vun den Échantillone sech den 3. Juni confirméiert huet, huet den LNS dese Feeler direkt uerkannt an d'Doktere vun der Patientin informéiert, de Patholog vu Louvain grad wéi och d'Patientin selwer.

Deeselwechten Dag, also den 3. Juni, koum de Comité de direction zesumme fir eng ausserordentlech Sëtzung mat alle Cheffe vun den Departementer. En Ordre de justification gouf un déi zwee zoustänneg Techniker geschéckt. Den Dag drop huet de Comité de direction extraordinaire weider Mesurë geholl. Et koum zu



enger Restriktion vum den Aktivitéit vum den zwee Techniker. Een Techniker ass direkt vum allen Activités de routine zrëckgezo ginn, an zwar bis zu senger Re traite am Oktober. Een Techniker ass ënner Supervision permanente vu senger Hierarchie am Laboratoire fir d'Formation continue, an dat bis zum heitegen Dag.

Eng nei Kopie vum Rapport modifié gouf vum de Patholog vu Louvain geschéckt. D'Patientin huet en offiziellen Entschëllegungsbréif vum der Direktioun vum LNS zougestallt kritt. De Ministère de la Santé war ageboun an informéiert iwwert déi doten Démarchen.

Fir mech ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, e ganz grouse Réckschlag fir den LNS, dee vun 2014 un haart dru geschafft huet an enorm Effort gemaach huet, fir de Fonctionnement an d'Prozedure konsequent ze professionaliséieren am Haus.

Ech wëll lech just e puer Beispiller dovunner ginn. D'Délaie vum den Äntwerten hu sech eleng innerhalb vu sechs Méint ëm 1,8 Jours ouvrables verbessert, wat am Fall vu Biopsie-Resultater enorm wichtig ass. D'Zuel vum den Analysen, déi an d'Ausland geschéckt ginn, konnt reduzéiert ginn, well am Haus eng Opstellung gemaach ginn ass, dass se gutt konnten hei gemaach ginn. Et goufen nei Tester agefouert vum der Pathologie moléculaire. D'Participatioun vum Tester tëschent de Laboratoire ass développéiert ginn, zesumme mat amerikaneschen, franséschen an norwegeschen Experten, wat och ganz wichtig ass fir d'Qualitéit vum den Tester.

De Service vum de Pathologen ass innerhalb vum aacht Méint carrément verduebelt ginn, soudass mer elo vu sechs op zwielef opgestockt hunn an eigentlech e ganz professionnelle Fonctionnement vum deem Service assuréiert hunn. Den LNS participéiert och aktiv un den Tumorboards, déi mat alle Spideeler hei am Land fonctionnéieren a wou déi Best-Practice-Beispiller och ausgestoscht gi mam Ausland.

Et gëtt e Memorandum of understanding mat der Bio-Bank. Et ass den Échange mat den Dokteren hausintern verbessert ginn. Eng Étude de satisfaction, déi ganz rezent gemaach ginn ass, weist, dass praktesch 80% - 79,...% - vun de Patienter ganz zefridde si mam Fonctionnement vum Service an och mat der Aart a Weis, wéi se informéiert ginn iwwer hir Resultater.

Mir wëllen et awer net dobäi beloossen. Mir mussen weiderhin a kontinuéierlech schaffen. Ech ginn dovunner aus, op alle Fall ass et mer net bekannt, dass et aneschters gelagert wier, dass dat heiten en Eenzelfall ass, e ganz bedauerlechen Eenzelfall!

Dir hutt mat all deem, wat Der gesot hutt, recht. Ech bedauern dat zudéifst. Mä mir mussen weider dorunner schaffen, dass sech den LNS zousätzlech professionaliséieren kann, an dat, mengen ech, virun allem, wat d'Kommunikatioun mat de Patienten ugeet, well ech kann nëmme confirméieren, dass dat net optimal an deem Fall gelaf ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir kommen dann zu der nächster Fro, déi kéint vum der Madamm Josée Lorsché un d'Ministesch fir Chancëgläichheet iwwert d'Quoten, wat d'Geschlecht ugeet, an de Verwaltungsréit. An d'Madame Lorsché ass schonn do.

- **Question n°150 du 9 décembre 2015 de Mme Josée Lorsché relative à la directive ayant pour but de porter à 40% la part du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Madamm Minister, haut um 20. Gebuertsdag vum Chancëgläichheitsministère féiert natierlech kee Wee laanscht d'Thema vun engem méi équilibréierter Representatioun vu Männer a Fraen a wichtige Gremien. Méi speziell geet et ëm eng europäesch Direktiv, déi de 14. November 2012 vum der Europäescher Kommissioun proposéiert ginn ass. An där Direktiv goug et drëms deemools, bis zum Joer 2020 e Mindestundeel vu 40% Frae respektiv 40% vun ënnerrepresentéierte Geschlecht an de Verwaltungsréit vu boursécotéierten europäesche Firmen ze erreechen.

Nodeems d'EU-Parlament sech am Joer 2013 hannert dëst Direktiv gestallt hat, ass den Dossier awer duerno am Conseil vum de Memberstate blockéiert ginn, bis datt d'Direktiv ënner lëtzebuergescher Présidence nees ganz aktiv ugepaakt ginn ass. Lëtzebuerg huet notament e konsensfähige Kompromiss proposéiert

an huet och versicht, Däitschland, wat jo normalerweise e ganz zilstrebege Akteur ass an der Fro vun der Chancëgläichheet, fir dat Land mat an d'Boot ze kréien.

Virgëschter awer elo, de 7. Dezember 2015, ass am Europäesche Conseil vum de Sozial- an Aarbechtsministere awer nees e Revirement virkomm, mam Resultat schlussendlech, datt et net zu engem Accord konnt kommen.

Well Dir, Madamm Minister, dës Kéier déi éischte Kéier do derbäi waart als Ministesch vum der Chancëgläichheet - Dir hutt um Conseil deelgeholl a wësst dowéinst och, wéi déi Verhandlung konkret ofgelaf sinn -, wëilt ech dräi Froen un lech riichten.

1. Wat sinn eigentlech d'Haaptgrënn vum deem Échec? Wéi ass et zum Revirement komm, leider grad ënner eiser Présidence?

2. Wéi schätzt Dir d'Perspektiven a puncto Ëmsetzung vum der Direktiv an der Zukunft an, virun allem am Hibleck op déi hollännesch Présidence, engem Land, wat jo net grad ganz bekannt ass derfir, datt et an der Fro vun der Chancëgläichheet op deem Punkt scho vill gemaach huet?

3. Loosst Dir lech bei der Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplang fir Chancëgläichheet vun deem Échec beaflossen, oder haalt Dir un Är Richtung fest, wuel wëssend, datt et sech jo hei just ëm ee vu ville Punkten aus deem Aktiounsplang handelt?

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Ministesch fir Chancëgläichheet, d'Madamm Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Merci, Här President, an och der Madamm Lorsché fir dës Fro. Ma d'Gläichstellung tëschent Männer a Fraen an der Prise de décision war eng Prioritéit vum der Lëtzebuergescher Présidence am Beräich vun der Chancëgläichheet. Haaptsächlech an der Économie hu mer et op Décisiounsposte mat engem flagrante Déséquilibre tëschent Männer a Fraen ze dinn, zuongonschte vun de Fraen, wuelverstanen.

Et gëtt eng ganz Rei vun Argumenter, firwat mer an der Prise de décision économique op e bessere Mix tëschent Männer a Fraen hischafen: Diversitéit vun Talenter, Aarbechtmethoden an Erfahrungen, méi Motivatioun vu gemischten Equippen, besser Resultater vun den Entrepreneuren an net zulescht och gudd Schoulofschloss vun de Fraen.

Ech denken, dass mir och heibannen e ganz breeden Accord hunn, wat den Objektiv vu méi Égalité dans la prise de décision ugeet. Mä d'Geeschter scheede sech nun eemol iwwert d'Methoden, also iwwert de Wee, fir dëst gemeinsam Zil beschmeiglech ze erreechen.

D'Regierung ass der Meenung, dass et kee Wonnermëttel an deem Kontext gëtt. Mir brauchen eng Mëschung vu verschiddene Messuren, e Mix aus bonne Pratique um Terrain a legale Bestëmmungen, e Mix, deen op fräiwëlle Engagement setzt, awer deen och contraignant Elementer huet, wann et muss sinn.

Dofir setze mer eis an heiheem, awer och an Europa. An dësse Message ass och mat agefloss an d'Konklusiounen iwwert d'Égalité entre hommes et femmes dans la prise de décision, déi ech virgëschter dem EPSCO-Conseil presentéiert hunn an déi meng europäesch Ministerkollegen à l'unanimité ugeholl hunn. Ech sinn doriwwer ganz, ganz frou.

Ech hat och bis zum Schluss d'Hoffnung, dass mer während eiser Présidence d'Diskussiounen iwwert déi Proposition de directive „Women on Boards“, déi déi honorabel Deputéiert d'Madamm Lorsché elo grad ugeschwat huet, zu engem Accord kéinte bréngen. Mir hunn iwwert de Summer an deem Dossier e Kompromësstext ausgeschafft. Mir hu ganz vill dorunner geschafft, fir haaptsächlech deene Länner entgéintzekommen, déi Schwierigkeete mam Text haten, opgrond vun hirer schonn existenter respektiver nationaler Legislatioun.

Déi iwwerschaffte Flexibilitätsklausel, déi elo um Dësch loung, déi hätt et genee deene Länner erlaabt, fir awer flexibel Ëmsetzungsméiglechkeeten ze hunn am Kontext vun dëser Direktiv. Dofir ass et ëmsou méi onverständlech an enttäuschend, dass verschidde grouss Länner de leschte Méindeg hir Reserven net konnten ophiewen an dass et net duergaangen ass, fir déi néideg Majoritéit qualifizéiert ze kréien.

Dat ass wierklech ze bedauern, well en Accord hätt eng wichteg Signalwirkung gehat a wär och e wäertvolle Schratt a Richtung méi Gläichstellung tëschent Männer a Fraen an der Prise de décision gewiescht. Et wier wierklech en Zeeche gewiescht, dass mir Politiker et fäerdigbréngen, contraignant Texter ze bréngen do, wou et noutwendeg ass. Mä et sollt awer net sinn. An et muss an deem Fall sinn, well déi

Progrësen, déi mer an de leschte Jorzénge opgrond vun deene vill geprisene fräiwëllege Effort ënnerholl hunn, si leider nëmme minimal gewiescht an hunn eis net dat Resultat ginn, wat mir gäre gehat hätten.

Ech bleiwen awer, fir och op déi Fro ze äntwerthen, fir d'Zukunft virsichteg optimistesche, wat en eventuellen Accord ugeet, well mer awer zwee weider Länner konnt mat eisem Kompromësstext op eis Linn kréien: Portugal (veuillez lire: Éisträich) an d'Tschechesch Republik. Domadder sinn 13 Länner elo scho fir de Kompromësstext, a vläicht kënnen mer do nach eng dropleeën.

Elo iwwergeri mer also den Dossier un déi hollännesch Présidence mam Appui, wéi Der gesot hutt, Madamm Lorsché, vum Europaparlament, dat ganz engagéiert an där doter Fro ass, a vun der Europäescher Kommissioun an engem ganzen Rëtsch vu Memberstaten.

Ech wëll ofschléissend och soen, dass d'Zesummenaarbecht souwuel mat den zoustännege Kommissioun vum Europaparlament wéi och mat der zoustännege Kommissioun eng ganz partnerschaftlech a konstruktiv war.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

An da komme mer zur virleschter Fro vun de Mëtteg vun der Madamm Martine Hansen un d'Gesondheitsministesch a se geet iwwert den Asaz vum Helikopter am Rettungsdéngscht.

- **Question n°151 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au service d'intervention d'urgence par voie d'hélicoptère, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. De leschte Weekend ass e schwéieren Accident tëschent Huldang an der Wämpërhaart geschitt. De SAMU ass ageschalt ginn an, obwuel den Transport mam Auto wesentlech méi laang dauert - et sinn zirka 43 km vun Ettelbréck bis dorobber - an dem Asaz vum Helikopter, wéi aus der Press ze liesen war, laut de Verantwortleche vun der SAMU-Koordinatioun vun Ettelbréck näischt am Wee stoung, ass trotzdeem, op Décisioun vum Dokter hin, den Auto geholl ginn!

Wéi mer alleguer wëssen, kënnen Minutten an esou engem Accident iwwer Liewen an Doud decidéieren! An dat virun allem och, well bei esou engem Accident de Patient net onbedéngt nëmme muss an déi nooste Klinik, wat an deem Fall scho relativ wäit fort war, mä och nach eventuell an eng méi spezialiséiert Klinik gefouert ginn.

An deem Kontext wëilt ech der Madamm Minister gäre folgend dräi Froen stellen:

Éischtens: Kennt d'Madamm Minister d'Problematik? Et ass jo net déi éischte Kéier, wou esou Situatiounen oprieden a wou déi och an der Effentlechkeet thematiséiert ginn.

Zweetens: Si mer am Moment hei zu Lëtzebuerg esou organiséiert, datt all Patient déiselwecht Rechter huet an och vun dëse ka profitéieren, egal wou e wunnt, egal wou een en Accident huet? Ass d'Madamm Minister, déi jo verantwortlech ass fir de SAMU, genuch bei de Reforme vun de Rettungsdéngschter mat agebounen, fir dëst an Zukunft zumindest kënnen ze verhënnern?

Huet d'Madamm Minister - déi drëtt Fro -, d'Prozeduren, déi bei esou engem Asaz oflafen, schonns am Detail analyséiert? Sinn Adaptatiounen virgesinn, fir esou eng Situatiounen an Zukunft ze vermeiden?

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Gesondheitsministesch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. De Service médical d'urgence, SAMU genannt am Sproochgebrauch, besteet aus dem Asaz vun engem Noutfalldokter, an en ass secondéiert duerch en Infirmier-Anesthésiste, déi op der Plaz sinn, wann e groussen Noutfall ass. Bon, et geet drëm, wéi et hei scho richteg gesot ginn ass, fir e Patient, deen e Risque vital huet, esou schnell wéi méiglech liewenserhalend ze begleeden a Moosnamen ze huelen, dass en esou schnell wéi méiglech op eng Plaz kéint, wou e ka gehollef kréien. Dat ass den Challenge.

Am Ufank, an dat ass nach guer net esou laang hier, war den Auto respektiv e Gefier deen eenzege Moyaen de transport, fir den Dokter an den Infirmier op d'Plaz ze bréngen, wann en Noutfall ebe war. No 2000 ass mat der Kreatioun an dem Ausbau vun der Luxembourg Air Rescue den Helikopter derbäikomm.

De SAMU huet mat Sécherheet zu enger grou-

ser Verbesserung bäigedroen, wann et drëms goug, bei schwéieren Accidenter Liewen ze retten. Den Asaz vum Helikopter verbessert nach weider d'Asazméiglechkeete ganz kloer am Intérêt vum Patient.

Bon, de SAMU-System, deen iwwerengs zu engem vun de performantesten a ganz Europa hei zu Lëtzebuerg gehéiert, wéi en elo bei eis mat sengen zwee Systèmes de transport, also engem Gefier an dem Helikopter, besteet, ass en indispensable Service am Déngscht vun den Noutfällen.

Ech géif gären och op dëser Plaz deene verschiddenen Intervenante, Médecin, Anesthésiste, an och den Infirmieren an och der Luxembourg Air Rescue an dem 112 an der Protection civile en härezeche Merci soen, well si duerch d'Bänk eng enorm gutt Aarbecht hei leeschten.

Ech muss allerdéngs als Gesondheitsminister op e puer Punkten agoen, déi verbessert mussen ginn an déi och à l'origine si vun deene Froen, déi hei gestallt gi sinn.

Den Ament läit d'Décisioun exklusiv beim Dokter, ob ee mam Auto op eng Onglécksplaz fiert oder ob ee mam Helikopter flitt. Wéi gesot, den Ament gëtt praktesch ëmmer de schnellsten, den - tëschent Guillemeten - „richtege“ Moyaen de transport vum Noutdokter gewielt, wéi eis souwuel d'Luxembourg Air Rescue wéi och den 112 confirméieren. Mir sollen also do net generaliséieren.

Wann en Dokter eng - tëschent Guillemeten - „falsch“ Décisioun hëlt, dann ass hien och dofir responsabel, esou wéi dat bei aneren Décisiounen, déi hie bei all sengen Interventiounen hëlt, och de Fall ass. Well en Dokter allgemeng eng Obligation de moyens huet, fir säi Patient beschmeiglech en charge ze huelen, sinn ech der Meenung, dass kee Problem ka gesi ginn, dass den Helikopter, no novollzéibare Kritären, dorénavant vum 112 erausgeschéckt gëtt, esou wéi den Asaz och am Ausland net ka refuséiert ginn, wann d'Kritäre stëmmen.

Ech wëll awer och betounen, dass, wann een dat Ganz wéilt änneren, dass een dann en anere Leitstellsystem brauch beim 112. An dee gëtt am Moment vum Ministère de l'Intérieur nei opgebaut mat groussen Investissementer a mat ganz vill Energie, wat eis och herno à même setzt, fir eng besser Informationsgrondlag ze hunn a fir méi cibléiert kënnen virzegoen.

Dofir brauch een och den Accord vun de SAMUs-Dokteren, fir dee System ze änneren. An ech hunn dofir zesumme mam Intérieursminister decidéiert, fir en Tour de table mat alle Bedeelegten ze maachen. Do gehéieren dann och d'Services de secours dobäi, d'AMMD, de Collège médical, fir dass sech eng Situatioun wéi déi, déi elo grad hei beschriwwen ginn ass, an der Zukunft net méi ka widderhuelen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mer kommen dann direkt zur leschter Fro. D'Fro kéint vum Här Max Hahn, riicht sech un de Statssekretär am Héichschoulministère an et geet ëm d'Studentebourssen.

- **Question n°152 du 9 décembre 2015 de M. Max Hahn relative à l'accord avec l'ACEL sur les modifications des bourses étatiques pour études universitaires, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Jo, Dir hutt et gesot, meng Fro riicht sech un de Staatssekretär Marc Hansen. Et geet hei ëm d'Studienbäihëllefen. Dir wësst et, mir hu fir d'Rentrée 2014-2015 deene neie System vu Studienbäihëllefen hei am Haus gestëmmt. An och deemools ass hei scho gesot ginn, dass et zu Upassung géif kommen. Dat hu mer rezent an der Press matkritt. Et ass och en Accord fonnt gi mat de Studentevertreieder vun der ACEL.

Et soll notament drëms goen, fir déi Sozialbourse an d'Mobilitéitsbourse unzepassen, no uewen unzepassen. Wat d'Mobilitéitsbourse ugeet, gëtt vun 22,5% no uewe geschwat. Ech denken, dass dat eppes ass, wat ganz am Intérêt vun eisem Lëtzebuerg Land ass, well dat ass jo eigentlech dee Kritär vun de Bourssen, dee soll derfir suergen, dass d'Motivatioun nach méi grouss ass, fir och an d'Ausland ze goen. A mir wëssen et, dass ee Studium am Ausland, beispillsweis Wien, München, Paräis, Bréissel, méi deier ass, wéi wann een heiheem zu Lëtzebuerg bleift, fir dës Studien ze maachen an dass et och fir Lëtzebuerg ganz wichtig ass, fir deen Know-how vun auslänneschen Unien hei mat op Lëtzebuerg ze bréngen.

Déi aner Bourse, déi gehuewe soll ginn, dat ass déi sozial gestaffelt Bourse. Mir sinn eis eens, dass d'sozial Selektivitéit héichgehal muss ginn an dass mer dofir mussen suergen, dass déi Studenten, déi et am meeschte brauchen, och am meeschten Hëllef vum Stat kréien.



D'Fro konkret un den Héichschoulstatssekretär ass: Wéi ass et zu deem heite Choix komm?

An an deem Sënn géif ech lech Merci soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ma da ginn ech d'Wuert direkt un den Héichschoulstatssekretär, wéi den Här Hahn dat gesot huet, weider. Här Statssekretär, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Accord, deen hu mer effektiv d'lescht Woch fonnt mat der ACEL. An ech kann dem Deputéierten Hahn dann och déi heiten Informatiounen mat op de Wee ginn - fir et dann eng Kéier ganz séier ze soen: D'Bourse besteet am Moment aus véier Elementer, der Bourse de base vum 2.000 Euro; der Bourse de mobilité vum am Moment 2.000 Euro; der Bourse sociale, déi opgedeelt ass no verschiddenen Akommeskategorien vum den Elteren, an dann nach eng Bourse familiale vu 500 Euro. An da kommen dobäi natierlech och nach d'Frais d'inscription, déi bezuelt ginn.

Mir hu bei der Bourse de mobilité 2.450 Euro dorauer am Moment an deem Accord fonnt, wat mer herno jo och a Gesetzestexten musse schreiwen: 22,5% Augmentatioun.

Da geet d'Bourse sociale an deene verschiddene Kategorien och an d'Luucht. An dee substantziellen Deel dovunner ass eben an der ënneschter Kategorie, wou et eng Augmentatioun ass vu 26,7%: Dat sinn 800 Euro, déi mat dobäikommen.

Mir hunn decidéiert, d'Bourse de base do sinn ze looswen, wou se ass an deem doten Accord an d'Bourse familiale och. Datselwecht géllt fir d'Frais d'inscription.

Wéi d'Reform gemaach ginn ass, war et natierlech d'Uleies, fir ze kucken, dass jiddwereen an deem Land kéint studéieren goen, dat souwuel hei am Land wéi am Ausland, wéi dat och an der Lëtzebuurger Traditioun ass, egal aus wat fir engem Kontext e géif kommen. Dofir hu mer dann och elo, wou mer déi ganz Saach ugaange sinn, eng Etüd gemaach, zesumme mat de Studenten, mat dem ILReS, fir och eng Kéier d'Besoin feststellen, fir dass mer och kéinten en connaissance de cause nach eng Kéier eng Adaptatioun maachen, well mer an der Transparenz ëmmer gesot hunn, dass mer dat mat de Studente géife maachen an no engem Joer och eng Evaluatioun géife maachen. An dee Prozess hu mer dat lescht Joer gemaach, fir déi Donnéeën ze kriegen a fir dann och déi Adaptatiounen ze diskutieren.

D'Bourse sociale hu mer ganz bewusst do gehuewen, well et erauskum an den Diskussiounen mat de Studentevertrieder, dass grad an deenen enneschte Kategorie vum dem Akommes vun den Elteren déi Studenten awer nach am meeschte Suergen hätten, fir kënnen studéieren ze goen. An dofir hu mer och nach eng Kéier eng Adaptatioun gemaach, déi an deene Kategorien am stärkste gegriff huet.

Et geet nämlech drëm, an de Kategorien - ënnert dem Mindestloun si mer 26,7%, duerno ass et 23,1% oder 20,5% an der Kategorie zwëschen annerhalffmol de Mindestloun an zweemol de Mindestloun -, fir ebe grad an deenen akommeschwaachste Famillje kënnen ze garantieren, dass d'Studente kënnen hir Studien och maachen am Ausland.

D'Bourse de mobilité hu mer an d'Luucht gehuewen och aus engem ganz erkläerleche Grond. Bei eiser Etüd, déi mer gemaach hu mat dem ILReS, kum och dobäi eraus, dass bei de Studenten, déi am Ausland sinn, ronn 45% vun hire Moyenen, déi se hunn, an de Logement géife fléissen. An dee Logement, deen ass, deemno wouhin ee geet, natierlech relativ héich. Dat geet vun 350 Euro an den Nopeschregiounen bis awer och op 700 Euro oder 800 Euro, deemno wou ee studéieren geet. Fir nëmme Stroossbuerg ze nennen, do leie mer da bei ronn 460, 470 Euro. An dat kann awer nach an d'Luucht goen. A well dee Logementsdeel am Ausland awer esou e wichtege ass, hu mer gesot, mir géifen do eng Adaptatioun maachen op där Bourse de mobilité. Dowéinst kum et zu deenen doten zwou Adaptatiounen.

Dat ass am Accord gemaach gi mat de Studentevertrieder vun der ACEL, déi dat doten och esou kënnen novollzéien an déi och dovunner ausginn, dass, wann déi Adaptatioun gemaach ginn, dass mer dann de Besoin vun de Studente konnten entgéintkommen an dass da jiddweree ka studéieren goen, egal aus wat fir engem Kontext e kéint.

Dat bedeit dann och an der Zesummenaarbecht (veuillez lire: am Zesummespill) téschent Bourse de mobilité a Bourse sociale an der ënneschter Kategorie, wann een d'Kritären all erfüllt, eng Erhéijung vu ronn 1.250 Euro, wat awer substantziell ass, an ech mengen, dann

och op deene Punkten deene Studenten entgéintkënn, déi wëlle studéieren goen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

## 5. Ordre du jour (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Statssekretär. Ech wollt lech da proposéieren, op Wonsch vun der Regierung - de Justizminister muss ganz schnell, esou schnell wéi méiglech op Bréissel fueren -, fir den Ordre du jour liicht ze inverséieren. Mir hu mat deenen eenzelne Fraktiounen geschwat, do ass kee gréisser Widersproch an et handelt sech jo bei deem Projet, fir deen den Här Justizminister zoustänneg ass, ëm e Basismodell. Mir géifen dann d'Heure d'actualité iwwert d'Restrukturierung bei der Post direkt hannendrun huelen.

An d'Wuert huet dann, wann d'Chamber elo näischt dorunner auszesetzen huet...

### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ech géif dem Rapporteur vum Projet - ech muss dat och elo kucken -, vum Projet 6718, der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Kontabilitéit an deene klengen Entrepreneuren, d'Wuert ginn. An dat ass keen anere wéi den Här Franz Fayot.

## 6. 6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

### 1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

### 2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

### 3) le titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce

#### Rapport de la Commission juridique

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen, Léif Kollegen, léif Membere vun der Regierung, ier mer also iwwert d'Post schwätzen, muss Der nach e bëssen Droit comptable iwwer lech ergoe looswen. Ech probéieren, dat relativ züeg ze maachen.

Mir schwätzen hei, am Kader vun deem Projet de loi, iwwert d'Transpositioun vun enger Direktiv. Dese Projet de loi huet zwee Voleten. Deen een, dat ass d'Transposition minimale vun der Direktiv, haaptsächlech am Sënn vun enger Erliichterung vun de kontabel Regele fir Kleng- a Mëttelbetriber. An deen zweete Volet ass de sougenannten „country-by-country reporting“ fir verschidden Obligatiounen aus der extraktiver Industrie.

De Projet de loi hei huet, wéi gesot, mat Kontabilitéit ze dinn. Dat ass eppes, woumat all Entreprise konfrontéiert ass, ob se kleng, mëttel oder grouss ass. A wann een d'Kontabilitéit méi einfach mécht, ass dat och eng Aart a Weis, fir den Entrepreneurat ze ënnerstëtzen, haaptsächlech am Mëttelstand. Dat mécht dese Projet de loi an dofir ass en och ze begréissen!

Kleng, mëttel, grouss Betriber ginn definéiert ënnert der Direktiv en fonction vun dräi Kritären: éischtens dem Émsaz, zweetens dem Total vum Bilan an, drëtzens, der Zuel vun de Salariéen. D'Direktiv an och eben de Projet de loi gesi vir, dass minimal Uspréich besti fir kleng Betriber. Et ass souguer och eng Optioun fir Microentreprisé virgesinn an der Direktiv, déi awer allerdéngs elo nach net ëmgesat ginn ass. An déiselwecht Dispositiounen spillen och fir Gruppen. Dat ass näischt Revolutionäres, dat hu mer och elo schon am Kontesgesetz vun 2002. Mä déi Kritäre sinn e bësse méi breet a mir hunn déi och op eng maximal Aart a Weis ëmgesat, soudass mer u sech och do eppes fir d'Kompetitivitéit vun eise Mëttelstand maachen.

Dës Direktiv schreift sech natierlech och an eng europäesch Démarche an. Et handelt sech, wéi gesot, ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, déi zwou al Direktive vun '78 an '83 ofschaaft. An et geet hei och am Kär ëm eng Stimuléierung vun europäesche Wuesstum duerch eng Erliichterung vun administrativen Opwand fir

kleng Betriber, mä och ëm eng Harmoniséierung vun den nationale Gesetzter, fir e bessere Vergleich am Niveau vun der Europäescher Unioun méiglech ze maachen.

Bei eis hate mer schon esou wäit wéi méiglech déi Ënnerstëtzung ënner Form vu Simplification administrative fir Betriber, fir kleng Betriber gemaach, doduerch dass mer verschiddenen Optiounen, déi ënnert de Kontabilitéitsdirektive méiglech waren, ëmgesat hunn.

Här President, léif Kolleginnen, léif Kollegen, wéi gesot, dést Gesetz proposéiert u sech eng minimalistesch Ëmsetzung vun der Direktiv duerch verschidden Upassungen um Gesetz iwwert d'Gesellschaft vum 1915, och vum Code de commerce, mä an der Haaptsaach vum Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert d'Kontabilitéit, wat jo de Sëtz vun eise Droit comptable ass.

Bei dem Gesetz kënn och nach e Règlement grand-ducal derbäi, deen d'Form vum Bilan a vum Compte de profits et pertes adaptéiert. De Bilan gëtt manner geännert wéi de Compte de profits et pertes, deen op eng relativ substantziell Aart a Weis geännert gëtt an dee sech da künfteg ënner Form vun enger Lëscht presentéieren wäert.

Mir kruten och gesot, dass d'Regierung un engem anere Projet schafft, deen eng Réforme d'envergure vum Droit comptable virhëlt. Ech si sécher, dass de Minister wäert dorobber agoen. Dozou gehéieren insbesonnesch dann eng Approche, déi Approche Bottom-up, déi ënnert der Direktiv zréckbehalte gëtt, an och eng Moderniséierung vun der Terminologie.

Mä fir sech Zäit ze ginn, fir des Reform op eng kohärent Aart a Weis ze maachen, ass mat deem Projet dat Néidegst gemaach ginn an eben an deenen Délaien, déi relativ enk sinn. Wëssend, dass des Regele sollen ab dem 1. Januar 2016 gellen, ass eben elo, wéi gesot, eng Transposition de minimis vun deser Direktiv hei gemaach ginn.

Här President, ech géif elo gäre kuerz op déi parlamentaresch Aarbecht zu deem Projet de loi agoen. De Projet ass déposéiert ginn de 15. September 2014. Mir kruten dunn am Summer, am Juli den Avis vum Statsrot. Et sinn och eng Partie Avice komm vun der Chambre de Commerce, vun dem Ordre des Experts-comptables a vum IRE, déi och analyséiert gi sinn. Mir hunn dunn an der Commission juridique den 23. September dee Projet hei ënnersicht, zesumme mam Avis vum Statsrot, an de 7. Oktober eng Lettre d'amendement erausgeschéckt zu deem Projet de loi.

Et waren eng Rei Oppositions formelles vum Statsrot, haaptsächlech weinst onkompletter Ëmsetzung vun der Direktiv, déi awer relativ einfach konnte geléist ginn. Et ass och vun deem Avis vum Statsrot profitéiert ginn, fir awer trotzdem e puer Nobesserungen zum initiale Projet ze maachen.

Ech géif der hei gären e puer nennen, ouni ze vill an d'Detailer vun deem dach ganz technesche Projet ze goen. Mir hunn, éischtens, eng uniform Definitioun vum Term „significatif“ agefouert an de Projet. Dat ass fir Leit, déi e bëssen eppes vu Kontabilitéit kennen, e wichtege Term, well en u sech déi Informatiounen identifizéiert, déi relevant sinn, wann een e Bilan liest. D'Direktiv huet esou eng Definitioun an déi hu mer och tel quel adoptéiert.

Da kann een nach ervirhiewen, dass den Institut vun de Réviseurs d'entreprises wéi och de Statsrot proposéiert hunn, eng Optioun ze adoptéieren, déi u sech d'Regroupements d'entreprises au sein d'un groupe proposéiert. Dat ass eng Regel, déi eng Kontabiliséierung an deem Grupp virgesäit, déi verschidden Incidences huet, och steierlech, dat heescht, déi mécht, dass ee keng sougenannten „Découverte“ muss maache vu Plus-valuen, wat, wéi gesot, och steierlech Konsequenzen huet. Mir hunn och dunn decidéiert, déi Période d'amortissement vum Fonds de commerce op maximal zéng Joer unzehiewen. Dat ass eng Optioun, déi d'Direktiv och offréiert.

An da schlussendlech géif ech gär nach op e wichtege Punkt agoen, dee mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn. Dee betrëfft den Artikel 66 vum Gesetz vun 2002 iwwert d'Publikatioun vun de Participatiounen. Mir hunn zréckbehalen, conformément zum Avis vum Statsrot a vum Ordre des Experts-Comptables, dass SOPARFlen - dat heescht, dat si Gesellschaften, déi Participatiounen halen - déi Participatiounen mussen verëffentlechen, obwuel se dat ënnert deenen neie Règles comptables net hätte misse maachen. Well Dir kennt déi dräi Kritären: Total vum Bilan, Total vum Émsaz, Total vum Salariéen. Natierlech sidd Der bei SOPARFlen do ëmmer an engem klengen oder mëttlere Betrib, well Der ni zwee vun deenen dräi Kritären erfëllt.

Et ass dofir decidéiert ginn u sech sur base vum Prinzip vun der Image fidèle, en „opt-out“ un-

zehuelen, dat heescht, fir trotzdem zréckzebehalen, dass d'SOPARFle mussen hir Participatiounen publizéieren. Mir hu gemengt, dass et an Zäite vun Transparenz, och vu Steiertransparenz, wichtege wär, fir dese Prinzip zréckzebehalen a fir ebe weider en annexe zu de Konte vun deene Gesellschaften déi Participatiounen ze publizéieren.

Här President, den zweete Volet vun deem Projet de loi - ech hunn e bësse Problemer hei mat mengem Compteur; ech weess net esou richtig, wou ech dru si mat menger Zäit -...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gitt einfach Gas!

### (Hilarité)

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.**- Voilà! Den zweete Volet vum Gesetz bezitt sech op den „country-by-country reporting“. Dat heescht, dass Betriber, déi eng gewësse Gréisst hunn an déi täteg sinn am Beräich vun der Extraktioun vu Buedemschätz an och an der Forstwirtschaft, Bezuelunge vu méi ewéi 100.000 Euro mussen an engem spezielle Rapport deklaréieren. Dat sinn Antikorruptiounsregeln, déi natierlech absolut ze begréisse sinn, déi zu Lëtzebuerg eng relativ kleng Incidence hunn. Et ass u sech haaptsächlech ee Grupp dovunner betraff, deen dat awer scho säit längerer Zäit fräiwëllig mécht.

Et ass just hei an deem Kontext ze bedauern, dass et ewéi an esou munch anere Beräicher keen „level playing field“ gëtt, well d'Amerikaner zwar den Dodd-Frank Act vun 2010 hunn, an dass awer déi Regel, déi dat soll implementéieren, vun der Industrie dohannen attackéiert ginn ass an och ausser Kraaft gesat ginn ass, soudass mer hei als Europäer erëm eng Kéier allein auf weiter Flur sinn, wéi an esou munch anere Beräicher och.

Här President, ech kommen elo zu engem Schluss. Mir hunn deemnächst och an der Chamber nach eng Diskussioun iwwer e weidere Projet de loi, deen d'Kontabilitéit betrëfft, dat ass den 6868 iwwert d'Publication d'informations non financières, deen eng aner Direktiv vun 2014 Ëmsetzt. Et geet hei ëm d'Verëffentlechung vun netfinanziellen Informatiounen an därer iwwert d'Diversitéit a groussen Entrepreneuren an a grouse Gruppen.

Dat ass e wichtege Projet, deen d'gesellschaftlech Verantwortung vu Betriber an de Mëttelpunkt stellt: Banken, cotéiert Gesellschaften an Assurancé mat méi wéi 500 Employéé mussen an Zukunft relevant Informatiounen zu hirer Politik iwwer gesellschaftlech Responsabilitéit, iwwer Ëmwelt- a Sozialenjeuen, mä och Mënscherechter a Kampf géint d'Korruptioun mat hire Konte verëffentlechen. Och hei bleift d'Konta also net bei dréchenen Zuelen, an dat ass gutt esou!

Här President, ech géif ofschléissend gären de Kollegen aus der juristescher Kommissioun Merci soe fir d'Aarbecht op deem Projet de loi. Ech géif och gären dem Minister a senge Beamte Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht am Kader vun deem Projet de loi, dann och den Accord vu menger Fraktioun heizou ginn a Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet direkt den Här Léon Gloden.

### Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt och vu menger Fraktioun aus dem Rapporteur Merci fir de schrëfflechen a mündleche Rapport. Aus menger fréierer Zäit als Rapporteur vun esou Projete weess ech, datt dat net déi „sexiest“ Projete sinn. Se sinn awer wichtege fir eis Finanz- a Businessplaz.

Ech wollt elo op eng Rei Saachen agoen, mä vu datt de Minister e bëssen ënner Zäitdrock ass an ech net ka verantworten, datt en de Code de la Route violéiert, fir op Bréissel ze kommen, ginn ech heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Gloden. An d'Wuert huet dann direkt d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Jo, Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wollt weinstens en häerzleche Merci un de Rapporteur Franz Fayot ausdrécken. Hien huet mat immens vill Kompetenz an Ausdauer sech un deen do Projet de loi ginn, dee ganz technesch ass, dee ganz komplex ass. A quitte datt mer duerch dee Projet och eng flott Diskussioun hatten an der Commission juridique, denken ech, datt et wichtege ass, hei nach eng Kéier ze ën-



nersträchen a Merci ze soe fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport an och den Accord vun der grénger Fraktioun heimadder ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Loschetter. An d'Wuert huet elo direkt den Här Guy Arendt.

► **M. Guy Arendt (DP).**- Merci, Här President. Léif Kollegen a Kolleginnen, ech si frou, datt mir dese Projet haut nach virum Enn vum Joer stëmme kënnen. Mir hunn zwar wuel de fixéierten Délai, fir d'Europäesch Direktiv 2013/34 bis den 20. Juli ëmzesetzen, verpasst, mä déi nei Dispositiounen kënnen awer nach, wéi virgeschriwwen, ab dem 1. Januar 2016 applizéiert ginn.

Dofir wëll ech och direkt dem Rapporteur, dem Franz Fayot, Merci soe fir seng gutt Aarbecht a säin exzellente schrëftlechen ewéi mëndleche Rapport.

D'Direktiv, déi mer mam Unhuele vun deem Projet de loi a lëtzebuergesch Recht transposéieren, schreift sech an an de Programm „Mieux légiférer“ an an d'Kommunikatioun „Une réglementation intelligente au sein de l'Union européenne“ vun der Europäescher Kommissioun. Besser légiférieren oder méi intelligent reglementéieren heescht an deem Fall virun allem, d'Kontabilitéitsregele speziell fir sougenannten „Microentreprises“ oder kleng Entreprises erhieflech ze vereinfachen.

Zu Lëtzebuerg wësse mer scho méi laang, datt och déi Kleng eng grouss Roll an eiser Wirtschaft spillen. D'Kommissioun huet dat 2008 an hirer Kommunikatioun «„Think Small First“: Priorité aux PME - un „Small Business Act“ pour l'Europe» och unerkannt a wëllt der wuessender Wichtigkeet vun de sougenannten „PMEen“ an der europäescher Wirtschaft méi Beuechtung schenken. D'Direktiv 2013/34 ass eng direkt Konsequenz vun deem Bestriewen.

Nieft de reglementären Entlaaschtunge fir d'PMEen huet d'Direktiv als zweete grouss Volet d'Zil, fir méi Transparenz bei groussen Entreprises ze suergen, déi notament am Beräich vun der Pétrol-, Gas- a Minièresindustrie aktiv sinn oder Bëscher exploitéieren. Hei ass jo dann och zu Lëtzebuerg virun allem ee Betrib ganz besonnesch betrafft.

Et geet drëm, d'Obligatioun anzeféieren, datt déi ugeschwaten Entreprises eng „déclaration pays par pays“ oder „country-by-country reporting“, kuerz BCBR, mussen maachen. Dat bedeit, datt Betriber, déi am Beräich vun de Matières premières aktiv sinn, pro Land mussen opféieren, wat hir Aktivitéite mat deene jee-weilege Regierunge waren, respektiv wat fir eng Paiementer an Héicht vun iwwer 100.000 Euro un déi Regierunge gefloss sinn.

Déi Verflichtung ass einfach erkläert an och duerchass sënnavoll. Et geet nämlech drëm, d'Korruptioun duerch méi Transparenzregelen opzedecken, dëst virun allem an Drëttweltlänner mat villen natierleche Ressourcen. D'Zäit vum staatleche Kolonialismus ass zwar ewell eng Zäitchen eriwwe, an awer wësse mer, datt déi privat Kolonialzäit grad eréischt ugefaangen huet, an dat virun allem op d'Käschte vun deenen Äermsten an de betraffene Länner.

Déi drëtt grouss Innovatioun, déi dese Projet de loi mat sech bréngt, läit am Beräich vun der Responsabilité sociétale des entreprises. Cotéiert Entreprises, Banken an Assurancé mat op d'mannst 500 Salarié mussen an Zukunft uginn, wéi hir Aktivitéiten d'Ëmwelt, d'sozial Standarden, de Respekt vun de Mënscherechter an de Kampf géint d'Korruptioun beaflossen.

D'Demokratesch Partei kann nëmme begrëssen, datt mir mat deem Projet de loi eis Bestriewunge fir eng Reduktioun vu komplizéierte Regulatiounen fir kleng a mëttelgrouss Betriber weiderdriewen.

Natierlech kommen op e puer ganz grouss Betriber elo kleng zousätzlech Efforten duer. Ech mengen, mir sinn eis all eens, datt des awer minimal Méibelaaschtungen engem gudden, wann net souguer onverzichtbaren Zweck zuegronn leien.

An deem Kontext begrësse mir och, datt virgesinn ass, datt d'Kommissioun des nei Oplagen an hir Effizienz regelméisseg evaluéiere wäert. Et soll eis net drëm goen, eis Betriber onnéideg ze belaachten, mä de proportional einfachste Wee zu eisem Zil ze fannen. Sollt et sech eraustellen, datt des nei Regeln net zu manner Korruptioun an net zu méi soziale Fortschreitter féiere sollten, muss deem deementspriedend Rechnung gedroe ginn.

Ofschléissend sief dann nach gesot, datt allen Observatiounen vum Statsrot Rechnung gedroe

ginn an an deemem Projet och ausräichend d'Dispositiounen vun der Direktiv an nationaal Recht transposéiert ginn. Dofir ginn ech och ganz gären den Accord vun der DP-Fraktioun fir d'Unhuele vun deemem Projet de loi a soenlech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet direkt den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Och am Nimm vun der ADR bréngen ech d'Zoustëmmung zu deemem Projet a wëll dem Franz Fayot häerzlech Merci soe fir säin exzellente Rapport.

Ech hunn u sech just eng Remarque ze maachen. Mir soen: „Et ass eng Vereinfachung fir kleng Betriber.“ Dat ass et. Mä och eng Vereinfachung ass eng Verännerung. An obwuel verschidde berufflech Korporatiounen ewéi d'Experts-comptables oder d'Réviseurs d'entreprises schonn 2014 befaasst goufen an hire Rapport gemaach hunn, gëtt et ebe grad an deene kleng Betriber ganz vill Kontabelen, sief et inhouse, sief et kleng Kontabelbetriber, déi mer domat konfrontéieren, datt mer haut, den 9. Dezember, e Gesetz stëmmen, wat den 1. Januar soll a Kraaft trieden. Ech mengen, do ass eppes mat eisem Timing vun den Ofstëmmungen net ëmmer ganz glécklech an net ëmmer ganz praxisingerecht.

Ech soenlech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir soen och dem Rapporteur Merci fir säi Bericht.

Mir wäerten dee Projet de loi och matdroen, well mer mengen, datt en awer e Fortschritt duerstellt an dat och oft eng Revendicatioun vun ONGE war. Mir sinn och frou, datt awer schlussendlech gemierkt ginn ass, datt Sociétés à participation financière net onbedéngt kleng Betriber sinn, an datt den „opt-out“ do spillt. Soss wier et vläicht net onbedéngt am Gesecht vun deemem Projet de loi gaangen. Mä mir wäerten dat elo matstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet dann direkt de Justizminister.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Merci och un d'Chamber fir d'Flexibilitéit fir d'Éischt an och un de Kolleg Etienne Schneider, fir den Ordre du jour kuerz unzepassen. Ech kann den Här Gloden awer berouegen, wann ech an enger Stonn hätt misse fueren, hätt ech nawell de Code de la Route respektéiert.

Ech wëll awer och e Merci lassginn un déi ganz Commission juridique, déi hei wierklech a kuerzer Zäit eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet, an natierlech a selbstverständlech och besonnesch dem Franz Fayot, deen hei net nëmme mat vill Engagement, mä virun allem och mat vill Kompetenz gehollef huet, e Projet virum Enn vum Joer nach zum Ofschloss ze bréngen, dee vun enger héijer Technicitéit ass, wou net all Mënsch op deem doten Niveau an deene Projeten dran ass.

De Franz Fayot huet hei wierklech, wéi ech fannen, eng ganz dévouéiert a gutt Aarbecht geleescht, an et ass och him ze verdanken, dass mer dee Projet nach, wéi vun der Direktiv verlaangt, fir den 1. Januar a Kraaft kënnen triede loosse.

Dat ass den Délai, dee mer gesot kritt hunn duerch d'Direktiv, a mir kréien dee knapps respektéiert, woubäi ech awer net wëll leegnen, wat den Här Reding gesot huet: Selbstverständlech ass dee kuerzen Délai, deen eis elo nach bleift, fir deen een oder anere Betrib mat Upassungsschwierigkeete vläicht verbonnen. Do muss mer derduerch! Ech hu leider keng aner Optioun, déi ech ka presentéieren. Mä ech mengen, och déi Hürd wäerte mer huelen, well ënnert dem Stréch awer am Projet selwer och fir d'Betriber Gewënner am Text stinn. Déi kuerz Zäit, déi mer elo hunn, fir eis unzepassen, ass net d'Schold vun der Chamber. Et ass och vläicht, well dat alles insgesamt e bëssen ze spéit an d'Rulle komm ass. Mä dat ass haut net méi relevant. Ech si frou, dass mer deen Text haut kënnen unhuelen.

Ech wëll just nach zwou Remarquen un dat drunhänken, wat de Franz Fayot, awer och de Guy Arendt scho gesot hunn, nämlech dass mer effektiv elo un engem weidere Projet schaffen, fir eisen Droit comptable an enger méi globaler Revisioun och ze iwwerschaffen. Ech hunn eiser Kommissioun vun den Normes comptables schonn d'Demande ausgeriicht, dass se hir aktuell Reflexiounen sollen elo synthetiséieren, fir dass mer kënnen zu engem Text kommen. Dat ass noutwendig.

A mir hunn - de Franz Fayot huet drop higewisen - nach eng zweet Direktiv, déi och schonn duerch e Projet de loi an der Chamber ofgedeckt ass, deen hei déposéiert ass, nämlech déi iwwert d'Publikatioun vun de sougenannten „informations non financières“. Och dat ass eng ganz wichteg Direktiv. Mir wäerten also elo a relativ kuerzer Zäit eis nach zumindest zweemol, an eng Kéier wierklech an enger globaler Revisioun, mat de Kontabilitéitsregele vu Lëtzebuerg beschäftegen. An ech mengen, dass dat och ubruecht ass, an ech freeë mech och elo schonn op deen doten Échange.

Deen anere Volet, deen an deemem Text, dee mer haut unhuelen, viséiert ass, nämlech déi noutwendig Transparenz iwwert d'Paiementer, déi Betriber an och Entitéite maachen, déi an der Extraktiounsindustrie, awer och an der Forstindustrie aktiv sinn, halen ech fir e ganz grouss Fortschritt. Dat bréngt och mat sech, dass an enger ganzer Rei vu Länner déi Regierungen, déi déi dote Geschäfte validéieren, och en Drock kréien, fir sech virun hirer Opinion publique mussen ze justifiéieren fir Décisiounen, déi se huelen, fir Marchéen, déi se validéieren. Dat ass e risege Fortschritt, wann ee wëllt Transparenz an déi Geschäfte kréien an awer och derfir suergen, dass d'Benefisser vun deene Geschäfte vläicht an deene Länner, déi Matière-premières hunn, méi gerecht an der Populatioun verdeelt ginn, wéi dat haut de Fall ass. Et c'est peu de le dire.

Dofir halen ech dat wierklech och fir e grouss Fortschritt, och wa mir nëmme duerch ee Betrib a priori betrafft sinn. Mä déi doten Direktiv, déi och an anere Länner ëmgesat muss ginn, wäert op deem dote Punkt fir vill méi Transparenz an hoffentlech dann och am Endeffekt fir méi Gerechtheit suergen an deenen dote Länner bei der Redistributioun vun de Gewënner, déi aus där doter Industrie an de Länner, déi d'Matière-premières hunn, erwirtschaft ginn.

Voilà, dat waren déi puer Remarquen. Här President, ech wëll all de Fraktiounen a Sensibilités politiques och Merci soe fir d'Ënnerstützung a fir dee positive Vott, a Merci nach eng Kéier, dass Der esou flexibel waart.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Gär geschitt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann nom Ofschloss vum Débat direkt zu der Ofstëmmung iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6718 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwe. De Projet ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugehol.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Lex Delles), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Serge Urbany et David Wagner.*

An ech géif d'Chamber da just nach froen, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete Vott ze entbannen?

#### (Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

Mir géifen dann elo erëm no vir goen an zu eiser Aktualitéitsstonn iwwergoen, déi vun der CSV ugefort ginn ass an déi sech ëm d'Restrukturierung bei verschidde Postservicer dréit. An d'Wuert huet direkt den Här Félix Eischen.

Et sief just drun erënnert, dass den Auteur vun der Heure d'actualité, also deen, dee se ugefrot

huet, zéng Minutten huet. All déi aner hu fënn Minutten an d'Regierung eng Véirelstonn. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

#### 7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la restructuration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et notamment de la présence des bureaux de poste

##### Exposé

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Merci, Här President. D'Post koum an de leschten Deeg massiv an d'Actualitéit duerch dat geplangt Zoumaache vun net manner ewéi 35 Büro quéesch uechter d'Land.

Et ass normal, dass e moderne Betrib sech den Erausforderunge vun der Zäit stellt, sech erneiert a sech natierlech och moderniséiert. Mä opgrond vun deem, wat an de leschte Wochen an Deeg geschitt an decidéiert ginn ass, muss mer eis allerdéngs eng Rei Froe stellen.

Éische Punkt: den ominéisen Déngscht a Service um Client. E wichtegen Atout vun der Post war a soll och ëmmer d'Proximitéit bleiwen. Hei ginn elo an enger éischer Etapp fënn Postbüroen zougemaach an ënner anerem duerch Point-de-venten, sief dat an de Supermarchéen, an de Banken oder op den Tankstellen, ersat. 35 Büroen: Dat ass net näischt!

A wann an der Wirtschaftskommissioun gesot gouf, dass d'Distanzen tëschent den einzelne Punkten, wou dann an Zukunft wäerten d'Postservicer ugebuede ginn, ni méi wäit ewéi fënn Kilometer sinn, sou schéngt dat eis awer zimlech schwéier novollzéibar ze sinn, wann ee kuckt, wat zum Beispill am Éislek oder am Oste vum Land, fir just des Regiounen ze zitieren, zougemaach gëtt, wou d'Postbüroen da ganz rar wäerte ginn a wou och net op all puer Kilometer e Supermarché oder eng Tankstell ass.

Et geet also ëm den Déngscht um Client. Dozou gehéiert och, dass een an engem Postbüro all Servicer ugebuede kritt. Et kann een also Suen op säi Postchèque setzen, et kann ee Päck ofhuelen, e Recommandé verschécken an esou weider an esou fort. Mä wéi ass dat dann an Zukunft? D'Leit stelle sech déi Froen. Muss ee fir en Timber fir d'Éischt an den Drinkshop fueren, uschléissend da bei d'Bank, fir d'Finanzoperatiounen ze maachen, an zu gudder Lescht op eng Tankstell fueren, fir säi Pak opzezingen oder ofzehuelen?

Et kann ee sech d'Fro stellen, ob de Service um Client - den Universalservice um Client - wierklech hei optimiséiert gëtt, wann an Zukunft op dräi verschidde Plaze muss gefuer ginn, wou de Client da soss wéi fréier alles zentral op enger Plaz maache konnt.

Et gëtt vu Synergie geschwat, déi sécher ze begréisse sinn. Nei Kooperatiounen ginn an de Raum gestallt, mä ier dat dann ausgelot a getestet gouf, gëtt elo emol de Kalschlag gemaach. Esou kënnst et op jidde Fall ganz ville Leit do-bausse vir. De klere Mënscheverstand seet engem: Kommt, mir probéieren eppes! Kommt, mir testen dat! Kommt, mir kucken, wéi d'Clientele sech drainéiert, ob se dann och esou matmécht, wéi dat geplangt ass! An dann uschléissend - uschléissend! - zéie mer dorauer d'Konkuliounen. An dann eréischt maache mer zou.

An dat ass hei net geschitt. Dat ass och am Widersproch mat der Planung, esou wéi een dat konnt verstoen, vun där ganzer Restrukturatioun virun néng Joer, déi faméis Strategie 2016-2025. Do gouf sech en Zäitraum gesat, fir näischt ze iwwerstieren. An do wier och genuch Zäit gewiescht, ze testen an dann e Bilan ze zéien.

An da sinn, Dir Dammen an Dir Hären, esou Synergie jo och net nei. An et gëtt och Plazen, wou et net geklappt huet. Wat mécht d'Décideuren dann haut esou sécher, dass dëst de richtige Wee ass? D'Kooperatioun mat engem grouss Supermarché leeft elo zanter enger Zäitchen. E Bilan soll am Januar gezu ginn. Huet et dann elo wierklech presséiert? An déi Fro muss ee sech stellen: Huet et wierklech elo presséiert, ee Mount virun engem éische Bilan, no vir ze preschen an de Réseau vun de Postbüroen esou drastesch ze reduzéieren?

D'Fro, déi sech dann och hei stellt: Wéi ass et da mat der Formatioun vun deene Leit, déi an deenen neie Point-de-vent solle schaffen?

Fir e Kommunikatiounsbetrieb wéi d'Post ass et wierklech keng grouss Eier, an dat muss een esou soen, dass am Virfeld net mat de Leit geschwat ginn ass. Ech schwätzen elo haaptsächlech d'Buergermeeschteren un. Et ass net mat de Buergermeeschteren geschwat ginn. D'Buergermeeschteren, déi hir Leit aus der Gemeng mat am beschte kennen. Et sinn d'Buergermeeschteren, déi wëssen, wéi hir Gemeng funktionéiert, wat leeft a Saachen Awunnerzuelen, Aktivitéitszonen, Ausbau vun deenesel-





wechten, Besoinen, Servicer an esou weider an esou fort, déi Leit, déi also am beschte wëssen, wou d'Potenzial an enger Gemeng läit.

D'Gemengen hätte misse mat an d'Gespréich geholl ginn. Dat ass net geschitt. Firwat ass et net geschitt? Mir wëssen et net. Mir fannen et op jidde Fall falsch a virun allem ganz onprofessionell.

E Wuert iwwert d'Bréifdréier. Elo gëtt gesot, de Service um Client gëtt vereinfacht an optimiséiert, well de Bréifdréier ee kleng mobill, liewege Postbüro gëtt, wat hien u sech schonn ëmmer war. Hie konnt schonn ëmmer méi Servicer maachen, wéi d'Allgemengheet dat weess oder och net oder och net genuch.

Bref, elo soll de Facteur dann zum Deel dat opfänken, wat méi ufält, well de Postbüro a sengem Eck zougemaach huet. De Problem ass: Wéi soll dat goen? D'Leit um Terrain schwätze vun engem... Also, d'Bréifdréier selwer um Terrain schwätze vun engem massive Personal-mangel. Mir hunn Honnerten Duebeltour-néeën, spréich wann de Bréifdréier krank ass, da gëtt déi Tournée schwéier oder eventuell och guer net desservéiert. Da froen ech mech, wéi déi Persoun dat nach soll hikréien, an Zukunft gläichzäiteg nach e mobile Postbüro ze sinn.

Wa mer zum Beispill ee Beispill do huelen: Wann ech elo als Facteur am Virfeld gesot kréien: „Bréng mer wann ech gelift e Pak mat! Bréng mer Sue mat! Schéck mer dee Bréif do als Recommandé mat eraus!“ Dat, soen ech emol, 30-, 40-mol an enger Tournée, a bei all Client halen ech mech dann eng, annerhalfe Minutt bis zwou Minutten op, dann hunn ech schonn eng Stonn méi. Wéi soll dat goen, wa se dann eventuell och nach moies Bescheed kréien: „De Kolleg ass krank a mëttes méchs de eng duebel Tournée!“? Ech weess et net.

Här Minister, Dir kennt d'Bréifdréier schwierig - mir gesinn et op jidde Fall als schwierig - als Ersatz vun de Postgücheten huelen, déi elo zoumaachen. Dat ass als komplementäre Service ganz okay, mä dass si dat kënnen opfänken, gesi mer als extrem schwierig, wéi gesot, ëmsou méi - ëmsou méi! - d'Bréifdréieschgewerkschaft, déi lech op dat doten hätt kënnen hiweisen, eréischt zanter dräi Woche an des Gespréicher mat agebonne gouf.

Derbäi kennt, dass en Deel vun deenen, déi ënnerwee sinn, Salarié si mat méi niddrege Paien, déi awer och zum Deel kee Lëtzebuer-gesch schwätzen, eventuell och net déi spezifesch Formatioun an Erfahrung hunn. Da muss ee sech d'Fro stellen, wéi de Service da soll gutt a professionell assuréiert ginn, wëssend och, dass se mat Suen ënnerwee sinn. An da kann ee sech och d'Fro stellen: Wéi ass et dann do mat enger Prime de risque? Ginn déi Leit dofir entschiedegt?

Eng aner Fro, Här Minister: Wat gëtt iwwerhaupt richteg gespuert? D'Leit bleiwe jo. Déi gi jo net ewechgeholl. Si verléieren hir Plaz esou net, se gi versat. An dee ganze Courier-Service ass jo och, eises Wëssens, net déficitaire. Dofir: Firwat de Service um Client hei esou verschlechteren?

Da gouf och gesot, déi betraffe Büroer wieren esou ëm déi 5% vun den Transaktiounen. Okay! Elo kann een och soen: Dat ass net vill. Et kann een awer och soen: Wéi solle se da méi Transaktiounen maachen, wa se nëmme eng Stonn den Dag op hunn? Déi 5% sinn, wuel gemierkt, just déi Stonnen, wou op ass. Et ass awer komesch, fir fir d'Éischt d'Ouvertureszäiten op den absolute Minimum ze reduzéieren an da sech ze bekloen, dass net genuch Émsaz gemaach gëtt.

D'Post gehéiert dem Stat. An d'Politik huet hir Responsabilitéit ze huelen. Viru genee zwee Joer sot de Post-Chef Claude Strasser an engem Interview - ech zitieren -: „Ech denken, dass et net de richtige Wee wier, eleng aus Käschtegrënn déi ze deier Büroen ze reduzéieren.“ Den Här Minister sot an der Wirtschaftskommissioun virun e puer Wochen, dass eng Partie Postbüroer geschwé wäerten zoumaachen, well se net rentabel sinn. Jo, wien huet dann elo recht?

Zu gudder Lescht wëll ech nach emol de Post-Chef Strasser aus deemselwechten Interview zitieren, wou e sot: „Wa mer elo déi 30 bis 50 onrentabel Postbüroer géifen zoumaachen, dann hätte mer nach net vill geschafft.“ Do kann een also dann dervun ausgoen, dass der an Zukunft nach eng Rëtsch wäerten derbäi kommen. Et wier da gutt ze wëssen, an éierlech virun allem, wann Der d'Zilsetzung vun der Strategie 2025 méi kloer an ouni Widder-sproch géift op den Dësch leeën. Mir an och vill aner Leit dobausse géifen lech dofir am Virfeld Merci soen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt den Här Claude Haagen.

## Débat

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi schonn ugeschwat, huet d'Restrukturatioun vun der Post, an deem Fall d'Fermeture vun de Büroen uechtert d'Land, fir vill Diskussioun an Opreegung gesuergt.

Elo kann ee sech awer iwwerhaupt déi Fro stellen, wéi dann ee Conseil d'administration, deen aus 16 Leit besteet, wou da sechs Leit vum Personal als Delegatioun drasetzen, firwat da vun deene 16 Leit 14 Leit dat favorablement aviséiert hunn an nëmme zwou Abstentione waren. Dann denken ech, dass de Conseil d'administration en connaissance de cause gehandelt huet, an net, dass d'Post vläicht hir Clienté wëllt vergraulen. Se wëllt domadder och doud-sécher net dem Personal schueden an domadder sech selwer.

Ech denken net. Ech denken, just au contraire. Ech denken, dass d'Post weider wëllt e moderne Betrib sinn, an dëst natierlech am Sënn vun den aktuelle Clienten an och vun den zukünftege Clienten. D'Post wëllt de Service bei hire Clienten eropsetzen, verbessern an domadder hir Servicer och weider kënnen ubidden.

Vill weider Verbesserungen fir d'Clienté gi mat deeser Restrukturatioun gemaach. Den Espace POST, also d'Postagence, wéi mir et nennen, wou de Client kann Telekom-, Finanz- an d'Courriersoperatiounen maachen, gëtt weider dévéléppéiert a moderniséiert.

D'Point-POSTen, wou mat kommerzielle Partner wéi Supermarchéen, Banken, Geschäfte an Tankstellen zesummegegeschafft gëtt a wou méi laang a flexibel Éffnungszäite sinn a wou de Client seng Postoperatiounen mam Akafé ka verbannen, bedeiten eng weider staark Verbesserung fir jiddwereen. De Postclient brauch sech also net méi extra oder zousätzlech ze déplacéieren, mä kann dat beim alldéeglechen Akafen zum Beispill maachen.

D'Promotioun vu Self-Post-Servicer, déi de Clienten also 24 Stonnen ee PackUp-Service a Relatioun mam Internetkafen offrëieren, ka gemaach ginn. An dese Service gëtt weider ausgebaut. De PackUp-Service, an dat krute mer an der Kommissioun op jidde Fall gesot, wou d'Leit hir Päck kënnen traitéieren, boomt op jidde Fall a gëtt an deenen nächste Jore weider konstant ausgebaut.

Da komme mer op deen alen an neie Rôle vun de Bréifdréier ze schwätzen. An ech ka mech nach ganz gutt erënneren an d'Diskussioun am Kader vun der Liberalisatioun vun der Post hei virun e puer Joer, wou jiddwereen heibanne gefrot huet, fir de Rôle vum Bréifdréier ze stäerken, fir de Kontakt beim Client méi staark ze maachen, besonnesch bei deenen eelere Leit. Dat gëtt och erëm an deeser Restrukturatioun méi pousséiert a méi geféiert, besonnesch an den Dierfer, an dat ass ugeklongen.

An, Här Eischen, am Norden an am Oste gëtt et och Tankstellen a Supermarchéen. Do gëtt et och Banken, wou d'Leit kënnen akafé goen, hir Servicer maachen, esou wéi am Rescht vum Land och. An ech muss lech soen, ech war e bëssen erféiert, wann ech héieren hunn, dass an der zoustänneger Kommissioun och argumentéiert gëtt, wéi wann déi Strukture guer net am Oste wieren. Ech si mer bal virkomm, fir ze soen...

(**Interruption**)

Ech si mer bal virkomm, wéi wann den Osten d'Wüst Gobi wier. Esou schéngt et jo net ze sinn.

(**Interruption**)

Soudatt och do déi Servicer kënnen ugebuede ginn, dëst am Intérêt vun de Post-Clienten a vun de Clienten am...

(**Interruption**)

...grousse Ganzen. Am Norden ass et horgenau datselwecht. Do hu mer ganz gutt Strukturen, wou dat ka mat ugebuede ginn.

Besonnesch bei deenen eelere Leit, kann ech lech soen, dass dëst ee ganz grousse Virdeel ass, well de Bréifdréier erëm dee Service, deen en och virdrun hat, kann offrëieren, an ëmmer nach déi Vertrauenspersoun, déi e weider ass, wäert sinn.

Beim Bréifdréier kann de Client weider Operatiounen maachen. Dat geet vun Timberen an Enveloppé kafen, d'Suen op de Post-Kont setzen oder erföhelen, Bréiwer oder Recommandéen opginn, d'Garde vum Courier oder d'Noschécke vum Courier bis op d'Méiglechkeet, sech Sue kommen ze loossen oder Sue selwer ze déposéieren, dëst natierlech bis déi verschidde Limitten, déi de Client an Optrag kaginn an déi d'Bréifdréier kënnen dobäihunn. Dëst natierlech och zur Sécherheet vum Client selwer.

Wann ech des staark Verbesserung fir de Bierger an d'Clienten duerch d'Land mat der

Schléissung vun deene verschiddene Büroen, déi zougemaach ginn, vergläichen, dann iwwerweie bái Wäitem d'Veerbesserungen. Wann d'Opmaache vun de Postbüroen nëmme stonneweis méiglech ass oder méiglech war, dann ass et doduerch bedéngt, dass de Bréifdréier, denken ech, an deene rurale Gebieder schonn déi Aufgaben iwwerholl huet an dass d'Demande vun de Leit, fir op déi Büroen ze goen, net méi do war.

Verschidde Büroen, an dat ass och an der Kommissioun ugeschwat ginn, déi al sinn, also net méi modern oder clientsfrëndlech waren, déi nëmme stonneweis op waren, an déi, esou wéi déi verschidde Zuele vun Transaktiounen, déi vun de Cliente gemaach goufen, iwwerhaupt keng Justificatioun fir d'Operechterhale vun dese Büroer mat sech bruecht hätten, ginn zougemaach. Wa kee Client dohinnergaangen ass, dann ass et och un der Post, fir dat och ze respektéieren.

20 Leit gi remplacéiert, déi an... also net remplacéiert, mä ginn an aner Büroen, déi a 35 Büroer geschafft hunn. Da muss ee sech eng kéier d'Fro stellen, wéi dat dann och méiglech ass. D'Etüden hu gewisen, dass alleguerten déi Doléancé vun de Leit - d'Accessibilitéit, d'Clientsparkplazen, d'Bureau-d'attentes, d'Filen, an esou weider - méi eng clientsfrëndlech a serviceorientéiert Politik verlaangen.

De Verwaltungsrot huet sech Suerge gemaach, wéi een an eng modern Post kann investéieren. An do wëlle mer och als Post, denken ech, an deem Fall krute mer dat an der Kommissioun gesot, eng servicefrëndlech Leeschtung maachen. Dofir sinn alleguerten déi Servicer komplementar. A wann d'Cliente sollte verluer goen, da sinn ech confiant, dass op jidde Fall déi Responsabel vun der Post wäerte reagéieren an d'Clienten erëm zrëckgewannen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Plaz zougéiert, wou ee gären an oft higaangen ass, dann ass ëmmer e bëssen Nostalgie am Spill, ob dat e Restaurant ass, eng Épicerie um Duerf, en Duerfcafé oder och d'Post.

D'Post ass um Duerf heiansdo en Treffpunkt, wou d'Leit sech begéien, wa si an hir Boîte postale ginn, e Recommandé op d'Post droen oder hire Pak dohinnerdroen. Awer et muss een och zouginn: Dat ass ëmmer manner de Fall. Wann d'Post 35 Büroer zougéiert, ass dat net, well si hir Cliente wëllt rose maachen, mä well des Büroer de Besoine vu ville Bierger net méi entsprechen.

Här President, et ass eng Realitéit, dass ëmmer manner Leit sech physisch an d'Postbüroer bewegen, fir hir Virementen ze maachen oder hir Pai opzehuelen. D'Post steet awer elo virun neien Erausforderungen, well d'Verhale vum Client sech geännert huet. Mir maache beispillsweis ëmmer méi Bankgeschäfte bequem vun doheim aus iwwer Internet. Effektiv si vill Servicer hautdesdaags mat engem Klick ouni Déplacement méiglech. An och eng PackUp-Station, wou ee sai Pak zu all Moment ofhuele kann, ass sécherlech méi un déi heitege Clientele ugepasst wéi e Postbüro, dee just zwou bis dräi Stonne während dem Dag während de Büroszäiten op huet.

De Postbeamten um Duerf ass awer oft eng Vertrauenspersoun, déi ee gutt kennt a wou ee frëndlech empfaange gëtt. Mä grad um Duerf spillt awer och de Bréifdréier eng wichteg Roll. An déi meescht Leit kennen hire Bréifdréier do mam Numm. A grad dese Bréifdréier soll elo erëm méi valoriséiert ginn a kritt nei Missiounen derbäi. Sämtlech Servicer, déi bis elo just am Postbüro ugebuede gi sinn, ginn elo direkt vum Bréifdréier ugebuede. An dëst ass am Sënn vum Client, deen esou nach e besseren a méi en effikasse Service ugebuede kritt.

Fir déi Leit, déi hire Bréifdréier kaum begéien, well se beruffstäteg sinn a souwiso ni op de Postbüro konnte goen, well d'Éffnungszäiten net mat hirer Aarbechtszäit kompatibel waren, gëtt d'Zuel vun de PackUp-Stationen erweidert an et kommen nei Postshoppen derbäi, sief dat a grousse Supermarchéen oder op Tankstellen. Dëst ass och ganz am Sënn vum Client.

Här President, Verschiddener behaupten, esou wéi mäi Virriedner, den Här Eischen vun der CSV, dass d'Post duerch déi Fermeturen elo net méi hirer Obligatioun vum Service universel kann nokommen. Dozou wëll ech just soen: Dat ass net wouer! D'Post wäert weiderhi fënnel Deeg an der Woch de Courier un all Haushalt am Land verdeelen, egal wou ee wunnt. Dat ass hir Obligatioun, an net d'Bedreiw vu Büroen, déi net méi de Besoine vun de Leit ugepasst sinn.

Zum Schluss wëll ech awer nach e puer Wënsch äusseren. Och wann d'Postbüroer elo aus verschiddenen Dierfer verschwanne wäerten, ass et an den Ae vun der DP awer ganz wichteg, dass Bancomaten a PackUp-Stationen derbäikommen, wat jo och scho virgesinn ass. Dat ass nämlech e Service um Client, dee 24 Stonnen op 24 fonctionnéiert, och ouni Personal. Wat d'Gebailechkeete vun deene Postbüroer, déi elo zoumaache wäerten, ugeet, ass et extrem wichteg fir eis als DP, dass esou séier wéi méiglech mat deene betraffene Gemengeresponsabele geschwat gëtt. Hei sollten d'Gemengen e Virkafrecht fir des Gebaier kréien, souwäit dat méiglech ass.

D'Post läit meeschtens mëtten am Duerfzentrum op Plazen, déi ideal wäeren, fir effentlech Infrastrukturen anzerichten. Ech denken do zum Beispill un e Jugendhaus, eng Galerie, eng Crèche, Veräinsraum oder e Biergerzenter, wéi dat a menger Gemeng zu Walfer am ale Postgebai de Fall ass. Verschidde al Postbüroer kéinten awer an Zukunft och fir Sozialwunnengen genotzt ginn. An esou kéint ee garantéieren, dass déi al Postgebai och an Zukunft eng wichteg Roll fir d'Duerfliewe wäerte spillen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam. Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. D'Auer steet nach op der Madamm Elvinger.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Se leeft.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, et muss jo och erlaabt sinn, well mer hei an der Chamber sinn an net an enger Sendung, déi eventuell kéint „Nol op de Kapp“ heeschen, dass d'Post virun allem och e Betrib ass, an zwar e Betrib, deen och muss wirtschaftlech schaffen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Mir hunn och kee Postminister, mä mir hunn e Minister vun der Economie, an esou muss mer einfach zur Kenntnis huelen, dass 35 Büroer zougemaach ginn. An dat si 35 kleng Büroer. Déi meescht hu just eng Stonn op. Et muss alldéngs och gesot ginn: Et sinn der sechs - ech hunn dat gekuckt -, déi hunn dräi Stonnen oder méi wéi dräi Stonnen op. Do wäerten dann e bëssen aner Ursaache gewiescht sinn. Vlächicht huet do d'Proximitéit och nach matgespillt.

Kënn déi Fermeture vun de Büroen onerwaart? Neen! Schon 2007-2008 sollte se zougemaach ginn. Vill kleng Gemengen hate sech gewiert. Domat ass dann d'Stierwe vun de kleng Büroen ausgesat ginn eng Rei Joren. Zënter 2013 schafft d'Post un enger neier Strategie vente. Et stellt sech d'Fro: Ass d'Informationspolitik vun der Post gutt? Ben, eng Informationspolitik kann nach ëmmer besser sinn. Dat ass fir vill Domänen wouer. Et ass ni flott, wann da Leit wéi e Buergermeeschter eventuell eng Noriicht esou vum Radio gewuer gëtt.

Ass et gutt, dass déi Büroer zouginn? Ben, jiddwereen daerf seng Meenung dozou hunn. E Postbüro, dee just eng Stonn op huet, deen ass extrem problematesch. E kann net deeselwechte Service ubidden wéi ee grousse Postbüro. Et ass manner Diskretioun do. Fir all Recommandé, all Pak muss ee sech organiséieren, fir zu där Stonn do ze sinn.

Ech huelen d'Beispill Eschduerf. Ech wunnen net do, mä wann ech géif do wunnen: Do wär dee Büro vum zéng bis eelef Auer op. Wann ech e Pak dohinnerkréich, ech kéint en ni sichegoen, well ech praktesch ni tëschent zéng an eelef Auer doheim sinn. Fir eng ganz Rei Leit waren déi Büroer éischer eng Plo wéi eng grousse Hëllef.

Wann een e grousse Montant gebraucht huet, dann huet ee misse virdrun ufroen. A selbstverständlech sinn d'Onkäsche bei engem kleng Büro äänlech, besonnesch wat d'Raimlechkeeten an d'Hëtzen an d'Energie ugeet, ob deen elo eng Stonn op huet oder ob en aacht Stonnen op huet.

Da muss een och derbäisoen, et ass jo net just an der Post, wou mer eng gewësse Rationaliséierung hunn. Mir hunn eng Rationaliséierung a ville Bankgeschäfte. Ech huelen hei d'Gemeng Useldeng: 2014 huet d'Raiffeisekeess zougemaach; 2015 huet d'Spuerkeess zougemaach; an elo mécht 2016 d'Post zou.





Där Beispiller gëtt et vill, och aus aneren Uertschaften. An da gëtt et och nach Banken, déi wëllen nach just iwver Internet schaffen. Ech hunn nach d'lescht Woch e Kont bei enger Lëtzebuerger Bank zougemaach, well se mer gesot hunn, si géifen nëmme wëllen iwver Internet schaffen. Ech schaffen och gar iwver Internet, awer wann ech wëll, an net, wa meng Bank mer seet, et géif net anescht goen.

Gutt, dat ass en Trend, dee mer einfach feststellen. Wou kënt den Trend hier? Majo, d'Notzungsgewinne vun de Leit ännere sech. An engem Communiqué vun der FEDUSE virun e puer Deeg zu engem aneren Thema, do heescht et: Emmerhi gi mer jo och eist Brout op d'Tankstell kafen, ersteeën eis Wanterneuen am Internet a ginn eis Postpäck an de Schongbuttek sichen. Dann hoffe mer just, datt net och nach Schong am Pak sinn, déi mer an de Schongbuttek siche ginn.

Spezifesch um Bankwiesen heescht dat: Emmermann Leit gi Suen an de Guichet sichen, emmer méi Leit maachen Onlinebanking, de Prêt fir den Auto gëtt net méi onbedéngt do gemaach, wou et am noosten ass, mä do, wou et am gëschtegsten ass. An domat verléieren d'Dierfer, déi traditionell Institutionen: d'Spuerkeess, d'Raiffeisekeess an och elo d'Post.

An ech gesinn dat zwar och problematesch fir en Deel vun eise Leit, an zwar fir déi eeler Leit. Fir déi eeler Leit, déi net esou mobill sinn an déi sech net esou mat den Internettechnologien auskennen, ass dat problematesch, mä et beschränkt sech selbstverständlech net just op d'Bankwiesen. Mir hunn och vill Dierfer, wou et keng Epicerie méi gëtt.

Et ass eng Entwécklung, déi net glécklech ass. Ech bedauern, datt déi Entwécklung ass. Ech soen awer och un d'Adress vun de Buergermeeschteren, déi hei zitieren ginn: Gitt emol eng Kéier kucken, a wéi vill Gemengen datt et dann nach dezentral Schoule gëtt! Ech mengen, jiddwieren dréit säin Deel derzou bäi, datt mer eis Gewinne ännere. An ech mengen net, datt mer dat just kënnen op d'Post ofwälsen.

D'Post muss sech esou opstellen, datt se och an Zukunft wirtschaftlech ka funktionéieren. Si huet dräi Piliere, dat kann een an hirer Beschreibung liesen: den Espace POST, d'Points POST an d'Zusammenarbecht mat aneren Entrepreneuren, SelfPost, Bancomat a PackUp-Stationen, an dann de Bréifdréier, wou mer dat begrëssen, datt de Bréifdréier seng Missiounen ausgeweit kritt. Mä och do, mengen ech, solle mer och net déi Leit iwverfuere. Et ass wierklech flott, datt se déi nei Missiounen kréien, zemools wou anerer zréck ginn - de Bréifverkéier.

Ech mengen, datt dat heiten eng noutwendeg Entwécklung ass an datt d'Post op eng Ufuerderung reagiert, déi se vun der Gesellschaft gestallt kritt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech stelle fest, datt mer elo dräi Parteien héieren hunn, déi ganz d'accord si mat der Fermeture vun all deene Büroen. An ech sinn doriwir zimlech schockéiert.

Wéi den Här Minister bei eis an der Kommissioun war, e konnt eis zwar d'Lescht net gi vun de Büroen, déi géifen zougemaach ginn, well dat war eng Primeur, déi net der Chamber reservéiert war, mä der Press. Eng hallef Stonn méi spéit, dunn huet en argumentéiert: Déi Büroe si schlecht équipéiert. Déi sinn zum Deel an engem katastrophalen Zoustand. Déi sinn nëmme eng Stonn op oder zwou Stonnen op oder maximal dräi an eng hallef Stonn op den Dag a si maachen nëmme 5% vum Chiffre d'affaires.

Also, mech wonnert dat net! E Büro, dee schlecht équipéiert ass an engem katastrophalen Zoustand, deen nëmme eng Stonn op ass, natierlech kann deen net 50% vum Chiffre d'affaires maache vun enger Post. En ass awer néideg! En ass nëmme néideg fir all déi Leit, déi net d'Méiglechkeet hunn, sech liicht ze déplacéieren.

An et ass hei scho gesot ginn, wann an engem Osten - dat ass net d'Wüst Gobi, et ass och net d'Wüst Gambia - elo all Mënsch vu Bäerdref, Beaufort, Rouspert, Consdref muss op lechternach fuere, dann ass dat e Problem. Dat ass e Problem fir déi Leit mat Auto, well déi mussen

fuere, wou se soss net hätte misse fuere, an et ass e Problem fir déi Leit ouni Auto. An ech si frou, datt den Här Adam ausgerechent déi eeler Leit ugeschwat huet. Do gëtt et vill Leit, déi an deem dote Fall sinn.

An, jo, et ass wouer: Op eisen Dierfer verschwannen och aner Institutionen. Eng Raiffeisen mécht zou, wat ganz schued ass. Mä eng Raiffeisen ass keen Etablissement public. D'Epicerie maachen zou, wat schued ass, mä et si keng Etablissement public. Eis Post ass en Etablissement public! An ech fannen, eis Post ass do, fir flächendeckend, onofhängeg vun ökonomeschen Iwwerleeungen, e Service unzébieden,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...well soss soe mer muer zum Beispill: Ma, an deem doten Duerf, hanner Klengwäinhäffchen, ma do droe mer nëmme dräi Bréiwer aus. Rentéiert dat sech dann, datt de Bréifdréier nach dohinnerfiert? Da kann déi Persoun jo iergendwou hifueren an hir Post ofhuelen. An esou fuere mer da virun.

Et ass ee Service universel. Mir wësse genau, datt en net ka rentabel si flächendeckend, mä e muss oprechterhale ginn aus genau deenen dote Grënn. Well Liewensqualitéit an Nohaltegkeet... Här Adam, virun dräi Joer hutt Dir hei op dëser Tribün gewart, wéi iwwert d'Liberalisatioun ofgestëmmt ginn ass vun der Post, datt Postbüroer kéinten zougemaach ginn. Dir waart Visionär. Dir hutt dat richtig gesinn.

Hei sollen aner Kritäre gëlle wéi reng ekonomescher. Hei geet et ëm d'Liewensqualitéit vun de Leit. Kee vun eis ass géint eng Opwärtung vun der Roll vum Bréifdréier. Och iwwert d'Problematik ass scho rieds gaangen. Gëtt deen iwverfuert? Wéi ass et, wann e muss mat Geldzommen dorëmmerfuere? Dat ass e reelle Problem.

Mir si ganz bestëmmt net géint d'Roll vum Bréifdréier, am Contraire. En huet eng sozial Funktioun. Et gëtt Haiser, et gëtt eeler Leit, wou et déi eenzeg Persoun ass, déi an engem Dag laanscht kucke kënt. Et kann déi Persoun sinn, déi eng Alarmglack ka lauden, wann eng Persoun krank ass oder sozial absolut ofrutscht. Déi Bréifdréier sinn extrem, extrem wichtig. An ech si frou, wann hir Roll opgewäert gëtt, mä dat ass alles keen Argument, fir déi kleng Büroen uechtert d'Land zouzemaachen.

Mir hunn héiere vun der DP, wat een do alles kéint maachen: Jugendhaiser an, an, an hei an do an d'est an dat. Ma et kann een zum Beispill eng Post do maachen! Eng Post ass zum Beispill e wichtige Büro an engem klengen Duerf. Mir als ADR si fir d'Erhalen dovunner.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Déi Debatt hei eegent sech eigentlech schlecht, fir Parteipolemik ze maachen, well dat Gesetz iwwert d'Postdëngschter, dat d'Postbüroer awer ganz kloer a bedauerlecherweis net an de Service universel opgeholl huet, ass 2012 vun CSV, LSAP, déi gréng, ADR an DP ugeholl ginn, géint eis Stëmmen.

Et war sécherlech e Gesetz, wat eng Konsequenz war aus der Liberaliséierungsdirektiv vun 2008. De Minister Biltgen huet deemools an der Debatt ganz kloer drop higewisen, wat dat en Drock vu Liberaliséierung war deemools. An et ass wouer, Lëtzebuerg war eent vun deenen zwee Länner, wat deemools géint d'komplett Opmaache vum Maart war, well Lëtzebuerg hat an huet och haut nach keen Intérêt un der Konkurrenz am Postsektor, well mer bewisen hunn, dass de Service public Post mat senger Bréifdréier, mat senger Postbüroer en exzellente Service un de Biergerinnen a Bierger gelescht huet; och wann de Bréifdréier hir Aarbechtsbedéngungen, dat muss een awer och derbäisoen, a leschter Zäit sech net verbessert hunn, mä sech dacks och verschlechtert hunn.

Mer brauchen am Fong geholl guer keng Konkurrenz an deem Secteur, déi d'Aarbechtsbedéngungen dauernd no ënnen zitt, an d'Aarbechtsbedéngungen no ënnen zitt och am Service universel muss een derbäisoen.

Mä et muss een awer och sech d'Fro stellen: Waren d'Lëtzebuerg Regierung enger wierklech konsequent Géigner vun der Liberaliséierung? Si waren dacks och Befürworter vun de Liberaliséierungen an der Europäescher Unioun. An et ass am Fong geholl vu baussen, wann een net weess, wéi et banne gelaf ass, schwéier nozevollzéien, ob net hätt méi kënnen erreicht gi bei där Post-Direktiv do an ob net de Widerstand eventuell ze vill fréi opgehale huet, eventuell fir aner Interessen ze verteidigen.

A mer sinn iwverzeegt, et hätt kënnen bei der Emsetzung vun der Post-Direktiv vill méi erreecht ginn, wéi erreecht ginn ass. Et hätt zum Beispill kënnen, a kéint iwverregens och haut nach, den Ennerhalt vun engem Réseau vu Postbüroer als Obligation de service public an d'Gesetz opgeholl ginn, zum Beispill orientéiert no der Zuel vun den Awunner.

Et sinn deemools, ech mengen vum Här Adam, Kontabilitéitsproblemer an d'Feld gefouert ginn, dass et schwéier wier, ze ënnerscheiden tëschent den Aufgaben, déi d'Intérêt public wiere vun esou Büroen, an aneren Aufgaben. Mä ech mengen, et hätt een och deemools kënnen déi Schwierigkeeten, déi sech do eventuell gestallt hätten, léisen, wann een de Wëlle gehat hätt, deemools schonn d'Postbüroer an de Service public eranzehuelen.

Dat hätt ee missen ugesinn an et kéint een och haut nach ugesinn als Aufgab vun der Landesplanung. Et hätt ee kënnen am Plan sectoriel regelen, wéi vill Postbüroer dass a gewëssene Géigende mussen do sinn.

A mer bedauern och, dass mat där heiter Décisioun, déi geholl ginn ass, am Fong geholl eng vun de Voraussetzungen vum Service public, zu deem d'Postbüroer misste gehéieren, zum Service universel, wéi et heescht am Gesetz, a Fro gestallt gëtt, nämlech dass een och Prestatiounen ubitt a ländleche Géigenden, och wann et net profitabel ass, fir déi do unzébieden. Mat Är Décisioun gitt Der an d'Logik era forcément vun der Profitabilitéit vu gewëssenen Deeler vun de Postservicer. An et gëtt jo och finanziell Kompensatiounsméiglechkeeten, fir de Service universel auszegläichen, an zwar déi, déi duerch déi misse bezuelt ginn, déi sech d'Korinthen aus dem Kuch wëlle plécken. An där gëtt et der jo haut och schonn eng ganz Partie.

Mir mengen och, dass d'Regierung mat esou enger Décisioun den Trend eraus op déi gréng Wiss férdert, andeems se d'Postservicer an de Cactus verlagert, an d'Tankstelle verlagert, aus de Käre vun den Uertschaften eraus, déi ëmmer méi verwüüst ginn.

Ech wëll zitieren aus enger Stellungnam aus der Gemeng Stengefort iwwert d'Schléissung vum Postbüro vu Klengbetten. Do soe se, a si weisen op, wat anescht hätt kënnen am Fong geholl gemaach ginn, wa mat hinne geschwat gi wier matzäiten: «Aussi sommes-nous en pourparlers avec la SNCF pour que le bâtiment de la gare à Kleinbettingen soit maintenu pour y accueillir des services de proximité (boulangerie, Snack, papeterie...) au service des voyageurs. Le bureau des P&T pourrait à ce moment être transféré à cet endroit.»

En anert Beispill: An der Gemeng Rammerech ginn zwee vun dräi Büroen zougemaach. Mä ginn doduerch dann d'Öffnungszäite vun deem drëtte Büro méi ausgedeeent an domadder och de Service public méi ausgedeeent? Dat ass guer net garantéiert.

Firwat ass net iwverall mat de Gemenge geschwat ginn? Firwat ass net mam Konsumentenschutz geschwat ginn? Firwat gëtt net un „public public partnership“ e geduecht, ier mam Cactus a mat den Tankstelle verhandelt gëtt? An ech fannen, dass vusäite vun enger Regierung, déi sech och wëllt ekologesch orientéieren, fannen ech, dass dat e besse kuerz geduecht ass.

Et géife sech nach vill Froen stellen hei, wat d'Aarbechtsbedéngunge vun de Bréifdréier ugeet an esou weider.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Urbany, Dir misst zum Schluss kommen, well Dir sidd bis elo am längsten.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dir kënt Gedanke liesen, well ech wollt och elo zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Majo, dat ass ganz gutt.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Op all déi Froen, déi ech gestallt hunn, déi zwielef Froen, déi ech gestallt hunn an enger Fro un lech, Här Minister, erwaarden ech mer schréfflech an detailléiert a prezis Äntwerten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gestitt Der, wann Der déi vill Froen scho gestallt hutt, dann hätt Der elo net brauchen ze iwverzeien.

► **Une voix.** - Hoho!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Elo hat ech bal vergiessen, dem zoustännege Minister, dem Här Étienne Schneider, d'Wuert ze ginn.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

fir d'Alleréischent wëll ech lech soen, dass de Generaldirektor vun der Post probéiert, d'Post aus dem Postkutschenzäitalter erauszeféieren, an dat am Intérêt vun de Clienten, nämlech am Intérêt vum Service um Client, vun engem bessere Service um Client.

Dofir huet d'Post sech d'est Joer am Mee eng nei Strategie ginn, wat hire Réseau de vente ugeet, an ech wëll et nach eng Kéier ennersträichen - den Här Haagen huet et scho gesot -: à l'unanimité vun alle Memberen am Verwaltungsrat vun der Post, an och do sinn d'Gewerkschaften vertrueden, déi hunn dat also mat ennerstëtz, wat richtig a gutt ass.

Déi nei Strategie vum Réseau de vente vun der Post berout op véier Piliere: Éischtens emol deenen traditionelle Postbüroer, esou wéi mir se kennen, wou sämtlech Operatioune kënnen gemaach ginn, souwuel finanzieller wéi och där, wat Bréiwer, Timberen, etc. ugeet. Dann ass deen zweete Piliere deen vun de Points POST, déi Punkten, wou ee kann zum Beispill am Cactus, am Cactus Shoppi, op Tankstellen eng Rei Postservicer ugebuode kréien. Den drëtte Piliere ass d'SelfPost, wou mer haaptsächlech PackUp-Stationen hunn, déi zum gréissten Deel souguer 24 Stonnen op 24 op an accessibel fir de Client sinn. Mä derbäi kënt awer och de Bancomat, derbäi kënt och den Internet.

An dann de véierte Piliere sinn d'Facteuren, déi eng ganz Rei wichtig Kompetenzen hunn, nämlech dem Client bis heem op d'Dier Timberen ze bréngen, Recommandéieren ze bréngen, Päck ze bréngen oder Päck ofzehuelen, eidel Këschen ze liwweren, fir dass de Client säi Pak kann opginn, an dee Sue ka matbréngen. Alles dat, fir de Service um Client daitlech ze verbesseren.

An ech wëll et hei nach eng Kéier soen: Wann et ëm déi eeler Leit geet, déi hei ugeschwat ginn, déi d'Méiglechkeet net hunn, op e Postbüro ze goen, da sinn déi definitiv mam Facteur, esou wéi en elo ausgestatt ass, bedeiend besser zerwéiert wéi mat engem Postbüro, deen iergendwou tëschent enger an dräi an eng hallef Stonn op ass, well egal wou en ass an egal wéi laang en op ass, muss ee sech déplacéieren fir dohin. Hei hutt Der de Facteur, dee kënt all Dag bei lech heem, dee mécht lech all Är Operatioune doheem, an Dir braucht nach net emol d'Schlappen auszedinn, fir déi Aktivitéite kënnen ze maachen.

35 Postbüroer sinn elo an der Diskussioun respektiv décidéiert ginn. Och dat eng Décisioun vum Conseil d'administration mat 14 Jo-Stëmmen an 2 Abstentioune, also véier Vertrieeder vun de Gewerkschaften, déi se matgedroen hunn, an zwee, déi sech enthalen hunn. De Fait, dass se sech enthalen, weist jo och drop hin, dass se a priori net dergéint sinn, mä dass se aus aneren evidente Grënn net wollte kloer derfirstëmmen.

35 Postbüroer, déi zougemaach ginn, déi manner wéi dräi an eng hallef Stonn den Dag op waren, e gudden Deel just eng Stonn, déi manner wéi 5% vun den Transaktiounen vun der Post gemaach hunn, déi zum Deel an engem schlechten Zoustand sinn, wou virun allem och d'Sécherheet net garantéiert ass. Dir wësst, dass elo zwee Iwwerfall op Postbüroer waren, a mir missten, oder mir mussen an Zukunft all déi Postbüroer sécuriséieren, wat natierlech e risegen Invest och bedeit. An dat ze maachen a Büroen, wou keen Trafic ass, wou keng Leit hkommen, ass natierlech schwéier ze verkraaften.

20 Emploie sinn insgesamt concernéiert, mä déi ginn alleguere reafektéiert. Et ass also kee Mënsch, deen do ëm säin Job wäert misse fäerten.

Déi 35 Büroer, déi do zougemaach ginn, déi ech lech elo just erkläert an opgezielt hunn, ginn ersat oder sinn zum Deel schonn ersat duerch 44 nei Point-de-venten am Cactus, am Cactus Shoppi, an den Tankstellen, mat all den Heure-d'ouvertures, déi mer do kennen, bis acht Auer, bis néng Auer, bis zwielef Auer nuets. Duerch 60 oder méi PackUp-Stationen, déi amgaange sinn uechtert d'ganz Land opgeriicht ze ginn.

Duerch 38 Raiffeisenagencen, déi deemnächst wäerten derbäikommen, fir de Leit ze erméiglechen, all hir Bankoperatioune ze maachen, an net nëmme wéi bis elo Bankoperatioune, déi sech just op d'Gestioun vun hirem Compte courant limitéieren, mä dass se och all aner Bankoperatioune kënnen an Zukunft maachen. Dofir gëtt jo genau déi dote Kooperatioun mat der Raiffeisenbank gemaach, fir de Leit also méi Service kënnen ze leeschten an net just d'Gestioun vun hirem Compte courant.

Da kënt de Facteur derbäi, deen ech lech elo just erkläert hunn, deen all d'Méiglechkeeten huet, de Leit hir Aufgaben ze erfëllen, hir Wënsch ze erfëllen, an nach den Internetbanking. Dat heescht am Kloertext: 35 Büroer, déi manner wéi dräi an eng hallef Stonn op



sinn, ginn ersat duerch méi wéi 140 Point-de-venten, plus de Facteur, plus den Internet. Ech weess beim beschte Wëllen net, wéi een do ka schwätze vun engem „Kahlschlag“, wéi den Här Eischen dat gesot huet, a wéi ee vun engem schlechte Service um Client ka schwätzen!

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, dass déi Décisiounen, wat d'Guicheten ugeet, dass déi ganz eleng vum Conseil d'administration vum der Post getraff ginn. Dat ass an engem Gesetz vun 1992 esou festgehalen. An ech wëll och, an den Här Urbany huet et gemaach, un d'Loi, un d'Gesetz vum Här Biltgen erënneren, deen de Réseau de vente erausgeholl huet aus dem Service universel, andeem e gesot huet, dass de Service um Client net onbedéngt gebonnen ass un d'Unzuel vu Postbüroen. Den Här Biltgen, mengen ech, war do senger aktueller Fraktioun méi wäit viraus a sengen Iwwerleungen, fir fir d'Zukunft vum der Post ze schaffen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Déi al Büroen, dat ass och ugeschwat ginn, souwäit wéi se der Post gehéieren, ass d'Post selbstverständlech bereet, fir mat de Gemengen ze kucken, fir deenen déi zur Verfügung ze stelle respektiv ze verkafen, wann déi Aktivitéite wëllen an deene Büroen maachen. Respektiv sinn och Gespréicher mam Minister, dee fir de Logement zoustänneg ass, fir ze kucken, ob een net punktuell och ka Logementsprojete realiséieren.

Da gouf virgeworf vum Här Eischen, dass mer dat elo, dee Kahlschlag elo do maachen ouni ofzewearden, wat déi nei Stratégie de vente ergëtt. Mä, Här Eischen, déi ass dach scho laang amgaangen! D'Cactussen, d'Cactus-Shoppieren, d'Tankstellen, d'PackUp-Statiounen, d'Facturen, dat gëtt et dach alles! Mir hunn, oder de Conseil vum der Post huet déi doten Décisioun geholl, fir elo déi Restrukturatioun ze maachen. Déi Erfahrungswäerter si selbstverständlech do. De Generaldirekter vum der Post huet och dem Syvicol ugebueden, fir eng Reunioen mam Syvicol ze maachen, fir ze erklären, wéi dat elo soll goen an och wéi dat soll goe mat deene Postbüroen, déi der Post gehéieren, wéi eng Méiglechkeeten d'Gemengen do hunn.

Et ass evident, dass, wann de Generaldirekter vum der Post bei d'Buergermeeschtere geet, fir ze froen, ob se d'accord sinn, dass e Büro zougemaach gëtt, och wann en nëmmen eng Stonn d'Woch op ass oder en Dag op ass, da seet dee Buergermeeschter selbstverständlech neen. Ech mengen, dass dat leider eng Situation ass, déi esou ass, wéi se ass. D'Post huet déi Décisioun eegestänneg geholl a se wäert elo mam Syvicol kucken, wat mat deene Gebaier geschitt.

Dann hutt Der, Här Eischen, d'Fro opgeworf, wat dann ass, wann e Bréifdréier krank ass. Mä datselwecht, wéi wann e Bréifdréier haut krank ass: Da gëtt en ersat op senger Tournée an domat huet et sech! An ech kann lech soen, dass d'Bréifdréier selwer, d'Bréifdréier selwer...

(**Interruption**)

Jo, den Här Eischen ka gär hermo eng Fro stellen, ech maachen awer nach mäin Exkurs fäerdeg.

...d'Bréifdréier selwer ganz frou sinn iwwert déi Opwärtung, déi se elo kréien an dat doten ausdrécklech ennersträchen a fir gutt fannen, wat do geschitt, wat hir Opwärtung ugeet.

An dann ass d'Fro komm, wat gespuert gëtt. Deen éischte Grond ass net deen, fir ze spueren! Deen éischte Grond, an ech hunn et am Ufank gesot, ass deen, fir de Service um Bierger ze verbesseren. An ech mengen, dass dat eis absolutt wäert geléngen. D'Käschtegrënn spilen natierlech och eng Roll, awer dat war net den Ausgangspunkt vum där heiter Strategie vum der Post.

Da wëll ech och drun erënneren fir d'Kollege vum der CSV: D'Spuerkeess huet sech och reorganiséiert an och eng Rei Büroen zougemaach an eng Rei anerer opgemaach. Ech mengen net, dass dat deemools esou e Spektakel war.

An dem Här Reding wëll ech awer soen, Här Reding, Dir souzt an där Kommissioun do, Dir hutt an där ganzer Kommissioun kee Wuert gesot, Dir hutt keng Fro gestallt.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech hunn nogelauschert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dir hutt keng Fro gestallt, Dir hutt keng Fro gestallt. Just esou vill zu Ärem Engagement fir d'Postbüroen, fir d'Postbüroen ze retten.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Une voix.** - Dat do ass awer bëlleg!

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, just den Här...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hutt Der festgestallt, Här Minister, datt och Deputéierter aus Aler Partei keng Fro gestallt hunn?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Majo, well se d'accord sinn!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Aah!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Well se d'accord sinn, Här Gibéryen.

► **Une voix.** - Aah, wat en Zoufall!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, an elo maache mer keng Dialoge méil!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Voilà, ech si fäerdeg. Ech hunn alles gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir krut keng Fro gestallt.

(**Interruptions**)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Also, an der Koalitioun kënt Der lech sécher sinn, wann esou Projete kommen, dass mer virdrun an der Koalitioun eens sinn an dofir déi Froe sech eriwwegen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, wann Der wëllt weider diskutéieren, et gëtt eng Geleeeheet, fir dat an engem flotte Raum niewendru ze maachen.

(**Brouhaha général**)

Elo huet just den Här Postminister d'Wuert an hermo zum Schluss kritt selbstverständlech den Här Eischen nach eng Kéier d'Wuert, well den Här Minister sech direkt un den Här Eischen gerichtet huet. Här Minister, fuert virun!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Also, ech war fäerdeg. Ech stelle just fest, dass d'Allianz téschent der CSV an der ADR alt erëm eng Kéier steet. Pour le reste stinn ech awer gär bereet, dem Här Eischen...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Une voix.** - Ooh! Also méi bëlleg geet et awer net! Elo gëtt et awer Zäit, Här Schneider!

(**Brouhaha général**)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat mécht mir definitiv Angscht, Här Gibéryen. Da wésst Dir alles.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gott sei Dank!

► **Une voix.** - Aner Allianze maachen och Angscht!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här Président. Här Schneider, ech mengen, Dir schwätzt hei mat anere Bréifdréier wéi ech, well si si guer net esou begeeschtert dovunner.

(**Interruption**)

Si si guer net esou begeeschtert dovunner! A meng Fro war déi, ob da bei de Bréifdréier, wëssend, dass esou vill duebel Tier gemaach ginn a musse gemaach ginn, ob do eng Personalopstockung kënt, ob dat esou de Fall ass. Well ech mengen, wann Der da mat deene Leit schwätzt, wéi Der gesot hutt, dass Der géift schwätzen, da misste se lech am Prinzip soen, dass se vir bai an hanne widder sinn!

Dat ass alles schéin a gutt an dat ennerstézte mir och, dass mer eng Revalorisatioun maachen oder dass mer den Job vum Facteur opwäerten. Mä de Problem ass awer deen, dass um Terrain d'Leit sech Froe stellen: Wéi solle mer déi Aarbecht gemaach kréien? Dat ass eng Saach. Also, kënt et zu enger Personalopstockung?

Da wëll ech lech soen, Dir hutt zwar dem Här Reding elo reprochéiert, dass en näischt gesot huet, ech wëll awer just soen, dass d'CSV d'Lëscht gefrot huet. Dir hutt eis se och net ginn!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Majo, well ech se net hat, hunn ech lech scho gesot.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Dir hutt eis se och net ginn, gellt?!

An dann déi aner Saach, de Statut vum deem, deen elo net de Bréifdréier ass oder deen als Salarié do schafft, respektiv deen dann och mat Geld ennerwee ass, ob deen dann och elo ennernt d'Faveur vum enger Prime de risque kéint falen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Eischen, zur éischter Fro, ech schwätzen natierlech net mat all Bréifdréier am Land. Dat muss Der mer verzeien, dass ech déi Méiglechkeet net hunn,...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Ech och net.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - ...fir mat all Bréifdréier am Land ze schwätzen. Dovunner ofgesinn ass dat doten den Job vum der Generaldirektioun vum der

Post, an ech wëll lech just soen, dass d'Bréifdréier jo vertrauede sinn an enger Gewerkschaft an och vertrauede sinn an Diskussiounen, déi mir hate mat der Generaldirektioun an ech de Feedback vum der Generaldirektioun krut, dass d'Bréifdréier domadder d'accord sinn an dass se dat als Opwärtung vum hirem Service gesinn.

Dass et deen een oder deen anere Bréifdréier gëtt, dee vläicht net domadder d'accord ass, kann ech novollzéien, mä ech muss awer mech un dat halen, wat deenen hir Verriedung offiziell als Standpunkt huet.

Fir dat anert ass et natierlech esou, dass dat eng intern Organisatioun vum der Post gëtt an dass d'Post selbstverständlech au fur et à mesure dorop reagiert. Wann elo den Zoustroum oder d'Demande u Bréifdréier esou grouss gëtt, dass méi Bréifdréier gebraucht ginn, dann ass et selbstverständlech, dass d'Post sech déi Moyene gëtt. Alles anescht wär jo ondenkbar.

► **Une voix.** - An d'Sécherheetsbestimmungen?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Also, ech sinn net de Gewerkschaftler vum der Bréifdréier. Ech mengen, ech hunn net hei d'Recht, mech iwver eventuell Prime-dersiquen auszeschwätzen. Ech mengen, dat sollen hir Gewerkschafte mat der Direktioun vum der Post ausmaachen an net mat mir.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An et sief nach eng Kéier drop higewisen, dass den Här Minister net am roude Beräich ass, mä nach am grénge Beräich mat senger Riedezäit. En huet eng Véirelstonn gehat.

Gutt, domat si mer um Enn vum eiser Aktualitéitsstonn ukomm a mer géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6858 iwwert den automateschen Austausch vum Informatiounen am fiskale Beräich. An d'Wuert huet elo direkt den Här Rapporteur Guy Arendt. Et sief drop higewisen, dass et de Riedemodell 1 ass an dass déi, déi sech nach net ageschriwwen hunn, dat elo solle maachen. Den Här Arendt huet d'Wuert.

## 8. 6858 - Projet de loi concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant

**1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;**

**2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, nach déi lescht Woch hu mer an dësem Sall iwwert d'Zukunft vum eiser Finanzplaz diskutéiert. Ech hat dunn och kuerz den Informatiounsaustausch ugeschwat, wéi ech erkläert hunn, dass eist Land elo net méi op der groer Lëscht bei der OCDE stoe géif.

Ech widderhuelen et nach eng Kéier. Mir hunn um Enn vum leschte Joer den Informatiounsaustausch agefuert. Doduerch ass weder eis Finanzplaz nach eise Budget an d'Gette gaangen, villméi, mir hunn eis den internationalen Evolutiounen ugepasst. Et ass wichteg, dass mer och beim Volet Steieren net stoe bleiwen, mä um Qui-vive bleiwen a mat der Zäit viruginn.

De Mëtte maachen ech lech de Rapport zu engem Projet de loi, bei deem et och em den Informatiounsaustausch a Steierfroen geet, méi genau em d'Iwwerdroen an eist Recht vum enger neier Norm, no där dës Renseignementer ausgetosch wäerte ginn. Et handelt sech em déi sougenannten Norme commune de déclaration, ofgekierzt NCD, oder, wéi et am professionellen Emgang heescht, „Common Reporting Standard“. De Gesetzesentwurf ass de 14. August vum dësem Joer vum Finanzminister déposéiert ginn. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers hunn Avisen zu dësem Projet geschriwwen.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Nodeems de 6. November vum der Regierung Amendementer ugeholl goufen, huet d'Cham-

bre des Salariés nach eng Kéier Stellung bezunn. De Statsrot huet den 1. Dezember säin Avis finaliséiert an hien ass grondsätzlech mam Text d'accord an huet e puer Observatiounen gemaach, déi am Detail am schréffleche Rapport festgehalen sinn, deen de 4. Dezember an der Finanz- a Budgetkommissioun ugeholl ginn ass.

Här Präsident, ech hunn et gesot, mir praktizéieren elo den Informatiounsaustausch a Steierfroen, wat och heescht, dass dës Informatiounen no bestëmmte Regeln ausgetosch ginn. Souwuel déi Europäesch Kommissioun wéi och d'OCDE hunn d'Efforten ennerholl, fir esou gemeinsam Regeln auszeschaffen, an dat, fir dass mer eng gemeinsam Norm kréien, no där dës Échangen oflafen. Nëmme esou ass et méiglech, dass déi Steiere bezuelt ginn, déi ufalen, dass Steierbedruch verhënnert gëtt an dass Transparenz virherrsche kann.

An anere Wieder, wa jiddwereen deeselwechte Standard iwwerhëlt, dann erreche mer deen ominéisen „level playing field“, also e Kader vum uniforme Regeln. Nëmme wann all Land déiselwecht Regeln applizéiert, hu mer eng fair Konkurrenz och a Steierfroen.

Den 29. Oktober 2014 hunn duerfir 51 Juridictiounen, an dorënner Lëtzebuerg, zu Berlin e multilateralen Accord téschent den zoustännegen Autoritéiten ennerschriwwen, dee festhält, wéi dës automatesch Steierinformatiounen ausgetosch gi sollten.

Dësen Accord beriff sech op déi nei ausgeschafften Norm, d'Norme commune de déclaration, also eng Norm, un déi sech déi 51 Länner hale wäerten. Als „early adopter“ huet Lëtzebuerg sech verflücht, den automateschen Austausch fir d'Joer 2017 anzeféieren, wou dann d'Donnéeë vum 2016 échangéiert ginn.

D'Direktiv 2014/107, déi mer haut transposéieren, iwwerhëlt ebenfalls dës nei Norm, e Standard, dee vun der OCDE ausgeschafft a vum G20 guttgeheescht gouf. Et ass an deem Kontext just schued, dass d'USA bei dëser neier Norm net matmaachen, dat, well si en änleche Standard an hirem FATCA-Gesetz stoen hunn, engem Gesetz, wat mer jo och schonn op dëser Plaz ugeschwat hunn.

Et kann een awer festhalen, dass déi Moosnamen, déi an eise Text iwwerholl ginn, vill Ähnlechkeete mam FATCA-Text hunn. Vu dass mer dës Norm elo applizéieren, mussen och e puer Ännerungen un eise Gesetz vum 29. März 2013 virgeholl ginn, wat déi administrativ Zesummenaarbecht bei Steierfroen ugeet.

Madamm Presidentin, dëse Projet de loi ass also eng wichteg Etapp an der Evolutioun vum der Steiersystemer a puncto Transparenz, dat och, well den Inhalt vum automateschen Austausch erweidert gëtt an et net nëmmen op Länner vum der Europäescher Unioen limitéiert ass. Et wäerten nach also méi detailléiert Informatiounen téscht de Länner ausgetosch ginn, wat och erëm fir méi Transparenz suerge wäert.

Praktesch wäerten also d'Donnéeë vu Betriber wéi och vu Privatpersounen no der NCD-Norm ausgetosch ginn, zum Beispill Informatiounen zu den Zënsen, Dividenden oder zu aner Revenuen, déi duerch en Aktiv op engem Kont generéiert ginn. Dës Informatiounen solle bis den 30. Juni vum Joer drop vum den zoustännegen Administratiounen ausgetosch ginn, dat natierlech an aller Confidentialitéit. D'Mise en vigueur vum dësem Text ass den 1. Januar 2016.

Madamm Presidentin, mir waren eis déi lescht Woch eens, datt eis Finanzplaz keen einfacht Joer hannert sech bruecht huet a mir waren eis genauou eens, dass se sech trotzdeem gutt verkaaft huet. Ech weess, d'Applikatioun vum der NCD ass eng weider Charge fir eis Finanzinstitutier, nieft där, déi duerch FATCA op se duerkomm ass. Et kann een elo d'Hänn an de Schouss leeën oder et kann een d'Féiss an de Grapp huelen an handelen. De Gesetzesprojet vum de Mëtte schafft en „level playing field“, an ech si mer sécher, datt eis Institutier genau doduerch hir Kompetenzen ausspille wäerte kënnen. Mir brauche kee Bankgeheimnis, well mer eng Politik hunn, déi propice Konditiounen fir d'Finanzaktivitéite schafft. Transparenz a Steierfroen ass eng vun dëse Konditiounen.

Madamm Presidentin, ech muss allerdéngs op eppes hiweisen. An zwar ass an deem Text, deen an der Finanzkommissioun ugeholl ginn ass, dat heescht an der Annex 1 vum Projet de loi, en lertum passéiert, eng Faute de frappe. Et steet enner anem an der Sektioen VII (veuilez lire: Sektioen VIII), Punkt A 6 b) «Entité d'investissement», il est fait référence aux points D 8 d) à D 8 g). An dobäi misst dat sinn: D 10 d) à D 10 g). Ech géif also...





Wat gelift?

► **Une voix.** - Net Genie?

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Genie, neen.

(Hilarité)

10 g).

Ech géif lech also bieden, Madamm Presidentin, dass mer dat herno, wa mer den Text zum Vott stellen, esou géife mat där Annerung ofvotéieren. Mir hunn och, also d'Kommissioun huet och e Bréif un d'Presidentin vum Conseil d'État geschéckt, fir dat unzekenegen, dass deen Text, wéi gesot, mat där Emännerung hei wäert akzeptéiert ginn.

Oeschléissend soen ech dem Finanzminister a senger Mataarbechter am Ministère e grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht mam Parlament a ginn hei den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Rapporteur Guy Arendt. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Laurent Mosar.

**Discussion générale**

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Ufänke wëll ech mat engem Merci un de Rapporteur Guy Arendt, deen dat op déi gewinnte roueg, kompetent Aart a Weis gemaach huet, deen och e groust Fachwëssen huet, wat d'Finanzplaz ubetrëfft. Duerfir si mer ëmmer ganz frou, wann hien déi Rapporten mécht.

Ech wollt vläicht just eppes expressément och hei begrëissen. Mir hunn net méi spéit wéi d'lescht Woch, wéi mer hei iwwert d'Finanzplaz geschwat hunn, gesot, et wär gutt, wa Lëtzebuerg bei enger ganzer Rei vun Texter zum „first mover“ géif gehéieren. Hei si mer elo net den „first mover“, mä den „early adopter“. Et ass flott, et kommen ëmmer nei Technologien hei an d'Spill. Mir setzen dat also ee Joer éischter em, wéi mer et eigentlech hätte missen emsetzen. Ech fannen, dass dat eis gutt zu Gesiicht steet. Duerfir begrëisse mer dat.

Mir mengen och, dass deen Text ganz an der Rei ass, esou wéi mer en hei presentéiert kritt hunn. Ech wëll allerdéngs op zwee Punkten agoen, déi och schonn de Rapporteur kuerz ugeschnidden huet, déi mer och schonn am Kontext vun eiser Debatt iwwert d'Finanzplaz d'lescht Woch hei behandelt hunn.

Dat eent ass dat, dass mer jo elo hei eng international Norm vum G20 iwwerhuelen, wat eigentlech eng aner Norm erëm um Niveau vun der OECD ass, a wat mech bei deenen Normen do e bësselche stéiert, ass, dass et eigentlech keng Sanktiounen ginn. Déi eenzeg Sanktiounen, déi et ginn, dat sinn déi sougenannte gro oder schwaarz Lëschten, op déi een dropkënn, wann een dann net honnertprozenteg konform ass. Mir wëssen awer op där anerer Säit, dass mer jo och heimadder eng Direktiv transposéieren, an do sti ganz genee Sanktiounen drop. Dat heescht, wann déi eenzel Memberslänner déi Direktiven net zäitgeméiss respektiv esou à la lettre transposéieren, da sinn do Strofe virgesinn, da kënnen se virum Europäesche Gerichtshaf verklot ginn.

An ech gesinn doranner, Här Finanzminister, e Problem. Mir hu kloer Regeln mat kloer Sanktiounen um Niveau vun der Europäescher Unioun. Mir hunn awer leider Gottes net déiselwecht um Niveau vun der OECD. An do musse mer ganz gutt oppassen, wa mer ëmmer erëm vum „level playing field“ schwätzen. Dee spillt elo wuel hei zwëschen deenen 28 EU-Memberslänner, mä en ass net gewäerlescht par rapport zu den Net-EU-Länner no-tamment vun der OECD.

A meng zweet Remarque huet dann och domadder ze dinn, den Här Arendt huet et scho gesot, deen „Common Reporting Standard“ ass vun den Amerikaner nach ëmmer net transposéiert ginn, wéi eng ganz Rei aner Normen och. An et schéngt mir esou ze sinn, wéi wann d'Amerikaner dat do iwwerhaapt net wëllen transposéieren. An da muss ech awer soen, dass ech awer Problemer wierklech mam „level playing field“ kréien, net nëmme do, mä och mat enger Rei vu multilateralen Accorden, déi mer an nächster Zäit sollen emsetzen. A mir hate virun e puer Deeg eng interessant Réunioun iwwert den TiSA. Ech gesi wierklech net, wéi mir hei nach virukommen, wann eent vun deenen gréissten a wichtigste Länner systematesch refuséiert, hei déi Normen emsetzen.

A mir wëssen och ganz genau, Här President, dass mer eis kaum kënnen virstellen, dass eis amerikanesch Frënn sech herno op enger schwaarzer oder groer Lëscht erëmfinden. Ech mengen, dee Risiko ass kleng.

Dat gesot, bréngen ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text a wär trotzdem frou, wann den Här Finanzminister déi Bedenken och do mat an déi verschidde Gremien hält.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Mosar. Als nächst ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Franz Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, ech wäert kuerz sinn. Ech géif gär den dem Guy Arendt Merci soe fir säi ganz gudden méndlechen a schréftlechen Rapport. Hien huet alles gesot, wat déi technesch Detailler ugeet vun dësem Projet.

Et ass erëm eng Kéier e weidere Schrëtt an d'Richtung vu méi Transparenz an eng weltwäit nei Steierarchitektur, iwwert déi mer schonn des Éftere geschwat hunn an deene leschte Méint. Mir haten en Débat iwwer LuxLeaks, mir haten en Débat iwwer FATCA, mir haten d'lescht Woch en Débat iwwert d'Finanzplaz an als LSAP begrëisse mer dee Mouvement.

Ech géif gär den dräi kuerz Observatiounen maachen zu dësem zu dësem Projet de loi. Déi éischt, déi betrëfft Froen, wat déi konkret Applikatioun vun dëser Norm ugeet. Et ass gewosst, dass dat heite keen Échange u sech ass; et ass en Échange multilatéral. Dat heescht, mir brauchen Accords bilatéraux mat deene Länner, fir dat emsetzen, deen „Common Reporting Standard“.

An do ass meng éischt Fro: Wéi schnell kommen déi? Mat wéi vill Difficultéit ass dat befaasst?

Déi zweet Fro, déi sech och stellt konkret an der Mise en œuvre, dat ass déi vun den Datenschutzstandarden. Verschidde Länner hu wahrscheinlech schwach oder keng Datenschutzstandarden. An do wär d'Fro, ob et do Garantië gëtt, déi kënnen agebaut ginn an déi Accords bilatéraux, wat d'Transferte vun Daten ugeet u verschidde Behërdnen.

An déi drëtt Fro, déi sech awer och hei stellt am Kontext vun deem neien Échange, dat ass, well jo och hei Revenue vu Gesellschaften betrëfft, net nëmme vu Leit, stellt sech och d'Fro heiansdo vun de Bénéficiaires économiques. Dat heescht, dass ass net ëmmer einfach ze identifizéieren, an ech mengen, ech gesinn och do e bëssen e Problem an der Emsetzung um Terrain vun dëser Norm.

Déi zweet Fro, déi ech kuerz wollt abordéieren (veuillez lire: Déi zweet Observatioun, déi ech kuerz wollt maachen), dat ass och scho vum Laurent Mosar ugeschwat ginn, dat ass déi vum „level playing field“ mat Amerika. Ech war och an där Reunioun do vun der Kommissioun vun den Affaires étrangères, dat war en interessanten Échange iwwert d'Progrés an der Adaption vum TiSA, an do ass effektiv kloer ginn, dass mer Welten ausneelee mat den USA, wat eng ganz Rei international Normen uginn. Bei BEPS, Basel, Solvency si mer viru Kuerzem gewuer ginn, dass d'Amerikaner nach ganz wäit vun eise Standarden ewech sinn. A mir hunn awer, mengen ech, mat enger gewësser Rassuranc gehéiert, dass déi europäesch Négociateure ganz fest awer un engem Respekt vun deenen internationalen Acquisen an Norme festhalen, fir weiderzokommen am TiSA. Mä et freet ee sech effektiv, awéifern et realistesch ass, iwwerhaapt nach deen TiSA do weiderzeféieren, wann een esou wäit auserneeläit a wann een och net gesäit, dass d'Amerikaner, wéi dat och am Fall hei vun dësem „Common Reporting Standard“ ass, guer keng Velléitungen hunn, fir op de Wee vun esou engem Standard ze goen, well se eben en l'occurrence hire FATCA hunn.

Eng drëtt Bemierkung, déi ech wollt maachen, betrëfft och d'Transparenz. Mir gesinn, dass weltwäit Verschleierung a Steiervermeidung en Auslafmodell sinn. Dat ass ganz kloer. An ech géif gär den dräi Elementer uféieren, fir dat ze beleegen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei Banken, an net där mannter, déi op de Wee ginn, fir hire Clienten, déi Offshore-Gesellschaften hunn, dat heescht Gesellschaften, déi net zu Lëtzebuerg setzen an déi am Numm vun deene Gesellschaften Konten hunn, fir deenen nozeleeen oder souguer se ze forcéieren, des Strukturen opzeléisen an déi Suen ze deklaréieren.

Mir gesinn och, dass an anere Länner, mat deene mer soss en Intérêt commun gemaach hunn, fir eist Bankgeheimnis ze verteidegen, ech denken haaptsächlech un Éisträich, dass d'Éisträicher am Summer hiert Bankgeheimnis komplett ofgeschaaft hunn, e bëssen an enger

Nacht- und Nebelaktioun, mä se hunn et ofgeschaaft a si hu bei sech doheem eng Période de régularisation adoptéiert, wou d'Leit elo kënnen hir Revenuen, déi se soss eben an engem Bankkonto haten an déi se de Steieren net deklaréiert hunn, eben elo kënnen régulariséieren.

Drëttes Punkt: Mir maachen och elo an eise Budgetgesetz eng Amnestie. Mir maachen eng Amnestie fir Leit, déi am Ausland Konten haten, wou mer Informatiounen kruten ënnert dem Échange d'information a wou mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, och sech ze régulariséieren an déi Revenuen hei ze deklaréieren.

Firwat soen ech dat do? Mä ech soen dat, well ech ech der Meenung sinn, dass mer müssen eng seriö Reflexioun féiere vis-à-vis vun eise Bankgeheimnis, ob dat Bankgeheimnis vis-à-vis vun de Steierbehërdnen zu Lëtzebuerg intern nach bäibehale ka ginn oder wat et justifiéiert. Mir sinn an engem weltwäiten Trend vun Transparenz a vu Steiergerechtheet. Mir schwätzen och vun engem „level playing field“ an déi eenzeg Leit, déi sech nach kënnen schützen mat deem Bankgeheimnis, dat sinn déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg bei enger Bank hir Sue leien hunn an déi eben dat Bankgeheimnis „en plein“ kënnen invoquéieren.

An ech froe mech, ob mer an deem internationale Kontext, an deem mer sinn, ob mer do net müssen awer seriö eng Reflexioun féieren, wat dee Punkt do ugeet.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Fayot, erlaabt Der, dass den Här Roth lech eng Fro stellt?

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Natierlech.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech hunn dem Här Fayot elo ganz oprichtig nogelauschert. Ech hunn awer nach just an Erënnerung, dass de Finanzminister virun net allze laanger Zäit och op eng Fro vu mir hin eigentlech bekräftegt huet, dass d'Lëtzebuerg Bankgeheimnis net zur Dispositioun géif stoen. An ech gesinn och un dem Gesichtsdruck vun dem Här Gramigna, dass en dozou steet.

Dofir meng Fro un den Här Fayot, ob en awer déi Virgab vun der Regierung, an dësem Fall vun dem Finanzminister, nach weiderhin deelt.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Natierlech deelen ech déi Virgab. Ech weiss och, dass dat net an eise Regierungsprogramm steet. Dat ass och guer keng Reflexioun am Kader vun der kommander Steierreform. Mä, ech mengen, dat ass eng Reflexioun, déi ee muss an esou engem Débat kënnen féieren. Mir sinn hei an engem Parlament, wou, mengen ech, Parlamentarier och kënnen Iddie formuléieren, déi fir d'Zukunft sécher menger Meenung no..., deene mer net kënnen aus dem Wee goen. An, ech mengen, dat stellt a kenger Weis dat a Fro, wat de Finanzminister dozou gesot huet. Ech weiss och, wéi gesot, dass dat net an eise Programm steet. Mä ech mengen, a meng Partei ass och der Meenung, dass mer déi dofen Diskussioun an déi do Reflexioun musse féieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Fayot. Op menger Lëscht ass elo just nach den Här Wagner ageschriwwen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Also, okay, null.

Also, dee Projet de loi hei, iwwert dee mer elo diskutéieren, setzt den „Common Reporting Standard“ vun der OCDE iwwert den automateschen Informatiounsaustausch a Lëtzebuerg Recht em. Et ass de virleefeg Schlussstréch ënnert der Blockadehaltung a Saache Bankgeheimnis, déi Lëtzebuerg iwwer zéng Joer laang op europäeschem an internationalem Niveau bedriwwen huet, op d'mannst zéng Joer, wou mer onnëtz politesch an diplomatesch Energie verbëzt hunn, fir dubiéis Privilegien och nach vum Finanzmilieu ze verteidegen, amplaz eis em d'Diversifikatioun an d'Emstrukturéierung vun eiser Wirtschaft ze bekëmmern, zéng Joer, während deenen d'Reputatioun och vum Land an der Welt massiv gelidden huet.

Virun de Chamberwahlen '99 ass de fréieren, eise fréieren Deputéierten, den Ander Hoffmann, op enger Table ronde mam Jean-Claude Juncker gefrot ginn, ob e fir d'Ophiewe vum Bankgeheimnis wär. An do huet den Ander deemools mat engem knappe Jo geäntwert, wat am Sall an natierlech och doriwuer eraus fir zimlech Opreegung gesuergt hat. En huet duerno seng Antwort an engem Artikel an der Zäitschrëft „Forum“ folgendermoosse begrënt: „Et kann een net hei zu Lëtzebuerg eng Politik legitiméieren, déi een enzwousch anescht géif condemnéieren an déi, wann ee se géif als universaalt Gesetz opstellen, desastréis

Konsequenze géif produzéieren an och produzéiert.“ Do huet de Philosoph vum kategorie-sche Imperativ, mengen ech, geschwat.

Dës Positioun, déi mir als Lénk ëmmer verteidegt hunn, war hei zu Lëtzebuerg net ëmmer populär, mä et ass eng Positioun, déi richtig ass. Steierhannerzéiung a Steierflucht ass kee Kavaliersdelikt. Et ass eng schlëmm Form vu Kriminalitéit, well déi Suen, déi doduerch an de Statskeesen an Europa a ronderem d'Welt feelen, déi Sue feelen, fir sozial Systemer ze finanzéieren, fir Schoulen, Spideeler an aner Infrastrukturen ze bauen. Déi Suen, déi räich Individuen a Sociéitéten duerch Steierhannerzéiung aspieren, fir nach méi räich ze ginn, déi spueren se op dem Réck vu sozial Schwaachen, vu Kranken an um Réck vun der Zukunft vun de Kanner.

Et kann ee vläicht och soen, wéi den Här Fayot virdru gesot huet, dass et eng Tendenz gëtt, dass et net méi esou in ass, fir op eng - on va dire - illegal Aart a Weis Steierhannerzéiung ze bedriewen. Dat kann een deelweis deelen, wann ee sech bewusst ass, dass Legislatiounen, ënner anerem eng Legislatiounen hei zu Lëtzebuerg, u sech e legale Kader schafe fir Sociéitéten, fir esou mann wéi méiglech Steiere kënnen ze bezuelen. Iergendeng Kéier brauch een dann och net méi d'Gesetzgebung ze contournéieren oder mat komeschen Tricker ze schaf-fen, wann et souwisou legaliséiert ass.

Also, wann een déi Politik, déi Lëtzebuerg bedriwwen huet an a groussen Deeler och nach bedriift, als universaalt Gesetz géif opstellen, da géife mer an enger Welt liewen, wou déi Räich a wou d'Betriber praktesch guer keng Steiere méi bezuele géifen, wou eng minoritär Schicht vum Stat profitéiert, ouni eppes dozou bäizdroen, ëmmer méi Pouvoir kritt an der Allgemengheet hir Politik zu groussen Deeler kann och diktéieren, enger Welt, wou d'State hir Dépenses drastesch senke mussen, wou se de Sozialstat radikal ofbaue mussen an déi méi Schwaach an der Gesellschaft steierlech staark belauschten.

Leider ass dat keng schrecklech Zukunftsvision méi: Et ass a groussen Deeler déi Welt, wéi mer se elo erliewen! Lëtzebuerg huet dës Zort vu Politik net erfonnt, mä Lëtzebuerg steet säit Jorzéngten an der éischter Linn am internationale Steierkrich a muss sech dofir de Virwurf gefale loosse, leider mat senger Politik déi Entwécklung kräfteg ze ënnerstëtzen.

Datt mer haut dës Projet de loi votéieren - an dee wäerte mer och nach matdroen -, ass awer net dorobber zrëckzeféieren, dass d'Regierung sech op eemol der desastréier Wierkung vun eiser Politik op d'Welt bewusst ginn ass. Dee Richtungswissel gouf och ageleet, well no der Emsetzung vum amerikanesche FATCA mir dozou gezwonge gi sinn! An do täuscht och net déi Tatsaach driwwer ewech, dass Lëtzebuerg zu den „early adopters“ ziele wäert.

Wéi wéineg sech déi Regierungen, oder déi heite Regierung sech un der politescher Dimension vum dësem Problem interesséiert, erkennt ee schonn un den Initiativen, déi schonn emgesat oder geplangt sinn, fir dësen automateschen Informatiounsaustausch ze emgoen. Zum Beispill gi Valeuren, déi am Freeport déposéiert sinn, vun deem System jo net erfaasst. Et ass also keen Zoufall, dass mer elo um Findel och esou eng „Blackbox“ opgericht hunn.

Och orientéiert sech den OCDE-Standard, am Géigesaz zu FATCA, net no der Nationalitéit vun dem Kontoinhaber, mä no dem Lieu de résidence. Dat léist natierlech eng Course aus, well déi räich Steierflüchtlingen, déi kënnen dann déi bescht Steierresidence sech aussuchen. Och do ass Lëtzebuerg gutt dobäi, Stéchwuert Fondation patrimoniale.

Schon eleng unhand vun deenen zwee Beispiller gesäit een, dass dës Regierung näischt aus de Feeler vun der Vergaangenheet geléiert huet. Wa se gezwonge gëtt, eng Nischepolitik zouzemaachen, mécht se op enger anerer Plaz eng aner Nisch op, e bëssen esou wéi en Junkie, deen ophält eng Drog ze huelen an duerno eng aner Drog hält.

Madamm Presidentin, d'Steierflucht ze ënnerbannen ass eng vun de gréissten Erausforderungen vun eiser Zäit an ass keng einfach Aufgabe. No de Jorzéngte vu Liberaliséierung an Deregulariséierung hu mer haut entfesselt Finanzstrém, déi keng Grenze méi kennen a kenger Kontroll méi ënnerleien.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mat engem Klick ginn enorm Zomme vun engem Eck vun der Welt an deenen aneren transferéiert, während d'Wierkung vun den eenzelne Steierverwaltungen op hir Länner limitéiert ass. Et muss drëms goen, fir déi politesch Kontroll-méiglechkeete géigeniwwer vun de Finanzstrém erëm zrëckzegewannen. An dat geet nëmme duerch eng verstärkt politesch Ko-





operatioun, déi mer jo mat dësem Projet de loi wëlle renforcéieren.

Trotz verschiddene Saachen, déi hätte besser kënnen gemaach ginn, hale mer dës Initiativ trotzdem awer fir eng wichteg Etapp a wäerten, wéi ech virdrun och gesot hunn, dësse Projet votéieren.

De Wee, e gemeinsamen internationale Standard fir den automateschen Informatiouns-austausch ze entwéckelen an ze probéieren, esou vill Länner wéi méiglech zum Matmaachen ze bewegen, ass dee richtegen, och wann ofzewaarde bleift, wien dann elo tatsächlech alles wäert matmaachen.

Allerdéngs wär et vläicht och besser gewiescht, wann een dat um Niveau vun der UNO gemaach hätt, och vum Tax Committee. An dat hu jo och d'Entwécklungslänner am Juni op der Konferenz an Äthiopien zu Addis Abeba vehement gefuerdert. Mä do muss een awer leider feststellen, datt d'EU net matgemaach huet. D'Resultat ass, datt den automateschen Informatiouns-austausch fir d'Entwécklungslänner elo quasi net zougänglech ass!

Den neie Standard verlaangt jo d'Réciprocité, dat heescht, wann ee gären Informatiounen hätt, da muss een och Informatiounen bereestellen. Dofir hunn dës Länner awer och nach net d'Capacitéit an et gëtt souguer geschat, datt eleng an Afrika, südlech vun der Sahara, ongeféier eng 650.000 Steierbeamten nei missen agestallt ginn, fir de Standard kënnen ëmzesetzen. Dofir bräichte se nach d'Mëttelen an da wiere mer nach an enger anerer Diskussioun, wou ech och schonn oft dovunner erzielt hunn.

Dat heescht, obwuel dës Länner also e vitalen Interessi un dem Informatiouns-austausch hunn, si se aus technesche Grënn dovunner ausgeschloss. Oder vläicht och aus politesche Grënn? Well d'Länner vum G20 hu jo vläicht guer keen Intérêt drun, datt d'Entwécklungslänner déi illegal Finanzstréim ënnerbannen. Dat ka jo och sinn.

Wann d'Regierung also déi ganzen Zäit vum „level playing field“ schwätzt, da wier et gutt, wa se sech och derfir géif asetzen, datt d'Entwécklungslänner kënnen op der Spillwies matmaachen. Do ass sécher nach vill nozebeeseren, an dat hätt och vläicht mat der Cohérence des politiques an der Kooperatiounspolitik ze dinn.

Zum Schluss wëilt ech nach Folgendes feststellen: Duerch dee Projet de loi hei kréien all d'Steierverwaltung vum de Länner, déi matmaachen, Zougang jo zu den Informatiounen iwwer d'Revenue, déi hir Bierger op der Lëtzebuerger Finanzplaz akasséieren. Et ass just eng Steierverwaltung natierlech, déi dës Informatiounen net kritt, an dat ass déi lëtzebuergesch Steierverwaltung! Déi muss weiderhin dorobber vertrauen, datt och jiddweree seng Kapitalertrag uerdentlech deklaréiert.

An deem Kontext muss d'Fro erlaabt sinn, firwat datt d'Administration des Contributions directes weiderhi keen Zougang zu deenen Informatiounen kritt, wat et hir enorm géif erlichteren, hir Aarbecht kënnen ze maachen. An dat wär wichteg! An Zäiten, wou am Budget un allen ECK gekierzt gëtt, ass et ëmsou méi wichteg, sécherzestellen, datt kee sech senge Verpflichtunge géigeniwwer vum Stat kann entzieren.

Dofir wëilt ech och nach den Här Minister op dës Plaz bidden, vläicht nach eng Kéier d'Grënn ze nennen, firwat datt d'Regierung eiser Steierverwaltung deen Zougang zu deenen Informatiounen weiderhin net wëllt erlaben. Ech sinn dovun iwwerzeegt, datt e mer eng Äntwert gëtt an dat en och vum senger Äntwert ganz iwwerzeegt selwer wäert sinn.

Zum Bankgeheimnis. Den Här Fayot huet zu Recht gesot, datt mer mussen driwwer diskutéieren. Also, Här Fayot, mir sinn och bereet, lech dobäi ze hëllefen, fir dee Schratt ze maachen. Dat wier awer e ganz anere Koalitiounsvertrag.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet direkt den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, fir d'Éischt e grouse Merci un de Guy Arendt fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht, deen, wéi dat bei him eng Traditioun ass, exzellent war a komplizéiert Saachen einfach ausgedréckt huet.

Haut hu mer e wichtige Projet hei ze stëmmen, deen en fait ënnert dem Zeeche vun der Transparenz a Steiersaache steet. Mir hunn den

1. Januar 2015 vun dësem Joer also den Échange automatique agefouert. Mat deem heite Projet féiere mer op den 1. Januar 2017 den Échange automatique op eng erweidert Aart a Weis an, an zwar op Basis vun enger Direktiv vun 2014, op där enger Säit, an op Basis vun der Konventioun vu Berlin, déi ech am Oktober 2014 ënnerschriwwen hunn.

Ech wëll erënneren drun, dass grad déi Directive de coopération administrative vun 2014, vun där mer hei schwätzen, en fait déi ass, déi eise Secret bancaire ausser Kraaft setzt, well et op Basis vun dëser Direktiv ass, wou mer jo den Échange d'informations kënnen maachen an dann och muer am verbreederte Sënn.

Den internationale Kontext ass deen, dass mer dat an der EU gemaach hunn an och zu Berlin zu 51 Staaten ënnerschriwwen hunn, déi op den 1. Januar 2017 den Échange automatique maachen, an op den 1. Januar 2018 74 Länner dat wäerte maachen.

Wat ass d'Norm, déi do zréckbehalen ginn ass? Dat ass déi gemeinsam Deklaratiounsnorm, op Englesch „Common Reporting Standard“. Vlächicht kann ech hei e bësse méi Licht an d'Debatt bréngen, well deen „Common Reporting Standard“, deen ass en fait zu 99% d'selwecht wéi dat, wat am Accord FATCA mat Amerika ausgehandelt ginn ass. Mir hunn also doduerjer eng Norm, vum 2017 un, déi als Parameter gëllt, fir den Échange d'informations ze maachen.

Also, fir et ganz einfach auszedrécken, den Échange d'informations, dee mer mat Amerika op Basis vu FATCA maachen, geschitt op enger Norm, déi praktesch déiselwecht ass, wéi déi, déi mer hei am Kader vun dëser Direktiv a vun der Konventioun vu Berlin maachen. Dat war och eng Demande vun eiser Finanzplaz, an net nëmme vun eis, och vu ville Banken an der Welt, fir ze soen: Gitt eis eng unique Norm, dass mer net mussen op verschiddene Aart a Weisen d'Informatiounen sammelen. An ech mengen, dat ass eng gutt Noriicht.

Et ass gesot ginn hei, dass et vlächicht um „level playing field“ géif feelen, well vlächicht Amerika net richtig matmécht. Amerika mécht jo mat iwwert de bilaterale FATCA. Et ass net, dass Amerika keng Norme mat eis austauscht, mä et mécht dat op eng bilaterale Aart a Weis, wéi gesot, op Basis vun engem Standard, dee ganz äänlech ass wéi deen, dee mer hei fir eis selwer am Kader vun der Berlin-Konventioun an am Kader vun Europa unhuelen.

Et ass och gesot ginn - ech mengen, et war eng Fro vum Här Mosar -, dass mer hei net déiselwecht Sanktiounsmechanismen hunn. Bon, mir hunn an Europa eis Sanktiounen, wann een d'Direktiven net ëmsetzt, an e ganze Mechanismus. Dat ass ganz richtig. Ech wëll awer ënnersträichen, ech mengen, dat ass net gutt zum Virschäin komm, dass am Kader vun der Konventioun vu Berlin, déi ënnert den Auspicien ass vun der OCDE, dass do e Mechanismus vun „peer review“ agefouert gëtt, also vu Kontrollen, souwéi mer dat kenne beim Échange d'informations sur demande, wou mer jo och, wéi mer jo all wëssen, elo vun der Lëscht, vun der negativer Lëscht ewechkomm sinn. Et ben, en äänleche Mechanismus gëtt hei agefouert. A fir dann de Schluss ze zéien, dass dowéinst da keng Sanktiounen bestinn, ass net richtig, fannen ech op jidde Fall, politesch a medieméisseg net richtig.

Mir hunn also am Kader vun der EU Mechanismen, déi mir als EU virgesinn op där enger Säit, an am Kader vun der Berliner Konventioun gëtt e Monitoring gemaach. Dat heescht, d'Länner ginn all kontrolléiert an déi, déi dann déi Normen net géifen anhalen, et bien, déi ginn da mam Fanger gewisen. Et ass also net esou, dass keng Sanktiounen an deem anere Mechanismus wäeren.

Deen heiten Échange automatique trëtt a Kraaft natierlech mat der Adoptioun vun dësem Gesetz, mä e rapportéiert sech op d'Donnéen vum 2016, déi mer mussen spéitstens op den 30. Juni 2017 agesammelt hunn.

Ech wëll och drop hiweisen, obwuel dat och net vill an den Diskussiounen war, dass mer e puer Saachen exkludéiert hunn, ënner anerem sinn dat d'Konten vun Épargne logement oder och Konten, déi mat dem zweeten oder drëtten Piler vun den Zousazpensiounen ze dinn hunn, an dass d'Juridictionen, déi hei Partner sinn, oder d'Länner, déi hei Partner sinn, en fait d'Union sinn an all Pays-signatairen. A mir hunn en fait eng Option hei gewielt, dass en fait d'Banken hei all d'Donnéen sollen asamele vun allen Non-résidenten, ob se Signatair sinn, déi direkt 2017 et maachen oder 2018, fir dass se en fait eng relativ breet gefächert Aart a Weis gebrauchen, wat hir Käschter reduzéiert.

Ech freeë mech, dass d'Chambre-professionnelen an de Conseil d'État dat alles ganz ënnerstëtzt hunn. An ech freeë mech iwwert d'En-

nerstëtzung, déi mer hei d'une manière très large an der Chamber kréien. Ech mengen, mir sinn hei um Wee vun engem „level playing field“. An déi, déi mer méi oft hei op der Tribün nolauschteren, wëssen, dass ech mech fir den „level playing field“ asetzen.

Ech mengen, an deem heiten Domän ass et vlächicht e bëssen iwwerspëtzt, d'Amerikaner hinzustellen, wéi wa si dat Spill hei oder d'Spill..., et ass kee Spill, mä deen Échange net géife matmaachen.

Wat d'Entwécklungslänner ubelaangt, kann ech dem Här Wagner soen, dass mir wuel ënnerstëtzen, dass d'Entwécklungslänner sollen am Mechanismus matmaachen. Do komme mer dann an e Kader vun der UNO, an da mussen déi Länner selwer och bereet sinn, dat matmaachen. Dat gëtt, menger Meenung no, och an deenen nächste Joren en Enjeu. Ech kann lech soen, dass dat fir d'OCDE ee vun den Haaptobjektiver ass, soubal dee Mechanismus hei a Kraaft trëtt, mat den Entwécklungslänner, Pays en voie de développement, Methoden ze fannen, fir dat heiten ëmzesetzen.

An dat beweist eis, dass och an deem heiten Domän mer eng global Wirtschaft an eng global Welt kréien, well och déi Normen, déi eng méi fair Gesellschaft sollen aféieren, och gesellschaftlech vun all Mënsch gedroe ginn an dann och global Valeure ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Wann Der erlaabt...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci fir déi Explikatioun vum Här Finanzminister. Ech géif awer trotzdem wëllen nach eng Fro unhänken, well ech do net ganz d'accord si mat deem, wat de Finanzminister ausgeféiert huet.

Et ass richtig, wann e seet, mir hunn e bilaterale FATCA-Agreement mat den Amerikaner. Dir muss awer och wëssen, an ech mengen, dat ass allgemeng gewosst vun deene Leit, déi vill mat deem Agreement schaffen, datt dat e relativ déséquilibréierten Agreement ass, deen haaptsächlech den Amerikaner ganz vill Rechter gëtt an hire Partner ganz weineg, an haaptsächlech de grouse Problem ass, datt deen Agreement net applikabel ass par rapport zu deenen eenzelne Bundesstaaten an Amerika, wou d'Amerikaner jo ëmmer derfir plädéieren, ze soen, datt dat an der Autonomie vun deene 50 oder 51 eenzelne Staaten ass an datt dat u sech net opposabel ass.

An duerfir meng Fro un de Finanzminister: Wann dat och richtig ass, datt mer déi Disposition am FATCA-Agreement dran hunn, sinn ech net iwwerzeegt, a meng Fro ass, wéi dat awer an der Praxis zum Beispill par rapport zu Ohio oder zum Delaware och um Niveau vum Échange d'informations ëmgesat gëtt.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass ganz bestëmmt eng legitim Fro. Mä déi kënnst ee vlächicht applizéieren op eng Rëtsch Länner, déi fédéral opgestallt sinn.

De Problem ass erkannt d'une manière plus large, net nëmme wat d'Kompetenze si vun de Bundesstaaten an Amerika an dem État central, et sinn nach eng Rëtsch aner Froen, déi sech mat Amerika stellen. Hei ka Lëtzebuerg eleng näischt maachen. An et ass jo och, wéi mer jo gesinn, eng Compétence communautaire. Dofir hu mer jo eng Direktiv driwwer.

Dat ass e Problem, dee vun der Kommissioun regelméisseg opgeworf gëtt. An ech kann lech just soen, dass Lëtzebuerg dat ganz no suivéiert. An all déi Problemer, déi op d'Tapët kommen, déi mat „level playing field“ ze dinn hunn, do kënnst Der dermat rechnen, dass Lëtzebuerg dat wäert ënnerstëtzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. Da si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6858.

Ech wollt lech nach eng Kéier drop hiweisen, datt sech en lertum beim Renvoi an der Annex 1 ënnert der Sektoun VIII, Punkt A 6 b) «Entité d'investissement» ageschlach hat. Mir hunn dat rectificéiert. An ech wollt lech drop opmierksam maachen, wann Der do dermat d'accord sidd, dass mer iwwert dee rectificéierte Renvoi elo ofstëmmen, wéi och den Här Rapporteur schonn drop higewisen huet. Am zweeten Alinea gëtt eng Referenz op d'Punkten D 8 d) bis D 8 g) gemaach amplaz op d'Punkten D 10 d) bis D 10 g).

#### (Interruptions)

Also, wann elo iergendeen dat konnt novollzieren, dann...

#### (Brouhaha)

Also, Dir maacht mer einfach Vertrauen.

#### (Exclamations)

Neen, Dir maacht der Administratioun Vertrauen. Voilà!

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6858 et dispense du second vote constitutionnel

Da bidden ech lech, iwwert dee verbesserten Text ofzestëmmen. Fir d'Éischt geet emol d'Ofstëmmung un. An dann déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. Voilà! An de Projet ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ech wollt d'Chamber dann nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze ginn.

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Merci villmools!

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2014. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, de Marc Lies.

### 9. 6911 - Comptes du service inté-rieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014

#### Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Marc Lies (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Enn des Joers ass d'Zäit vun de Konte vun der Chamber. Kuerz virum Vott vum Statsbudget sollen och d'Konten vun der Chamber vum Virjoer, also dem Buchungsjoeer 2014, vun enger Spezialkommissioun analyséiert a kontrolléiert ginn.

Den Artikel 165 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitieren, éischten Alinea: «(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes“, assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.»

Véierten Alinea: «(4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.»

D'Firma Deloitte, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2014 gemaach huet, kënnst Enn Oktober vun dësem Joer an hirem Schreiwes zu folgender Konklusioun: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables applicables définis par le Bureau de la Chambre des Députés.»

Ech wäert lech e puer Eckdate vum Bilan 2014 am Verglach zum Budget 2014 an awer och am Verglach zum Kont 2013 mat op de Wee ginn, ouni elo awer wëllen an den Detail ze goen.

De Statsbudget huet der Chamber fir d'Rechnungsjoeer 2014 ee globale Kredit vu ronn 34,6





Milliounen zougesprach. Op Enn 2014 louchen d'Ausgabe bei ronn 32,1 Millioun, wat enger Hausse vun 8,98% par rapport zum Rechnungsjoer 2013 an 2.650.000 Euro entsprach huet. Gi mir awer dohin a rechnen 1.622.000 Euro vun der Wahlcampagne of, da gesäit d'Bild schonn e bëssen anescht aus. Am Endeffekt handelt et sech ëm eng Augmentatioun vun den Ausgabe vun 988.000 Euro, wat enger Hausse vun 3,35% entsprécht.

Bei der Indemnisation vum den Deputéierte stellt een eng Differenz vun 886.000 Euro par rapport zu 2013 fest, wat enger Hausse vun 8,24% entsprécht. Dës Hausse huet awer domat ze dinn, datt am Joer 2013 opgrond vun de virgezunnen Neiwahle manner Aktivitéit an der Chamber wor.

D'Compte-rendue schloen am Joer 2014 ëm 324.000 Euro méi zu Buch wéi 2013.

D'Frais de route et de séjour fir international Reunionen, déi natierlech a Fonctioun vun der Zuel vun de Participantë sinn an awer och vun der Plaz ofhänken, wou dës Reunionen stattfannen. Dës Fraise si vun 265.000 op 338.000 Euro an d'Luucht gaangen.

D'Frais de fonctionnement sinn ëm 1.433.000 Euro méi niddreg ausgefall, wéi de Budget et virgesinn huet. Hei konnte verschidde Projeten net realiséiert ginn, goufen awer op 2015 reportéiert. D'Fonctionnementskäschten op der Clôture 2014 leien ëm 238.000 Euro méi niddreg wéi am Joer 2013 an ëm 67.000 Euro méi niddreg wéi 2012.

Hëlt een de Crédit voté, esou goufen 2,5 Milliounen manner ausgi wéi virgesinn. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 7,23%.

De Budgetswwerschoss vun 2,5 Milliounen suergt derfir, datt d'Reserven op den 1. Januar 2015 sech op 8,4 Milliounen belafen. Heivu mussen awer 588.000 Euro ofgerechent ginn, woubäi et sech ëm Engagementer handelt, déi op d'Buchungsjoer 2015 reportéiert goufen. D'Reserve belafe sech also realistesch op 7.824.000 Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprises Deloitte sinn der Meinung, dass d'Konten vun der Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech lech alleguerte bieden, d'Konten vum Exercice 2014 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber awer och gär ee grouse Merci soe fir hir gutt an exemplaresch Aarbecht.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport a géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwecht ze maachen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspräsident och dës Resolutioun.

Merci.

#### Résolution

*La Chambre des Députés, vu le rapport de sa commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2014 et*

*prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.*

(s.) Marc Lies.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools dem Här Rapporteur. Ech probéieren elo emol eppes: Wann dat geneesou ass, wéi den Här Rapporteur gesot huet: Sidd dermat d'accord, dass jiddwereen dermat d'accord ass?

(Assentiment)

An dass mer net méi brauchen dat nach eng Kéier ze soen a mer kënnen direkt zur Resolutioun iwwergeroen?

► **Plusieurs voix.** - Jo. Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An da froen ech lech, ob der dermat d'accord sidd, fir à main levée doriwwer ofzestëmmen?

(Assentiment)

#### Vote sur la résolution

Wien also mat dem Rapport an de Konte vun der Chamber fir 2014 d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat gesäit no Unanimitéit aus. Mä ech froen awer: Wien ass dergéint? A wien enthält sech?

Unanimitéit. An hei brauch ech jo dann net d'Dispens vum zweete Vott ze froen. Merci.

Da gi mer direkt zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer. Do geet et dann ëm d'Konten vun der Cour des Comptes. An d'Wuert huet direkt d'Madame Diane Adehm als Auteure-rapporteuse vun der Resolutioun.

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Rapporteuse!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Rapporteuse? Rapporteuse? Mir kréie kee Sträit, gell!

(Hilarité)

Voilà!

D'Madame Adehm huet d'Wuert.

### 10. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 de la Cour des Comptes

#### Exposé

► **Mme Diane Adehm (CSV), auteure.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Cour des Comptes huet och d'lescht Joer erëm eng ganz ausgezechent Aarbecht geleescht. Si hunn hir Aarbecht souwuel op administrativem Plang ganz gutt gemaach wéi och op finanziellelem Plang, well si konnten hiert Joer mat engem liichten Iwwerschoss ofschléissen. De Réviseur hat quer kee Commentaire par rapport zu hire Konten ze maachen. An duerfir géif ech lech och bieden, fir déi Konten alleguerten unzehuelen, an ech géif och eng deementsprechend Resolutioun dem President iwwerreechen.

Merci.

#### Résolution

*La Chambre des Députés,*

*- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels»;*

*- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 7 décembre 2015,*

*approuve*

*- les comptes de l'exercice 2014 de la Cour des Comptes.*

(s.) Diane Adehm.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools. An ech gi jo da bal dovun aus, dass mer datselwecht nach eng Kéier kënnen maache wéi virdrun.

#### Vote sur la résolution

Ech géif da froen: Wien ass dermat d'accord? D'Géigeprouf: Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Unanime. An dann ass déi Resolutioun domat och ugeholl.

Esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

### 11. 6911 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014 (suite)

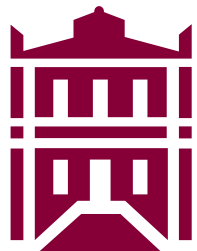
An ech hat vergiess, dat virdrun ze soen: Esou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt déi viregt Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Domat si mer um Enn vun eisem Ordre du jour fir haut de Mëtten ukomm a mir gesinn eis muer de Mëtten um zwou fir de Rescht vum Ordre du jour erëm. Merci villmools.

Domat hiewen ech d'Sézung op.

(Fin de la séance publique à 17.01 heures)

<sup>1</sup> Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6779 - Projet de loi
  - relative à la protection internationale et à la protection temporaire;
  - modifiant
    - la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,
    - la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration,
    - la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;
  - abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection
    - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
    - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Marc Angel, M. Gusty Graas (Mme Nancy Arendt pose une question), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
    - Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Débat d'orientation sur le deuxième rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs et sur le troisième rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie
  - Exposé: Mme Cécile Hemmen
  - Débat: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Alexander Krieps), M. Serge Urbany, Mme Martine Mergen
  - Prises de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
- 6852 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme «Alliance Ground Surveillance» (AGS) de l'OTAN
  - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
  - Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
  - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch et Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)



## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Ausseminister?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dat schéngt net de Fall ze sinn, Här President.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass dann net de Fall. Dann huelen ech Kenntnis do dervun. A mir ginn dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 6779 iwwert den internationalen a temporäre Schutz vu Leit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

## 2. 6779 - Projet de loi

### 1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire;

### 2. modifiant

- la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration,

- la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

### 3. abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kollegeinnen a Kollegen, den 19. Februar vun deem Joer huet de Minister fir Immigration, de Jean Asselborn, dese Projet de loi hei déposéiert. An e Mount méi spéit, den 20. März, hate mer eng gemeinsam Sitzung mat der Familjekommission an der aussepolitescher Kommission, well jo och d'Madamm Cahen, d'Familljeministesch an d'Integrationsministesch, de Projet de loi iwwert den Accueil virgueluecht huet. Mir hunn déi also zesumme virgestallt kritt an enger Kommissiounssitzung den 20. März.

D'Regierung huet, wat de Projet de loi iwwert d'Prozeduren ubelaangt, den 18. Mee nach en Amendement nogereecht. De Statsrot huet säin Avis de 17. Juli ginn. An et sinn och eng Rei Aweise vun Organisatiounen erakomm, déi e speziellen Interessi un deem Projet de loi hunn. An dat waren: de Collectif des réfugiés de 7. Juli an den 2. Oktober; d'Commission consultative des droits de l'Homme den 13. Juli an den 22. Oktober; d'Commission nationale pour la protection des données den 19. Oktober, an den UNHCR, den Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de 6. November.

D'Chamberskommissioun huet sech an insgesamt néng Sätzunge mam Projet de loi befaast. Den 2. Oktober hate mer nees eng gemeinsam Kommissiounssitzung mat der Familjekommissioun, fir d'Vertreider vun Lëtzebuurger Flüchtlingsrot ze empfänken an hinnen nozelauschten a mat hinnen ze diskutieren.

No enger detaillierter Analys vum Projet de loi huet d'Kommissioun an hirer Sätzung vum 20. Oktober eng Rei Amendementer proposéiert. An de Statsrot huet déi Amendementer dunn och de 24. November aviséiert. A mir konnte se d'lescht Woch, den 2. Dezember, an der aussepolitescher Kommissioun analysieren. A schliisslech hat ech d'Eier, de leschte Méindeg de Rapport do virzustellen.

Loosst mech direkt am Ufank soen: Et geet bei deemem Projet de loi em d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv iwwert d'Asylprozedur. A mir sinn och domat a Verspéidung. D'Frist ass den 20. Juli ofgelaf. Déi eenzeg Méiglechkeet fir d'Kommissioun, fir diesen Délai zumindest anzehalen, wier gewiescht..., nodeems mer, dat wëll ech hei ennersträchen, ganz laang op d'Aweise gwaart hunn, an ech wollt awer op déi Aweise waarden an ech wollt dee Projet hei net iwwert de Knéi brechen. Et ass e wichtege Projet. An ech hu fonnt, dass et wichtege ass, dass mer eis déi néideg Zäit huelen, fir och déi verschidden Aspekter vun der Asylprozedur genau ze kucken a se och mat de Leit vum Terrain ze diskutieren.

lerech zu deenen eenzelne Punkte kommen, iwwert déi mer an der Kommissioun méi laang geschwat hunn, wëll ech lech de Projet ganz kuerz résumieren an och an de Kontext setzen. Wéi scho gesot setze mer mat deemem Projet d'Direktiv 2013/32/UE iwwert d'Asylprozedur em. Dat gemeinsam Asylrecht an der EU gëtt vun engem Paquet, vun engem Pak vun Direktiven a Reglementer definéiert. Et geet hei also nëmmen em en Deelaspekt vum Asylrecht, dee mer haut hei ëmsetzen. An deem Pak war d'Direktiv Qualifikatioun, op Däitsch d'Anerkennungsrichtlinie, wou d'Kritären definéiert gi sinn, wéi een een, deen eng Protektioun zegutt huet, unerkennt, déi hu mer hei 2013, mengen ech, mat enger enorm grousser Unanimiteit ugeholl an déi ass jo och nach ëmmer Partie intégrante vun deemem Gesetz.

An deen aneren Deel vun deem Paquet ass, wéi gesot, d'Direktiv Accueil, déi mer jo d'nächst Woch hei wäerte mat der Madamm Cahen zesummen diskutieren.

Also, ech hunn dat Gesetz och vum Accueil erwänt aus zwee Grënn: De Projet de loi, dee mer haut hunn, hänt och deelweis mat deem aneren zesummen, well mat deem Gesetz vun haut abrogéiere mer e Règlement grand-ducal vum 8. Juni 2012 iwwert d'Aide sociale fir d'Demandeurs de protection internationale. D'Dispositionen aus deem Reglement fanne sech zum Deel an deem Projet de loi hei erëm, dee mer, wéi gesot, d'nächst Woch hei stëmmen. An dofir ass et wichtege, dass déi zwee Gesetze zesummen a Kraaft trieden. Se gi mat enger Woch Ennerscheid gestëmmt, mä si wäerten zesummen a Kraaft trieden. An, ech mengen, dat ass wichtege.

Deen anere Grond, firwat ech d'Direktiv Accueil hei kuerz erwänen, ass de Fait, dass eenzel Dispositionen aus der Direktiv an deemem Projet de loi och ëmgesat ginn. D'Regierung huet decidéiert, d'Asylgesetz vun 2006 ze abrogéieren an duerch en neien Text ze ersetzen am Intérêt vun enger besserer Visibilitéit. Ech widderhuelen, dass ganz vill iwwerholl ginn ass vum Text vun 2006, mä e ganz neit Gesetz ass besser ze liesen, wéi wa mer ganz vill Modifikatiounen dra maachen.

Wéi gesot, ganz Dealer sinn iwwerholl ginn. Et geet an deemem Gesetzesprojet also souwuel em den Accès zur Asylprozedur, em d'Garantien, déi en Demandeur an der Prozedur kritt, d'Regelen iwwert d'Interviewen, déi mat den Demandeure gefouert ginn. Et geet och em d'Aide judiciaire, op déi Demandeure kënnen zréckgräifen, an et geet och em d'Receabilitéit vun den Demanden. Et geet des Weideren och em de Konzept vun de Pays sûrs, an dat am Kontext verbonnen mat der Procédure accélérée, an et geet em d'Rétention.

Generell kann ee feststellen, dass dese Projet de loi Verbesserung mat sech bréngt, well eenzel Garantien fir d'Asylbewerber verbessert ginn a virun allem eng Rei vun Aspekter prezisiéiert ginn. Esou gëtt zum Beispill d'Dauer vun der Procédure administrative am Prinzip op sechs Méint begrenzt. Enner bestëmmte Bedéngunge kann diesen Délai verlängert ginn an därer awer op kee Fall méi wéi 21 Méint daueren.

Da gëtt d'Formatioun vum Personal, dat d'Demanden traitéiert, am Gesetz verankert. Et gëtt och prezisiéiert, wéi d'Demandeuren, déi besonnesch Hëllef brauchen, zum Beispill well se en Handicap hunn oder well se traumatiséiert sinn, am Ufank vun der Prozedur identifizéiert musse ginn an och ennerstëtzt ginn. Dat géllt zum Beispill och fir den Examen médical, fir d'Affer vu Folter ze identifizieren. Méi Präzisioun gëtt et och zum Émgang mat Mineuren a virun allem mat de Mineurs non accompagnés.

Trotz alle Fortschréter muss een awer soen, dass de Kontext, an deem déi Direktiv vun 2013 ausgeschafft gouf, net dee war, dee mer haut kennen. Et wäert dofir wuel net déi leschte Kéier sinn, dass mer hei an der Chamber mam Thema Asyl ons beschäftege wäerten, well dee ganze Paquet Asile vun der EU awer nach Schwaachstellen huet, déi aktuell jo och ganz offensichtlech sinn.

Och wann dat elo d'Asylprozedur u sech manner betrëfft, iwwert déi mer haut diskutieren, esou muss ee sech dach bewusst sinn, dass et hei em en Harmoniséierungsprozess an Europa geet, deen nach net ofgeschloss ass. Dofir ass et ëmsou méi wichtege, dass zumindest all Länner déi Bestëmmungen, déi virleiden, ouni grouss Ofweichungen iwwerhuelen.

D'Chamberskommissioun huet dofir d'Approche vun der Regierung fir eng quasi Eentzu-eent-Ëmsetzung vun der Direktiv respekéiert. Grad am aktuelle Kontext muss ee sech iwwerdeem bewusst sinn, dass eng gemeinsam Asylpolitik de Corollaire vum Ofschafe vun de Bannegrenzen am Schengen-Raum ass. En Iwwerbléck iwwert d'Evolution vun der gemeinsamer EU-Asylpolitik fannt Der wierklech méi detailléiert a mengem schréfftleche Rapport.

Wat den Detail vum Projet de loi ueget, esou hu sech souwuel de Statsrot wéi och aner Akteuren an hiren Aweise virun allem op eenzel Artikeler bezunn a wéineg allgemeng Remarqué gemaach, soudass ech e puer Elementer vun diesen hei wëll ervirsträchen.

Als Éischt emol zu der Aart, wéi eng Demande fir eng Protection internationale gestallt gëtt. Hei definéiert d'Direktiv, an also och d'Gesetz, dräi Etappen: d'Presentatioun vun der Demande; den Enregistrement, dee jee no Situatioun dräi oder sechs Deeg kann huelen an am Fall vun engem Afflux massif op zéng Deeg kann ausgedéent ginn; a schliisslech déi schréfftlech Introductioun vun der Demande.

De Statsrot an de Collectif réfugiés weisen drop hin, dass de Réfugié sech innerhalb vun där Zäit an enger onsécherer juristescher Situatioun befinde kéint. Mä de Statsrot ennersträcht awer och, dass dat exakt esou aus der Direktiv iwwerholl ass.

D'Chamberskommissioun proposéiert, des Bestëmmungen och genau sou bäizebehalen, well se den Demandeurs am Fong elo scho vun Ufank u gewësse Rechter gëtt, vum Moment u vun der Presentatioun vun der Demande.

E ganz positive Punkt an deem neie Gesetz ass d'Formatioun fir d'Mataarbechter vum Ministère. De Collectif des réfugiés hat och gefrot, fir dass d'Iwwersetzer och an des Formatioun matagebonne ginn. Engersäits ass dat vun der Direktiv net virgesinn an andersäits gëtt den Entretien am Ministère vu forméierte Leit gehalten, soudass et de Kommissiounsmemberen - ons - net néideg geschéngt huet, d'Iwwersetzer an déiselwech Formatioun ze schécken. Vu dass de Ministère mat den Iwwersetzer eng Konventioun ofschléisst, déi enner anere en Deontologiecode an eng Clause de confidentialité enthält, ass d'Qualitéit vun der Aarbecht vun dese Leit och kontrolléiert.

De Projet de loi geet ausserdeem méi genau op d'Situatioun vun de Mineuren an. An hei goufen dräi verschidden Aspekter an der Kommissioun diskutéiert. Zum Enge gong et em d'Mineurs non accompagnés, déi mat deemem Projet de loi en Administrateur ad hoc zur Säit gestallt kréien.

Dese Begrëff huet verschiddenen Avisen no fir e bësse Konfusioun gesuergt. Et handelt sech hei em en Affekt, deen dem Jugendlechen zur Säit gestallt gëtt, fir him bei der Prozedur ze hëllefen. Dat bedeit awer net, dass de Mineur net och en Tuteur ka kréien, deen him hëlleft, Saachen ze regelen, déi näischt mat der Asylprozedur ze dinn hunn, just an deemem Gesetz steet näischt iwwert den Tuteur vu Mineuren dran, mä, wéi gesot, dat ass awer de Fall. Jiddwer Mineur huet och e Recht op en Tuteur.

Eng aner Demande, déi un d'Kommissioun gestallt gouf, war et, fir Mannerjäreger, och déi, déi mat hiren Elteren hei sinn, generell an der Asylprozedur ze héieren. D'Kommissioun huet där Demande net noginn, well den Droit commun gesäit vir, dass entspreichend dem Intérêt supérieur de l'enfant Mannerjäreger ëmmer gehéiert kënnen ginn, an dat géllt och fir Mannerjäreger an der Asylprozedur.

Et wier eiser Meenung no awer net am Intérêt vun de Kanner, fir si systematesch separat vun hiren Elteren ze befragen, wa si zum Beispill missten Aussoe maachen iwwert d'Grënn, firwat si aus hirem Heemechtsland fortgaange sinn. Et misst een och bei esou enger Bestëmmung souwisou als Éischt klären, ob des Kanner déi néideg Maturitéit fir esou en Interview hätten. An et wëllt ee jo och net d'Kanner géint d'Elteren ausspülen a soen: Mir interviewen d'Kanner, fir ze kontrolléieren, ob d'Elteren d'Wourecht gesot hunn. Dofir si mer deene Fuerderungen net nogaangen, d'Kanner och eenzel ze interviewen.

Beim drëtten Punkt, deen déi Mannerjäreger betrëfft, geet et em déi Dispositioun aus dem Artikel 22. An diesen Artikel gesäit vir, dass d'Rétention vu Mineurs non accompagnés enner exzeptionelle Bedéngunge méiglech ass, wann et keng besser Léisung gëtt, an dass des Mesure esou kuerz wéi méiglech soll sinn. Ech hu gesot „Rétention“ - net „an de Centre de rétention aspären“.

Hei hunn d'Avisen zum Deel insistéiert, fir d'Rétention vun de Mineurë ganz ze verbidden. De Statsrot hat proposéiert, den Délai, während deem Mineurs non accompagnés a Rétention gesat kënnen ginn, op 72 Stonnen ze begrenzen. Hei krut d'Kommissioun eng Rei Explikatiounen, déi se iwwerzeegt hunn, fir beim initialen Text ze bleiwen. An deemem Text steet, dass Mannerjäreger, an ech zitieren, „à titre de mesure de dernier ressort“ kënnen a Rétention gesat ginn. Bei Mineurs non accompagnés kann dat just ganz exzeptionell geschéien. An déi Plaz, wou se hikommen, muss appropriéiert sinn an den Intérêt supérieur de l'enfant muss berücksichtig ginn.

Dat bedeit also net, dass si automatesch an de Centre de rétention kommen, och wann hei

am Gesetz den Term „Rétention“ benotzt gëtt. Dat kann och e Placement an engem Foyer oder an enger Struktur sinn, déi kënnegéegent ass. Déi Dispositioun hei baut am Fong vir, falls et an Zukunft eng spezialiséiert Struktur fir Jugendlecher gëtt.

Et geet och hei net em Mannerjäreger, déi déboutéiert wäeren, mä et geet em Fall, wou e Mineur non accompagné hei eng Demande op Asyl gestallt huet an et kënt dann eraus, dass seng Eltere schonn an engem aneren EU-Memberstaat eng Demande lafen hunn. Da gëtt dee Mineur am Kader vun Dublin III un dat Land iwwerstallt a mat senger Famill zesummebruecht. Mir sinn also an deemem Kader an engem Prozess, deen een den Dublin-Transfert nennt.

Den Artikel 22, deen eng Rei Bestëmmungen zur Rétention am Kader vun der Asylprozedur enthält, huet och nach eng aner Diskussioun ugestouss. Enner anere am virgesinn, dass muss gekuckt ginn, ob net Alternativen zur Rétention méiglech sinn, déi manner Aschränkunge fir de Betreffene mat sech bréngen. Esou kann et duergoen, dass e Betreffene säi Pass muss ofginn oder sech regelméisseg bei den Autoritéite muss mellen. Et kann och eng finanziell Garantie hannerluecht ginn, fir d'Fluchtgefor ze reduzieren.

Méiglech ass no dese Bestëmmungen awer och eng Assignation à domicile, déi eventuell verbonnen ass mat enger Surveillance électronique, dat heescht mat der Verpflichtung, fir en elektronnesche Bracelet ze droen. De Statsrot hat hei Bedenken, well am Text festgehale gëtt, dass déi technesch Gestiou vun esou engem System an de Contrôle à distance un eng Personne de droit privé kéint iwwerdroen ginn.

De Statsrot war der Meenung, dass dat e staarken Agrëff an d'Privatlieue wier an dass zumindest de Contrôle ausschliisslech vu staatlechen Autoritéiten däreft gemaach ginn. D'Kommissiounsmemberen hu sech erkläre gelooss, dass bei esou engem System net all Bewegung vun Betreffenen iwwerwaacht gëtt, mä dass just en Alarm ausgeléist gëtt, wann déi Persoun e virdefiniéierte Perimeter iwwerschreit. Den Agrëff an d'Privatlieuen ass domadder manner grous wéi beim Placement an e Centre de rétention.

E weidere Sujet war den Dateschutz. Am initialen Text war en Artikel dozou virgesinn. De Statsrot hat recommandéiert, fir deen Artikel ze strächen, well dat allgemengt Gesetz vum 2. August 2002 iwwert de Schutz vu perséinlechen Donnéeën genuch Garantie gëtt, déi och am Fall vun der Asylprozedur selbstverständlech gräifen. Déi national Kommissioun fir den Dateschutz war och grondsätzlech mat där Approche d'accord. Dat schreift se och ganz am Ufank vun hirem Avis. Se huet awer eng Rei Bedenken an hirem Avis zum Ausdruck bruecht, déi no Explikatiounen vum Ministère awer konnten aus der Welt geschafft ginn. D'Kommissioun proposéiert deemno, den Artikel 80 aus dem initialen Text ze strächen.

Ech muss hei, well ech elo Artikel 80 gesot hunn, eng Präzisioun ginn an dem Fernand Kartheiser Merci soen, hien huet mech op e kleng Feeler opmierksam gemaach, deen ech a mengem schréfftleche Rapport hunn, wou ech eng Referenz op den Artikel 80 maachen, mä well mer jo den ursprénglechen Artikel 80 gestrach hunn, hunn ech mech do bei enger Numerotatioun géiert. Dat ass a mengem Rapport. Dat ass net am Gesetz. Ech wöllt mech dofir beim Fernand Kartheiser bedanken a mech entschëllege bei lech fir déi kleng Erreur matérielle a mengem Rapport.

Kritesch gouf an der Kommissioun och diskutéiert iwwert d'Notioun vun de Pays sûrs am Kader vun der Procédure accélérée. Dozou muss ee kloer soen, dass och an enger Procédure accélérée den Demandeur individuell gelauschert gëtt an dass säin Dossier gewëssenhaft gepréift gëtt. Et ass also net esou, dass en d'office ofgewise ka ginn, wann een aus engem sougenannte séchere Land kënt. Et gëtt duerch aus berücksichtig, dass all eenzel Persoun ka verfollegt ginn an all Land, an dofir gëtt déi Prozedur och ganz gewëssenhaft duerchgefëiert.

Gläichzäiteg sollen awer d'Prozedure méi schnell kënnen duerchgefëiert ginn, wann et schnell ersichtlech ass, dass den Demandeur d'Kritären net erfüllt fir eng Protection internationale. Den Demandeur kann ëmmer nach e Recours maache géint d'Décision, fir eng Procédure accélérée ze lancieren. Allerdéngs gëtt hei schnell decidéiert, ob des Décision gerechtfertigt war oder net.

No engem Échange mam Justizminister huet d'Kommissioun zu deemem Punkt en Amendement



ment virgeschloen, fir verschidde Recoursen ze bündelen an e Recours en réformation virzege-sinn, wou bis elo e Recours en annulation vir-gesi war. E Juge unique décidéiert dann am Prinzip innerhalb vun engem Mount doriwwer, ob d'Procédure accélérée zu Recht ugewart gëtt oder net.

Här President, ech wollt nach op een Amendement agoen, mä dat huet am Fong näischt mat der Transposition vun der Direktiv ze dinn. Dat ass den Artikel 89, wou eng gewësse Regulariséierung ass. Ech géif dat dann huelen, wann ech herno nach eng Kéier als LSAP-Spriecher op d'Tribün kommen.

Op jidde Fall hunn ech elo déi Haaptpunkte vu mengem Rapport, mengen ech, presentéiert, esou wéi mer en an der Kommissioun diskutéiert hunn. Ech soen lech op jidde Fall emol scho Merci fir d'Nolauschteren hei fir mäin éischten Deel an ech wäert herno och nach eng Kéier op deen Amendement 89 zrëckkommen, wat, mengen ech, wichteg ass, an dann nach e puer Bemierkungen am Numm vun der LSAP maachen - wann Der domadder averstane sidd, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Selbstverständlech. An déi zwou an eng hallef Minutten, déi Der iwwerzunn hut, déi gitt Der mer dann herno erëm.

(Hilarité)

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** Déi kritt Der ganz gär. Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci, Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Spautz.

**Discussion générale**

► **M. Marc Spautz (CSV).** Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, de Projet 6779, dee mir haut behandelen, ass, wéi de Marc Angel et scho virdu gesot huet, den 19. Februar déposéiert ginn.

Dese Projet muss ee ganz enk zesumme kucke mam Projet 6775 vum Familljen- an Integratiounsministère, deen awer net an der aussepolitichescher Kommissioun, mä deen an der Familljekommissioun behandelt gëtt. Déi zwou Projete baséieren op zwee internationalen Texter. Dat eent ass d'Resoloutioun 428 vum 1950 bei der UNO, wat d'Basis ass. Dat anert sinn Direktiven, déi am Europaparlament 2013 oder respektiv vum Rot vun de Ministeren ugeholl gi sinn.

Dass mir doriwwer schwätzen, haut den 10. Dezember, wou den Dag vun den internationale Mënscherechter ass, woufir den Här President jo och eng Käerz do stoen huet, mengen ech, huet eng gewësse Symbolik, huet e gewëssene Symbolcharakter, well et war den 10. Dezember 1948, wou déi éischte Kéier vun de Mënscherechter an der internationaler Konvention geschwat ginn ass.

Et ass wichteg, dass, wa mer iwwer Flüchtlingen an iwwer Asyl schwätzen, mer och do vun de Mënscherechter schwätzen. An ech denken do ganz besonnesch un déi barbaresch Terrorregimier, déi et gëtt an Deeler vum Irak, vu Syrien, wou Communautéite systematesch ënnerdréckt ginn, wou déi Leit attackéiert ginn als Zivilisten, wou se versklaavt ginn a wou se och regelméisseg a Massenhiriichtungen higericht ginn.

Mä och a villen aneren Deeler vun der Welt gëllen d'Mënscherechter näischt. A wann haut 60 Millioune Mënsche weltwäit op der Flucht sinn - esou vill wéi ni virdu - huet dat och eng Ursach. An eng vun deenen Haaptursachen dervun ass, dass keng Mënscherechter op deene Plazen agehale ginn.

Ech wëll dofir ganz besonnesch de Mataarbechter vun den Administratiounen an och all deene ville Fräiwëllege Merci soen, déi sech dagan an d'gaus derfir asetzen, fir dass d'Mënscherechter méi héich gehale ginn, an déi sech dagan an d'gaus derfir asetzen, fir och an eiser ziviliséierter Gesellschaft op all déi Problemer vun de Mënscherechter an och vun der Ennerdréckung vun deene Leit hinzewiesen.

Mir haten als CSV scho virun der Vakanz e Sechs-Punkte-Flüchtlingsplang presentéiert. D'Flüchtlingsfrouen hu sech awer geännert iwert de Summer, well et muss ee jo éierlechkeetshallwer zouginn, dass mir déi lescht zwee dräi Joer méi dermat beschäftegt waren, wat mat de griichesche Finanzen géif geschéien, wéi mat der Problematik vum Asyl a mat der Problematik vun der Integratioun a vun der Immigratioun, mä dass do d'Finanzen méi am Mëttelpunkt stoungen wéi déi humanitär Hëllef.

Mä mir haten, wéi gesot, eis virum Summer och schon eng Kéier dermat beschäftegt a mir hu gesot, dass et wichteg wier, verschidde Straffungen a verschidde Clarificatiounen ze maachen. Mir hu gesot, dass et wichteg wier..., et si jo net nëmmen déi zwou Ministeren zoustänneg, déi haut de Mëtten eis mat hirer Präsenz beëieren, mä et si jo nach aner Ministeren an der Regierung, déi mat zoustänneg si fir d'Flüchtlingen. Et sinn der zwar dräi vun de Ministeren hei, mä deen een huet näischt direkt mam Projet vun de Flüchtlingen ze dinn.

Mä bei deenen zwee Projeten, dat sinn d'Madamm Familljeministesch an den Här Ausseminister, mä do sinn och nach aner, déi agräfen, wéi zum Beispill den Educatiounsminister, dee sech och muss iwwer d'Schoul matabanen. Et geet em de Logement, wou et wichteg ass, dass mer d'Méiglechkeet fannen, Ennerkufften ze fannen. Et geet em den Aarbechtsminister, wou et wichteg ass, wéi et weidergeet duerno mat der Aarbechtslerlabnis. Wann en Demandeur ka bleiwen an e wëllt schaffe goen, dann ass et den Aarbechtsminister, deen do matgeruff gëtt. Et ass de Gesondheitsminister, dee sech matabréngt an d'Dispositiounen vu verschidde Dispositiounen an deenen zwee Gesetzer.

An do gesäit een, wéi verdeelt déi eenzel Kompetenzen an der Regierung sinn. An dofir hu mer eis d'Fro gestallt, ob et net besser wier, dass ee géif kucken, dass een déi Responsabilitéite géif bündele vun alleguerten deenen, déi all Dag, dagan an d'gaus, mat de Flüchtlingen ze dinn hunn.

Firwat soen ech dat? Bei Kollegen, déi d'Chance hunn, an deenen zwou Kommissiounen ze sinn, ass heiansdo d'Antwort komm: „Ah neen, déi Fro ass net an deser Kommissioun, mä déi ass an där anerer Kommissioun ze behandelen. Dofir sinn ech net zoustänneg, dofir ass mäi Kolleg zoustänneg.“ An dat wier och an deene Punkte méi einfach, wann alles, wat d'Flüchtlingen ubelaangt, an enger Kompetenz wier.

Ech sinn och der Meenung, dass dann d'Resourcen net géife verluer goen, wann een do géif probéieren, alleguerten déi Kompetenze vun der Immigratioun a vun der Integratioun ënner een Hutt ze kréien. Et géif och dozou bäidroen, fir d'Prozeduren ze beschleunegen. Och wann an deem Projet virgesinn ass, dat no sechs Méint fäerdeg ze hunn, esou wësse mer awer och - och haut sti schon Délaien do -, dass et oft ganz schwierig ass an dass ganz vill Dossierer do leien, an dat schon zanter Joren, wou Leit op eng Antwort waarden. Et kéint een och dat alles beschleunegen. An d'Beschleunegung vun der Prozedur géif sécherlech eis alleguerten hëlfe, mä virun allem géif et all deene Leit hëlfe, déi drop waarden, wéi et mat hirer Demande weidergeet a wéi hir Demande berücksichtig gëtt.

Et kéint een och eng aner Diskussioun féieren iwwer d'Personal. Ech wëll awer soen, dass mir et gutt fannen als CSV, dass Personalopstockung virgesi sinn, fir elo déi Aarbecht nach besser kënnen ze maachen. Mir stellen eis just d'Fro, ob et der net nach méi misste sinn, wéi déi, déi an deene jeeweilege Gesetzer virgesi sinn, well mer der Meenung sinn, dass do d'Prioritéit muss sinn, well déi Leit hunn eng aussergewéinlech Aarbecht ze maachen, an och déi Leit, déi am Fall sinn, eis Asylanten an eis Flüchtlingen, hunn och eng aussergewéinlech Betreuung a verschidde Situatiounen verdéngt.

Et geet och em d'Ennerbréngung. An ech mengen, do ass vir Regierungssait ass villes ennerholl ginn, an et muss een och de Gemenge Merci soen, déi drop zougange sinn an déi Proposen an déi Diskussiounen mat der Regierung gefouert hunn, fir och do kënnen Leit opzehuelen an nach méi Leit opzehuele wéi virdu. Mä et weess een awer och, dass do Konfliktpotenzial ass an dass do och Leit gebraucht ginn um Terrain, déi dat maachen. An dofir soll een och deene Leit, déi sech alleguerten em déi Strukture bekëmmere, vun deser Plaz aus e grouse Merci soen!

An da geet et och em d'Integratioun an d'Aarbechtswelt, well et och do wichteg ass, dass déi Leit net iergendwou sëtzen, dass hinnen de Plaffong op de Kapp fält. Well wann s de net weess, wat s de mat denger Zäit méchs, da këns de heiansdo op komesch Iddien. A wann s de deng Zäit sennvoll kanns gebrauchen, ass dat eppes ganz anescht. An, ech mengen, et heescht jo net ëmsoss: „Arbeit verleiht Würde.“ Dofir ass et wichteg, dass mer och deene Leit, déi an där Situatioun sinn, dass se hir Heemecht hu misse verloossen, well et do net méi liebenswäert ass a well do Krich an Hunger herrschen, mussen entgéintkommen.

An da wëll ech soen, et därf een och net vergiessen, dass ganz vill, net alleguerten, mä ganz vill vun deene Flüchtlingen och psychesche Belaaschtungen hunn. An och do ass et wichteg

an och d'Aarbecht kann dozou bäidroen, fir dat Selbstwärtgefill kënnen ze steigern.

D'Flüchtlingsthematik huet an Europa eng Brisanz. D'Flüchtlingsthematik kann net eleng an engem Land geleist ginn. Lëtzebuerg oder och eis Nopeschlänner eleng kënnen de Problem net léisen. Et ass wichteg, international zesummeschaffen. An dat geet just, wa mer dat an Europa ugefaange maachen, mä mir dürfen awer och déi aner Länner an der Weltgemeinschaft net aus der Verantwortung erausloossen.

Kee kann d'Flüchtlingsthematik eleng, national léisen. A mir hunn hei an der Chamber den 13. Oktober schon eng Kéier eng Diskussioun gehat iwwer d'Flüchtlingsthematik. An do sinn déi eenzel Riedner souwuel op den internationale wéi och op den europäesche Kontext aagangen. Et ass do wichteg, grad hei zu Lëtzebuerg, och drun ze erënneren, dass och mir Lëtzebuerg eng Zäitche frou waren, dass mer als Flüchtlingen a Länner konnten opgeholl ginn an dass eis Grouselteren oder Urgrouseltere sech nach kënnen ganz gutt dorun erënneren, wéi dat deemools war.

An ech mengen, dass et dofir och wichteg ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg de Leit och d'Gefill ginn, dass all Flüchtling an Asylant, dee viru Sträit an Honger muss fortlafen, hei zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet muss hunn, en Antrag ze stellen, an e kann hei och zu Lëtzebuerg wëllkomm geheescht ginn.

Mir kréien awer déi Flüchtlingsthematik nëmmen an de Grëff, wa mer d'Ursache bekämpfen, dat heescht besonnesch de Biergerkrich a Syrien anzédammen. Dat kann d'Europäesche Unioun awer net eleng. Do ass et och wichteg, dass mer eng Zesummenaarbecht hu mat der Weltgemeinschaft. An do ass et och wichteg, dass mer dat fäerdegbréngen, souwuel an Europa, mä och mat deene Leit, déi net an der Europäescher Unioun sinn, wéi Russland, awer och déi europäesche Länner, well et wichteg ass, dass mer eng Ursachebekämpfung maachen.

Genauso wichteg ass et, dass mer déi Millenniumsziler, déi festgehalte gi sinn, déi 0,7% vum nationale Räichtum an d'Kooperatiouns-aarbecht ze investéieren, dass dat och gemaach gëtt. Mir hunn eis viru 15 Joer déi Ziler ginn. Mir als Lëtzebuerg kënnen do roueg haart jäizen, well mir se erreecht hunn, mä do sinn awer nach vill Länner, déi dat net fäerdegbruecht hunn. An dat ass och eng vun den Ursachen, dass 60 Millioune Leit op der Flucht sinn.

Dozou gehéiert och de Kampf géint de Klimawandel, wou jo de Moment zu Paräis d'Käpp zesummegeestreckt ginn, wou et och do wichteg ass, fir deene Leit ze hëlfe, well och vill Flüchtlingen an Asylanten, déi ennerwee sinn, kommen, well et net méi méiglech ass an hirer Regioun, dass se genuch hunn, fir ze räissen a fir ze bäissen. An dofir muss mer och am europäesche Kader der Sozialpolitik gerecht ginn, an et ass och wichteg, e soziaalt Europa ze hunn an och eng Solidaritéit spillen ze loosse innerhalb der Europäescher Unioun, awer och mat deenen anere Länner, wou de Moment déi Schwierigkeete sinn.

An dofir géllt et, deen ofgemaachte Verdeelungsschlüssel vun den europäesche Memberstaaten ze applizéieren. An et ass scho verwonnerlech, wa jo verschidde europäesche Länner Lëtzebuerg, net eis, mä den Europäesche Gerichtshaff, domat befaassen, dass si net averstane si mat deenen Décisiounen, déi do geholl gi sinn am Intérêt vun de Flüchtlingen.

D'Europäesche Unioun ass gefuerdert, d'Behandlung vun de Flüchtlingen an d'Asylprozedure besser openeen ofzestëmme. Mir mussen an Europa verheren, dass Flüchtlinge verschidde europäesche State virzéien, well si do zum Beispill Geldleeschunge kréien an an anere Staten awer nëmme Saachleeschunge.

Am Gesetz 6779 leie besonnesch d'Avise vir, an de Marc Angel huet et virdu gesot, vum Flüchtlingsthematik a vum UNHCR, wou een och do muss wëssen, dass déi Organisatiounen a verschidde Punkten der Regierung féliciteiere fir de Projet, awer och a verschidde Punkte kritesch mat den Dispositiounen an den Ëmsetzungen hei zu Lëtzebuerg emginn.

Wat eis awer gewonnert huet, dat ass, dass bei kengem vun deenen zwee Projeten Avise virleie vun de Chambres professionelles. A kengem vun deenen zwee Projete sinn d'Berufschambere vum Salarat a vum Patronat em hir Meenung gefrot ginn. Woubäi mir awer fannen, dass et wichteg ass, an enger Thematik wéi d'Flüchtlingen, dass och d'Sozialpartner, déi sech jo an deene Berufschambere erëmfannen, zu där Thematik gelauschert gi wieren an dass och d'Berufschambere dozou hätte kënnen hir Avisen ofginn.

An dat ass eppes, wat mer bedauern. Well déi Berufskummeren, déi hätten zu deene Punkte

jo awer och verschidde zoen a verschidde matzeschwätzen. Well mir schwätze jo enner anerem och iwwer Schouloufgeschlëss, mir schwätzen iwwer Diplomer, mir schwätzen iwwer Formatioun, déi d'Flüchtlinge solle kréien, mir schwätze vu Formatioun, déi d'Be-treier an d'Mataarbechter vun de Verwaltunge solle kréien. A gläichzäitig soe mer, dass déi Leit och musse kompatibel si mam Aarbechtsmaart.

An dofir mengen ech, dass déi Berufschambere jo awer och deen néidegen Know-how hunn. An dat ass jo ausser Fro gestallt, well d'Lëtzebuerg Regierung huet jo fir en Deel vun hiren Aufgaben, wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, mat de Berufschambere Konventionen ennerschriwwen. Esou ass et dach verwonnerlech, dass mer keen Avis hu vun deene Berufschambere, well d'Berufschambere, eisen Informatiounen no, zu kengem vun deenen zwee Projeten em hiren Avis gefrot gi sinn, obwuel si bei deene jeeweilege Projete munches ze soen hätten.

Wat de Projet 6775 ubelaangt, esou wäert meng Kollegin, d'Martine, d'nächst Woch dorop agoen. Ech wëll awer soen, dass ech et awer och komesch fonnt hunn - an de Marc Angel huet et virdu gesot, dass déi zwee Gesetzer ganz no matenee verbonne sinn -, firwat mer et net fäerdegbréngen, an engem Dag, an engem Mëtteg iwwert déi zwee Gesetzer zesummen ze schwätzen.

A wann zum Gesetzesprojet, deen haut virläit, an der Kommissioun eng dynamesch Aarbecht gemaach ginn ass mat ville Sitzungen, a wou och d'Avise vum Statsrot berücksichtig gi sinn a wou och iwwer d'Avise vum Statsrot vill diskutéiert ginn ass, esou sinn ech - an duerfir wéilt ech och dem Marc Angel, souwuel als President vun der Kommissioun wéi och als Rapporteur, villmools Merci soen, och wa mer net an alle Punkten enger Meenung sinn - awer der Meenung, dass konstruktiv a strukturéiert diskutéiert ginn ass iwwer de Projet vun haut de Mëtteg.

Wou ech dofir och bedauern, dass bei deem anere Projet haut de Mëtteg emol eng Opposition formelle vum Statsrot an der Chamberskommissioun behandelt ginn ass a gläichzäitig e Rapport ugeholl ginn ass, an dee soll nächsten Donneschdeg gestëmmt ginn. Do muss ech op alle Fall soen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat ass awer net eppes, wat ech als strukturéiert empfangen! An esou wéi de Marc Angel et virdu gesot huet, et därf een näischt iwwert de Knéi briechen, et muss een déi Objektivitéit vun deene Leit, déi en Avis ofginn, och berücksichtigen. Do kann ech just soen: Félicitatiounen fir déi Leit vun deemem Projet!

Mä bei deem anere Projet ass dat awer net de Fall. Elo läit dann do e Rapport vir, dee mer nächsten Donneschdeg solle stëmme, fir d'Délaien anzehalen. An ech mengen, dass dat net gutt ass an dass dat net déi richtig Aart a Weis ass, well de Sujet ze wichteg ass, fir einfach ze soen, mir loosse déi Opposition-formellen dann op der Sait, fir dass mer de Projet awer duerchkréien, mä dass mer eis vläicht hätten éischter a méi intensiv mat deene Punkte beschäftegen!

Dir Dammen an Dir Hären, en anere Sträitpunkt ass deen, an de Marc wäert herno drop agoen, duerch d'Sträiche vum Artikel 80 war et virgesinn, virdu den Artikel 82, haut ass et den Artikel 81, wou mer dervu schwätzen, dass Leit kënnen legaliséiert ginn, wa se Kanner hunn, déi op d'mannst véier Joer hei zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaange sinn.

Dat ass en Amendement, deen och scho vun der fréierer Regierung diskutéiert ginn ass a wou et och drëm gaangen ass, scho bei der fréierer Regierung, dass mer deen Amendement géifen op de Wee schécken. An ech wëll och drun erënneren, mir hunn och schon déi Diskussiounen heibanne gefouert 2005, wou et gaangen ass em de Prinzip vun der Unitéit vun der Famill an nach méi ennerstrach den Intérêt supérieur de l'enfant, esou wéi jo haut och am Avis vum Conseil d'État ennerstrach gëtt.

Mä et huet awer eppes geännert säit 2013: Säit 2013 ass d'Flüchtlingsswell vläicht e bësse méi grouss, wéi se virdu war. An d'Flüchtlingsswell ass vill méi akut, wéi dat nach 2013 de Fall war, respektiv 2005, obwuel mer do och schon eng Kéier eng ganz héich erreecht hunn. An dofir wéilt ech nach eng Kéier dorop zrëckkommen.

Ech hunn et schon hei gesot, ech hunn et och an den zoustänneg Kommissiounen gesot, ob mir net missten derzou kommen, dass mer eng Legaliséierung maache vun all deene Leit, net nëmme vun deenen, wou d'Kanner säit véier Joer hei an d'Schoul ginn, mä vun all deene Leit, déi scho säit Joren drop waarden, dass se eng Antwort kréien, déi scho säit Joren hei am Land sinn an net wëssen, wéi et mat hinne virugeet. Wou Leit d'Schoul scho verlooss





hunn, wou d'Kanner schonn d'Schoul verlooss hunn, wou d'Elteren och hei enger Beschäftigung noginn, déi eng méi legal, déi aner manner legal, wou een och déi Diskussioun daerf féieren. A jiddwereen heibannen huet Leit am Bekanntekrees an am Familjekrees, déi emol ugeruff ginn: So, do ass e Problem. Kënne mer do näischt maachen?

An dofir war eis Propos, fir ze soen, mir hätten et besser fonnt, wa mer bei dëser Geleeënheet de Compteur op null gesat hätten. Mir hätten domadder ville Leit d'Méiglechkeet ginn, offiziell hei am Land ze bleiwen, wa se schonn x Joren an der Prozedur gewiescht wieren. An dann hätte se domadder d'Méiglechkeet gehat, hei zu Lëtzebuerg opgeholl ze ginn. Dat wier humanitär an eisen Ae richteg gewiescht an dat wier eng couragéiert Décisioun gewiescht, fir dat ze maachen, fir och fir déi Leit, déi schonn eng gewëssen Zäit hei sinn, dat kënne ze legaliséieren.

Well mir wësse jo ganz genau, an déi lescht Chiffere vum Ministère, déi leie jo vir, dass de Moment déi zwee Länner mat deene meeschte Flüchtlingen net méi déi sinn, wéi mer se - net mir, mä wou op verschidde Plaze vun de Wirtschaftsflychtlinge geschwat gëtt -, mä déi zwee, wou déi meeschten hierkommen, si Syrien an Irak.

Mä mir hunn awer och nach där anerer drop, déi plazeweis an och deelweis hei zu Lëtzebuerg als sécher Länner agestuufft ginn, mä wou déi Leit awer scho säit fénnef, sechs, siwe Joer op eng Antwort waarden. An ech wëll do kengem e Reproche maachen. Well dat ass dat, wat mer vun de Prozeduren hunn. A mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass een déi géif legaliséieren an deenen och domadder d'Méiglechkeet ginn, hei am Land ze bleiwen.

Dat sinn déi Punkten, wou mir net kënne mat deem averstane sinn, wa am Projet vun der Regierung ass. Mir soe jo zu der Direktiv, esou wéi se 2013 virgeschloe ginn ass, mä mir vermessen am Gesetz och do d'Méiglechkeet, dass mer déi Leit géife legaliséieren, an dat iwwert dat eraus vun deene véier Joer hei an der Schoul ze sinn.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir dësem Projet de loi d'Zoustëmmung net ginn. Mir stëmmen awer net dergéint, well mer soen, dass dat e falscht Signal wier. Mä mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Leit géife legaliséiert ginn, wa se esou vill Joren hei am Land sinn. Dat wier humanitär an dat wier och d'Léisung, verschidde Leit d'Méiglechkeet ze ginn, och hei ze bleiwen. A si wëssten dann definitiv, wat mat hirer Zukunft an der Zukunft vun hire Kanner geschitt!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet elo de Marc Angel, fir d'Zweet.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wollt nach e puer Wuert als LSAP-Riedner dozou soen. Ech wëllt awer direkt dem Här Spautz soen, et si vill Leit... Wéi wann hei all Ménsch op eng Antwort géif waarden. Et gëtt eng ganz Rei vu Leit, déi déboutéiert sinn, déi hunn Antwerte kritt, déi hunn och all Recoursé schonn ausgeschöpft. An et ass net esou, wéi wann do Leit keng Antwort kritt hätten. Dofir wäert ech a menger Interventioun herno och nach iwwert d'Retoure schwätzen.

Här President, léif Vertrieeder aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, et huet eis als LSAP och gefreet, wéi mer d'Avise vun der Zivilgesellschaft, besonnesch vum Flüchtlingsrot gelies hunn, dass se begréisst hunn, dass se am Virfeld beim Ausschaffe vun dësem Gesetzesprojet an och deem anere Gesetzesprojet vun der Madamm Cahen, dass se do ganz mat agebonne sinn. Ech mengen, dat ass positiv, wann een esou eppes als Eischt liest an engem Avis. Natierlech sinn an den Avisen och nach kritesch Punkten ugeschwat ginn an en Deel vun deene Froen hu mer jo an de Propositione vum Statsrot mat iwwerholl an ons Texter.

Ech hunn, wéi gesot, vill a mengem Rapport iwwert déi legal Basis geschwat. Ech wëllt e puer Saache soen, wéi déi Asylprozedur hei zu Lëtzebuerg och an der Praxis émgasat gëtt. Ech wëllt betounen, dass hei bis elo vun allen Akteuren um Terrain grousse Efforte gemaach goufen, fir dass dës Prozedur engersäits human an anerersäits och schnell viruget.

All Demande fir Asyl gouf och widerhin eenzel gekuckt. Déi Leit ginn individuell gehéiert an net opgrond vun enger pauscher Aschätzung als Réfugié unerkannt oder ofgeleent, esou wéi dat am Moment eng Zäit an Däitschland de Fall war mat de Syrer. Dat ass e wichteg Prinzip, deen och am Kader vun engem méi staar-

ken Afflux, wéi mer en de Moment hunn, muss gëllen!

Et ass ons bis elo gelongen, dass deen éischten Deel vun der Procédure administrative an deene meeschte Fall net ze laang dauert. D'Regierung huet deemno och decidéiert, deen neien Délai - dee Prinzip, deen an der Direktiv steet, vun de sechs Méint - direkt an d'Gesetz ze schreien. D'Direktiv huet opgelooss, dass een dat zu engem spéideren Zeitpunkt kéint maachen. Mir begrëissen et, dass mer dat direkt am Gesetz hunn!

Fir dass mer an Zukunft och e gudden Accueil a raisonabel Délaie kënne fir dës Prozedur garantéieren, muss een deene betraffene Servicer natierlech zousätzlech Moyene ginn. Dofir begrëisse mer och, dass an dësem Joer 2015, wann ech richteg informéiert sinn, 14 nei Leit an der Direction de l'Immigration agestallt gi sinn an dass der fir d'nächst Joer och nach eng Rei derbäikommen. Wann ech mech an den Zuele geiert hunn, kann de Minister déi da richtbéien.

D'Formatioun vun deene Leit, déi am direkte Kontakt mat de Flüchtlinge sinn, respektiv déi dës Demanden traitéieren, ass enorm wichteg. An dofir begrëisse mer, dass dee Volet an dësem Gesetz ganz fest verankert ass.

Doriwwer eraus muss ee sech awer och d'Moyene ginn an deene Mataarbechter déi néideg Ennerstëtzung ginn, wa se mat schwierigen a belaaastende Situatiounen konfrontéiert sinn. All Dag Interviewen ze maache mat Leit, déi sech existenziell an enger ganz prekärer Situatioun befannen, schéngt mer eng Aarbecht ze sinn, där een net onbedéngt 40 Joer laang bis zur Pensioun kann noغو. Et soll do, menger Meenung no, eng gewësse Flexibilitéit ginn, wann deen een oder deen anere vun hinne wëllt emol en interne Changement maachen.

Positiv un deem neie Gesetz ass awer och, dass doranner verschidden Elementer prezisiéiert ginn, déi wuel an der Praxis elo scho berücksichtig goufen, mä iwwert d'Direktiv vun 2013 elo an der ganzer EU d'selwecht behandelt ginn. Ech denken dobäi besonnesch un den Émgang mat de Leit, déi besonnesch vulnerabel sinn an am Kader vun där Prozedur eng speziell Ennerstëtzung brauchen. Wat och gutt ass, an ech hunn et am Rapport erkläert, ass dee méi prezisen Émgang, wat all déi Mesurë ronderëm déi Mannerjäreg sinn.

Verännerunge gëtt et awer och elo bei der Procédure accélérée. Ech wëllt dat net widerhuelen. Mä och dat ass gutt an doduerch ginn och Capacitéiten um Tribunal administratif fräigesat, fir aner Dossierien da méi schnell ze traitéieren.

Mir sollen awer Leit, déi de Statut net kréien, net encouragéieren, fir mat laangwierige Recoursen de Moment vum Retour iwwer Méint, wann net iwwer Joren erauszuschiben. Déi enorm opwendeg Asylprozedure maachen nëmme Sënn, wann déi Leit, déi d'Konditiounen net erfëllen, och kënne an hir Heemechtslänner zrëckgeschéckt ginn.

Zu enger kredibeler Asylpolitik, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert deemno och eng konsequent Politik vum Retour, mat natierlech humane Kritären. Mir hunn dat oft schonn an der Kommissioun diskutéiert. Dobäi ass et och ganz kloer, dass de Retour volontaire dem Retour forcé virzeziehen ass. Am Joer 2014 waren ëmmerhin 488 vu 641 Retoure volontaire. Am Joer 2015, bis elo Enn November, hate mer zu Lëtzebuerg 664 Retouren, an zum Gléck eng grousse Majoritéit dovunner Retours volontaires 532, zu Retours forcés 132.

Mir müssen och dofir beim Retour forcé konsequent bleiwen. Well et kann net sinn, dass déi, déi fräiwëlleg ginn, herno déi Domm sinn, an déi, déi sech weigere, belount ginn, andeems se awer kënne bleiwen.

Den Här Spautz huet den Amendement ugeschwat, deen d'Regierung den 18. Mee erabrucht huet an, mengen ech, wat d'LSAP begréisst. Et ass dat, wou mer déi Ausnam maachen, wou Leit kënne bleiwen, wa se Kanner hunn, mannerjäreg Kanner hunn, déi zënter mindestens véier Joer hei zu Lëtzebuerg an ons Schoule ginn, déi sech hei integréiert hunn. Dat ass eng speziell Situatioun. Dat ass och gutt esou an dat begrëisse mer och esou!

Et ass och esou, dass déi Eltere muss kënne fir hir Familj opkommen, dass se net vu Sozialhëllef liewen, dass se schaffe ginn. An dat ass eng gutt Saach. An dat Ganzt bezitt sech och op Groussjäreg, déi och hei hir... déi 21 Joer al sinn an déi, wéi se hir Demande gestallt hunn, ënner 21 Joer waren - entschëllegt! -, an déi och véier Joer Schoul hei gemaach hunn an déi och fir sech selwer kënne opkommen. An ech mengen, dass ass eng gutt Saach, dass déi Leit da kënne bleiwen.

Ob eng Politik vum fräiwëllege Retour sech ëmsetze léisst, hänkt natierlech och dovunner of,

wou en déboutéierten Demandeur hierkënt an ob säin Heemechtsland en erëm zrëck wëllt huelen. Een, dee weess, dass een net zrëckgeschéckt ka ginn, huet och kee Grund, fir engem Retour volontaire zoustëmmen. Mir brauchen dofir och verstärkten Efforten am Beräich vun der Politique de réadmission. D'LSAP kuckt déi Iddi ganz interesséiert, déi um europäesche Plang elo diskutéiert gëtt am Kader vun der Europäescher Kommissioun, d'Iddi vun engem Büro von de Retouren.

Och d'Sécuriséierung vun den Aussegrenze vun der EU kann nëmme um EU-Niveau geléist ginn. A mir ennerstëtzen dofir all Efforten, fir dass dat esou effikass wéi méiglech gemaach ka ginn.

Wéi vill aner Aspekter vum Asylrecht, kënne mer am Fall vun der Réadmission nëmme gemeinsam um Niveau vun der EU Fortschreiter erzielen. Mä dat gëllt ganz eleng fir d'Asylpolitik. Dës beschränkt sech jo net nëmme op d'Asylprozeduren, mä déi ënnerschiddlech Direktiven a Reglementer bilden e Ganzt.

Mir gesi grad am Moment ganz däitlech an Europa, wéi vill Problemer et mécht, dass mer an der EU keng eenheetlech Virgoensweis hunn. An do muss een och zouginn, dass dës Problemer, trotz de gemeinsamen Direktive vun 2013 an deenen anere gemeinsame Bestëmmungen, net geléist sinn. Dat heescht awer net, dass mer erëm probéiere sollen, alles nationalstaatlech ze léisen. Mir brauchen an dësem Beräich vun der Asylpolitik méi EU an net manner EU!

Wa Lëtzebuerg emol d'Richtlinie vun 2013 ëmsetzt, ass dat e klengen, awer noutwendige Schrëtt zu enger Harmoniséierung vum Asylrecht. D'LSAP begréisst et dofir, dass d'Regierung drop bestanen huet, d'Direktiv plus ou moins eent zu eent ëmzesetzen. Mir brauchen an alle Länner déiselwecht Standarden, fir net zousätzlech de sougenannten Asylshopping oder d'Migration secondaire ze favorisieren.

Wat fir Problemer müssen an Zukunft geléist ginn? Do ass als Alleréischt emol de Fait, dass EU-Länner mat Bausegrenzen, déi sougenannte Frontlänner, vill méi staark betraff sinn, wat de massiven Afflux vu Flüchtlingen ugeet, wéi anerer. Dublin III huet Désavantages an huet Avantage. Ee Virdeel dovun ass, dass kloer geregelt ass, wat fir e Land an dass et iwwerhaupt e Land ass, wat responsabel ass fir den Dossier vun engem Demandeur de protection, Asyl ze enregistréieren an eng Prozedur duerchzuführen.

Gläichzäiteg féiert awer dës Regelung zu enger ongerechter Belaaschtung vun einzelne Länner, opgrond vun hirer geografischer Situatioun. De Schengen-Raum kann awer nëmme fonctionnéieren, wa mer fäeg sinn, un den Aussegrenzen d'Areer vun Drëttstaatler ze kontrolléieren an am Fall vun den Demandeurs de protection internationale dës och direkt ze enregistréieren. Amplaz de Prinzip vun Dublin komplett a Fro ze stellen, brauche mer eng Lösung, wou d'Solidaritéit vun allen EU-Memberstate gëllt.

Wichteg ass och, dass déi sougenannte Hotspots, déi elo ageriicht gi sinn, fonctionnéieren - dat brauch nach eng gewëssen Zäit, mä mir hoffen, dass dat schnell geet -, fir dass déi betraffe Länner, d'Frontlänner, keng Excuse hunn, fir Migranten onenregistréiert eranzeloossen an hinnen ze hëllefen.

Et kann een natierlech esou Momenter, wéi elo d'Situatioun war, verstoen. Do war eng total Iwwerlaaschtung. Mä et muss Schluss si mat där Politik um „waving through“ an et muss Solutiounen um europäesche Plang fonnt ginn, fir zu enger gerechter Verdeelung ze kommen.

An do si mer beim Quotesystem. Och mir bedauern als LSAP, dass Länner wéi d'Slowakei an Ungarn do eng Plainte beim Europäesche Gerichtshaff gemaach hunn. A mir hoffen natierlech, dass se domat net duerchkommen.

**(Interruption)**

Voilà! Dat gesot, ech mengen, ech hunn lech vill gesot. Wat wichteg ass, ass also, dass um europäesche Plang eng Solutioun fonnt gëtt, wat d'Lëscht vun de Pays sûrs ugeet. Do ass driwwer diskutéiert ginn. Mir hoffen, dass et do eng Keier zu enger Konkusioun kënnt, fir esou eng Lëscht ze maachen. Dat wär wichteg. A mir hoffen och, dass et zu enger méi gerechter Verdeelung kënnt an dass déi Solidaritéit, déi mer hei brauchen, spillt. Well mir wëssen, et gëtt kee Land, wat deen heite Problem eleng ka léisen. Nëmme europäesch Léisunge bréngen eis an där heite Politik virun!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Marc Angel. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, téschent 1840 an 1890 war Lëtzebuerg kloer en Emigrationsland. 1871 hu bei eis nëmme 5.872 Ausländer gewunnt. Em 1880 si 40.000 Leit a Frankräich ausgewandert an 20.000 an d'USA. No der Jorhonnertwend sollt dunn eng émgedrängt Situation entstoen: Virun allem Leit aus Däitschland, Italien, der Belsch a Frankräich sinn dunn an de Grand-Duché komm.

An de sougenannten „gëllenen 20er Joren“ ass den Undeel vun auslännesche Matbiirger du vun 33.000 am Joer 1922 op 56.000 am Joer 1930 geklommen. Nach eng lescht Statistik, déi ganz kloer illustréiert, wéi d'Struktur vun der Populatioun vun eisem Land awer duerch d'Awanderung gepräagt ginn ass: Téschent 1840 an 1890 war de Bilan migratoire minus 66.580, téschent 1945 an 1988 louch e scho bei plus 68.310 a vun 1989 bis 2010 ass en op 93.530 geklommen. All dës interessant Zuelen hunn ech aus dem Buch vum Denis Scuto „La nationalité luxembourgeoise“.

Wa bis ufanks der 90er Joren d'Leit jo éischter aus wirtschaftlechen Ursachen an eist Land komm sinn, esou huet déi Situatioun trotzdeem an deene leschte Jore geännert. Donieft ass natierlech déi rezent Migratioun och Ursach, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg vill méi eng grous Villfalt um kulturellen an um reliéisen Niveau erlieft hunn. Dës Vermeschtung huet bis elo bei eis keng negativ Spuren hannerlooss. Dat ass ze begrëssen an et ass och ze hoffen, dass dat an Zukunft wäert esou bleiwen. Et gëtt kaum e Land op der Welt, deem säi Wiesen, deem säi Charakter esou gepräagt ass eben duerch d'Awanderung. De Gesetzesprojet, dee mer elo haut hei diskutéieren, wäert ouni Zweifel derzou bäidrogen, dass Lëtzebuerg och an Zukunft op d'Awanderung wäert setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sech an de leschte Méint um Niveau vun der Flüchtlingsproblematik ofgespillt huet, ass natierlech oft schwéier a Wieder ze faassen. Vill Drame sinn um Mëttemier virkomm. An net nëmme do. Vill Famille goufen auserneegerappt. Déi international Organisatioun fir d'Migratioun schätzt, dass ongeféier 870.000 Leit dëst Joer wäerten d'Grenze vun der Europäescher Unioun iwwerschneiden.

Mir wëssen, wat d'Ursache sinn: An éischter Linn natierlech de Biergerkrich a Syrien, eng Kris, déi vill ze vill laang ënnerschätzt ginn ass. Sécher huet d'Bewegung an deene leschte Wochen ofgehol. Dat ass zum Deel duerch meteorologesche Ursachen ze erklären. Et ass awer och doduerch ze erklären, dass d'Türkei Efforte gemaach huet an eng Rei Mënschenschmuggler konnt arréieren.

De Réckgang gëtt vun der UNHCR op 36% geschätzt, wéi se iwwregens de leschten 1. Dezember zu Genf matgedeelt huet. Am November sinn awer nach 140.000 Migranten aus der Türkei iwwert d'Mëttemier no Europa komm. Dat waren der zwar 80.000 manner wéi am Oktober, mä et ass nach ëmmer eng ganz impressionant Zuel.

Mir sollen eis och kengen Illusiounen higinn a mengen, déi Flüchtlingsproblematik géif elo ageschränkt ginn. Mat Sécherheet wäert se eis och an Zukunft nach beschäftegen a Leit kommen an eis Géigenden net nëmme méi eleng aus politeschen an aus wirtschaftleche Grënn, mä mat Sécherheet och aus ekologesche Grënn. Wann d'Klima an deem Mooss nach wäert änneren, wéi et leider befiercht gëtt, da riskéiert jo de Mieresspiegel zum Beispill em en hallwe Meter ze steigen. Dat gëtt Schätzungen zufolge eng zousätzlech Migratioun vu ronn 72 Millioune Leit, déi dann natierlech och hiren Territoire muss verloossen. Mir kucken natierlech all gespaant op Paräis op d'COP21, mä och do mengen ech leider elo scho kënne ze behaupten, dass ee sech net allze vill Illusiounen soll higinn.

Wat een natierlech och muss bedauern, ass, dass d'Europäesch Unioun de Moment um Niveau vun der Bewältigung vun der Flüchtlingskris net onbedéngt dat bescht Bild ofgëtt. Grad an deem Beräich spiert ee jo awer elo, wou egoistescht Denken an nationalistescht Denken ëmmer erëm méi Héichkonjunktur kréien. Déi eng wëlle keng Chrëschten, déi aner wëllen iwwerhaupt keng Réfugiéieren, an déi Drëtt, déi wëllen net doriwwer diskutéieren, well se an engem Wahlkampf sinn. An dowéinst soll dat Ganzt dann och tabuséiert ginn, mam Resultat, dass nëmme méi eng Rei vun den EU-Memberstate bereet sinn, Flüchtlinge bei sech opzehuelen, glécklecherweis awer dorënner och eist Land.



A Lettland ass d'Regierung elo zréckgetrueden, well se sech fir déi Quoten agesat huet. D'Regierungschefin Laimdota Straujuma ass dat éischt politescht Affer. En zweet politescht Affer riskéiert awer och ze kommen; dat ass um Niveau vun Däitschland, d'Madamm Merkel. An ech mengen, ech sti jo net onbedéngt am Verdacht, fir hir politesch grondsätzlech Astellung hei guttzeheeschen, mä zumindest d'Fairness verlaangt et awer (veuillez lire: verlaangt et awer, unzuerkennen), datt si de Courage huet, sech fir elementar Wäerter vun der Europäescher Unioun anzesetzen. Dat éiert net nëmme si, mä dat éiert och hiert Land. An ech mengen, och dat soll hei onofhängeg, wéi gesot, vun der politescher Appréciatioun ënnerstrach ginn.

E Gruef ass ouni Zweifel amgaange sech ze zéien duerch d'Europäesch Unioun, e Gruef, dee sech och lues a lues mat Waasser wäert féllen. Dat wier eng Katastroph! Ech mengen, do solle mer eis och guer kengen Illusiounen hingginn. Wa mer wierklech an där Fro do an Europa ëmmer méi oneens ginn, da riskéiert dat effektiv zu engem Broch ze kommen. Duerfir mussen, wéi gesot, all Efforte gemaach ginn, datt déi 28 Länner dat Damoklesschwäert, wat e bëssen iwwer eis schwieft, zumindest immobiliséieren!

Natierlech droen dann awer och esou rezent Aussoe wéi déi vum EU-Rotspräsident, dem Donald Tusk, net onbedéngt derzou bäi, fir d'Situatioun ze stabiliséieren. Ganz au contraire. Seng Aussoe si jiddefalls net onbedéngt am Geescht vun deem, wat mir haut hei diskutéieren an och wëllen decidéieren. Hie stellt sech natierlech domat och hanner eng Rei vun osteuropäesche Staten, déi net onbedéngt en faueur si vun där geplangter Verdeelung vun 160.000 Flüchtlingen an Europa.

Datt d'Slowakei an Ungarn elo souguer e Recours géint d'Quoteregulung beim Europäesche Gerichtshaff hannerluecht hunn, dat léisst och déif blécken. An trotzdeem wier et elo falsch, fir nëmme déi negativ Entwécklung um Niveau vun der Europäescher Unioun hei ze diskutéieren. Et soll een och op déi positiv Elementer hikucken. Ech erënnere zum Beispill un 1999, wéi um Sommet zu Tampere eng gemeinsam Migratiounspolitik zréckbehalde ginn ass. 2005 gouf dunn och e „grénzt Buch“ zu deem Thema publizéiert an zu Malta huet jo elo rezent d'EU och decidéiert, e Fong vun 1,8 Milliarden ze schafen, fir afrikanesche Länner bei der Lutte géint d'Aarmut an d'Aarbechtslosigkeit ze hëllefen.

Dann huet jo och de leschten 29. November d'Europäesch Unioun zesumme mat der Türkei e gemeinsamen Aktiounsplang decidéiert, fir de Strom vu syresche Flüchtlinge virun allem anzuschranken. D'Türkei ass nun eben dat wichtegst Transitland. Ech mengen, do ass och e Kredit vum dräi Milliarden zur Verfügung gestallt ginn. Mir wëssen, datt d'Türkei e ganz schwierege Partner ass. Mir wëssen, datt et eng ganz Rei Problemer an der Türkei gëtt. Mä ech mengen, mir sollen och an deem Punkt hei awer ganz éierlech sinn. Mir brauchen d'Türkei, fir déi ganz Problematik och kënnen an Zukunft gutt ze gérieren.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Diskussioun iwwer d'Quoten. An do wëll ech awer emol drun erënnere, datt dat näischt Neits ass. Schon 2008 hat den deemolege franséische President, den Nicolas Sarkozy, dozou Stellung geholl. An do war am Fong geholl awer eng ganz kloer Oppositioun a ganz Europa komm, och am Haus hei. Och hei hu Leit behaupt, dat sollt direkt an d'Archive geluecht ginn. Haut gesi se dat net méi esou.

Haut ass et nun eben e Fait, datt mer iwwer Quoten diskutéieren. Dat Eenzegt, wat een natierlech awer do ëmmer erëm muss feststellen: Et huet een heiansdo d'Gefill, wéi wann op engem Basar géif gefeilscht ginn an datt vergiess géif ginn, datt et schlussendlech jo awer em Mënsche geet. Et geet net em Wueren! Och dat solle vläicht eenzel Leit sech emol rappeléieren, wa mer iwwer Quoten hei diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetz hei maache mer ouni Zweifel awer och e qualitative Sprong, well mer haut am Fong geholl méi elo vu Mënsche schwätzen, déi eng Demande maachen, fir internationale Schutz ze kréien. Dat heescht am Fong geholl: Dat ass e Méiwäert fir den Term „réfugié“ an dat ass och ganz interessant an och ganz wichteg. Ech mengen, datt an Zukunft déi Leit nach vill méi mat enger humaner Approche gesi ginn, an dat kënnen mer och nëmme ënnersträchen.

Vun der éischer Etapp u kritt jo en Demandeur dann och elo Rechter. An dat ass, wéi gesot, nëmme hei ze ënnersträchen. Et ass och de Beweis u sech, datt d'Flüchtlingwanderung net méi kann isoléiert gesi gi vun engem eenzege Land, datt mer do gemeinsam an engem Boot sëtzen, an datt mer d'Gestioun vun där ganzer Problematik och nëmme gemeinsam kënnen ustriewen. Mir hunn also all Intérêt, eis och als Lëtzebuerg virun allem an en europäesche Kader ze integréieren.

Dëse Projet de loi erlaabt et, wéi gesot, och, vill méi eng integréiert Approche zu der Flüchtlingsproblematik ze huelen. An et gëtt och héich Zäit! Natierlech muss een awer hei ënnersträchen, datt gewësse Regeln och vun där anerer Säit muss respektéiert ginn, datt d'Flüchtlinge sech mussen bewusst sinn, datt mir an engem Rechtsstat liewen an datt ee sech och do muss un déi néideg Regeln halen.

Dofir kann een net akzeptéieren - eppes, wat sech zum Beispill de Moment um Niveau vu Griichenland ofspillt -, wann do Flüchtlinge sech einfach nëmme op eng Zuchstreck setzen, während Wochen do campéieren an dann dee Moment verhënnere, datt de Flux vun Zich ka funktionéieren, wat iwwregens - dramatesch, kann ee scho bal soen - negativ wirtschaftlech Konsequenze fir Griichenland mat sech bréngt. Ech mengen, dat dierf natierlech net virkommen, och wann ee vollt Verständnis fir déi Leit muss matbréngen.

Et ass och gutt, datt mer elo méi eng kloer Definition gi vu Pays sûrs a Pays non sûrs. Och do gëtt et jo awer objektiv Kritären. A well ech elo just d'Presidentin vum Conseil de l'Europe (veuillez lire: d'Presidentin vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe) hei gesinn, déi kann dat am beschten novollzéien. Ech mengen, d'Memberschaft am Conseil de l'Europe ass jo awer schon en objektiv Kriter, wéi wäit e Land sech zu demokratesche Gepflogenheete bekennt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht dann nach e puer Remarquen zu eenzelne Punkten aus deem Gesetz maachen. Wichteg, wéi gesot, ass, datt eben elo endlech och emol d'Zäitspan vum der Prozedur erfogest gëtt, datt mer do eng Limitt vu sechs Méint zréckbehalen. Et muss ee sech jo awer och emol an d'Haut vun deene Leit versetzen, déi hir Heemecht verloossen, déi net wëssen, wéi hir Zukunft ausgesäit, an déi och nach mussen wochen-, méintlaang op eng Décisioun waarden. Et ass evident, datt een da muss Efforte maachen, fir deene Leit esou schnell wéi méiglech awer och eng nei Perspektiv ze schafen.

Dat heescht jo elo net, datt déi ganz Prozedur soll verwässert ginn. Et heescht just, datt ee soll méi Dignitéit weisen, méi Dignitéit vis-à-vis vun deene Leit, déi dramatesch Erlebnisse hanner sech hunn.

Et sinn och eng Rei aner Saachen, och wann et elo vläicht méi punktueller sinn, déi awer wichteg hei ze relevéieren sinn. Ech denken zum Beispill och, datt een eenzelnen Demandeur selwer ka froen, wie säi Vis-à-vis soll sinn, wat fir ee Geschlecht datt e soll hunn. Och dat solle mer respektéieren. Et gëtt nun ebe Leit, déi duerch hir Erzéiung, duerch hir Kultur, duerch hir reliéis Astellung aner Vuen hunn, an och déi solle mer wäitestméiglech respektéieren. Wann eng Fra seet, si wëllt net vun engem Mann interviewt ginn, dann, mengen ech, ass dat keng Onéier. Au contraire: Mir sollen dat ouni Zweifel respektéieren. Wat wesentlech ass, dat ass, datt de Vis-à-vis, deen den Interview féiert, déi néideg Kompetenze matbréngt. An dowéinst ass et nëmme ze respektéieren (veuillez lire: ze begrëssen), datt do, wéi gesot, déi néideg Formatiounen virgesi sinn.

Richtig fanne mer et och, datt de Vis-à-vis, deen den Interview féiert, net soll an enger Uniform dosëtzen, net soll praktesch wéi en Arméierten do optrieden. Well och do muss een, nach eng Kéier, ënnersträchen, datt ganz vill Leit traumatesch Erlebnisse matgemaach hunn, an datt natierlech ouni Zweifel...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dierft ech eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann de Riedner domat d'accord ass.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Bon!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Ganz kuerz?

► **M. Gusty Graas (DP).**- Jo.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Ech wollt den Här Graas froen, well e gesot huet, datt se kéinte wielen, ob et e Mann oder eng Fra wier, ob en och der Meenung ass: E Journalist - e Mann oder eng Fra? Ass en och der Meenung, wa se bei e Gynäkolog (veuillez lire: e Gynäkolog, en Urgentiste oder en aneren Dokter) misst goen, dass se do dann och dierft wielen, ob et e Mann oder eng Fra ass? Wa se eng Urgence hätt a si géif ageliwwert ginn a misst vun engem Gynäkolog ënnersicht ginn, ass en

dann och der Meenung, datt se insistéieren dierft, ob et eng Fra oder e Mann sollt sinn?

► **M. Gusty Graas (DP).**- Mir bewegen eis zwar do op zwee verschiddenen Niveaue. Ech mengen, wat d'medezinnesch Analys ubelaangt, hunn ech perséinlech - ech ginn elo meng perséinlech Meenung - awer kee Problem dermat, wann dat sollt e Problem duerstellen an datt eng Fra sech net ka vun engem Mann ënnersiche loossen, woubäi een awer net dierf vergiessen: Hei am medezinnesche Beräich, mengen ech, kënnen awer och nach aner Regele gëlle wéi an deem Beräich vun dem Entretien.

Ass dat an Ärem Sënn?

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Jo.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Okay. Wéi gesot, wat déi kierperlech Ennersichung - an ech soen lech Merci; Dir hutt mer am Fong geholl e Stéchwuert ginn, fir weiderzefueren - ubelaangt, och do ass et jo evident, datt muss de Volet Mësshandlung, datt muss de Volet Tortur ganz genee kënnen analyséiert ginn. An da si mer direkt och bei der Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten iwwer, ech wëll net soen: déi „ominéis“..., mä de Protokoll vun Istanbul, wou jo verschidde Kolleegen awer Problemer dermat haten, datt mer eng Referenz am Gesetz op dee Protokoll hei maachen.

Sécher, d'Schwächt vun deem Protokoll ass, datt e keng direkt legal Basis huet. Mä op där anerer Säit dierf een awer net vergiessen, datt schonn de 6. August 1999 d'UN-Mënschenrechtskommissarin dee Protokoll iwwerrechrecht krut. D'UNO-Vollversammlung vum 4. Dezember 2000 hat schonn eng deementspreechend Resolutioun zréckbehalen. An haut sinn et awer och d'Affekoten an d'Medezinner, déi deen als Handbuch benotzen, fir, wéi gesot, sech kënnen drop ze beruffen, ob eng Persoun mësshandelt oder souguer torturéiert ginn ass, sou datt eiser Meenung no de Verweis am Gesetz op dee Protokoll do awer gerechtfertegt ass an, mengen ech, och souguer eng Hëllef duerstellt, fir u sech kënnen esou Faite feststellen.

Méi Dignitéit gëtt awer och gewisen hei vis-à-vis vun deene méi Schwaachen, virun allem vu Leit, déi e gewëssenen Alter hunn, Leit, déi en Handicap hunn, a virun allem awer och vis-à-vis vu Mineuren; et ass schonn hei ënnerstrach ginn. Ech wëll och do zum Beispill drun erënnere, datt den Undeel vu Kanner ënner de Migranten enorm an d'Luucht gaangen ass. Eleng am Oktober war all drëtte Migrant, deen un der Grenz tëschent Griichenland a Mazedonien registréiert gouf, manerjärege, huet d'UNICEF de leschten Dënschdeg erkläert. Nach am Juni waren ënner deenen Asylanten nëmme 10% Kanner.

D'Zuel vun de Kanner, déi ouni Begleedung sinn, hëlt och zou. 2014 goufe bei eis 30 Kanner ouni Begleedung enregistriert. A bal en Drëttel vun deenen 3.600 Leit, déi bis elo leider um Mëttelmier em d'Liewe komm sinn, ware Kanner, an dovunner leider 5%, déi emol nach net den Alter vun zwee Joer haten. Dat sinn alles, wéi gesot, Statistiken, déi d'UNICEF an d'IOM elo kierzlech publizéiert hunn.

Eent vun de Kärstécker vun deem Text ass dann eben herno d'Behandlung respektiv den Traitement vun de Manerjärege. Ech weisen hei virun allem op den Artikel 5 (4) hin, deen et de Mineuren dann och erlaabt, eng Demande ze stellen, wa se net a Begleedung sinn. Et ass natierlech schwéier ze tranchéieren, wéini en Entretien mat deene Kanner muss geféiert ginn, wéini datt deen, wéi gesot, soll virgeholl ginn. Dat ka Virdeeler hunn, dat kann och Noddeeler hunn. Mir als Demokratesch Partei jiddefalls kënnen dermat liewen, datt déi Entretien a priori net onbedéngt mussen generaliséiert ginn.

D'Mineuren a Réntiounen setzen ass natierlech och e ganz delikate Sujet. Fir eis ass et ganz kloer: Datt se sollen an e Centre de rétention kommen, muss déi absolut Ausnam sinn. Wann eng Réntiounen muss virgeholl ginn, da muss dat an appropriéierten Infrastrukture sinn, zum Beispill a kannergerechte Foyeren. Ech wëll och do zum Beispill op den Artikel 6 vum Kapitel II vun der EU-Direktiv 604/2013 hiweisen, wou ganz kloer steet: «L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les États membres dans toutes les procédures prévues par le présent règlement.» Fir eis ass et, wéi gesot, besonnesch wichteg, datt déi Persounen, déi awer och am direkte Kontakt mat deene Manerjärege ouni Begleedung sinn, optimal Fäegkeete mussen virweise kënnen.

Op där anerer Säit geet et natierlech och virun allem drëm, a wéi enger Sprooch den Entretien gefouert gëtt. An och do hu mir awer als Lëtzebuerg e groussen Atout, well mer eng Rei vu Sprooch beherrschen. Et kann een awer soen, datt mer mindestens dräi Sproochen hunn, an deene mer eis kënnen mat de Réfugiéen ënner-

halen. Mä mir wëssen awer och, datt et ganz vill Leit gëtt, déi méi aus den arabesche Regione kommen, wou dat natierlech net de Fall ass. Och do hu mer awer d'Méiglechkeet, en Interpret zur Verfügung ze stellen.

De Flüchtlingsrot bedauert a sengem Avis, datt d'Interpreten net onbedéngt mussen eng gewësse Formatioun hunn. Ech mengen, déi lwwerleung kann een novollzéien. An d'Fro ass och ze stellen, ob net och d'Interpreten zumindest eng minimal Formatioun sollte kréien. Ech well an deem Kontext de Minister froen, inwiefern datt déi Interpretatioun Succès hu respektiv ob et de Moment och do gewësse Problemer gëtt. Datt och elo d'Recoursméiglechkeet festgeschriwwen gëtt, datt ass fir eis eng Evidenz - mir liewen awer schlussendlech um Niveau vun engem Rechtsstat -, an datt d'Kommissioun dräi Recours en réformation zréckbehalen huet, ass eng ganz positiv Saach.

Ech wëll och drun erënnere, datt dëst Joer bis elo scho ronn 90 Recoursen hei zu Lëtzebuerg virgeluecht goufen. Eng Normalitéit ass och, wann natierlech déi Demandeure sech net un elementar Regeln halen, datt de Rechtsstat da muss reagéieren. Mir sinn ouni Zweifel e Land vu grousser Toleranz. Mir sollen dat och bleiwen. Mä mir dierfen awer och net vergiessen, datt mer e Regelwierk hunn, wat vu Rechtsstaatlechkeet hier eng grouss Wichtegkeet huet, an datt dat dann awer och a gewëssene Fäll natierlech muss gebraucht ginn. Eis Toleranz dierf natierlech och net mëssbraucht ginn.

Jorelaang ass dann natierlech och monéiert ginn, an zu Recht, datt och Flüchtlingen, déi illegal an d'Land komm sinn, direkt op Schraasseg, direkt an de Prisong gesat ginn. Do hu mer glécklecherweis, wéi gesot, de Centre de rétention gebaut, dee jo duerch d'Décisioun hei vun der Chamber de 7. Mee 2009 a Kraaft getrueden ass. Ech mengen, dat huet och erlaabt, eng méi human Behandlung ze realiséieren. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, datt jo an engem Centre de rétention Koppelen och d'Méiglechkeet hunn, zesummen ze sinn.

A wann och keng gréisser Verdachtsmomenter op eng Gefor fir d'Gesellschaft bestinn, da si jo neierdengs zousätzlech Alternative méiglech, ënner anerem déi elektronesch lwwerwaachung, déi natierlech och zu enger Rei Kritik gefouert huet. Mä och do, wéi gesot, de Bracelet électronique soll och nëmme an engem Extremfall kënnen benotzt ginn. Mä mir ginn eis awer zumindest elo eng legal Basis, fir gegebenfalls och dat ze applizéieren.

E wesentlechen Aspekt vun der Immigrationspolitik ass natierlech awer och d'Kontroll op de Grenzen. Do si mer natierlech och an engem ganz delikate Sujet ukomm. A leider muss ee feststellen, datt d'Fournisseure vun Drot an enger Rei Staten Héichkonjunktur hunn. Déi hunn natierlech näischt dergéint, wa se vill Drot kënnen liwweren. Mä mir wëssen awer och, wat dat fir negativ Konsequenzen huet.

Am Summer hu mer den 30. Anniversaire vun de Schengener Verträge zu Schengen gefeiert. Elo muss mer feststellen, datt déi Schengener Verträge vun Eenzelnen dach net méi esou à la lettre applizéiert ginn an datt et riskéiert, och do zu engem Ausenanerbréchen ze kommen. Dat wier natierlech praktesch den Doudestouss fir d'Europäesch Unioun. Mir mussen also all Efforte maachen, fir datt dat do op kee Fall ka virkommen. Schengen muss an där Integralitéit bestoe bleiwen. An et dierf een net vergiessen, datt Schengen jo awer och Ausnamen zouléist a gewëssene Fäll, datt och kënnen déi eenzel Staten awer verschidde Kontrolle maachen!

Wa mir natierlech scho vu Grenze schwätzen, dann ass et och vu Virdeel, wéi elo hei am Text virgesinn ass, datt déi Demandeuren och kënnen op der Grenz selwer vu kompetentem Personal begleet ginn, Ennerstützung kënnen kréien. Mä och do muss een awer erëm eng Kéier op de Facteur Sécherheet hiweisen, dee muss maximal garantéiert ginn.

Wat natierlech, wéi gesot, interessant ass, ass, datt elo zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir d'Enregistremente vun deenen Demanden a méi rasonabelen Délais kënnen ze maachen. Spéitstens no dräi Deeg, a gewëssene Fäll no sechs Deeg muss en Enregistrement jiddefalls gemaach ginn. Dat kann een och als eng Simplification administrative gesinn, besonnesch, wéi gesot, nach eng Kéier, vis-à-vis vun deene Leit, déi direkt do betraff sinn.

Mat deenen technesche Méiglechkeeten, déi mer natierlech haut zur Verfügung hunn, kann een awer och d'Fro stellen, wéi déi Entretien solle gefouert ginn. An och do kumt jo d'Meenung am Avis vun UNHCR op, ob een net soll op eng audio respektiv audiovisuell Manéier dat maachen. Mir gesinn deem och relativ positiv entgéint. Haut gëtt et, wéi gesot, déi technesch Méiglechkeeten. Awer erëm eng Kéier de Facteur Sécherheet: Et muss och garantéiert





sinn, wéi herno déi Enregistrementer do benotzt ginn, a virun allem och, wat de Stockage do ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Menscherechtskommissioun ass jo dann derneift och der Meenung gewiescht, dass all Familljemember soll d'Recht op en individuellen Dossier kréien. Mir als Demokratesch Partei gesinn dat vläicht liicht méi reservéiert. Et muss een näamlech och an der Flüchtlingsproblematik rasonabel bleiwen. Et muss een net onbedéngt sech selwer zu engem Magnéit do entwéckelen. Fir eis ass et evident, ech mengen, Leit, déi eng direkt Verbindung hunn zu enger Famill, dass deenen natierlech gewisse Rechter zoustinn, dass ass evident. Mä, wéi gesot, och do muss een oppassen, wéi wäit dass een awer déi Ausdeenung do zouléisst.

Ech wëll dann och drop hiweisen, dass d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Asylrecht jo schonn d'Zuel vun de Familljememberen erhéicht huet, déi d'Méiglechkeet kréien, fir, wéi gesot, en eegenen individuellen Dossier opgemaach ze kréien.

Net ganz d'accord kann een dann awer och si mat der Fuerderung, dass zum Beispill d'Méiglechkeet suppriméiert gëtt, fir dann en Demandeur en rétention an de Centre de rétention ze setzen, fir seng Identitéit festzestellen. Mir sinn éischer der Meenung, déi Méiglechkeet soll een allerdéngs bäibehalen. Och ass et fir eis eng Evidenz, dass Leit, déi méi al si wéi 14 Joer, müssen en digitalen Odfrock gemaach kréien.

E Wuert awer vläicht och nach am Émgang...

#### (Coup de cloche de la présidence)

Ah sou!

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd ausnamsweis am roude Beräich.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ausnamsweis am roude Beräich. Jo dann, da muss ech jo ofkierzen hei. Ech wollt zwar nach verschidde Saache soen. Bon.

Wéi gesot, insgesamt, wann een de Bilan iwwert dëst Gesetz mécht, ass dat oui Zweifel awer eng Verbesserung an der Gestiou vun den Demandeurs de protection nationale et temporaire. An, wéi gesot, ech hunn den Avis schonn e puermol hei zitéiert, dee vum UNHCR. Ech wëll awer trotzdeem ofschléissend dann op eng Ausso hiweisen, déi den UNHCR gemaach huet, an zwar a sengem Punkt 7 huet e geschriwwen:

«Ce projet de loi témoigne de l'engagement des autorités luxembourgeoises à assurer une procédure de détermination du besoin de protection internationale qui soit juste et efficace. Le HCR se réjouit qu'il entérine certains principes de base et certaines garanties fondamentales, illustrés par les mesures relatives à l'entretien personnel, aux garanties spéciales à apporter aux demandeurs vulnérables, y compris les mineurs, à la durée de la procédure et à la formation des agents du ministre.» Do ass näischt bäizefügen.

Dat Eenzegt, dass soll da mä Schlusswuert sinn, Här President: Selbstverständlech bréngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei, mat der Hoffnung, wéi gesot, dass d'Regierung sech selwer déi noutwendeg Moyenen awer gëtt, fir där zoustänneger Erausfuering an Zukunft och gerecht ze ginn. Ech zweifelen net drun, well wann ee bis elo kuckt, wéi dës Regierung, insbesondere den Ausseminister an d'Familljeministesche, déi Kris hei gériert hunn, dann ass et engem net baang, dass mer och déi heiten Erausfuering an Zukunft wäerte packen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Just niewebäi gesot: D'Auer virun de Riedner leeft net, soudass Der milderde Umstände hutt. Mir missten dat demontéieren, fir se erëm an d'Rei ze setzen. Also passt vläicht selwer e bëssen op op de Compteur! Soss maachen ech lech ganz zaghaft drop opmierksam.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et geet näischt iwwer e gudden ale Wecker!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sot et. D'Wuert huet elo direkt den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci dem Rapporteur vun dësem Projet de loi fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Bericht. Ech wäert nach e puermol op hien zrëckkommen.

Haut ass den Internationalen Dag vun de Mënscherechter. Ech si glécklecherweis net deen Eenzegen, deen et gemierkt huet. An ech ralliiere mech dem Appell vun Amnesty International Lëtzebuerg, deen déi politesch Responsa-

bel opriff, hir international Verflchtunge vis-à-vis vun de Mënscherechter anzehalen. An Amnesty International erënnert zu Recht drun, dass en Deel vun de Waffen, mat deenen terroristesch Organisatiounen, zum Beispill am sougenannten Islamesche Stat, d'Leit embréngen, och aus Europa kommen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - An duerfir ass et émsou méi schlëmm, dass eng Rei europäesch State sech schwéierdinn, Flüchtlingen opzehuelen an ze schützen. Flüchtlingen, déi zum Deel aus deene Gebidder flüchten, wou enner anerem och Waffen, déi aus Europa kommen, géint si gericht sinn.

► **Une voix.** - Ganz richtig.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - An Amnesty International mécht och zu Recht drop opmierksam, dass am Kampf géint den Terrorismus d'Versuchung grouss ass, d'Fräiheet an de Schutz vun der Privatsphär mat ze bekämpfen. An émsou méi frou si mir, dass eis Regierung zwar decidéiert an effikass Mesuren ergraff huet, fir op d'Erausfuering vun internationalen Terrorismus ze reagieren, sech awer net derzou verleede gelooss huet, iwwerzereagieren op d'Käschte vun Rechtsstat.

Ech mengen net, dass den Dag vun haut extra am Virus geplangt war, fir de Projet 6779 ze debattieren an zum Vott ze stellen, mä trotzdeem, den Zoufall ass gutt, dass et op dësen Dag gefall ass.

Haut, wou an ëmmer méi Länner an op ëmmer méi Grenzen erëm Grenzkontrollen agefouert gi respektiv Grenzen zougemaach ginn, schéngt et mer och wichteg, e bëssen op d'Entstehungsgeschicht vun där gemeinsamer europäescher Asylpolitik anzugehen. An den 90er Joren ass d'Virstellung opkomm, dass et an engem europäesche Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Rechtsstaatlechkeet och eng gemeinsam Asylprozedur misst ginn. Am Oktober 1999 ass an der finnescher Stad Tampere decidéiert ginn, fir ee gemeinsamen europäeschen Asylsystem ze schafen.

An deem Zesammenhang ass dann och eng éischt EU-Richtlinn 2003/9 am Januar 2003 beschloss ginn. D'Zil war et, fir eenheetlech Mindeststandarde bei der Opnam vun Flüchtlingen ze entwéckelen, enner anerem och fir d'Migratioun innerhalb vun den EU-State méi kleng ze kréien. Eng Migratioun, déi d'Resultat war vu ganz énnerschiedlechen nationale Standarden, wat d'Opname vu Flüchtlinge betraff huet.

Dës Direktiv sollt bis 2005 emgesat ginn, an d'Kommissioun huet Enn 2007 eng ganz Rei Defiziter vun dëser Direktiv festgestallt, besonnesch wat den Émgang mat besonnesch schutzbedürfte Leit betraff huet.

Am Dezember 2009 ass am Kader vun Stockholm Program, ee Programm iwwer e puer Joer fir eng gemeinsam Bannen- a Sécherheitspolitik vun der EU, vun den EU-Memberstaaten och de Grondstee fir d'EU-Direktiv 2013/33 geluecht ginn. An dës Direktiv, déi am Juni 2013 vun Europaparlament votéiert ginn ass, hätt eigentlech scho misse bis den August 2015 emgesat ginn. Dës Direktiv bedeit eng ganz Rei Verbesserung fir d'Opnamebedéngunge vu Leit, déi Asyl an engem EU-Land sichen.

Haut, wou zum Beispill téschent de Schengen-Länner Eisträich a Slowenien ee véier Kilometer laangen an 2,2 Meter héijen Zonk gebaut gëtt, fir de Grenzverkéier ze regelen, stellt sech d'Fro, ob d'Flüchtlingekris d'europäesch Communautéit auserenerappt oder net. Dass d'Stëmmung, wat den Émgang mat de Migratiounsstréim ueget, ugespaant ass, ass bekannt. D'Erausfueringe si fir all Bedeelegt ausseruerdentlech grouss.

Mir als Gréng sinn iwwerzeegt dervun, dass all Länner vun der Europäescher Union un engem europäescher Solutioun müssen zesummeschaffen. Europa ass um Enn, wann all Land sech hannert säin eegenen nationale Stachel drot zrëckzitt, wann zum Beispill an Däitschland eng AfD d'Richtung vun der Politik géif bestëmmen, oder wann a Frankräich de Front National Regierungspartei géif ginn.

Mir wëssen och, dass et an Europa grouss Differenzen an der Migratiouns- a Sécherheitspolitik gëtt téschent dem Osten an dem Weste vun Europa. Einstweile sollte mer dervun ausgoen, dass europäesch Regierungschef verstänneg Mënsche sinn. Eng Léisung gëtt et, eiser Meenung no, just an engem europäescher Kooperatioun. Esou global Erausfueringe wéi d'Migratioun kënnen just gemeinsam gériert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - De Projet de loi 6779, dee mer haut debattieren an zum Vott stellen, ass, wéi gesot, d'Emsetzung vun enger EU-Direktiv. Den Auteur vun Rapport ass och ausféierlech op d'Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun agaangen,

zum Beispill op d'Recht vun Mannerjärege, fir seng Meenung auszudrécken. Ee Recht, wou mir an der Kommissioun gemengt hunn, dass et am Droit commun festgehalten ass. Ee Recht, wou mer keng Flicht fir de Mannerjärege wollten draus maachen.

Mir sinn och op d'Problematik vun de Jugendlechen, déi placé en rétention sinn, agaangen. Eng Problematik, déi och d'UNHCR an hirem Avis opgegraff huet. D'UNHCR mécht eigentlech och keen Énnerscheid téschent Rétention an Détection. Mir waren der Meenung, dass déi Mesure am Gesetz zimlech restriktiv gehalten ass an dass ee sech déi Méiglechkeet awer och net ganz soll zoumaachen.

Mir haten och eng Diskussioun iwwert d'Méiglechkeet, de Bracelet électronique anzusetzen. Ech wëll dës Mesure wierklech net verharmlosen. Et ass eng Strofmesure, déi déi perséinlech Fräiheet aschränkt. Et ass eng Mesure, déi vun der Justiz agesat gëtt, fir eng Prisonsstraf ze évitéieren, an déi och nëmmen agesat ka ginn, wann eng Rei Konditiounen respektéiert ginn. Jo, de Bracelet électronique ass ee Stressfacteur. Dës Mesure soll och nëmmen an Ausnahmefäll agesat ginn, wann et em Flüchtlingsprozedure geet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ganz interessant war och déi Entrevue mat de Verrieder vun Collectif réfugiés Lëtzebuerg. Och hei wëll ech e puer Punkten opgräifen, déi mer mat hinnen diskutéiert hunn.

De Flüchtlingrot huet gemengt, d'Prozedur, fir eng Demande ze maachen, wier méi komplizéiert ginn, géif méi laang daueren a wier dofir zu Ongonschte vun den Demandeure verännert ginn. Mir hunn dergéintgehalen, dass d'Prozedure méi kloer a méi strukturéiert gi sinn an dass se och vun Ufank u schonn en faveur vun Demandeur spillen.

Et ass och bedauert ginn, dass d'Interprete keng Formatioun misste maachen. Ech bedauern dat eigentlech och, muss awer akzeptéieren, dass mer hei och un d'Grenze vun eise Méiglechkeete stousen, a muss mech zefridde ginn dermat, dass d'Interprete sech müssen un ee Code de déontologie halen.

Positiv gëtt awer vu jiddwerengem gesinn, dass d'Personal vun Ministère esou Formatiounen duerchleeft.

Aner Diskussiounspunkte, wou mer eis och net zu honnert Prozent eens gi waren, waren d'Tests linguistiques. Wéi ass d'Décisioun, wann d'Konklusiounen net eendéitig si respektiv wann zwou Expertisë gemaach ginn, déi sech widersprechen? De Placement en rétention, wou mer vun enger maximaler Durée vun néng Méint op eng vun zwielef Méint eropginn. An de Regroupement familial, wou ech och eng Fro un de Minister hunn, wéi de Regroupement familial an der Praxis gehandelt gëtt.

Op enger Table ronde den 20. November 2015 am Centre Cité hei an der Stad, déi vun der UNICEF am Kader vun Internationalen Dag vun de Rechter vun Kand organiséiert gi war, ass vun enger Teilnehmerin gesot ginn, och e Mineur misst kënnen nowiesen, dass e fir seng Famill kéint suergen, wann et sollt zu engem Regroupement familial kommen. Eng Situation, déi ech mer eigentlech net ka virstellen. Wéi soll e Mineur dat kënnen maachen? Mä vläicht kann de Minister eis dozou herno nach e puer Informatiounen ginn.

Eng weider Fro hätt ech och nach un de Minister. Mir hunn nach ëmmer de Règlement grand-ducal vun 21. Dezember 2007, wou mer eng Lëscht hu vu Pays d'origine sûrs. An déi beriff sech ausdrëcklech op d'Gesetz vum 5. Mee 2006. Bleift dee Règlement grand-ducal weider a Kraaft? Do steet zum Beispill och nach drop, dass d'République Mali zu de Pays sûrs géif gehéieren.

Et ass och schonn hei gesot ginn - ech mengen, dass dat war de Rapporteur, deen dat gesot huet -, dass, och wann een aus engem soi-disant Pays sûr kennt, een awer selbstverständlech e Recht huet op seng Individualprozedur, fir kënnen Asyl ze froen. Et ass ëmmer wichteg, dass och ze rappellieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech wollt awer och vun der Geleehheit haut profitéieren, fir der Regierung Merci ze soe fir déi gutt Aarbecht, déi se am Émgang mat der Migratiounskris leescht, speziell dem Ausseminister an och der Familljeministesche. Et ass och bestëmmt mat hire Verdéngscht, dass mer zu Lëtzebuerg esou eng breet Énnerstëtzung bei de Leit an an de Gemenge fannen, fir den Accueil vun de Flüchtlingen ze maachen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Et gëtt ganz vill positiv Beispiller bei eis am Land. Zu

Miersch ass e Projet, e Pilotprojet, wou d'ASTI mam OLAI zesummeschafft, fir och en Encadrement ze garantéieren. Et gëtt och positiv Beispiller aus de Schoulen, wou ganz vill engagiert Leit eng engagiert Aarbecht maachen, speziell wat d'Refugiéskanner betrëfft. Vill Bénévole ginn op deene verschidde Plaze gebraucht an hëllefen op deene verschidde Plazen.

Och ganz positiv wëll ech hei bemierken, dass zum Beispill den SNJ, de Service National de la Jeunesse, zum Beispill eng Formation continue gemaach huet iwwer genau déi Flüchtlingserausfuering. Déi Leit, déi an de Jugendhaiser schaffen, déi gi jo dervun aus, dass se och kënnen a wëllen hiren Deel derzou bäidroen, fir jonk Migranten ze integréieren. Si haten do zwee Deeg, wou se wierklech intensiv een Dag sech informéiert hunn iwwert d'Situation an een aneren Dag wat e bëssen eppes war wéi e Brainstorming, wat da vun Iddie kënnen op d'Tapéit kommen. Déi si festgehale ginn; an engem Rapport ze liesen. An ech fannen dat wierklech och ganz interessant. An, ech mengen, dass sinn och Beweiser fir en Engagement, deen hei gemaach gëtt.

Ech kommen, Här President, zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Wéi mer all wëssen, sinn an de leschte Méint och zu Lëtzebuerg d'Zuele vun de Flüchtlingen, déi op Lëtzebuerg komm sinn, staark geklomm. An d'Zuel vun den Demanden och. Mir wëllen d'Délaie méiglechst kuerz halen, wou d'Demandeuren op hire Bescheed mussen warden. Wéi kënnen mer déi Prozedure beschleunegen, oui - an dat ass extrem wichteg - un déi prozedural Rechter vun de Leit ze goen?

Mir hunn zum Beispill en Amendement gestëmmt, dass just nach ee Juge unique an net méi drai mateneen iwwert de Recours müssen decidéieren. Domat kënnen mer d'Prozedur e gudden Deel beschleunegen. A wann de Juge een Doute huet, da geet et natierlech direkt eriwuer bei d'Cour. Wann een awer keen Doute huet, da gëtt et och keen esou een Appell.

Ech wëll dann nach dem Rapporteur Merci soen eng leschte Kéier fir seng gutt Aarbecht an och déi Diskussiounen, déi mer alleguerten an der Kommissioun gefouert hunn. Ech wëll och drun erënneren, et ass e puermol hei a selbstverständlech a Kontext bruecht ginn, dass jo nach de Projet 6775 am Familljeministère usteet. Et ass bedauert ginn, dass deen haut net matdiskutiert ginn ass. Ech mengen, d'Ministesch, déi hei ass, bedauert dat bestëmmt och mat.

Do muss een awer dann derbäisoen, dass mer och do einfach dovun ofhängeg sinn, wéini dass d'Avisen erakommen. A wann d'Avisen net zur Zäit erakommen, da kënnen mer leider Gottes dat net zesummen diskutéieren. Dat kann ee bedauern. Do kann een och elo probéieren, e politesche Fait draus ze maachen; dat bedauern ech dann. Ech sinn op alle Fall frou, dass mer dee Projet dann d'nächst Woch hei kënnen debattéieren an dass mer dann déi zwee Projeten zwar net zäitgläich, mä awer trotzdeem mat enger Woch Énnerscheid hei an d'Chamber wäerte kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - An, wéi gesot, domadder bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. D'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och mir wëllen dem Här Angel an all senge Mataarbechter en häerzleche Merci soe fir ganz vill Aarbecht, déi an deene leschte Méint a Woche geleescht ginn ass an engem ganz komplizéiert Gesetz. A mir si frou, fir dat hei op esou enger gudder Basis kënnen ze diskutéieren.

D'Asylfroe sinn natierlech wichteg a ganz sensibel. Et geet em humanitär Froen, em Mënscherechter, et geet em d'Anhale vun internationale Verflchtungen op där enger Säit, wat mer alles muss ganz eescht huelen, an op där anerer Säit ass et och kloer, dass müssen och d'Interessie vun Lëtzebuerg Land an dëser Diskussioun gewaart sinn.

Et gëllt also, do e Wee ze fannen, wou mer kënnen op där enger Säit sécher sinn, dass all déi Dispositiounen, déi mer huelen, fir Leit bei eis wëllkomm ze heeschen, och respektéiert ginn an net méssbraucht ginn, an op där ane-



rer Sait deenen humanitäre Verflchtunge gerecht ze ginn, déi mer ouni Zweifel hunn.

Ech mengen, mir kënnen als Lëtzebuurger ganz houfreg sinn op dat, wat bis elo an där Hisiicht gelescht ginn ass. Mir hu ganz vill, prozentual, proportional zu anere Länner, enorm vill Leit bis elo scho bei eis opgehol. Mir bidden eng Qualitéit och vum rechtliche Kader an och vum Infrastrukturen, esou gutt wéi et ebe geet, wou ganz vill Leit sech bénévolé engagéieren, fir hinnen ze hëlfe. Alles dat ass sécher ganz positiv. Lëtzebuerg befénnt sech do an engem Spëtzelotoun vum der internationaler Solidaritéit! A mir kënnen sécher houfreg op dat sinn, wat bis elo vu ville Leit hei am Land gelescht ginn ass, fir deenen ze hëlfe, déi selwer Hëllef heihinner siche kommen.

Dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, bréngt eng Rei prozedural Ännerungen, vun deenen der och vill an déi Richtung ginn, wéi d'ADR se ëmmer gefrot huet: méi straff Prozeduren, heiansdo och e bësse méi genee gekuckt. Dat si Saachen, déi mer kënnen begrëssen.

Awer trotzdem mussen mer eis froen: Passt dëst Gesetz an déi gesamteuropäesch politesch Landschaft vum Abléck? Ass et der internationaler Situatioun an der Asseräich ugepasst? Dat si Froen, déi mer eis solle stellen, wa mer elo an d'Detaildiskussioun ginn. Mä loosst mech vläicht eng Klammer opmaachen, ier mer an déi Diskussioun eraginn, well verschidde Leit historesch Vergläicher gezunn hunn.

Et ass sécher wouer, datt Lëtzebuurger och ausgewandert sinn aus ekonomesche Grënn am 19. Jorhonnert. Mä et muss e betounen, datt dat eng Awanderung an Amerika war deemools, déi gewünscht war! Eng legal Awanderung an Amerika. Europa huet awer net e System gehat, fir eng legal Awanderung, ausser der Blue card, vun deene Leit, déi aus deene Regione kommen. Et ass eng aner Situatioun.

An och am Zweete Weltkrich si vill jonk Lëtzebuurger fortgaangen, mat Passeuren iwwert d'Grenz a si hu sech gemellt an d'Brigade Piron, fir kënnen ze kämpfe fir d'Fräiheet vun hirem Land. Si sinn erëmkomm, no der Landung, mat der Landung an der Normandie. An no der Landung an der Normandie, fir fir d'Fräiheet vun dësem Land ze kämpfen!

A wann een déi Vergläicher kuckt, dann, denken ech, wär et och normal, datt Leit, déi aus Syrien oder aus dem Irak kommen, och vläicht géifen dee Schratt maachen, fir ze soen: Hei, mir wëlle kämpfe géint déi Leit, déi an eisem Land, wéi den IS, eis Leit ënnerjochen, eis Familljen ënnerjochen, eis Stied zerstéieren. Wéi kënnen mir kämpfen, fir eist eegent Land erëm fräizemaachen, esou wéi d'Lëtzebuurger et gemaach hunn am Zweete Weltkrich?

Déi legal Basis vun där Direktiv, déi mer elo hei ëmsetzen, dat ass den Artikel 78 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. An et ass derwärt, en ze kucken, well et gouf an Europa eng Diskussioun, ob soll den Artikel 78 oder 79 geholl ginn, fir mat deem Phenomeen ëmzegoen, dee mer kennen. Dat ass eng wichteg Differenz! Well vill Länner ware fir den Artikel 79, dee schwätzt iwwert d'Immigratioun. An den Artikel 78 schwätzt iwwer Asyl a Protektioun. Et ass also eng politesch aner Analys, déi hei geholl gëtt.

An et ass eben elo decidéiert ginn oder gewielt gi vun deene Länner, déi am Conseil zesumme waren, fir den Artikel 78 als juristesche Basis ze huelen. Mä den Artikel 78, deen ënnerscheet nach tëschent dräi Kategoriën vu Leit: Den Asyl - wou rechtlech Statut sinn -, d'Protection subsidiaire an d'Protection temporaire.

Dat ass fir eis als ADR wichteg, well mer ëmmer gesot hunn, mir mussen genee kucken, wien aus wéi enge Grënn an Europa kënn. A mir kënnen net jiddereen d'nämlecht behandelen. Ee Mënsch, dee Recht op Asyl huet, ass een, deen individuell verfollegt gëtt. E Mënsch, dee viru Krich fortleeft, deen huet Recht op eng aner Form vu Protektioun. An een, deen aus ekonomesche Grënn kënn, dee kann eben hei net opgehol ginn, well en déi legal Konditiounen dofir net erfëllt.

An déi Ënnerscheeder, déi an deem Artikel 78 vun deem Traité virgesi sinn, déi ginn an där Direktiv awer schon opgehuewen. Den Asyl an d'Protection subsidiaire ginn zesummegefaasst an eng Protection internationale. An do derniewent gëtt et nach eng Protection temporaire, op déi ech nach ze schwätze kommen.

Eng gemeinsam Asylpolitik, dat ass u sech e federale Gedanken, wann een dat gär hätt. An dat kann nëmme funktionnéieren, wann zwou Grondkonditiounen erfëllt sinn. Déi Eischt ass

gemeinsam kontrolléiert Baussegrenzen. An déi Zweet ass e gemeinsamen Asylregimm, fir den „asylum shopping“ an deene verschidde Länner ze verhënnere.

Mä et ass duerch eng däitsch Décisioun - hei ass d'Madamm Merkel gelueft ginn -, mä et ass duerch eng Décisioun vun der däitscher Regierung, eng unilateral, datt den europäesche Rechtssystem ausser Kraaft gesat gouf, deen dat erméiglecht hätt, fir eng gemeinsam Asylpolitik anzeféieren, nämlech d'Schengen- an d'Dublin-Dispositiounen.

Mir hunn haut an Europa eng Situatioun, wou den Zuchverkéier tëschent Däitschland an Eisträich net méi funktionnéiert, de Schëffverkéier tëschent Dänemark a Schweden net méi. Wien hätt dat geduecht nach viru e puer Joer, datt mer an eng Situatioun komme vun esou engem Zoustand op eise Grenzen, an datt d'Mësstrauen an Europa esou gewuess ass, datt mer haut schwätze vu Grief, déi mer vläicht net méi opgefëllt kréien an Europa. An dat geschitt duerch d'Décisioun vun enger Regierung! A loosse mer dat dach net vergiessen an där Diskussioun.

Mir kënnen net elo de Polen oder de Slowaken oder den Ungare virwerfen, datt se rechtlech Méiglechkeeten notzen, déi se am Vertrag hunn, e Recours virum Europäesche Gerichtshaff, an op där anerer Sait net kritiséieren, datt ee Land awer, wat dat Ganz verursacht huet, fir dat dann hei praktesch als Land vum Joer ze deklaréieren, well et eis an déi Situatioun eramanövréiert huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat geet net!

Mir haten abenteuerlech Interpretatiounen vu verschidde Prinzipien an Europa. An dat, wat gemaach ginn ass - d'Zäit feelt mer, fir an déi Diskussioun eranzegoen -, mä alles, wat an deene leschte Méint geschitt ass, och ënner Lëtzebuurger Présidence, näischt dovunner funktionnéiert!

Déi Iddi, fir 50.000 Plazen um Balkan ze maachen: kee Suivi! Déi Iddi, fir obligatoresch Quoten an Europa als laangfristeg Léisung anzeféieren, funktionnéiert net, well eng ganz Rei Länner, géint déi och gestëmmt ginn ass herno, plus Polen, elo och nach plus Lettland, dat net wëllen. Well et en Intérêt vital ass, firwat se net wëlle matmaachen, an hiren Aen. An dofir kann een et och net géint se duerchsetzen. D'Relokaliséierung vun esou vill Dausende vu Leit ass iwwerhaupt kee Succès! Bis elo sinn e puer honnert Leit relokaliséiert ginn.

An deene Konditiounen ass et dach e bëssen illusoresch, fir elo ze soen, mir mussen elo hei eng Direktiv ëmsetze vun deem... An dat ass elo dat Wichteg: Den Här Angel a sengem Rapport selwer seet, d'Regierung an der Analyse selwer seet, datt se dépasséiert ass duerch d'Evenementer. Et sinn Direktive vun 2013, déi mer elo sollen ëmsetzen, woubäi am Här Angel sengem Rapport wuertwärtlech steet, an ech zitieren: «(...) que les directives de 2013 sont déjà dépassées par les événements». Dat heescht mir wëllen hei mordicus eppes an eis Gesetzgebung ëmsetzen, wat iwwerhaupt kenger Realitéit an Europa méi entsprécht!

Den Här Angel schreift a sengem Rapport, a mir kënnen em nëmme recht ginn: «Finalement, la volonté politique d'honorer les obligations qui découlent du cadre juridique européen en place n'est pas la même dans tous les États membres.» Dat ass nach héiflech ausgedréckt.

Mir sinn an engem Zoustand, wou d'Asylpolitik, niewent der Europolitik, niewent institutionelle Froen, niewent der Relatioun mat Russland an anere baussepolitische Froen, derbäi ass, e Gruef duerch dës Europäesche Unioun ze zéien, deen eisen nationalen Interessien net entsprécht.

Hu mir en Interessi drun als Lëtzebuerg, och als Présidence, dat nach weider ze verdéieren? Oder mussen mer net op eng Linn goen, wou mer eng Asylpolitik bedreiwen, wou mer probéieren, e Konsens an Europa hierzestellen, amplaz anere moralesch Lektionen ze maachen? Well mer drop ugewise sinn, datt déi Europäesche Unioun och muer nach existéiert an och muer nach funktionnéiert!

Kënnen mer der Türkei nolafen, fir do Konzessiounen ze maachen, déi laangfristeg net an eise Interessi sinn? Datt elo de Migratiounshiewel genotzt gëtt, fir datt mer Baitrëtsverhandlung mat der Türkei opgezonge kréien, op jidde Fall eng Accélération zu deene Verhandlungen opgezonge kréien,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...dat ass alles net am Sënn, weder vun der Europäescher Unioun nach vun eis!

An da mussen een och kucken - ech hunn den Här Angel zitéiert, dee jo seet, u sech ass dat

schon dépasséiert, wat mer hei maachen -, mä da mussen ee wëssen, datt mer mat deem neien Instrument, mat deem neie Gesetz, wat mer elo hei sollen unhuelen, eng Méiglechkeet aus der Hand ginn, déi mer bis elo haten, nämlech iwwer e Règlement grand-ducal e Régime de protection temporaire anzeféieren. Déi Méiglechkeet gëtt et an dësem Gesetz net méi. Also verléiere mer nees ee Stéck vu Souveränitéit. An Dir wësst, datt d'ADR esou eppes ni ka guttheeschen!

An da kënn nach derbäi, datt dës Regierung an enger Äntwert op eng Question parlementaire iwwerhaupt de Sënn vum Régime de protection temporaire a Fro gestallt huet. Ech kann dat vläicht kuerz zitieren. Et ass elo d'Regierung, déi schwätzt: „Et stellt sech och d'Fro, ob d'Aféierung vun engem (nationalen oder europäeschen) Regimm fir d'Protection temporaire wierklech eng Valeur ajoutée hätt. Als Eischt misst definéiert ginn (...)“ an esou weider an esou viru.

Do mussen een awer wëssen, e ganz Kapitel an deem Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, geet iwwer dee Régime de protection temporaire. Zwielf Artikele ginn iwwer e Régime de protection temporaire, wou d'Regierung selwer seet, si freet sech, ob dat iwwerhaupt e Sënn huet! Dat heescht, mir sinn an engem Exercice, wann ech dat hei wëll kuerz zesummeffaassen, wou d'Regierung an de Rapporteur eis soen, d'Situatioun entsprécht net méi deem, wat mer hei wëllen aféieren.

Wou mer, wa mer weiderginn an deem Asylregimm vun haut, géint d'Interesse vun enger solidarescher Europäescher Unioun verstossen! Ech wëll net elo argumentéieren, dofir feelt mer d'Zäit, wéi e Land sech wéi verhält. Mä eisen Interessi als Lëtzebuerg ass ni, déi Europäesche Unioun ausereenzedividéieren, mä Kompromësser ze sichen an zesummenzehalen.

A schlussendlech stelle mer fest, datt ganz Voleten, grouss Voleten vun engem Gesetz, wat mer haut hei wëllen adaptéieren, iwwerhaupt souguer den Zweifel vun der Regierung erviruffen, ob et iergendee Sënn mécht, dat ze maachen.

Ech gesinn, Här President, wann d'Auer stëmmt - ass dat richtig? -, datt ech muss...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd am roude Beräich, wat ganz exceptionnel ass.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass och net meng politesch Linn, dofir wëll ech séier doeraus.

Also, fir zréck an de rout-wäiss-bloe Beräich ze kommen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt awer net vill Zäit!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, ech hunn net vill Zäit. Mä ech wëll awer hei nach eng Bemierkung maachen, dat ass, datt mer keng Eent-zu-Eent-Emsetzung vun där Direktiv maachen, mä datt mer vill Largessen hei hunn, wou mer eis och froen, ob se justifiéiert sinn.

Wat geschitt mat deene Leit, déi an d'Land kommen an hir Identitéit net deklaréieren oder sech net kënnen ausweisen? Mir hunn déi Méiglechkeet, se an eng Réntioun ze setzen. Wäre et net - no deenen terroristeschen Attacken, déi mer kannt hunn elo zu Paräis - néideg, dat méi systematesch ze maachen?

An esou stelle sech eng ganz Rei Froen, vu sécherheetsrelevante Froen oder vu prozedurale Froen, op déi ech elo leider net méi kann agoen, mä wou mir an der Konkusioun soen, mir kënnen et net matstëmmen.

Mir sinn och fir en Asylregimm, deen humanitär an international Verflchtunge respektéiert. Dat schëlle mer eis alleguer. Awer mir hätte gär e realistesch Gesetz. E realistesch Gesetz, wat net eng Fiktioun ass, wéi mer dat hei elo aféieren. A mir wëlle viru allem eng Politik maachen an engem Mooss, déi et erlaabt, Europa zesummenzehalen an et net ze dividéieren!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ier mer iwwerhaupt zum Fong vun der Saach kommen, mussen een awer ëmmerhin eng Saach kloerstellen: Mir schwätzen hei net iwwer Krimineller, mir schwätzen och net iwwer Delinquenten. Mir schwätzen iwwer Leit, déi zwar an enger Situatioun sinn, déi juristesche an/oder administrativ kann delikat sinn, mä si hu kengem hei am Land eppes ugedoen!

Ech mengen, datt et wichteg ass, dat kloerzestellen, fir sech gutt an d'Haut vun deene Leit ze versetzen. Eng Situatioun, an déi vläicht

jiddereen eis och nach eng Kéier kéint geroden. Misär ass ëmmer eppes Abstraktes, bis ee selwer betraff ass!

Et ass mer elo grad agefall, viru e puer Joren ass e Film gelaf am Utopia op enger Soirée, e senegalesesche Film, en Anticipationsfilm, dee sech an enger noer Zukunft ofspillt, wou Europa veraarmt ass - dofir ass et keng Science Fiction, mä Anticipatioun -, wou immens vill Europäer mussen an Afrika flüchten. An der Tëschenzäit ass Afrika e räche Kontinent. A si ginn esou behandelt, esou no eise Kritären, wéi mir haut déi Leit behandeln. An et geet engem e bëssen ënnert d'Haut, well komescherweis, wann een dann dat gesäit, wéi emgaange gëtt mat Leit vun eisem Kontinent, da kann een dat vläicht nach besser verstoen, wéi dat ofleeft. E ganz interessante Film, ech hu leider den Numm vergiessen. Mä ech mengen, esou Saachen dierft een ni vergiessen.

Dat heescht, mir wäerten elo iwwer Leit schwätzen, déi versichen, hiert Liwwen nei unzufänken oder weinstens weiderzeféieren an déi duerno mat Aspäre konfrontéiert ginn, mat elektronische Bracelete konfrontéiert ginn, mat Interrogatoiren, mat medezinneschen Inspektiounen, mat Fouilles corporelles, heiansdo dann eben och mat Zréckféieren an e Land, wat se verlosse wollten aus gudder Grënn. Well wann ee bereet ass, dee ganze Parcours du combattant matzemaachen an och déi Humiliatioun matzemaachen, dann huet een ëmmer gutt Grënn, fir e Land e verloossen!

Et ass wichteg, déi Realitéit ze ënnersträichen, well d'Tendenz an Europa, souwuel op EU-Niveau wéi och um Niveau vun de Memberstaaten, ass déi, fir den Demandeur d'asile prioritär als eng suspekt Persoun ze betruechten.

Awer elo erëm zréck zum Projet de loi. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg Leit, déi den Terrain kennen, déi all Dag mat Flüchtlingen ze dinn hunn an déi sech ënner anerem och an dem Collectif réfugiés regroupéiert hunn. Déi sinn och, wéi dat virdu gesot gouf, vun der Kommissioun empfaange ginn, fir en Échange de vues ze hunn. Si hunn och fundéiert Avisen ofginn, déi och dann oft vum Statsrot gedeelt goufen oder vun der Commission consultative des droits de l'Homme oder och nach vun der Commission nationale pour la protection des données.

Si hunn natierlech ausdrécklech begrësst, datt si déi Méiglechkeet haten, matzschwätzen, wat u sech jo och eng Selbstverständlechkeet misst sinn. A si hunn, wéi gesot, eng ganz Rei vu Recommandatiounen ofginn.

Et mussen een awer feststellen, datt u sech quasi keng Recommandatioun ugeholl ginn ass. An ech mengen och net, obwuel se sech vläicht gefreet hunn, kënnen matzschwätzen, datt se „very amused“ sinn, fir am Regierungsjargon ze schwätzen, iwwert d'Resultat vum Projet de loi.

Et goufen heiansdo komesch Argumenter an den Diskussiounen avancéiert. E Beispill war, an et ass mir nach ëmmer net kloer, et ass vläicht en Detail, mä et seet eppes aus, dat ass, souwuel de Statsrot wéi och de Collectif réfugiés hu virgeschloen, datt zum Beispill dee Saz am Artikel 11, dee seet, datt en Demandeur d'Recht huet, à ses frais, en Affektot ze consuléieren, wat seng Demande de protection internationale ueget, si hu virgeschloen, dat erauszeshuelen. Et gëtt awer Artikelen, anerer, déi natierlech preziséieren, datt dem Demandeur dës Hëllef am Kader vun der Assistance judiciaire souwisou, datt dat Recht him zousteet.

D'Regierung awer wollt iergendwéi dee Passus partout net änneren, well se argumentéiert huet, dat wier u sech jo nach e Recht derbäi, wat den Demandeur géif kréien, nieft der Assistance judiciaire. Dat ass awer eng komesch Logik, well och ouni dës Prezisioun ass dat weiderhin e Recht vun engem Demandeur!

An, ech mengen, do ass de Problem eben deen, datt mer e Flou schafen an enger scho relativ komplexer Matière. An ech verstinn einfach net, firwat muss e Recht preziséiert ginn, wat et souwisou gëtt. Obwuel. A wat souguer nach kéint dozou féieren, datt u sech dat Recht verwässert kéint ginn. Zemoos wann ee weest, datt d'Assistance judiciaire net honnertprozenteg jo och normalerweis zougestane gëtt. Well dat muss jo och nach aviséiert ginn. Bon, et hunn och souwisou vill Leit an der Kommissioun dat komesch fonnt. Trotzdem ass et dran.

Komescherweis awer duerno, wann de Statsrot awer freet, datt d'Gesetz festschreift, datt d'Iwwersetzung vun Dokumenter rembourséiert solle ginn, do verweist d'Regierung op d'Assistance judiciaire a mengt, et wier net néideg, et dranzeschreien.

Wa mer scho bei der Assistance judiciaire sinn, d'Aide judiciaire géllt jo och fir den Appell an och fir de Recours bei engem Placement en rétentation. De Problem ass deen, datt d'Aide kann ofgeleent ginn, wann de Recours keng Perspec-



tive de succès tangible huet. Dat géif zum Beispill dann och de Bâtonnier decidéieren.

Dës Affären, wéi mer wëssen, si fir Affekoten oft mat vill Aarbecht verbonnen, awer och mat enger äusserst, oder relativ moderater finanzieller Entlastung (veuillez lire: Entschädigung). An do wäert schonn deen een oder deen anere sech et zweemol iwwerleeën, wéi vill Energie hien an esou eng Demande de recours wäert investéieren. A souwisou verstéisst och dës Disposition géint Dispositione vum Europäesche Mënschengerichtshaff.

Eng äänlech komesch Argumentatioun gouf och benotzt bei der Réention, also dem Fräiheitsentzuch vu Mineuren, eppes wat och géint d'UN-Konvention fir Kannerrechter verstéisst. D'Regierung besteet mordicus dorobber, datt d'Retention bäibehale gëtt an argumentéiert - wéi dat zwar och gesot ginn ass, mä a mengen Ae fadenscheineg -, datt een ënert dës Retention natierlech net onbedéngt de Centre de rétention versteet, mä och zum Beispill eng Assignation à domicile oder e Foyer.

Weiderhi wëllt d'Regierung dru festhalen, am Fall wou an nächster Zäit awer och vläicht e Centre de rétention fir Mineure kéint geschaf ginn. Ech wollt awer och nach ënnersträchen, datt schlussendlech d'Gesetz et nach ëmmer erlaabt, datt e Mënsch bis zwielef Joer jo kann a Retention gesat ginn an och, niewebäi gesot, wat d'Kautioun ubelaangt, do gouf och scho kritiséiert, datt se maximal 5.000 Euro kann hunn, obwuel aner Länner op 500 Euro sinn an aner Länner och aner Systemer hunn.

Dës Projéit, dee kritiséiert och d'Droits de la défense, datt déi kéinte fir den Demandeur geschwächt ginn. Engersäits gëtt ënnerstrach, datt de Minister d'Rechter vun der Défense muss garantéieren, also datt den Affekot all d'Informatioun soll matgedeelt kréien. An duerno gëtt alles verwässert, andeems geschwat gëtt vun Exceptionen, wann et ëm d'Sécurité nationale geet oder wann d'Informatioun préjudiciable wieren, fir d'Enquête iwwert d'Demande.

Schwéier ass och nozevollzéien, wat de Projéit de loi mengt, wann e seet, datt en Demandeur eng Autorisation de séjour kritt, wann en hei zënter véier Joer scolariséiert ass, oder méi genau, wéi et esou schéin heescht: «lorsqu'il a suivi de façon continue une scolarité avec succès». Dat wier en Integrationsfacteur.

Wat heescht dat iwwerhaupt, eng Scolarité avec succès? Heescht dat, also ech kenne vill Leit, an ech war och an deem Fall, datt, wann een e puer Daten huet heiansdo, do wier een u sech schlecht integréiert? Ech weess net, wat dat heescht! Dat ass Knätschgummi. An ech weess net, wou den Zusammenhang mat enger Integratioun do soll sinn. A souwisou, iwwer Integratioun misst een och eng Kéier diskutéieren, wat een dorënner versteet!

Ech wëllt awer och nach iwwert d'Notioun vum Pays d'origine sûr schwätzen. Dat ass natierlech eng Prärogativ vun de Memberstaaten. Mä et gëtt jo elo eng Lëscht ausgeschafft op EU-Niveau. Mir wëssen natierlech, datt dat e Filter ass, datt dat net déi absolut Konditioun fir eng Procédure accélérée ass. Mä natierlech hänkt et dovunner of, wéi de Raster vun deem Filter ausgesäit. An ech kann lech soen, an der Realitéit kann dat ganz aneschters ausgesinn!

Virun eelef, zwielef Joer hate mir eng Kéier dee Fall hei vun enger Famill, déi russofon war, déi vun der Krim koum - deemools war d'Krim nach russesch -, an déi Famill, déi ass drangsaléiert ginn.

► **Plusieurs voix.** - Ukrainesch!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ukrainesch, pardon! Wat e Lapsus!

(**Interruptions et hilarité**)

An d'Ukrain ass e Pays d'origine sûr. Déi Famill ass awer drangsaléiert gi vun tatareschen Organisatiounen, déi hir Haiser verbrannt hunn an esou weider. A wann déi russesch Famill, russofon Famill net déi richteg Hëllef kritt hätt vu gewësse Leit, déi mat onkonventionelle Methoden hu misse schaffen, da wier se erëm zréckgeschéckt ginn op d'Krim. An ech kann lech soen, déi waren terroriséiert. Glécklecherweis ass dat gaangen. Dat heescht, den Arbitraire, an der Realitéit kann een e Gesetz hunn, mä an der Realitéit kann den Arbitraire administrativ eng ganz aner Roll spillen a wierklech ganz grouss Problemer schafen.

An et muss ee sech och Suerge maachen, wa weiderhin d'Türkei - ech weess, datt den Här Ausseminister dat keng ganz gutt Iddi fënn, zu Recht -, mä wann d'Türkei och kéint als Pays d'origine sûr ugesi ginn, wa mer wëssen, wéi d'Situatioun sech esou dramatesch degradéiert ënert dem Här Erdoğan. Dofir mengen ech, datt souwisou déi Notioun vum séchere Stat, déi muss einfach fale gelooss ginn.

Et ass de Problem en général mat deem Projéit, datt selbstverständlech e puer Avancéien do sinn. Ech kann net drop agoen, ech si scho bal um Enn vu menger Riedezäit ukomm.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir sidd schonn driwwer.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo! Mä datt de Problem ass, datt dann och vill Réckschrëtt dorunner gekoppelt ginn. An ech mengen, ech muss elo e puer Saachen iwwersprangen. Ech mengen, dat ass de ganze Problem vun dëser Gesetzgebung.

Mir wiere frou gewiescht, Här President, wa mer dës Projéit de loi hätte kënne matdroen. Mir kënnen dat net, well mer summa summarum mengen, datt dee Projéit a Wierklechkeet kee Fortschrëtt duerstellt an u sech a Wierklechkeet d'EU-Doctrine (veuillez lire: d'EU-Direktiv) vun enger äusserst restriktiver a suspikter Approche ausgeet. A mir hunn dat jo och esou iwwerholl.

Natierlech kann ee soen, den Haut Commissariat pour les réfugiés, dee ganz diplomatesch seet, jo, dee Projéit de loi, dat ass eng Volontéit vun der Regierung, déi an eng richteg Richtung géif goen an esou weider. Dat sinn 49 Säiten. Et kann een net alles virlesen, mä do gi ganz vill Saachen op eng ganz aner Aart a Weis analyséiert an deem Avis och do. Ech mengen, et hätt ee misse vill méi op d'Avise justement lauschtere vun de Leit vum Terrain. Wann et ëm d'Finanzgesetz geet, da gëtt gelauschtert op de Finanzmilieu. Wann et ëm Demandeur d'asile geet, dann op eemol gëtt net esou richteg op déi Leit gelauschtert, déi wierklech eppes domadder ze dinn hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat wäre mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. D'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Merci, Här President. Fir d'Eischt wëllt ech e grouse Merci soen an de Marc Angel fir seng Aarbecht an och u jiddwieren, deen de Mëtteg intervenéiert huet. An ech mengen, dass Der mech dovunner befreit, fir alles ze widderhuelen.

Et geet bei deem Projéit hei och ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv. An ech mengen net, dass dat hei eppes wier, wat eis géif blockéieren an der Praxis, wou mer elo konfrontéiert si mat enger vill méi massiver Migratioun. Just de Contraire! An ech mengen, de Statsrot huet dat richteg gesinn - dee gesäit jo och heiansdo alles richteg. E schreift näamlech: «constitue un progrès indéniable par rapport à la directive „procédure“ de 2005». Ech mengen, dat ass just dat, wat een dozou muss soen. Dat ass déi allgemeng Opfaassung, wat d'Prozeduren ugeet.

Mir hu fënnf Joer heirunner geschafft. Ech géif soen, dass, Här President, mer méi effikass mussen sinn an dass mer eis virun allem op déi Leit fokusséieren müssen, déi wierklech och eise Schutz brauchen. Also Accélération vun de Prozeduren a Verbesserung vun de Rechter. Ech wëll dat net mentionnéieren. En Demandeur d'asile huet natierlech och Flichten. An dat gesi mer och um europäesche Plang, selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg.

Dir kennt déi Limitten, déi elo agebaut sinn: sechs Méint, 21 Méint maximal. Mir probéieren, do eist Bescht ze ginn. Dir wësst, dass de Félix Braz, eise Justizminister, matgeholf huet, fir de Juge unique anzeféieren. Dat libéréiert, mengen ech, Kräfte, déi kënnen agesat ginn, fir d'Prozeduren, net d'Prozeduren ze accéléréieren an deem Sënn (veuillez lire: fir d'Prozedure méi effikass ze gestalten), fir méi präsent ze sinn, fir méi Power ze hunn - wann ech esou dierf soen - an der Justiz, fir vläicht méi séier virunzokommen.

Ech wëllt och soen, dass de Moment duerch deen Afflux massif (veuillez lire: duerch deen Afflux massif marquée ass) an do wollt ech lech e puer Zuelen nennen.

(**Brouhaha et coups de cloche de la présidence**)

Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, et ass net fir lech. Ech wëll nëmme, Här Ausseminister, dass Der nogelauschtert kritt.

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Neen. Oh, mir sinn aner Saache gewinnt, Här President!

Ech wollt just soen, dass mer de Moment... Ech ginn lech déi puer Chifferen, well se vläicht nach net esou genannt gi sinn, an Dir gesitt dann och d'Differenz tëschent deene Leit, déi un eis Dier klappe kommen an déi am OLAI

opgehall gi bei der Madamm Corinne Cahen hire Servicer, an deenen, déi d'Demande bei eis stellen.

Also, wann Der elo de September huet, si 600 Leit vum OLAI opgehall ginn an et hunn der 374 eng Demande gestallt, sinn also an d'Direktioun vun der Immigratioun komm. Am Oktober waren et der 577 an et sinn der 381 bei eis an der Immigratioun passéiert. An am November waren et 809 Leit, déi opgehall gi sinn zu Lëtzebuerg, an et sinn der 423, déi an der Immigratioun virstelleg gi sinn.

An all Land vun der Europäescher Unioun gëtt et en Décalage, deen ongeféier 24% ausmécht. Leit, déi also erakommen, mä net an d'Asylprozedur kommen. Mir mussen hei och elo soe bei deene Chifferen, dass et do och Décalagë gëtt. Et dauert heiansdo 14 Deeg, well eben deen Afflux esou massiv ass, ier se kënnen e Rendez-vous kréien. Mä trotzdeem, dat héiert een an Däitschland, et héiert een et a Schweden an an alle Länner, wann ech am Conseil sinn, dass net déi Zuel vu Mënschen, déi an d'Land erakommen, och der Zuel entsprécht, déi effektiv an d'Immigratioun ginn (veuillez lire: an d'Immigratioun ginn an eng Demande stellen).

Do sinn der, déi weiderginn, an et sinn der natierlech och, (veuillez lire: natierlech och, déi heibleiwen, ouni eng Demande ze stellen). An do mussen mer versichen, och hei zu Lëtzebuerg déi Zuel op e Minimum ze reduzéieren, dass mer wëssen: Wien ass vum OLAI opgehall ginn, wéi laang ass en hei am Land an, effektiv, stellt en eng Demande d'asile? Wann e keng Demande d'asile stellt, ech mengen, dann ass eng Konsequenz ze zéien.

Allerdéngs soen ech lech, dass och do, wat d'Retoure ugeet, fir deene Leit dann ze soen, dass se müssen heem- oder duer goen, wou se hierkomm sinn, wa se net Asyl bei eis sichen, wann dat Leit sinn aus Länner aus dem Maghreb zum Beispill oder aus Pakistan oder selbstverständlech och aus villen afrikanesche Länner, dass een do virun enger Barrière steet an eigentlech keng Décisioun kann huelen, well déi Länner keng Retoure ophuelen. Et sief dann, si gi fräiwëlleg zréck, an där Mënsche sinn do keng derbäi.

Bon, ech wollt och vläicht nach ganz kuerz soen, dass mer nach ëmmer Demandé kréien - nieft de Syrer, déi elo u éischer Stell sinn, Iraker u zweeter Stell an Afghanen an drëtter Stell - vum Balkan. Ech mengen, dass bis den August nach ëmmer déi grouss Majoritéit vun de Leit vum Balkan komm sinn. Dat ass natierlech elo net méi de Fall. Mä et sinn, wéi ech gesot hunn, d'Leit aus Syrien, aus dem Irak an de Moment och aus Afghanistan.

Mir kënnen och soen, wa mer elo d'Dauer e wéineg kucken, wéi laang dass esou eng Demande dauert, bis se ofgeschloss ass, natierlech cas par cas. Normalerweis bei der Procédure accélérée sinn et net méi wéi zwee Méint (veuillez lire: zwee Méint bis eng Décisioun geholl ginn ass), a bis zu fënnf Méint, wann - et gëtt jo nëmme een - ee Recours gemaach gëtt. Bei deenen normale Fäll allerdéngs ass d'Moyenne 7,5 Méint. Bei enger negativer Décisioun 15 Méint. Mä do kann et mat de Recours bis 33 Méint daueren, bis d'Prozedur ofgeschloss ass.

Da wollt ech och nach soen, Här President, dass mer deeselwechte Problem hu wéi vill Länner. Wann ech Schweden huelen, déi hunn de Moment eng 60.000 manjéier Leit, also Kanner, an hirem Land. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 77 esou Fäll. Dat waren der an deene Jore virun héchstens zwou Dosen. Also och dat hält zou. An dat ass natierlech och eng grouss Erausforderung fir déi Leit, déi Servicer, déi sech müssen ëm déi jonk Leit bekëmmere.

Wann ech soen, jonk Leit, do hate mer - ech mengen, dat war virun engem Joer ongeféier - d'Décisioun geholl, dass mer als Regierung soen, déi Familljen, déi Kanner an der Schoul hunn an zënter véier Joer hei sinn, dass déi d'Recht hunn, wa se dat wëllen, wa se sech selbstverständlech och hei wëllen etabléieren, d'Elteren hei schaffe goen, sech hei och integréieren, wann ech dat esou dierf soen, dass déi kënnen am Land bleiven, ënert deene Konditiounen, déi ech elo genannt hunn. Dat sinn de Moment ongeféier 25 Familljen.

Ech mengen, do si Familljen derbäi - an ech war selwer an der Schoul - wou eigentlech déi ganz Famill (veuillez lire: wou d'Schicksal vun der ganzer Famill) op de Schellere vun deene Kanner läit an déi eng grouss Responsabilitéit hunn och, déi Leit, also déi Kanner, déi an der Schoul sinn. Ech muss och soen, dass vill Professoren an och Direktere sech ganz staark do agesat hunn. An ech mengen, dass déi Décisioun, déi mer do geholl hunn, jo och eng Décisioun ass, déi sech an Zukunft net méi esou dacks presentéiere wäert, zuelen mer jo elo d'Prozeduren accéléréieren. Dat sinn och virun allem Leit, déi 2010, 2011 ukomm sinn. An ech men-

gen, do maache mer eppes, wat effektiv eng mënschlech Approche ass.

Ech wëll awer och vläicht op dat, wat den Här Spautz iwwert d'Regulariséierung gesot huet, äntwerten. Ech mengen net, dass dat wierklech dee richteg Wee ass. Ech hat och verstanen, ech si jo net vill hei am Land an och net vill an der Chamber, mä wa mer eis begéinen, hunn ech ëmmer verstanen, dass d'CSV och derfir wier, dass déi Leit, déi déboutéiert sinn, esou séier wéi méiglech missten heemgoen.

Bon, ech respektéieren déi Proposition. Ech wëll just un eppes erënneren. Mir hunn 2013 hei regulariséiert, dat sinn also elo eppes méi wéi zwee Joer. Deemools hu mer 550 Leit regulariséiert hei am Land. Dat ware Leit, déi illegal geschafft hunn, wou den zoustännege Minister Nicolas Schmit gesot huet, wann déi Leit sech mellen... Dat waren der 550, déi regulariséiert goufe virun eppes méi wéi zwee Joer. An ech mengen, dat war e Geste, dee kënne mer net all Joer widderhuelen. Dat bréngt et net.

Ech war e Méindeg zu Sarajevo am Kader vun der Europäescher, also vun eiser Présidence, an ech hunn och do ganz kloer vun deene Länner vum Balkan den Optrag kritt, dass d'Visafreiheet, déi si jo kritt hunn, alleguerten déi Länner, dass déi net dierf verdréit ginn an eng Fräiheet, fir, wa se se hunn, wéi all Mënsch, an Europa ze kommen, mat engem Schengen-Visa, fir dann heihinnerzokommen, normal mat engem Bus heihinnerzereesen an dann Asyl ze froen oder d'Protection internationale ze froen. Dat kann och à la longue, an dat seet net nëmme Lëtzebuerg, dat soe vill Länner, déi Disposition zum Fale bréngen!

80% vun de Leit, déi vum Balkan kommen, ginn an Däitschland. Vun den 20%, dem Rescht, sinn der ganz vill, déi an d'Benelux-Länner kommen. An duerfir géif ech mengen, dass dat net déi beschten Iddi elo wier. Dat maache mer net.

Mä wat mer maachen, dat ass déi Disposition, déi ech geholl hunn, an dass mer selbstverständlech och, well alleguerten hei am Land... Alleguer déi Länner vum Balkan sinn op der Lëscht vun de Pays sûrs, alleguer! Do waren Diskussiounen opkomm, dass een do misst agéieren um Niveau vum Benelux. Neen, déi sinn alleguerten drop. Ech wëll dem Claude Adam och äntwerten, dass de Mali op där Lëscht dropsteet an dass en awer 2013 erfroge holl ginn ass. An, ech mengen, dat war jo eng gutt Saach. Wat nach drop ass, ass d'Ukrain. Mä do maache mer et esou, dass alles, wat ze dinn huet mat dem Oste vun der Ukrain, dat hu mer net applizéiert als Pays sûr (veuillez lire: Mä do maache mer et esou, dass mer just den Oste vun der Ukrain net als Pays sûr considéieren).

Voilà, Här President, elo kommen ech nach, fir et ganz séier ze maachen, zu eppes, wa d'Retoure ugeet. Bon, d'Retoure ass dat Schwierigst, wat een huet als zoustännege Minister, well do changéiert ee jo enger Famill oder souguer och de Kanner hiert Liwen. Bon. Mä mir preparéieren d'Leit, wa se déboutéiert sinn. An dat ass jo net eng Décisioun, déi de Minister hält mam Daum erop oder den Daum erof. Do gëtt eng Enquête gemaach, et gëtt eng Décisioun vun der Verwaltung geholl, an dann hunn d'Leit d'Méiglechkeet vum Recours. Awer wann de Richter zum Schluss geschwat huet an et ass keng Ursach do, dass de Minister dat net respektéiert, da müssen déi Familljen, da müssen déi Leit zréckgoen.

D'Zuelen, mengen ech, si vum Rapporteur genannt ginn. Et si ganz vill Leit, déi volontaire zréckginn, a mir müssen hiert volontäert zréckgoen och encouragéieren. An duerfir géif ech elo och der Chamber hei soen, dass, wa Leit, wa Familljen déboutéiert sinn am Laf vum Joer, da kréie se d'Geleeënheet vun eise Servicer, dass se sech engagéieren, um Enn vum Schouljoer fräiwëlleg zréckzegoen. Da kënnen hir Kanner an der Schoul bleiven, bis d'Schoul eriwuer ass, an da kënne se fräiwëlleg, wa se sech dann esou engagéiert hunn, zréckgoen.

Wann dat net de Fall ass, da mussen mer natierlech och déi Dispositionen ergräifen, déi noutwendeg sinn. An ech mengen, dat verstitt Der. Mir kënnen net deenen enge soen: „Okay, Dir sidd gutt Jongen a gutt Meedercher, Dir gitt fräiwëlleg.“, a bei aneren, déi sech verdrécken, dass mer do dann iergendwéi duerch d'Fangere kucken.

Mir hunn et och elo esou gemaach, dass mer eng grouss Aktioun haten an der leschter grousser Vakanz, mat Hëllef an vun der Police, déi ganz vill do geholf huet - dat ass leider esou an dat ass och keng agréabel Aarbecht fir si -, mä dass d'Leit sech gemellt hunn, fir zréck-



zegoen, an duerno erëm opgetaucht sinn, déi nämlecht, wann d'Schoul erëm ugaangen ass.

Do hu mer zesumme mat der Madamm Cahen, mam OLAI an och mat de Schoulen awer eng gemeinsaam Linn fonnt. A wa mer dat heite maachen, dass déi Leit, déi Kanner, déi véier Joer hei sinn, (veuillez lire: déi véier Joer hei sinn, kënnen hei bleiwen, wann se wëllen), als Pendant, ech mengen, da versteet een och dat Engagement, wat mer hinne ginn, dass (veuillez lire: dass d'Kanner d'Schouljoer kënnen ofschléissen), wann d'Eltere géifen ennerschreiwen a si géife sech engagéieren, fir dann, wann d'Schouljoer eriwwer ass, fräiwëlleg ze goen, wa se déboutéiert sinn, dass dat awer och kéint een Impuls ginn, fir dass mer méi fräiwëlleg Retouré kréien.

Ech schwätze virun allem hei vun de Leit vum Balkan. Mir dierfen hei keng Illusiounen hunn: An Afghanistan oder a Somalia oder an Eritrea, do geet kee fräiwëlleg zréck.

Sou. Här President, ech wollt nach eppes soen zu den Interpreten. Also, ech weess net, wou dat elo hierkënn. Et sinn e puer Kolleegen, déi heibannen dovunner geschwat hunn. Ech héieren ëmmer nëmme, dass d'Interprete genee dat erëm ginn, wat d'Leit soen, an dass déi och dat tipptopp maachen ouni Problemer. Mir héieren ëmmer nëmme, dass déi dat mat vill Engagement maachen an och ganz gutt maachen. Wann Der e konkrete Problem hutt bei den Interpreten, da musst Der eis dat soen! Mä ech héieren ëmmer nëmme, dass dat gutt iwwert d'Bühn geet an och déi Leit, déi Interpretatiounen maachen, scho ganz laang do der-bäi sinn.

Dann, zum Regroupement familial, dat hat den Här Adam och gefrot. Also, et ass kloer, meng Ausso, ech mengen, do ass en Iertum, wat do geschitt ass am Ciné Cité. Also et ass esou, dass, wann ee Mineur hei zu Lëtzebuerg ass an en huet de Statut - e muss natierlech de Statut hunn - an e freet, dass seng Eltere kënnen kommen, kann en dat froen ouni iergendeng Konditioun, fir dass d'Elteren och heihinnerkommen. Mir hunn eis och an der Regierung drop gëeent, dass mer just d'Famille nucléaire de Moment fir de Regroupement familial considérieren.

Bon, elo hunn ech nach eppes hei stoen, dat hunn ech awer gesot. Elo vläicht nach zum Schluss. Dem Här Kartheiser, wéi ëmmer brillant an der Kritik, wollt ech just soen, Schengen, dat stëmmt, Schengen stëmmt! Wann d'Baussegrenzen net kontrolléiert ginn, wa mer déi net ënner Kontroll kréien, da brécht Schengen zesummen! Sou.

Wann Der awer elo kuckt, an do gëtt et Leit a verschidde Länner, ech wëll lech net ze no trieden, déi heiansdo an Ärer Logik iwwerleeën. Déi soen: „Schengen, jo, jo, jo!“, mä zur gläicher Zäit si se an enger Logik, wou se betonéieren, wou se just hir national Intérite gesinn. An dat ass déi bicephal Logik, déi geet do net op.

Däitschland kann ee kritiséieren. Mä stellt lech just vir, Däitschland hätt agéiert wéi Ungarn! Stellt lech dat nëmme just een Ament vir. Däitschland hätt zougemaach! Wat wier da geschitt um Balkan? Wat wier geschitt am Rescht vun Europa?

An duerfir, bei aller Berechtigung, fir Kritik unzuebréngen, muss mer oppassen: Wann Däitschland ansicht reagiert hätt, ech weess net, da wier net nëmme de Ruff vun Europa geschiedegt ginn, mä nach vill méi.

An duerfir, och mat Griichenland: Ech war elo mengen ech dräi-, véiermol a Griichenland an där Zäit - an de leschte sechs Méint -, och op den Inseln. Mä et war net méiglech an et ass och elo nach net méiglech, am Kader vun Dublin Leit zréckzeschécken a Griichenland. Dat muss mer akzeptéieren! Déi sinn total iwwerfuert, well dee griichesche Stat funktionéiert net wéi - loosse mer soen - den hollännesche Stat, fir elo keen oder fir en neutralen ze nennen.

Dat ass esou. An duerfir kann een do wierklech Kritik ubréngen. Et kann een och vläicht an engem Gespréich soen: Dee Ruff, dee war vläicht ze staark. Mä dréint et eng Kéier ëm! Dréint et ëm! An ech mengen, da kéime mer net eraus, wann et ëmgedréint gewiescht wier.

An zum Schluss nach d'Türkei. Also an der Türkei sinn - an ech hunn et e puermol explizéiert an der Kommissioun, wou ech ëmmer frëndlech geruff ginn hei an d'Chamber -, an der Türkei sinn 300.000 syresch Flüchtlingen an de Lager zënter Joren a Joren. 300.000! Et liewen 2,2 Milliounen Syrer elo an der Türkei. Et gëtt Stied wéi Kilis, do liewe méi Syrer wéi

Türken: iwwer 100.000. Zu Istanbul eleng sinn 350.000 Syrer, an esou weider, an esou weider.

Dat heescht, déi Hëllef oder déi Zesummenarbecht mat der Türkei ass fir eis essenziell: Ouni dass sech eppes an der Türkei ännert, ännert sech näischt un de Flüchtlingsstréim, ofgesinn dovun, dass mar een et géif fäerdegbréngen, de Krich a Syrien oder am Irak ze stoppen.

Duerfir: Déi dräi Milliarden, déi d'Türkei kritt, déi sinn net fir d'Türkei, mä déi si fir der Türkei ze hëllef, dass se déi Milliounen Leit, déi se huet aus Syrien, dass se deenen hire Kanner ka garantéieren, dass déi Aide médicale kréien, dass déi eventuell och an eng Schoul kommen, an dass wierklech och versicht gëtt mat där Hëllef, mat där psychologescher a politescher Hëllef, déi mer der Türkei ginn, dass mer dat net nëmme mat Suen ofdecken, mä dass mer och amstand sinn, vläicht méi wäit ze goen: Visa-Liberalisatioun - d'Konterpartie wäre Réckféierungen -, Artikel 17 (veuillez lire: Kapitel 17), do ass kee Problem, fir dann och dat Kapitel opzemaachen. An ech hunn déi grouss Eier - den nächste Méindeg, mengen ech -, dat nach ze maachen, fir dass déi Baitrëtsverhandlung mat der Türkei och kënn weidergoen.

Bleift natierlech - an de Muere war dat jo och, mengen ech, vu jiddwerengem...

#### (Interruption par la présidence)

Wat gelift? Ass et eriwwer?

#### (Affirmation)

Da paken ech an.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, neen!

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Also ech wollt just soen, de Mueren... Dir hätt solle méi haart bimmelen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen dat ganz dezent. Et ass eng wichteg Diskussioun, dofir wollt ech lech net esou abrupt ennerbriechen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Neen, neen, ech si fäerdeg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech wier frou, Här Minister, wann Der zur Konklusioun géift kommen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Ech wollt just soen, de Mueren, Här President, si mer eis an der Kommissioun och bewusst ginn, dass dee Clash tëschent Russland an der Türkei eppes immens Geféierlech ass an dass mer gutt berode sinn alleguer, och mir kleng Lëtzebuurger, do wou mer kënnen, ze versichen, d'Désescalade erbäizeféieren.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Ausseminister. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6779 iwwergoen.

Ech wëllt lech just drop opmierksam maachen, datt am Paragraf 1 vum Artikel 20 e materielle Feeler entstanen ass. Mir hunn do zweemol „de“ amplaz eemol stoen. Et ass eng Erreur matérielle an déi gëtt mat dem Averständnis hoffentlech vun dem Statsrot - dovu ginn ech aus - redresséiert.

Wann Der domat d'accord sidd, kënn mer zum Vott iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6779 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss an de Projet de loi ass mat 32 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a 26 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc

Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

► **Plusieurs voix.**- Jo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen!

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech ginn dervun aus, dass dat och bei enger oder zwou oder dräi negative Stëmme de Fall ass. Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen lech Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun der Dagesuerdung iwwergoen. Dat ass haut de Mëtteg eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Entwécklung vun der Palliativfleeg an iwwert de Bilan vum Euthanasiegesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Mam Averständnis vun deene verschidde Fraktiounen huet d'Wuert elo direkt d'Présidentin vun der Kommissioun, d'Madamm Cécile Hemmen, fir d'Presentatioun vun deenen zwee Rapporten. Merci.

### 3. Débat d'orientation sur le deuxième rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs et sur le troisième rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie

#### Exposé

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt, dass ech mat engem klengen Extrait ufänke vun der Presentatioun vun 2012. An zwar hunn ech do gelies: „Mir wëllen a mir wäerten eis och an Zukunft a regelméissegen Ofstänn mat der Entwécklung a mat den Aussichten vun der Palliativmedezinn hei zu Lëtzebuerg auserneesetzen, fir deene Mënschen an hiren essenziellen an elementare Besoinen an deem essenziellen an elementar wichtige medezinnesche Beräich weider entgéintzekommen, d'Soinen auszubauen a weider Verbesserung fir déi auszeschloen, déi et am néidegste brauchen.“

Deen Extrait, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee vun der Presidentin vun der Gesondheitskommissioun, meng Prédécesseur, d'Madamm Lydia Mutsch, an dat war souzoesen hiert lescht Zitat an der Presentatioun vum Rapport 2012, deen éischte Rapport deemno vun deem Gesetz, vun deem mir dann och haut schwätzen.

Dat Gesetz, dat ass dat vum 16. März 2009. Ech wëllt lech et nach eng Kéier kuerz an Erënerung ruffen: Et huet mat der Organisatioun an der Prise en charge vun der Palliativfleeg eng Base légal geschafen, andeems jiddwerengem, deen an der sougenannter „phase avancée“ oder awer an der „phase terminale“ vun enger schwéierer oder enger onheulbarer Krankheet ass, den Accés zu de Soine soll doriwir garantéiert ginn.

D'Gesetz huet och d'Soins palliatifs definéiert als „soins actifs continus, coordonnés et pluridisciplinaires“, déi souwuel am Spidol, doheem oder awer och an enger Institutioun kënnen dispenséiert ginn. De Stat huet d'Responsabilitéit a puncto Formatioun fir d'Dokteren an och fir all déi aner Gesondheitsberuffer. Et sinn och verschidde Méiglechkeeten a puncto Sécurité sociale festgehal ginn, déi am Kader vun der Krankeversécherung kënn spillen, am Zesammenhang mat der Assurance dépendance an och, wat de Congé d'accompagnement ugeet, deen am Code du Travail verankert ass mat der Indemnitéit, déi à charge vun der Assurance maladie ass.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence)

2012, hunn ech lech jo gesot, gouf et en éischte Rapport, dee sech op d'Applikatioun vun deem Gesetz bezunn huet. An duerch déi dorop folgend Motioun vum Parlament gouf dunn deemools d'Regierung invitéiert, fir dese Rapport ze vervollstännegen duerch eng weider Evaluatioun iwwert d'Organisatioun vun der Palliativfleeg zu Lëtzebuerg a wéi esou Unités de soins palliatifs solle funktionéieren, de Besoin um Niveau vum Personal grad ewéi d'Formatioun fir jiddwereen, dee Palliativmedezinn soll ausféieren.

D'Presentatioun vun deem nächste Rapport sollt an engem Délai vun dräi Joer sinn, an et ass och gefrot ginn an där Motioun, dass esou

séier wéi méiglech d'Reglement sollt ugeholl gi fir d'Formatioun vun Personal, esou wéi et och am Gesetz festgehal gouf. Och sollt d'Opportunitéit gekuckt ginn, fir eng Plattform ze schaffen, wou all d'Akteuren aus dem Secteur sollte regruppéiert ginn, a weiderhi sollt och alles drugesat ginn, fir dass déi ganz palliativ Dimensioun am Gesondheitssecteur besser sollt unerkannt ginn.

Sou! Elo si mer dann 2015, a wéi gefrot a wéi versprach virun dräi Joer, kann ech lech dann elo déi Punkte presentéieren, déi am zweete Rapport zesummedroe goufen an der Zesummenarbecht mat der Direktioun vun der Santé, dem Gesondheitsministère, dem Familjeminière, der Inspection générale vun der Sécurité sociale an och deemselwechte Ministère.

Wat elo d'Organisatioun vun der Offer vun de Soins palliatifs ugeet, esou gëtt et am Spidolmilieu eng Capacitéit vun 49 Better, wat och den internationale Recommandatiounen entsprécht mat aacht bis zéng Better op 100.000 Awunner a wou een elo scho ka soen, dass souwuel d'Organisatioun wéi och de Fonctionnement vun den Unitéite vu Spidol zu Spidol verschidde sinn. Ze ernimme sinn zousätzlech nach dräi mobil Equippe fir esou Soins palliatifs bannent de Spideeler.

Dës Diversitéit vun der Offer gëtt et och am Extrahospitalier, wou allerdéngs d'Capacité d'accueil net ka chiffriert ginn, laut dem Ministère de la Famille.

D'Offer vun de Soins palliatifs gëtt wuel vu pluridisciplinären Equippe garantéiert, esou wéi d'Gesetz dat och virgesinn huet, mä d'Zesummestellung an och d'Dotatioun vun den Equippen ass verschidde, jee no Prestataire. D'Kollaboratioun tëschent dem Secteur hospitalier an dem Secteur extrahospitalier, esou wéi d'Gesetz dat virschreift, ass de Modalitéiten tëschent dem Prestataire an de Bénéficiairen ennerleeën a kann net objektiv dokumentéiert ginn.

D'Komplexitéit vun de Soinen, déi verschidde Patienten ausserhalb vun de Strukturen musse kréien, stellen d'Personal och viru gréisser organisatoresch Problemer.

De Carnet de soins palliatifs, wou d'Form an de Contenu iwwer e Règlement grand-ducal vum 28. Abrëll 2009 definéiert goufen, erfëllt eigentlech dat net esou richtig seng Missioun am Kader vun der Kollaboratioun, well hei éischer d'Prestataire, d'Akten, d'Servicer an d'Medikatioun festgehal ginn, ouni awer de Plan de soins global hei anzuschléissen.

Opgrond vun dese Feststellungen gëtt dann elo gefrot, dass d'Offer vun de Soins palliatifs iwwer e strukturéierte Réseau sollt lafen, fir d'Gestioun vun den diversen an de komplexe Fäll besser ze garantéieren. Gutt wier et, fir sech de Recommandatiounen vun der European Association for Palliative Care unzuschléissen an en nationale Kader ze schaffen, wou de Rôle an och d'Missioun preziséiert gi vun de verschidde Spidolstrukturen, den Institutiounen, wéi d'Maisons de soins, d'CIAPen, d'Réseauen, oder awer och am private Beräich vum Kranken.

Och sollten d'nationale Norme preziséiert ginn, déi op des verschidde Strukturen applizéiert ginn, souwuel wat elo den Typ vu Soinen ugeet wéi och beim Personal mat hire Qualifikatiounen an hire Kompetenzen.

An zu gudder Lescht sollt awer och iwwert d'Konzept vum Carnet de soins palliatifs nogeduecht ginn.

Wat elo d'Bénéficiairen ugeet, esou ass dem Rapport ze enthuelen, dass de gréissten Deel vun de Patiente kribbskrank sinn. Do kërft sinn et och Patienten, déi neuromuskulär Erkrankungen hunn oder awer enner Demenz leiden.

Vu Juli 2009 bis März 2015 konnten ongeféier 4.400 Leit op d'Palliativfleeg zréckgräifen, dovunner grad esou vill Männer wéi Fraen, an dat iwwer eng duerchschnëttlech Dauer vun 52 Deeg iwwert d'Assurance dépendance, wou mer jo dann och kloer iwwert deene 35 Deeg leien, déi vum Gesetz hier virgesi sinn.

Wat d'Palliativfleeg bei de Kanner ugeet, esou gëtt et fir de Moment nach keng spezifesch Struktur, mä de Plan cancer 2014-2018 gesäit awer d'Kreatioun vun enger nationaler Oncologie pédiatrique vir, wou déi betraffe Kanner eng Prise en charge palliative kéinte kréien.

Ronn een Drëttel vun de Bénéficiairen hu keng Demande gemaach fir eng Ouverture de droit aux soins palliatifs, wéi d'Reglementatioun et eigentlech virgesäit. D'Ursach heifer kéint déi schwéierfällg Prozedur sinn oder/an d'Stigmatisatioun vun der Bezechnung, dass et sech ëm eng Persoun en fin de vie handelt.

D'Käschten, déi vun der Assurance maladie, dépendance a Familjeminière gedroe goufen,





louche vun 2009 bis 2014 bei 52,7 Milliounen Euro. Se ginn awer stänneg an d'Luucht. An eleng fir 2014 waren et scho 14 Milliounen Euro, wouvun 73% eleng nëmmen op de Spidolsecteur falen.

D'Palliativfleeg spillt sech op physischem, psychischem an och spirituellem Plang of. An heier sollten déi néideg Zäit an och déi adequat Moyenen zur Verfügung stoen. Iwwer eng spezifesch Nomenclature kéint een deen Zäitopwand grad wéi och d'Besoinen erkennen, déi fir des Soinen noutwendeg sinn.

Fir e beschtméiglechen Accès un d'Soins palliatifs ze garantéieren, sollen d'Doktere wéi och d'Personal vun de Gesondheitsberuffer nach besser informéiert an op d'Thematik sensibiliséiert ginn, an datselwecht géllt natierlech och fir de grand Public. Et kéint ganz hëllefriich sinn, fir d'Konzept vun de Soins palliatifs an d'Notioun vu Fin de vie ze dissociéieren. Grad esou wünschenswäert wier et, fir d'Verlängerungsprozedur fir d'Recht op d'Soins palliatifs ze vereinfachen.

Wat elo déi spezifesch Formatioun ubelaangt vun den Dokteren an dem Personal an de Gesondheitsberuffer, ass et erfreeslech, dass festgestallt konnt ginn, dass souwuel d'Offer grad wéi d'Qualitéit verbessert goufen an dass déi medezinnesch Formatioun och gréisstendeels realiséiert gouf. Déi Efforte sollen och weidergefouert ginn, fir dass net nëmmen eng national Formatiounsoffer soll erweidert ginn, fir déi verschidde Sparte vun der Palliativfleeg beschtméiglech kënnen ze couvréieren.

Bleift natierlech och nach d'Erausfuereung vun der Sprooch ervirzehiewen, déi grad an der Palliativfleeg extrem wichteg ass, well der Kommunikatioun bei Leit, déi Problemer hunn, fir sech auszudrécken, oder awer och bei Demenzkranken eng ganz besonnesch grous Roll zousteet.

Ganz ouni Transitioun wéilt ech dann elo op den drëtte Rapport vun der Applikatioun vum Gesetz iwwert d'Euthanasie an d'Stierhëllef iwwergoen.

Palliativfleeg an Euthanasie schlësse sech net aus. Si kënnen complémentaire sinn.

Ob een déi Méiglechkeet vun enger Euthanasie fir sech a Betruecht zitt, ass eng ganz perséinlech Fro, déi just jiddweree fir sech selwer ka beäntweren. De Gesetzgeber huet an deem Beräich derfir gesuergt, fir e kloren an och strenge Kader ze schafen, fir dass déi, déi eng onheilbar a fatal Krankheet am Endstadium hunn, kënnen fir sech decidéieren, wéini a wéi si aus dem Liewe scheede wëllen. Dat ass fir si e Recht op mënschewierdegt Stierwen, op Selbstbestëmmung bis zum Doud.

Den drëtte Rapport vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi vom 16. März 2009 relative à l'euthanasie et à l'assistance au suicide weist, grad wéi déi zwee Rapporte virdrun och schonns, dass déi vill Ängshten an och déi Schreckgespenster, déi eropbeschwuer gi ware bei der Diskussioun iwwert d'Gesetz, dass déi eigentlech onbegrennt waren. Neen, et gëtt keng rasant Multiplikatioun vun de Fäll vun Euthanasie. Et gëtt och keen Euthanasie-Tourismus. Et gëtt och soss kaum Problemer oder Zweifel, dass déi streng Oploe vum Gesetz net géife befollegt ginn.

An de Recommandatiounen ginn dann awer och, wéi och schonns a fréiere Rapporten, verschidde Punkten ervirgehewen. Ech wéilt se eigentlech hei, ouni vill Gefiller an d'Saach ze leeën, einfach emol opzielen: Et gëtt gefrot, fir besser a méi komplett Informatioun an d'Populatioun ze kréien an un d'Dokteren, an dat wa méiglech iwwer eng gutt ausgeschaffte Campagne médiatique.

D'Disponibilitéit vun de Medikamenter fir Euthanasie an Assistance au suicide soll garantéiert ginn, an dat natierlech ënner enger strenger Kontroll, mä wa méiglech awer uechtert d'ganzt Land.

D'Formation „fin de vie“, déi fir d'Doktere geduecht ass, ass zwar a Formatiounen opgeholl ginn, mä et brauch een och nach Formation continue fir d'Dokteren a fir de Personnel paramédical.

D'Fro iwwert d'Existenz vun Dispositions de fin de vie grad wéi iwwer eng Directive anticipée sollt vläicht systematesch bei der Admissioun an e Spidol oder an eng Fleegeinstitution gestallt ginn. Dat kéint hëllef, d'Zuel vun den onklore Situatiounen ze limitéieren. Eng Verbesserung ass do ze erwaarden, dovunner gi mer emol aus, iwwert den elektronneschen Dossier de soins, wou esou Informatiounen och eventuell kéinte vermierkt ginn.

D'Validitéit vun der Disposition de fin de vie: Dir wësst, si ass normalerweis fir fënnf Joer confirméiert. Wann déi Zäit ofgelaf ass a wa se net revoquéiert ginn ass, da sollt se och weider gëltig bliewen.

Wichtig ass, dass, wann en Dokter keng Euthanasie wéilt maachen, dat ass em fräigestallt, da soll en och wann ech gelift, a matzäiten, säi Patient doriwwe informéieren, fir och do penibel Situatiounen ze évitéieren.

En Anenanergräife vum Gesetz iwwert d'Euthanasie an d'Droits du patient, wat d'Personnes de confiance ugeet, wär wünschenswäert.

Dacks ginn et och Problemer an der Commission, fir de Quorum ze erreechen. Siwe Leit sollen zesummekommen, siwe Leit op néng. Dat kann heiansdo problematesch ginn. Et si bis elo keng Suppléanté virgessinn.

Ech kommen eigentlech dann och elo an den Domän vun de Konklusiounen, wou ech dann nach eng Kéier wéilt zesummefaassen, andeems ech soen, dass mer an deenen zwee Beräicher, souwuel wat d'Soins palliatifs wéi och d'Euthanasie ugeet, eigentlech e gudde gesetzleche Kader hunn, deen et soll erlaben, deem Einzelne säi Wonsch op e Liewenssinn an Dignitéit esou gutt et geet ze erfüllen.

Am Beräich vun der Euthanasie gëtt et, de Konklusiounen vun der Commission de contrôle no, kee Grond fir gesetzlech Ännerungen. Eng Partie kleng Detailer, ech hu se elo zum Deel opgezielt, bleiwen ze klären. Fir de Rescht bitt dat Gesetz, dat mer hunn, awer e gudden, e kloren an e verstännege Kader.

Wat d'Soins palliatifs ugeet, do weist dee kompletten a gutt dokumentéierten an étoffierte Rapport, dass an deem Beräich eng exzellent Aarbecht geleescht gëtt, mä dass et plazeweis gutt wier, fir nach eng besser Koordinatioun a fir fir eng besser Kommunikatioun ze suergen. Dozou gehéiert dann och méi e kloren gemeinsame Kader mat kloren Normen, déi den einzelnen Akteuren awer nach genuch Handels- a Spillraum loossen op hire Plazen, wou si schafen. Dozou gehéiert och eng eenheetlech Dokumentatioun an, mir hunn et schon héieren, en iwwerschaffte Carnet de soins.

Erlaabt mer awer och nach e Wuert zu de Bénévoles ze soen an hirem onermiddlechen, gewëssenhaften a ganz mënschlechen Asaz. Si maachen eng enorm wichteg Aarbecht a si mussen och weider ënnerstëtzt an épauléiert ginn. Allerdéngs muss een oppassen, dass ee si och net ze vill an eng ongesond Verantwortung mat eranhält. De Bénévolat, esou wichteg wéi en ass, soll an deem Beräich eng complémentäre Roll spillen zu dem Professionalismus.

Fir d'Palliativfleeg an d'Stierhëllef géllt doriwwe eraus, dass d'Efforte fir d'Formatioun an d'Informatiounen mussen onbedéngt virugee fir déi Professionell an zum Deel och fir de grand Public.

Et ass wichteg deemno fir weider drun ze schaffen, fir den Tabu ronderëm d'Liewenssinn opzehiewen. Wat mer den Doud méi als en Deel vun Liewen akzeptéieren, wat mer eis méi domadder ausenanersetzen, wat mer méi kloer regelen, wéi mer dat lescht Stéck vun eisem Liewenswee wëlle goen. Duerfir géif eng Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagne Sënn maachen, fir esou vill wéi méiglech Leit dozou ze bréngen, fir hir Directive anticipée respektiv hir Dispositions de fin de vie festzuschreiwene.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, eng Palliativsituatioun soll an därerf net reng als Phase terminale ofgestempelt ginn. An an der Optik, dass den Alldag vum Palliativpatient nach déi beschtméiglech Liewensqualität soll bidden, stellt lech vir, huet de CHU vu Clermont-Ferrand d'Initiativ ergraff, fir eng Wäibar, spriech e kleng Wäifrigo an hirem Service ze installéieren. Eng Entorse à la règle du suivi médical sollt dat net sinn, mä heiansdo nach eng Schlupp Pleséier op deem leschten a schwéieren a laange Wee. E Break souzesoen am strukturéierten Oflaf vum Dag an am allerléifsten an der Convivialitéit mat der Famill. Eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, e Stéck Mënschlechkeet an enger hypermedikaliserter Welt an e ganz grousst Lach an enger décker Tabumauer.

Ech géif soen: à méditer. An deem ass vu mir aus näischt méi bäizefügen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Villmools Merci der Madamm Hemmen. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kollegen, d'Geschicht vun der Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg ass altersméisseg déi vun engem Erwuessenen. Wéi gutt geet et dann am Fong deem Erwuessenen, deen Ufank vun den 90er Joren de Wee hei op Lëtzebuerg fonnt huet? Well effektiv, 1994 ass scho Palliativfleeg am

Escher Spidol, deem heitege CHEM, gemaach ginn. An Omega 90 ass och deemools gegrënnt ginn duerch d'Amiperas, d'Croix-Rouge an d'Caritas, an an de Joren duerno ass d'Fondation contre le cancer, d'Fondatioun Hëllef Doheem an d'Asbl Doheem versuergt derbäikomm. Dëst war also e weidere Grondsteen fir verschidden Aktivitéiten am Beräich Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg.

Och d'Chamber huet schon 1996 en Débat geféiert iwwert d'Begleedung um Liewenssinn. Dëst huet zur Schafung vun der Commission spéciale «Éthique» geféiert. An am März 1999 goufen heibannen eng Resolutioun a Motioun gestëmmt am Sënn vun engem Opbau vun enger qualitativ héichwärtiger Palliativfleeg.

De 17. Februar 2004 huet d'Regierung en éischte Projet de loi déposéiert, deen iwwerschafft de 7. Juni 2006 déposéiert gouf an deen den 19. Februar 2008 an der Chamber diskutéiert an unanime gestëmmt gouf.

Dat Gesetz, dat haut a Kraaft ass, ass dat vum 16. März 2009, well et beim Gesetz vum 2008 keng Dispens vum zweete Vott gouf vum Conseil d'État. An 2012, et ass elo grad ugeklonge bei der Madamm Hemmen, gouf en éischte Rapport iwwert d'Applikatioun vun deem Gesetz geholl an och hei diskutéiert. An haut diskutéiere mer den zweete Rapport.

Ech wollt am Fong geholl dese kuerzen Historique maachen, nom Prinzip: d'Vergangeneheet kennen, fir d'Géigewart ze verstoen an d'Zukunft besser ze preparéieren.

Fazit: Eisen aktuelle Modell vun de Soins palliatifs huet méi wéi 20 Joer um Bockel. Et gouf vill Hin an Hier, mä mir kommen iergendwéi weider. An ech muss och feststellen, dass, wa mer do sinn, wou mer sinn, dëst vill op d'Initiativ, den Engagement an den Dévouement vun de Leit um Terrain zréckzeféieren ass, woufir si eise Merci verdéngen. Well effektiv, eng komplett legislativ Basis fir d'Palliativfleeg gëtt et eréischt säit dem März 2009.

Dass d'Palliativfleeg eng grous Zukunft huet, ergëtt sech eleng aus der Realitéit. D'Zuel vun de Mënschen op eiser Aerd geet ëmmer weider an d'Luucht. D'Mënschheet gëtt ëmmer méi al. Doduerch ginn déi chronesch Krankheeten erop. Laut OMS verduebelt sech d'Zuel vu kribbskranken Leit an den nächste 50 Joer. An an Europa ass bei 72% vun deene Leit, déi Schmäerzen hunn, d'Originn de Kriibs, a 60% vun de stierwende Leit brauchen eng Palliativfleeg.

Do gesäit een also schon zueleméisseg, wat op eis duerkënnt oder op eis zoukënnt. An duerfir wëll ech scho virschécken, dass, wa mer decidéiert hunn, hei am Land nëmmen eng Cellule d'algologie ze maachen, an zwar am CHL, dat sécherlech net duergeet an dass d'Ministesch sech dat sollt emol iwwerleeën.

Nach e puer Zuelen aus eisem Nopeschland Däitschland, well eist statistesch Material hei zu Lëtzebuerg ass leider nach relativ dürftig. Ech kommen och herno nach méi dorop zréck. An Däitschland zum Beispill gëtt et all Joer 300.000 Fäll Kriibs, déi diagnostizéiert ginn. All Dag leiden 220.000 Leit u Kriibsschmäerzen. Eis Noperen, eis däitsch Nopere ginn dervun aus, dass een 3,8 mobil palliativ spezialiséiert Équipe brauch pro 250.000 Awunner, fir ebe stierweskranken Leit ze hëllef. A wann 10% vun de stierwende Leit doheem des Preise en charge vun desen Équipe brauchen, da gesäit een, wéi mer do mussen opgestallt sinn.

Doriwwer eraus hunn eis däitsch Frënn festgestallt, dass tëschen 700 an 1.800 Kriibskranke pro Millioun Awunner eng palliativ Preise en charge brauchen an tëschen 400 a 700 Kranke pro Millioun musse stationär behandelt ginn. Doraus schlësse si, et bräicht een ongeféier eng 50 Better pro Millioun Awunner.

An Däitschland, dat muss een och wëssen, begleet den Hausdokter kribbskrank Leit an hirem Endstadium. Dat sinn ongeféier dräi bis véier Patienten, déi palliativ doheem betreit ginn.

Et gëtt och Zuelen aus Irland an aus England, déi am Fong geholl méi eng laang palliativ Erfahrung hu wéi mir. Déi mengen, et bräicht een ongeféier 52 Better pro Millioun Awunner.

Dës Zuelen alleguerten, fir lech a mir och e bessert Gefill ze gi fir déi Situatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Well eis Situatioun ass folgend - et steet och an deem Rapport: Mir hunn 49 Better Soins palliatifs - dat ass en Duerchschnitt vun 8,9 op 100.000 Leit -, a mir hu véier mobil Équipes, déi just an de Spideeler sinn. An dann hu mer als stationär Institutiounen: dräi Unités spécialisées, eng Unité mixte, wou Onkologie a Soins palliatifs gemaach ginn, an e Centre d'accueil de fin de vie, d'Omega-Haus.

Dës Struktur fanne mer an dräi Regionen, déi awer no verschiddene Modeller fonctionnéieren. Am Süden, zu Esch, do hu mer am CHEM eng Spezialitéit, déi gutt mat de Fleege-

seauen zesumme fonctionnéiert. Eemol d'Woch gesi sech béid Säiten, fir e Rapport iwwer all Kranken ze maachen. Bei dese Sätzungen ass keen Dokter derbäi, also weder de Famillendokter vun deem Concernéierten nach en Onkolog. Dese Leschte mécht awer nieft der medezinnescher Onkologie och déi palliativ Medezinn an der Spezialitéit. Dese mécht awer och keng Hausvisitten.

Am Norden, oder am Nordspidol, funktionéiert de Fleegemodell esou, dass d'Infirmiere vun der Spezialitéit d'Patiente weider doheem behandelen, dat awer an Zesummenaarbecht mat de Réseauen. Och hei ass den Onkolog vum Centre hospitalier du Nord responsabel fir seng Unitéit. En ass Beroder fir d'Reseauen an d'Hausdokteren, mä och hie mécht keng Hausvisitten.

A schlisslech hu mer nach en drëtte Modell an der Zentrumsregioun. Do gëtt et eng Spezialitéit zu Ech an der Klinik, wou de responsablen Dokter net Onkolog ass, mä en ass Generalist, deen eng zousätzlech universitär Ausbildung a Palliativmedezinn gemaach huet. Hien ass responsabel fir seng Unitéit, gehéiert zur mobiller Équipe am Spidol, ass an de wéchentleche Sätzungen mat de Réseauen derbäi, mä hie mécht och keng Hausbesucher. Also hie besicht d'Leit och net doheem.

Wat schlësse mer doraus? Ma mir si flächendeckend, jo, mä inhaltlech sinn déi Unitéiten total verschidden organiséiert. Dat geet op där enger Säit vun enger Approche, loosse mer soe vu Bien-être doheem, bis zu enger holistescher Approche, also eng Approche am Ganzen.

An doriwwer eraus wësse mer och nach, wat d'Omega-Haus ugeet, wat eng Aart Tëschestruktur ass, dass et do laang Waardelëschte gëtt, dass dat also och net optimal fonctionnéiert.

Dat ass elo d'Situatioun an de Strukturen, déi stationär sinn.

Dobaussen, oder am Extrahospitalier ass d'Situatioun folgend: Do hu mer siwen Anbieter, déi Fleege doheem maachen. Effektiv, säit 20 Joer si schonns zwee Prestataire: Hëllef Doheem an Help, déi wierklech eng gutt Pionéieraarbecht geleescht hunn. Si hu gutt rekrutéiert a gutt forméiert, fir Qualitéitsfleeg doheem ze garantéieren. A si hunn och eng Konventioun mam Ministère de la Famille.

Dës zwou Unitéiten, loosse mer dat emol esou nennen, hu spezialiséiert Équipes, déi 24 Stonnen op 24 Fleege duerch d'Infirmiere garantéieren. Dës Institutiounen, kann ee scho bal soen, si breet opgestallt.

Dernieft gëtt et awer nach fënnf aner Prestataire, déi net d'selwecht an net all Leeschtungen ubidde kënnen. Mir gesinn also, bei de Prestatairé sinn d'Leeschtungen net ëmmer déiselwecht.

Schlisslech gëtt et do dernieft nach 33 CIPAn a 15 Maison-de-soinen, dat sinn, wéi mir et am Lëtzebuerg Sproochgebrauch soen, 48 Altersheimer, déi och iwwer 24 Stonne Permanence hunn, fir am Eeschtfall palliativ d'Leit ze begleeden. Hei gëtt et och een Haus, wou een Dokter just d'Prise en charge mécht, mä an all deenen aneren Haiser hunn d'Patienten oder d'Leit de libre Choix vum Dokter.

Dat ass also déi aktuell Situatioun. Nun, mir sinn der Meinung, d'Palliativfleeg gehéiert an d'effentlech Gesondheetsprogramm an ass iwwerall a muss iwwerall déiselwecht sinn, ob dat am Spidol ass, am CIPA, an de Réseauen. An dat setzt natierlech och virus, wat och elo schonns ugeklongen ass virdrun, dass d'Bierger gutt informéiert ginn driwwer, wéi eng Méiglechkeeten et do gëtt a wat am Fong geholl d'Palliativmedezinn an d'Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg heeschen.

Dat heescht awer och, an dat steet am Rapport, et dierf keng Ongerechtegkeete ginn, ob de Patient am Hospitalier oder am Extrahospitalier behandelt gëtt. Dat ass awer leider de Fall. An dat ass och déi éischt Kritik an der aktueller Situatioun hei zu Lëtzebuerg.

De Rapport stellt fest, dass eng Analys gemaach misst ginn, fir d'Originen ze kucken, firwat dat esou ass. Dat ass jo och schéin a gutt, mä domat geet nees Zäit verluer, wou da awer vill Mängel a Verbesserungsverschléi op der Hand leien! Iwwerhaapt weess en haut schonns, an d'Etüde beleeden dat, dass d'Palliativbehandlung doheem Avantage huet par rapport zu där a Strukturen a Spideeler. Déi physisch Symptomer bleiwen natierlech déiselwecht, mä dat psychologescht an dat sozial Leide loosse sech vill besser doheem behandeln, an de Patient gëtt och méi séier au-



tonom a méi mobill wéi bei enger Behandlung dobaussen.

Hei zu Lëtzebuerg ass et och esou, an dat ass gewosst, dass eng Majoritéit vun de stierwes- kranke Leit doheem stierwen wëllen. An och a Frankräich, hunn ech gelies, do wëlle bei enger Émfro 70% vun de gefroete Leit léiwer doheem stierwen. Tatsaach ass awer, dass et a Frank- räich nëmmen 30% sinn, wou dat klappt. An dat ass wierklech net gutt. An ech fäerte ganz - mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng Zuelen -, mä bei eis wäert et warscheinlech net besser sinn. Also anscht ausgedréckt, et wäert och net jiddwereen, dee wëllt doheem stierwen, do kënnen stierwen, well mer d'Moyenen net hunn.

Also, d'Konklusioun: E Qualitätsausbau vum Ambulatoire drängt sech op. An do muss u munche Schrauwe gedréit ginn. Mir brauchen, esou wéi et am Rapport steet, en nationale Plang, fir d'Qualitéit vun de Soins palliatifs op allen Niveauen ze verbessern: doheem, an den Altersheimer, an de Spideeler. An duerfir brauche mer mobill Équipen an alle Regiou- nen, esou wéi et se an Däitschland gëtt, déi dann duerch d'Land e performante Palliativser- vice garantéieren, an dat 24 Stonnen op 24. Laut däitschen Zuele missten dat a Lëtzebuerg ongeféier néng Equippe sinn. Mä fir dat hin- zekréien, muss mer emol fir d'Éischt den Hospitalier méi nuancéiert opstellen, fir dass deen eben dem Extrahospitalier eng Hand ka matupaken.

Eis aktuell Organisatioun an der Palliativmede- zinn huet jo och Schwaachpunkten. Ech wëll eng Kéier kuerz op déi agoen. Et ass nämlech effektiv schwierig, de Moment, wéi mer haut opgestallt sinn, fir den Onkolog, am Spidol dis- ponibel ze sinn an der Onkologie an och an der Unité spéciale vum Haus.

Et ass och schwierig fir deeselwechten, fir em- mer um wëssenschaftlechen Topp ze sinn an der medezinnescher Onkologie an an der Pal- liativmedezinn. An esou wéi déi aktuell Organi- sation haut ass, ass et onméiglech fir d'Dokte- ren, ausserspidolesch Visitten ze maachen. Et ass onméiglech fir si, fir dobausse Médecin de référence ze sinn, fir eis Hausdokteren a fir d'Réseauen.

En anere Schwaachpunkt vum aktuelle System ass deen, dass d'Hausdoktere bei de Reuniou- nen an de Spideeler téschent de Spezialunité- ten an de Réseaeu feelen. D'Konklusioun ass hei ganz kloer: Et gëtt um medezinneschen Ni- veau kee richteg Änneegraife vum Hospitalier an dem Extrahospitalier.

Am Infirmiersberäich, do ginn et Fortschreiter ze mellen, soudass op deem Niveau theore- tesch schwéierkrank Patienten doheem an och a CIPAE kënnen behandelt ginn. Dat ass jo scho wierklech net schlecht. Et wär awer optimal, wa kéint awer en Dokter derbäi sinn, wa kéint op en Dokter zréckgegraff ginn, deen awer lei- der net disponibel ass.

Nun, d'Aarbechtsopdeeling téschent den Dok- teren, deenen aus der Onkologie, aus den Uni- tés spéciales an de Familljendokteren, muss anscht a besser opgestallt ginn, fir dass garan- téiert ass, dass potenziell immer an a schwie- rege Fäll sécher ee Medezinner, dee Kompe- tenzen a Palliativmedezinn huet, derbäi ass.

D'Dokteren an d'Infirmieren aus de Palliativ- statiounen misste kënnen den Hausdokteren duerch Rot zur Säit stoen. An déiselwecht kéin- ten dann an d'CIPAE fueren, an d'Maisons de soins fueren, also an eis Altersheimer fueren, wann do eng Urgence ass. Well soss geet et, wéi et immer haut geet: Da kënnst de SAMU an de SAMU bréngt de Patient dann an e Spidol, obschonn dat awer dem Patient keen Avantage bréngt. Dat anert wär a mengen Ae besser.

An dee groussen Challenge ass hei sécherlech, dass hei nieft dem Fleeger och d'Hausdokteren déi Kompetenz a Palliativmedezinn hunn. Den Hausdokter huet hei eng Schlésselroll. Si mussen zur Verfügung stoen, well nëmmen esou kréie mer d'Méiglechkeet, déi schwéier- krank Patienten doheem ze versueren. Am Fong geholl muss mer op e Modell hischaffe vun enger Aart Hospitalisation à domicile. An esou misst et sinn.

Mä bis dohinner, wou mer en ebenbürtegen Extrahospitalier hu fir Palliativfleeg, bleift awer wierklech nach munches ze maachen, fir eise System strukturell an déi Richtung opzebauen. Et ass net ze verstoen, firwat et esou lues geet an déi Richtung. Well ech hunn do nogelies an e kleng Réckbléck gemaach an ech wollt lech deen awer haut net virenthalen, wat do gezielt ginn ass hei an der Chamber:

Am Februar 2008, do war scho gewosst, dass den Extrahospitalier op wackelege Bee géif

stoen. Well deemools huet den Här Huss hei op där Plaz, wou ech hei stinn, hei an der Cham- ber bei Diskussiounen justement iwwert d'Palli- ativgesetz gesot: „Wou et virun allem nach e weineg happert, dat ass um Niveau vun de sougenannte Structures extrahospitalières. Dat heescht, doheem, do bleift nach munches ze maachen.“ Hien huet deemools och scho plä- déiert fir eng wëssenschaftlech Evaluatioun, wéi wäit d'Palliativmedezinn hei zu Lëtzebuerg ent- wéckelt ass. An och do ginn ech him recht. Ech muss awer feststellen, dass op deenen zwee Punkte wierklech net vill geschitt ass.

Déi heiteg Situatioun, déi mer haut hunn, ass, mengen ech, manifestement drop zréckzeféie- ren, dass de Gesondheitsminister den Terrain, déi Leit um Terrain gewäerde gelooss huet, wou jiddwereen op seng Aart a Weis Léisunge fonnt huet, fir Qualitëtssewicer ze prestéieren - déi och gutt sinn. Et goufen awer keng Akzen- ter gesat, scho guer keng am Extrahospitalier, obscho gewosst war, dass do Entwécklungs- potenzial wär.

De Ministère huet leider keng generell, global Virgaben ausgeschafft. Zum Beispill hätt e kënnen soen: obligatoresch Formation continue fir jiddwereen, deen iergendwéi do oprëtt, an esou weider. Et gëtt keng hierarchiséiert Rege- lung vun der Organisatioun. Wéi geschéien zum Beispill d'Transferen téschent dem Hospi- talier an dem Extrahospitalier? Do gëtt et och keng fest Regeln.

Also eise System muss méi effizient ginn, da kënnen mer och besser Leeschtunge bidde mat därsewlechter Finanzenveloppe. Et ass dat, wat mer müssen hikeréien. Well eppes kënnst op eis zou: D'Krankheetsbiller vun deene Patienten, déi Palliativfleeg mussen kréien, ginn immer méi komplex, an dat duerch déi sougenannt Poly- pathologien, Stéchwuert Alzheimer oder Demenz. An och fir d'Kanner, Madamm Minister, hutt Der virgesinn, dass just - am Plan cancer - eng Filière pédiatrique soll am Land kommen. Mä geet dat wierklech duer? Dat muss ee sech och duerch de Kapp goe loossen.

Dass d'Palliativformatioun hei zu Lëtzebuerg stéifmütterlech behandelt gëtt, erkläert och eleng d'Tatsaach, an dat wëll ech awer hei er- virhiewen, dass de Règlement grand-ducal, deen déi spezifesch Formatioun vun de Mede- zinner an de Gesondheitsberuffer soll prezi- sieren, no bal siwe Joer nach immer net um Dësch läit! Also et ass nach kee Règlement grand-ducal doriwwer do an a mengen Aen ass dat eng Katastroph.

Mä witzegerweis hunn ech do nogelies, wat déi aktuell Madamm Minister als deemoleg Rapportrice vum Gesetz iwwert d'Palliativmede- zinn am Februar 2008 gesot huet hei an der Chamber, et war den 19. Februar 2008: „Well Lëtzebuerg keng komplett Universitätsforma- tioun fir Dokteren huet, gesäit d'Gesetz vir, dass de Stat sech prioritär em d'komplementär Formatiounen um nationalen Niveau këmmere soll.“ De Stat gesäit dat also prioritär vir.

Da sot se weider: „D'Objektiver an d'Kondi- tiounen wéi och d'Modalitéite vum Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun sinn aus- drécklech opgeléicht ginn.“ Dat huet misse ge- maach ginn, well de Statsrot eng Opposition formelle gemaach hat. A schlisslech: „Hei muss d'Regierung do, wou se kann, intervenéieren, fir op europäeschem Plang ze errechen, dass eng Ausbildung an der Palliativmedezinn fir all Medezinner an all Gesondheitsberuffer zum Package an enger Medezinn gehéiere muss an eigentlech obligatoresch misst an d'Ausbildung integréiert ginn.“

Dat sinn also kloer, prezis Aussoen, wou de Pro- blem kloer beschriwwen gëtt, mä ouni Folgen. Do géif et an der Schoul, mengen ech, eng Datz ginn!

Et muss also méi Wäert geluecht ginn op d'Weider- an d'Ausbildung vun den Dokteren an dem Fleegepersonal, well vill Dokteren hu guer keng palliativ Approche an och keng pal- liativmedezinnesch Ausbildung. Duerfir plä- déieren ech och fir eng Weiterbildung an eng Ausbildung vun de Soins palliatifs zesummen oder an engem Modell mat der Uni Lëtze- buerg, fir esou eppes ze organiséieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - An et kann och net sinn, wéi wann dese Règlement grand-ducal vergiess gi wär, well ech hunn no- gelies, de 24. Mee 2013, dat ass also nach net esou laang hier, dunn huet d'Madamm Andrich, déi heibannen ass, eng Question par- lementaire doriwwer un d'Madamm Minister gestallt.

Elo wollt ech nach zu engem anere Règlement grand-ducal kommen, an zwar deen iwwert d'Zentralisatioun vun den Directives anticipées, den Artikel 8. Wéi ass do d'Positioun vun der Madamm Minister? Gi mer an eng Richtung Zentralisatioun? Oder wat huet se do, wat wollt se eis doriwwer soen?

A schlisslech hunn ech nach zwee aner Règle- ment-grand-ducallen énnert d'Lupp geholl, an zwar sinn déi vum 28. Abrëll 2009. Deen éisch- ten, dee geet iwwert d'Modalitéiten, fir d'Recht op Palliativfleeg anzekloen. Do steet am Re- glement, dass d'Éischt Recht erlächst no 35 Deeg. No 35 Deeg muss dat also erneiert ginn, wat natierlech fir d'Period, wou déi Leit dat brau- chen, administrativen Opwand bedeit. Ben, ech sinn der Meinung - an dat steet zwar am Rapport, do misst eng Reflexioun gemaach ginn iwwert d'Erlichterung vun der Prozedur -, dat mag jo vläicht gemaach ginn, mä ech mengen, elo kéint ee schonn direkt déi initial Period verlängeren, well méi wéi 50% vun de Leit brauche méi wéi 35 Deeg. Da kommt, mir maachen déi Period méi laang, da mussen mer manner oft verlängeren! An dat gëtt och da manner administrativen Opwand.

Een anere Règlement grand-ducal, deen also och den 28. Abrëll 2009 geholl ginn ass, ass deen iwwert d'Cartes de soins. D'Madamm Hemmen hat deen och schonn ugeschwat. Do liesen ech am Rapport, dee géif net vill benotzt ginn. Abee, wann deen net vill benotzt gëtt, da kréie mer och net vill statistesch Donnéeën! Also mussen mer do reagéieren, Madamm Mi- nister! Well et ass net professionell, wa mer keng statistesch Donnéeën hunn iwwert d'Spi- dolsaktivitéiten, iwwert déi demografesch Pro- filler, iwwert d'concernéiert Patienten. An dat ass de Fall.

A gradesou penibel ass et, an dat hunn ech och nogelies, dass och keng Zuelen oder keng glo- bal Zuelen do sinn, wivill Leit iwwerhaupt eng Formatioun gemaach hunn, eng Palliativforma- tioun hunn. Mir wësse just, dat hunn ech gelies: 25,7% vun de Generalisten hunn eng Pal- liativformatioun hei zu Lëtzebuerg gemaach. Mä global, do wësse mer näischt.

Dat Eenzegt, wat mer wëssen, an dat ass och virduer ugeklongen, dass mer manner Infirmie- ren hu wéi déi europäesch Associatioun et vir- schléit. Also muss een och do kucken oder re- commandéieren. Mir müssen also och do ku- cken, wéi mer eis do uleeën.

Dat sinn e puer Saachen, déi ech am Rapport gelies hunn. Wat wichtig ass: Mir sollen déi richteg Akzenter setzen. Mä wéi solle mer déi setzen? Ech liesen och zum Beispill, de Käschte- punkt wär bei 52,7 Milliounen fir Soins palliatifs. An dovu wäeren 73,4% fir den Hospitalier. Wéi fiabel sinn dann déi Zuelen, déi ech dann do liesen, wa mer emol net wëssen, wat d'Nota- tioun vun de Medezinner ass, wéi héich déi ass? Dat wësse mer nämlech net.

An et gëtt och eng Grozou am Fong geholl, wie wat a wou bezilt iwwert d'Assurance dé- pendance, iwwert d'Assurance maladie. Also et muss eng Reform och ganz kloer komme vun der Nomenclature, soss gesi mer wierklech net, kréie mer net den Duerchbléck, dee mer brauchen, fir dese Beräich optimal ze organi- séieren.

Iwwerhaupt kréien ech och gesot, an ech wollt lech déi Fro hei stellen, dass emol heiansdo déi deier Tarifier a Soins palliatifs verrechent ginn, obschonn den Dokter a Soins palliatifs weder d'Ausbildung nach eng Approche soins pallia- tifs huet. Dat wär jo net an der Rei, wann dat esou wär! Wësst Dir eppes dovun, Madamm Minister? Kënnst Der mer vläicht soen, wéi dat do ass?

Schlisslech nach zwee Punkten, déi ech wollt uschwätzen: Dat eent ass de Congé spécial pour accompagnement de personne en fin de vie. Do ginn et fënnf Deeg pro Fall, déi kënn- ten téschent e puer Leit fraktionéiert ginn. Déi Dispositioun gëtt gehandhabt wéi e Kranke- schäin. Meng éischt Fro: Huet sech dese Mo- dell bewäert vu fënnf Deeg?

Gëtt et hei keng Iwwerleeungen, och fir d'Fräi- beruffer eng Léisung ze presentéieren, zum Beispill eng pécuriaire, fir dass des Leit sech kënnen ersetze loossen, am Sënn vun enger Gläichbehandlung vun alle Bierger?

An en anere Problem, deen ech och nach wollt uschwätzen, ass dee vun der Patienteverfü- gung, wou am Gesetz steet, déi Persoun kann eng Personne de confiance designéieren. D'Madamm Mergen geet nach méi dorop an. Mä zwou Froe virewech: Gëtt et hei Erfah- rungswärter, dass dat do gutt ass? An zwee- tens: Wéi kompatibel ass effektiv des Kann-Dis- positioun mat deem neie Patientengesetz? Ech mengen, dass déi net kompatibel ass. Dir kënnst eis do vläicht oplären.

Ofschlüssend si mir och der Iwwerzeegung, wat och scho virduer gesot ginn ass, dass de Bé- névolat weiderhin eng wichteg Plaz huet an enger zukünftiger Palliativfleeg. Mä wat net gutt ass, dat ass, dass d'Integratioun vun dese Leit ganz verschidden ass hei am Land. Do misst och a mengen Aen e Modell ausgeschafft ginn. A wat ech gutt fannen an dat gëtt jo och gesot: Déi aktuell national Plattform Soins pal- liatifs misst ausgeweit ginn. Dat ass dee rich-

tege Wee, fir alles an d'Praxis emzesetzen, an do muss dann och eppes geschéien.

Fir mech, ofschléissend, ass et kloer: Wa jidd- wereen e Recht op Palliativfleeg huet a wann d'Éischt och keen absolutt individuell Recht ass, mä éischer en Droit d'accès, da muss deesen Droit d'accès, egal wou e sech mécht, qualita- tiv deeselwechte sinn. Well soss ass dat, wat mer wëllen, an zwar de libre Choix vun all Mënsch, doheem ze stierwen oder an Institu- tiounen, soss ass deen net ginn.

D'Zil, dat muss sinn, net dass déi Stierweskrank op Euthanasie zréckgräifen, mä justement de Contraire. Also müssen d'Soins palliatifs esou gutt wéi méiglech organiséiert ginn, fir dass d'Ziel vun deene Leit, déi op Euthanasie zréck- gräifen, esou kleng wéi méiglech bleift. Dat ass dat, wat mer brauchen. An do kënnen mer vläicht nei Weeër goen, zum Beispill mat Alter- nativmedezinn. Dat sollt een och emol kucken!

Fir mech ass eppes ganz kloer - dat ass mäi leschte Saz: Wann ee Stierwesranke sech gutt fillt, wëllt hien net stierwen. Do gëtt et ganz vill Beispiller an där méi wéi 20-järeger Geschicht iwwert d'Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg. Also mengen ech, mir sollten, misste Gas ginn, da komme mer weider an dem Beräich, deen esou wichtig ass fir eis all.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Halsdorf. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Alexander Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Ma- damm Presidentin. Erënnert mech herno drun, wéi vill Stonnen ech nach ze schwätzen hunn, well hei leeft effektiv d'Auer net! Ech wollt dem President Di Bartolomeo Merci soen, well hien et fäerdgebruecht huet, déi hei zwee Débat- en an engem ze fusionéieren, d'Palliativmedezinn déi eng Säit, d'Diskussioun iwwert d'Euthana- siesrapporten déi aner Säit. Dat ass schonn eppes, wat gutt ass. An dat si passionéiert a passionnant Débat.

Ech hu virduer ausgerechent, an där Chamber 2008,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Dir hutt dat verpasst, Här President, dass ech lech Merci ge- sot hunn.

...2008 souzen an der Chamber hei eng Majo- ritéit vun Deputéierten, déi haut guer net méi do sinn. Aacht vun deenen deemolegen Depu- téierten do hunn et an d'Regierung gepackt säithier, et sinn och aner, déi aus der Re- gierung zréck an d'Chamber et gepackt hunn, mä dofir wëll ech lech soen: D'Halschent vun den Deputéierten heibanne sinn erneiert ginn.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la prési- dence.**)

Ech erënnere och do un déi passionéiert Dé- baten, an och, dass d'Fraktiounen deemools d'Eleganz haten, fir d'fräi Wiel vum Ofstëmmen den Eenzelen ze iwwerloossen. An ech soen do och e puer Leit Merci nach eng Kéier, der Madamm Err, dem Här Huss, déi d'Initiative vun deene Gesetzgebungen haten, der Ma- damm Nancy Kemp-Arendt, déi trotz enger, loosse mer soe konservativer Fraktioun et fäer- degbruecht huet, géint déi ze stëmmen, oder fir d'Gesetz ze stëmmen, loosse mer et esou soen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Also do gëllt lech onse Merci!

► **Une voix.** - ...huet och matgestëmmt ge- hat.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Wéi mengt Der? Ech hunn dat och gestëmmt. Also d'DP- Fraktioun deemools huet global..., do war net een, deen et net gestëmmt huet. Et huet och kee sech enthalen. Ech wëll lech dat nach soen.

Firwat sinn déi Gesetzer? Hei gëtt vill mat der Angscht virum Doud gehandelt. Ech kommen dorobber herno nach zréck. D'Angscht virum Doud besteet net an de primitive Vëlker. Et si vill Spezialisten, déi behaupten, dat wär d'Schold - d'Angscht virum Doud - vun de mo- notheistesche Reliounen. Ech loossen dat do- hinnergestallt.

Gëschter Mëtteg souz ech zu Heathrow, dofir war ech leider net hei, wéi et iwwert de Statslabo gaangen ass, an do wär ech och frou, wann do geschwënn en neien Direkter kéim, dat wär... Ech souz zu Heathrow an do hunn ech „Business Life“ vu British Airways gelies an eng Deklaratioun vum Steve Jobs, dee gestuer- wen ass an engem Pankreaskriibs 2011. Deen huet hei geschriwwen, dass den Doud héchst- wahrscheinlech déi eenzel bescht Inventioun vum Liewe wär. A firwat en dat gesot huet?



Do ass e ganze Carnet iwwer Silicon Valley, déi propheeten, dass d'Leit extrem al wäerte ginn an Zukunft, wann déi Barrière vun 100 bis 120 Joer iwwerwonnen ass. Ech weisen op de Rapport vun de Soins palliatifs hin, déi gesot hunn, d'Leit géifen ëmmer méi al ginn. Dat stëmmt. Mä dat stëmmt schonn honnert Joer! Dat gesot.

Wat ech och nach wéilt soen hei: Meng jonk Kolleegen an der DP, déi misste sech nach eng Kéier déi Débaten, an notamment dem Colette Flesch seng Ried zu Häerz huelen, wat eng remarkable Ried vun Humanismus an Humanitéit war, am Sënn vun der Fräiheet vum Einzelnen. Looose mer déi an dëser Diskussioun net vergiessen!

Eng lëschteng Anekdot war, wou hatt zitëiert huet, dass de Lëtzebuurger Ambassadeur um Hellege Stull convoquéiert gi war bei de Poopt, dee sech opgereegt huet iwwer onst Parlament. Mä looose mer net ze vill...

#### (Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Ech weess net, ob e recht hat, Här Kartheiser, mä ech mengen, mer kommen dorobber zréck.

Looose mer déi merkantil Approche! Ech hu virdu Zuelen héiere vun de Budgeten an der Palliativfleeg, 14 an eppes Milliounen, 11 an eppes bezuelt duerch d'CNS, de Rescht vun dem Ministère de la Famille. De Budget, Crédit non limitatif vun der Euthanasie, deen ass 6.000 Euro! Looose mer also do elo net grad Vergläicher ustelle goen!

Ech wäert och gläich lech nach eng Definitioum vum Integritismus bréngen.

Wat sécher ass, déi Gesetzer si vun engem souveräne Parlament gestëmmt ginn. An dofir géif ech och mengen, dass jiddweree sech drun hale soll. Ech hunn dat hei scho viru Joren op der Tribün gesot, ech fuerderen hei, dass am Wäerteunterrecht oder am Philos-Cours am Secondaire den „Mythe de Sisyphe“ vum Albert Camus erëm op d'Lëscht kënnt vum Suicide. Ech weisen drop hin, dass kee Suicide assistéiert war am Gesetz iwwer d'Euthanasie. Net een! An ech mengen, d'Colette Flesch hat och de fräie Geescht implizéiert, mir sangen dat jo ëmmer an der Heemecht, dass mer de fräie Geescht scho kritt hunn.

Wat mech e bësse gestéiert huet, elo am Virfeld vun deem Débat, no der Chamberskommissionssëtzung iwwer d'Applikatioun vum Gesetz vun der Euthanasie krute mer e Brëif vun där Association luxembourgeoise vun der Palliativmedezinn. An do ass den Auteur, deen dat geschriwwen huet - also ech hu vill Respekt virun deene Leit, well déi eng gutt Aarbecht maachen, mä si hunn eng Terminologie, déi einfach ze wäit geet!

An der véierter Zeil schreibe se, dass an de leschten zwee Joer, also 2013-2014, zu Lëtzebuerg 15 Leit un Euthanasie gestuerwe wäeren. Déi sechst, siwint Zeil packt den Auteur sech net méi, do schreift e schonn 2011-2012 „seien“, am Conditionnel, 14 Leit gestuerwen. An d'siwint Zeil, do verléiert e ganz d'Gedold an do schreift e vun „die Zahl der getöteten Patienten“. Also wat e méi wäit erfokkelt a sengem Brëif, wat en iergendwéi méi schlecht geläunt ass!

Dat gesot, den Integritismus, dat kënnt Der den Owend am Bett am „Petit Robert“ noliesen, dat war eng Erfindung am virleschte Jorhonnert vun enger spuenescher politescher Partei, déi wollt dann dee ganze spuenesche Stat ënner d'Autoritéit vun der Kierch setzen. Dat war ronderëm 1860. Kuckt dat emol no, well dat ass extrem interessant! Et léiert een all Dag bäi, wann een an d'Dictionnaire kucke geet. Gelungenweis am däitschen „Wahrig“, do geet kee Wuert iwwer Integritismus rieds. Dat wäert natierlech elo geschwéi kommen, wa se méi vum muselmaneschen Integritismus schwätzen.

Et soll och hei ervirgehewe ginn, dass, wann een déi verschidden Zuele vun den öffentliche a private Spideeler gesäit, dat net onbedéngt vun dem kofessionelle Charakter ofhänkt oder net. Well an deem Rapport do vun der Associatioun vun der Palliativmedezinn gëtt higewisen op Zuelen, dass zu Ettelbréck keng gewiescht wäeren, zu Esch keng gewiescht wäeren, a verschiddene Spideeler am Zentrum och net. Dat huet säit deem Brëif scho geännert. Well do ass op alle Fall ee Fall zu Esch bekannt an een zu Ettelbréck. Ech wéill lech dat just erënneren. Zemoos well mer ganz kleng Zuelen hunn, muss ee sech mat der Statistik schwéier an Uecht huelen.

Wat ech nach soe wollt hei, dass an deem Land d'Halschent bal vun de Matbiurger Ausländer sinn. Et wär och interessant, eng Kéier ze wëssen, wat déi vun deene Problematiken halen. Well do wär ech ganz gespaant, dat ze wëssen. Dovunner héiert een am Fong näischt. Ech kann lech dat net soen.

An ech erënneren lech nach eng Kéier drun, wat ech och viru Joren hei gesot hunn: D'Nord-

Süd-Gefäll am Gebrauch vun der Morphine an der Medezinn ass vun engem Poopt an der Enciclica „Humanae vitae“ quasi ausgeglaacht ginn; wéi déi Enzyklika publizéiert ginn ass, ass a Südeuropa genauou vill Morphine gebraucht gi wéi an Nordeuropa.

Déi zwou Associatiounen, dee Comité de surveillance vun der Euthanasie an de Palliativrapport, bekloer sech, wat scho virun hei gesot ginn ass, dass d'Patienten net informéiert genuch sinn. Ech schwätze vu Patienten, ech schwätzen net vu Clienten, wéi et am Rapport vun de Soins palliatifs rieds geet. D'Patiente sinn net genuch informéiert. Déi zwou Organisationsiounen soen dat a si hunn och recht! An dat nämlecht soe se och vun der Formatioun.

Ech sinn der Meenung, an ech net eleng bei ons an der Partei, déi zwou Formatiounen missten zesummegeluecht ginn. An de CIPaen huet d'Haus Omega Coursé gehal, honnert Stonnen, fir de Personnel soignant: net eng Stonn iwwer d'Euthanasie! Dat muss ee natierlech och bedenken. Ech wéilt och soen, déi Formatiounen mussen zesummegeluecht ginn, och am Kader, am Kontext vun der Uni Lëtzebuerg. D'Belsch hunn ons do Beispiller ginn, do ginn déi zwou Saache mateneen enseignéiert. D'Formation continue ass ugeschwat ginn.

An dann, an der Belsch hu se eng Formation ciblé, och fir d'Dokteren, dass se kënne vläicht hir Kolleeg beroden, wa se befaasst si mat esou Fäll. Mir respektéieren natierlech d'moralesch Erausklammklausel vun all deene Saachen. Ech hu bewosst... Virun ass mer d'Fro gestallt ginn, ob ech bewosst eng Kéier een euthanaséiert hätt. Ech ka mech dat net erënneren. An ech mengen, ech sinn elo ze al, fir mer dat matzehuelen a meng Gedanken.

Wat virun ugeklongen ass mat der Palliativmedezinn, wou mäi Virriedner recht huet. Wou en onrecht huet, dat ass, mir mussen déi zwee Réseauen, déi zwee Haaptréseauen mutualiséieren. Déi mussen zesummegeluecht ginn, fir kritesch Massen ze errechen; net dass mer dat erliewe wéi bei der Assurance dépendance, déi mëttlerweil budgetär amgang ass, ze explodéieren. An dat muss mutualiséiert ginn. Kommt, mer maachen net de Feeler wéi an der Assurance dépendance! Dat gefält natierlech verschiddene Leit guer net. Mä dat muss awer esou sinn. D'DP fuerdert dat.

Wat mer och fuerderen, dat ass, dass keng administrativ Käpp méi do entstinn, well mir hunn dat jo och an der Assurance dépendance gesinn. A mir wëllen haaptsächlech keng Direkteschposten, déi méi Sue verdéngt wéi de Statsminister. Dat wëlle mer guer net! Wann et drëm geet, aus Steiergelder oder aus Cotisationsgelder Paien ze maachen. Hei schwätze mer jo vu Schwéierkranken.

D'Zuelen. Wat interessant ass bei der Palliativmedezinn, wann Der d'Haus Omega huet, déi hunn e puer Männer méi wéi Fraen. D'Durée moyenne de séjour am Haus Omega ass vun an déi 60 erof op 45. Dat ass natierlech och vläicht en Argument, fir ze soen, dass déi mobil Réseauen eng gutt Aarbecht maachen.

Wat ech och nach wéilt hei ervirsträchen, dat ass, mir wëlle keng administrativ Waasserkäpp, wéi mer dat schonns vill an onse Réseauen an an de Spideeler hunn an esou. Mir brauchen net honnerttausend Graduée oder Dokteren, déi Bléck am Grapp hunn, mä mir hätte gären, dass déi d'Patienten upaken, méi upaken, wéi dat bis elo de Fall ass.

Da steet an deene Rapporten déi Affär vun der Standardisatioun vun den Normen, dass mer e Set vun administrative Viraussetzung kreieren. Dat ass extrem schwéier an deem Land, well mer net déi Zuelen hunn. Ech méfiéiere mech ganz vun der däitscher Fleeg doheem, well déi ass total kommerziell ausgerichtet. Dat muss een och wëssen. Ech plädéieren hei fir eng national Struktur. Als Liberalen! Ech wéill lech dat just soen.

D'Kultur vun der Palliativmedezinn oder vun der Euthanasie huet also näischt mat den Institutionen ze dinn, mä éischer ons eenzel Kolleegen, déi do aner Dingen... An et ass net, fir ze soen, wéi deemools bei de Gesetzer, wéi déi gestëmmt gi sinn, et kéim en Dambruch oder en Tourismus aus dem Ausland. Dat ass ni agetratt! Well mir bewegen ons, wat d'Euthanasie ubelaangt, um Niveau vun ee vun dausend. An an der Belsch ass et 1,7%, oder an Holland och. Mir si wäit vun esou Saachen ewech! An dat ass och de Mérite vun deene Leit, déi sech drëm bekëmmert hunn, dass déi dat gutt am A hunn.

De Budget, hunn ech lech gesot, de Crédit non limitatif. An der Palliativmedezinn doheem, do sinn am Ufank déi Budgete ganz séier ugestigen, wat jo och normal ass, well en Nohuelbedarf do ass. A well déi Patienten net nëmme Kriibskranke sinn, mä och vill aner Leit, déi Longeproblemer hunn oder Häerzproblemer, dat ass evident mat der Alterung.

Wat interessant ass, dat sinn déi eenzel Zuelen, déi fannt Der an deene Rapporten erëm, dat soen ech lech elo net. Wat ganz interessant ass och, déi eng Säit d'Dispositions de fin de vie, déi aner Säit d'Directive anticipée, déi am Fong verschidde sinn, mä rosewéineg Uklang bei de Leit hunn, well mir hunn nëmme e puer Dausend Stéck där. Do muss onbedéngt eng Campagne kommen, fir de Leit dat ze soen, speziell wou mer mat der Alterung vun der Bevëlkerung ëmmer méi Demenze kréien.

Interessant an deene Rapporten ass, dass d'Palliativmedezinn an de Spideeler ganz wéineg Demenze behandelt. Dat huet vläicht och seng Ursach. Mir hu jo déi Institution um Goldknapp.

Eng Suerg, déi d'Kolleegen hate vun der Euthanasie, déi hu gesot, si fuerderen, dass den Décès duerch Euthanasie als Mort naturelle deklaréiert gëtt vum juristesche Standpunkt. An dass se och heiansdo Schwierigkeeten hätten, fir d'Produkte ze kréien. An der Euthanasie ass keng Morphine gebraucht ginn, mä do ginn aner Produkte gebraucht. An da fuerderen déi Kolleegen och - et ass elo net, dass ech hei eng esäiteng Lanz brieche, mä ech muss et awer soen -, déi fuerderen eng médico-ethesch Consultatioun, wéi dat a Belgien de Fall ass. Se hu guer keng Tarificatiounen an der Euthanasie, dat wollt ech lech och weisen, dass een dat awer net vergësst.

An dann: Virun ass vum elektronische Patient geschwat ginn; ech wéill kee gesinn um elektréische Stull, mä dat war éischer geméint fir dat elektronesch Surveillance-Déngen. Dat war elo de Mëttag an dem Asylverfahren. An dann ass geschwat gi vun den „droits et devoirs des patients“, wat mer d'lescht Joer gestëmmt hunn, dat misst opgemaach ginn. Mat deene Leit, wou ech geschwat hunn, déi sech a béide Qualifikatiounen erëmfannen, keen ee vun hinnen hat de Besoin, fir d'Gesetz frësch opzuleeën, déi zwee Gesetzer vun 2008. Dat ass op alle Fall eppes, wat interessant ass.

Wat hunn ech hei nach ze soen? Wat interessant ass, am Haus Omega, do bleiwen d'Leit also, wéi gesot, net ganz laang. An interessant ass, en Dréttel vun deene kommen direkt vun doheem, zwee Dréttel kommen aus de Spideeler. Et kommen der ganz wéineg aus de CIPaen, wat och zwar e bëssen e Paradox ass.

Wou ech net d'accord sinn, dat fënnt een op der Säit 117 vum Rapport vun de Soins palliatifs, do geet erëm rieds, dass d'Offer virun d'Demande gestallt gëtt. D'DP reklaméiert scho jorelaang, dass d'Demande fonctioun, also d'Offer misst bestëmmen, net ëmgedrëit. Also, kommt, mir fänken net erëm un, soss ginn d'Halschent vun ons muer an d'Médecine palliative hei consultéieren! Souwäit si mer nach net.

A fir den Här Kartheiser ze berouegen: Ech gleewen och, dass hie souguer an den Himmel kënnt, well en huet jo fir d'Allgemeinwuel hei sech agesat. Iwwer déi palliativ, Extrahospitalier an Hospitalier, dee Link, dat besteet an all den Dingen, och an der Assurance dépendance an esou. De Muck Huss huet hei scho plädéiert op dëser Tribün, dass den Zäitfaktor misst an d'A gefaasst ginn, also déi normativ Vergläicher, déi virun ugeschwat gi si mam Ausland, déi ginn oft opgestallt vu Räissbrietspezialisten. Mir kennen dat an der Spidolslandschaft säit 30, 40 Joer.

Do ass ëmmer versicht ginn, ze bestëmmen, wéi vill Infirmité mussen nuets präsent an engem Service sinn an esou. Do misst een innerhalb vun de Spideeler och eng Mobilitéit aféieren. Dat wär nach méiglech. Do war ëmmer eng Debatt, an do hu se ëmmer gesot, an den akute Spideeler bräichte se méi Infirmité wéi an der Geriatrie. Et ass an der Realitéit ëmgedrëit, wann Der dat kuckt. Haut ass et op alle Fall ëmgedrëit.

Also nach eng Kéier, leschtlech, mer mussen Effort maache mat der Informatioun vum Patient, well weder dat eent nach dat anert ass hinne bekannt. An ech gleewen och, dat Wuert ass viru gefall... Ech wéill net soen, dass d'Palliativmedezinn komplementär zu der Euthanasiegesetzgebung ass oder ëmgedrëit; do huet een ëmmer seng Hemmungen, fir dat ze vergläichen.

Op alle Fall, dat gesot, hunn ech versicht, lech e puer Indikatiounen ze ginn. Et kéint ee stonnelaang dru schaffen an deene Saachen, mä hei geet et ëm de Mënsch an ëm e schéinen Doud, well mer wäerten all stierwen. Ech hoffen, dass de Steve Jobs recht huet an dass Silicon Valley eppes fënnt, dass mer, Här Fayot, bis 140 Joer liewen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Net nëmme Dir, awer net nëmme Dir!

#### (Brouhaha)

► **Une autre voix.** - Ech wéill net wëssen, wéi ech dann ausginn.

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Krieps. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fréier haten d'Mënschen Angscht virum Doud an Angscht virum Leiden an der Hell, ausser vläicht Einzelner. Haut hu mir Angscht virum Stierwen an Angscht virum Leiden op der Aerd. Fir d'Leiden um Enn vum Liewen ze erliichteren, ginn et natierlech eng Rei Moosnamen, déi een op eegene Wonsch an an aller Luciditéit ka virbereeden, éier et herno ze spéit ass.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech erënneren an eng Sendung gëschter um 100,7, wou den Här Grün vun Omega 90 ganz interessant lwwerleungen dozou gefouert huet. En huet och gesot, dass an enger Gesellschaft, an där d'Stierwen an den Doud aus dem Alldag verschwonne sinn a meeschters hannert de professionelle Mauere vun der Medezinn stattfannen, d'Ausenansetzung mam Enn vum Liewe schwéierfällt. An awer huet en och drop higewisen, dass et wichteg ass, dëst Enn virbereeden.

Wéi eng Méiglechkeeten et dobäi ginn a wéi eng Rechter dobäi gëllen, steet an deenen zwee Gesetzer, ëm déi et haut geet. Während d'Recht op Palliativmedezinn en universell Mënscherecht eigentlech ass, ass laut engem Uerteel vum Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff keen universell Recht op Stierhëllef garantéiert. Wann de Stat senge Biergerinnen a Bierger dëst Recht wéill zougestoen, da muss en also légiféieren. Am Joer 2009 huet Lëtzebuerg dat gemaach, dat wësst Der alleguer, a parallel zum Gesetz iwwer d'Palliativmedezinn och e Gesetz iwwer déi aktiv Stierhëllef geschafen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn e wéineg méi wäit zréck wéi d'Madamm Hemmen virun an hirer Interventioun, ech schwätzen net vum Joer 2012, mä vum Joer 2009. Net jiddweree vun eis war derbäi déi Zäit, mä jiddweree vun eis erënnert sech awer un déi schwierig Diskussiounen, déi deemools net ëmmer fair a mat haarde Bandagen hei an der Chamber gefouert gi sinn. Déi eng hu gekrasch an hunn d'Verdeedeger vum Gesetz als gewësselos Mäerder dohigestallt. Déi aner hu gejaut an hunn en Amalgame gemaach tëschent den Hexeverbrennungen aus dem Mëttelalter an der ethescher Astellung vu gleewege Leit, déi an der Euthanasie e Verstouss géint d'Recht op d'Liewe gesinn.

Gesellschaftspolitesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mir haut, géif ech emol mengen, e gutt Stéck méi wäit wéi deemools. Mir bréngen et endlech fäerdeg, net méi mat der Moralkeul openee lasszegoen, wann et drëms geet, an aller Serenitéit iwwer Euthanasie a Palliativmedezinn ze schwätzen.

Aus grénger Siicht an als Nofolgerin vum Coauteur vum Euthanasiegesetz zéien ech eng eenzeg a wichteg Konkusioun aus dem Rapport iwwer d'Gesetz vun der aktiver Stierhëllef: Et ass déi, dass d'Angscht virun Abusen an d'Angscht, dass dat neit Gesetz géif zum Euthanasieere vun helleflose Mënsche féieren, net berechtigt war!

Mat enger Moyenne vun ongeféier sechs Euthanasien am Joer an enger Zuel, déi konstant bleift, si mir wäit ewech vun der sougenannter Pente glissante, déi d'Géigner vum Gesetz deemools lautstaark propheet hunn. Och wann d'Zuel vun den Demandé mëttlerweil bei 1.948 Enregistrementen läit, mat maximal 699 Enregistrementen an engem Joer, dann ass dat proportional zu eiser Gesamtbevëlkerung nach ëmmer eng kleng Minoritéit, déi d'Euthanasie fir sech iwwerhaupt emol an Usproch wéill huelen. D'Grënn mussen mer analyséieren.

Als Gréng si mir jiddedfalls iwwerzeegt, dass de Rapport d'application, deen haut virläit, net nëmme déi opgewullte Gemidder vun deemools berouegt; mir sinn och iwwerzeegt, dass dëst Gesetz befreiend gewierkt huet, souwuel op d'Doktere wéi och op d'Patienten, well d'Regele streng a kloer sinn.

Natierlech heescht dat net, dass heemlech oder, besser gesot, onheemlech an illegal Forme vun Euthanasie oder vun Embränge mat deem Gesetz ausgeschloss kéinte ginn, fir engem Mënsch derzou ze verhëlfen, aus dem Liewen ze goen.

Allerdéngs gehéieren esou Fäll net zu dëser Diskussioun a sollen och net domat vermëscht ginn. Se gehéieren an de Beräich vum Suicide a vu senger Preventioun, wou vill a gutt Aarbecht





geleescht gëtt um Niveau vum Ministère a vu ganz aneren Akteuren, déi an deem Beräich ënnerwee sinn. Mir haten hei en Débat d'orientation iwwert dat Thema.

Wéi gesot, geet et haut ëm d'Applikatioun vum Euthanasiegesetz an iwwert d'Applikatioun vum Palliativgesetz. Ech si fir d'Éischt beim Euthanasiegesetz, an deem et net ëm de fräi gewielten Doud, deen et an all Gesellschaft gëtt, geet, an deem awer och net verhënnert ka ginn.

Wat d'Euthanasiegesetz ugeet, war et wichteg a richteg, e strengt Gesetz ze schafen, wat juristescht d'Strooss hält, keng Hannerdier opmécht a keen Euthanasietourismus zouléist. Allerdéngs wier et net vu Muttwëll, Madamm Minister, an engem Europa ouni Grenzen, an deem d'Recht op Soins transfrontaliers - dat ass eigentlech eng europäesch Direktiv - d'Regel ass, iwwer eng grenziwwerschreidend Unerkennung vun den Dispositions de fin de vie no-zedenken, ëmsou méi, well ëmmer méi Länner en Euthanasiegesetz hunn.

Fir an déi Richtung kënnen ze goen, huet d'Belux-Parlament de Regierung vum deenen dräi Länner iwwerengs de 14. Mäerz 2012 eng deementspreechend Recommendation zoukomme gelooss. Vläicht kënnt Dir, Madamm Minister, kuerz op d'Positioun vun der Regierung an där Fro agoen duerno, wat eben déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht um Niveau vum den Euthanasiegesetz ugeet. Mir menge jiddefalls, dass esou eng Zesummenaarbecht vill Froe wäert opwerfen, déi net vun haut op muer kënn beäntwert ginn. Et wär awer derwärt, driwwer ze schwätzen.

E Volet, deen awer direkt kann an och muss ugepaakt ginn, ass dee vun der Informatioun a vun der Informatiounspolitik. Wann e Mënsch schlecht oder guer net informéiert ass, da kann e keng fräi Entscheedung treffen. Dat zielt fir d'Gesetz fir d'Euthanasie, mä och fir dat iwwert d'Palliativmedezinn. Dobauss besteet, an dat steet och am Rapport, en Informatiounsdefizit bei de Leit, deen doduerch verstärkt ginn ass, dass mir et mat zwee verschidde Gesetzter ze dinn hunn, obscho se sech allen zwee op d'Stiewen an op den Émgang mat stieweskranke Mënsche bezéien.

Ouni op déi ideologesch Polemik zréckzekommen, dass et ëm een eenzeg Text soll goen an net ëm zwee Texter, well ech awer widerfueren. Et gëtt nämlech eng Verbindung tëschent deenen zwee Gesetzter, well d'Uwendung vu Soins palliatifs d'Uwendung vun der Euthanasie an enger spéiderer Etapp net ausschléist. Mir mengen eben dofir just, dass déi zwee Gesetzter complémentäre sinn. Dobäi kënnt déi gefaarten an ongeregelt Grozontëscht enger munchmol ganz intensiver Sédation terminale, déi zu der Palliativmedezinn gehéiert, an der aktiver Euthanasie.

Bei der aktiver Euthanasie féiert den Dokter wuel wëssend den Doud op de bewusste Wonsch vum Patient erbäi. Bei der Sédation terminale kann et eigentlech an der Theorie, mä och an der Praxis virkommen, dass den Dokter d'Dosis vu sedative Medikamenter esou an d'Luucht setzt, dass de Patient dru stierft, och wann en nach lieue kéint. Dee Moment gëtt den Doud vum Patient als trauregen Nieweneffekt vun der Sédation interpretéiert an net als Euthanasie, obscho et eng illegal Euthanasie ass.

Ech erënneren un de franséischen Dokter Bonnemaison, dee siwen eeler Mënschen op déi Manéier euthanaséiert huet. Et ware laang Diskussiounen a Frankräich, an de Fall war och um Geriicht.

Dat just, fir ze soen, dass déi bescht Gesetzter a gréisste Verbueder net all Verhalen ënner Kontroll kréien an dass och déi entwéckelt Medezinn scheidert, wann den Dokter d'Veutraue vu senger Patienter méissbraucht. Dat just, fir déi deontologesch Verantwortung vum Dokter vis-à-vis vum Patient ze ënnersträichen. An déi Verantwortung sollt a kenger Diskussioun ënnerschätzt ginn.

Här President, ech kommen zréck zum Rapport an zu deem, wat mir an der Praxis kënn verbessern. Dat Éischt ass - wéi gesot, den Här Krieps huet drop higewisen - och Omega 90. Et geet drëms, Kloeerheit an der Terminologie ze schafen. Inhaltlech kënnen nämlech nëmmen déi wéinegst ënnerscheeden tëschent Begrëffer wéi Disposition de fin de vie, Demande anticipée d'euthanasie, Direktive anticipée oder ganz einfach Patienteverfügung.

An deem Sënn gi mir dem President Henri Grün an der Madamm Luciane Pauly vun Omega 90 vollkommene recht, wa si an der Zäit-

schreift „Forum“ behaupten an hirem Artikel, dass déi eenzel Begrëffer zu Verwirrung féieren a queesch duerch all Berufsgruppen an Altersschicht verwiesselt ginn. Hei muss zugonschte vum Patient a vu senger Rechter wierklech besser communiquéert an erkläert ginn, ëmsou méi, well et sech bei der Gestaltung vum Enn vum Liewen, vun der leschter Phas net just ëm en Abenteuer handelt, wat d'Leit wëlle virbereeden, mä et ass de leschte Wonsch vun engem Mënsch, dee muss respektéiert ginn.

Net manner wichteg ass d'Formatioun vun de Medezinner a béide Beräicher. Wie bereet ass, dorun deelzehuelen... Dat mussen d'Doktere selwer decidéieren. Ech denken, Virschreft maachen, ass net ëmmer einfach an deem Beräich, well d'Doktere eng ganz Rei Obligatiounen ze erfëllen hunn an hir Praxis net vun haut op muer kënnen eidel stoe loosser. Mir kënn virschloen, dass d'Doktere an déi Diskussioun eragezu ginn. Wien dann awer iwwerhaapt bereet ass, eng Euthanasie auszuféieren, a wou dëst ka geschéien, ass en aner Kapitel, onofhängeg vun der Formatioun vun den Doktere.

Ech wëll awer och op d'Formatioun vum Fleggepersonal agoen. Och dat Personal brauch eng besonnesch Ausbildung, fir stieweskrank Leit an hir Famill jee no Besoin gutt ze encadréieren an ze ënnerstëtzen.

Ech kommen op d'Spezialformatioun, déi am Artikel 1 vum Gesetz vum 16. Mäerz 2009 ugekënnegt gi war an iwwer e Règlement grand-ducal sollt agefouert ginn a leider nach net do ass, wou mer natierlech gudder Hoffnung sinn, dass et net méi laang wäert daueren. Madamm Minister, Dir hutt et an Arer eegener Ried als Deputéiert virun e puer Joer hei och schon ugekënnegt a gehofft.

Eng weider Viraussetzung, fir eng gutt Prise en charge ze garantéieren, ass niert der Formatioun vum gesamte Personal och de Personalschlüssel, dee muss adequat sinn. Et geet drëms, déi individuell Bedürfnesser vun de Patienten ze respektéieren an net an engem stereotypen Takt ze fonctionnéieren. Nëmme dann ass d'Qualitéit vun der Versuergung garantéiert.

Mir hunn e bëssen den Androck, dass et am Rapport méi ëm Zuele geet oder ëm d'Interpretatioun vun Zuelen a manner ëm d'Analys vun der Qualitéit. Duerfir si mer der Meenung, dass d'Qualitéit an den nächste Jore méi op de Leescht geholl soll ginn, wéi an der Vergaangenheet. Eng ganz Rei Facteure missten nämlech analyséiert ginn, déi an enger zweeter Phas natierlech dann och kéinte verbessert ginn.

Fir dësen Défi unzegoen, féiert eiser Meenung no kee Wee laanscht d'Expertise vun engem méi externen an onofhängege Gremium. Och hei kann ech nach eng Kéier betounen, dass et och d'Iddi vun der fréierer Deputéiert Madamm Lydie Mutsch war, déi déi Iddi hei och prononcéiert huet.

Et ass nämlech net gesond, wann, wéi am Fall vun der Palliativmedezinn, souwuel d'Ausaarbechtung vun engem Gesetz wéi och d'Ausféierung vun engem Gesetz an dann duerno och nach d'Evaluatioun vun deemselwechte Gesetz an den Hänn vun engem an deemselwechte Ministère leien.

An deem Sënn wëllt ech lech froen, Madamm Minister, ob et net méi sënnavoll wier, grad wéi beim Euthanasiegesetz, eng onofhängeg Kommissioun ze schafen, déi eben zoustänneg wäert sinn, fir d'Evaluatioun a bestëmmten Zäitofstänn virzehuelen. Dëst ënner anerem um Niveau vum de Soins palliatifs fir Persoune mat spezifesche Bedürfnisser, wou net ganz vill ze fannen ass, oder och fir dement Leit, wou zum Beispill iwwert d'Promotioun vun alternativen an natierleche Methode kéint nageduecht ginn. Ech denken an Aromatherapie oder un aner Zorte vun Therapien natierlecher Aart, déi scho ganz vill an de Fleggehaiser gebraucht ginn, mä an de Spideeler nach net matfinanziert ginn.

Eng extern Evaluatioun wier och ubruecht um Niveau vun der ganz variabler Openthaltsdauer jee no Institutioun, déi net nëmmen interpretéiert d'äerf ginn, mä och analyséiert muss ginn, fir dem Wonsch vun de Patienter kënn méi Rechnung ze droen. Mir wëssen natierlech, dass auslännesch Etüden zum Schluss kommen, dass nëmmen déi wéinegst Mënschen an engem Spidol oder an enger anerer Institutioun wëlle stierwen, mä prioritär doheem bei hirer Famill. Dat sinn ongeféier 70%. Fir deen Taux ze errechen, mussen natierlech d'Réseauen déi néideg Mëttele zur Verfügung gestallt kréien an och déi néideg Formatioun.

Eng weider Analys drängt sech eiser Meenung no op um Niveau vun de laangwierige Prozeduren, déi respektéiert mussen ginn, fir iwwerhaapt emol an de Genoss vun de Soins palliatifs ze kommen, ugefaange bei de Carnets de soins. Och an der leschter Diskussioun virun e-

puer Joer sinn déi schon hei erwänt ginn. Déi Carnets de soins ginn opgrond vun hirer Schwéierfällgheet net emol ëmmer ausgefëllt. Op där anerer Säit mussen mer och eng adequat Nomenclature schafen, wat d'Soins palliatifs ubelaangt.

An zu gudder Lescht geet et och ëm d'Verbesse- rung vun der Zesummenaarbecht vun de Réseaux d'aides et de soins mat den Institutiounen a mat de Ministère, wou ech e gewësse Parallellismus zu der Reform vun der Assurance dépendance wëll hierstellen. Do wäerte sech d'Éisicht Froe stellen.

D'Konklusioun, déi mer wëllen zéien, ass déi, dass am Beräich vun der Palliativmedezinn nach eng Rei Schwaachpunkter bestinn, déi am Interessi vum Patient a senger Famill mussen behuewe ginn. Begrëssenswäert - an dat wëll ech awer och betounen - ass, dass d'Entwécklung am Beräich vun de Soins palliatifs fir Kanner... dass et do besser geet. Do ass am Kader vum Plan National Cancer eng Struktur virgesinn, fir endlech esou wäit ze kommen, dass kriebeskrank Kanner net méi mussen an d'Ausland transféréiert ginn. Dat ass eng ganz belaaschtend Situatioun. An et ass och net mënschewierdeg, wa kleng Kanner vun hirer Famill isoléiert ginn, fir dann zu Bréissel versuergt ze ginn. Berufstättig Elteren hu kaum d'Méiglechkeet, Méint a Méint bei hire Kanner ze verbréngen. An deem Sënn begrëisse mir déi Moosnam ausdrécklech.

Well meng Riedezäit ofleeft, Här President, denken ech emol, beschränken ech mech ofschléissend nach just op e puer méi allgemeng Remarquen, ugefaange bei den Dépenses, déi am Beräich vun der Palliativmedezinn vu 4,9 Milliounen am Joer 2010 op ganzer 14 Milliounen Euro am Joer 2014 geklomme sinn. Dat ass an eisen Ae keng negativ Entwécklung, well et méi deier ginn ass. Et ass eng positiv Entwécklung an de beschte Bewäis, dass d'Palliativmedezinn an eisem Land u Bedeitung gewënnt; net well d'Zuel vun de Patienter sech innerhalb vu véier Joer bal verdräifacht hätt, dat menge mer net, mä éischter, well d'Palliativmedezinn eescht geholl gëtt.

Mir si jiddefalls der Meenung, léif Kolleeginnen a Kollegen, dass d'Soins palliatifs net als ënnergeuerdnete Spezialdëngscht vum Gesondheessektor d'äerf behandelt ginn, mä dass d'Begleedung vu stieweskranke Mënschen eng zentral Plaz am Gesondheessektor verdéngt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dernieft si mir frou, dass vill engagéiert Bénévolles - ech hu se e puermol genannt, d'Vertrieder vun Omega 90 alle virop - op dësem Terrain aktiv sinn a versichen, d'Stiewen nees zu engem Thema ze maachen, zu engem Thema, wat eis all betrëfft, well et zu eisem Liewe gehéiert a keen Tabu zouléist.

► **Mme Simone Beïssel, Présidente de séance.** - Madamm Lorsché...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et d'äerf keen Tabu zouloossen - ech sinn direkt fäerdeg -, weder an der Palliativmedezinn nach an der Euthanasie.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beïssel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Lorsché. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm President, Dir Dammen an Dir Hären, och mir soe Merci fir déi Rapporten, déi mer kritt hunn an déi d'Madamm Hemmen eis haut presentéiert huet, fir e ganz delikaten, e ganz schwie- rigen Dossier ze diskutéieren. Mir haten als ADR, an dat huet sech net geännert, eng konstant Iwwerzeugung an dësem Dossier. An déi konstant Iwwerzeugung ass, dass mer d'Palliativmedezinn ënnerstëtzen, der Euthanasie géintiwier awer kritesch dostinn a se ofleenen.

Et ass vun engem Virriedner gesot ginn, dass een net an engem Brëif soll schreiwen „getötet“. Et froe mech, wat et dann anescht ass, wann ee Mënsch an aneren doutmécht. Ech mengen, mir mussen einfach probéieren, an dëser Diskussioun an aller Serenitéit an an allem Respekt, deen déi eenzel Situatiounen verdéngen, awer weinstens déi Wieder ze gebrauchen, déi d'Realitéit richteg beschreiwen.

D'ADR hat virun der Euthanasie gewarnt, well mir eis och bewusst sinn, dass et eng Pente descendante ass. A mir gesinn dat jo och am Ausland. Éischters, déi Zuel vun Euthanasien, déi klëmmt an der Belsch an an Holland, wou och an Holland kloer ass, dass net jiddwereen, deen do eng Euthanasie kritt, onbedéngt domadder d'accord gewiescht wär. Wien d'Literatur kennt, dee weess dat. An der Belsch hate mer Situatiounen vu Leit, déi chronesch depres-

siv sinn, déi op eemol eng Euthanasie gefrot hunn, ouni dass se an engem Stade finalen vun hirem Liewe gewiescht wäeren. Mir haten de Fall vun engem Prisonéierten. Dee wollt eng Euthanasie aus deem Grond, wou d'Gerichter dann och op eemol vun enger Souffrance schwätzen.

An et ass kloer, dass mer op enger Pente descendante sinn, wa mer bis ufänken, deen Tabu ze brieche, dass dat mënschlecht Liewen eng helleg Kategorie ass, net onbedéngt an engem reliéise Sënn, wéi dat hei ëmmer probéiert gëtt duerstellen, mä als eppes, wat onendlech wäertvoll ass an och vun eis soll geéiert ginn. An an deem Sënn mussen mer et och behandelen.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg wuel keen Dammbroch gehat. Déi Tatsaach, dass „nëmmen“ - nëmmen, an Anführungsstrécher - relativ wéineg Leit sech fir eng Euthanasie decidéiert hunn, dat weist, dass dee Modell net deen Uklang fonnt huet, deen hei awer mat grousem politeschem Engagement viru Jore gefuerdert gouf.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Et ass e Modell, dee wéineg Leit iwwerzeegt par rapport zu ganz ville Leit, déi sech fir d'Palliativmedezinn um Enn vun hirem Liewen decidéieren. Mä d'Tentatioun vun der Politik, fir ëmmer méi wäit ze goen a moralesch Grenzen erauszdrécken, déi besteet.

Mir haten och hei zu Lëtzebuerg Tentativen, fir eng Euthanasie fir behënnert Kanner anzuféieren. Mir hunn och elo vun deene Gréngen héieren, dass mer iwwert de Wee vu supranationalen Instanzen an Europa oder esou solle probéieren, national Gesetzgebungen ze ëmgoen iwwer europäesch Instrumenter, fir Euthanasieeregulungen unzëerkennen. Et kann net de Wee sinn an esou enger delikater Fro, national Parlamentar wëllen ze ëmgoen duerch europäesch Regeln oder europäesch Gerichte- uerteeler oder eng Assimilatioun vun der Euthanasie mat enger Déingschtleeschung am Sënn vun deenen Direktiven!

Et ass fir eis op jidde Fall ganz kloer, dass de Wäert vum Liewe muss iwwerall confirméiert ginn. An et ass bedauerlech, dass zum Beispill an deem Text fir déi nei Verfassung, déi elo diskutéiert gëtt, net ausdrécklech d'Recht op Liewe confirméiert gëtt, wéi et och an anere Constitutiounen de Fall ass, an enger ganzer Rei vun internationale Mënschrechtsinstrumenter och, als dat éischt a wichtigst Recht, wat e Mënsch huet: d'Recht op Liewen. An där Verfassung, déi awer am Abléck hei diskutéiert gëtt als zukünftige lëtzebuergesch Verfassung, feelt dat elementaer an dat wichtigst Mënscherecht.

Et ass un eis, fir iwwerall als Politiker derfir ze suergen, dass kee Mënsch an eiser Gesellschaft, net déi eeler Leit an net déi krank Leit, sech ausgeschloss fillen, well se net méi leeschtungs- fäeg sinn am Sënn vun enger kompetitiver Gesellschaft. Dat géllt iwwerall, dat géllt am Urbanismus, dat géllt am öffentlechen Transport. Mä de Mënsch, dee soll sech iwwerall unerkannt a respektéiert fillen, well e Mënsch, dee weess, dass kee mengt, e wier iwwerflësseg, deen denkt net esou séier un den Doud. En huet net esou séier deen Désespoir, fir eventuell dann iwwer eng Euthanasie nozedenken.

Mir als ADR ënnerstëtzen op jidde Fall voll de Wee vun der Palliativmedezinn. Fir eis ass déi Medezinn, gradesou wéi den Ausbau vun der Flegg oder vun der Geriatrie, eng absolutt politesch Prioritéit. Mir wëllen all déi Konklusiounen, déi drop eraslafen, fir der Palliativmedezinn déi Mëttele ze ginn, déi se brauch, voll ënnerstëtzen, well mer denken, dass de Mënsch soll a kann un der Hand vun engem Mënsch stierwen an net duerch d'Hand vun engem anere Mënsch.

D'Palliativmedezinn ass och déi Form vu Medezinn, wou d'Medezinn hiren héije Stelleväert, dee Respekt erhält, dee se verdéngt als Konscht, déi fir de Mënsch do ass. Den Dokter ass nun eemol net deen, deen en anere Mënsch soll doutmaachen.

Et ass och schued, dass den hippokrateschen Eed - en ass a senger Formulatioun vläicht vereelt, awer ni a senger Bedeitung - net méi gefrot gëtt vun den Doktere, dass en aus Deontologie-Kodexen erausgestrach gëtt. Et kann een esou maachen, wéi wann deen net méi aktuell wier, mä dat verkennt d'Stärkt vun deem Gedanken an de Wäert vun där philosophescher Iddi vun deem hippokrateschen Eed, deen iwwert der Zäit steet.

En ass am Gewësse vun eiser Gesellschaft an an eiser Kultur agegruewen. An och, wann een esou mécht, wéi wann en net méi do wär oder net méi esou wichteg wär, da geet et wéi mat der Fräiheet an der Diktatur. D'Fräiheet an enger Diktatur ass net méi do, mä d'Stärkt vun dem Gedanken, de Wonsch no der Fräi-



heet ass dee Stärkste Gedanken, deen d'Leit hunn.

Esou ass et och mat der Medezinn. De Schutz vum Liewe bleift de Sënn vun der Medezinn, och wann den hippokrateschen Eed a verschidene Kodexen haut net méi gefrot gëtt.

Fir eis ass et ganz kloer an och an deem Sënn, dass en Dokter oder e Member vun engem medezinnesche Personal nimools ka gezwonge ginn, nimools kann iergendwéi ënner Drock gesat ginn, fir bei engem Akt ze hëllefen, deen den Doud vun engem Mënsch zur Folleg huet, ob dat en eelere Mënsch ass, e kranke Mënsch oder en ongebuere Mënsch.

De Rapport iwwert d'Euthanasie ass fir eis net akzeptabel, well wéi soll och eng Kommissioun d'Euthanasie kontrolléieren, déi selwer Leit zielt, déi Euthanasie praktizéiert hunn oder se effentlech verdeedegt hunn. Do ass e Problem vu Kredibilitéit, vun Distanz, vun Onofhängegkeet. Et muss, wann esou eng Kontrollkommissioun soll instauréiert ginn, gekuckt ginn, dass se esou zesammegesat ass, dass se och wann néideg eng kritesch Distanz kann zu deem Objekt huelen, dee se soll iwwerpräieren.

Et gëtt gefrot, fir eng Multimediacampagne fir d'Euthanasie ze maachen. Eis Antwert dorop ass: Loosse mer eng Multimediacampagne maache fir de Schutz vum Liewen! Dat ass dat, wat wierklech wichteg ass.

Et gëtt verlaangt, dass eng Formatioun iwwert d'Euthanasie sollt op den Universitëten age-riicht ginn; eng Formatioun an eng Formation continue. Ass dat net e bësse vill, fir eng Sprëtze ze maache mat zwee Medikamenter? Ass et awer net esou, dass dat wierklech Komplizéiert, dass medezinnesch Wäertvollt, dat, wou Uspréch gestallt sinn an héijen Niveau verlaangt ass, d'Palliativmedezinn ass? Loosse mer net probéieren, zwou Saachen op een Niveau ze setzen, déi an der Konscht vun der Medezinn e ganz aneren Niveau hunn!

De Palliativmedezinner ass en héich spezialiséierten Dokter, dee mat ganz ville verschidene Problematike konfrontéiert ass an ëmmer muss déi richteg Antwert fannen. Een, deen eng Euthanasie wëllt maachen, dee brauch u sech nëmme kënnen eng Sprëtze ze setze mat zwee verschidene Medikamenter. Dat sinn zwou verschidde Saachen.

D'Kommissioun huet och keng Verstëss géint d'Prozedur fonnt. Dat hätt eis och gewonnen. Et ass ëmmer eng Acceptation simple. Alles anescht wär e Wonner gewiescht, well et ass eng Kontroll ex post, post mortem opgrond vun deene Rapporten, déi déi Dokter geschrivven hunn, déi d'Euthanasie praktizéiert hunn am Prinzip. Natierlech ass do keng Iwwerraschung, dass alles an der Rei wär. A mir fannen, eng Kommissioun, déi mat esou Regeln a mat där Kompositioun fonctionnéiert, déi fënn och an deenen nächsten honnert Joer ni e Problem mat der Applikatioun vun der Euthanasie.

Iwwregens wollt ech och hei signaléieren, ech hu mech vläicht geiert, mä dass an den Tabellen eng ënnerschiddlech Zuel vun Doudege rensignéiert gëtt. Am Tableau 2 gëtt vu véier Fäll fir d'Joer 2011 geschwat, am Tableau 9 vu fënnf. Dass ass en Ennerscheid. Ech mengen, an esou engem wichtige Sujet wéi deem heiten ass et vläicht awer eng Keier derwärt, nozefroen.

Dann ass natierlech och gefuerdert, an dat ass eppes, wat u sech och eng schockant Saach ass, dass d'Euthanasie, dat heescht d'Doutmaache vun engem Mënsch duerch en anere Mënsch, als natierlech Doudesursaach soll deklaréiert ginn. Dat kann et net sinn! Et kann nimools sinn, ënner kengen Ëmstänn, dass e Mënsch, deen en anere Mënsch doutmécht, dass dat als natierlechen Doud ugekuckt gëtt!

Et ka Situatiounen ginn, wou dat justifiéiert ass. Et ka Situatiounen ginn, wou et wéinstens ze verstoen ass, mä et ass ni en natierlechen Doud. An ech mengen, deen Ennerscheid, dee muss onbedéngt erhalte bleiwen, well eng ganz moralesch Iwwerleung do derhannert steet. Ass et normal, natierlech an deem Sënn, dass een duerch d'Hand vun engem anere Mënsch stierft? Dat kann et nimools sinn.

Fir eis ass also kloer, dass eng ganz Rei Reformen néideg sinn. An eng vun deene Reformen, déi mir eis wënschen, ass, dass déi Méiglechkeet vun engem Avis préalable agefouert gëtt; wat déi Kommissioun hei net wëllt, d'Euthanasiekommissioun, dass e Mënsch deen Troustbrauch, deen an Nout ass, dee säin Doud gesäit kommen, dee Péng huet, dass en awer vläicht wëllt nofroen, wéi et och am Rapport gesot ginn ass, dass dat virkum ass a wat em refuséiert ginn ass, fir en aneren Avis ze hunn. D'Kommissioun seet just: „Et ass eng psychologisch schwierig Situatioun.“ Dat steet dran. Mä wann dat eng psychologisch schwierig Situatioun ass, dann ass et jo ëmsou méi wichteg, dass e Mënsch, dee mat deenen Ängscht

konfrontéiert ass, déi en dann huet, do och eppes anescht héiert wéi just d'Méiglechkeet vum Doud.

Ee leschte Gedanken, Här President, well ech gesinn, ech sinn erëm um Enn vu menger Zäit ukomm. Et gëtt och gesot, dass en Dokter soll sengem Patient soen, dass e géint d'Euthanasie ass. Ech fannen, et ass méi wichteg, wann e Patient eng Krankheet huet, déi potenziell déidlech ass, dass den Dokter em seet, dass e fir d'Euthanasie ass, well de Patient wëllt dat vläicht net. E gëtt vläicht beaflosst an eng Richtung, déi e guer net wëllt. An déi méi grouss Gefor fir de Patient geet ganz sécher vun deem Dokter aus, dee fir d'Euthanasie ass, wéi vun deem Dokter, dee géint d'Euthanasie ass. Do ass eng Verdréierung vun de Prioritéiten.

#### (Interruption)

An déi, déi sech fir d'Liewen setzen, fir de Schutz vum Liewen, fir d'Mënschlechkeet an der Medezinn a fir d'Onverännerlechkeet vum Prinzip, dass d'Medezinn do ass, fir ze hëllefen, an net, fir doutzemaachen, déi kënnen eigentlech just dee Wee goen, deen d'ADR proposéiert: Jo zur Palliativmedezinn an Neen zur Euthanasie.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Et waren der awer zwee, déi derfir gestëmmt haten!

► **Une voix.** - Bei eis war et net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Kartheiser, Dir hutt gesinn, ech war zimlech flexibel mat der Auer. Dir wäert mir dann och verzeien, wann ech drop insistéieren, dass déi Leit aus där Commission de surveillance aus menger Erfahrung - une fois n'est pas coutume, dass ech e kleng Bäitrag maachen - eng ganz seriö Aarbecht maachen an hiert Bescht ginn an deem schwéieren Dossier. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An ech géif elo dann d'Wuert direkt un den Här Serge Urbany weiderginn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wéi d'Gesetzter zur Palliativmedezinn an zur Stierfhëllef 2008 hei an der Chamber no hefteger Diskussioun - ech mengen, dem Här Kartheiser seng Interventioun ass nach relativ moderat am Verglach dozou - votéiert goufen, waren déi Lénk net an der Chamber, mä mir hunn och schonn deemools Positioun bezunn a gesot, dass d'Dignitéit an d'Selbstbestimmungsrecht vum Mënsch um Enn vu sengem Liewen am Mëttelpunkt vun alle Considératiounen musse stoen. A mir mengen och, dass dat effektiv och en Deel vu Recht op Liewen ass.

Mir hunn och ëmmer insistéiert, dass déi absolutt Oppositioun tëschent Palliativfleeg a Stierfhëllef falsch ass, mä dass et zwee Beräicher sinn, bei deenen d'Grenzen an der Realitéit net däitlech ze zéie sinn an dacks aneneen iwwerginn. Dofir begreisse mer, dass mer haut fir d'Éischt eng gemeinsam Diskussioun hunn iwwer Palliativfleeg a Stierfhëllef opgrond vun zwee Rapporten. Déi zwee Rapporten ënnerscheede sech awer doduerch, dass et verschidene Instanzen sinn, déi se verfaasst hunn. Ass de Rapport iwwert d'Stierfhëllef-Gesetz vun enger onofhängeger Kommissioun redigéiert ginn, esou ass de Rapport iwwert d'Palliativmedezinn vun Santés- a Familjeministère geschriwwen ginn.

Hei wëlle mer d'Iwwerleung opgräifen, déi schonn a vieregten Debatten an och elo gemaach ginn ass, ob et net méi nützlich wier, wann d'Evaluatioun vun der Palliativmedezinn an déi entsprechend Recommandatiounen géife vun enger onofhängeger - an zwar vun enger! - Instanz gemaach ginn, well Dir mussen schonn zouginn, dass et e bësse cocasse ass, wann de Santésministère der Chamber Recommandatiounen fir de Santésministère zoukomme léisst.

Wann een d'Recommandatiounen an d'Debatten aus deene leschte Jore suivéiert, da stellt ee fest, dass villes vun deem, wat haut ze soen ass, och schonn an den Debatten 2011 iwwert d'Stierfhëllef an 2012 iwwert d'Palliativmedezinn gesot ginn ass; ugefaange bei der Informatioun a Sensibiliséierung vun de Bierger iwwert deenen existenzielle Sujet.

Mir denken, dass et noutwendeg ass, dass mir méi wéi sechs Joer nom Akraafttriede vum Gesetz wierklech eng breet Informatiounscampagne maachen iwwert déi Méiglechkeete vu Fleeg an och vu Selbstbestimmung, déi e Mënsch um Enn vu sengem Liewen huet. Eng Sensibiliséierung, déi sech awer och cibléiert un Dokteren a Fleegepersonal riicht.

Zweetens ass d'Fro vun der Formatioun vun den Dokteren a vum Fleegepersonal nach ëmmer net zefriddestellend gekläert. D'Gesetz vun 2009 gesäit e Règlement grand-ducal vir, deen

déi spezifesch medezinnesch Ausbildung am Palliativberäich organiséiere soll. An nach ëmmer waarde mer op dese Règlement grand-ducal. An dobäi ware se sech an der Debatt 2012 alleguerten eens, dass mer dat dréngend bräichten!

Äänlech gëllt och fir d'Formation continue, wou nach däitlech Efforte misste gemaach ginn, souwuel an der Palliativmedezinn wéi bei der Stierfhëllef. A mer ënnerstëtzen ausdrécklech all Beméiungen vun der Regierung, an deem kruziale Beräich vun der medezinnescher Ausbildung aktiv ze ginn, sief dat am Beräich vun der Uni Lëtzebuerg oder an der Medical School oder am LTPS.

Drëtens menge mer, dass en Zesummespill tëschent deene verschidene Akteuren, souwuel am Spidolswiese wéi och an der Betreuung doheem oder am Alters- oder Fleegeheim, soll verbessert ginn. An duerfir ass och d'Fuerderung, déi och schonn 2012 hei gestallt ginn ass, nach ëmmer aktuell, dass een duerfir en nationale Kader bräicht, deen d'Aktivitéiten an d'Aufgabe vun deenen eenzelne Prestatairé méi genee openee géif ofstëmmen.

Dëst ass och wichteg, wann ee sech virun Aen hält, dass d'Grenzen tëschent enger palliativer Betreuung an der Stierfhëllef an der Realitéit kënnen aneneen iwwergoen. Mir denken och, dass ee verschidene administrativ Prozeduren am palliative Beräich vereinfache kann, am Intérêt souwuel vun de Bierger wéi vum medezinnesche Personal. Wann de Carnet de soins, e säitelaangt Dokument, oft net ausféierlech ausgefüllt gëtt, well en net der Realitéit entsprécht, da muss een Iwwerleunge féieren, wéi een dat optimiséiere kann. Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob déi Bestimmung vu 35 Deeg renouvelable palliativ Betreuung nach sënnvoll ass, wa souwuel d'Verlängerung ëmmer accordéiert gëtt wéi och an der Realitéit d'Palliativfleeg dacks onni préalablen Accord stattfënn.

Här President, vill vun deene Froen, déi an der Debatt 2012 opgeworf goufen, bleiwen och haut nach just onbefriddend beäntwert. Esou differéieren zum Beispill och d'Deeg, déi e Mënsch an der palliativer Fleeg ass, enorm vu Spidol zu Spidol. An eis Fro wier, wat dat fir deen eenzelne Mënsch bedeit, deen op Fleeg ugewisen ass. D'Presidentin vun der Santéskommissioun hat schonn 2012 dorobher higewisen, a mir wiere frou, wa mer do och detailléiert Explikatiounen géife vun der Madamm Gesondheitsministesch kréien.

Froe bleiwen awer och bestoen, wat deen adequate Personalschlüssel vun der Betreuung ueget, an och d'Fro vun den Aarbechtskonditiounen vum Fleegepersonal misst op jidde Fall an enger nächster Etapp nach méi detailléiert analyséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wurd vum mënschleche Liewe muss ëmmer am Zentrum vum politeschen Handele stoen. An zum Liewe gehéiert och d'Stierwen an Dignitéit. Et ass d'Aufgab vun der Gesellschaft, also vun eis alleguerten, dëst beschtméiglech ze encadréieren. Dëst ass besonnesch wichteg, well eis Gesellschaft ëmmer méi al gëtt an d'Komplexitéit vun de Situatiounen vu Mënschen, déi um Enn vun hirem Liewe sinn, och ëmmer méi grouss gëtt.

2008 huet dës Chamber e wichtige Schrëtt ënnerholl, fir d'Period vum Enn vum Liewen den individuelle Bedierfnisser vun de Mënschen unzepassen oder zumindest d'Leiden, wat dat Onwürdegst ass vun allem, anzuschränken. Haut kënnen mer dës Diskussioun manner emotional a manner angschtgeluede féiere wéi 2008. An dat ass och gutt esou! A mer mussen och widerhin, menge mir vun déi Lénk, all Efforte maachen, fir de Kader, dee mer geschaffen hunn, nach méi ze adaptéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Mergen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt gëtt ons d'Geleeënheet, allgemeng iwwert d'Stierfbegleedung hei bei ons nozedenken. Si huet mir zwar d'Geleeënheet ginn, d'Debatte vun 2008 nach eemol nozeliesen. Et sinn eng Rei Deputéiert hei, déi sech kënnen an déi Deeg am Februar an am Dezember viru siwe Joer erënneren. Ech sinn awer haut net hei, fir al Rechnungen ze begläichen. Mir sinn, mengen ech, haut ugetrueden, fir mat deem néidege Recul, mat deem néidege Respekt a Responsabilitéit iwwert déi heite Situatioun vun der Begleedung vum Liewenssinn an onsem Land méi objektiv ze diskutéieren, wéi dat viru siwe Joer de Fall war.

Mir mussen ons awer ganz besonnesch haut froen, ob d'Situatioun, esou wéi se ass, alle Mënschen an onsem Land ka gerecht ginn. Fir d'Éischt zum Rapport selwer: Mir ginn am éischten Deel informéiert iwwert d'Zuel vun de

Fäll vun Euthanasie. Mir kënnen un de Statistiken erkennen, dass d'Zuel vun den Euthanasie plus ou moins konstant bleift. Statistike si bei ons schwierig: Ee bis zwee Fäll méi oder manner, dat gi ganz vill Prozenter. Dofir géif ech mengen: Fir mech bleift déi Zuel konstant.

Datt d'Frae méi oft de Wonsch zu aktiver Stierfhëllef ausdrécke wéi Männer, dass iwwert d'Joeren ewech méi Leit am Spidol stierwe wéi doheem, alles dat ass gesot. Déi heefegst Krankheet ass bái Wäitem de Kriibs, mat just e puer Fäll vun neurodegenerative Krankheeten.

An alle Fäll huet d'Kommissioun kee Problem mat den Deklaratiounen vun den Dokteren. A kengem Fall ass den zweete Volet opgemaach ginn oder si Prezisiounen gefrot ginn. Kee Fall ass un de Collège médical oder de Parquet weidergeleet ginn.

Dese Rapport ass also grad wéi seng Virgänger alles an allem rassurant, an ech géif dofir dës Keier och net méi vun „slippery slope“ schwätzen. Laut der Kommissioun war deemno de Patient an alle Fäll an engem Zoustand vun dauerndem, onerträglichem Leiden onni Hoffnung op Besserung.

D'CSV-Fraktioun ass iwwerzeegt, dass dës Kommissioun no beschtem Wëssen a Gewëssen a getrei där Aufgab, déi d'Gesetz hir gëtt, gehandelt huet. Mir stellen d'Décisiounen, déi si geholl huet, am Kontext net a Fro.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Wat mech frappéiert, ass, dass weder an der Effentlechkeet nach an Dokteschkreesser, och net ënner véier Aen, d'Euthanasie en Thema ass. No deenen hëtzege Debatten, déi deemools ons ganz Bevëlkerung beweegt hunn, ass et terribel roueg ginn ëm de Sujet. An dat ass och gutt esou! Dës Intimitéit ass noutwendeg fir d'Wurd vun de betrouene Kranken an hire Familjen. An et ass och néideg, dass esou jiddweree jenseits vu baussenzege Influenzen an aller Serenitéit kann iwwer seng eegen Décisioun nodenken.

Vergiesse mer net, dass mat deem Gesetz d'Selbstbestimmung vum Mënsch, déi ultimativ Autonomie, als Paradigma iwwert d'Erhale vum Liewe gesat gëtt. Datselwecht kënn en awer och an äänlecher Form iwwert d'Palliativmedezinn soen, déi engem et jo och erlaabt, duerch säin Testament de fin de vie ze bestëmmen, dass een eben ënner verschidene Konditiounen net wëllt um Liewen erhale gi mat alle verfügbare Moyenen, dass een also eng Liewensverkieerzung zum Präis vun engem leidensfräien a würdegen Doud a Kaf hält.

Fir méi op déi Problematik anzegoen an domat op méiglech Verbesserungen an onser Aart a Weis, wéi mer den Doud hei deklinéieren, géif ech d'Recommandatiounen vun der Kommissioun selwer zu Hëllef huelen. Si ass der Meenung, dass eng korrekt a gläichberechtigt Praxis vun der Euthanasie eng besser Informatioun vun de Leit an onsem Land verlaangt. Ech sinn net fir eng grouss Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne. Ech fannen, dass dat Thema einfach net an eng Multimediacampagne passt.

D'Kommissioun proposéiert och eng médicoethesch Consultatioun duerch en Dokter, deen de Patient, deen iwwer sech a säi Liewenssinn nodenkt, kann informéieren a begleeden. De Patient soll en connaissance de cause seng Disposition de fin de vie deponéieren. Datselwecht gëllt awer onser Meenung no och fir eng Informatioun iwwert d'Directive anticipée, déi mer am Palliativgesetz an am Patienterechtsgesetz vun 2014 virgesinn hunn.

Här President, ganz allgemeng ass d'Konfusioun grouss tëschent der Directive anticipée an der Disposition de fin de vie. An dat versteeet een onni Weideres. Ech hat souguer e Fall a menger Famill, déi wollten dat eent schreiwen an dat anert ugefrot hunn. Déi zwou Bezeechnungen si reng an den Terme quasi net ausenannerzehen. Wann ee se niewentenaner huet, da geet et nach, mä wann een nëmme eng héiert, dann ass et onméiglech.

Wat nach derbäi kënn, ass, dass op där enger Säit d'Disposition de fin de vie enregistriert muss ginn, net awer d'Directive anticipée. Am Gesetz iwwert d'Patienterechter vun 2014 ass d'Personne de confiance am Zesammenhang mat dem Palliativgesetz opgefouert, net awer d'Personne de confiance am Zesammenhang mam Euthanasiegesetz.

Mir hunn 2008 festgestallt, dass notament d'Wëssen iwwert d'Palliativgesetz an d'Méiglechkeete vun der Palliativmedezinn an den Ëmfroe wéineg ausgeprägt war. Et géif mech immens wonneren, wann dat haut anescht



wier. Dofir kënnen mir ons de Fuerderunge vun enger médico-ethescher Consultatioun uschlëssen, déi awer net nëmme sollt iwwert d'Dispositiounen vum dem Euthanasiegesetz informéieren, mä och iwwert d'Méiglechkeete vun der Palliativmedezinn beroden.

Selbstbestimmung, Dir Dammen an Dir Hären, huet eng ganz kloer sozial Dimension. Net jiddwereen huet d'Chance, a senger Famill, sengem Frëndeskrees oder senger Equipe soignante iwwert deen Entourage ze verfügen, dee wierklech amstand ass, déi wichteg Informatioun ze vermëttelen. D'Fuerderung no enger Méiglechkeet, sech wéi an der Belsch vun engem Medezinner iwwer all technesch, juristeschen an ethesche Implikatiounen vu senger Décisioun ze informéieren, schéngt der CSV-Fraktioun eminent wesentlech.

Am Curriculum vum drëtte Cycle fir d'Generalisten op der Uni.lu ass eng Formatioun iwwer all Aspekter vun der Prise en charge vum Patient um Liewensinn virgesinn. Dat sollt och fir d'Fleegpersonal an och fir aner Dokterer eng Obligatioun sinn. Verschiddene vun lech ass sécher opgefällt, datt ech elo e puer Parallelismen erausgestrach hunn. Déi erënnere mech drun, an ech wëll lech dat net virenthalen, datt et d'CSV war, déi deemools - zwar am zweeten Ulaaf, also während den Aarbechten tëschent Februar an Dezember - proposéiert hat, een eenzegt Gesetz iwwert d'Begleedung um Liewensinn ze maachen a keng zwee. Dat war deemools vun den Auteurs vun der Proposition de loi ofgeleent ginn.

Ech zitieren an deem Zesammenhang de President vun der Euthanasiekommissioun aus engem Artikel an der Zäitschrëft „Forum“ - en ass scho zitiert ginn haut, mengen ech -: «Il est intéressant de mentionner qu'en Belgique et aux Pays-Bas, les soins palliatifs et l'euthanasie sont intégrés dans le même processus de gestion de fin de vie.» En huet derbaigésat: «mais cette vision reste peu partagée à Luxembourg».

Mat deem intellektuellen an affektive Recul, dee mer haut zu där deemoleger extremer Polarisierung hunn, froen ech mech, ob des Approche der Eierlechkeet halber net méi logesch wier an am Intérêt vun de betroffene Leit, an dat si schlisslech mir all.

Kuerz zu deenen anere Fuerderungen, déi am Rapport sinn. Wat d'Disponibilitéit vun de Medikamenter ubelaangt, déi néideg sinn, fir eng Euthanasie duerchzuführen, kënnen mer nëmme eng Gläichbehandlung duerch d'ganz Land - déi Fuerderung - ënnerstëtzen. Iwwert d'Formatioun hunn ech scho geschwat.

Mir wieren och am Prinzip d'accord, wann ee géif Suppléant fir d'Kommissioun virgesinn, well e Quorum vu fënnf bis siwe Persounen muss erreecht ginn. Mir weisen awer drop hin, wéi delikat et scho war, des Kommissioun ze besetzen, a wéi rar geséint an engem klengen Land wéi onsem d'Persounen sinn, déi déi néideg Kompetenzen a Virussetzungen hunn an dann och nach de Wellen, an deser Kommissioun matzeschaffen.

Mir sinn awer par contre net d'accord, datt déi Périodicitéit, déi virgesinn ass, fir d'Persounen, déi eng Disposition de fin de vie deponéiert hunn, unzeschreiwen, ofgeschaaft géif. An esou engem delikate Sujet kann een duerch seng Meenung änneren, kann een duerch aner vläicht méi glécklech Emstänn keng Euthanasie méi verlaangen a vergiessen, datt d'Dokument doläit.

Mir verlaangen deemno, datt des Bestëmmung bäibehale gëtt, esou oder äänlech. Gegebenenfalls sollt een der Kommissioun d'Mëttelen zur Verfügung stellen, datt si dat och ka korrekt maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV-Fraktioun hu Vertrauen, datt d'Kommissioun, esou wéi se existéiert, esou wéi se schafft, eng grouss Integritéit a Kompetenz weist, fir déi hir vum Gesetz virgeschriwwen Aufgaben ze erfëllen. D'Zuel vun den enregistrierten Dispositions de fin de vie bleift zimmlech konstant; gradesou d'Zuel vun den Euthanasien. Si entsprécht statistesch ongeféier de Chifferen a Wallounien, wou eng äänlech Approche zum Sujet an eng äänlech Kultur wéi bei ons dominéieren. Dat ass jo bekanntlech net de Fall a Flandern an och net an Holland.

Obwuel et schwéier mag sinn, op onse klengen Zuele Konklusiounen ze huelen, gesi mer ons bestätegt an onser Iwwerzeugung, datt medezinesch Fäll fir eng Euthanasie alles an allem Ausname sinn an datt d'Palliativmedezinn, wann eemol alles esou leeft, wéi mäi Kollege Haldorf an déi aner Kollegen dat ausgefouert

hunnen, eng Äntwert op déi allermeeschten individuell Situatiounen um Liewensinn duerstelt.

Ofschlëssend wëllt ech nach eemol op déi besteeend parallell oder konsekutiv Defiziter an deenen zwee Gesetzer hiweisen an lech all, Kolleginnen a Kollegen, nach eemol bieden, driwwer nozedenken, wann eppes geännert sollt ginn un deem engen oder deem aneren Text, ob net een Text iwwert d'Begleedung vum Liewensinn besser wier wéi dat, wat mer elo hunn, wat eng ganz Rei Avantagé géif opweisen a verschidden Ongerechtegkeete kéint aus der Welt schafen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Mergen. An d'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madamm Gesondheetsministesch.

**Prises de position du Gouvernement**

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat deenen zwee Gesetzer vum 16. März 2009, also d'Gesetz iwwert d'Soins palliatifs an d'Stierfbegleedung an d'Gesetz iwwert d'Stierf-hëllef, huet Lëtzebuerg sech deemools e moderne juristesche Kader gi fir déi lescht Etapp am Liewen.

Ech dinn elo meng Auer aus, well ech gesinn, dass dat doten net geet. An ech hu mech mat der Familljeministeschen ofgestëmmt, dass mer eis opdeelen. Dofir muss ech dat awer elo e bëssen am A halen.

De Patient huet domat e Recht kritt, fir sech net nëmme déi beschtméiglech Palliativhëllef a -medezinn ginn ze loosse, mä e krut och e Recht, fir ënner strengen a virdu vum Gesetz festgeluechte Konditiounen Stierf-hëllef kennen ze kréien.

Ech denken, dass een haut wierklech ka soen, a vill vun de Virriedner hunn dorobber higewisen, dass d'Applikatioun vun dese gesetzleche Grundlagen an der Praxis e Succès war an dass hei an deene leschte Joren um Terrain eng propper Aarbecht geleescht ginn ass.

Mir hunn, wat d'Stierf-hëllef ubelaangt - an ech wëll fir d'Eischt op dee Volet agoen -, e Gesetz geschaaft, no Holland an der Belsch, wou mer dat drëtt Land an Europa sinn an eent vun deene weínege Länner weiderhi weltwäit, wou Stierf-hëllef iwwerhaupt gesetzlech geregelt ass. Ech fannen déi Iddi ganz gutt, déi hei opgetrueden ass, fir och eng kéier an enger grenz-iwwerschreidender Optik doriwwer ze schwätzen. An ech hunn dat iwwer dem Benelux-Ambassadeur, dem Här de Muyser, als Proposition scho mat op de Wee ginn, well mir jo och deemnächst d'Benelux-Présidence assu-réieren. Dofir kann ech dat hei nëmme bestäegen (veuillez lire: begrëissen).

15 Fäll innerhalb vun zwee Joer - véier Männer, eef Fraen -, praktesch alleguerten Interventiounen, déi an de Spideeler gemaach gi sinn oder a Centre-intégrées: eef Patienten, déi Kriibs haten, dräi Patienten neurodegenerativ Fäll, een neurovaskuläre Fall, keen Abus, kee Stierftourismus, dofir Selbstbestëmmung a Respekt vun der mënschlecher Dignitéit an där schwierigster Phas vu sengem Liewen.

Et wier also falsch, ze soen, dass mer hei deemools, wéi et ugekënnegt ginn ass, falsch Jalone gesat hätten. Am Konträr: Mir hate ganz vill Courage als Land, wéi mer déi Démarche gemaach hu vun den Dispositions de fin de vie; eng ronn 2.000 Dispositions de fin de vie vun 2009 un. Et wier also falsch ze soen, dass et kee Wonsch bei der Populatioun géif ginn, déi Méiglechkeet virzugesinn iwwer eng Disposition de fin de vie. An et wier och falsch ze soen, dass dat Gesetz nëmme déi eeler Generatioun géif interesséieren, well 125 Déclaranten iwwert d'Disposition de fin de vie si méi jonk wéi 50 Joer an hu sech ugefrënt mat der Iddi, fir d'Enn vun hirem Liewe wëllen ze regelen.

Richtig ass, dass et ni falsch ass, verstärkt ze informéieren; an eng Multimediakampagne wëllt bestëmmt kee maachen! Ech fannen awer déi Iddi ganz gutt, déi op deem Gebitt zum Beispill vun der ADMD geäussert ginn ass, fir Cycle-de-conférences ze maachen a verstärkt och sachlech Informatiounen erauszeginn. Ech mengen, dat sollt ee machen. D'gesetzlech Grondlag ass do, an dat si mer eis dofir schëlleg.

D'Kommissioun, déi hei eng wierklech formidable Aarbecht geleescht huet, hält an hirem Rapport fest, dass keng Schwierigkeeten an der Ausféierung vum Gesetz festgestallt gi sinn. An deemspriechend huet d'Kommissioun och keng dréngend Ännerunge vum Gesetz recommandéiert. Ech wollt hei trotzdem vun der Geleeënheet profitéieren, där Kommissioun meng Unerkennung a mäi Respekt auszuschwätzen, och deene Memberen, déi vun

2015 un net méi derbäi sinn: der Madamm Eliette Bauler, déi Presidentin war bis am März, dem Dokter Jean-Claude Schmit, dem Professor Luc Heuschling an dem Här Marcel Detail.

Si hunn eng gutt Aarbecht geleescht an och déi, déi elo ënner der Presidentschaft vum Dokter Carlo Bock schaffen, leeschten eng formidable Aarbecht. Ech fannen, dass dat wierklech sollt hei op deser Plaz gesot ginn, well et ass eng sensibel Matière. An do hu mer Leit, déi wierklech gutt schaffen mat deem néidege Fingerspëtzegefill, wéi et noutwendeg ass.

Ech wëll dann iwwergoen zu de Soins-palliatifs. 4.400 Persounen hu vun 2009 bis 2015 dovunner profitéiert - et ass hei scho gesot ginn -, an der Moyenne 52 Deeg, wou déi Prise en charge gedauert huet. An och hei muss ee feststellen - dat war hei nach net gesot ginn -: En Drëttel vun deene Leit, déi déi Soinen an Usproch geholl hunn, hu keng regulär Demande de prise en charge gemaach, fir esou en Dossier opzemaachen, mä sinn am Fong iwwer Emweeër zu deene Soine komm, wat awer weist, dass mir trotz engem ganz fortschrëttleche Gesetz awer och hei am Land nach ëmmer e Stigma hunn, wat d'Soins-palliatifs ubelaangt. An dofir muss mer och weider dorunner schaffen, wat eisen Émgang mam Doud an eiser Gesellschaft ugeet.

All déi, déi et gesot hunn, hu recht: Den Émgang an d'Prise en charge vun de Soins-palliatifs stellen eis kontinuierlech viru grouss organisatoreschen an och mënschlechen Défien. An och wann hei eng ganz gutt Zesummenaarbecht ass, wa permanent diskutéiert gëtt iwwert déi verschidde Rollen, iwwert d'Missiounen, iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent dem Hospitalier an dem Extrahospitalier, iwwert den normative Kader, deen applikabel sollt si fir d'Strukturen, fir d'Type vu Soinen, fir d'Kontinuitéit vun de Soinen, bleift et en enormen Défi.

An ech wëll als Beispill hei nëmme d'Koordinatioun an d'Kommunikatioun nennen, wou bestëmmt nach Verbesserungsméiglechkeete sinn, awer och un deenen Outillen, déi mer elo schonn hunn oder déi nach derbäikommen. Ech schwätzen do zum Beispill vum elektronische Patientendossier, deen och an der Zukunft hei ka seng Roll spillen.

D'Prise en charge, ee Stéchwuert: 80% vun de Leit, déi Soins-palliatifs kréien, ginn op d'mannst eemol hospitaliséiert an där Zäit, an nëmme 16% ginn exklusiv vun de Réseauen an den Alters- a Fleegeheimer en charge geholl. Dat heescht, ob mer et wëllen oder net, mussen Hospitalier an Extrahospitalier gutt zsummeschaffen! Dat ass ganz einfach eng Obligatioun. Zil muss et wierklech sinn, fir d'Leit an der leschter Liewensphas esou wann wéi méiglech ze hospitaliséieren, well dat ass de Wonsch vun de Leit! An dofir ass et och wierklech wichtig, en équitabele Finanzement tëschent dem Secteur hospitalier an extrahospitalier ze garantéieren.

Jo, et stëmmt, dass am Secteur extrahospitalier eng Nomenclature nach felt, déi et géif erlaben, fir déi spezifesch Akte vun der Palliativfleeg ofzerechnen, wougéint d'Soins à domicile als longs Séjours elo considéiert an ofgerechent ginn. Mä déi Aarbechte sinn en cours. An ech sinn iwwerzeegt, wann de Sozialminister haut net ee vun eise leschte Conseilen an der Présidence géif presidéieren, da wier hie bestëmmt hei, fir lech d'Detailer ze ginn. Mä et gëtt bestëmmt nach eng aner Geleeënheet, wou hien dat ka maachen.

Et ass ganz vill iwwer Formatioun vum Personal geschwat ginn. Dee Reglement, dee wäert och schnell kommen. Ech hat mech derfir engagéiert an ech maachen dat. Ech loosse mech awer net ënner Drock setzen, well e Reglement, wou et em esou wichtig Saache geet wéi Formatioun, dee wëll ech net dekréieren, mä do wëll ech Regele schafen, déi och herno an der Praxis kënnen applizéiert ginn.

Schonn elo hu mir 111 Dokterer, déi forméiert gi sinn iwwer eng national Formatioun, mat der Alformec: 60 Stonne Modullen, verdeelt iwwer zwee Joer, finanzéiert an organiséiert vum Ministère de la Santé, wat ganz wichtig ass. An och elo schonn hu mer fir de Professionnel de santé hospitalier iwwer 85% (veuillez lire: 25%) vum Personal - iwwer 25% vum Personal! - vun den Unités de soins, déi och ouni gesetzlech Obligatioun eng Formatioun ofgeschloss hunn (veuillez lire: An och elo schonn hu 25% vun de Generalisten esou eng Formatioun ofgeschloss). Dat fannen ech ganz respektabel an dat fannen ech och wichtig hei ze soen, well dat si Leit, déi eng schwéier Aarbecht hunn, eng ganz accaparant Aarbecht hunn, och um mënschleche Plang. An ech fannen dat ganz gutt, dass si dat maachen.

Et ass hei ee sensibele Punkt ugeschwat ginn, dee mir och ganz vill um Häerz läit a wou ech och weess, dass eis national Plattform vum Kriibs ganz vill doriwwer schwätzt - mir wäer-

ten an e puer Woche Geleeënheet hunn, do e puer zousätzlech Informatiounen ze ginn: Dat ass de Kriibs bei de Kanner. Och Kanner stierwen a brauche Soins-palliatifs. Dat ass e besonnesch schwierigen Thema. An dofir ass et fir eis - an och fir lech, ech hunn dat aus Äre Rieden eraushéieren - wichtig, dass mer eng Offer hei zu Lëtzebuerg schafen, fir dass virun allem kleng Kanner net vun hire Famillje getrennt ginn.

Virun allem am Beräich vun de Soins-palliatifs an der Pädiairie ginn et verschidde Kompetenzen an de Palliativéquipe vun de Réseauen, déi nach verstärkt mat de Gesamtkompetenzen an Spidolssecteur mussen ofgestëmmt a koordinéiert ginn. An dofir engagéiere mer eis derfir, well dat war en Thema an de Rapporten an dat ass e groussen Thema an eiser nationaler Kriibsplattform. An ech si frou, dass dat hei och esou gesi ginn ass.

Generell ass et wichtig, d'Prise en charge palliative vun den Équipes multidisciplinaires ze fërderen an d'Betreiung vun der Famill vun de Palliativpatienten mat ze garantéieren.

Ech wëll nach e puer Wieder soen an da sinn ech scho bal um Enn a kann och eng Iwwerleedung zu deene Volet maachen, déi d'Familljeministeschen ofdeckt: An der Prise en charge palliative doheem ass et wichtig, de Spezifisitéit vum Domicile Rechnung ze droen an net déiselwecht Dotationsregelen ze huele wéi am Beräich vun den Etablissements! Notamment wat d'Zäit um Client ugeet, d'Zäit, déi ee brauch, fir d'Koordinatioun mat den Dokterer ze maachen, mat de Spideeler.

An de Fait, dass mer hei d'Qualifikatioun Infirmier brauchen - well een eleng doheem beim Client ass, Passagen a Präsenzen nuets, méi grouss Transportweeër fir kleng spezialiséiert Equippen, well een ouni Encadrement vun der Famill et net ka maachen -, dat heescht, dass een do speziell Regele brauch. An ech kann lech just soen, dass de Sozialminister sech däers ganz bewosst ass a ganz vill Reflexiounen am Moment doriwwer mécht, déi en och wëllt bei der Reform vun der Fleegeversicherung affléisse loosse.

Ech wëll vun deser Geleeënheet profitéieren, fir de Famillje meng Unerkennung zukommen ze loosse. Si leeschten hei eng formidable Aarbecht mat de Leit, déi um Terrain an am Doman Domicile ënnerwee sinn, an och mat deene ville Bénévolles, ouni déi et iwwerhaupt net géif goen!

Dann zwou lescht Remarques: Analyse qualité a Carnet de soins, dat ass hei vill ugesprach ginn. D'Analys vun der Qualitéit, déi berout op enger Dokumentatioun, déi à ce stade, an där Form, wéi mer et elo hunn, de Carnet de soins net bidde kann. Hei muss mer - och well de Carnet de soins net esou gewünscht ass, wéi en am Moment virläit, an och keng Plus-value mécht - en anert Instrument fannen oder dee Carnet de soins iwwerschaffen. Dat ass ganz einfach esou, an all déi, déi dat gesot hunn, déi hunn och recht domadder.

Déi lescht Remarque, déi ech wëll maachen: Hei ass gesot ginn, et sollt en onofhängege Gremium kënnen eng extern Vue op dat maachen. Dat fanne mir gutt! Mir si guer net do dergéint. Hei ass vun eise Servicere vun eisen dräi Ministère immens vill geschafft ginn. Dat heescht, en cours de route ass en Input komm, dee kontinuierlech war, mat de Leit um Terrain. Dofir si mir dankbar.

Mä mir hunn och kee Problem, fir eng zousätzlech Expertise ze hunn, fir eise Secteur weider vu bausen ënner d'Lupp ze huelen a weider ze dynamiséieren. Dergéint striewe mir eis net. An och d'Plattform muss kënnen mat allen Akteure fonctionnéieren. Onkloerheete mussen vermidde ginn, d'Patienterechter mussen gestärkt ginn a Vertrauens weider opgebaut ginn. A virun allem: Doud muss als Deel vum Liewen akzeptéiert ginn.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Gesondheetsministesch. An d'Wuert huet elo d'Familljeministeschen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho gesot ginn: Enger Etüd aus der Belsch no wëlle 70% vun de Leit doheem stierwen. An der Realitéit stierwen awer 70% vun de Leit am Spidol an nëmme 3% dovunner op enger Statioun fir Palliativfleeg. Hei zu Lëtzebuerg - well gefrot ginn ass, fir e Chiffer ze nennen, do hu mir een - stierwen nëmme 20% vun de Leit doheem. D'Palliativfleeg doheem muss deemno weider ausgebaut ginn, fir de Wonsch vun de Leit och wierklech kënnen ze erfëllen, fir kënnen esou laang wéi méiglech a wa méiglech bis zum Schluss bei sech doheem ze bleiwen.



De Familljeministère, deen huet duerch d'Agrémentreglement d'Gestionnairen am Aleberäich derzou verflucht, dass mindestens 40% vum Personal eng Sensibilisierungsformatioun maachen. An de Ministère, deen huet déi verschidde Gestionnairen an hire Formatiounspläng ënnerstëtzt, andeems hien eng Konvention mat Omega 90 ënnerschriwwen huet an och mat verschiddene Gestionnaire wéi zum Beispill Hëllef Doheem, Help, Servior, Claire, Zitha Senior an esou weider. Déi bidden all eng eege Formatioun un.

Op déi Aart a Weis hu vun 2009 bis 2014 3.100 Persounen, déi am ausserklinesche Beräich schaffen, eng Sensibilisierungsformatioun gemaach. 166 hunn och nach eng weider Formatioun gemaach, eng Formatioun d'approfondissement, fir ebe kënnen Leit ze betriebe bei sech.

Et ass wichteg, dass de Patient natierlech am Mëttelpunkt steet an dass och seng Wënsch, och um Enn vum Liewen, natierlech respektéiert ginn, an all Richtung, esou wéi dat och hei scho gesot ginn ass.

An ech mengen, fir dat ze maachen, muss ee kucken, dass d'Péng esou kleng wéi méiglech bleift, a wa méiglech keng Péng ze hunn. Et muss ee sech awer och, an dat huet d'Gesondheitsministesch grad och gesot, et muss ee sech och ëm d'Famill këmmen. Dat ass ganz wichteg, dass ee sech net nëmmen ëm de Patient këmmert, mä och ëm déi Leit ronderëm.

A wa mer da vun den Alters- a Fleegeheimer schwätzen, da muss een natierlech och mat a Betruecht zéien, dass ee sech och ëm d'Nopere muss këmmen, ëm d'Zëmmeroperen an dorëms, wéi et hinne geet, nodeems dann hiren Noper vum Zëmmer oder hire Kolleg vum Dësch gestuerwen ass.

Et muss een natierlech Hand an Hand schaffen: Nieft dem Personal am Soins-Beräich, natierlech den Dokter, Infirmieren, Aide-soignanten an esou weider, brauch een och aner Leit, fir sech ëm déi Persoun en fin de vie ze këmmen, Ergotherapeuten zum Beispill, fir sech ëm de Bien-être ze këmmen. Och um Enn vum Liewe muss d'Qualité de vie natierlech ganz héich bleiwen. Da brauch een natierlech Kinéen. D'Autonomie soll esou laang wéi méiglech behale ginn. Et brauch ee Psychologen, virun allem fir d'Émfiel vum de Leit, Diététicien an Educateurs, virun allem hei am Demenzberäich, wou een Educateur brauch, wou och bis zum Schluss Aktivitéite solle gemaach ginn an och gemaach ginn.

A Frankräich ass eng vun deene wichtigste Revendicatiounen, eng Präsenz 24 Stonnen op 24 vun enger Infirmière ze hunn, fir eben och esou onnéideg Spidolsopenthalter um Enn vum Liewe kënnen ze verhënnern. Zu Lëtzebuerg gëtt de Personalschlüssel vun den Institutiounen am Senioreberäich iwwert d'Agrémentreglement geregelt. D'Reglement gesäit vir, dass 24 Stonnen op 24 en Infirmier oder eng Infirmière am Altersheem, also am CIPA, oder an der Maison de soins, am Fleegeheem, muss sinn.

Doraus kann een da schléissen, dass Lëtzebuerg sech déi néideg Mëttel ginn huet, fir dass genuch qualifizéiert Personal do ass, wat sech ëm d'Palliativfleegpatienten ka këmmen. Esou kënnen d'Leit an den Institutiounen vum long Séjour bleiwen, an onnéideg Hospitalisatiounen, déi de Bénéficiairen näischt bréngen, kënnen esou verhënnert ginn. An dat ass jo och e bësselchen de But vun der Saach.

Ech mengen, dass et hei wichteg ass, wéi d'Gesondheitsministesch grad gesot huet, dass mer och weider kucken, fir ons all d'Moyenen ze ginn, fir dass d'Fin de vie esou agréabel wéi méiglech gëtt, virun allem fir deen, dee stierft, mä och fir säin Entourage. Et ass wichteg och, dass mer ons do Moyene ginn, fir dass mer och extern Experte kënnen mat derbäihuelen, fir dat nach besser ze maachen an Zukunft. Et ass ganz wichteg, dass dat Thema enttabuiséiert gëtt. Et ass wichteg, dass ee kann oppen driwwer schwätzen, well eent ass sécher, mengen ech: Mir wäerten alleguer eng Kéier stierwen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Corinne Cahen. A mir wäeren domat um Enn vum eiser Orientierungsdebat iwwert d'Palliativmedezinn an d'Euthanasie ukomm.

Mir géifen dann zum nächste Projet vum Orde du jour iwwergoen. Do handelt et sech ëm de Projet 6852 iwwert de Kaf vu Capacitéite fir Kommunikatiounen iwwer Satellitt am Kader vum AGS-Programm vun der NATO. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Marc Angel.

#### 4. 6852 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme «Alliance Ground Surveillance» (AGS) de l'OTAN

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et drëms, d'Regierung ze autoriséieren, fir Satellitcapacitéite ze kafe fir den AGS-Programm vun der NATO. AGS steet fir „Alliance Ground Surveillance“. Et geet also ëm eng Surveillance terrestre.

De Programm AGS gouf am Abrëll 2012 an d'Liewe geruff, wéi d'Décisioun vun der NATO geholl gouf, fir sech fënnf UAVen ze kafen, „unmanned aerial vehicles“, awer och Drone genannt. De Kaf vun dëse fënnf net arméierten Observatiounsdrone gëtt vu 15 NATO-Länner finanziert.

D'Quote-part vu Lëtzebuerg, wat d'Finanzéierung vun der Entwécklung an och de Kaf vun dësen Observatiounsdrone ueget, läit bei 0,26%. Dat si 4.043.497 Euro fir d'Period 2012 bis 2016.

An deene leschte Joren an der zoustänneger Kommissioun, wa mer de Budget vun der Défense analyséiert hu wéi all Joers, hu mer dës Informatiounen och scho kritt. Den AGS-Programm an déi Lëtzebuenger finanziell Participatioun sinn also näischt Neies.

Nei ass elo, dass mat dësem Projet de loi vun haut Lëtzebuerg dem AGS-Programm vun der NATO während zéng Joer Satellitcapacitéiten zur Verfügung stellt fir e maximale Montant vun 120 Milliounen Euro. Heimat gëtt d'Regierung och hirem Engagement gerecht, dat Engagement, dat se um leschten NATO-Sommet zu Newport a Wales geholl huet, wou mer jo och gesot hunn, dass mer eisen Effort de défense vun 0,4% bis op 0,6% bis zum Enn vun dësem Jorzéngt erophiewen.

D'Zil bei där Erophiewung ass et, esou wäit wéi et méiglech ass och op d'Capacitéite vun onser Economie zréckzegräifen, fir dass mer och e Retour économique fir onst Land kréien. Bei dësem Projet ass et genau wéi bei deem vun der Kreatioun vu GovSat, dee mer hei virun e puer Méint ofgestëmmt hunn, do si mer am Beräich vun de Satelliten. An Dir wësst, dass dat e Beräich ass, wou Lëtzebuerg jo e gewëssenen Know-how huet, wou mer eng Firma hei hunn, déi World leader ass. Ech brauch lech also do keng Zeechnung ze maachen.

Ech wollt lech e puer zousätzlech Erklärungen ginn iwwert den AGS-Programm. Wat oft gesot gëtt, et ass „eyes on the ground“ als Pendant zu „eyes in the air“, wat d'AWACSe sinn, déi eng Observatioun an der Loft maachen an den Himmel bewaachen. Esou soll an der Zukunft duerch den AGS eng Surveillance vun Truppenanöver, vu Grenzgebiddern, Krisengebiddern gemaach ginn. Wann ech Krisengebiddern soen, da bezitt dat sech natierlech, an zum Gléck, net nëmmen op militäreschen Krisen a Konflikter, mä och op humanitär Krisen a Krisen, déi duerch Naturkatastrophe verursaacht kënnen sinn.

Den operationelle Lancement vum AGS-Programm ass fir déi zweet Halschent vum Joer 2016 virgesinn. Mir haten den 23. November dëse Projet de loi an der Chamberskommissioun analyséiert an diskutéiert. Mir sinn do och nach gewuer ginn, dass zwar nëmme 15 Länner sech finanziell bei der Acquisitioun vun den Drone bedeelegt hunn - ech hunn déi Länner och opgezéit am schrëftleche Rapport -, mä déi Dronen, wa se geliwwert ginn, gi Propriétéit vun der NATO, an dass dann déi 28 Memberstate vun der NATO natierlech iwwert de Gebrauch vun dësen Dronen zesummen decidéieren. Déi Décisioun ginn am NAC, am North Atlantic Council zu Bréissel geholl, an do ass all Land vertrueden an déi Décisioun ginn unanime geholl.

Och koun d'Fro an der Kommissioun op, wou déi Dronen immatrikuléiert a stationéiert ginn. Immatrikuléiert ginn déi net arméiert Observatiounsdrone an Italien, well se och do stationéiert sinn, a genau op der Insel Sizilien, op der Militärbasis vu Sigonella.

Och d'Fro vun der Responsabilitéit gouf an der Kommissioun ugeschwat. Am Fall vun engem Accident zielen d'Dispositiounen an d'Modalitéite vum Protocole de Paris vun 1952. Deen heescht offiziell «Protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord».

Ech wollt dem Minister vun der Défense an all senger Mataarbechter an och de Vertrieeder vun der Arméi, déi an der Kommissioun präsent waren an ons all Erklärungen ginn hunn, villmools Merci soe fir hiren Input an eiser Aarbecht.

Zum Ofschluss wëll ech awer nach eng Kéier drun erënneren, dass beim Vott vun haut mer net driwwer ofstëmme, ob déi Drone solle kauft ginn oder net, dorëms geet et net. Et geet hei, wéi ech genau virun erklärt hunn, ëm d'Acquisitioun vu Satellitcapacitéite, déi mer der NATO zur Verfügung stelle fir zéng Joer, an e Maximumbetrag vun 120 Milliounen Euro.

Als Spriecher vun der Sozialistescher Partei wëll ech hei awer nach eppes ënnersträichen: Esou wéi mer den AGS-Projet, wéi en haut virläit, am Kader vun eise NATO-Engagement ënnerstëtzen, esou d'äitlech schwätze mer eis awer och -genau iwwregens wéi eng ganz Rëtsch aner europäesch Länner - géint eng eventuell massiv Oprüstung vun der NATO aus. Och wann d'international Sécherheetslag aktuell verhältnisméissig ugespaant ass, esou si mer als LSAP der Meinung, dass een hei elo net d'äerf an eng künstlech Hysterie verfallen, verschiddene Stëmme net nogi soll an d'NATO net iwwert déi aktuell virgesinn Engagement massiv oprüste soll.

Dat gesot, ginn ech och heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Angel. Nächste Riedner ass de Jean-Marie Halsdorf. Dir hutt d'Wuert, Här Halsdorf.

#### Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, de Projet de loi, dee mer haut stëmme, läit jo wierklech an der Kontinuitéit vun der Lëtzebuenger Verteidigungspolitik vun deene leschte Joren. Lëtzebuerg ass nämlech e klengt Land a muss sech - anescht wéi déi grouss Länner - spezialiséieren. Mir müssen Nische sichen. An dat hu mer och an de leschte Jore gemaach an dat mécht den heitege Minister och.

Fir d'Éischt hate mer emol de Waasserbehandlungsberäich, do ware mer jo bei grousser Katastrophe oft um Terrain an de leschte Joren, am „démining“, dat heescht also Minnenentfernung, do si mer scho säit Joren an enger Missioun am Libanon, an enger UNO-Missioun, an och am ISR, Intelligence-Surveillance-Reconnaissance-Beräich, wou mer jo scho säit Joren am Kosovo amgaange sinn, och esou eng Missioun weiderzeféieren.

An och den AWACS-Programm, deen elo grad eise President, deem ech Merci soe fir säi gudden schrëftlechen a mëndlechen Rapport, de President vun der Kommissioun ugeschwat huet, den AWACS-Projet, wou d'Fligere jo de Loftraum iwwerwaachen, dat ass jo och en „eye in the sky“, wéi dat gesot gëtt. Also dat ass och eng Form vun ISR, wou mer deelhuelen, an d'Fligere si jo hei zu Lëtzebuerg immatrikuléiert.

A schlisslech dann de Beräich, wou mer wierklech eng gutt Renommee hunn, dat ass de Satellitberäich. Hei hatte mer jo an de leschte Jore scho Projeten, wat d'Satelliten ueget, an zwar dee Projet mam Numm „Melusina“, wou mer während Joren eisen Alliéierten an der NATO Satellitcapacitéiten zur Verfügung gestallt hunn. An do hate mer eng Partnerschaft mat der SES vu Betzder.

An doraus ass jo och d'Iddi entstanen, ech wëllt dat nach eng Kéier kuerz rappeléieren, fir an dësem Beräich weider ze investéieren an op d'Lëtzebuenger Expertise zréckzegräifen, wat och an dësem Projet de loi steet, dat heescht, Saachen ze maachen, déi eiser Economie zeguttkommen. An do hu mer de GovSat-Projet dëst Joer nach hei an der Chamber gestëmmt, deen den Här Schneider, eise Minister, op seng Aart a Weis emgesat huet, wat eng gutt Saach ass.

A mat dësem Projet, am Fong geholl, gi jo och Satellitcapacitéiten zur Verfügung gestallt, an zwar 120 Milliounen iwwer zéng Joer maximum. Mir leien also an der Logik vun eise vergaangen Demarchen. Mir kënnen iwwert

dëst Geld eisen Effort de défense effektiv nohalte stabiliséieren an och stärken. An dee läit jo de Moment bei 0,4%, wou mer Schlusslicht sinn an der NATO. Mä dëse soll jo dann eropgoen, wat och richteg ass a mengen Aen oder an eisen Aen, well mir ware schon emol op 0,6% PIB.

Duerfir ënnerstëtze mir och dëse Projet de loi, deen an der Logik an an der Kontinuitéit läit vun der Décisioun, déi mer am Joer 2012 geholl hunn, an zwar dem AGS-Projet bäizetrieden. Wa mer deem bäitrieden, dann ass et jo evident, dass mer deen och versiche weiderzuedriewen, an duerfir wäerte mir och dann dëse Projet de loi hei stëmme.

Ech hätt awer e puer Froen un den Här Minister, fir e puer Präzisiounen ze kréien am Sënn vun der Transparenz. Virewech emol, ech huelen un, dass de Problem, fir Dronen ze starten, dass dee geléist ass. Déi mussen jo duerch de Loftraum vun den normale Fligere fléien, fir op hir Altitude de croisière ze kommen, déi iwwert där läit vun dem normale Fluchverkéier. An do gëtt et jo an Europa keng global Gesetzgebung an der EU. An Italien schéngt dat jo dann esou geregelt ze sinn, well mer ware jo och zu Sigonella virun e puer Wochen, an do hu mer jo och gesinn, wou déi Drone geparkt sinn.

Duerfir meng Fro un den Här Minister: Ass de Projet fonctionnsfäeg fir 2016? Dat setzt jo viraus, dass de Problem mat dem Duerchquere vum Loftraum geléist ass.

Eng zweet Fro un den Här Minister: Ass et ausgeschloss, dass dës Drone kënnen arméiert ginn? Et steet dran effektiv, se sinn net arméiert. Mä kënnen se arméiert ginn, wéi et jo am Projet de loi steet? A kéinte bei Bedarf esouguer an extreme Fäll effektiv Dronen arméiert ginn - losse mer soen, déi 28 State wäeren d'accord -, ass dat iwwerhaapt méiglech? Oder ass dat guer net méiglech? Et géif mech interesséieren, dat gewuer ze ginn.

Eng drëtt Fro: Déi Capacité satellitaire, déi mir zur Verfügung stellen, wéi vill Prozent kënnen déi am ganze Projet ausmaachen? Oder anescht gefrot: Si mir déi eenzeg Anbieter vu Satellitcapacitéiten am AGS? Oder sinn och nach aner Länner an aner, losse mer soen, aner Institutiounen, déi och kënnen Satelliten zur Verfügung stellen? Well wann dat esou wär, da wär et jo net sécher, dass all Joer géifen déi ganz Capacitéite verschafft ginn.

A schlisslech: Ass de Finanzement bei dësem Projet AGS „eye on the ground“ d'selwech wéi beim AWACS-Projet „eye in the sky“? Do ass et jo esou, dass de Fonctionnement an d'Maintenance vun dem Dronesystem Global Hawk jo vun der NATO am Numm vun deenen 28 Partner gemaach ginn, déi jo dann unisono mussen d'accord si mat der Missioun. An duerfir: Wéi vill maachen déi ufalend Käschtchen dann nach aus, zu deene Käschtchen, déi mer hei hunn? Anescht ausgedréckt: Wat kascht eis de Projet AGS mat all senger Facetten? Dat wier och net schlecht, wa mer dat géife gesot kréien am Sënn vun der Transparenz.

An déi lescht Fro: Firwat hu sech net all d'Natiounen um Projet bedeelegt? Ech mengen, et sinn der just 15, déi matmaachen. An déi lescht, allerlescht Fro: Firwat sinn eis Benelux-Partner net derbäi?

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Halsdorf. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'NATO ass jo mat Sécherheet nach ëmmer e Garant fir Fridden a se huet och dozou bägedroen, datt während deene 40 Joer, wou d'Period vum Kale Krich war, keen neie Weltkonflikt ausgebrach ass. Sécher huet d'Roll vun der NATO an deene leschte Jore geännert. An ech erënneren och drun, datt nom Zesummebroch vum Warschauer Pakt, dat war den 1. Juli 1991, se oui Zweifel och nach u Bedeutung gewonnen huet.

Iwwregens, just hei tëschen Parenthèsen gesot, d'nächst Joer ass jo den NATO-Sommet den 8. an den 9. Juli 2016 grad zu Warschau, also 25 Joer nom Zesummebroch vum Warschauer Pakt. Do stécht also mat Sécherheet och eng gewësse Symbolik derhannert.

D'NATO huet natierlech an éischer Linn haut och Friddensasätz ze garantéieren. Och hei kann een e Lien maachen op hir Missioun an Afghanistan de Moment, wou jo u sech virgesinn ass, bis d'Joer 2020 ze bleiwen. Et gëtt och aner Geforen, déi sech leider ëmmer méi bemerkbar maachen. Ech schwätzen hei ganz







## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Och dat ass eppes, wat mer mussen wëssen, wa mer iwwert d'Défense nationale schwätzen, iwwert d'Missioune vun der Arméi oder och iwwert d'Missioune vun deene Firmen, déi concernéiert sinn, datt mer amgaang sinn, do-duerch, datt mer en Effort de défense leeschten, deen och Répercussioune op eis national Economie huet, datt mer dann och mussen kucken, datt déi Installatiounen sécher sinn, déi fir den Effort de défense vun der NATO wichteg sinn.

An deem Gesetz ass och gesot, datt mer eng Consultance solle bezuelen. An dat ass fir eis méi wéi erstaunlech. D'Direction de la Défense soll eng Consultance bezuelen an dann e Montant do négociéieren, an dee gëtt da matgedeelt. Mä do hu mer eis gefrot: Wéi vill Juriste schaffen da beim Lëtzebuurger Stat? Brauche mir wierklech eng Consultance externe?

Well am Gesetz oder am Rapport, dem Här Angel sengem Rapport heescht et, datt déi Consultance externe do wär, fir ze vérifiéieren, datt de Kontrakt konform zu der Lëtzebuurger Gesetzgebung wär. Am Prinzip misst all Affekot dat do kënnen, all Jurist misst et kënnen! Mir hu wahrscheinlech Honnerte vu Juriste beim Lëtzebuurger Stat. Firwat brauche mir eng Consultance externe, fir ze kucken, ob e Vertrag konform ass zu der Lëtzebuurger Legislation? Dat si Saachen, wou mer eis Froe stellen, wa mer dat gesinn, a wou mer frou wäeren, fir Antworten ze kréien.

Genausou wéi mer eis mussen Froe stellen iwwert d'budgetär Prozeduren. Dir kennt, huelen ech un, déi Diskussioun, ob et richteg ass, fir en Engagement iwwer zéng Joer iwwer 120 Milliounen einfach iwwert d'Gesetz ze huelen oder ob mer net hätte missen, aus konstitutionellen oder budgettechnesche Grënn, eng Loi spéciale huelen, déi dat étaléiert, fir dem Stat ze erlaben, iwwer esou eng Period iwwer esou eng Zomm ze verfügen.

Dat si wichteg Froen, well mir wëlle keng Präzedenzfäll schafen! Mir wëllen, datt déi Autoritéit vum Parlament voll erhale bleift, am Prinzip ass d'Annuitéit vum Budget voll erhale bleift. A wa mer dann iwwert deen heite Wee ginn, da mussen wëinstens déi do Froen iwwert d'Legalitéit vun der Démarche awer och an engem Exposé, an engem Projet mussen se...

#### (Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass net fir lech.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass net fir mech, mä ech kommen awer zum Schluss, well ech schëllen lech nach eng Minutt vu vir-drin. Dann huelen ech déi elo hei erëm eran.

Mä op jidde Fall, dat sinn eigentlech déi Froen, déi mer elo der Regierung wollte stellen. An ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. A leschte Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Virun engem Joer genau - ech mengen, et war och en 10. Dezember; ech weess net, ob eng Käerz fir d'Mënscherechter deemools schonn hei stoung - hu mer hei e Gesetz gestëmmt iwwert de Kaf, de Lancement an d'Exploitatioun vun engem militäresch-politesche Satellitt, wéi et geheescht huet, dee sougenannte GovSat. Haut stëmme mer e Kredit fir den Opkauf vu Kanäl um Satellitt fir NATO-Militärdronen, als Bäitrag zum Militäreffort vun der NATO.

Dat hei ass awer fir eis net en einfachen technesche Projet mat ekonomesche Retombéien.

Ech mengen, besonnesch an där Zäit, wou mer liewen, mussen een all Militärausgab och besonnesch ënnert d'Lupp huelen an am Kontext gesinn. Well ech mengen, dass d'aktuell Situation eppes androcksvoll beweist, an zwar ass et dat, dass mat militäresche Mëttelen, eischtens, keng Problemer geléist kënnen ginn, mä au contraire, dass d'Problemer nach kënnen verstärkt ginn! Well wann dat net esou wier, da wieren d'Problemer laang am Mëttleren Oste geléist, zënter dem Irak-Krich vun den USA.

An ech mengen och, dass de Syrien-Krich ebe just en aktuell Beispill ass, wat fir Gefore kënnen vun enger Krichsstrategie ausgoen. Loosse mer eis dach emol virun Ae féieren, wat de Moment a Syrien geschitt, Dir Dammen an Dir Hären!

A Syrien si véier vu fënnf permanente Membere vum UNO-Sécherheetsrot, d'USA, Russland, Frankräich, Groussbritannien, alleguerten Atommächten, déi do intervenéieren mat schwéierem Krichsmaterial, virun allem aus der Loft. Si intervenéieren do mat onklaren an deelweis widerspréckleche Krichsziler, wat jo net grad eng beschte Viraussetzung ass, fir e Krich ze féieren, ënner anerem ënnert engem Begrëff, an zwar dem „Kampf géint den Terrorismus“.

Elo ass et awer esou, dass deem enge seng Terroristen anerer si wéi deem anere seng Terroristen, wat iwwerregens och weist, wéi onbrauchbar a wéi eminent politesch an denbar de Begrëff „Terrorismus“ u sech ass. Déi eng wëllen den „regime change“ a Syrien, déi aner wëllen de Regimm halen. E Regimm, dee selwer och Terror iwwerregens ausüübt géint déi eege Bevëlkerung!

Déi eng hunn Alliéierten, déi de Regimm wëlle stieren, déi aner hunn der, déi de Regimm wëllen halen. Ënnert deenen Alliéierten ass och e grousst NATO-Land, d'Türkei, wat schonn e militäreschen Zesummestouss hat mat engem UNO-Sécherheetsmember, Russland, ebe just wéinst deenen ënnerschiddlechen Ziler. Dat war keen lertum, mä dat ass, well déi zwee Länner, déi do engagéiert sinn, ënnerschiddlech Ziler hunn!

Theoretische Géigner vun all de Krichsparteien ass zwar eng mafieis Mäerderband, IS oder Daech genannt, déi awer gläichzäitig Handel mat der Türkei dreift a bis un d'Zänn arméiert ass duerch de Waffenarsenal, dee se kritt huet aus der Opléisung vun engem anere Stat, dem Irak, wat e Resultat war vun engem aneren „regime-change“-Krich.

Ënnert den Alliéierte sinn och dubios, awer offiziell unerkannt Kalifater; ech nenne se net hei mam Numm, mer hunn diplomatesch Bezéiungen zu deenen, aus deenen de Pétrol kënnert. An déi Länner hunn den IS laang ënnestützt. Vlächter ënnestützt se en haut nach bei sengen Efforten, fir e weidert Kalifat a Syrien oder am Irak opzerrichten.

An dann ass nach d'Kurdefro am Hannergrond, déi erëm d'Türkei ënnerscheet vun hire westlechen Alliéierten. Et ass also näischt einfach an deem Krich!

An et misst een op d'mannst awer d'accord sinn, dass mat Bombardementer aus der Loft keng Problemer ze léise sinn op där Plaz an dass déi ganz Situatioun, an déi mer do erageschliddert sinn, en Échec ass ebe just vun den Efforten, mat reng militäresche Mëttelen Léisungen erbäizeféieren am Irak.

Ech wëll hei net vu Potenzialitéite schwätzen, fir en eventuelle Weltkrich auszeléisen. Ech mengen net, dass dat d'Situatioun ass. Mä geféierlech ass et, a ganz geféierlech! An ech mengen och, dass een dat muss hei erwänen

an deem Kontext an dass dat eis och misst zu Froen Ulass ginn, wa mer esou ee Projet wéi deen heite stëmmen.

Eischtens stellt sech d'Fro vum Völkerrecht: Wien definéiert, wat wou ze maachen ass? Sinn et d'USA a Groussbritannien zum Beispill, déi decidéiert hunn, wat am Irak ze maachen ass? Ass et Russland, wat decidéiert, wat an der Ukrain ze maachen ass? Ass et Frankräich, wat decidéiert, wat a Libyen oder a Syrien ze maachen ass? Oder ass et net d'UNO, déi misst Decisiounen huelen, opgrond vun Texter, déi fir alleguerte gültig sinn? A wann et déi Texter net gëtt, mussen se nach ausgeschafft ginn.

Mir fäerten, dass duerch dat, wat déi lescht Zäit geschitt ass, d'UNO op den Niveau vun der Société des Nations virum Zweete Weltkrich zrëckgefouert ginn ass. An um Wierk sinn haut deelweis déiselwech Imperialmächten, déi fir den Eischte Weltkrich zoustänneg waren!

An dat an engem sozialekonomesche Kontext, Här President, an Europa, deen un d'30er Joren erënnert, a mat Flüchtlingsstréim, déi sech aus der Destrukturierung vu ganze Länner erginn, net nëmmen duerch Kricher wéi a Syrien, mä och duerch wirtschaftlech Destrukturierung iwwer Fräihandelsaccorden, wéi an Afrika.

Zweetens stellt sech ganz kloer, a mir sinn hei am NATO-Kontext, d'Fro vun de Bündnisstrukturen. Wéi séier kann een an e Krichsfall erage-rodren? Mir hunn en NATO-Bündnisvertrag mat der Türkei. Et ass jo net auszudenken, wat géif geschéien, wa géif dee Konflikt mat Russland do eskaléieren! Mir hunn eng Bündnispflicht an der NATO.

A mir hunn och neierdengs eng Bündnispflicht innerhalb vun der EU, déi Frankräich mobiliséiert huet déi lescht Zäit, a wou de Minister och zougestëmmt huet, fir dat zouzesécheren. Et ass fir d'Eischt, wou dat gefrot ginn ass. Ech fannen iwwerregens, dass ongerechtfertegerweis op deem Artikel mobiliséiert ginn ass. Den IS ass kee Stat. Mir sinn net am Krich mat engem Stat. Trotzdeem spillt hei de Bündnisfall.

Ech sinn och der Meinung, dass d'EU kee Militärapakt ass a kee Militärapakt dierf ginn! Trotzdeem si mer gehalten, opgrond vun enger Klausel vum EU-Vertrag, wou mer selwer nach net d'Ausmooss dovun wëssen. Mir sollen d'nächst Woch jo Opschluss doriwwer kréien an enger Sitzung vun der ausepolitescher Kommissioun.

Drëtens stellt sech, mengen ech, d'Fro vum militäresch-industrielle Komplex. Dat ass en Ausdrock, deen de President Eisenhower an den USA an de 50er Jore gebraucht huet, andeems en Amerika gewarnt huet vir-drin, an d'Ofhängegkeet ze kommen tëschent dem Zesummenspiel vu Militär a Groussindustrie. Dat ass vum Eisenhower!

An ech mengen, dass déi Fro sech och stellt haut an der EU, an zwar duerch de Lissabon-Vertrag, deen en héijen Niveau vu militärescher Kooperatioun virgesäit. An et sinn och Beschléss geholl gi virun engem Joer ongeféier, déi wëllen d'europäescher Rüstungsindustrie als Weltpol ausbauen an déi och eng Synergie fuerderen tëschent militäreschen an ziville Beräicher. An dat ass e bëssen och, wat mer hei maachen, Här President.

Do ass also en neie militäresch-industrielle Komplex an Europa, deen amgaang ass, ze entstoen. A läit et do net op der Hand, dass déi militäresch a politesch Interesse Syrien benotzen als en Testfeld fir nei Waffensysteme? Gradesou wéi d'USA dat maachen, gradesou wéi Russland dat mécht, gradesou wéi déi Länner alleguerten, déi doranner implizéiert sinn.

Et ass also an deem Kontext, wou mer dee Projet hei diskutéieren. Dat, wat mer hei solle stëmmen, dat ass en héich technologeschen integréierten Deel vun engem Waffensystem. NATO-Opklärungsdrone, dat steet och am Bericht ganz kloer dran, ginn aktiv virun, während an no Waffegäng. Duerfir kann een dat hei net nëmmen als eng gutt ekonomesch Okkasioun hei diskutéieren.

Kann een elo nach soen, Lëtzebuerg hätt keng Krichsindustrie? Ech mengen net! Dronen, och Opklärungsdrone si jo näischt Harmloses. Et gehéiert zum Krich. Opklärung gehéiert zum Krich. An et ka krichsrechtlech diskutabel sinn, besonnesch wann Ziler domadder erausgesicht a viséiert ginn, déi fir Aktiounen hierhalen zum Beispill, déi géint d'Krichsrecht verstoussen!

Dat ass näischt Theoretisches. Kundus war zum Beispill esou een Zil, an et ass zu Recht, dass mer hei eng Motioun gestëmmt hunn, wou mer Opklärung iwwert dee Bombardement vun deem Spidol do verlaangt hunn. An och wann zivilrechtlech d'NATO soll fir de Schued opkomme vun deenen Dronen, geet awer den Uerder leschten Enns iwwer eise Satellitt. Et ass och e puermol d'Fro opgeworf ginn, wat fir Apparater soss nach kéinten diri-

géiert ginn iwwert de GovSat oder och iwwer aner SES-Satelliten.

Mir stëmmen dofir géint dee Projet hei - dat wäert keng Iwwerraschung si fir lech -, well en eis besonnesch zu deem Zäitpunkt international zu engem geféierleche Moment op eng Aart a Weis positionéiert, déi net am Interesse vun eisem Land ass an déi ze verwerfen ass!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Wuert huet elo direkt den zoustänneg Minister, den Här Etienne Schneider.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Merci, Här President. Fir d'Alleréischte wéilt ech dem Rapporteur fir säin exzellente Rapport Merci soen, awer och der Kommissioun fir déi reibungslos Zesummenaarbecht, wat deen heite Projet ugeet.

Et ass vir-drin ugeklongen, dat hei ass deen zweeten Deel vum Projet AGS, woubäi deen eischtens Deel dra bestanen huet, fir zesumme mat 15 anere Länner Observatiounsdrone ze bestellen. Dat ass e Projet, deen nach an d'Virgängerregierung fällt. An an deem Projet, an deem zweete Projet geet et ëm en Engagement, dat Lëtzebuerg zu Wales um NATO-Sommet geholl huet, fir déi noutwendeg Satellitcapacitéit zur Verfügung ze stellen, der NATO zur Verfügung ze stellen, fir déi Observatiounsdrone kënnen ze bedéngen.

Dës Dronen, déi bestallt jo sinn, sollen 2016 geliiwert ginn, müssen also bis dohin och déi néideg Capacitéite kréien, Satellitcapacitéite kréien, fir kënnen ze funktionéieren. Dofir sinn ech och dankbar, dass mer dee Vott vun deem Projet haut nach kënnen maachen, fir rechtzäitig prett ze sinn, fir dat do kënnen ze maachen.

Ech wéilt net méi op d'Detailer vum Projet agoen, well de Rapporteur huet dat exzellent gemach an och déi Riedner duerno hunn op Detailer higewisen. Ech wéilt just nach op ee Punkt eng kéier vlächter zrëckkommen - an da kommen ech awer och op déi verschidde Froen nach eng kéier zrëck -, dat ass de Fait, dass mer zu Lëtzebuerg jo en Engagement hu vis-à-vis vun der NATO, fir eisen Effort de défense an d'Luucht ze setzen, vun 0,4% op 0,6%.

Domat si mer, an dat ass vir-drin gesot ginn, nach ëmmer déi, déi am allerminnste bäidronen zur Sécherheet an der Europäescher Uniooun. Mir leien am Moment eppes Klenges iwwer 0,4%. Déi aner Länner leien all ëm 1%, 1,5%, 2%, souguer drierwer. An d'Zil bei der NATO ass, dass all Memberland mindestens 2% vu sengem PIB fir d'Défense ausgëtt. Also, et kann een net onbedéngt behaupten, mir géifen hei eis militariséieren. Mir probéieren mat eisem Engagement, mat engem seriösem Engagement, eis Responsabilitéit ze huelen. Mä, wéi gesot, 0,4% respektiv 0,6% ass nach wäit vun deem, wat all déi aner Länner fir eis Sécherheet ausginn.

Wat mer awer probéieren, dat ass, wa mer déi Suen do scho müssen ausginn, dat ass jo all Joers dann e Betrag vun esou vill honnert Milliounen, da probéiere mer ebe just déi Suen esou auszeginn, dass se och e Retour économique op Lëtzebuerg hunn. Dofir hu mer eng Rei Projeten definéiert, an déi investéiert gëtt an deenen nächste Joren a wou mer och schonn amgaang sinn. Zum Deel a Projeten, wéi den Häreberg ze renovéieren, wat mat Sécherheet jo e pazifistesche Projet ass, deen awer eng ronn 100 Milliounen wäert kaschten a wou d'Suen integral am Land wäerte bliewen, well et dem Handwierk an dem Bau wäert Kontrakter verschafen.

Da wësst Der, dass mer d'Pisten, d'Landepisten um Findel müssen nei maachen. A well de Findel en NATO-Flughafen ass, probéiere mer och do e gudden Deel vun deem Investissement, dat mer souwiesou mussen maachen, als Effort de défense am Kader vun der NATO dann och ze deklaréieren.

Mir hunn de Projet LuxGovSat virun net allze Laangem hei gestëmmt, wat e Projet ass, wou d'SES zesumme mam Stat zesummen dran ass, wat och en direkte Retour économique dann op Lëtzebuerg huet. Mir hunn de CAE Aviation, wou mer viru Kuerzem zu Sigonella waren, wou mer am Programm EUNAVFOR MED matmaachen, wou mer en Observatiounsflieger zur Verfügung stellen. Och eng Firma, déi hei zu Lëtzebuerg ass, wou d'Suen also integral an eng Lëtzebuurger Entreprise fléissen.

An elo deen heite Projet AGS, wou mer et och esou maachen, dass déi Satellitcapacitéite wuel bei der SES kaaft ginn ass, mä dass mer



als Zwäschendändler, wann ech dat esou sa-  
lopp dierf soen, LuxGovSat agesat hunn.

Dat heescht, och hei hu mer e méifache Win-  
win, aus deem einfache Grond, well déi inte-  
gral Zomm vun deenen 120 Milliounen Euro,  
ëm déi et hei geet, wäerten zu Lëtzebuerg  
ausgi ginn. Zum Deel bei LuxGovSat selwer,  
zum Deel bei der SES, wou de Stat an deenen  
zweu Gesellschaften Aktionär ass.

Dat heescht, mir hunn e Retour économique  
am méifache Sënn, op där enger Säit duerch  
d'Dividenden, déi mir aus deene Gesellschafte  
kréien, duerch den Emploi, dee geschaf gëtt,  
duerch d'Steieren, déi bezuelt ginn. Et ass also  
en intelligent Verbanne vum Retour écono-  
mique mat dem Effort de défense.

Ech wëll awer dann nach zum Schluss op e  
puer Froen agoen, déi mer gestallt gi sinn.

Vum Här Halsdorf ass gefrot ginn, ob de Loft-  
raum, ob de Problem vum Loftraum gekläert  
ass, wann de Projet soll 2016 ulafen.

Et ass esou, dass Italien sech engagéiert huet,  
dat alles ze klären, wat d'Zertifikatioun an d'In-  
tegratioun an de Loftraum ugeet, bis de Projet  
soll ulafen. Dat misst also alles klappen.

Ob d'Dronen arméiert kënnen ginn. Dat ass net  
méiglech, well et Observatiounsdrone sinn a se  
just fir deen Zweck gebaut ginn.

Firwat nëmme 15 Länner an deem Projet mat-  
maachen: Ech mengen, dat ass awer eng rela-  
tiv üüblech Saach, dass sech e Cluster vu Län-  
ner bilt, déi an deen een oder anere Projet in-  
vestéieren. Sou wéi mir elo an deen heiten in-  
vestéieren, investéiere mer an anerer net. Vun  
dohier ass dat näischt Aussergewöhnliches.  
Datselwecht gëllt, firwat d'Belsch an Holland  
an deem heite Projet net derbäi sinn.

Dir hutt och gefrot, Här Halsdorf, ob mir déi  
Eenzeg sinn, déi Satellitcapacitéiten zur Ver-  
fügung stellen. Et ass esou, dass mir fir déi Va-  
leur vun 120 Milliounen während zéng Joer elo  
déi Capacitéiten zur Verfügung stellen, mä dass  
d'NATO awer insgesamt fir 250 Milliounen  
Euro Capacitéite brauch. An dat si Capacitéi-  
ten, also déi, déi mir proposéieren a liwweren,  
dat si KU-Band-Capacitéiten. An d'NATO keeft  
de Rescht bei aneren Ubidder.

Bon, ech mengen, mat dem Retour économi-  
que hunn ech dem Här Kartheiser zum Deel op  
seng Fro geäntwert. Et ass awer och esou, dass  
mer während der Présidence zwee Seminären  
hei zu Lëtzebuerg organiséiert hunn, wou mer  
probéiert hunn, eis Satellitcapacitéiten ze ver-  
kafen. Dat heescht, mir hunn d'NATO-Partner  
invitéiert. Mir haten eng ganz Rei Experten aus  
dem Ausland, aus deene verschiddene Partner-  
staten, déi sech extrem interesséiert hu fir dat,  
wat mir d'Fäegkeet hunn, ze maachen, sief et  
iwwer LuxGovSat, sief et iwwer SES. Mir hunn  
also probéiert, do während der Présidence Re-  
klamm fir eis ze maachen.

Mir hunn och en anere Seminär gehat iwwert  
d'PPPen an der Verdeegeungsindustrie - och  
dat eng Konferenz, déi gutt besicht war. Mir  
hunn awer och eng Rei Visitten organiséiert,  
sief dat bei der Cargolux, fir Transportcapacitéi-  
ten an Zukunft kënnen op aner Partnerstaten  
ze verkafen, sief dat bei SES oder LuxGovSat, fir  
Satellitcapacitéiten ze verkafen.

Bei deem, wat Der gefrot hutt zur Consultance,  
ass et esou, dass dee gréissten Deel vun där  
Consultance technesch Consultance war, aus  
deem einfache Grond, well dat do extrem spe-  
zifesch Sujete sinn a mer déi net einfach esou  
am Ministère setzen hunn, Leit, déi dorobber  
spezialiséiert sinn. Dat ass also, mengen ech,  
en normalen Émstand, dass mer eis déi Consul-  
tance vu bause geholl hunn.

An dann hutt Der nach gesot, dass d'SES do-  
duerjer, dass se déi Capacitéiten do zur Verfü-  
gung stellt, eventuell en Target kënn si fir en  
Üschlag. Dat ass mat Sécherheet net aus-  
schléissen, dass esou e Risiko besteet. Mä esou  
e Risiko hu mer awer och op anere Plazen. Ech  
erënnere un d'europäesch Institutiounen um  
Kierchbiereg, och dat ass e possiblen Target fir  
een, deen zum Beispill der Europäescher  
Unioen wëllt schueden. Ech mengen, vun do-  
hier kann een esou e Risiko, esou e Reschrisiko  
ni ausschléissen. Dat ze behaapte wär falsch.

Voilà, dat gesot, soen ech lech nach eng Kéier  
e ganz grouse Merci fir déi gutt Kollabora-  
tioun an deem doten Dossier.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci  
och dem Här Minister. A mir kënnen dann  
direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi  
6852 iwwergoen.

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup>8, 9 et 10

### 8<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 116

Interpellation de M. Gast Gibéryen sur le futur développement du pays p. 116-125

6778 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre national d'incendie et de secours et autorisant l'État à participer au financement des travaux y relatifs p. 125-129

### 9<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 130

Communications p. 130

Ordre du jour p. 130

Heure de questions au Gouvernement

- Question n<sup>o</sup>145 du 9 décembre 2015 de M. Claude Wiseler relative à la proposition de constituer un groupe des petits pays européens dont la population est inférieure à un million d'habitants dit le «G9», adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 130

- Question n<sup>o</sup>146 du 8 décembre 2015 de M. André Bauler relative à l'engagement d'art-thérapeutes au sein de l'Éducation nationale, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 130-131

- Question n<sup>o</sup>147 du 8 décembre 2015 de Mme Cécile Hemmen relative au manque présumé de titulaires assurant les cours sportifs de la LASEP, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 131

- Question n<sup>o</sup>148 du 9 décembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative au service oncologie du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé

et

Question n<sup>o</sup>149 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Mergen relative à la confusion d'échantillons de biopsies mammaires au sein du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 131-132

- Question n<sup>o</sup>150 du 9 décembre 2015 de Mme Josée Lorsché relative à la directive ayant pour but de porter à 40% la part du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances p. 132

- Question n<sup>o</sup>151 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au service d'intervention d'urgence par voie d'hélicoptère, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 132

- Question n<sup>o</sup>152 du 9 décembre 2015 de M. Max Hahn relative à l'accord avec l'ACEL sur les modifications des bourses étatiques pour études universitaires, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 132-133

Ordre du jour (suite) p. 133

6718 - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

3) le titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce p. 133-134

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la restructuration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et notamment de la présence des bureaux de poste p. 134-137

6858 - Projet de loi concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant

1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;

2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal p. 137-139

6911 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014 p. 139-140

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 de la Cour des Comptes p. 140

6911 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014 (suite) p. 140

### 10<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 141

6779 - Projet de loi

1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire;

2. modifiant

- la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration,

- la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3. abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection p. 141-148

Débat d'orientation sur le deuxième rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs et sur le troisième rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie p. 148-155

6852 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme «Alliance Ground Surveillance» (AGS) de l'OTAN p. 155-158

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6852 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech  
Stëmmen an dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer. Mir hu 54 Par-  
ticipatiounen um Vott, 52-mol Jo, 2-mol Neen.  
Domat ass de Projet de loi 6852 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de  
loi 6852 est adopté par 57 voix pour et 2 voix  
contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-  
Duval, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm),  
MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par  
M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes  
Martine Hansen (par M. Paul-Henri Meyers),  
Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M.  
Emile Eicher), Marc Lies, Mme Martine Mergen  
(par M. Gilles Roth), M. Paul-Henri Meyers, Mme

Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-  
Gaasch), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco  
Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler),  
Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par  
M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M.  
Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton  
(par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme  
Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo,  
Georges Engel, Franz Fayot (par M. Marc Angel),  
Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M.  
Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum,  
Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M.  
Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex  
Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas,  
Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et  
Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox,  
Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M.  
Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser),  
Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David  
Wagner.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum  
zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

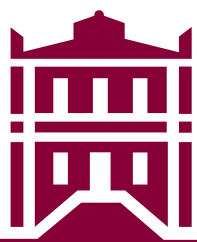
Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm  
a mir gesinn eis d'nächst Woch erëm fir d'Bud-  
gettsdiskussiounen.

Ech soen lech Merci.

**(Fin de la séance publique à 19.20 heures)**





### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1554	Sylvie Andrich-Duval	Diagnostic du cancer du sein
1555	André Bauler, Gusty Graas	Installation de bornes électriques
1556	Diane Adehm, Gilles Roth	Scandale «Volkswagen»
1557	Serge Urbany	Liste commune de pays sûrs
1558	Aly Kaes, Marc Spautz	Fin du droit à l'indemnité pécuniaire en cas de maladie prolongée
1559	Françoise Hetto-Gaasch	Adoptions
1560	David Wagner	Scolarisation systématique des enfants indépendamment de leur situation administrative
1561	Gilles Roth	Situation du trafic au rond-point dit «Hiereknapp» à Capellen
1562	Marco Schank	Commissariat de police à Ettelbruck
1564	Alex Body	Interdiction de dissimuler son visage en public
1566	Françoise Hetto-Gaasch	Foire de l'Étudiant
1567	Diane Adehm, Gilles Roth	Zone franche à l'Aéroport de Luxembourg
1568	Diane Adehm, Gilles Roth	Déclarations d'arrivé dans les communes
1569	Fernand Kartheiser	Contrôles de sécurité à l'aéroport de personnes voilées
1571	Claudia Dall'Agnol	Certificat de décès
1572	Claude Adam	Salaires des enseignants
1573	Lex Delles	Assignation des demandeurs d'emploi
1574	Diane Adehm, Gilles Roth	Dissimulation du visage dans l'espace public
1577	Fernand Kartheiser	Aide au développement
1578	Claudia Dall'Agnol, Georges Engel	Inscription du partenariat sur le répertoire civil
1579	Léon Gloden, Serge Wilmes	Règles de sécurité applicables à l'Aéroport de Luxembourg
1580	Fernand Kartheiser	Faux papiers
1581	Lex Delles, Max Hahn	Accès Internet des commissariats de proximité et d'intervention
1582	Roberto Traversini	Congé parental
1584	Nancy Arendt	Cartes prépayées anonymes pour les téléphones mobiles
1585	Nancy Arendt	Troubles alimentaires
1586	Martine Hansen	Enseignement à domicile
1587	Yves Cruchten	Test de langue luxembourgeoise
1588	Roy Reding	Campagne du Ministère pour l'Égalité des chances
1589	Marc Lies	Réforme du Fonds du Logement
1590	Laurent Mosar	Procédure de recrutement du directeur du Service de renseignement de l'État
1591	Diane Adehm, Gilles Roth	Radicalisation en milieu pénitentiaire
1592	Fernand Kartheiser	Surveillance des nouveaux médias par le Parquet général
1593	André Bauler	Chômage
1594	Martine Hansen	Emploi des adolescents aux travaux à risques spécifiques
1596	Martine Hansen	Service d'hiver assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées
1597	Max Hahn	Contournement de Dippach-Gare
1599	Max Hahn	Règlement général de police
1600	Gérard Anzia	Déchets marins et microplastiques
1601	Gusty Graas	«Topmix permeable»
1602	Roy Reding	Invitation d'ONG à participer à des manifestations
1604	David Wagner	Avenants de contrats de chargés d'éducation
cf. 1605		
1605	Claude Adam	Conditions de travail des chargés de cours de l'enseignement secondaire et secondaire technique
cf. 1604		
1606	Marc Spautz	Centre de rééducation
1607	Marc Lies	Impôt foncier
1608	Gilles Roth	Fermeture de bureaux de poste
1610	Lex Delles, Max Hahn	Fermeture de 33 bureaux postaux
1612	Alexander Krieps, Edy Mertens	Lutte contre le sida
1613	Claudia Dall'Agnol	Prise en charge de la prophylaxie pré-exposition
1615	Françoise Hetto-Gaasch	Scolarisation des enfants atteints de dysphasie
1616	Nancy Arendt	Cours de natation dans les établissements scolaires
1618	Serge Urbany	Service universel offert par l'Entreprise des Postes et Télécommunications

#### Question 1554 (06.11.2015) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant le diagnostic du cancer du sein:

Le cancer du sein est celui qui est le plus fréquent chez la femme. Aussi des progrès remarquables ont été accomplis ces dernières années dans le diagnostic et le traitement du cancer du sein.

Pour éviter sur la poitrine des cicatrices visibles et définitives, la chirurgie robot assistée pourra être utilisée en cas de mastectomie avec reconstruction mammaire immédiate. Celle-ci permettra donc d'aborder les cancers du sein avec des incisions plus petites et moins visibles, et d'améliorer les résultats esthétiques obtenus.

En ce qui concerne le diagnostic, un futur test simple et rapide, pour mieux distinguer les lésions bénignes ou malignes du sein sans avoir à réaliser de biopsie, a produit de premiers résultats cliniques très prometteurs. Cette technique utilise le principe de la spectroscopie de fluorescence pour améliorer la caractérisation tissulaire. C'est une pratique très peu douloureuse, qui permet d'obtenir immédiatement la réponse et en plus de réduire l'anxiété de l'attente des résultats.

Ces techniques moins agressives représentent alors des avantages incontestables pour les femmes qui pourraient bientôt devenir réalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de ces dernières évolutions? Si oui, les nouvelles techniques en cause seront-elles appliquées aussi au Luxembourg dans un futur proche?

- Les chercheurs luxembourgeois participent-ils également aux activités de recherche interna-

tionale ayant pour objet la lutte contre le cancer du sein? Si oui, peuvent-ils confirmer les résultats probants dans ce domaine?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de promouvoir davantage la recherche et l'information sur les diagnostics et les thérapies de la maladie du cancer du sein?

#### Réponse (03.12.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Lorsqu'une ablation du sein est nécessaire (mastectomie), le médecin peut proposer une reconstruction immédiate par différentes techniques. Ces chirurgies laissent néanmoins sur le sein des cicatrices visibles et définitives. L'idée de réaliser une mastectomie via le creux axillaire est alors apparue, avec une seule cicatrice cachée dans l'aisselle.

Cette technique de chirurgie de reconstruction mammaire assistée par robot est une technique très récente en cours d'évaluation. Elle sera proposée aux patientes dans le cadre d'un essai clinique. Cette étude se déroulera à l'institut Gustave Roussy à Paris.

Il est donc bien trop tôt pour pouvoir émettre une opinion sur les modalités d'utilisation au Luxembourg.

Le tissu normal tend à émettre une fluorescence, ou à briller, quand on l'expose à un certain type de lumière, tandis que le tissu anormal ne brille généralement pas autant. Les médecins se servent d'un instrument tenu manuellement, qui émet une lumière bleue ou blanche pour identifier des changements dans la fluorescence des tissus. Certaines techniques de fluorescence ont recours à une solution spéciale qui aide les zones anormales à ressortir sous la lumière bleue ou blanche. Cette technique pourrait être utilisée pour les cancers des

organes accessibles par voie endoscopique: cavité buccale, poumons, œsophage.

En imagerie mammaire, la technique est en cours d'évaluation pour permettre une mise au point plus précise des lésions palpables ou mises en évidence par mammographie, afin de mieux cibler les lésions pour lesquelles une biopsie est nécessaire. En effet, de nombreuses biopsies sont réalisées, et sont finalement diagnostiquées comme bénignes: l'objectif est donc de diminuer le nombre de biopsies bénignes.

Plusieurs études sont en cours:

Le PROBEA:<sup>1</sup>

- le principe: placer une fine aiguille sous guidage échographique dans le nodule suspect, actionner un laser et analyser en temps réel le spectre obtenu sur un écran pour définir le caractère bénin ou malin de la lésion, en fonction de l'intensité lumineuse, de la longueur d'onde et de la forme du spectre obtenu;

- objectif: évaluer un nouvel outil destiné à diagnostiquer les lésions du sein par les propriétés d'auto-fluorescence des tissus pour éviter des gestes inutiles;

- site: institut Gustave Roussy, Paris. La société Nodea Medical®, développe actuellement ce

nouvel outil, le PROBEA®, destiné à l'aide au diagnostic du cancer du sein par la fluorescence in situ;

- résultats: les premiers précliniques (études sur pièces opératoires) sont prometteurs. Une étude nationale pilotée par Gustave Roussy (Dr Corinne Balleyguier) est en cours depuis début 2015 pour évaluer en détails la capacité diagnostique immédiate de cette technique.

La Tomographie OptoAcoustique (TOA):<sup>2</sup>

- le principe: repose sur l'émission de courtes impulsions lumineuses par un laser. L'énergie lumineuse absorbée par les tissus biologiques produit une onde de pression acoustique. Cette onde acoustique se propage et peut ensuite être enregistrée par un ensemble de capteurs ultrasonores. Des méthodes de reconstruction tomographique permettent alors de produire une image en 3D de la zone imagée;

- objectif principal: évaluation des lésions mammaires détectées par mammographie, afin de mieux cibler celles qui doivent être biopsiées;

<sup>2</sup> Sources: <https://clinicaltrials.gov/ct2/show/NCT02364388> <http://www.umcutrecht.nl/en/Research/Research-programs/UMC-Utrecht-Center-for-Image-Sciences/Research-programs/Clinical-studies-and-Cohorts> Congrès Eusobi, Londres, 03.10.2015: T. Stavros (USA), C. Meeuwis, J. Veltman, R. Mann (NL)

<sup>1</sup> Sources: [http://fom-k.net/sites/fom-k.net/files/u3/f\\_chate-lier\\_0.pdf](http://fom-k.net/sites/fom-k.net/files/u3/f_chate-lier_0.pdf) [http://www.gustaveroussy.fr/sites/default/files/dp\\_octoberrose\\_2015\\_gustaveroussy.pdf](http://www.gustaveroussy.fr/sites/default/files/dp_octoberrose_2015_gustaveroussy.pdf) <http://www.nodea-medical.com/fr/fluorescence-cancer/> <http://www.nodea-medical.com/fr/professionnels-de-sante/applications/cancer-du-sein/>



- sites: «The Imagio breast imaging system»: étude MAESTRO, Pays-Bas; multicenter Pivotal study, Texas/USA;

- résultats: étude terminée en septembre 2015 et non publiée. Les premiers résultats sur quelques centaines de patientes ont démontré la capacité du dispositif à mieux classer les lésions pour cibler la nécessité de biopsie.

Il s'agit donc de techniques en cours d'évaluation qui prendraient leur place, dans la chaîne diagnostique, après la mammographie, et non pour la remplacer.

Le dispositif n'est ni testé ni utilisé au Luxembourg pour la mise au point des lésions mammaires.

Toujours est-il que des scientifiques de toute nationalité participent à des projets de recherche, en particulier en oncologie et en santé publique, au sein de divers départements du Luxembourg Institute of Health. Certains médecins, exerçant au Luxembourg, participent à ces recherches. Le département «Research Knowledge Transfer Office» vise à optimiser la diffusion et l'application des résultats de ces recherches.

Depuis 2014, de nombreux acteurs se mobilisent pour le développement du Plan Cancer 2014-2018.

L'axe 10 du Plan Cancer concerne spécifiquement la promotion de la recherche en oncologie.

Il s'agit de permettre aux personnes atteintes du cancer, traitées au Luxembourg, de bénéficier des avancées de la recherche en cancérologie internationale et nationale, d'investir dans une recherche compétitive, de favoriser le recrutement de chercheurs qualifiés dans le domaine et la participation des personnes atteintes du cancer aux études cliniques.

La diffusion des informations a lieu tant envers le public (1), qu'envers les médecins (2)

(1) De nombreuses informations sur la prise en charge du cancer du sein sont disponibles sur les sites Internet comme: [www.sante.lu](http://www.sante.lu); [www.plancancer.lu](http://www.plancancer.lu); [www.cancer.lu](http://www.cancer.lu).

Le site [www.sante.lu](http://www.sante.lu) est en cours de perfectionnement.

Le Centre de Coordination du Programme Mammographie de la Direction de la Santé élabore en ce moment une nouvelle campagne d'information concernant le dépistage du cancer du sein et la prise en charge des lésions mammaires. Des informations sont, depuis 2006, disponibles dans le «Guide de Bonnes Pratiques», dont la dernière version (2014) est téléchargeable sur le site [www.sante.lu](http://www.sante.lu).

Des médecins spécialisés en imagerie mammaire participent à des conférences organisées pour le public au Luxembourg.

(2) Les radiologues agréés pour le dépistage du cancer du sein suivent des formations spécifiques, par leur participation aux congrès et workshops internationaux. Régulièrement, des formations sont organisées pour eux, à Luxembourg, par le Centre de Coordination du Programme Mammographie.

En 2010-2011, la Direction de la Santé a commandité un audit visant à étudier la qualité de la prise en charge des femmes atteintes d'un cancer du sein. Une «roadmap» globale de mise en œuvre des recommandations de l'audit du système de dépistage, de diagnostic et de prise en charge des cancers du sein a été élaborée avec la participation de nombreux intervenants. L'objectif est d'évaluer régulièrement la qualité des soins en pathologie mammaire et d'apporter les améliorations nécessaires dans chaque domaine de la prise en charge. Les détails de cette «roadmap» ont été rendus publics, et sont disponibles sur le site [www.sante.lu](http://www.sante.lu).

En septembre dernier, le Registre National du Cancer a présenté à la plate-forme nationale Cancer les premiers résultats concernant les cancers du sein diagnostiqués au Luxembourg en 2013.

**Question 1555** (09.11.2015) de **MM. André Bauler et Gusty Graas** (DP) concernant l'**installation de bornes électriques**:

Le Gouvernement se propose d'établir à travers tout le pays quelque 800 bornes électriques d'ici l'an 2020.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser quel sera le rapport entre énergie nucléaire et énergie verte dans l'approvisionnement des véhicules électriques?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer quelles sont jusqu'à présent les expériences faites par nos pays voisins en ce qui concerne la fréquence d'utilisation de voitures électriques, notamment dans le milieu campagnard?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations fiables au sujet du bilan écologique d'un tel système de transport?

**Réponse commune** (11.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés André Bauler et Gusty Graas concernant les bornes de charge pour les véhicules électriques, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

La loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit dans son article 27 paragraphe (13) que les utilisateurs de l'infrastructure de charge publique peuvent librement choisir leur fournisseur d'électricité quand ils rechargent leur voiture électrique. L'article 49 paragraphe (2) de la même loi dispose que tous les fournisseurs d'électricité sont obligés à spécifier «dans les documents promotionnels destinés aux clients finals potentiels, sur leur site Internet et au moins annuellement dans ou avec les factures envoyées aux clients finals (...) la contribution de chaque source d'énergie à la totalité des sources d'énergie utilisées par le fournisseur ou cours de l'année écoulée (...)». Ainsi, le règlement grand-ducal du 21 juin 2010 relatif au système d'étiquetage de l'électricité donne à cet effet aux clients la possibilité de comparer les produits des différents fournisseurs d'énergie électrique en termes de leur composition énergétique et de l'impact environnemental. Le consommateur, lorsqu'il fait son choix de son fournisseur, que ce soit pour la consommation domestique ou pour la recharge de son véhicule électrique, a ainsi la possibilité de sélectionner celui-ci non seulement en fonction du prix, mais également en fonction des sources d'énergie (renouvelables, conventionnelles, etc.). La majorité des fournisseurs desservant des clients finals sis au Grand-Duché de Luxembourg offrent d'ailleurs exclusivement des produits 100% à partir de sources d'énergie renouvelables aux clients résidentiels.

Des informations quant aux expériences faites par nos pays voisins en relation avec la fréquence d'utilisation de voitures électriques ne sont guère disponibles. Or, le projet de règlement grand-ducal relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique prévoit une répartition homogène dans les régions des bornes de charge sur le territoire luxembourgeois. Ainsi, au moins une borne de charge publique sera installée dans chaque commune du Grand-Duché de Luxembourg, indépendamment de sa taille, du nombre d'habitants ou du nombre d'emplois sur son territoire. Le maillage résultant de bornes de charge publiques permettra aux utilisateurs de voitures électriques de se déplacer en milieu rural ou urbain sans restriction majeure concernant l'autonomie de leurs véhicules.

Quant au bilan écologique d'un véhicule électrique, il n'existe pas de réponse unique. En effet, celui-ci dépend de nombreux paramètres techniques, géographiques et sociétaux. Ainsi, la source d'électricité, le type de véhicule et de batterie, les conditions extérieures (en particulier la température), le type de roulement rencontré (routes, autoroutes, embouteillages...) et les distances parcourues influencent fortement le bilan écologique du véhicule électrique, qui est par conséquent dépendant de son utilisation et du lieu où il est utilisé.

D'autre part, l'absence de gaz d'échappement permet de limiter les émissions polluantes locales (particules, hydrocarbures imbrûlés et NO<sub>x</sub>) et cet effet est d'autant plus significatif pour des véhicules circulant en milieu urbain. À moins qu'il soit rechargé avec de l'électricité produite avec une quote-part très élevée d'énergie issue de sources fossiles, les émissions de CO<sub>2</sub> dues à l'utilisation d'un véhicule électrique sont en principe inférieures à celles d'un véhicule thermique.

A priori, comme énoncé ci-dessus, la majorité des fournisseurs d'électricité au Luxembourg offrent exclusivement des produits 100% renouvelables aux clients résidentiels.

**Question 1556** (09.11.2015) de **Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **scandale «Volkswagen»**:

Depuis un certain temps déjà, des rumeurs autour d'une implication d'acteurs luxembourgeois dans le scandale «Volkswagen» vont bon train. Paperjam.lu a fait savoir aujourd'hui, en se référant à un article paru dans le FAZ, que les voitures Audi se seraient soumises à des examens des gaz d'échappement auprès de la Société Nationale de Certification et d'Homologation (SNCH).

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pour quelles raisons les voitures Audi ont fait l'objet de tests au Luxembourg et non pas en Allemagne? Durant quelle période ces tests ont-ils eu lieu? Est-ce que la SNCH a constaté des anomalies lors de ces tests? Dans l'affirmative, lesquelles?

- La SNCH continue-t-elle à procéder à de tels tests? Comment le Gouvernement entend-il faire en sorte que des fraudes telles que celles découvertes pour les marques du groupe Volkswagen puissent être démasquées plus tôt?

**Réponse** (15.12.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur l'implication de la Société Nationale de Certification et d'Homologation (SNCH) dans l'affaire «Volkswagen».

La SNCH établit des certificats d'homologation pour plusieurs constructeurs allemands, dont Audi AG, qui fait appel aux services de la société luxembourgeoise depuis déjà plus de 30 ans.

L'avantage de pouvoir introduire les rapports de tests en allemand et la reconnaissance mondiale de la SNCH quant à la qualité de son travail et de sa compétence semblent compter parmi les raisons pour lesquelles l'industrie automobile allemande se tourne vers la SNCH.

La SNCH a émis des certificats pour Audi AG sur base de tests effectués par un de ses services techniques. La SNCH confirme qu'après vérification de sa part, aucune non-conformité n'a été constatée ni au niveau des tests du service technique, ni au niveau de l'émission du certificat. Elle affirme également avoir pu constater, après vérification, que la production actuelle d'Audi est conforme.

La SNCH est obligée d'exécuter ses travaux suivant les normes européennes et mondiales en vigueur. Toutefois, les tests ainsi réalisés en conformité avec ces normes ne permettent pas de détecter un dispositif d'invalidation tel qu'utilisé en l'espèce. Il en découle que c'est au niveau de l'UE et de l'ONU que les directives et les règlements pertinents doivent être adaptés, afin d'éviter à l'avenir une telle situation.

La Commission européenne envisage d'instaurer une surveillance de l'homologation au niveau européen, ce qui pourrait se faire en exigeant des autorités d'homologation européennes de se conformer aux exigences d'accréditation (EN ISO 17065) pour garantir une indépendance (économique et politique), une flexibilité et un niveau de compétence élevé. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la SNCH est déjà aujourd'hui accréditée en EN ISO 17065.

Finalement, le Luxembourg supporte l'idée de définir une politique de surveillance du marché commune de l'Union européenne pour s'assurer que les véhicules construits sont bien conformes au prototype homologué.

**Question 1557** (10.11.2015) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant la **liste commune de pays sûrs**:

Le 9 septembre, la Commission européenne a publié la proposition de règlement COM (2015) 452 portant sur l'établissement d'une liste commune de l'Union de pays d'origine sûrs dans le cadre des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale. En annexe de ladite proposition de règlement, la Commission propose une liste comprenant sept pays, en occurrence l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Kosovo, le Monténégro, la Serbie et la Turquie.

Si le concept de pays sûrs peut être critiqué en lui-même, il est particulièrement inquiétant de voir figurer la Turquie sur cette liste proposée par la Commission. En effet, l'évaluation faite par la Commission, selon laquelle la Turquie «remplissait les critères (...) relatifs à l'existence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'Homme ainsi que le respect des minorités et leur protection», peut être sérieusement mise en doute, surtout après les récents événements survenus dans ce pays.

Le 8 octobre 2015, le Conseil «Justice et Affaires intérieures» a été informé par la présidence de l'état d'avancement des travaux concernant un règlement établissant une liste commune de l'Union de pays d'origine sûrs. Dans son rapport (doc. 12557/15), la présidence affirme qu'il a été convenu que le groupe de travail «Asile» effectuerait une analyse approfondie pour chacun des pays d'origine considérés. Il a également été noté que «conformément à une exigence posée par la Cour de justice, le législateur de l'UE devrait être à même de démontrer qu'il a soigneusement évalué les interférences d'un instrument proposé avec les droits fondamentaux consacrés dans la charte et qu'il a étudié d'autres moyens d'atteindre l'objectif poursuivi qui restreindraient dans une moindre mesure les droits fondamentaux».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Pouvez-vous nous informer de l'état d'avancement des discussions au sein du Conseil sur l'établissement d'une liste commune de l'Union de pays d'origine sûrs?

2. Pouvez-vous nous informer sur quels critères se base l'analyse approfondie pour chacun des pays considérés?

3. Est-ce que vous estimez que l'établissement d'une telle liste est compatible avec les droits fondamentaux?

4. Est-ce que la Présidence luxembourgeoise étudie et/ou propose des alternatives à l'établissement d'une liste commune de l'Union de pays d'origine sûrs, comme la Cour de justice semble les demander?

5. Au cas où la Turquie serait comprise sur la liste européenne à valider par le Conseil, est-ce que le Luxembourg appliquerait effectivement des procédures d'asile accélérées pour tous les ressortissants turcs?

6. Au cas où une liste européenne ne serait pas envisageable à court terme, le Gouvernement compte-t-il mettre en place une liste nationale de pays sûrs? Si oui, sur base de quels critères les pays figurant sur une telle liste nationale seraient-ils choisis?

**Réponse** (09.12.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

Ad 1. La directive 2005/85/CE du Conseil du 1<sup>er</sup> décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres avait déjà prévu, dans son article 29, l'élaboration d'une liste commune minimale de pays tiers considérés comme pays d'origine sûrs. Une telle liste n'a cependant jamais été établie au niveau de l'UE.

Le 9 septembre 2015, la Commission a soumis au Conseil et au Parlement européen, en tant que partie intégrante du deuxième paquet de mesures suivant la publication de l'agenda européen en matière de migration, une proposition de règlement visant à établir une liste européenne commune de pays d'origine sûrs. La Commission propose d'y inscrire tous les pays candidats et pays candidats potentiels.

Cette proposition est traitée dans le cadre d'une procédure législative ordinaire (codécision par le Conseil et le Parlement européen). Ainsi, elle est actuellement examinée par les instances préparatoires du Conseil. Des premiers échanges ont eu lieu le 17 septembre 2015 à la réunion des «Amis de la Présidence - Asile» et le 29 septembre à la réunion des «Conseillers JAI».

Ad 2. Selon l'annexe I de la directive 2013/32/UE relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, «un pays est considéré comme un pays d'origine sûr lorsque, sur la base de la situation légale, de l'application du droit dans le cadre d'un régime démocratique et des circonstances politiques générales, il peut être démontré que, d'une manière générale et uniformément, il n'y est jamais recouru à la persécution telle que définie à l'article 9 de la directive 2011/95/UE, ni à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants et qu'il n'y a pas de menace en raison d'une violence aveugle dans des situations de conflit armé international ou interne».



Pour réaliser cette évaluation, il est tenu compte, entre autres, de la mesure dans laquelle le pays offre une protection contre la persécution et les mauvais traitements, grâce aux éléments suivants:

a) les dispositions législatives et réglementaires adoptées en la matière et la manière dont elles sont appliquées;

b) la manière dont sont respectés les droits et libertés définis dans la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et/ou dans le pacte international relatif aux droits civils et politiques et/ou la convention des Nations Unies contre la torture, en particulier les droits pour lesquels aucune dérogation ne peut être autorisée conformément à l'article 15, paragraphe 2, de ladite convention européenne;

c) la manière dont est respecté le principe de non-refoulement conformément à la convention de Genève;

d) le fait qu'il dispose d'un système de sanctions efficaces contre les violations de ces droits et libertés.»

Ad 3. Au cours de la procédure législative et non législative, les trois principaux acteurs, à savoir la Commission, le Conseil et le Parlement européen, ont tous la responsabilité de veiller à ce que leurs propositions initiales et leurs modifications soient conformes aux droits, aux libertés et aux principes énoncés dans la Charte.

Toute limitation de l'exercice des droits et des libertés reconnus par la Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés, dans le respect du principe de proportionnalité. Des limitations ne peuvent être apportées à ces droits et libertés que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui. Le Conseil et ses instances préparatoires examinent avec soin les éventuelles ingérences dans les libertés et les droits fondamentaux afin d'être en mesure de démontrer qu'ils ont envisagé d'autres moyens d'atteindre l'objectif poursuivi qui limiteraient moins le droit ou la liberté en question.

Ad 4. Les délégations des États membres ont souligné l'importance de la mise en place d'une liste européenne commune de pays d'origine sûrs, fondée sur les critères communs établis dans la directive 2013/32/EU, qui doivent faciliter à tous les États membres l'application du concept de pays d'origine sûr. Parallèlement, une telle liste vise à augmenter l'efficacité des systèmes d'asile, en permettant aux États membres de traiter plus rapidement les demandes d'asile qui sont susceptibles d'être infondées. Une analyse individuelle du dossier de chaque demandeur est systématiquement prévue, de sorte qu'il ne sera pas dépourvu du droit de bénéficier d'une protection internationale si ses moyens sont fondés.

Ad 5. Le préambule 42 de la directive 2013/32/UE susmentionnée précise que «le fait qu'un pays tiers soit désigné comme pays d'origine sûr aux fins de la présente directive ne saurait donner aux ressortissants de ce pays une garantie absolue de sécurité. De par sa nature, l'évaluation aboutissant à cette désignation ne peut prendre en compte que la situation générale du pays aux plans civil, juridique et politique, ainsi que la question de savoir si les personnes qui commettent des actes de persécution ou de torture ou infligent des traitements ou des peines inhumains ou dégradants font effectivement l'objet de sanctions lorsqu'elles sont jugées responsables de ces faits dans ce pays. Pour cette raison, il importe que, lorsqu'un demandeur fait valoir des motifs valables portant à croire que le pays concerné n'est pas sûr dans son cas particulier, la désignation de ce pays comme pays sûr ne puisse plus être considérée comme étant pertinente à son égard».

Ainsi, les demandes de protection internationale de ressortissants d'un pays considéré comme pays d'origine sûr ne sont pas traitées automatiquement dans le cadre d'une procédure accélérée. En effet, la désignation d'un pays sur la liste des pays d'origine sûrs n'exclut pas l'examen individuel de chaque demande de protection internationale. Il s'agit d'une présomption simple de désignation d'un pays d'origine comme sûr et donc d'une présomption réfragable lors de l'examen individuel de la demande de protection internationale. Afin qu'une demande puisse être traitée dans le cadre d'une procédure accélérée, il faut que le demandeur n'ait soumis aucune raison valable permettant de penser qu'il ne s'agit pas d'un pays d'origine sûr en raison de sa situation personnelle pour que la procédure dite accélérée puisse s'appliquer à sa demande. Cette condition est d'ailleurs évaluée par les juridictions administratives en cas de recours contre une décision prise dans le cadre d'une procédure accélérée.

Ad 6. Une liste nationale de pays d'origine sûrs a été créée par règlement grand-ducal du 21 décembre 2007, en application de l'article 21 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

En vertu du règlement grand-ducal précité, la République d'Albanie, la République du Bénin, la République de Bosnie-Herzégovine, la République du Cap-Vert, la République de Croatie, la République du Ghana, la République du Mali, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la République du Monténégro et la République du Sénégal avaient été considérées comme pays d'origine sûrs. Le règlement grand-ducal susmentionné avait précisé que le Bénin, le Ghana et le Mali n'étaient considérés comme pays d'origine sûrs à l'égard des seuls demandeurs de protection internationale de sexe masculin.

Le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> avril 2011 modifiant le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 a rajouté la République de Serbie et le règlement grand-ducal du 19 juin 2013 modifiant le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 a rajouté la République du Kosovo comme pays tiers devant être considérés comme pays d'origine sûrs. La République du Mali a été entièrement retirée de la liste des pays d'origine sûrs.

Si la Croatie figure encore sur la liste, il convient de préciser que depuis l'adhésion du pays à l'Union européenne en 2013, l'article 16 de la loi modifiée du 5 mai 2006 prévoyant l'irrecevabilité des demandes provenant de citoyens de l'Union européenne est applicable aux citoyens croates.

La liste des pays d'origine sûrs n'est donc pas figée dans le temps et peut être amenée à évoluer en cas de changement des critères exposés en supra. Il convient de rappeler dans ce contexte que le recours à une procédure accélérée pour les ressortissants d'un pays considéré comme pays d'origine sûr n'est pas un automatisme (voir question 2).

Par ailleurs, la liste n'est pas exhaustive, dans le sens que les pays qui n'y figurent pas ne peuvent pas être considérés d'office comme étant des pays non sûrs.

#### Question 1558 (10.11.2015) de MM. Aly Kaes et Marc Spautz (CSV) concernant la fin du droit à l'indemnité pécuniaire en cas de maladie prolongée:

Il existe des situations où des personnes atteintes d'une maladie grave (p. ex. cancer) dépassent la limite des 52 semaines (sur un total de 104 semaines) durant lesquelles elles ont droit à l'indemnité pécuniaire de maladie. Non seulement ces personnes arrivent alors à la fin de leurs droits, mais en plus leur contrat de travail cesse de plein droit en vertu de l'article L.125-4 du Code du Travail.

Dans le cadre des discussions se rapportant au projet de loi n°6555, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire s'est félicité de ce que le Gouvernement ait réussi à mettre ledit sujet à l'ordre du jour des réunions avec les partenaires sociaux et qu'une solution puisse être trouvée dans les semaines à venir. Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a quant à lui déclaré qu'une solution serait présentée à l'occasion de la tripartite prévue pour octobre 2015, laquelle a récemment été reportée à l'année prochaine.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Combien de personnes ont dépassé en 2015 la limite des 52 semaines susmentionnées? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir ces mêmes informations pour les années précédentes (2009 à 2014)?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer la solution proposée par les partenaires sociaux? Qu'en pensent les Ministres?

3. À supposer qu'aucun compromis n'ait pu encore être trouvé entre partenaires sociaux, quelle est la solution préconisée par Messieurs les Ministres? Messieurs les Ministres envisagent-ils de faire cavalier seul et de lancer une initiative législative, à défaut de compromis entre partenaires sociaux? Si oui, dans quel délai?

Réponse commune (11.12.2015) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Il est vrai que lors des discussions autour du projet de loi n°6555 relatif au reclassement, il

avait été décidé de trouver une solution pour passer outre la limite des 52 semaines sur 104 semaines pendant lesquelles les affiliés ont droit à l'indemnité pécuniaire dans des cas spécifiques. Cette prolongation de la période d'incapacité de travail indemnisée serait offerte à des salariés atteints d'une maladie longue et grave (comme par exemple un cancer), pour lesquels le diagnostic médical permettrait cependant de conclure à une guérison complète et à la reprise du travail endéans une période à définir.

Ad 1. L'IGSS a fait une étude ponctuelle sur les années 2010 et 2011 dont ressort ce que sont devenues six mois plus tard les personnes ayant atteint 52 semaines de maladie. Cette analyse permet de quantifier avec une certaine assurance combien de personnes pourraient remplir les conditions pour avoir droit à cette prolongation de l'indemnité pécuniaire au-delà de la 52<sup>e</sup> semaine. S'il s'agit pour 2010 et 2011 chaque fois de quelque 240 personnes, il faut déduire de ce chiffre 40% de personnes qui six mois plus tard occupent un nouvel emploi ou bien se trouvent en reclassement interne, 16% qui sont au chômage et attendent un reclassement interne, qui sont donc aptes au travail et 10% en invalidité permanente.

Restent donc 8% de personnes au chômage, dont certainement certaines personnes dont le contrat de travail a été résilié d'office au moment des 52 semaines d'incapacité de travail, 10% qui bénéficient d'une invalidité transitoire et qui pourraient vraisemblablement profiter de cette mesure ainsi que 16% de personnes pour lesquelles la situation à ce moment est inconnue (elles pourraient p. ex. bénéficier d'une assurance accident, être retournées dans leur pays d'origine, etc.). Ce seraient donc pour ces deux années en principe plus de 18%, mais certainement moins de 34% sur les quelque 240 personnes qui pourraient avoir droit à cette prolongation du droit à l'indemnité pécuniaire.

Il faut par ailleurs noter que suite à la modification de la loi sur le reclassement, le nombre de reclassements externes va se réduire en faveur des reclassements internes qui sont privilégiés alors que la réforme du contrôle médical de la sécurité sociale va entraîner un contrôle plus rapproché de l'aptitude au travail des personnes en congé de maladie prolongé.

Ad 2. Jusqu'ici un consensus concernant les conditions à la base de cette prolongation de l'indemnisation des salariés en congé de maladie de longue durée n'a pas pu être trouvé par les partenaires sociaux représentés au sein de la Caisse nationale de Santé. En effet, les syndicats s'opposent au fait que l'accord de l'employeur serait requis pour passer outre la limite des 52 semaines, alors que pour le patronat il s'agit d'une condition indispensable à la prolongation du droit à l'indemnité pécuniaire.

Ad 3. Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et le Ministre de la Sécurité sociale ont demandé aux partenaires sociaux de trouver dans un délai rapproché un consensus sur la façon de procéder, afin de permettre aux personnes concernées de bénéficier au plus vite de cette prolongation possible du bénéfice de l'indemnité pécuniaire, qui leur permettra par ailleurs en même temps de conserver leur emploi et afin qu'un projet de loi puisse être présenté.

#### Question 1559 (10.11.2015) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les adoptions:

En 2012, deux enfants ont été accueillis en famille suite à une adoption nationale. Beaucoup d'enfants restent très longtemps dans les foyers d'accueil, parfois jusqu'à leur majorité. Souvent privés d'un lien affectif stable et sécurisant indispensable à leur épanouissement, ces enfants ont plus tard parfois du mal à trouver leur place dans la société.

À cela s'ajoute que ces derniers temps, de plus en plus de réfugiés mineurs rejoignent les États européens. S'ils étaient au départ accompagnés, ils sont nombreux désormais à se déplacer seuls, vers des États où ils n'ont souvent aucun lien familial. Comme un réfugié mineur n'est pas susceptible d'être adoptable, il pourrait au moins être pris en charge par une famille d'accueil. Or, il n'existe à l'heure actuelle encore aucun statut pour les familles d'accueil.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Bien qu'il soit indispensable de sécuriser et de contrôler les procédures d'adoption, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas qu'il faudrait davantage faciliter les adoptions pour offrir à un enfant ayant vécu des situations trou-

matissantes, voire des ruptures parfois successives, une famille appropriée pour répondre à ses besoins?

2. Selon mes informations, un groupe de travail interministériel a été créé pour discuter des différentes pistes pour pouvoir davantage favoriser et faciliter les adoptions d'enfants délaissés n'ayant pendant au moins un an aucun contact avec leurs parents. Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette information et, dans l'affirmative, m'informer sur l'état des travaux de ce groupe interministériel?

3. La Ministre envisage-t-elle de créer un statut pour les familles d'accueil?

Réponse (13.01.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. En signant la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, le Luxembourg s'est engagé à respecter un certain nombre de principes généraux en matière d'adoption internationale. Dans le cadre de cette Convention, la Conférence de La Haye de droit international privé a adopté en 1994 une Recommandation spécifique sur les réfugiés priant les États - adhérents ou non à la Convention de 1993 - de rester particulièrement vigilants en vue de prévenir des irrégularités pouvant survenir dans le cadre d'adoptions transfrontalières d'enfants réfugiés et des enfants qui, suite à des perturbations survenues dans leur pays, sont déplacés à l'étranger.

Dans un tel contexte, il est extrêmement difficile, voire même impossible, de faire les recherches nécessaires pour retrouver les parents ou des membres de famille des enfants concernés et de garantir que le principe de subsidiarité tel que prévu par la Convention de 1993 ait été respecté. Ce principe prévoit en effet que l'adoption ne peut être envisagée que pour les enfants pour lesquels une réintégration dans leur famille de naissance n'est plus possible. Une adoption ne peut en outre se faire que si elle correspond à l'intérêt supérieur de l'enfant.

En ce qui concerne plus particulièrement les enfants non accompagnés accueillis au Luxembourg, ils sont placés, comme tout enfant en détresse, dans un centre d'accueil ou dans une famille d'accueil du réseau sociofamilial national.

Par ailleurs, le ministère a pris les mesures nécessaires moyennant la création d'un foyer pour enfants non accompagnés à Troisvierges avec une capacité de onze lits. Ces enfants bénéficient d'une prise en charge psychologique, éducative et sociale adaptée à leur situation particulière. Ils ne peuvent cependant pas être déclarés adoptables tant que leurs parents ne sont pas identifiés et localisés.

La procédure d'adoption appliquée au Luxembourg exige que toutes les mesures soient prises pour que l'adoption respecte les normes auxquelles le Luxembourg a souscrit et que l'adoption corresponde à l'intérêt supérieur de l'enfant. Il n'est dès lors pas envisagé pour l'instant de modifier ces procédures.

Ad 2. En ce qui concerne la situation des enfants délaissés, la loi luxembourgeoise prévoit que «l'enfant (...) dont les parents se sont manifestement désintéressés pendant l'année qui précède l'introduction de la demande en déclaration d'abandon, peut être déclaré abandonné par le tribunal d'arrondissement. Sont considérés comme s'étant manifestement désintéressés de leur enfant les parents qui n'ont pas entretenu avec lui les relations nécessaires au maintien de liens affectifs. (...)» (Art. 352 du Code civil).

Par la déclaration d'abandon, des enfants placés, soit en famille d'accueil, soit en centre d'accueil, dont les parents se sont manifestement désintéressés pendant un an au moins, peuvent devenir adoptables par une famille candidate à l'adoption.

Selon les informations de mes services, les cas de désintéressement des parents ne sont pas fréquents parmi les enfants placés en centre d'accueil et concerneraient essentiellement les enfants placés dans une famille d'accueil.

Souvent ces enfants sont placés jusqu'à l'âge de leur majorité dans une famille d'accueil. Cette prise en charge se rapprochant, dans les faits, très fortement à une adoption mais sans apporter à l'enfant les effets à long terme de l'adoption, un groupe de travail interministériel a été mis en place afin d'analyser les projets de vie de ces enfants. Il est dans l'intérêt de l'enfant de se trouver dans une situation stable présentant de bonnes perspectives. Les projets



de vie doivent être établis de façon à respecter au mieux les droits de l'enfant (notamment droit à une solution de vie familiale voire permanente, en priorité dans la famille de naissance et, subsidiairement, dans certains cas, dans une famille adoptive) et les droits de l'Homme en général (droits des parents de naissance, des parents d'accueil...).

Ledit groupe de travail est composé par des représentants du Ministère de la Justice, des parquets, des tribunaux de la jeunesse, de l'Office national de l'enfance et d'experts œuvrant dans le domaine médico-social du service d'adoption et du service des droits de l'enfant de mon département.

Ad 3. En ce qui concerne la création d'un statut pour les familles d'accueil, je tiens à préciser que j'ai chargé un deuxième groupe de travail paritaire, composé de représentants de l'État et de représentants des parties signataires des conventions-cadre «Aide à l'Enfance et à la Famille» d'examiner la situation des familles d'accueil, d'identifier le cas échéant différentes formes de placement en famille et de formuler des propositions permettant de résoudre les problèmes constatés. Ce groupe de travail entamera ses travaux dès janvier 2016.

**Question 1560** (10.11.2015) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **scolarisation systématique des enfants indépendamment de leur situation administrative**:

La scolarisation systématique des jeunes de l'âge scolaire obligatoire, indépendamment de leur situation administrative au Luxembourg ou celle de leurs parents, était considérée comme un acquis important de notre système de l'enseignement.

Toutefois lors des inscriptions pour l'année scolaire 2015-2016, il s'est avéré que les parents qui n'étaient pas en mesure de fournir aux autorités communales leurs adresses ainsi que ceux qui se sont soustraits à la mesure d'éloignement, ont eu des difficultés pour inscrire leurs enfants à l'enseignement fondamental. Certains des enfants de l'âge scolaire obligatoire sont même restés non inscrits et ceci contrairement aux termes de la circulaire ministérielle adressée annuellement aux bourgmestres, inspecteurs scolaires et directeurs des lycées: «Conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, l'école luxembourgeoise reconnaît le droit de l'enfant à l'éducation et ne peut statuer sur l'autorisation de séjour de ses parents ou de son représentant légal.»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces cas? Dans l'affirmative, que compte-t-il entreprendre afin d'y remédier?

- S'agit-il d'un changement dans la politique éducative? Et si oui, quelles en sont les raisons et la base légale?

**Réponse** (10.12.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire dispose dans son article 2: «Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché (...) a droit à une formation scolaire (...).»

Cette même disposition est reprise dans l'article 3 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. D'autre part, les articles 18 et 19 de la loi précitée stipulent que chaque enfant habitant le Grand-Duché de Luxembourg doit fréquenter, en principe, «l'école communale dans le ressort scolaire de sa commune de résidence». Il y a lieu aussi de préciser que la définition des ressorts scolaires appartient à l'autorité communale conformément à l'article 38 de la même loi.

Depuis la rentrée 2015-2016, j'ai eu connaissance d'une part de deux cas d'élèves où les parents ont eu des difficultés à faire inscrire leurs enfants à l'école communale. Les autorités communales ont motivé dans ces deux cas le refus d'inscription, respectivement la continuation d'inscription, par l'absence de résidence officielle sur le territoire des communes respectives.

D'autre part mes services ont eu connaissance de plusieurs cas de familles qui se sont présentées auprès d'autorités communales en vue de

l'inscription scolaire de leurs enfants sans fournir une adresse de leur domicile privé.

Dans tous ces cas mon département a entrepris les démarches nécessaires, en concertation avec les autorités communales, afin de permettre aux enfants concernés la fréquentation scolaire dans l'école du ressort scolaire correspondant à leur lieu d'habitation; de cette façon le droit des élèves à l'enseignement a pu être garanti.

Finalement je confirme que je compte poursuivre à l'avenir cette politique du droit de fréquentation scolaire pour tous les enfants habitant le territoire du Grand-Duché.

**Question 1561** (10.11.2015) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **situation du trafic au rond-point dit «Hiereknapp» à Capellen**:

Le trafic routier devient de plus en plus dense au niveau du rond-point «Hiereknapp» à Capellen à l'embouchure de la N6 et du CR109. Il en résulte des bouchons dépassant aux heures de pointe plus d'un kilomètre et demi, retardant de ce fait également la ligne RGTR 222 entre Steinfort et Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Infrastructures et du Développement durable:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend déployer afin d'assurer une plus grande fluidité du trafic à l'endroit en question, les à-côtés faisant dans une large mesure partie du domaine public de l'État?

- Quand le Gouvernement envisage-t-il de mettre en œuvre les travaux de sécurisation et de réaménagement de l'échangeur autoroutier A6/N6 entre Mamer et Capellen?

**Réponse** (15.12.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations concernant la situation du trafic au rond-point dit «Hiereknapp» à Capellen.

Le niveau de service de la route nationale N6 entre l'échangeur de Capellen et le giratoire N6/CR109 situé à l'entrée de Capellen s'est dégradé pendant les dernières années par une augmentation générale du trafic sur cet axe routier important, mais aussi par un afflux de trafic de plus en plus important généré par la zone d'activité commerciale «Pafbruch», ceci suite à un développement rapide de cette zone. Ainsi je ne peux que confirmer l'accumulation de retards des autobus de la ligne 222 entre Steinfort et Luxembourg.

Pour remédier à ces problèmes, l'État a construit en 2011 un troisième accès à cette zone à partir du nouveau CR102 allant de Mamer vers Kehlen.

Bien que cette mesure ait contribué à améliorer l'accessibilité à la zone d'activités, les problèmes de trafic sur la route nationale N6 restent non résolus.

Dans le but de fluidifier le trafic sur la N6 et de prioriser les bus circulant sur cet axe routier, une étude de trafic a été entamée en 2014. Les résultats de cette étude, qui a pour but de réaménager tous les croisements et de sécuriser l'échangeur de Capellen, seront disponibles début janvier 2016.

**Question 1562** (10.11.2015) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **commissariat de police à Ettelbruck**:

Afin de lutter et de remédier au sentiment d'insécurité qui est ressenti depuis longtemps dans la ville d'Ettelbruck, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avait annoncé un renfort des effectifs de police et la création d'un nouveau commissariat au niveau de la nouvelle gare d'Ettelbruck. Il me revient cependant que le nouveau bâtiment pour la police serait remis en question pour des contraintes budgétaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'un nouveau commissariat sera intégré dans le nouveau bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck?

- Cette décision a-t-elle des répercussions sur le renfort annoncé des effectifs de la police à Ettelbruck?

- Monsieur le Ministre a-t-il eu des concertations avec les responsables communaux à ce sujet?

**Réponse** (10.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Le Gouvernement a été autorisé à procéder à la construction d'un pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck par une loi du 23 décembre 2014.

Le projet d'un nouveau commissariat de police à intégrer dans le nouveau bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck n'est pas remis en cause.

Le nouvel emplacement devra permettre d'améliorer l'accueil du public et d'offrir une présence policière plus visible dans le centre-ville d'Ettelbruck en général et dans le quartier de la gare en particulier.

Je tiens finalement à remarquer que la non-réalisation de ce projet d'infrastructure n'aurait pas eu de répercussions sur la réorganisation de la police et le renforcement des effectifs en découlant.

**Question 1564** (12.11.2015) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l'**interdiction de dissimuler son visage en public**:

En réponse à la question parlementaire n°1485 du 7 octobre 2015 (*cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2015-2016*), le Gouvernement a déclaré suivre la ligne adoptée par le Gouvernement précédent et qu'il n'était pas envisagé à ce stade de légiférer en matière de port du voile intégral respectivement de dissimulation du visage dans l'espace public.

Cette matière (interdiction de masquer le visage en public) est actuellement régie par les différents règlements de police communaux.

- Je voudrais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de Monsieur le Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure si une telle réglementation-interdiction existe dans l'ensemble des communes luxembourgeoises.

- Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il de recommander aux communes ne disposant pas d'une telle réglementation de compléter leur règlement de police communal dans ce sens en vue de garantir une application de l'interdiction de principe de dissimuler son visage en public sur l'ensemble du territoire national?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance d'une enquête policière ou judiciaire engagée pour cause de violation des dispositions d'un règlement de police communal relatif à la dissimulation du visage en public?

**Réponse commune** (17.12.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Il ressort d'un récent recensement effectué par les services du Ministère de l'Intérieur auprès des 105 communes que 56 communes disposent d'un règlement général de police, dont 37 ont réglementé l'interdiction de dissimuler son visage en public. Il s'ensuit qu'une telle réglementation-interdiction n'existe pas dans l'ensemble des communes luxembourgeoises. Toutefois, il y a lieu de souligner que les communes qui disposent déjà d'une telle réglementation représentent environ 70% de la population du Grand-Duché de Luxembourg.

Dans le respect du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire et les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, dont notamment celui de régler tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage, le soin de réprimer et de punir les délits contre la tranquillité publique et le maintien du bon ordre, soit les compétences des communes en matière de police administrative, le Gouvernement examinera, en étroite collaboration avec le secteur communal, l'opportunité d'instituer une obligation pour les communes d'édicter un règlement général de police à soumettre à l'approbation de l'autorité supérieure et censé régler certains comportements et agissements. Entre autres, la réglementation-interdiction relative à la dissimulation du visage dans l'espace public, déjà ancienne dans de nombreuses communes, sera sans doute discutée dans ce contexte.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'une enquête policière en relation avec la violation d'un règlement de police communal relatif à la dissimulation du visage en public.

**Question 1566** (12.11.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **Foire de l'Étudiant**:

La Foire de l'Étudiant a comme objectif de donner aux élèves des classes terminales des lycées un aperçu aussi large que possible des différentes études et formations à Luxembourg et à l'étranger. Cette année, les prix de location des stands ont été revus à la hausse par le CEDIES. Un certain nombre d'exposants doit payer un prix forfaitaire plus élevé que l'année précédente, et pour chaque mètre carré qui dépasse la surface tombant sous le forfait, le CEDIES demande un surplus de 50 euros auprès de l'exposant (cercles d'étudiants, universités, associations...).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons le CEDIES a-t-il changé les prix de location des stands, alors que la Luxexpo n'a pas augmenté ses prix?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que cette politique décourage non seulement les étudiants qui s'engagent, de manière bénévole, sur les stands, mais aussi les universités qui risquent de ne plus être représentées à la Foire l'année prochaine?

**Réponse** (11.12.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire n°1566 de l'honorable Députée Françoise Hetto concernant la Foire de l'Étudiant.

Le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche organise chaque année la Foire de l'Étudiant avec l'objectif d'informer les futurs étudiants d'une façon optimale sur les différentes possibilités d'études et de carrières supérieures.

Sachant que la Foire de l'Étudiant a connu un succès croissant au cours des dernières années, une planification rigoureuse des surfaces offertes gratuitement est impérative pour garantir un accueil de tous les exposants intéressés, à savoir les cercles d'étudiants, les universités, les institutions publiques et les institutions privées.

Pour l'année 2015, tous les cercles d'étudiants, ainsi que toutes les institutions publiques se sont vus offrir un stand gratuit d'une surface allant jusqu'à 18 m<sup>2</sup>. En outre, une surface illimitée leur a été offerte gratuitement, s'ils ont utilisé leur propre structure de stand.

En ce qui concerne les tarifs forfaitaires à payer, uniquement les universités et les institutions privées tombent sous ce champ tarifaire. Je peux confirmer que le tarif forfaitaire pour un stand de 18 m<sup>2</sup> occupé par des représentants d'universités et des hautes écoles a été adapté de 189 à 250 euros. En ce qui concerne les institutions privées aucune modification n'a été apportée au prix unitaire par mètre carré.

En résumé, la participation de cercles d'étudiants et d'institutions publiques reste gratuite pour l'utilisation d'un stand de 18 m<sup>2</sup> préétabli ou l'installation d'un stand propre à l'exposant. À mon avis la Foire de l'Étudiant a connu à nouveau un énorme succès cette année et le nombre d'exposants a encore augmenté de 187 exposants en 2014 à 197 exposants en 2015.

**Question 1567** (16.11.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **zone franche à l'Aéroport de Luxembourg**:

Le Luxembourg Freeport «est destiné à devenir un pilier du secteur de la logistique en plein essor et la pierre angulaire d'un futur cluster artistique. Sans oublier le rôle qu'il est censé jouer dans le domaine de la diversification de la place financière. Bref, le Freeport du Luxembourg est un projet à potentiel élevé», apprend-on sur le site Internet luxembourg.public.lu.

Il se trouve maintenant que les ennuis judiciaires de l'administrateur-actionnaire, de même que du président du conseil d'administration de la société en charge de la gestion et de l'exploitation de celle-ci du port auraient poussé la société à rechercher un repreneur. L'exploitant viserait ainsi, d'après la radio 100,7, à préserver son image de marque.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:



- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le gestionnaire et exploitant du Luxembourg Freeport est à la recherche d'un repreneur?

- Dans l'affirmative, cette décision a-t-elle été prise à la demande du Gouvernement? A défaut, le Gouvernement soutient-il la démarche de l'exploitant?

- Le Gouvernement dispose-t-il d'informations relatives à un éventuel repreneur?

**Réponse** (16.12.2015) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Quant à la demande des honorables Députés Adehm et Roth en ce qui concerne les éventuelles démarches entreprises par le gestionnaire et exploitant du Luxembourg Freeport dans le contexte d'une éventuelle recherche de repreneur, le Gouvernement souhaite préciser qu'il ne s'immisce pas dans les décisions et les affaires courantes de sociétés de droit privé, ni n'a à les commenter.

**Question 1568** (16.11.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **déclarations d'arrivé dans les communes**:

La loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques dispose en son article 21 paragraphe (3) que: «La déclaration doit être effectuée par la personne concernée ou par un représentant qui est son conjoint ou son partenaire avec lequel elle réside habituellement, son tuteur, son curateur, son administrateur légal, son administrateur ad hoc ou son mandataire spécial sur base d'un document d'identité en cours de validité et du titre sur base duquel il agit.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quels sont les titres (acte de propriété, contrat de bail ou autres) admis par les administrations communales pour qu'une personne puisse procéder à une déclaration d'arrivée en bonne et due forme?

- Une circulaire ministérielle a-t-elle été adressée aux administrations communales en vue d'une application uniforme de cette disposition légale sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg?

- Quelles sont les vérifications auxquelles les responsables communaux peuvent procéder par rapport à ces «titres»? Les administrations communales ont-elles le droit de refuser d'acter une déclaration d'arrivée en présence d'un titre ne leur donnant pas satisfaction?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'éventuelles difficultés en rapport avec l'application de la disposition légale susmentionnée? Lesquelles? Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ces problèmes?

**Réponse** (17.12.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les questions posées par les honorables Députés concernent les dispositions de l'article 21 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ayant trait aux registres communaux des personnes physiques (RCPP) dont l'entrée en vigueur est prévue en date du 1<sup>er</sup> avril 2016. Il n'est dès lors point indiqué de m'exprimer à ce stade en détail sur des questions concernant des dispositions légales qui ne sont pas (encore) en vigueur.

Sans vouloir anticiper les décisions souveraines de la Chambre des Députés, je tiens cependant à informer Madame et Monsieur les Députés, que dans l'esprit de leur suggestion il est projeté, le cas échéant, de mettre au courant en temps utile les administrations communales par circulaire ministérielle sur toutes les nouvelles dispositions relatives aux registres communaux des personnes physiques.

**Question 1569** (17.11.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **contrôles de sécurité à l'aéroport de personnes volées**:

An engem Lieserbréif beschreift eng Damm hir Erliefnisser um Findel, méi speziell wat d'Kontroll vun der Sécherheet vun de Passagéier ugeet. Si wär Zeie gewiescht, datt eng Fra, déi en Nikab unhat, ganz ouni Kontroll duerchge-looss ginn ass.

Wéi d'Sécherheetspersonal an de Chef vun der Sécherheit erkläert hätten, géif d'ëst op „Gesetz“ berouen, déi op „ganz héijem Niveau“ geholl gi wären.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir ban-nescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, datt Fraen, déi eng Burka oder en Nikab droen, Facilitéite bei de Sécherheetskontrollen um Findel hunn?

2. Wa jo, wéi eng Instruktioune sinn an dësem Sënn un d'Sécherheetsbeamten erausgaangen, a vu wéi?

3. Wann neen, u wie kënne Bierger sech wenden, wa se Zeie vun esou engem Virgang sinn?

4. Musse Fraen, déi eng Burka oder en Nikab un hunn, um Findel hiert Gesicht bei der Passkontroll weisen?

5. Méi allgemeng, wéi eng Instruktioune huet eis Police, wann et ëm d'Feststellung vun der Identitéit vu verschleierte Frae geet, z. B. bei Verkéierskontrollen?

**Réponse** (21.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Eng Persoun, déi eng Burka oder en Nikab dréit, huet keng Facilitéite bei de Sécherheetskontrollen um Findel.

D'Sécherheetskontrollen um Findel gi gemaach genee no de besteeënden europäesche Regelen. D'Reglement n°185/2010 vun der Europäescher Kommissioun vum 4. März 2010 gesäit detailléiert Moosname fir d'Uwennung vun de Basisnormen am Beräich vun der Sécherheet vun der Zivilaviatioun vir. Dëst Reglement verlaangt, datt all Passagéier muss inspektéiert/filtréiert ginn. Dës Inspektioun/Filtrage muss no deenen am Reglement virgeschriwwene Methode gemaach ginn.

Dee Passagéier, dee keen Alarm am Metall-detektor ausléist, brauch sech kenge weidere Sécherheetsmesuren ze ënnerzéien. Dee Passagéier, deen en Alarm ausléist, muss sech enger weiderer Inspektioun/Filtrage ënnerzéien. Am Fall, wou e Passagéier mat enger Kappbedeckung sech muss enger weiderer Inspektioun/Filtrage ënnerleeën, muss eng separat Inspektioun/Filtrage vun dëser Kappbedeckung gemaach ginn. Wann eng Persoun aus reliéisen Iwwerzeugungen dës Kappbedeckung net en public wëllt ausdoen, ka si dat an enger spezieller Kabinn maachen. Dës europäesch Prozedur war ageféiert ginn, nodeem Passagéier wéinst Diskriminatioun an europäesche Flughäfe geklot haten.

Wat d'Passkontrolle betrëfft, schreift de Code Frontières Schengen vir: «Toutes les personnes font l'objet d'une vérification minimale visant à établir leur identité sur production ou sur présentation de leurs documents de voyage.» Deemo muss eng Fra, déi eng Burka oder en Nikab unhet, déi ausdoen. Dobäi gëtt awer gekuckt, dass d'Dignitéit vun der Persoun respektéiert gëtt.

Méi allgemeng, eng Persoun, déi am Kader vum Artikel 45 vum Code d'instruction criminelle invitéiert gëtt, sech ausweisen an dat net kann, ka mat op de Policebureau geholl ginn, fir dass do hir Identitéit festgestallt gëtt.

**Question 1571** (17.11.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **certificat de décès**:

Selon mes informations certains médecins notamment du SAMU connaissent régulièrement des difficultés quant à l'établissement d'un certificat de décès.

En effet, le médecin de garde ne connaît guère le patient dont il vient de constater la mort. Souvent les antécédents qui ont contribué à la mort ne sont pas connus. Outre les cas «mort violente» et «mort violente et suspecte», il existe également les cas «mort naturelle» ou «mort de cause inconnue et suspecte» - alors qu'en réalité, il arrive fréquemment que la cause de la mort restera inconnue sans pour autant être suspecte. Dans ce cas, certains médecins constatent une mort de cause inconnue en biffant le terme «suspecte». L'entrepreneur des pompes funèbres rencontre alors souvent des difficultés pour obtenir un constat de décès de la part de l'administration communale. Des entretiens téléphoniques entre le médecin, l'entrepreneur des pompes funèbres, la police et le substitut de garde s'ensuivent jusqu'à ce que le substitut libère le cadavre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelle est la procédure exacte à suivre par le médecin lorsqu'il ne peut pas déterminer la cause de décès en absence d'indices pour une mort non naturelle?

- Madame la Ministre est-elle favorable à une révision des certificats de décès en vigueur, p. ex. avec une case supplémentaire «pas d'in-

dices pour une mort suspecte» en cas de mort de cause inconnue?

- Ne serait-il pas opportun de dispenser les médecins du SAMU de l'établissement des certificats de décès, alors que ceux-ci se voient régulièrement convoqués par la police pour ce faire lors de la découverte d'un cadavre après l'ouverture d'une porte?

- Quelle est la position de Madame la Ministre quant à la proposition de créer plutôt un groupe de médecins volontaires sur base de contrat («Polizeiartz») auxquels la police peut faire appel pour établir un certificat de décès, de même que pour procéder à une prise de sang ou à un examen médical lors d'une mise en garde à vue?

- Souvent l'examen d'un cadavre ne se déroule pas dans les meilleures conditions: éclairage insuffisant, espace manquant, obésité du défunt ou autres facteurs externes y contribuent. Quelle est la position de Madame la Ministre quant à l'introduction d'un deuxième examen du cadavre obligatoire par un médecin spécialement formé à cet effet avant une incinération? Une telle obligation pourrait-elle par exemple être attribuée à l'inspection sanitaire de la Direction de la Santé et réalisée dans les locaux des pompes funèbres?

**Réponse** (07.12.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Un médecin qui constate le décès d'une personne vérifie en principe la présence d'indices qui pourraient indiquer la cause du décès. Dans le cas tel que décrit par l'honorable Députée où il y a absence de tout indice de cause et donc aussi de tout indice pouvant indiquer une cause externe, le médecin en fera mention correspondante sur la fiche de déclaration; ceci sur base du RGD du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès, tel que modifié.

Le certificat de décès a deux fonctions principales. D'un côté il s'agit d'un instrument administratif servant à communiquer au bureau de la population de la commune de résidence le décès de la personne. Le permis d'inhumation ne pourra être délivré que sur présentation de ce certificat. D'un autre côté il s'agit d'un instrument destiné aux statistiques fournissant des données importantes aux bases de données statistiques nationales et aux bases de données statistiques du domaine de la santé tant nationales qu'internationales. Le certificat est conçu pour servir principalement à ces deux objectifs. Il ne s'agit pas d'un instrument devant servir à communiquer une action criminelle à la justice. Le médecin qui constate une telle action est tenu d'avertir la police ou le parquet.

Le SAMU est un dispositif d'aide médicale urgente qui intervient au moment où une urgence vitale est suspectée. Le SAMU n'est à activer que si une telle situation est reportée. Dans pareille situation, notamment au cas où, après ouverture de porte, le décès de la personne est constaté par le médecin du SAMU, ce dernier établit le certificat de décès. La découverte d'un cadavre en dehors d'une telle situation n'est pas une indication pour activer le SAMU.

L'établissement d'un certificat de décès, une prise de sang, un examen médical lors d'une garde à vue, sur demande de la police se font sur base d'une réquisition. Ces actions sont indemnisées par l'État. Il n'est pas prévu d'instaurer un système de contrat avec des médecins spécifiques pour cette activité.

Au cas où la situation d'examen d'un cadavre paraît difficile au médecin constatant le décès, à tel point qu'il pourrait suspecter une cause externe criminelle, il devra en informer la police ou le parquet, auquel il appartient alors de décider d'autres examens spécialisés. De même, en l'absence de toute cause externe criminelle, au moment où par exemple la cause exacte du décès ne peut être définie mais où il est jugé utile de connaître cette cause, un examen complémentaire par des spécialistes en la matière pourra être demandé au service de médecine légale du Laboratoire national de santé.

**Question 1572** (17.11.2015) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **salaires des enseignants**:

Selon mes informations, les enseignants qui entrent au service du MEN subissent une période d'attente de trois mois ou plus avant de percevoir leur premier salaire. Ce temps d'attente, apparemment dû à des procédures administratives, pèse évidemment sur les jeunes diplômés qui, à la sortie de leurs études, doivent subvenir à leurs besoins. De plus, une seconde période d'attente de plusieurs mois

s'appliquerait aux enseignants de l'enseignement secondaire lorsqu'ils commencent leur stage.

Pour ces raisons, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Pouvez-vous confirmer les délais de trois mois, voire plus, qui m'ont été rapportés par les concernés?

Dans l'affirmative:

2. Pour quelles raisons ces procédures administratives prennent-elles autant de temps?

3. Pour quelles raisons cette période d'attente se reproduit-elle dans l'enseignement secondaire lors des débuts de stage? Est-ce que ces périodes d'attente concernent tous les nouveaux fonctionnaires entrant au service de l'État ou seulement les enseignants?

4. Ces mois d'attente sont-ils encore indispensables au traitement des dossiers des jeunes enseignants? Des solutions sont-elles envisagées pour réduire le temps nécessaire à ces procédures administratives?

**Réponse commune** (18.12.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Ad 1. En réponse aux questions de l'honorable Député, nous avons l'honneur de l'informer que, s'il peut certes arriver qu'il y ait des délais de trois mois pour le paiement du premier salaire d'un enseignant, ces cas sont cependant exceptionnels.

À titre d'exemple, concernant les enseignants ayant commencé à travailler en septembre 2015:

- près de 58% ont touché une rémunération au cours du mois de septembre;

- plus de 38% ont touché leur première rémunération au cours du mois d'octobre, ce qui fait plus de 96% au total après un mois;

- plus de 3% des enseignants vont toucher leur première rémunération au cours du mois de novembre, ce qui fait 99,37% au total après deux mois.

Trois dossiers sont actuellement encore en attente (0,63%) étant donné que les concernés n'ont pas complété leur dossier.

Ad 2. La constitution du dossier initial lors de l'engagement d'un agent par l'État requiert la soumission d'un certain nombre de documents à fournir par l'agent et par l'administration procédant à l'engagement. L'interaction entre les concernés et leur rapidité à pouvoir fournir les pièces requises avant le délai de la clôture fixé pour le calcul de la rémunération détermine la durée de la période d'attente pour percevoir le premier salaire.

Ad 3. La procédure administrative est identique pour tout nouveau fonctionnaire ou employé, qu'il soit enseignant ou non. Il convient cependant de noter que dans le cas d'un changement de statut, c'est-à-dire si un chargé de cours ou un chargé d'enseignement accède au statut de professeur fonctionnaire, le dossier initial, mentionné Ad 2., doit être complété par des pièces supplémentaires, dont un extrait récent du casier judiciaire et le bulletin spécial «protection des mineurs».

Ad 4. Comme en témoignent les chiffres Ad 1., la mesure d'engager les enseignants à partir de la rentrée scolaire, et non plus en cours d'année scolaire directement après les examens-concours de recrutement, a permis de verser les salaires de la majorité des enseignants après un mois. Les quelques rares exceptions ne dépendent pas de procédures administratives proprement dites mais d'autres raisons.

**Question 1573** (17.11.2015) de **M. Lex Delles** (DP) concernant l'**assignation des demandeurs d'emploi**:

Selon le rapport d'activité 2014 du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, 33 conventions ont été signées entre le Ministère et des organismes gestionnaires d'initiatives sociales pour un total de 1.635 personnes encadrées en moyenne. Selon le même rapport, les activités des organismes en question existent à travers toutes les régions





du Grand-Duché et ont souvent un caractère local (CIGL, CIGR, etc.).

Malgré ce caractère local ou régional de la plupart des associations concernées, les conventions ne prévoient actuellement aucun critère concernant le lieu de résidence des bénéficiaires que l'ADEM assigne aux initiatives sociales. Ainsi il se peut qu'un bénéficiaire résidant au nord du pays se voit attribuer une place dans une infrastructure située au sud du pays.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'opinion que l'ADEM devrait assigner davantage des demandeurs d'emploi qui ont leur lieu de résidence dans la même région où l'organisme respectif a son centre d'activité?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à introduire dans les conventions pour l'année 2016 un critère de résidence favorisant la sélection des demandeurs d'emplois provenant des régions où les associations respectives offrent des emplois?

**Réponse** (17.12.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

En 2015, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a signé 34 conventions avec des organismes gestionnaires d'initiatives sociales.

Ces organismes ont pour mission d'encadrer des demandeurs d'emploi assignés par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) pour ainsi garantir une stabilisation psycho-sociale de la situation de ces demandeurs d'emploi et de les aider à acquérir des compétences qui augmentent leur employabilité et donc leurs chances de trouver un emploi sur le marché du travail ordinaire.

La loi du 3 mars 2009 constituant la base légale des conventions signées avec ces organismes ne prévoit pas un critère de résidence dans la procédure de sélection favorisant la sélection des demandeurs d'emploi provenant des régions où les associations respectives offrent des emplois.

Dans l'assignation des demandeurs d'emploi par l'ADEM, si la résidence peut être un critère, priorité est donnée à des critères d'apprentissage afin de trouver le poste de travail qui correspond le mieux aux profils des demandeurs d'emploi et à leurs besoins d'encadrement. Pour certains demandeurs d'emploi, la réalisation de cet objectif important en vue d'une future réinsertion professionnelle implique un trajet résidence-travail dépassant les limites de la commune de résidence, reflétant ainsi également la réalité du marché du travail.

Pour les 1.497 personnes bénéficiant d'une telle mesure d'encadrement au 31 octobre 2015, le trajet domicile-travail est en moyenne de 13 km et seuls 6% ont un trajet de plus de 40 km à effectuer.

**Question 1574** (17.11.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **dissimulation du visage dans l'espace public**:

Dans sa réponse à une question parlementaire n°1485 (cf. *compte rendu n°2/session ordinaire 2014-2015*), Monsieur le Ministre de la Justice indiquait récemment que: «À l'instar du Gouvernement précédent (réponse à une question parlementaire donnée par les Ministres François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Mady Delvaux), le Gouvernement confirme qu'il n'est pas envisagé à ce stade de légiférer en la matière alors qu'il estime que ce volet est suffisamment couvert au niveau communal par les

différents règlements de police communale qui interdisent notamment aux personnes de sortir le visage masqué.»

Aujourd'hui le LSAP, en la personne de son président, a pourtant demandé qu'une interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public soit décidée au niveau national, rejoignant sur ce point les revendications de notre groupe politique.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Au regard du point de vue exprimé par le LSAP, le Gouvernement entend-il revenir sur sa position adoptée antérieurement?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement déposera-t-il un projet de loi visant à interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et à quelle échéance?

**Réponse** (24.12.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Le 24 novembre, le Premier Ministre, s'exprimant devant la presse suite à une réunion entre les présidents des quatre groupes parlementaires et le Gouvernement, a rappelé que le Gouvernement n'envisage pas à ce stade de légiférer en la matière, les règlements communaux de police couvrant suffisamment la matière. Il y a lieu de souligner que les communes qui disposent d'une telle réglementation représentent déjà environ 70% de la population du Grand-Duché de Luxembourg.

Je me permets de renvoyer à la réponse fournie par Monsieur le Ministre de l'Intérieur, par Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et par moi-même à la question parlementaire n°1564 de l'honorable Député Alex Bodry (*voir ci-avant*) qui décrit la démarche du Gouvernement pour renforcer la base légale des règlements communaux de police.

**Question 1577** (18.11.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**aide au développement**:

Bei der Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef, den 18. November 2015 an der Chamber, huet den Här Minister fir Entwécklungshëllef erklärt, datt d'Regierung bewusst de Choix geholl huet, fir net alles op d'Entwécklungshëllef unzerechnen, wat no de Regele vum DAC vum der OECD kéint ugerechent ginn. Dozou gehéieren Dépense fir de Klimaschutz, Hëllef fir Studenten, Dépensen am Zesammenhank mat Migranten, an esou virun.

Aktuell erklärt d'Regierung jo schonn, datt d'Entwécklungshëllef, inklusiv der humanitärer Hëllef, iwwer engem Prozent vum Bruttonationalakommes läit.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir Entwécklungshëllef an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Firwat huet d'Regierung de Choix geholl, fir net alles op d'Entwécklungshëllef unzerechnen, wat no de Regele vum DAC kéint ugerechent ginn?

2. Wéi héich ass déi lëtzebuergesch Entwécklungshëllef an absoluten Zuelen a relativ zum Bruttonationalakommes, wann all Dépense géifen integral esou ugerechent ginn, wéi den DAC et erlaabt?

3. Rechent Lëtzebuerg all déi Dépense fir Fridensoperatiounen (OMP), déi kéinten no dem DAC ugerechent ginn, och effektiv an integral der Entwécklungshëllef zou?

4. Gëtt et Länner, déi hir Kontributioun zum Klimafong oder dem neien Ennerstëtzungsfong fir Afrika, deen nom EU-Afrika-Sommet vu

Malta gegrënnt gouf, och op hir Entwécklungshëllef urechnen?

5. Rechne Länner wéi Schweden, Norwegen an Dänemark all hir Dépense fir d'Entwécklungshëllef konform zum DAC-Modell oder maache se wéi Lëtzebuerg Exceptionen? Wa jo, wéi eng?

**Réponse commune** (18.12.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Ad 1. D'Regierung huet dëse Choix aus politesche Grënn gemaach, wéi de Romain Schneider schonns den 17. November an der Chamber gesot huet.

An d'Kooperatioun investéieren, heescht och an eis Sécherheet investéieren an en Deel vun den Ursaache fir d'Migratiounen. Wa mer duerch Kooperatiounsprogrammer an der Educatioun, der Formation professionnelle an dem Schafe vun Entreprises am ländleche Raum, de Jugendlechen z. B. a Westafrika eng Zukunftsperspektiv ginn, ass dat e richtegt Investissement vun eisen öffentlechen Entwécklungsgelder. Et hält en Deel vun dëse Jugendleche vu geféierleche Reesen duerch de Sahel an d'Mettelmier of, rett Liewen an ass de tout point de vue och an eise Interesse.

De Jugendlechen an Afrika awer och am Noen an am Mëtteren Oste Perspektiven ze ginn, ass och an eise Sécherheitsinteresse. Soulaang wéi radikal Gruppen déi Eenzeg sinn, déi eppes ubidden, ass leider de Choix fir vill evident. Mir mussen also un Terrain präsent sinn an Alternative mat eise Partnerstaten ubidden.

Et ass also eng ganz kuerzfristeg Rechnung, wann een d'reell Mëttele vun der Kooperatioun reduziéiert, andeem een aner Dépense mat urechent, fir d'Resultat ze verschéieren. Um Terrain awer bei eis huet d'est mëttel- a laangfristeg en aneren, vill méi héije Coût.

Ad 2. Wéi schonns explizéiert an der Äntwert op d'Question parlementaire N°0671 vum 1. Dezember 2014 vum honorabelen Här Deputéierte Fernand Kartheiser (cf. *compte rendu n°4/session ordinaire 2014-2015*), ass d'Situatioun déi Folgend:

De CAD erlaabt effektiv ënner spezielle Bedingungen verschidden Ausgaben an d'öffentlech Entwécklungshëllef mat anzerechnen. Ob e Land dat mécht, ass eng politesch Entscheidung, déi eng Regierung hält. D'Lëtzebuerg Regierung huet de Choix gemaach, fir eng Rei vun Dépensen net a Betrecht ze zéien an huet dowéinst och keng detailléiert Zuelen, fir dës Ausgaben ze chiffrieren, well et geet net duer, de Budget fir dës Ausgaben ze kucken. Do muss ee genau de Virgabe vun den «Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers et du questionnaire annuel du CAD» entsprechen.

Ech ginn d'Beispill vun de Studenten. Hei mussen kloer Konditiounen erfüllt sinn. Hei en Extrait aus den Direktive vum CAD:

«Les coûts indirects d'éducation („coûts imputés“) dans les pays donneurs peuvent être comptabilisés dans l'APD dans les systèmes d'éducation non payants, ou quand les droits d'inscription ne couvrent pas les frais de scolarité, à condition que la présence des étudiants reflète la mise en œuvre par le pays d'accueil d'une politique délibérée de coopération pour le développement, c'est-à-dire, au minimum, que ces coûts soient expressément mentionnés dans le budget du Gouvernement et que les instances chargées des programmes d'APD participent de manière adéquate à l'élaboration de la politique d'accueil et de formation d'étudiants originaires de pays en développement, compte tenu de facteurs nationaux particuliers.»

Fir d'Zuelen, déi den Accueil vun de Réfugiéien ubelaangen, sinn och komplizéiert Berechnungen ze maachen, déi mam CAD mussen ofgestëmmt ginn. Hei sinn ënner spezialiséierte Statistiker Etüden ënner der Leedung vum CAD gemaach ginn, fir Divergenzen, wat d'Berechnungsmethoden ubelaangt, ze klären.

Wat d'Dépense fir de Klimaschutz ubelaangt, gesäit de Regierungsprogramm vir, datt eng Additionnalitéit an dësem Fall applizéiert gëtt.

«(...) Les actions additionnelles mises en œuvre par le Gouvernement conjointement avec des pays partenaires pour prévenir le changement climatique n'affecteront pas les moyens budgétaires réservés à l'éradication de la pauvreté ou à l'aide humanitaire. (...)»

Ad 3. D'Dépense fir Fridensoperatiounen (OMP) ginn ugerechent no de Virgabe vun den «Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers et du questionnaire annuel du CAD». Dat heescht, datt 7% vum Gesamtmontant als Aide publique au développement ugerechent ginn. An 2014 huet Lëtzebuerg am Finanzement vu verschiddene Fridensoperatiounen matgemaach, näamlech: FNUOD, MINURSO, MINUL, MINUK, MONUSCO, MINUSTAH, ONUCI, UNAMID, UNSOA, MINUSS/UNMISS, FISNUA, MINUSMA, MINUSCA, FINUL, an dës och mat ugerechent gemäss de Virgabe vum CAD.

Ad 4. Den neien «Fonds d'affectation spécial d'urgence pour la stabilité et s'adressant aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique» ass engersäits mat schonn existéierende Mëttele vum intergouvernementale Fonds européen de Développement (FED) financéiert an anersäits vum zoustätzleche Mëttele vun de Memberstaten. Lëtzebuerg huet hei 3,1 Milliounen Euro zoustätzlech ginn aus der öffentlecher Entwécklungshëllef. Et kann een dovunner ausgoen, datt all d'Länner dat esou maachen an datt och d'Kontributioun aus dem FED esou ugerechent gëtt.

Wat de Finanzement vun de spezifesche Klima Ausgaben ubelaangt, esou ass et all Land iwwerlooss, säi Choix ze maachen.

Ad 5. Aus dem «Système de notification des pays créanciers 2013» mat den definitiven Zuelen, déi vum CAD approuvéiert sinn, geet ervir, datt dës Länner d'Dépense vum Accueil vu Studenten a Réfugiéie mat arechnen.

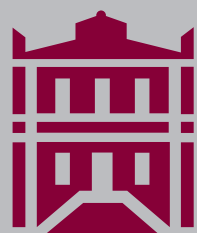
Mir wëssen natierlech net, awéiwäit se dës aner Dépenses, déi éligibel kéinte sinn, ganz, deelweis oder net arechnen. Dat geet net aus deene Statistiken ervir, déi dës Länner am CAD deelen.

**Question 1578** (18.11.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et **M. Georges Engel** (LSAP) concernant l'**inscription du partenariat sur le répertoire civil**:

L'article 3 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats tel qu'il a été modifié par la loi du 3 août 2010 dispose que: «Les partenaires qui souhaitent faire une déclaration de partenariat, déclarent personnellement et conjointement par écrit auprès de l'officier de l'état civil de la commune du lieu de leur domicile ou résidence commun leur partenariat» et qu'après vérification, l'officier de l'état civil «remet une attestation aux deux partenaires mentionnant que leur partenariat a été déclaré. [...] A la diligence de l'officier de l'état civil la déclaration [...] est transmise dans les trois jours ouvrables au parquet général aux fins de conservation au répertoire civil et d'inscription dans un fichier visé par les articles

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement»





1126 et suivants du Nouveau Code de procédure civile. Le partenariat enregistré prend effet entre les parties à compter de la réception de la déclaration par l'officier de l'état civil, qui lui confère date certaine. Il n'est opposable aux tiers qu'à compter du jour où la déclaration est inscrite sur le répertoire civil».

Selon nos informations, l'inscription du partenariat sur le répertoire civil, et partant son opposabilité aux tiers peut durer jusqu'à un mois, voire plus.

Or, il nous revient que certains employeurs refusent à leurs salariés eux viennent de conclure un tel partenariat (respectivement aux parents de ces derniers) de prendre les congés extraordinaires dont ils disposent en vertu de l'article L.233-16 du Code du Travail, faute de pouvoir produire un certificat attestant l'enregistrement officiel du partenariat.

- Dès lors, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Justice si le Gouvernement prévoit de modifier soit la loi, soit la pratique administrative afin de permettre aux salariés concernés et à leurs parents de pouvoir bénéficier effectivement des congés extraordinaires auxquels ils ont droit, et ce au moment même de la conclusion du partenariat.

**Réponse** (18.12.2015) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Depuis la loi du 3 août 2010 portant modification de la loi du 9 juillet 2004 relative aux partenariats enregistrés, le partenariat est entièrement assimilé au mariage, y compris pour les congés extraordinaires accordés en raison d'un événement personnel.

Aux termes de l'article L-233-16 du Code du Travail, un congé extraordinaire doit être accordé en cas de déclaration du partenariat, du décès du partenaire et en cas de l'enrôlement au service militaire ou de décès d'un parent au deuxième degré du partenaire du salarié. Tel vaut tant pour les partenariats conclus au Luxembourg que pour les partenariats étrangers reconnus au Luxembourg de par leur inscription au répertoire civil. Sont exclues du bénéfice de cette disposition les personnes liées par un partenariat étranger non transcrit au Luxembourg, à savoir les personnes n'ayant pas fait les démarches d'inscription au répertoire civil et les personnes à qui l'inscription de leur partenariat étranger a dû être refusée en application de la loi modifiée de 2004 précitée (c.-à-d. les personnes n'ayant pas remplies à la date de la conclusion du partenariat à l'étranger les conditions fixées par la loi précitée).

Le congé extraordinaire est accordé au moment de l'événement même, et non après inscription au répertoire civil. Bien qu'une modification de la législation en vigueur en la matière ne semble pas nécessaire, une précision sur le site du Guichet unique ([www.guichet.lu](http://www.guichet.lu)) clarifie la situation. Cette information supplémentaire assurera une application correcte du Code du Travail.

L'ambiguïté, s'il y en a, tient au fait que la loi prévoit seulement la délivrance d'une attestation de l'inscription et de l'opposabilité du partenariat sur le répertoire civil. C'est la raison pour laquelle certaines communes remettent aux déclarants une pièce attestant l'enregistrement du partenariat. Cette approche proactive est dans l'intérêt des citoyens.

**Question 1579** (18.11.2015) de **MM. Léon Gloden** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant les règles de sécurité applicables à l'Aéroport de Luxembourg:

À en croire les auteurs d'un article paru dans l'édition du «Luxemburger Wort» de samedi dernier, les personnes portant une burqa ou un niqab (ou autre tenue similaire) ne seraient pas obligées de retirer celle-ci en passant les contrôles de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg, tandis que les usagers «ordinaires» sont tenus de retirer leurs chaussures, ceintures, etc.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer les règles applicables en la matière?

- Ne considèrent-ils pas que la situation décrite ci-dessus constitue une discrimination directe des usagers de l'aéroport? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres entendent-ils intervenir auprès des responsables de l'aéroport afin que les personnes «voilées» soient traitées de la même manière que les autres personnes?

**Réponse commune** (24.12.2015) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant les règles de sécurité applicables à l'Aéroport de Luxembourg.

L'inspection/filtrage des passagers n'est pas à confondre avec les contrôles d'identité.

Les contrôles effectués à l'Aéroport de Luxembourg se font en parfaite conformité avec les exigences européennes. Le règlement (UE) n°185/2010 de la Commission du 4 mars 2010 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile exige dans son article 4.1.1.2 que l'inspection/filtrage des passagers doit être réalisé selon une des méthodes prescrites. La réglementation impose que chaque passager doit être inspecté/filtré.

Tout passager qui ne déclenche pas d'alarme au portique de détection de métaux peut continuer son chemin sans devoir se soumettre à d'autres mesures de sûreté. Au cas contraire, une inspection/filtrage supplémentaire dépendant du type d'alarme déclenché devient obligatoire. Il n'y a donc pas de discrimination.

Au cas où un passager doté «d'un couvre-chef» doit se soumettre à un contrôle supplémentaire, une inspection/filtrage du couvre-chef séparément de la personne est obligatoire. À cette fin, le passager concerné est invité par le personnel de sûreté à se dévoiler en public ou, en cas d'une convocation religieuse ou morale, dans une cabine de fouille spécialement y dédiée. La procédure décrite ci-avant, définie dans une «Procédure opérationnelle standardisée» (POS) qui fait partie intégrante du Plan de Sûreté Aéroportuaire (PSA), est en vigueur depuis plusieurs années et a été mise en place après les réclamations de passagers dans les aéroports européens se plaignant de discriminations.

**Question 1580** (19.11.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les faux passeports:

Aus den éischten Enquëten no den Terrorattaken zu Paräis geet ervir, datt op d'mannst ee vun den Terroriste mat engem falsche Pass aus Syrien an Europa agereest ass, an dëst iwwert de Flüchtlingsswee iwwer Griichenland an d'Balkanroute.

Et ass och kee Geheimnis, datt vill falsch Päss aus Syrien am Émlaf si respektiv datt syresch Päss mat falschen Identitéite benotzt ginn. Dës Belëiftheet vu syresche Päss ass drop zréckzeféieren, datt Migranten aus Syrien et vill méi liicht hunn, fir als Flüchtling unerkannt ze ginn.

Dowéinst wëllt ech den Häre Ministere fir bannescht Sécherheet an Immigratioun dës Fro stellen:

1. Wéi eng Prozedure gëllen elo fir Migranten, déi ouni Pabeieren oder mat falsche Pabeieren op Lëtzebuerg kommen? Huet d'Regierung dës Regelen nom 13. November geännert?

2. Wéi eng Prozedure gëtt et, fir feststellen, ob e Pass echt ass respektiv ob d'Identitéit mat der Persoun iwwereneestëmmt?

3. Däerfe Migranten, déi ouni Pabeieren oder mat falsche Pabeieren op Lëtzebuerg kommen, sech hei am Land fräi bewegen?

4. Wat geschitt elo, nom 13. November, mat deene Migranten, déi falsch Pabeiere virweisen?

5. Sinn déi Migranten, déi zu Lëtzebuerg enregistriert gi sinn, nach all am Land oder sinn der „verschwonnen“?

**Réponse commune** (17.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

Ad 1. Wann eng Persoun ouni gültig Pabeieren iwwert de Findel aus engem Land ausserhalb vum Schengen-Raum a Lëtzebuerg wëllt areesen, da gëtt där Persoun no de Schengen-Regelen d'Entrée refuséiert.

Den Artikel 136 vum Immigratiounsgesetz vun 2008 gesäit vir, datt een Ausländer muss kënnen der Police déi Dokumenter virweisen, déi et him erlaben, op Lëtzebuerg ze kommen a sech hei opzehalen.

Am Artikel 141 vum Immigratiounsgesetz sinn och Sanktiounen virgesi fir déi Fäll, wou een Ausländer falsch Deklaratiounen gemaach huet oder falsch Pabeiere virweist.

Eng Persoun aus engem Drëttstat, déi keng gültig Pabeieren opweise kann, verstësst géint den Artikel 34 aus dem Immigratiounsgesetz, deen d'Konditiounen festleet, déi een Drëttstaatter erfëlle muss, fir dierfen op Lëtzebuerg ze kommen. An esou engem Fall gëtt eng „Décision de retour“ géint déi Persoun geholl, an

ënner verschiddene Konditiounen kann déi Persoun och an de Centre de rétention gesat ginn.

Fir déi Persounen, déi eng Asylsiddemande stellen, gëllen d'Dispositiounen vum Asylgesetz vun 2006. All Demandeur huet nom Gesetz d'Flicht, all seng Identitéitsdokumenter bei der Immigrationsdirektioun ofzeginn. All Identitéitsdokument gëtt un d'Police geschéckt, déi dës Dokumenter op hir Authentizitéit prüft.

D'Police judiciaire hält vun all Demandeur d'Fangerofdréck, fir an der Datebank Eurodac feststellen, ob hien eng Asylprozedur an engem anere Memberstat lafen huet. D'Police mécht och eng Verifikatioun an der europäescher Datebank iwwert d'Visaen (VIS). D'Police mécht och Enquëten op hirem Niveau iwwert d'Identitéit vun de Leit.

Wann elo den Demandeur keng Identitéitsdokumenter huet oder wann e se op sengem Trajet no Lëtzebuerg verluer huet oder wann e se dem Passeur huet misse ginn, versicht de Service Réfugiés d'Identitéit am Laf vun der Prozedur erauszefannen. Während dem Entretien mat der Persoun gi länner-, lokalspezifesch Froen gestallt; da ginn och geografesch Froen gestallt, fir feststellen, ob d'Persoun aus där Uertschaft kënnt, déi se als hire leschten Openthaltswuert an hirem Heemechtsland uginn huet.

D'Gesetz gesäit och vir, datt en Test linguistique mam Demandeur ka gemaach ginn. Déi Tester, déi vun Experten aus dem Ausland analyséiert ginn, erlaben et, a verschiddene Fäll déi national oder ethnisch Origine vum Demandeur erauszefannen.

Da kann och d'Demande vun enger Persoun, déi d'Autoritéiten an d'lr leet, andeems se falsch Dokumenter ofgëtt oder se einfach dissimuléiert huet, an enger beschleunigter Prozedur behandelt ginn.

Et gouf säit dem 13. November keng Modifikatioun vun de besteende Gesetze, déi hei ernimmt goufen.

Ad 2. D'Iwwerprüfung vun Dokumenter gëtt duerch d'Unité Centrale de Police à l'Aéroport gemaach.

Ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 ugedeit, kënnen Persounen aus engem Drëttstat, déi keng valabel Pabeieren opweisen, a Rétention gesat ginn, ënnert de Konditiounen, déi am Artikel 120 vum Immigratiounsgesetz virgesi sinn.

Persounen, déi eng Demande op Asyl gestallt hunn, kréien an engem Délai vun dräi Deeg no der Introduktioun vun hirem Demande eng Attestatioun (papier rose), déi seet, datt déi Persounen als Demandeur enregistriert sinn. Domadder kënnen d'Leit sech fräi um nationalen Territoire bewegen.

D'Verifikatiounen, wat d'Identitéit ugeet, geschéien dann am Laf vun der Prozedur (cf. d'Äntwert op d'Fro 1).

Am Asylgesetz vun 2006 ass och virgesinn, datt een Demandeur d'asile ënner verschiddene Konditiounen kann en rétention gesat ginn, dëst ënner anerem och, wann den Demandeur géif refuséieren ze kooperéieren beim Etablissement vu senger Identitéit. Am neien Asylgesetz, wat Ufank 2016 wäert a Kraaft trieden, sinn och verschiddene Alternativen zum Placement am Centre de rétention virgesinn.

Ad 4. Nom 13. November si keng nei Moosname geholl ginn.

Ad 5. Et kënnt ëmmer erëm vir, datt Leit, déi hei zu Lëtzebuerg eng Démarche gemaach hunn, fir eng Openthaltsgeneemegung ze kréien, d'Land och nees verloossen, fir sech an engem anere Land néierzeloossen.

Et kënnt och vir, datt Leit, déi heihi komm si mat der Intentioun, eng Asylsiddemande ze stellen, sech decidéieren awer keng Demande hei ze stellen an en anert Land weiderzefueren. Et kënnt ëmmer erëm vir, datt Leit, déi nach an der Asylprozedur sinn, verschwannen. A verschiddene Fäll kritt eist Land déi Leit zréck, wa se an engem anere Land eng Demande d'asile stellen (Dublin-Prozedur).

**Question 1581** (19.11.2015) de **MM. Lex Delles** et **Max Hahn** (DP) concernant l'accès Internet des commissariats de proximité et d'intervention:

Dans leurs missions de recherche et d'enquête, les agents de la Police grand-ducale au sein des commissariats de proximité et d'intervention se trouvent très souvent confrontés à des situations nécessitant de consulter des informations sur Internet, comme par exemple sur les réseaux sociaux.

Suite à une question parlementaire de février 2009 au sujet de l'accès Internet des forces de police (n°3111) (cf. *compte rendu n°10/session*

*ordinaire 2008-2009*), le Ministre de la Justice avait précisé qu'afin de compléter le dispositif des ordinateurs «stand alone», il serait envisagé de mettre en place une nouvelle plateforme de sécurité permettant un accès généralisé aux applications de recherche à partir des ordinateurs reliés au réseau de la police.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer des modalités relatives à l'accès Internet au sein des commissariats de proximité et d'intervention?

- Monsieur le Ministre peut-il nous assurer que tous les commissariats de police ont à leur disposition au moins un ordinateur permettant de naviguer sur Internet sans restriction?

**Réponse** (21.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

Chaque membre de la Police grand-ducale dispose à partir de son poste de travail personnel d'un accès Internet «restreint» lui permettant d'accéder à un nombre limité de sites.

Il est prévu, à partir de janvier 2016, d'élargir l'accès à d'autres sites Internet et d'aligner les règles générales d'accès aux règles du CTIE.

Pour les besoins d'enquêtes plus spécifiques, les unités opérationnelles disposent d'un accès Internet «sans restrictions» via des PC «stand alone» qui ne sont pas interconnectés au réseau interne de la police.

Tous les centres d'intervention et 19 commissariats de proximité sont équipés de tels ordinateurs, dix autres commissariats de proximité sont en voie d'être équipés.

Pour des raisons évidentes de sécurité un accès Internet «sans restrictions» ne sera pas possible à partir de chaque poste de travail connecté directement au réseau interne de la police.

**Question 1582** (19.11.2015) de **M. Roberto Traversini** (déli gréng) concernant le congé parental:

En date du 2 mars 2015, Madame la Ministre a présenté les statistiques sur l'évolution du congé parental depuis sa mise en place en 1999. Ces statistiques montrent toujours un fort décalage entre femmes et hommes en ce qui concerne la prise du premier et du second congé parental, ainsi que le congé parental à mi-temps et à plein temps.

Ces statistiques ne révèlent cependant rien sur la répartition des demandes selon des critères sociologiques comme par exemple le statut professionnel du demandeur ou sa situation sociale.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

1. Madame la Ministre peut-elle me fournir des statistiques disséquant le nombre absolu des demandes de congé parental des cinq dernières années selon les paramètres suivants:

- le statut professionnel, la branche d'activité et le niveau d'études,

- la tranche de revenu, celle du ménage ainsi que le statut du «Chef de famille» (personne avec le revenu le plus élevé du ménage),

- et le statut familial (bi- et monoparental)?

2. Dans combien de cas le congé parental à mi-temps a-t-il été refusé par l'employeur?

3. Quelle est la progression du taux de prise de congé parental par rapport au nombre total de naissances depuis l'année 1999?

**Réponse** (17.12.2015) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Les chiffres détaillés tels que demandés par l'honorable Député, notamment sur une durée de plusieurs années, nécessitent des recherches croisées et approfondies dans diverses banques de données, dont le principal détenteur est l'Inspection générale de la sécurité sociale. Les données de l'IGSS ne permettent pas de répondre à l'ensemble de la requête, mais en couvrent une part importante.

Ainsi, ni le Ministère de la Famille et de l'Intégration, ni l'IGSS ne disposent d'informations relatives au refus du congé parental à mi-temps par un employeur.

Les données fournies par l'IGSS concernent les personnes dont le congé parental a débuté entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2014. Il s'agit de 31.485 bénéficiaires dont





24.530 femmes et 6.955 hommes. Sur ce total, 23.959 congés parentaux sont des congés parentaux pris consécutivement au congé de maternité (premier congé parental) et 7.256 congés parentaux sont des «deuxièmes» congés parentaux.

Ci-dessous les chiffres fournis par l'IGSS, accompagnés de quelques commentaires explicatifs.

Tableau 1: Répartition des bénéficiaires du congé parental selon la branche d'activité (Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, Rév. 2)

NACE Rév. 2	HOMMES	FEMMES
<b>SALARIÉS</b>		
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	3.3%	0.6%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0.1%	0.0%
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	6.3%	3.1%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	0.5%	0.1%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0.6%	0.1%
CONSTRUCTION	9.9%	1.5%
COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	11.5%	13.0%
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	6.8%	2.3%
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	7.1%	5.3%
INFORMATION ET COMMUNICATION	5.6%	3.3%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	9.8%	18.1%
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	0.6%	0.6%
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6.3%	11.0%
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	4.3%	4.7%
ADMINISTRATION PUBLIQUE	14.0%	12.4%
ENSEIGNEMENT	1.0%	1.2%
SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	4.0%	15.9%
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	0.4%	0.5%
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	1.0%	2.7%
ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ACTIVITÉS INDIFFÉRENCIÉES DES MÉNAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	0.1%	0.5%
ACTIVITÉS EXTRA TERRITORIALES	0.1%	0.1%
<b>INDÉPENDANTS</b>	5.1%	2.0%
<b>INCONNUS</b>	1.5%	0.9%
<b>TOTAL</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

La branche d'activité correspond à la situation de l'année civile qui précède le début du congé parental.

Tableau 2: Répartition des bénéficiaires du congé parental et d'une population de contrôle selon la branche d'activité (Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, Rév. 2)

NACE Rév. 2	HOMMES		FEMMES	
	Congé parental	Population de contrôle	Congé parental	Population de contrôle
<b>SALARIÉS</b>				
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	3.3%	0.8%	0.6%	0.7%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0.1%	0.1%	0.0%	0.0%
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	6.3%	11.7%	3.1%	3.5%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	0.5%	0.5%	0.1%	0.1%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0.6%	0.5%	0.1%	0.1%
CONSTRUCTION	9.9%	16.4%	1.5%	1.7%
COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	11.5%	10.1%	13.0%	13.5%
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	6.8%	9.0%	2.3%	2.1%
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	7.1%	2.7%	5.3%	5.3%
INFORMATION ET COMMUNICATION	5.6%	6.1%	3.3%	2.8%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	9.8%	13.6%	18.1%	16.8%
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	0.6%	0.4%	0.6%	0.6%
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6.3%	7.3%	11.0%	8.7%
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	4.3%	3.9%	4.7%	7.5%
ADMINISTRATION PUBLIQUE	14.0%	7.8%	12.4%	11.2%
ENSEIGNEMENT	1.0%	0.6%	1.2%	1.1%
SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	4.0%	2.6%	15.9%	13.8%
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	0.4%	0.4%	0.5%	0.4%
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	1.0%	0.6%	2.7%	2.3%
ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ACTIVITÉS INDIFFÉRENCIÉES DES MÉNAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	0.1%	0.1%	0.5%	2.6%
ACTIVITÉS EXTRA TERRITORIALES	0.1%	0.2%	0.1%	0.2%
<b>INDÉPENDANTS</b>	5.1%	3.6%	2.0%	3.7%
<b>INCONNUS</b>	1.5%	1.1%	0.9%	1.3%
<b>TOTAL</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

La population de contrôle est composée de personnes âgées de moins de 50 ans, ne bénéficiant pas du congé parental, en activité pendant douze mois l'année civile qui précède le début du congé parental, travaillant au moins 86 heures par mois et ayant au moins un enfant de moins de six ans.

Tableau 3: Répartition des bénéficiaires du congé parental selon le niveau de revenu individuel annuel brut [a)]

Tranches de revenu brut	HOMMES	FEMMES
de 0 à 10.000 EUR/an	1.5%	0.9%
de 10.000 à 20.000 EUR/an	3.0%	6.7%
de 20.000 à 30.000 EUR/an	25.4%	24.0%
de 30.000 à 40.000 EUR/an	21.6%	17.4%
de 40.000 à 50.000 EUR/an	11.7%	16.9%
de 50.000 à 60.000 EUR/an	10.3%	13.1%
de 60.000 à 70.000 EUR/an	8.8%	7.7%
de 70.000 à 80.000 EUR/an	6.0%	4.8%
de 80.000 à 90.000 EUR/an	3.8%	3.8%
de 90.000 à 100.000 EUR/an	3.1%	2.4%
100.000 EUR/an et plus	4.6%	2.4%
<b>Total</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

a) le revenu individuel annuel brut correspond à la somme des composantes brutes suivantes perçues durant l'année civile précédant le début du congé parental: revenus du travail et revenus de remplacement.

Tableau 4: Répartition des bénéficiaires du congé parental et d'une population de contrôle selon le niveau de revenu individuel annuel brut

Tranches de revenu brut	HOMMES		FEMMES	
	Congé parental	Population de contrôle	Congé parental	Population de contrôle
de 0 à 10.000 EUR/an	1.5%	0.4%	0.9%	1.1%
de 10.000 à 20.000 EUR/an	3.0%	1.0%	6.7%	10.8%
de 20.000 à 30.000 EUR/an	25.4%	16.2%	24.0%	25.2%
de 30.000 à 40.000 EUR/an	21.6%	23.7%	17.4%	15.7%
de 40.000 à 50.000 EUR/an	11.7%	13.2%	16.9%	13.5%
de 50.000 à 60.000 EUR/an	10.3%	10.2%	13.1%	11.3%
de 60.000 à 70.000 EUR/an	8.8%	8.9%	7.7%	7.2%
de 70.000 à 80.000 EUR/an	6.0%	6.7%	4.8%	4.4%
de 80.000 à 90.000 EUR/an	3.8%	4.8%	3.8%	3.1%
de 90.000 à 100.000 EUR/an	3.1%	3.7%	2.4%	2.3%
100.000 EUR/an et plus	4.6%	11.1%	2.4%	5.3%
<b>Total</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

La population de contrôle est composée de personnes âgées de moins de 50 ans, ne bénéficiant pas du congé parental, en activité pendant douze mois l'année civile qui précède le début du congé parental, travaillant au moins 86 heures par mois et ayant au moins un enfant de moins de six ans.

Tableau 5: Répartition des bénéficiaires du congé parental résidents selon le niveau de revenu disponible annuel équivalent-adulte du ménage [a)]

Tranche de revenu disponible équivalent-adulte	HOMMES	FEMMES
de 0 à 10.000 EUR/an	0.0%	0.0%
de 10.000 à 15.000 EUR/an	0.7%	0.3%
de 15.000 à 20.000 EUR/an	1.8%	1.0%
de 20.000 à 25.000 EUR/an	7.9%	3.2%
de 25.000 à 30.000 EUR/an	13.6%	7.3%
de 30.000 à 35.000 EUR/an	12.8%	11.1%
de 35.000 à 40.000 EUR/an	10.5%	11.0%
de 40.000 à 45.000 EUR/an	11.1%	10.6%
de 45.000 à 50.000 EUR/an	11.2%	11.0%
de 50.000 à 55.000 EUR/an	10.5%	10.9%
de 55.000 à 60.000 EUR/an	7.2%	9.4%
de 60.000 à 65.000 EUR/an	5.3%	7.5%
de 65.000 à 70.000 EUR/an	3.7%	5.5%
70.000 EUR/an et plus	1.7%	3.4%
<b>Total</b>	<b>2.0%</b>	<b>7.6%</b>

a) Le revenu disponible annuel équivalent-adulte correspond à la somme des composantes brutes des différents membres du ménage augmentée des prestations sociales et familiales et diminuée des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les revenus du patrimoine et les transferts privés entre ménages ne sont pas inclus dans le revenu car non disponibles dans les données administratives. Pour comparer le revenu disponible de ménages de taille et de composition différentes, ce dernier est divisé par une échelle d'équivalence pour obtenir un revenu disponible équivalent-adulte. L'échelle d'équivalence retenue est celle dite de l'OCDE modifiée qui attribue un coefficient de 1 au premier adulte, un coefficient de 0.5 à chaque adulte supplémentaire (personne de 14 ans et plus) et un coefficient de 0.3 à chaque enfant (personne de moins de 14 ans).

Les bénéficiaires du congé parental non résidents n'ont pas été retenus dans la répartition selon le niveau de revenu du ménage car les informations relatives aux revenus perçus dans leur pays de résidence ne sont pas disponibles.

Tableau 6: Répartition des bénéficiaires du congé parental résidents et mariés et d'une population de contrôle selon le niveau de revenu disponible annuel équivalent-adulte du ménage



Tranche de revenu disponible équivalent-adulte	HOMMES		FEMMES	
	Congé parental	Population de contrôle	Congé parental	Population de contrôle
de 0 à 10.000 EUR/an	0.8%	0.5%	0.2%	0.3%
de 10.000 à 15.000 EUR/an	1.9%	1.9%	1.0%	1.0%
de 15.000 à 20.000 EUR/an	8.8%	7.3%	2.1%	2.8%
de 20.000 à 25.000 EUR/an	13.2%	14.6%	5.5%	11.6%
de 25.000 à 30.000 EUR/an	11.5%	15.4%	9.6%	16.0%
de 30.000 à 35.000 EUR/an	9.5%	12.0%	9.7%	11.7%
de 35.000 à 40.000 EUR/an	11.0%	10.8%	9.9%	11.1%
de 40.000 à 45.000 EUR/an	11.4%	10.1%	11.6%	11.1%
de 45.000 à 50.000 EUR/an	11.1%	8.0%	12.1%	9.2%
de 50.000 à 55.000 EUR/an	7.3%	6.1%	10.7%	7.4%
de 55.000 à 60.000 EUR/an	5.6%	4.3%	8.7%	5.6%
de 60.000 à 65.000 EUR/an	4.0%	3.0%	6.3%	4.0%
de 65.000 à 70.000 EUR/an	1.7%	1.7%	3.9%	2.4%
70.000 EUR/an et plus	2.2%	4.2%	8.6%	5.6%
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

La population de contrôle est composée de personnes résidentes et mariées âgées de moins de 50 ans, ne bénéficiant pas du congé parental, en activité pendant douze mois l'année civile qui précède le début du congé parental pour les bénéficiaires de ce congé parental, travaillant au moins 86 heures par mois et ayant au moins un enfant de moins de six ans.

La base de données à laquelle l'IGSS recourt pour établir les statistiques sur le revenu des ménages est une base de données dans laquelle le ménage est défini à l'image du ménage fiscal, c'est-à-dire que c'est le lien du mariage qui est à la base de la définition du ménage. Deux personnes mariées et leurs éventuels enfants forment un ménage. Par contre, l'IGSS est dans l'impossibilité d'identifier les couples non mariés qui forment des ménages de célibataires avec ou sans enfants. Partant de cette situation, seuls les bénéficiaires du congé parental mariés peuvent être comparés à une population de contrôle.

Tableau 7: Répartition des bénéficiaires du congé parental selon le statut familial

Statut familial	
Famille biparentale mariée	60.7%
Famille biparentale non mariée	34.6%
Famille monoparentale	4.7%
Total	100.0%

Tableau 8: Progression du taux de prise de congé parental par rapport au nombre total de naissances

Années	
2001	30.1%
2002	32.8%
2003	34.6%
2004	34.6%
2005	37.9%
2006	37.4%
2007	39.2%
2008	39.0%
2009	41.3%
2010	42.2%
2011	43.0%
2012	42.0%
2013	43.2%
2014	44.1%

Le taux de prise de congé parental représente la part du nombre de bénéficiaires résidents du premier congé parental sur le nombre total des naissances.

### Question 1584 (19.11.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les cartes prépayées anonymes pour les téléphones mobiles:

Lors du Conseil de Gouvernement du 18 novembre 2015 et dans le contexte actuel de la menace terroriste qui pèse sur l'Europe, le Premier Ministre et Ministre des Communications et des Médias a exprimé son intention de vouloir interdire les cartes prépayées anonymes pour les téléphones mobiles. La société de télécommunications POST n'a pas tardé pour réagir. Dès hier, elle a annoncé vouloir retirer les cartes litigieuses. Les utilisateurs de telles cartes en circulation seraient, toujours d'après le groupe POST, prochainement informés de la démarche à suivre pour s'identifier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si d'autres opérateurs ont déjà annoncé vouloir suivre l'exemple de la société POST?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le détail concernant les démarches d'identification des utilisateurs de ces cartes prépayées anonymes? Comment sont-ils contactés et comment peut-on s'assurer que tous les utilisateurs suivent effectivement les consignes?

- Au cas où les utilisateurs concernés ne s'identifient pas, quelles seront les conséquences?

- Qu'en est-il des personnes ayant moins de 15 ans et pour lesquelles une carte d'identité n'est pas obligatoire?

### Réponse (23.12.2015) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias:

Je peux confirmer que tous les opérateurs ont pris des initiatives dans le domaine des cartes SIM prépayées anonymes. Aucun opérateur ne fournit encore des cartes SIM pré-activées. Pour toute nouvelle carte l'utilisateur devra s'identifier auprès de l'opérateur avant utilisation.

Il reste cependant des cartes pré-activées d'un opérateur chez certains revendeurs ainsi que des cartes déjà vendues mais non encore utilisées. Ces cartes seront également bloquées dès qu'un mécanisme d'identification approprié aura été mis en place.

À terme tous les utilisateurs actuels de cartes prépayées devront également s'identifier. Ils se-

ront informés progressivement par vagues moyennant SMS. À terme un délai ultime sera fixé à partir duquel toutes les cartes prépayées dont les utilisateurs ne se seront pas encore identifiés auprès de leur opérateur seront bloquées. Les utilisateurs seront informés préalablement à cette échéance moyennant une campagne d'information publique.

En ce qui concerne le cas des mineurs sans carte d'identité, les opérateurs pourront relever l'identité d'un des parents ou du tuteur.

### Question 1585 (20.11.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les troubles alimentaires:

L'anorexie, la boulimie ou l'alternance des deux (anorexie-boulimie) représentent les formes les plus graves et les plus préoccupantes des troubles du comportement alimentaire. L'anorexie se traduit par un amaigrissement, une perte d'appétit, un refus de manger et, le cas échéant, d'une aménorrhée (interruption des règles). Malgré une perte de poids importante (qui peut aller jusqu'à 50% du poids normal pour l'âge) l'anorexique se trouve toujours trop grosse et son désir éperdu de minceur la pousse à un comportement mettant en danger sa propre existence (restriction alimentaire, jeûne, prises de diurétiques, de laxatifs, vomissements).

Actuellement l'on se doit d'observer sur les réseaux sociaux de véritables concours entre les jeunes afin de voir qui a la taille la plus mince, etc.

Des statistiques internationales montrent que dans les pays occidentaux les troubles alimentaires sont en augmentation depuis les années 1970. En France, par exemple, il est estimé que plus de 230.000 personnes souffrent d'anorexie dont 90% sont de sexe féminin. En Allemagne la répartition des chiffres va dans le même sens; 1,5% des femmes et 0,5% des hommes souffrent de l'anorexie dont la majorité est âgée de moins de 18 ans (55% des filles et 33% des garçons).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Existe-t-il des statistiques pour le Luxembourg? Dans l'affirmative, combien de cas de boulimie et d'anorexie sont connus au Grand-Duché? Comment ces cas connus ont évolué durant les dernières décennies? Quel est le nombre estimé de personnes mineures concernées au Luxembourg? Quelle est la répartition par sexe des personnes atteintes au Grand-Duché?

2. Quelles thérapies ambulatoires et stationnaires sont offertes au Grand-Duché?

3. Quelles thérapies sont prises en charge par les caisses de maladie?

4. Est-ce que l'entrée en vigueur de la loi portant création de la profession de psychothérapeute a apporté des changements concernant la prise en charge des thérapies ne tombant pas sous le champ d'application de la loi?

### Réponse (18.12.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Les équipes de la médecine scolaire interviennent au niveau de l'enseignement secondaire, collaborent étroitement avec les équipes des SPOS pour le dépistage et la prise en charge précoce des troubles alimentaires chez les élèves et ceci de façon systématique durant les dernières années.

Ainsi la médecine scolaire a diagnostiqué sur un chiffre total de 8.933 filles examinées (3.159 scolarisées dans l'enseignement secondaire classique, 5.774 scolarisées dans l'enseignement secondaire technique), 46 filles avec une insuffisance de poids pour l'année scolaire 2013-2014. 24 de celles-ci ont reçu un avis médical pour orientation vers un médecin traitant pour diagnostic ou suivi. Les autres (22 filles) seront revues dans les mois ou l'année suivante pour surveillance de l'évolution de la courbe de poids.

Sur un chiffre total de 8.941 garçons examinés (2.713 scolarisés dans l'enseignement secondaire classique, 6.228 scolarisés dans l'ensei-

gnement secondaire technique), 50 garçons présentent une insuffisance de poids durant l'année scolaire 2013-2014, dont 20 ont reçu un avis médical d'orientation vers un médecin traitant. Il s'agit effectivement de différencier que les chiffres élevés chez les garçons en 6<sup>e</sup> de l'enseignement classique (13) respectivement en 7<sup>e</sup> de l'enseignement technique (14) n'indiquent pas des insuffisances de poids d'ordre anorexique, mais sont signe d'une disproportion en période de croissance.

La situation est différente chez les filles, auprès desquelles en 2<sup>e</sup> et en 11<sup>e</sup> les avis concernant des soucis réels d'évolution anorexique pour orientation vers un suivi psychiatrique ou psychothérapeutique est donnée dans cinq respectivement sept cas.

Parmi les garçons en 2<sup>e</sup> et en 11<sup>e</sup>, l'orientation pour avis médical s'est faite dans deux cas. Ces chiffres confirment que les troubles graves de l'alimentation touchent beaucoup plus souvent les jeunes filles.

Le traitement de ces troubles est pour la plupart très long et nécessite une prise en charge par des professionnels travaillant de façon cohérente et pluridisciplinaire. Les jeunes présentant ce type de trouble peuvent être pris en charge suivant l'âge par l'équipe pédiatrique et pédopsychiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg ou par le service de psychiatrie juvénile des Hôpitaux Robert Schuman, qui travaille en étroite collaboration avec l'équipe pédiatrique du Kirchberg.

Les troubles alimentaires, dont font partie l'anorexie et la boulimie, ne sont pas des maladies qui se trouvent parmi celles à déclaration obligatoire. Dès lors, nous ne possédons pas les chiffres exacts recensant les troubles alimentaires, à part les chiffres recensés de la médecine scolaire. Les formes moins graves peuvent être prises en charge de façon ambulatoire, e. a. à la Clinique des Troubles Émotionnels du CHL depuis 2001, ou être suivies par des professionnels dans ce domaine travaillant en ambulatoire.

Les traitements stationnaires ou en hôpital de jour, au Luxembourg et à l'étranger, aussi bien dans le domaine infanto-juvénile, que dans le domaine adulte, ainsi que les consultations médicales ambulatoires pour les troubles alimentaires sont en principe pris en charge par les organismes de sécurité sociale.

On peut s'attendre que, suite à la loi portant création de la profession de psychothérapeute et suite à l'introduction d'une nomenclature dans le futur, les psychothérapies pour troubles alimentaires par les psychothérapeutes pourraient également être prises en charge par les mêmes organismes.

### Question 1586 (20.11.2015) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'enseignement à domicile:

Selon la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, la formation scolaire obligatoire peut être dispensée à domicile.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, les adolescents peuvent opter pour l'enseignement à distance. Or, selon nos informations, les adolescents, qui sont inscrits à un enseignement secondaire à distance, sont dispensés des allocations familiales au-delà de l'âge de 18 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et à Madame la Ministre de la Famille:

- Combien d'élèves suivent un enseignement primaire à domicile?

- Combien d'élèves suivent un enseignement secondaire à distance?

- Pour quelles raisons, des élèves ayant plus de 18 ans et poursuivant, à titre principal, leurs études secondaires via l'enseignement à distance, sont-ils dispensés des allocations familiales?

### Réponse commune (05.01.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Selon les informations fournies par le collège des inspecteurs, 50 enfants de l'enseignement fondamental répondent à l'obligation scolaire



en profitant d'un enseignement à domicile conformément à l'article 9 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire. D'après l'article 19 de la même loi, il revient au collège des bourgmestre et échevins de veiller au respect de l'obligation scolaire. Par conséquent, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'est pas en mesure de déterminer le nombre d'élèves qui suivent un enseignement secondaire à distance. Or, sous peu, une modification des dispositions légales concernant l'enseignement à domicile sera présentée. Cette réforme prévoit notamment un suivi structuré voire un contrôle plus aigu de l'enseignement à domicile.

Quant au dernier point soulevé dans la question parlementaire, le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales en faveur des élèves dépassant l'âge de 18 ans précise que le versement des allocations familiales est maintenu en faveur des jeunes «qui suivent effectivement, sur place, au Grand-Duché ou à l'étranger, dans un établissement public ou privé d'enseignement secondaire ou d'enseignement secondaire technique, des cours d'enseignement général ou professionnel pendant au moins 16 heures par semaine, préparant au diplôme de fin d'études secondaires, de fin d'études secondaires techniques, de technicien, ou à un diplôme non luxembourgeois équivalent». Les études à distance ne tombent pas sous les conditions dudit règlement.

**Question 1587** (20.11.2015) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant le **test de langue luxembourgeoise**:

L'article 7, point 1°, b) de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise entrée en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2009 dispose que: «La naturalisation sera refusée à l'étranger, lorsqu'il ne justifie pas d'une connaissance active et passive suffisante d'au moins une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues et lorsqu'il n'a pas réussi une épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée. Le niveau de compétence à atteindre en langue luxembourgeoise est celui du niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues pour la compréhension de l'oral et du niveau A2 du même cadre pour l'expression orale.»

Il semble que pour bon nombre de candidats à la naturalisation, le niveau qui doit être atteint en maîtrise de la langue luxembourgeoise constitue un obstacle difficile à franchir.

Le rapport d'évaluation du Ministère de la Justice de 2012 fait état d'un taux d'échec à l'épreuve d'évaluation de la langue de 23,9% en 2009, 21,4% en 2010 et 32,3% en 2011. Selon ce rapport d'évaluation: «Souvent les candidats réussissent dans l'épreuve d'expression orale, parfois même avec une excellente note, mais échouent dans l'épreuve de compréhension orale.» Ce phénomène s'expliquerait par le fait que, malgré qu'il s'agisse d'un test oral, il faut recourir à l'écrit, tel que prévu par le règlement grand-ducal du 31 octobre 2008 concernant l'organisation des épreuves et l'attestation de la compétence de communication en langue luxembourgeoise parlée pour être admis à la naturalisation.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Existe-t-il des chiffres récents en ce qui concerne l'évolution du taux de réussite et d'échec au test de langue luxembourgeoise et plus particulièrement concernant le test de compréhension orale? Existe-t-il des chiffres concernant les candidats qui se présentent une nouvelle fois à ces tests après un échec à ces épreuves?

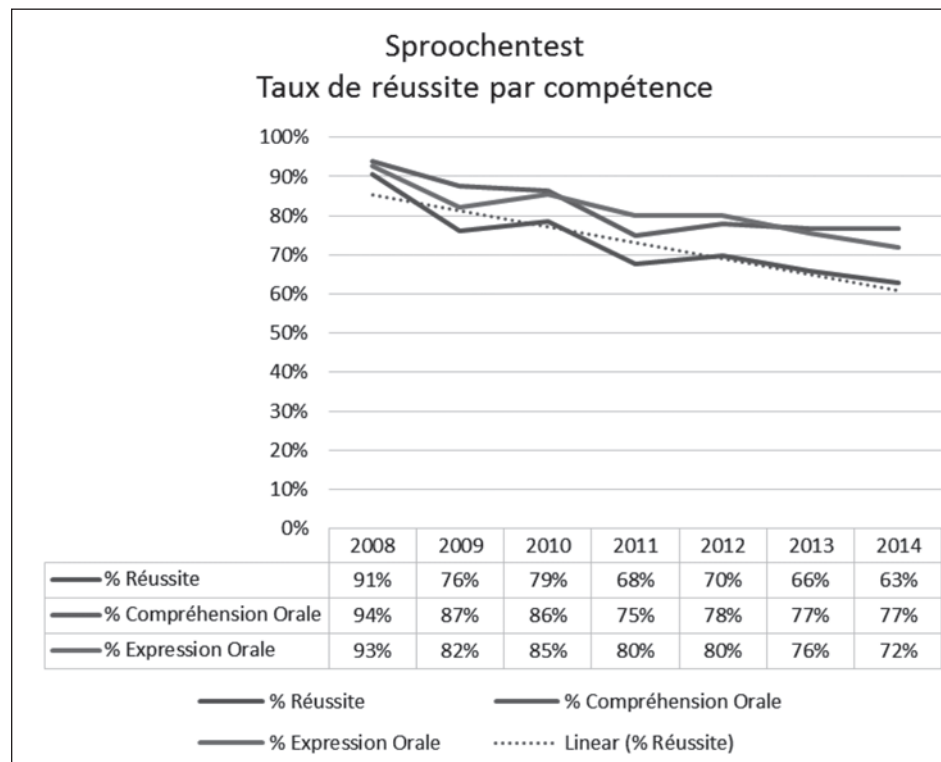
2. Est-il envisagé de modifier la méthode de l'évaluation de la compréhension orale prévue par le règlement grand-ducal, notamment une évaluation de la compréhension orale sans avoir recours à un questionnaire à l'écrit dès lors que la loi fait référence uniquement à «la langue luxembourgeoise parlée»?

**Réponse commune** (23.12.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. Les statistiques relatives à l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise

parlée, organisée dans le cadre de la procédure de naturalisation par l'Institut national des langues, se présentent comme suit:

Tableau 1: Taux de réussite du «Sproochentest» et par épreuve (2008-2014)



Le taux de réussite de l'épreuve de compréhension de l'oral (niveau B1 du Cadre européen commun de références pour les langues) est généralement supérieur à celui de l'épreuve d'expression orale (niveau A2 du Cadre européen commun de références pour les langues), sauf pour les années 2011 et 2012.

Tableau 2: Candidats se présentant à plusieurs reprises et taux de réussite (2008-2014)

Nombre d'inscriptions	Nombre de candidats	Admis	Taux de réussite
1	4.235	3.526	83%
2	474	345	73%
3	129	78	60%
4	36	16	44%
5	12	6	50%
6	4	2	50%
7	5	1	20%
8	2	0	0%
12	1	1	100%
Total	4.898	3.975	81%

Tableau 3: Résultats du «Sproochentest» par compétence (2008 à juillet 2015)

Résultat final	Résultat A2	Résultat B1	Total inscriptions	%
Échec	Absent	Absent	231	3%
Échec	Absent	Échec	6	0%
Échec	Absent	Réussite	4	0%
Échec	Échec	Absent	2	0%
Échec	Échec	Échec	711	11%
Échec	Échec	Réussite	646	10%
Échec	Réussite	Absent	1	0%
Échec	Réussite	Échec	553	8%
Réussite	Réussite	Réussite	4.456	67%
			6.610	100%

Ad 2. L'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 31 octobre 2008 concernant l'organisation des épreuves et l'attestation de la compétence de communication en langue luxembourgeoise parlée pour être admis à la naturalisation charge l'Institut national des langues de la vérification et de la certification des compétences de communication en langue luxembourgeoise parlée. L'évaluation des compétences de communication inclut non seulement la compréhension de l'oral, mais également l'expression orale.

Selon les théories pédagogiques, les compétences passives (compréhension) se développent plus rapidement que les compétences actives (expression), de manière à ce qu'un niveau en compréhension de l'oral plus élevé que celui en expression orale ne demande pas forcément un effort supplémentaire du candidat. Les résultats du «Sproochentest» par compétence vont également dans ce sens (voir tableau 3).

L'épreuve de compréhension de l'oral du «Sproochentest» se compose de trois écoutes. Le candidat dispose d'un questionnaire à choix multiples et doit cocher une des réponses possibles.

L'évaluation de la compréhension de l'oral pourrait se faire par d'autres biais, comme par exemple des exercices d'appariement, des questionnaires à réponses ouvertes et courtes, des tableaux à éléments manquants ou textes à trous. Toutefois, ces procédés requièrent des compétences d'expression écrite, non exigées dans le contexte du «Sproochentest».

Ces questions seront discutées dans le cadre de la réforme annoncée de la loi sur la nationalité luxembourgeoise.

**Question 1588** (23.11.2015) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **campagne du Ministère pour l'Égalité des chances**:

Mëtt November war an der Press eng Annonce aus enger Campagne vum Ministère fir Chancëgläichheet iwwert d'Gläichstellung fir Mann a Fra. Do gouf Reklam gemaach fir en Zil vun der Regierung, dat sech am Gesetzesprojet 6892 néierschleift. Dëse war bis elo weder an enger Kommissioun nach ass e vum Statsrot avisiéiert.

Dofir wollt ech der Madamm Minister dës Fro stellen:

1. Mengt d'Madamm Minister, et wär opportunt, fir e Regierungszil Reklam ze maachen, iwwert dat d'Chamber sech nach net pronon-

céiere konnt a mat deem nach keng Chamberskommissioun befaasst war?

2. Ass d'Madamm Minister der Meinung, datt d'Chamber e Recht huet, iwwert dëse Gesetzesprojet an domat och iwwert dat erkläertent Zil vun der Regierung ze befannen, ouni datt Annoncëcampagnë si oder d'Effentlechkeet beaflossen?

3. Ass d'Madamm Minister d'accord, ze soen, datt den Avis vum Statsrot bei engem Gesetz, dat déif an d'Parteistrukturen an domat an eis Demokratie agräife wëllt, wichteg ass a virun engem Débat oder virun der Publikatioun vun enger Annonce sollt ofgewart ginn?

4. Fënnt d'Madamm Minister, datt esou eng Annonce, an deem demokratesche Kontext an aus där Perspektiv gekuckt, verfréit ass?

5. Wat kascht déi Annonce de Ministère an deenen eenzelne Medien a wéi dacks ass hir Publikatioun virgesinn?

6. Gëtt et vergläichbar Annoncen an den audiovisuellen an/oder an de soziale Medien? Wat kaschten déi?

7. Wat kascht déi ganz Annoncëcampagne iwwert d'Gläichberechtigung, an där Männer als Déieren duergestallt ginn, an alle Medien, wou se leeft, an iwwert d'ganz Dauer, wou se geplangt ass?

8. War déi Campagne an de Koalitiouns- a Regierungsdiskussiounen iwwert de Spuerpak Bestanddeel vun den Iwwerleungen, fir Geld ze spueren?

9. Bei wat fir Mesuren huet de Ministère fir Chancëgläichheet säin Deel zum Spuerpak vun der Regierung am Detail bäigedroen?

**Réponse** (23.12.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

Am Regierungsprogramm sinn d'Aufgabe vum Ministère fir Chancëgläichheet (MEGA) folgendermoosse beschriwwen: «combattre les inégalités entre femmes et hommes et de promouvoir l'égalité des sexes ainsi qu'une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux».

Well e groussen Deel vun eisem Denken an Handeln nach ëmmer vun Stereotype beaflost gëtt, ass eent vun de wichtigsten Instrumenter, op déi de MEGA an deem Kontext zréckgräift, d'Informatiouns- a Sensibilisatiounsaarbecht.

D'Gläichstellung tëscht Mann a Fra an der Prise de décision politique ass eng vun de Prioritéite vum MEGA. Och hei ass de Regierungsprogramm ganz kloer: «Les partis de la coalition modifieront la loi sur le financement des partis politiques en introduisant l'obligation pour les partis politiques de garantir un quota de 40% du sexe sous-représenté sur les listes de candidatures sujettes au financement des partis. Des sanctions financières seront prévues en cas de non-respect des minima imposés. La loi entrera en vigueur pour les prochaines élections législatives.»

Dës Absicht fënnt sech als konkret Mesure erëm an zwee politeschen Dokumenter:

- engersäits an der Strategie vun der Regierung fir e besseren Équiliber tëscht Mann a Fra an der Prise de décision, deen d'Madamm Minister fir Chancëgläichheet Lydia Mutsch der zoustänneger Chamberskommissioun de 16. September 2014 virgestallt huet;

- anerersäits am Plan d'égalté des femmes et des hommes, deen d'Madamm Minister fir Chancëgläichheet Lydia Mutsch der zoustänneger Chamberskommissioun de 5. Mee 2015 presentéiert huet.

Den 29. September 2015 huet d'Madamm Minister Lydia Mutsch an der zoustänneger Chamberskommissioun de Projet de loi n°6892 virgestallt, deen ënner anere d'Parteifinanzierungsgesetz ofännert, andeem den integrale Benefiz vun der staatlecher Dotatioun un d'Konditioun gebonne gëtt, dass d'Parteien op hire Kandidatelschte mindestens 40% vun all Geschlecht presentéiere bei den nationale Legislativwahlen a 50% vun all Geschlecht bei den Europawahlen.

D'Chamber war a bleift also regelméisseg agebonnen an d'Aarbechte vun dem Projet an d'Deputéierten aus der Commission Santé, Égalité des chances et Sports haten dräimol d'Geleeënheet, zu deem Dossier Stellung ze huelen.

D'Madamm Minister Mutsch huet bei all deene Geleeënheiten an Aussicht gestallt, dass, well de Projet de loi n°6892 sech nëmme an déi national an déi europäesch Legislativwahl bezitt, aner Weeër misste gesicht gi fir e besseren Équilibre tëscht Mann a Fra an dem d'Kandidatelschte fir d'Gemengewahlen 2017.

An Zesummenaarbecht mat alle betreffenen Akteuren, an ënner anere och alle politesche Parteien, wëllt de MEGA vun elo bis den Okto-



ber 2017 eng Mobilisatiounscampagne ëmsetze fir e besseren Equilibre, an also de facto méi Fraen op de Kandidatëlschte fir déi nächst Gemengewahlen ze kréien.

D'Annoncen, déi den honorablen Deputéierte Reding uschwätzt, sinn also een Deel vun engem Gesamtkonzept. D'Kommunikatiounscampagne hat den Titel «Evolution» an huet sech un der Evolutiounstheorie inspiréiert.

D'Campagne ass gelaf vun November 2015 bis ugangs Dezember 2015 an huet insgesamt ronn 80.000 Euro kascht. Et sinn Annoncen an Zeitungen, Zäitschrëften, Radio-Spots an Internet-Encarté geschalt ginn.

Et waren Annoncen an all den Dageszeitungen, de Wochenzeitungen an an de Magazinnen hei am Land. Vereenzelt waren och Annoncen a spezialiséierte Publikatiounen op deene verschiddene Radioschäin an op Internetsitten.

Wat d'Spuerefforten ugeet, ass ze soen, dass de Budgetartikel, iwwert deem d'Informatiounsan Opklärungsarbecht vum MEGA bezuelt gëtt, ëm 13% erofgesat ginn ass.

#### Question 1589 (23.11.2015) de M. Marc Lies (CSV) concernant la réforme du Fonds du Logement:

En date du 23 octobre 2015, le Conseil de Gouvernement a adopté le projet de loi portant réforme du Fonds du Logement qui a pour objectif d'améliorer l'organisation et le fonctionnement du Fonds en mettant l'accent sur sa gouvernance, la transparence de sa gestion et de l'emploi des ressources publiques qui lui sont allouées. Madame la Ministre avait annoncé vouloir entamer cette réforme dans un esprit d'équipe. Or, il me revient qu'une certaine démotivation du personnel règne actuellement au Fonds du Logement. Deux architectes auraient déjà démissionné de même qu'un employé de l'audit interne et un employé de la comptabilité. D'autres personnes seraient sur le point de quitter le Fonds.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si le personnel du Fonds du Logement a été, comme annoncé, consulté sur la réforme du Fonds du Logement?

- Dans la négative, Madame la Ministre envisage-t-elle de consulter le personnel?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les rumeurs selon lesquelles le personnel serait démotivé et cette démotivation serait-elle due au fait que le personnel n'a pas été impliqué ou du moins suffisamment impliqué dans l'élaboration du projet de réforme du Fonds?

- Les démissions susmentionnées sont-elles liées à la concertation sub-optimale voire au manque de concertation entre le Ministère et le personnel?

- En tout état de cause que compte faire le Gouvernement pour améliorer les conditions de travail qui règnent actuellement au niveau du Fonds?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur l'état d'avancement des différents projets en construction et me dire combien de logements destinés à la vente et à la location vont être achevés dans les douze prochains mois?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si des nouveaux projets respectivement PAP sont en planification et le cas échéant lesquels?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que le Fonds du Logement est actuellement paralysé dans l'exécution de ses missions?

#### Réponse (30.12.2015) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

Préalablement aux travaux de réforme législative et réglementaire du Fonds du Logement, cet établissement public a notamment fait l'objet d'un audit organisationnel et fonctionnel mené à l'initiative du Ministère du Logement. Les conclusions et recommandations formulées tiennent plus particulièrement compte des entretiens auxquels ont participé des membres du personnel du Fonds du Logement et font partie intégrante des travaux de réforme.

La présidente du Fonds du Logement veille d'ailleurs à une intégration et à une participation du personnel à toutes les étapes et à tous les volets de la réorganisation interne du Fonds.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que le Fonds du Logement revêt la forme d'un établissement public dont la gestion est assurée par le comité-directeur. Les attributions du ministre ayant le Logement dans ses attributions sont définies par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. La gestion quotidienne du Fonds, que ce soit au niveau opéra-

tionnel, au niveau des ressources humaines, ou à d'autres niveaux, revient donc au comité-directeur du Fonds du Logement.

Les ressources humaines du Fonds du Logement s'élèvent actuellement à 58 employés. Au cours des derniers six mois, quatre membres du personnel ont démissionné. Dans la mesure où une démission, ainsi que les motifs de celle-ci figurent parmi les éléments-clés du dossier personnel de chaque employé, il ne revient à aucun employeur d'en divulguer les détails. En octobre 2015, le Fonds du Logement a déjà procédé à un recrutement, quatre recrutements supplémentaires sont en cours.

Au cours de l'année prochaine, le Fonds du Logement achèvera onze projets se composant au total de 73 logements destinés à la location sociale, de 22 logements destinés à la location non subventionnée et de 18 logements destinés à la vente subventionnée.

Le Fonds du Logements a actuellement neuf chantiers en cours répartis sur les communes de Bettembourg, Differdange, Esch-sur-Alzette et Mondorf-les-Bains.

17 projets sont planifiés dans les communes de Beckerich, Bettembourg, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Grevenmacher, Luxembourg, Niederanven et Schifflange.

26 projets se trouvent en phase d'approbation du PAP. Les sites de ces projets se trouvent dans les communes de Differdange, Dudelange, Echternach, Feulen, Käerjeng, Kopstal, Luxembourg, Mamer, Remich, Schengen, Schieren, Tandel, Useldange et Wiltz.

Aux projets prémentionnés s'ajoutent un nombre important de projets en voie de développement. En vue de faire face à la charge de travail croissante, le Fonds du Logement envisage de renforcer ses ressources humaines au cours des mois à venir.

#### Question 1590 (23.11.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la procédure de recrutement du directeur du Service de renseignement de l'État:

Au 30 octobre, le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec la nomination du nouveau directeur du Service de renseignement de l'État. Au 17 novembre, une annonce de recrutement du directeur du Service de renseignement de l'État est publiée sur le site du Ministère de la Fonction publique avec une date limite de candidature fixée au 23 novembre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Comment se fait-il que le Ministre d'État n'a pas respecté les règles de la procédure pour cette nomination telles que prévues par la législation sur le statut des fonctionnaires?

2. Est-ce que la décision de nomination prise garde toute sa valeur juridique nonobstant le fait que les règles de la procédure n'ont manifestement pas été respectées?

3. Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il garantir qu'il n'y aura pas de conséquences juridiques concernant cette nomination prématurée?

4. Comme Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a déjà pris sa décision, est-ce que cela est compatible avec le devoir de transparence et de respect de l'équité et de l'égalité des chances dans les nominations prévu par la législation sur le statut des fonctionnaires et rappelé par les juges administratifs à plusieurs reprises?

#### Réponse (21.12.2015) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

Le caractère exceptionnel du poste de directeur du Service de renseignement ressort de l'article 53 point 3° de la loi du 25 mars 2015 relative aux réformes dans la fonction publique qui a modifié l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État en ajoutant l'alinéa 5 libellé comme suit: «Le chef d'état-major de l'Armée, le directeur général de la police et le directeur du Service de renseignement peuvent être révoqués de leurs fonctions avec effet immédiat et en dehors des conditions prévues à l'alinéa précédent.»

Cette disposition met clairement en valeur la relation de confiance qui doit exister entre le ministre de tutelle et le directeur du SRE.

Nonobstant cette relation de confiance particulière, le Gouvernement a estimé que, contrairement à la pratique antérieure, la vacance du

poste de directeur du SRE pourrait aussi faire l'objet d'une publication.

Un appel à candidatures a été publié en date du 17 novembre dernier sur le site du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans la rubrique reprenant les postes vacants à pourvoir par recrutement interne. A l'issue de la date limite pour la réception des candidatures, la candidature de Madame Doris Woltz, Procureur d'État adjoint au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, était la seule à être parvenue au Ministère d'État. Lors de sa séance du 27 novembre dernier le Conseil de Gouvernement a retenu la candidature et approuvé la nomination de Madame Woltz à la fonction de directeur du SRE. L'arrêté de nomination a été soumis à la signature du Grand-Duc le même jour, le tout conformément aux règles de procédure et légales existantes.

#### Question 1591 (24.11.2015) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la radicalisation en milieu pénitentiaire:

D'après un article paru aujourd'hui sur lequotidien.lu, le vice-président de la Shoura Jean-Luc Karleskind se dit inquiet d'un risque de radicalisation à la prison de Schrassig. Il donne à considérer que quelque 200 musulmans sont actuellement incarcérés au Luxembourg, mais ceux-ci sont mal encadrés et dès lors exposés à la radicalisation.

Il a de même invité le Gouvernement à mettre en place un numéro vert auprès duquel les parents ou proches de personnes en voie de radicalisation peuvent trouver une première écoute. Sur ce point, il rejoint donc les revendications de notre groupe politique.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les craintes du vice-président de la Shoura quant au risque de radicalisation à la prison de Schrassig? Dispose-t-il d'informations concrètes à ce sujet?

- Comment le Gouvernement entend-il parer à cette radicalisation?

- Qu'en est-il de la mise en place d'un numéro vert à l'attention de parents ou de proches de personnes en voie de radicalisation ou radicalisées?

#### Réponse (24.12.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Les honorables Députés s'enquière de la menace de la radicalisation des prisonniers au Centre pénitentiaire de Luxembourg au terrorisme islamiste.

Le Centre pénitentiaire de Luxembourg est, comme d'autres, potentiellement exposé à la radicalisation au terrorisme islamiste que certains détenus peuvent pratiquer à l'égard d'autres détenus.

Tout en ne partageant pas les craintes exprimées par le vice-président de la Shoura dans les médias, je tiens à souligner que ce phénomène est pris au sérieux au Luxembourg eu égard aux conséquences néfastes qu'une telle radicalisation pourrait avoir sur la vie carcérale.

En tout état de cause, l'affirmation que les détenus musulmans seraient mal encadrés au Centre pénitentiaire de Luxembourg ne correspond pas à la réalité des choses, alors que les détenus qui déclarent être musulmans peuvent notamment participer à la prière islamique organisée régulièrement en présence d'un imam ainsi qu'au ramadan. Par ailleurs, les détenus concernés ont la possibilité de faire des commandes de nourriture halal, d'obtenir un Coran, un Misbaha (chapelet) et de se procurer un tapis de prière au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

Le Gouvernement a réagi au phénomène de la radicalisation islamiste en adoptant le 27 mars 2015 tout un ensemble de mesures de lutte contre le terrorisme, dont un volet à caractère préventif et non législatif qui comporte notamment un programme de mesures qui est actuellement en cours de mise en œuvre et qui vise à empêcher la radicalisation au terrorisme et à réintégrer dans la société les personnes qui souhaitent sortir de cette impasse pour s'engager à nouveau sur un chemin de vie normal. En ce qui concerne les établissements pénitentiaires, les mesures adoptées visent à sensibiliser les concernés au phénomène de la radicalisation et à engager le dialogue au sein des établissements pénitentiaires afin de lutter contre ce phénomène dès son apparition et d'y opposer un contre-discours.

Les mesures adoptées prévoient également la mise en place d'un dispositif permettant un en-

cadrement des parents ou des proches de personnes menacées de radicalisation.

La direction du Centre pénitentiaire de Luxembourg est en contact avec les différents services étatiques compétents afin d'assurer un échange d'information en cas de besoin. Cependant, jusqu'à présent, des informations sur d'éventuelles radicalisations de détenus musulmans au Centre pénitentiaire de Luxembourg ne se sont jamais confirmées.

#### Question 1592 (24.11.2015) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la surveillance des nouveaux médias par le Parquet général:

E Sonndeg, den 22. November, war de Procureur d'État adjoint zu Gaascht an der Sendung „Kloertext“.

Op d'Fro, ob d'Lëtzebuurger Justiz genuch Mesuren huet, fir géint d'Gefore vum Terrorismus virzegoen, huet de Procureur ënner anerem op dese Punkt higewisen: d'Méiglechkeet, fir en Trojaner a Computersystemer anzeplanzen a cryptéiert Kommunikatiounen mat Applikatiounen wéi WhatsApp, Viber oder Skype ofzelauschten.

De Procureur huet duerzou dëst gesot: „Déi momentan gesetzlech Lag erlaabt ons am Ament net, als Autorité de poursuite, esou Saachen ofzelauschten. Technesch wär et méiglech, mä mer hunn net de legale Kader, fir dat ze maachen.“ Weider sot en: „Am Kader vun der Reform vum Geheimdéngscht stinn esou Saachen am Raum. Ech géif et net méi wéi normal fanen, datt de Parquet och déi Moyenen hätt.“

Dowéinst wéilt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Deelt den Här Justizminister d'Aussoe vum Procureur d'État adjoint?

2. Gëtt et en Austausch tëschent dem Justizminister an dem Parquet, fir iwwer esou Moosnamen ze beroden?

3. Ass d'Regierung gewéilt, wat d'Ofklaaschten an d'Iwwerwaache vu Computersystemer ugeet, dem Parquet deeselwechten oder äänleche legale Kader ze gi wéi dem Geheimdéngscht?

4. Gëtt et aner Mesuren, wou am Ament kee legale Kader besteet, déi dem Parquet respektiv dem Geheimdéngscht feelen, fir wierksam géint den Terrorismus a schweier Kriminalitéit virzegoen? Wa jo, wéi eng?

5. Ass d'Regierung bereet, e Gesetz ze depouneren, fir de gesetzleche Kader an dese Froen ze verbesseren an, wa jo, a wéi engem Délai?

#### Réponse (24.12.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

De Statsminister huet den 1. Dezember 2015 an der Chamber e Projet de loi presentéiert, deem d'Fro vum honorablen Deputéierte beäntwert.

D'Regierung wäert der Chamber a méi speziell der zoustänneger Kommissioun dozou Ried an Äntwert stoen.

#### Question 1593 (24.11.2015) de M. André Bauler (DP) concernant le chômage:

Même si le taux de chômage a légèrement baissé les derniers mois, des problèmes structurels continuent à persister sur le marché du travail.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan intermédiaire des efforts déployés dans le domaine de la Garantie pour la Jeunesse?

2. Monsieur le Ministre peut-il expliquer et commenter les mesures ou programmes lancés dans le contexte de la réintégration des chômeurs âgés de 45 ans et plus?

3. À l'heure qu'il est, combien de jeunes bénéficient d'un CAE ou d'un CIE? Dans quelle mesure ces contrats ont-ils conduit à des emplois définitifs?

4. Par quels programmes spécifiques les chômeurs de longue durée ainsi que ceux qui n'ont aucune qualification professionnelle sont-ils pris en charge en vue d'accéder de nouveau au marché du travail?



**Réponse** (07.01.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

En réponse à la question parlementaire précitée, l'ADEM se permet de fournir les éléments suivants:

La Garantie pour la Jeunesse a été mise en place fin juin 2014 au sein de trois agences (Luxembourg, Esch/Belval et Diekirch) de l'ADEM.

Une équipe multidisciplinaire de 17 agents dédiée à la Garantie pour la Jeunesse (GJ) a été mise sur pied.

Une coordination entre tous les acteurs du terrain, en particulier avec les services compétents du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (l'ALJ et le SNJ), a été initiée.

La GJ vise à ce que les jeunes âgés de moins de 25 ans ne restent pas plus de quatre mois sans avoir accès à une offre d'emploi, un complément de formation ou un stage.

La GJ tient compte du profil et de la situation personnelle du jeune. À cet effet, l'ADEM a procédé à une adaptation du profiling des jeunes.

Par ailleurs, de nouveaux partenariats (à titre d'exemple: avec l'INAP, des communes...) ont été établis par l'ADEM et des mesures spécifiques pour jeunes ont été mises sur pied (Fit 4 Green Jobs; ProfilPASS; divers ateliers proposés par l'ADEM...).

En outre, des formations destinées spécifiquement aux jeunes ont été lancées (à titre d'exemple: carrière et projet professionnel [ensemble avec la LSC]; Jonk an aktiv!...).

Une coordination renforcée avec des initiatives existantes a également été mise en place (à titre d'exemple: JobPilot-RTPH; Youth4Work regio...).

Depuis le lancement de la GJ fin juin 2014 jusqu'à fin novembre 2015, plus de 6.300 jeunes de moins de 25 ans ont intégré ce programme. 21% ont quitté le programme prématurément. Sur les 4.900 jeunes qui sont inscrits dans le programme depuis plus de quatre mois, 73% ont d'ores et déjà pu obtenir soit un emploi (62% sur les 73%) soit une mesure pour l'emploi (32%) soit sont retournés à l'école (4%) soit ont débuté un apprentissage (2%).

En ce qui concerne les mesures et programmes lancés dans le contexte de la réintégration des chômeurs âgés de 45 ans et plus, un projet de loi vient d'être voté à la Chambre des Députés et visant les demandeurs d'emploi âgés de 45 ans au moins ou en reclassement externe ou ayant la qualité de salarié handicapé.

Il a été constaté que le stage de réinsertion professionnelle, qui s'adressait aux demandeurs d'emploi âgés de 30 ans au moins, ne produisait pas les résultats escomptés en termes de réintégration sur le marché du travail. Comme cette mesure ne ciblait pas de groupes spécifiques mais était ouverte à toutes les catégories de demandeurs d'emploi à partir de 30 ans, les demandeurs d'emploi les plus fragiles en profitent peu.

Le nouveau dispositif est destiné à mieux cibler les populations les plus fragiles, à savoir les demandeurs d'emploi d'au moins 45 ans, les salariés à capacité de travail réduite et les salariés handicapés.

Les nouvelles mesures sont, d'une part, le stage de professionnalisation d'une durée qui ne peut excéder six semaines et qui est réservé aux promoteurs qui peuvent offrir aux demandeurs d'emploi une réelle perspective d'emploi à la fin du stage et, d'autre part, le contrat de réinsertion-emploi d'une durée de douze mois, comprenant des périodes alternées de formation pratique et de formation théorique et qui s'adresse également aux promoteurs qui peuvent offrir une réelle perspective d'emploi à la fin du contrat. Un tuteur sera désigné par le promoteur pour assister et encadrer le demandeur d'emploi pendant le contrat de réinsertion-emploi et un plan de formation sera établi.

L'ADEM propose en outre, ensemble avec l'Institut de Formation bancaire Luxembourg, dans le cadre d'un projet du Fonds social européen, la formation «Fit 4 relancer ma carrière» dont le public cible sont les demandeurs d'emploi âgés de 45 ans et plus. L'objectif de la formation consiste dans la définition d'un projet professionnel, la reprise de confiance en soi, la revue de la stratégie de recherche d'emploi ainsi que l'adaptation du CV et de la lettre de motivation.

Quant aux contrats CAE et CIE en cours pour jeunes demandeurs d'emploi, on a noté début décembre 342 jeunes en CAE et 725 en CIE.

Sur les 1.171 mesures (CAE et CIE) qui ont expiré en 2015, il y a eu 311 CAE et 860 CIE. Sur ces 860 jeunes dont la mesure CIE est venu à expiration 386, c.-à-d. 45%, ont été engagés soit par la même entreprise soit par une autre entreprise et ceci dans le cadre d'un CDI, d'un CDD ou d'un apprentissage.

Parmi les 331 CAE venus à expiration en 2015, 59 jeunes ont été engagés par le biais d'un CDI, d'un CDD ou d'un contrat d'apprentissage. Il est cependant essentiel de rappeler que l'objectif du CAE n'est pas l'embauche directe du jeune par le promoteur, contrairement au CIE, mais la formation du jeune en vue d'augmenter ses compétences et faciliter ainsi son intégration ou sa réintégration sur le marché du travail.

Par ailleurs, les chômeurs de longue durée et ceux qui n'ont aucune qualification professionnelle peuvent bénéficier évidemment également des différentes mesures décrites précédemment. Le stage de professionnalisation et le contrat de réinsertion-emploi visent, de par leur public cible, surtout les chômeurs de longue durée. Par ailleurs, un employeur engageant un demandeur d'emploi âgé ou de longue durée peut bénéficier sous certaines conditions du remboursement des cotisations de sécurité sociale, part employeur et part salarié.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi sans qualification, le projet «Jobelo!», a été initié dans le cadre de la Garantie pour la jeunesse, et est destiné à lutter contre le chômage des jeunes. La finalité de ce projet innovateur est de faciliter aux jeunes demandeurs d'emploi sans qualifications l'accès à un apprentissage ou à un emploi.

Plus de 630 jeunes demandeurs d'emploi sans qualification et éloignés du marché de l'emploi ont d'ores et déjà pu participer au programme «Jobelo!» qui permet non seulement d'avoir une formation de base au COSP (Centre d'Orientation Socio-Professionnelle) mais également d'avoir une expérience professionnelle d'un an au sein d'une entreprise et de renforcer son niveau scolaire afin de pouvoir entamer un apprentissage pour adultes.

Une formation sociale et technique de deux mois au COSP va permettre aux conseillers du COSP de mieux connaître les intérêts et les capacités du jeune demandeur d'emploi. Ils pourront ainsi l'orienter vers un travail en entreprise qui tient compte de ses compétences et de son projet. La formation au COSP est suivie d'une première expérience d'un mois en entreprise. Si l'expérience est positive, le jeune pourra signer un Contrat d'appui emploi (CAE) d'un an. Plus de 240 entreprises ont accepté de participer à ce programme et de donner ainsi une chance à ces jeunes.

**Question 1594** (24.11.2015) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**emploi des adolescents aux travaux à risques spécifiques**:

Les entreprises ayant le droit de former et souhaitant recevoir une autorisation pour l'emploi des adolescents aux travaux à risques spécifiques, doivent solliciter auprès du Ministère du Travail la dérogation prévue à l'article L.343-3 paragraphe (4). Apparemment, très peu de demandes de dérogation ont été adressées au Ministère. Or, selon la réponse à la question parlementaire n°0985 du 12 mars 2015 (*cf. compte rendu n°11/session ordinaire 2014-2015*), des demandes de dérogation pour certaines formations s'imposent. Le Ministre continue en soulignant que: «Il est clair que si les deux ministères concernés vont intensifier les efforts en vue de promouvoir la formation professionnelle pour toutes les catégories d'âge par l'apprentissage à voie concomitante tant dans l'artisanat que dans l'industrie une nouvelle solution devra être trouvée.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, est-ce qu'une nouvelle solution a entre-temps été trouvée? Si oui, laquelle?

- Dans la négative, est-ce que les équipes curriculaires, les directeurs, les enseignants et l'office de stage ont été informés de ce problème?

- Qui porte la responsabilité pour les jeunes apprentis ou stagiaires confrontés à des travaux à risques spécifiques?

- Comme très peu de demandes de dérogation ont été adressées au Ministère du Travail, le Ministre de l'Éducation précise dans sa réponse à

la question parlementaire susmentionnée qu'«[...] il n'a pas été jugé nécessaire à ce stade de contacter la Chambre d'Agriculture». Monsieur le Ministre, est-ce que la Chambre d'Agriculture a été contactée entre-temps?

- Selon la réponse à la question parlementaire n°0985, le Ministre a pourtant été informé entre autres par le Lycée technique Agricole, que des demandes de dérogation pour certaines formations s'imposent. Est-ce que des dérogations ont été demandées pour différentes formations? Si oui, lesquelles? Est-ce que ces dérogations ont été accordées?

**Réponse** (13.01.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En date du 3 décembre 2014, une lettre signée conjointement par les Ministres du Travail et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a été transmise à la Chambre de Commerce et à la Chambre des Métiers leur demandant de solliciter auprès du Ministère du Travail la dérogation prévue à l'article L.343-3 paragraphe (4) pour l'ensemble des entreprises ayant le droit de former. Cette solution pragmatique semble être plus utile que de prévoir une large modification des procédures qui risque de créer une ouverture trop grande ne permettant plus d'assurer correctement la sécurité et la santé des jeunes en formation.

Compte tenu des réponses des chambres professionnelles et faute d'avoir trouvé une solution avec elles au niveau du droit de former, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire continue à appliquer une politique d'approche positive en ce qui concerne le traitement de demandes individuelles de dérogation sur base de l'article L.343-3 du Code du Travail en vue de soutenir tout effort en matière de formation professionnelle.

La Chambre d'Agriculture n'a pas été contactée alors que l'approche par rapport au droit de former a dû être abandonnée.

Le Service de la formation professionnelle informera les différentes chambres professionnelles ainsi que les lycées et lycées techniques offrant la formation professionnelle de la démarche à appliquer en matière de dérogation.

**Question 1596** (25.11.2015) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **service d'hiver assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées**:

Il me revient que le service hivernal des routes, assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées, ne devrait plus être assuré par une équipe de deux mais seulement par une personne, sauf pour des routes déterminées et dangereuses.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont amené les responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées à prendre une telle décision?

- Selon quels critères une route est-elle déclarée dangereuse?

- Les prescriptions de sécurité peuvent-elles être assurées par une seule personne sachant que les chauffeurs de service hivernal sont exposés à de nombreux risques pendant l'exécution de leur travail?

- Quelles sont les conséquences de cette décision pour les entreprises privées auxquelles l'État fait ponctuellement recours pour assurer le fonctionnement efficace du service hivernal?

**Réponse** (11.12.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Députée souhaite avoir des informations concernant le service d'hiver assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées.

1. Je peux confirmer vos informations quant aux changements apportés à l'organisation du service hivernal de l'Administration des Ponts et Chaussées, tout en précisant que la disposition afférente d'une note de service de l'Administration des Ponts et Chaussées stipule:

«D'une façon générale, le service hivernal est assuré sans coéquipier. Des exceptions sont autorisées sous la triple condition:

- que la tournée est constituée en grande partie de routes étroites et sinueuses;

- qu'il y a de fortes précipitations hivernales, et

- qu'un chasse-neige est monté sur le camion.»

2. Les faits que

a) les équipements techniques (camions et systèmes d'épandage) ont beaucoup progressé ces dernières années et progressent toujours de sorte que des interventions d'un convoyeur sont de moins en moins nécessaires;

b) dans les pays limitrophes, la conduite des engins de saupoudrage et de déblayage se fait également par une seule personne, de même que sur le réseau de la grande voirie du Luxembourg;

c) les autres chauffeurs professionnels qui circulent dans des conditions similaires (camions laitiers, transporteurs...) conduisent également;

d) l'Administration des Ponts et Chaussées accuse un manque en agents médicalement aptes pour participer au service hivernal / travail de nuit;

ont amené les responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées à apporter des changements à l'organisation du service hivernal. Finalement, la renonciation à un convoyeur semble économiquement logique en tenant compte de l'obligation de faire un emploi parcimonieux et en bon père de famille des deniers publics.

3. Les préposés des services régionaux établissent un carnet de bord pour chaque tournée de salage, indiquant l'itinéraire précis du tour de salage ainsi que les points critiques où une attention particulière du chauffeur est demandée. Les carnets de bord des tournées estimées particulièrement dangereuses sont soumis à l'avis du directeur qui décide si celles-ci peuvent être effectuées avec un convoyeur en cas de fortes précipitations hivernales et si un chasse-neige est monté sur le camion.

4. Je précise que, sous certaines conditions, le recours à un coéquipier est autorisé (voir sous 1.) et qu'il n'y a pas d'obligation légale pour adjoindre un convoyeur au chauffeur.

5. Pour les entreprises privées la note afférente dispose:

«Les chauffeurs externes sans expérience sur une tournée déterminée sont accompagnés par un agent des Ponts et Chaussées. Les chauffeurs externes peuvent être accompagnés par un coéquipier des Ponts et Chaussées lorsque les conditions 2. et 3. ci-avant (fortes précipitations hivernales et chasse-neige sur camion) sont remplies. La décision afférente appartient au préposé du service régional.»

Lors d'une entrevue avec les responsables de ces entreprises et suite aux arguments avancés par ces derniers (beaucoup de chauffeurs inexpérimentés, responsabilité non définie en cas d'accident suite à un salage / déblayage insuffisant, conduite sans convoyeur pas prévue dans les documents de soumission qui sont à la base des marchés avec ces entreprises), il a été décidé que pour l'hiver 2015-2016, l'Administration des Ponts et Chaussées mettra un convoyeur à la disposition des chauffeurs privés à chaque fois que les responsables le demandent. Pour l'hiver 2016-2017, de nouvelles soumissions seront lancées, adaptées spécifiquement au service hivernal et indiquant que l'adjudicataire devra s'attendre à une conduite en solitaire.

**Question 1597** (25.11.2015) de **M. Max Hahn** (DP) concernant le **contournement de Dippach-Gare**:

Dans sa réponse du 4 décembre 2014 à la question parlementaire n°0721 concernant le contournement de Dippach-Gare et l'enjeu de l'utilité publique des travaux y afférents (*cf. compte rendu n°4/session ordinaire 2014-2015*), le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait observé que le Conseil d'État était saisi de se prononcer par rapport à un projet d'arrêté grand-ducal comme le prévoit l'article 4 de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des renseignements sur l'état d'avancement de ce dossier depuis la date des remarques émises?

- Est-il en mesure de fournir des précisions relatives au délai de construction (début et fin des travaux) dudit contournement?

**Réponse** (27.12.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations concernant l'avancement du contournement de Dippach-Gare.



L'arrêté grand-ducal du 28 janvier 2015 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction du contournement de Dippach-Gare a été publié au Mémorial A en date du 9 février 2015.

Dans le cadre de l'arrêté grand-ducal du 28 janvier 2015 le plan parcellaire et le tableau de l'emprise pour laquelle l'expropriation est requise ont été approuvés.

Les propriétaires de cette parcelle, qui se trouve en indivision et dont une surface de 44,48 ares tombe dans les emprises de la nouvelle route, ont été informés en bonne et due forme par lettre recommandée de l'existence de cet arrêté.

Les propriétaires de la parcelle à exproprier ont introduit un recours en annulation contre l'arrêté grand-ducal du 28 janvier 2015 auprès du tribunal administratif.

Pour le moment, il est donc tout à fait impossible d'avancer une date précise du début des travaux de construction du contournement de Dippach-Gare.

**Question 1599** (26.11.2015) de **M. Max Hahn (DP)** concernant le **règlement général de police**:

La plupart des communes disposent d'un règlement général de police. Même si les objectifs poursuivis sont généralement les mêmes (sûreté, tranquillité publique, ordre public, propreté), les interdictions divergent légèrement d'une commune à l'autre. Or, il existe également des communes qui n'ont pas de règlement général de police.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de communes ne disposent pas d'un règlement général de police?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'un règlement de police type auquel les communes, ne possédant pas encore un tel règlement, pourraient s'orienter?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'un tel document type faciliterait la mise en place de règlements de police complets et cohérents et pourrait inciter les autres communes à uniformiser la formulation des articles de leurs règlements respectifs?

**Réponse** (17.12.2015) de **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur**:

Me référant à la réponse à la question parlementaire n°1564 de Monsieur Alex Bodry (*voici-avant*), je confirme que 49 communes ne disposent pas d'un règlement général de police.

Le Ministère de l'Intérieur ne disposant pas d'un règlement de police type, il est d'usage que les communes s'inspirent des règlements pris par d'autres communes.

Dans le respect du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire et les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, dont notamment celui de régler tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage, le soin de réprimer et de punir les délits contre la tranquillité publique et le maintien du bon ordre, soit les compétences des communes en matière de police administrative, le Gouvernement examinera, en étroite collaboration avec le secteur communal, l'opportunité d'instituer une obligation pour les communes d'édicter un règlement général de police à soumettre à l'approbation de l'autorité supérieure.

Le cas échéant, les services du Ministère de l'Intérieur élaboreront un document type qui pourrait servir de guide aux communes.

**Question 1600** (26.11.2015) de **M. Gérard Anzia (délégé)** concernant les **déchets marins et microplastiques**:

Entre 100 et 142 millions de tonnes de déchets, dont trois quarts de déchets plastiques, sont actuellement dispersés dans les mers de notre planète. De plus, selon des estimations, 10 millions de tonnes supplémentaires s'y accumuleraient chaque année. Les microplastiques, issus des produits cosmétiques, des détergents et de l'industrie, en font partie et de par leur petite taille contaminent les animaux marins qui les ingèrent - ce qui peut remonter jusqu'à l'homme. D'ailleurs les pays du G7 ont officiellement reconnu ce problème et ont élaboré cette année un plan d'action pour éliminer ces débris marins.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelle est la position du Ministère de l'Environnement concernant les microplastiques? Existe-t-il des plans d'action pour combattre l'accumulation des déchets plastiques dans les mers? Ce problème a-t-il un impact direct sur les cours d'eau luxembourgeois?

2. Est-ce que ce problème, étant un problème européen, voire global, a été thématiqué pendant la Présidence luxembourgeoise?

**Réponse** (06.01.2016) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement**:

Lors de la réunion des chefs d'État ou de Gouvernement des pays du G7, qui s'est tenue les 7 et 8 juin 2015 au château d'Elmau en Allemagne, un plan d'action de lutte contre les déchets marins a été adopté. Le plan d'action repose sur des plans d'action régionaux déjà existants, notamment sur celui de la Convention OSPAR.

La Convention OSPAR (Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est) a été signée en 1992 et remplace la Convention d'Oslo de 1972 (Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs) et celle de Paris de 1974 (Convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique). Le Luxembourg, en tant que membre à la Convention de Paris, a signé, ensemble avec 15 autres Parties contractantes, la Convention OSPAR.

En 2010 les Ministres OSPAR ont déclaré à Bergen que «les quantités de déchets sont intolérables dans de nombreuses zones de l'Atlantique du Nord-Est» et qu'il faut continuer «à développer des mesures et des cibles de réduction, tout en tenant compte d'un objectif ambitieux d'obtenir une réduction en 2020». Afin de satisfaire à cet objectif et de contribuer à la mise en œuvre régionale de la directive-cadre stratégie pour le milieu marin (directive 2008/56/CE établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin), les Parties contractantes à la Convention OSPAR ont décidé en juin 2013, dans le cadre de la réunion annuelle de la Commission OSPAR, de développer un plan d'action régional innovant visant la prévention et la gestion des déchets marins dans l'Atlantique du Nord-Est. Le plan d'action régional a été adopté lors de la réunion annuelle de la Commission OSPAR en juin 2014 et comprend des mesures visant à réduire de façon considérable l'apport de déchets dans le milieu marin d'origine marine et terrestre ainsi qu'à les retirer autant que possible. Il contribuera également à une meilleure protection et conservation des écosystèmes et de la diversité biologique de l'Atlantique du Nord-Est.

Le plan d'action régional se focalise entre autres sur:

- le développement de cibles de réduction coordonnées au niveau régional;
- les sources ou éléments spécifiques des déchets marins;
- le développement de mesures régionales;
- la surveillance et l'évaluation des mesures mises en place;
- la coopération avec d'autres organisations nationales, régionales et internationales comme par exemple les commissions fluviales.

Les déchets plastiques représentent de loin la part la plus importante des déchets marins. Les voies d'apport des plastiques par exemple vers la mer du Nord peuvent être résumées comme suit:

- apports marins externes provenant de l'Océan Atlantique par le nord et de la Manche par le sud;
- apports marins directs provenant notamment de la navigation et de la pêche;
- apports d'origine terrestre provenant:
  - d'activités récréatives de bord de mer;
  - de retombées atmosphériques;
  - des fleuves.

Il y a lieu de souligner qu'à l'heure actuelle de nombreuses données font encore défaut en ce qui concerne la quantification des déchets provenant des différentes sources ou encore la propagation des déchets et un gros travail de recherche et de développement y est à entreprendre dans le futur.

Cependant certaines études estiment déjà qu'une grande partie des déchets marins provient d'origines telluriques comme par exemple l'apport des déchets dans les mers via les fleuves. Ainsi, même si le Luxembourg n'a pas de littoral, il contribue à la pollution notamment de l'Atlantique du Nord-Est via les rejets provenant du Rhin respectivement de la Meuse, dans lesquels les cours d'eau luxembourgeois se déversent via la Moselle respectivement la

Chiers. Étant donné que la problématique des déchets marins est une thématique relativement nouvelle, l'Administration de la Gestion de l'Eau ne dispose pas encore d'informations concernant les quantités de déchets présentes dans les cours d'eau luxembourgeois. Vu le caractère global de la problématique des déchets marins, l'Administration de la Gestion de l'Eau prévoit toutefois de réaliser dans les années à venir des études qui devraient lui permettre d'obtenir plus de connaissances y relatives.

Dans le domaine de la prévention des déchets plastiques le Ministère de l'Environnement, en collaboration avec la Confédération luxembourgeoise du commerce a mis en place le sac de caisse réutilisable. Depuis le lancement en 2004, une réduction de 90% des sacs de caisse à usage unique a pu être réalisée.

En matière de prévention, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait mené en 2011 et en 2013 des campagnes antilittering. Le sujet des microplastiques n'était pas à l'ordre du jour des réunions du Conseil Environnement sous la Présidence luxembourgeoise, comme il a été discuté au cours du Conseil Environnement en décembre 2014 et ceci suite à l'initiative du Luxembourg, de l'Autriche, de la Suède, de la Belgique et des Pays-Bas. C'est également dans ce contexte, que j'ai cosigné avec les Ministres de l'Environnement de l'Autriche et des Pays-Bas une lettre adressée au Commissaire Vella pour souligner l'importance de la mise en œuvre d'une stratégie commune contre la pollution dont notamment l'interdiction des microplastiques dans les détergents et produits cosmétiques commercialisés en Europe.

**Question 1601** (26.11.2015) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant **«Topmix perméable»**:

Une société britannique a développé «Topmix perméable», un nouveau type de bitume aux capacités d'absorption inédites. Ce revêtement perméable peut absorber plus de 3.500 litres d'eau par heure.

Ce produit est surtout intéressant pour des routes qui sont souvent inondées après de fortes pluies.

Vu les torrents de pluie constatés récemment dans la côte d'Eich et la fermeture régulière de tunnels et passages souterrains à cause d'inondations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les services compétents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont-ils connaissance de ce type de bitume?

- Est-il envisageable d'utiliser le cas échéant ce matériel lors de réparations ou de futures constructions dans des zones sensibles aux inondations?

**Réponse** (15.12.2015) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations concernant le bitume «Topmix perméable».

Le «nouveau type de bitume» de la société mentionnée dans la question parlementaire de l'honorable Député se révèle non comme un revêtement à base de bitume mais à base d'un ciment hydraulique ordinaire. La capacité d'absorption d'eau de ce revêtement est due à une formulation de granulométrie fortement discontinuée pouvant contenir entre 19 et 40% de vides.

Or, il s'avère que l'Administration des Ponts et Chaussées a mis en œuvre depuis plus de 20 ans des enrobés de ce type sur quasi l'intégralité de notre réseau autoroutier, l'enrobé en question contenant en moyenne 23% de vides.

Il est évident qu'un enrobé ne peut stocker respectivement absorber uniquement le volume d'eau équivalent aux vides présents.

Cependant le principe utilisé dans le revêtement «Topmix perméable» résulte du fait que les soubassements de la route sont effectués par des graviers non liés et eux aussi à porosité ouverte, de manière à ce que l'eau puisse pénétrer dans le corps de chaussée. Cette conception de chaussée va à l'encontre des principes de construction routière généralement admis, abandonnant la chaussée à tous les désagréments de l'eau vis-à-vis des matériaux utilisés (gel, désenrobage, délavage, ségrégation). En plus une chaussée ainsi construite ne saura guère résister aux efforts dynamiques déclenchés par le trafic.

Enfin il est difficilement concevable qu'un enrobé gorgé d'eau puisse évacuer son contenu dans une zone inondée.

**Question 1602** (27.11.2015) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant **l'invitation d'ONG à participer à des manifestations**:

Wéi den 19. November d'Unicef-Demonstration virun der Chamber war, fir Solidaritéit mat Paräis a mat de Flüchtlingen, hunn ech net nëmme positiv Echoen héieren. Et hu Leit sech bei menger Partei per Mail opgereegt iwwert de Prozedere. Anscheinend si Kanner aus eenzelne Schoulen ongefrot op déi Demo geschéckt ginn an och oui datt hir Elteren informéiert gewiescht waren oder hir Erlaabis ginn hätten. Da stoung se am Schloreen, oui geene ze wëssen, em wat et géif goen, a sinn och nach erfieert ginn, wéi se gezielt kritt hunn, wou se missten hilafen, wann eppes géif geschéien. Dat, wéi gesot, op d'mannst bei enger Klass aus enger Schoul.

Dofir wollt ech dës Froen un den Här Éducatiounsminister stellen:

1. Gëtt et e Reglement oder eng Prozedur, wann d'Lëtzebuerger Schoule vun enger ONG invitéiert ginn, un enger Manifestatioun deelzehuelen?

2. Gëtt et politesch Neutralitéitsrichtlinne vum Ministère oder kéint esou eng Invitatioun och vu méi emstriddenen ONGen, wéi d'Unicef et ass, kommen?

3. Gëtt esou eng Invitatioun grondsätzlech vun der Direktioun vun der Schoul fir gutt befonnt oder ass dat eventuell am Ermiesse vun eenzelne Professeren?

4. Wann d'Direktioun d'Décisioun hëlt, sollt si dann net och fir déi néideg Informatioun vun de Schüler an, am Fall vu mannerjärege Schüler, vun den Eltere suergen an och deenen hir Autorisatioun anhuelen, amplaz datt dann eenzelne Professeren ze iwwerloossen?

5. Wann de Professor d'Décisioun hëlt, misst déi net vu senger Direktioun an/oder dem Éducatiounsministère ofgeseent ginn?

6. Bis wéi vill Joer gesäit d'Reglement, souwäit et existéiert, vir, datt d'Elteren hir Autorisatioun fir esou en Evenement ginn, oder wat ass dem Här Minister seng Meenung dozou, am Fall vu mannerjärege Schüler?

7. Si bei allem gudder Wëlle fir déi eventuell humanitär Uleies vun ONGen net och Sécherheetsconsidératiounen a Betruecht ze zéien, grad wann et drëm geet, am Kontext vun terroristeschen Attentater ze demonstréieren? Fënnt den Här Minister et ubrecht, datt Kanner, anscheinend oui ze wëssen, em wat et geet, op Demonstratiounen geschéckt ginn, wou Sécherheetsmoosnamen am Fall vun Attentater virbereet waren?

8. Sinn, bei allem gudder Wëlle fir déi eventuell humanitär Uleies vun ONGen, net och gesondheetlech Considératiounen a Betruecht ze zéien, fir Kanner net am Schloreen eraus ze schécken?

9. An ass net eventuell wéinst där relativ klenger Zuel vu Schüler, wann ee bedenkt, datt datt ganz Land ugeschriwwen gi war, a leschter Minutt probéiert ginn, schlecht informéiert Kanner oui Autorisatioun op déi Demonstratioun ze kréien?

**Réponse** (18.12.2015) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum honorablen Deputéierte Roy Reding ginn ech folgend Äntwerten:

Ad 1. Offiziell leie keng Reglementer oder Prozedure vir, déi d'Lëtzebuerger Schoulen dozou opfuere, enger Manifestatioun, déi vun enger ONG organiséiert gëtt, deelzehuelen.

Ad 2. D'Instruction ministérielle vum 2. Juni 2014 iwwert d'Interventioun vu Leit aus der Welt vun der Politik an eise Lycéee leet fest:

«Dans les établissements scolaires, les élèves disposent de la liberté d'information et de la liberté d'expression. L'exercice de ces libertés ne peut porter atteinte aux activités d'enseignement qui respectent les valeurs démocratiques et contribuent au développement de la pluralité des opinions suivant le principe de neutralité.

Il importe que les élèves aient la possibilité de connaître le fonctionnement des institutions et d'apprécier les différents points de vue des discussions politiques. En tant que futurs citoyens il faut qu'ils apprennent à connaître la diversité des positions défendues par les partis politiques représentés au niveau de nos institutions lo-



cales ou nationales. Dans ce contexte, l'intervention d'une personnalité du monde politique dans le cadre des activités éducatives au sein des lycées et lycées techniques est autorisée.

Ainsi, le directeur d'établissement peut acquiescer sur demande motivée des organisateurs à la tenue de réunions sur des sujets d'actualité ou censés intéresser les élèves en autorisant l'intervention de personnalités extérieures à l'établissement. Dans tous les cas, il veille avec une attention particulière à l'agencement de ce type d'interventions afin que, considérées dans leur ensemble, elles respectent le principe de neutralité de l'enseignement public. Le directeur d'établissement peut solliciter l'avis du conseil d'éducation. (...)

Ad 3. Grondsätzlech hält d'Direktioun d'Entscheidung a gëtt den Accord, ob d'Schüler un enger Manifestatioun deelhuefen dierfen. An deem Fall hunn e puer Direktiounen opgrond vun der Renommée vun der Unicef net gezéckt, fir dës Aktioun ze ënnerstëtzen.

Ad 4. Den Enseignant respektiv de Régent vun der beträffender Klass informéiert a préparéiert d'Schüler op d'Aktioun.

Ad 5. All schoulesch Aktivitéit, déi ausserhalb vun der Enceinte vun der Schoul stattfënnt, gëtt vun der Direktioun accordéiert. An deem spezielle Fall hat d'Direktioun vun enger Schoul zousätzlech beim Educatiounsministère nogefrot, ob duerch d'Paräisser Attentater d'Aktivitéit weinst Sécherheetsgrënn a Fro ze stelle wier.

Ad 6. Et huet sech bei dëser Aktioun net ëm eng Demonstratioun gehandelt, mä ëm eng pädagogesch Aktivitéit mat Ziler: politesch Bildung, Kannerrechter bewosst maachen, Engagement weisen, Verstoe vun Integratioun vun den Demandeurs de protection internationale. D'Eltere sinn unhand vun engem Bréif, deen un d'Schülerinnen an d'Schüler ausgedeelt gouf, informéiert ginn.

Ad 7. Et ass net drëm gaang, fir an engem Kontext vun terroristeschen Attentater ze demonstréieren. D'Aktioun hat och keen direkte Besuch op Paräis.

Ad 8. + 9. D'Schüler si selbstverständlech vun hire Profen informéiert a virbereet ginn. De Message war fir si alleguer ganz kloer: sech fir d'Kannerrechter asetzen, an dëst Joer ganz besonnesch fir d'Rechter vun de Flüchtlingkanner. Bei dëser Aktioun ass et definitiv net ëm Solidaritéit mat Paräis gaang, well d'Mënschekette war scho virun den Attentater geplangt an ass och net an dee Kontext gesat ginn, weder vun der Schoul nach vun Unicef. Et ass extrem wichteg ze ënnersträichen, wéi bedeiend den Engagement vun de Jonke fir d'Kannerrechter ass, och souguer bei schlechtem Wieder. D'Schoule gi jo dovunner aus, dass d'Kanner moies fir de Schoulwee dem Wieder entspréchend ugedoe sinn.

#### Question 1604 (27.11.2015) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant les avenants de contrats de chargés d'éducation:

Dans un article paru dans l'édition du jeudi, 26 novembre dans le quotidien «Wort», le problème des contrats des chargés d'éducation est abordé. Il en ressort que malgré un certain nombre d'améliorations de leurs situations contractuelles, notamment depuis 2010, des pratiques douteuses persisteraient.

L'article mentionne notamment le cas d'un chargé d'éducation dont le nombre d'heures travaillées au cours de l'année ne correspond pas au nombre d'heures prévues dans le contrat. Afin de «régulariser» cette situation, la direction de l'établissement scolaire lui aurait proposé, a posteriori, de signer un avenant antidaté, ce que l'intéressé aurait évidemment refusé de faire.

Toujours selon cet article, la pratique consistant à faire signer chaque année scolaire un nouvel avenant, réduisant ou augmentant le nombre d'heures à prester, sans limite de date, à des chargés d'éducation, serait répandue dans plusieurs établissements scolaires.

Une telle pratique est non seulement illégale, mais elle plonge les chargés d'éducation concernés dans une précarité professionnelle leur interdisant toute planification à long terme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des directions d'établissements de l'enseigne-

ment secondaire ou des responsables du Ministère de l'Éducation nationale auraient proposé ou proposeraient à des chargés d'éducation de signer des avenants antidatés, tel que l'article du «Wort» le décrit?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer de combien de cas il s'agit depuis l'année 2010, c'est-à-dire pour les années 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015?

3. Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il rappelé à l'ordre ou est-il intervenu de quelque manière que ce soit auprès de ces directions ou, le cas échéant, des responsables du Ministère de l'Éducation nationale, qui auraient ouvertement violé le droit du travail?

4. Quelles démarches, dans le cadre de la loi, Monsieur le Ministre a-t-il entreprises afin de régler la situation de ces chargés d'éducation?

#### Question 1605 (27.11.2015) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant les conditions de travail des chargés de cours de l'enseignement secondaire et secondaire technique:

Le 16 octobre dernier, Monsieur le Ministre est parvenu à un accord avec l'Association des chargés de l'enseignement national (ACEN) concernant l'amélioration des conditions de travail des chargés de cours de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Grâce à cet accord, leur situation va considérablement s'améliorer: le nombre de leçons de la tâche d'enseignement direct des chargés sera réduit, la décharge pour ancienneté sera adaptée, les contrats à durée déterminée ne pourront être proposés que pour des remplacements (maladie, maternité, etc.) et la fonctionnarisation sera facilitée.

D'autres problèmes subsistent cependant. En effet, malgré le fait que vous ayez déjà rappelé aux établissements que ces enseignants devaient bénéficier de contrats à temps plein / à mi-temps ou trois-quarts temps, certains chargés sont encore liés par des contrats ne respectant pas ces directives. Ensuite, plusieurs établissements remédieraient aux heures supplémentaires en faisant signer des contrats antidatés et certaines directions imposeraient de facto la signature de contrats non datés proposant moins d'heures de travail pour l'année suivante. Dès lors, il est impossible aux chargés concernés de savoir avant le début d'une nouvelle année scolaire s'ils pourront rester dans le même établissement, pour combien d'heures et pour quels cours.

Pour ces raisons, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Avez-vous connaissance de ces faits?
2. Quelles sont les pistes envisageables pour empêcher ces abus?

#### Réponse (18.12.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

La loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques a pour mission d'assurer des remplacements et de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté au sein des lycées.

L'article 3 respectivement l'article 4 des contrats de louage de services des chargés d'éducation à durée déterminée ou indéterminée fixe la tâche hebdomadaire du chargé et prévoit qu'elle pourra faire l'objet, au cours de l'année scolaire, d'adaptations ou de modifications nécessaires pour des raisons de service. La règle est que les contrats sont signés par les chargés avant leur entrée en service. La pratique de remédier aux heures supplémentaires par une augmentation temporaire de la tâche d'enseignement d'un chargé à tâche partielle n'est pas contraire aux textes en vigueur. La modification du contrat est consigné de commun accord dans la signature d'un avenant. Quant à la date de signature des avenants, je ne suis pas en mesure de vous fournir des chiffres concrets. Par contre, je peux vous confirmer que les directeurs et directrices de lycées font de leur mieux pour que les avenants soient signés en temps utile et, en tout cas, avant la date de début de la prestation de services. Malheureusement, je me dois de constater que, pour différentes raisons, ceci n'a pas pu être le cas à 100%, quand bien même des rappels et des séances d'information ont eu lieu les dernières années.

Afin d'offrir aux concernés des garanties financières et professionnelles, les contrats à durée indéterminée sont établis depuis des années exclusivement avec une tâche complète, sauf sur demande explicite du chargé concerné. En date du 12 janvier 2015, j'ai rappelé aux directeurs et directrices des lycées et lycées techniques de ne plus procéder à des réductions de

tâche à partir du 15 février 2015, sauf sur demande explicite, motivée et écrite du chargé d'éducation concerné. Les avenants prévoyant une réduction de la tâche d'enseignement doivent être accompagnés par une lettre motivant cette réduction. La demande écrite du chargé concerné garantit que seul les chargés souhaitant vraiment, pour des raisons personnelles, une réduction de leur tâche d'enseignement se voient effectivement diminuer leur tâche.

Inversement, la tâche d'enseignement initialement fixée par contrat peut toujours être augmentée, selon les besoins de service, en signant d'un commun accord un avenant au contrat de louage de services initial. Dans ce cas, elle sera fixée de façon définitive à 100%, sauf, bien entendu, si le chargé s'y oppose formellement. La pratique de signer un avenant sans date fin met un terme à une fixation annuelle de la tâche d'enseignement et garantit ainsi une planification de la tâche à long terme pour les chargés à contrat à durée indéterminée. Les chargés qui ne se voient pas proposer une tâche complète dans leur(s) lycée(s) d'affectation, faute de vacance de leçons dans ce(s) dernier(s), pourront être transférés vers un ou plusieurs autres lycées, conformément à l'article 8 respectivement à l'article 5 de leur contrat de louage de services. Cette mesure permet aux chargés de maintenir le volume de leur tâche et de conserver le même salaire.

Dans le même ordre d'idées, j'ai rappelé aux directeurs et directrices qu'il serait souhaitable que tout chargé d'éducation engagé à durée déterminée puisse, dans la mesure du possible et selon son choix, bénéficier d'une tâche complète. Malheureusement, il s'avère impossible de garantir une tâche complète à chaque chargé d'éducation engagé à durée déterminée, faute de leçons vacantes soit dans sa spécialité, soit dans son ou ses lycées.

Par ailleurs, vu le caractère temporaire des contrats des chargés d'éducation à durée déterminée, je ne suis pas en mesure de garantir à tous la reconduction de leur contrat avec une tâche fixe. Néanmoins, il échoit de constater que presque chaque contrat à durée déterminée a été reconduit pendant les dernières années.

Pour remédier à des situations contraignantes qui pourraient se produire, malgré tous les efforts de mes services pour les éviter, j'ai soumis au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi ne prévoyant à l'avenir que des engagements à durée indéterminée à raison d'une tâche complète ou à raison d'une tâche correspondant soit à 75 pour cent, soit à 50 pour cent d'une tâche complète. Des engagements à durée déterminée seront conclus exclusivement en vue d'assumer des remplacements qui ne peuvent ni être assurés par les fonctionnaires, candidats, stagiaires fonctionnaires, ni par les chargés de cours, les chargés d'éducation engagés à durée indéterminée et les chargés d'enseignement.

#### Question 1606 (01.12.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le centre de rééducation:

Die große Mehrzahl der Kardiologie-Patienten aus Luxemburg wurde bislang zur Rehabilitation ins Rehaszentrum Bernkastel-Kues überwiesen.

Meinen Informationen zufolge werden seit dem letzten 1. November allerdings keine Patienten aus Luxemburg mehr in Bernkastel-Kues aufgenommen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin sowie den Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Können die Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, aus welchen Gründen werden keine Patienten aus Luxemburg mehr in Bernkastel-Kues aufgenommen?

- Welche alternativen Rehasentren stehen den Patienten zur Verfügung?

- Ist sichergestellt, dass den Patienten nach wie vor die beste Rehabilitation garantiert ist?

#### Réponse commune (06.01.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Le centre de réhabilitation (Rehaszentrum) de Bernkastel-Kues accueille de nombreux patients du Luxembourg pour revalidation après chirurgie cardiaque.

Selon les informations de la Direction de la Santé, un patient en phase de convalescence postopératoire adressé par l'équipe de l'INCCI aurait récemment été refusé. Selon les mêmes sources, la direction médicale de l'établisse-

ment en Allemagne aurait motivé ce refus par des difficultés temporaires de dotation en personnel.

Toujours est-il que le centre de réhabilitation de Bernkastel-Kues vient de confirmer qu'il continuera à traiter, comme par le passé, les patients luxembourgeois à réhabilitation cardiologique.

#### Question 1607 (01.12.2015) de M. Marc Lies (CSV) concernant l'impôt foncier:

Um Enn vun all Joer ass bei de Gemengen d'Zäit vum Anzée vum der Grondsteuer. Opgrond vun der Ennerandeelung vun den Terrainen a verschidde Kategorien, wat d'Applikatioun vum Taux d'imposition ugeet, ass feststellen, datt d'Steieramt, wat d'Emklasséiere vu verschidde Terrainen vum „Terrain à bâtir“ op „Terrain bâti“ ugeet, net nokënnt, well et mengen Informatiounen no an dëser Divisioun u Personal feelt an doduerch eng Partie Dossiere leie bleiwen. D'Retarde ginn op e puer Joer zréck.

D'Leit reklaméieren deelweis vehement bei de Gemengen, well den Terrain, nodeems datt e bebaut ginn ass, beim Steieramt net emklasséiert gouf. Dëst huet natierlech zur Konsequenz, datt de Montant vun der Grondsteuer, déi bezuelt muss ginn, méi héich ass, wéi se eigentlech misst sinn.

Deeselwechte Problem stellt sech och bei enger Vente vun engem Terrain, wou de Vendeur zum Deel och nach am Joer no der Vente d'Grondsteuer ze bezeuele kritt, well den Dossier net à jour ass. Dëst well den neie Propriétaire nach net an der Base de données vun der Steierverwaltung ugepasst gouf.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Finanzminister riichten:

- Ass den Här Finanzminister sech der beschriwwener Problematik bewosst?

- Envisagéiert den Här Finanzminister, eng oder méi zousätzlech Persounen op dës Dossieren ze setzen, wat d'Emklasséiere vun den Terrainen ugeet?

#### Réponse (16.12.2015) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

D'Fro vum Här Deputéierte betrëfft zwee Aspekter:

1. d'Emklasséiere vum „Terrain à bâtir“ an de Grupp vun den „bebauten Grondstécker“

Déi genannten Emklasséierung ass virzehuelen op de nächsten 1. Januar, nodeems d'Gebai fäerdeg gebaut ginn ass. D'Emklasséiere gëtt virgeholl op Basis vun engem Relevé vun den Neibauten, deen d'Gemenge Joer fir Joer opstellen a bis Enn Januar (fir dat ofgelafend Joer) sollen areechen. Den Termin vun Enn Januar anzehalen, ass wichteg, fir datt d'Section des évaluations immobilières (ofgekierzt SEVI) genuch Zäit huet, fir déi Relevéen ze kontrolléieren, de Bauhären e Formulaire ze schécken, op deem de Bau beschriwwen gëtt an duerno eng Bewäertung vum Gebai ze maachen. Leider ass et esou, datt eng Rei Gemengen den Termin vun Enn Januar net respektéieren. Fir d'Joer 2014 zum Beispill hunn eef Gemengen um Datum vum 09.12.2015 nach kee Relevé agereecht. Vun deenen anere Gemengen hunn der 35 hire Relevé mat Verspéidung, dat heescht no dem 31.01.2015, agereecht. Zwou Gemengen hu säit 2012 nach keen oder kee komplette Relevé agereecht. Dierneft muss gesot ginn, datt e klengen Deel vun deene Relevé schlecht gemaach oder onkomplett ass, wouduerch d'Leit vum SEVI wäertvoll Zäit verléieren.

Nodeems de SEVI d'Bewäertung vun engem Gebai gemaach huet, gëtt e Bulletin émetéiert, op dee betreffenden 1. Januar. Eng Kopie vun deem Bulletin kritt déi zoustänneg Gemeng geschéckt, fir esou eventuell déi ze vill bezuelte Grondsteuer rembourséieren ze kënnen.

2. de Verkaf vun engem Terrain

Heizou muss gesot ginn, datt d'Grondsteuer bis zum Enn vun deem Joer ze bezuelen ass, an deem den Terrain verkaaft gëtt. Generell ass et esou, datt de Verkaf vun engem Terrain meeschtens am Délai, dat heescht virun Enn September vum folgendem Joer aktéiert gëtt, well de SEVI hei nëmme ausnamswies op d'Hëllef vun de Gemengen ugewisen ass. Sollt et virkommen, datt d'Iwwerschreiwung vun engem Terrain mat Verspéidung virgeholl gëtt, da kann och hei de Receveur vun der Gemeng opgrond vun engem Bulletin de décharge, dee vum SEVI émetéiert gëtt, eventuell déi ze vill bezuelte Grondsteuer rembourséieren.

Zum Schluss ass nach ze soen, datt d'Personal vun der d'Steierverwaltung am Moment verstäerkt gëtt.





**Question 1608** (01.12.2015) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **fermeture de bureaux de poste:**

Il me revient que les responsables de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (P&T) envisagent la fermeture du bureau des P&T à Mamer, comptant plus de 8.000 habitants. Du fait que les P&T sont un établissement public, que le conseil d'administration des P&T est majoritairement composé de représentants de l'État et que les P&T sont placées sous la haute surveillance du Ministre de l'Économie, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons amenant les responsables des P&T à proposer la fermeture du bureau de Mamer?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concrètes concernant la fermeture d'autres bureaux des P&T?

**Réponse** (08.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

Les questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

Les 35 bureaux de poste qui seront fermés au plus tôt à partir de début 2016 sont des bureaux ou relais à faible fréquentation, ouverts d'une à quatre heures par jour. Ces 35 bureaux représentent un tiers des points de vente mais seulement 5% du volume total des transactions réalisées dans le réseau de vente de POST Courrier. Il importe de souligner que ces 35 bureaux ont été opérés par 20 collaborateurs seulement qui auront tous la possibilité soit de rester dans le réseau de vente et de renforcer d'autres points de vente, soit d'évoluer dans l'entreprise via une mobilité interne. En outre, l'accueil et l'aménagement d'un certain nombre de bureaux de poste ne répondent plus aux exigences actuelles des clients.

Le bureau de poste à Mamer ne rentre pas dans les critères précités. La liste des bureaux de poste qui seront fermés au plus tôt à partir de début 2016 a été diffusée par voie de presse.

**Question 1610** (02.12.2015) de **MM. Lex Delles et Max Hahn** (DP) concernant la **fermeture de 33 bureaux postaux:**

D'après des informations diffusées par les médias luxembourgeois, 33 bureaux postaux, soit un tiers de tous les bureaux à travers le Luxembourg, risquent d'être fermés.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous donner des explications quant au choix des bureaux susceptibles d'être fermés?

- Monsieur le Ministre peut-il nous rassurer quant à la concordance entre, d'une part, l'attribution de nouvelles responsabilités aux facteurs et, d'autre part, les dates de fermeture projetées pour lesdits bureaux?

- Dans ce contexte de fermeture des bureaux postaux, quelle est la stratégie générale de l'Entreprise des P&T afin d'améliorer son service rendu à la clientèle?

**Réponse** (08.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

Les questions posées par les honorables Députés appellent les réponses suivantes:

L'amélioration des services à la clientèle et la pérennité de ses activités, qui nécessite une maîtrise des coûts, sont au cœur des décisions prises par POST quant à la stratégie future de son réseau de vente.

Une étude menée en décembre 2014 et mai 2015 par TNS ILReS a révélé que les clients des services postaux sont principalement insatisfaits avec les plages horaires d'ouverture jugées trop courtes, la mauvaise accessibilité des bureaux de poste, le manque de places de stationnement, et de trop longues attentes aux guichets. Malgré l'importance exprimée du critère de proximité, la majorité des répondants ont indiqué privilégier un allongement des plages horaires d'ouverture.

Il a donc fallu à POST réagir par rapport à ses critiques en adaptant graduellement son réseau de vente au style de vie moderne des citoyens. Dans les faits, la présence physique de POST

Luxembourg va évoluer, sans pour autant diminuer. Au contraire, POST va amplifier sa présence grâce à une diversification de son réseau de vente.

Ainsi une nouvelle stratégie «réseau de vente» a été adoptée en mai 2015 par le conseil d'administration et qui repose sur quatre piliers:

- le déploiement d'espaces POST en nombre réduit offrant tous les produits et services de POST Luxembourg (Télécom, Courrier et Finance);

- le développement de points POST chez des partenaires qui permettent d'offrir aux citoyens des horaires plus étendus (ex.: Cactus, Shoppi, stations-service);

- des self-POST avec des automates comme les stations PackUp 24/24 - dont le nombre est en constante progression - et des sites web permettant un self-service;

- un renforcement depuis fin octobre du rôle du facteur avec de nouvelles missions (ex.: vente de timbres, d'enveloppes prépayées, acceptation de recommandés...).

La fermeture des bureaux de vente annoncée à présent permettra justement de focaliser davantage les ressources sur les besoins réels des clients.

Ainsi sur les 97 bureaux que compte le réseau POST Courrier/POST Finance, le conseil d'administration de POST a décidé de fermer 35 bureaux de poste à partir de début 2016. La liste des bureaux de poste qui seront fermés a été diffusée par voie de presse.

Il s'agit de bureaux ou relais à faible fréquentation, ouverts d'une à quatre heures par jour. Ces 35 bureaux représentent un tiers des points de vente mais seulement 5% du volume total des transactions réalisées dans le réseau de vente de POST Courrier. En outre, l'accueil et l'aménagement d'un certain nombre de bureaux de poste ne répondent plus aux exigences actuelles des clients.

Il importe de souligner que ces 35 bureaux ont été opérés par 20 collaborateurs seulement qui auront tous la possibilité soit de rester dans le réseau de vente et de renforcer d'autres points de vente, soit d'évoluer dans l'entreprise via une mobilité interne.

Les enquêtes menées auprès des citoyens ont confirmé la grande confiance de la population envers les facteurs. En effet, 82% de la totalité des répondants estiment avoir confiance dans leur facteur. Pour les clients qui le connaissent et qui le voient régulièrement, le chiffre passe à 99% des répondants.

Sur base de ce constat fort, le renforcement depuis fin octobre de cette année du rôle du facteur avec de nouvelles missions fait partie des piliers de la future stratégie «réseau de vente» de POST Courrier. En effet, il est possible de lui acheter des timbres, des enveloppes préaffranchies et des étiquettes FollowMe (pour le suivi d'un envoi postal). Il est également possible de s'adresser à lui pour retirer ou déposer de l'argent d'un compte chèque postal, pour poster des lettres normales et recommandées, pour demander la garde ou le réacheminement du courrier personnel et pour commander la livraison de rouleaux de monnaie. Il convient de préciser que la demande pour des retraits et dépôts d'argent liquide auprès des facteurs reste limitée et qu'il existe une limite maximale pour les montants pouvant être demandés auprès du facteur ainsi que pour les montants que chaque facteur peut emmener en tournée. La conjugaison de ces limites fait que la sécurité des facteurs n'est pas mise en cause.

J'aimerais finalement rappeler dans ce contexte que depuis la loi du 26 décembre 2012, le réseau de vente de POST n'est plus considéré comme faisant partie du service universel et que POST Courrier doit se positionner dans un marché libéralisé.

**Question 1612** (02.12.2015) de **MM. Alexander Krieps et Edy Mertens** (DP) concernant la **lutte contre le sida:**

Les nouvelles statistiques des infections sida, publiées hier dans la presse à l'occasion de la journée mondiale du sida, sont plutôt alarmantes, notamment en ce qui concerne le nombre des personnes nouvellement infectées au cours des dernières années. En effet, par rapport à nos pays voisins, ce chiffre est nettement plus élevé.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelles conclusions Madame la Ministre tire-t-elle de ces nouveaux chiffres? Le Ministère de

la Santé envisage-t-il de nouvelles mesures dans la lutte contre le sida?

- Sachant que les infections sont en hausse constante depuis des années chez les consommateurs de stupéfiants, nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre si le programme d'échange de seringues sera relancé, voire étendu?

- Madame la Ministre entend-elle lancer une nouvelle campagne d'information et de sensibilisation?

**Réponse** (23.12.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

Avec le plus de 142.000 nouveaux cas, la région européenne de l'OMS a enregistré en 2014 le plus grand nombre de nouveaux cas de VIH depuis le début de la collecte des données en 1980.

Les nouveaux cas ont plus que doublé dans certains pays de l'UE/EEE.

Le Luxembourg ne constitue pas une exception à cette évolution: alors qu'en 2013, 83 cas nouveaux avaient été notifiés, ils étaient 96 en 2014, et en 2015, 78 nouveaux cas ont déjà été enregistrés au 25.11.2015.

Cette évolution est en partie imputable au nombre plus élevé de tests de dépistage réalisés suite aux campagnes d'information et de sensibilisation menées par le Ministère de la Santé et par la «HIV Berodung» de la Croix-Rouge. Elle reste néanmoins inquiétante.

Au total, mes services estiment qu'environ 1.000 personnes vivent au Luxembourg avec le VIH, dont un quart ignorent leur statut sérologique.

Parmi les 78 cas enregistrés jusqu'au 25 novembre, le premier mode de contamination sont les rapports hétérosexuels non protégés (n=27), suivi de près par les MSM (n=18), et les injecteurs de drogues (n=18).

Le nombre de nouvelles infections chez les injecteurs de drogues est effectivement en forte croissance depuis 2012, et surtout depuis les deux dernières années, pendant lesquelles il a rejoint le nombre des MSM.

Ce phénomène est extrêmement préoccupant, et devra donner lieu à des interventions de prévention ciblées.

Les messages de prévention de «safer Sex / safer Use», c'est-à-dire le port systématique du préservatif lors de relations sexuelles occasionnelles avec des personnes dont le statut sérologique n'est pas connu, et celui de ne pas partager de seringues ni de matériel d'injection, se sont affaiblis face à l'arrivée de médicaments efficaces pour le traitement de l'infection à VIH/sida.

Une nouvelle campagne d'information et de sensibilisation devra être menée, ciblant les groupes de population ayant des comportements à risque (injecteurs de drogues, MSM ayant plusieurs partenaires sexuels, sex workers, etc.).

Le programme d'échange de seringues devra être optimisé et les usagers mieux encadrés.

Enfin, le dépistage précoce devra être encouragé, car, plus une nouvelle infection est diagnostiquée tôt, plus vite la prise en charge et le traitement pourront être organisés, permettant ainsi de prévenir de nouvelles contaminations.

**Question 1613** (03.12.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **prise en charge de la prophylaxie pré-exposition:**

Selon un article de presse paru à l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre le sida, la France vient de décider la prise en charge de la prophylaxie pré-exposition (PREP), qui consiste en la prise d'un médicament anti-VIH par des séronégatifs dans un but préventif. Ce traitement qui bloque le cycle de multiplication du virus afin d'empêcher qu'il infecte l'organisme, est avant tout indiqué pour les couples au sein duquel un partenaire est séropositif, alors que l'autre ne l'est pas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Un tel traitement est-il autorisé, prescrit et vendu au Luxembourg?

- Un tel traitement est-il pris en charge par la Caisse nationale de Santé?

- Dans la négative, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne pensent-ils pas que ce traitement devrait être pris en charge et remboursé au Luxembourg?

**Réponse commune** (23.12.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M.**

**Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

En France, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé vient d'émettre une Recommandation Temporaire d'Utilisation (RTU) du Truvada (emtricitabine/tenofovir disoproxil fumarate) dans la prophylaxie pré-exposition (PREP) au VIH chez les personnes à haut risque d'acquisition du VIH par voie sexuelle.

La RTU n'est pas encore publiée. Lors du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale, Madame la Ministre des Affaires sociales et de la Santé française a annoncé que le produit serait pris en charge à 100% à partir de 2016. Le médicament est classé selon l'OMS sous la codification ATC «J05AR03 tenofovir disoproxil and emtricitabine».

Au Luxembourg, comme en France, il est commercialisé sous le nom de Truvada.

Ainsi, le traitement auquel se réfère l'honorable Députée existe, mais il est uniquement autorisé et prescrit actuellement à titre curatif pour le traitement des personnes séropositives au VIH.

Il a été classé par le Ministère de la Santé comme médicament à prescription réservée à certains médecins spécialisés dans le domaine requis. Ce médicament a démontré son efficacité pour prévenir une infection à VIH lors de relations sexuelles non protégées (réduction des séroconversions de 80%). Son prix au public en décembre 2015 est de 544,83 euros.

Truvada est inscrit depuis le premier mai 2010 sur la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité. Selon le point J.02.03. de la LISTE N°2 prévue à l'article 102 des statuts de la Caisse nationale de Santé «antiviraux généraux actifs sur les rétrovirus inclus dans les codes ATC J05AE\*, J05AF\*, J05AG\*, J05AR\* et J05AX\*», il est pris en charge au taux préférentiel de 100%.

Les indications thérapeutiques définies par l'Agence européenne des médicaments (EMA) dans l'autorisation de mise sur le marché du médicament Truvada se limitent au traitement des adultes âgés de 18 ans et plus infectés par le VIH-1. L'indication dans la prévention PREP n'y est pas reprise et est donc à qualifier comme utilisation «off-label».

La prise en charge par l'assurance maladie-maternité dans ce type d'utilisation est exclue en vertu de l'article 105 des statuts de la CNS. (Art. 105 des statuts: «La prise en charge des médicaments est soumise à la condition que ceux-ci soient prescrits, délivrés et administrés en conformité avec le résumé des caractéristiques du produit tel que celui-ci a été approuvé lors de l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché.»)

Les ministres rappellent les recommandations en matière de «safer sex / safer use» diffusées par la direction sanitaire et notamment la recommandation d'utilisation systématique du préservatif lors de relations sexuelles avec un partenaire dont le statut sérologique n'est pas connu. Ils sont d'avis que si Truvada était commercialisé pour son utilisation préventive, le respect de ces recommandations devrait toujours primer par rapport à l'utilisation du médicament.

Par ailleurs, même si Truvada obtenait une autorisation de mise sur le marché dans son utilisation à titre préventif, la prise en charge par l'assurance maladie ne serait possible que dans la cadre d'un programme de médecine préventive via une convention de partenariat entre la CNS et le Ministère de la Santé et celui de la Sécurité sociale, ceci en vertu de l'article 17 alinéa 3 du Code de la sécurité sociale et de l'article 16 des statuts de la CNS.

**Question 1615** (03.12.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **scolarisation des enfants atteints de dysphasie:**

Le Centre de Logopédie prend en charge les élèves présentant des troubles du langage ainsi que les élèves à troubles spécifiques du langage. Or, comme le système éducatif au Luxembourg est caractérisé par le plurilinguisme, les enfants d'origine francophone atteints de dysphasie sont souvent obligés de partir à l'étranger pour y poursuivre leur scolarité (l'enseignement fondamental).



Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place des classes pour élèves dysphasiques au niveau du Lycée international à Differdange qui accueillera également des classes de l'enseignement fondamental, offrant ainsi la possibilité aux élèves actuellement inscrits à l'étranger de poursuivre leurs études secondaires au Luxembourg?

**Réponse** (10.12.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Me référant à ma réponse à la question parlementaire n°1498 du 15 octobre 2015 (*cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2015-2016*), je peux vous confirmer que le Centre de Logopédie est en pourparlers avec le responsable pour la préparation de l'ouverture de l'École internationale de Differdange afin d'envisager une collaboration pour le soutien des élèves avec un trouble spécifique du langage.

Dans le cadre de l'inclusion, on devrait parler plutôt de cours spécifiques et ponctuels offerts aux élèves concernés et d'une formation et d'une guidance pour les enseignants par les spécialistes du Centre de Logopédie. L'envergure de cette aide dépendra des ressources alors disponibles.

**Question 1616** (09.12.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **cours de natation dans les établissements scolaires**:

L'instructeur de natation se trouvant en arrêt de maladie, les élèves d'un lycée technique sont privés de cours de natation depuis la dernière rentrée scolaire. La décision a été prise de fermer purement et simplement la piscine dans la mesure où la sécurité des élèves ne peut être garantie dans ces conditions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien de piscines accueillent des classes scolaires dans le cadre du cours de natation?
2. De combien d'instructeurs de natation diplômés dispose le Luxembourg?
3. Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il d'éviter à l'avenir la suspension des cours pour cause de maladie du seul instructeur de natation?
4. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de mettre en place un «pool d'instructeurs de natation» qui permettrait de fournir rapidement un remplaçant en cas de nécessité?
5. Ne serait-il pas dans l'intérêt des élèves que chaque piscine dispose d'office de deux instructeurs de natation?

**Réponse** (13.01.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

De prime abord, j'aimerais signaler que la piscine du Lycée technique Michel Lucius rouvre ses portes au début du 2<sup>e</sup> trimestre 2015-2016. Quant aux différentes questions de l'honorable Députée, je me permets de fournir les précisions suivantes:

Ad 1. L'État gère onze piscines dans le contexte de l'enseignement secondaire et trois piscines dans le contexte de l'éducation différenciée. Comme à l'enseignement fondamental, l'organisation des cours de natation appartient aux autorités communales, il est évident que je ne saurais point fournir les informations requises de manière complète.

Ad 2. La réponse à cette question dépasse le champ de compétence de mon département.

Ad 3. J'ai invité les directeurs des lycées ainsi que le département du personnel du Ministère à se concerter aussitôt qu'une situation de pénurie en personnel technique se présente.

Ad 4. Pour ce qui est des lycées et écoles étatiques, le département du personnel et le service des finances du Ministère sont en train d'analyser la possibilité de mettre en place une «réserve de suppléants techniques». La possibilité de recourir à des tiers est également envisageable et à vérifier.

Ad 5. L'embauche d'instructeurs de natation par l'État se fait selon les règles en vigueur en application des dispositions légales et régle-

mentaires. Par ailleurs, l'État se doit de veiller avec le discernement nécessaire à l'engagement des ressources et une augmentation systématique du taux de présence d'instructeurs de natation ne me semble pas opportun en ce moment.

**Question 1618** (07.12.2015) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant le **service universel offert par l'Entreprise des Postes et Télécommunications**:

Selon la loi du 25 décembre 2012 sur les services postaux, chaque citoyen a droit au service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de qualité déterminée fournis de manière permanente et à des prix abordables. La prestation du service postal universel doit être disponible sans discrimination, sous quelque forme que ce soit, ne pas être interrompue ou arrêtée, sauf cas de force majeure, évoluer en fonction de l'environnement technique, économique et social ainsi que des besoins des utilisateurs. Selon l'ILR, «le service postal universel correspond à une offre de services postaux de qualité déterminée fournis de manière permanente et à des prix abordables, transparents et non discriminatoires».

La loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux précise néanmoins que le service postal universel se limite actuellement à la levée, au tri, à acheminement et à la distribution des envois postaux jusqu'à deux kilogrammes et des colis jusqu'à dix kilogrammes, à la distribution de colis originaires d'un autre État membre de l'Union européenne jusqu'à 20 kilogrammes, aux services relatifs aux envois recommandés et aux envois à valeur déclarée. Et même si la Poste reste prestataire désigné du service postal universel jusqu'en 2020, d'autres prestataires peuvent être chargés d'une partie du service universel ou même se la voir imposer.

La loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques définit le service universel en matière de communications électroniques comme un service ou un ensemble de services minimal défini, de qualité déterminée, disponible à un prix abordable et sans distorsion de concurrence, indépendamment de la position géographique de l'utilisateur final.

Dans ce contexte, et vu la décision du conseil d'administration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, dont l'État luxembourgeois est le propriétaire unique, de fermer 35 bureaux de poste sur les 97 répartis à travers le Grand-Duché à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes:

1. Quelles sont les entreprises actuellement en charge de quelle partie du service universel? Selon quelles dispositions de la loi?
2. Y a-t-il versement éventuel de compensations à l'une ou l'autre entreprise?
3. Quelle entreprise a contribué avec quels montants à l'alimentation du fonds pour le maintien du service postal universel ou du service universel en matière de communications électroniques?
4. Un service postal universel de qualité répondant aux besoins des utilisateurs, ne devrait-il pas comprendre l'accès à des guichets de fourniture de services postaux (timbres et autre matériel, mais surtout d'informations fiables sur la tarification, les services, etc.)? Ne serait-il pas utile de légiférer en ce sens?
5. De tels guichets ne devraient-ils pas se trouver à proximité des usagers, afin d'éviter une discrimination selon leur situation géographique et afin d'éviter des prix d'accès aux services (à cause des déplacements nécessaires) dépendant de la position géographique de l'utilisateur?
6. Des points POST gérés par la chaîne de supermarchés Cactus et des stations d'essence peuvent-ils garantir un service de qualité, surtout en ce qui concerne la délivrance d'informations fiables, engageant la Poste? Quels seront les services y fournis? Quel sera le personnel affecté à ces services (statut, subordination à quelles entreprises...)?
7. Qu'en est-il de la confidentialité attachée à la fourniture de ces services?
8. Ne serait-il pas opportun de fournir, en tant qu'entreprise postale et de télécommunications intégrée, également des services intégrés dans les différents ressorts, y compris en matière de services bancaires de proximité?
9. Au cas où certains de ces services seraient délégués aux facteurs, ceux-ci peuvent-ils garantir un traitement équitable de tous les usagers? Ou seront-ils obligés de limiter les ser-

vices, dépassant la délivrance du courrier, aux personnes âgées et à mobilité réduite (tel qu'il a été compris par beaucoup de monde suite à l'information de la Poste publiée le 25 octobre 2015)?

10. Au cas où les facteurs devraient garantir un service de qualité équitable pour tout usager citoyen, auront-ils à leur disposition le temps nécessaire pour offrir ces services à tous les usagers citoyens sans discrimination aucune? L'effectif des facteurs, ne devrait-il pas être adapté en conséquence? Quel serait le nombre d'EPT à prévoir en supplément de l'effectif actuel?

11. Qu'en est-il de la sécurité des facteurs, notamment au cas où ils devront emporter avec eux de nouveaux des sommes en espèces plus considérables? Quelles sont les dispositions légales réglant cette question et comment seront-elles appliquées?

12. Quelles seraient les synergies possibles de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et ses services avec d'autres prestataires publics, y compris en matière de services bancaires?

Je saurais gré à Monsieur le Ministre de me faire part de ses réponses avant l'heure d'actualité demandée par le groupe politique CSV le 3 décembre 2015, car j'estime que les informations demandées sont indispensables pour mener la discussion.

**Réponse** (23.12.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En guise d'introduction, j'aimerais informer l'honorable Député qu'il ne m'a pas été possible de fournir les réponses aux douze questions qu'il a posées en relation avec le service postal universel avant l'heure d'actualité demandée par le groupe politique CSV le 3 décembre 2015 au sujet de la fermeture des 33 bureaux de poste et qui s'est tenue le 8 décembre 2015, vu que sa question parlementaire ne m'est parvenue qu'à l'issue de cette heure d'actualité. Néanmoins, je l'invite à trouver ci-après les réponses aux questions posées:

Ad 1. L'Entreprise des Postes et Télécommunications est actuellement le seul opérateur auquel incombe une obligation de prester le service postal universel, ceci sur base de l'article 45 (2) de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux: «Le prestataire en charge du service postal universel au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi conserve son statut de prestataire désigné du service postal universel pendant sept années à compter de la mise en vigueur de la présente loi.»

D'autres acteurs sont, de manière partielle et sélective (i. e. sur les seuls créneaux rentables), actifs dans le domaine du service universel selon les modalités des articles 7-11 de la loi susmentionnée. La liste peut être consultée sur le site Internet de l'ILR:

[http://www.ilr.public.lu/services\\_postaux/opérateurs/ListePrestatairesServicesPostauxInternet011215.pdf](http://www.ilr.public.lu/services_postaux/opérateurs/ListePrestatairesServicesPostauxInternet011215.pdf).

Ad 2. Étant donné que le fonds de compensation mentionné dans l'article 26 de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux n'a pas été instauré à ce stade, aucune demande de financement du coût du service universel (selon les dispositions des articles 26-28 de la loi du 26 décembre 2012) n'a été formulée et aucun opérateur ne touche des compensations en contrepartie de la prestation partielle ou totale du service universel postal.

Ad 3. Étant donné que le fonds de compensation n'a pas été instauré, aucun acteur du marché n'a été sollicité à contribuer financièrement à un tel fonds en guise de financement du coût du service universel (selon les dispositions des articles 26-28 de la loi du 26 décembre 2012).

Ad 4. La loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux n'a pas formulé d'obligations ou autres critères en termes de guichets postaux, à l'instar de nombreux autres pays. Cette question avait été soulevée lors de l'élaboration de la loi susmentionnée, mais a été écartée à l'époque. En effet, en fixant dans le projet de loi un nombre de bureaux à maintenir, le financement de ces derniers incomberait à la fin du compte à l'État. Il a donc été préféré à l'époque d'accorder une certaine flexibilité à l'EPT en adaptant la présence des bureaux à la demande réelle du consommateur.

L'accès aux informations sur la tarification et les services est possible dans tous les points de vente du prestataire du service universel ainsi que sur son site web.

Ad 5. Une étude représentative de TNS ILReS datant de mai 2015 a fait ressortir trois souhaits majeurs des utilisateurs des services postaux: des horaires d'ouverture étendus, l'accessibilité et la disponibilité de parkings ainsi que des temps réduits d'attente. Si la proximité reste très appréciée par la clientèle, la majorité des personnes privilégie les horaires d'ouverture

étendus par rapport à la proximité. Les projets de POST s'alignent parfaitement à ces souhaits des résidents. Enfin, le rôle du facteur a été étendu depuis octobre 2015 de sorte que chaque facteur sert désormais de point de contact pour la commande de timbres, d'enveloppes prépayées, d'emballages, de l'expédition d'envois, etc.

Ad 6. De tels partenariats existent de longue date avec une panoplie de partenaires différents - le partenariat de POST avec Cactus, Cactus Shoppi et prochainement Raiffeisen permet de consolider cette première expérience et de construire un partenariat solide et fiable couvrant tout le territoire national. Ces points de vente sont équipés des mêmes outils informatiques que POST et le personnel profite de formations continues de sorte à garantir un service de qualité aux clients. Tant la forme de la coopération que les obligations des contractants et de leur personnel sont définies contractuellement. Ces points POST seront gérés par les salariés du partenaire respectif.

Ad 7. La confidentialité est à la fois assurée par les contrats encadrant ces partenariats, le secret d'affaires tout comme d'ailleurs par la Constitution et le Code pénal. L'article 28 de la Constitution stipule ainsi que «le secret des lettres est inviolable», alors que l'article 458 du Code pénal prévoit que «... toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, qui... les auront révélés, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 euros à 5.000 euros.»

Ces dispositions valent donc de toute façon pour toute personne, qu'elle travaille pour POST, un de ses partenaires ou un autre opérateur postal actif sur le marché.

Ad 8. L'accessibilité et l'étendue des services bancaires profiteront du partenariat entre POST et Raiffeisen. Des mesures concrètes seront annoncées et transposées à partir du premier trimestre 2016.

Ad 9. Depuis toujours le facteur est une personne de confiance pour tous les ménages qui souhaitent le solliciter pour l'accomplissement d'opérations postales et financières. En octobre 2015 POST avait pris l'initiative de rappeler ce rôle et ce dans un but de revaloriser la profession du facteur, au profit de la population. Il s'agit ici non pas d'une délégation de services vers les facteurs, mais plutôt d'un canal d'accès supplémentaire aux services postaux et financiers, en complément des points d'accès existants, et ceci quotidiennement, partout dans le pays.

Toute une panoplie de services postaux tout comme des services financiers de base (retraits, versements, etc.) sont accessibles via le facteur. La gamme des services offerts est clairement définie et fut notamment communiquée via un dépliant distribué à tous les ménages.

Ad 10. Vu le lancement récent de cette initiative en octobre, il est encore prématuré pour pouvoir analyser l'impact de cette offre sur la tâche de travail des facteurs et en tirer des conclusions. Un premier bilan représentatif ne saura ainsi être tiré qu'après quelques mois.

Ad 11. La sécurité des facteurs n'est pas en péril de par le fait que:

- les retraits d'argent sont plafonnés par jour et par client;
- le cumul des retraits sont limités par jour et par tournée;
- le nombre de telles demandes s'avère de toute façon plutôt limité.

Les sommes d'argent en tournée, s'il y en a (!), sont donc faibles. Cette situation n'est ainsi en rien comparable avec les temps d'attente où les facteurs distribuaient effectivement des sommes considérables, p. ex. des allocations de pension ou des allocations familiales, désormais entièrement remplacées par des virements bancaires.

Ad 12. Durant les deux dernières années, POST Group a analysé plusieurs options de partenariats tant avec des acteurs publics qu'avec des acteurs privés. Ces analyses ont débouché sur les partenariats susmentionnés jugés à la fois les plus prometteurs, stables et complémentaires par rapport à la culture d'entreprise et l'offre de services de POST Luxembourg.